

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements Internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME XLV

1926

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1097. — Autriche et Hongrie :	
Traité en vue d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales, avec protocole final, signés à Vienne, le 8 novembre 1924	21
N° 1098. — Hongrie et Italie :	
Convention provisoire de commerce, avec annexes, protocole final et échange de notes, Rome le 20 juillet 1925... ..	39
N° 1099. — Hongrie et Italie :	
Convention pour les dettes et créances et protocole final contenant une déclaration relative à cette convention, signée à Budapest, le 27 mars 1924	65
N° 1100. — Hongrie et Italie :	
Convention au sujet de la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant guerre placée en Italie, et protocole final contenant une déclaration relative à cette convention, signés à Budapest le 27 mars 1924	83
 ANNEXE XIII. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.	
N° 13. — Convention radiotélégraphique internationale, signée à Londres, le 5 juillet 1912.	
<i>Accessions</i>	94
N°s 15 et 16. — Convention de Berne révisée (9 septembre 1886) pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin, le 13 novembre 1908, et protocole additionnel à cette convention, signé à Berne, le 20 mars 1914.	
<i>Adhésion</i>	95

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME XLV

1926

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Pages
No. 1097. — Austria and Hungary :	
Treaty for the Avoidance of Double Taxation in respect of Death Duties, with Final Protocol, signed at Vienna, November 8, 1924	21
No. 1098. — Hungary and Italy :	
Provisional Commercial Convention with Annexes, Final Protocol and Exchange of Notes, Rome, July 20, 1925	39
No. 1099. — Hungary and Italy :	
Agreement relating to Debts and Credits and Final Protocol containing a Declaration relative to this Agreement, signed at Budapest, March 27, 1924... ..	65
No. 1100. — Hungary and Italy :	
Agreement regarding the Consolidation of the Coupons due for Payment and the Bonds due for Redemption of the Pre-War Hungarian Public Debt, issued in Italy, and Final Protocol containing a Declaration concerning the Agreement, signed at Budapest, March 27, 1924	83
ANNEXE XIII. — Presentations for registration, adhesions, signatures, ratifications subsequently exchanged, etc.	
No. 13. — International Radiotelegraph Convention, signed at London, July 5, 1912.	
<i>Accessions</i>	94
Nos. 15 and 16. — International Convention relative to the Protection of Literary and Artistic Works revising that signed at Berne, September 9, 1886, etc., signed at Berlin, November 13, 1908, and Additional Protocol to this Convention, signed at Berne, March 20, 1914.	
<i>Adhesion</i>	95

	Pages
N° 170. — Protocole de signature concernant le statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Signature</i>	96
<i>Ratifications du protocole</i>	97
<i>Signatures et ratifications de la Disposition facultative</i>	97-98
N° 269. — Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants. Genève, le 30 septembre 1921.	
<i>Ratifications, adhésions</i>	99
N° 270. — Arrangement postal entre le Danemark et la Finlande, signé à Helsingfors, le 19 mai, à Copenhague, le 22 mai 1922.	
<i>Amendements à l'article 2, alinéas 2 et 5</i>	99
<i>Amendements au règlement d'expédition</i>	102
N° 355. — Arrangement relatif à la délivrance des certificats d'identité aux réfugiés russes, signé à Genève, le 5 juillet 1922.	
<i>Adhésion</i>	103
N° 357. — Arrangement conclu entre le Gouvernement de la colonie des Straits Settlements et celui des Indes orientales néerlandaises concernant l'échange des colis postaux, signé à Batavia, le 26 mai, et à Singapour, le 2 juin 1922.	
<i>Amendements aux articles I, IV et VI</i>	103
N° 386. — Convention entre la France et la Norvège au sujet du régime des vins et spiritueux, signée à Paris, le 23 avril 1921.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	107
N° 422. — Echange de notes entre les Gouvernements de Hongrie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes au sujet de la prolongation du délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon, Belgrade, les 17 et 20 mars 1923.	
<i>Echange de notes relatif à la prolongation du délai ci-dessus. Budapest, les 1er avril, 1er et 12 juin 1926</i>	107
N° 512. — Arrangement provisoire concernant la navigation aérienne entre les Pays-Bas et la France, signé à Paris, le 2 juillet 1923.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	111
N° 536. — Déclaration par les Gouvernements britannique et français concernant la pêche des huîtres en dehors des eaux territoriales dans les mers situées entre la Grande-Bretagne et la France, signée à Paris, le 29 septembre 1923.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	111

	Pages
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
<i>Signature</i>	96
<i>Ratifications of the Protocol</i>	97
<i>Signatures and Ratifications of the Optional Clause</i>	97-98
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Geneva, September 30, 1921.	
<i>Ratifications. Adhesions</i>	99
No. 270. — Postal Agreement between Denmark and Finland, signed at Helsingfors, May 19, and at Copenhagen, May 22, 1922.	
<i>Amendments to Article 2, paragraphs 2 and 5</i>	99
<i>Amendments to the Regulations for the Application of the Postal Agreement</i>	102
No. 355. — Arrangement with Regard to the Issue of Certificates of Identity to Russian Refugees, signed at Geneva, July 5, 1922.	
<i>Adhesion</i>	103
No. 357. — Agreement between the Governments of the Colonies of the Straits Settlements and Netherlands East India for the Exchange of Postal Parcels, signed at Batavia, May 26 and at Singapore, June 2, 1922.	
<i>Amendments to Articles I, IV and VI</i>	103
No. 386. — Convention between France and Norway in the matter of Wines and Spirits, signed at Paris, April 23, 1921.	
<i>Presentation for registration</i>	107
No. 422.— Exchange of Notes between the Governments of Hungary and of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in Regard to the Prolongation of the Period Allowed for Transfer of Residence under the third Paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon, Belgrade, March 17 and 20, 1923.	
... ..	
Exchange of notes relating to the prolongation of the above, Budapest, April 1 and June 1, and 12, 1926	107
No. 512. — Provisional Agreement Relating to Air Navigation between the Netherlands and France, signed at Paris, July 2, 1923.	
<i>Presentation for registration</i>	III
No. 536. — Declaration by the British and French Governments Respecting Oyster Fisheries outside Territorial Waters in the Seas Lying between the Coast of Great Britain and those of France, signed at Paris, September 29, 1923.	
<i>Presentation for registration</i>	III

	Pages
N° 549. — Convention entre le Reich allemand et la République de Pologne en vue de faciliter le trafic-frontière, signée à Posen, le 29 avril 1922.	
Protocoles signés à Varsovie, le 23 décembre 1924, à Varsovie et à Posen, le 29 avril 1925, à Berlin, le 8 juillet 1925 et échange de notes, Posen, le 12 septembre, et Varsovie, le 17 septembre 1925, prolongeant cette convention jusqu'au 1 ^{er} novembre 1925	111
N° 585. — Echanges de notes entre les Gouvernements danois et tchécoslovaque, comportant un arrangement provisoire relatif au commerce et à la navigation entre leurs deux pays. Prague, le 31 janvier 1924, le 18 décembre 1924, le 18 avril 1925.	
Présentation à l'enregistrement	112
N° 597. — Convention entre la Belgique et le Royaume-Uni au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale, signée à Londres, le 21 juin 1922.	
Echange de notes relatif à l'extension des dispositions de cette convention au Congo belge, Londres les 28 novembre 1925 et 2 février 1926	112
N° 678. — Protocole relatif aux clauses d'arbitrage, signé à Genève, le 24 septembre 1923.	
Signature, ratifications, accessions	116
Déclaration par le Gouvernement royal d'Italie relatif à la non-extension aux colonies italiennes du protocole	117
N° 683. — Echange de notes entre les Gouvernements britannique et norvégien comportant un arrangement relatif à l'échange de notifications concernant les aliénés. Londres, les 2 et 5 juin 1924.	
Echange de notes portant application de l'Arrangement des 2 et 5 juin 1924 à partir du 1 ^{er} août 1926 au Canada, à l'Australie, à la Nouvelle-Zélande, à l'Union Sud-Africaine, à l'Etat libre d'Irlande et à Terre-Neuve. Londres, les 20 et 26 mai 1926	119
N° 685. — Convention internationale pour la répression de la circulation et du trafic des publications obscènes, ouverte à la signature à Genève, du 12 septembre 1923 au 31 mars 1924.	
Ratifications, adhésions	122
N° 722. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Pologne, signé à Varsovie, le 26 novembre 1923.	
Echange de notes relatif à l'extension des dispositions de ce traité au Nigeria. Varsovie les 12 et 31 octobre 1925	123
Echange de notes portant accession des « Straits Settlements » à ce traité. Varsovie, les 29 mai et 12 juin 1926.	123
N° 739. — Traité de commerce et de navigation entre la Finlande et le Royaume-Uni, signé à Helsingfors, le 14 décembre 1923.	
Echange de notes portant accession à ce traité pour certains dominions, colonies, protectorats et territoires sous mandat britannique. Helsingfors, les 25 janvier et 13 mars 1926	126

	Pages
No. 549. — Agreement between the German Reich and the Polish Republic, concerning Frontier Traffic Facilities, signed at Posen, April 29, 1922.	
Protocols signed at Warsaw, December 23, 1924, at Warsaw and Posen, April 29, 1925, at Berlin, July 8, 1925, and Exchange of Notes, Posen, September 12, and Warsaw, September 17, 1925, renewing the above Agreement until November 1, 1925... ..	111
No. 585. — Exchanges of Notes between the Danish and Czechoslovak Governments Constituting a Provisional Arrangement with regard to Commerce and Navigation between their two Countries. Prague, January 31, 1924. December 18, 1924. April 18, 1925.	
<i>Presentation for registration</i>	112
No. 597. — Convention between Belgium and the United Kingdom respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters, signed at London, June 21, 1922.	
Exchange of Notes relating to the Application of the Provisions of this Convention to the Belgian Congo. London, November 28, 1925 and February 2, 1926.	112
No. 678. — Protocol on Arbitration Clauses, signed at Geneva, September 24, 1923.	
<i>Signature, Ratifications, Accessions</i>	116
Declaration by the Royal Italian Government concerning the non-extension to the Italian Colonies of the Protocol	117
No. 683. — Exchange of Notes between the British and Norwegian Governments Constituting an Agreement concerning the Exchange of Notifications with Regard to persons of Unsound Mind, London, June 2 and 5, 1924.	
Exchange of Notes regarding the application of the Agreement of June 2 and 5, 1924, as from August 1, 1926, to Canada, Australia, New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland. London, May 20 and 26, 1926	119
No. 685. — International Convention for the Suppression of the Circulation of and Traffic in Obscene Publications. Open for Signature at Geneva from September 12, 1923, to March 31, 1924.	
<i>Ratifications, Adhesions</i>	122
No. 722. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Poland, signed at Warsaw, November 26, 1923.	
Exchange of Notes relating to the Application of the Provisions of this Treaty to Nigeria. Warsaw, October 12 and 31, 1925. Exchange of Notes relating to the Accession of the Straits Settlements to this Treaty. Warsaw, May 29, and June 12, 1926... ..	123
No. 739. — Treaty of Commerce and Navigation between Finland and the United Kingdom, signed at Helsingfors, December 14, 1923.	
Exchange of Notes relating to the accession of certain British Dominions, Colonies, Protectorates and Mandated Territories to this Treaty, Helsingfors January 25, and March 13, 1926	126

N° 748. — Traité de commerce entre le Royaume-Uni et la République tchécoslovaque et déclaration additionnelle, signés à Londres, le 14 juillet 1923.	
Echange de notes portant accession à ce traité du protectorat d'Uganda et du territoire de Tanganyika. Prague, les 12 avril et 16 juillet 1926, et 9 et 16 juillet 1926	128
N° 771. — Accord postal entre le Danemark, la Norvège et la Suède, signé à Christiania, Copenhague et Stockholm, le 26 juillet 1924.	
Amendements à l'accord postal et au règlement d'exécution y relatif	131
N° 775. — Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et protocole y relatif. Genève, le 3 novembre 1923.	
<i>Ratifications</i>	140
N° 792. — Echange de notes entre les Gouvernements autrichien et norvégien comportant un accord commercial et maritime provisoire. Christiania, le 3 décembre 1924.	
Accord additionnel concernant une modification de l'accord ci-dessus, signé à Berlin, le 6 février 1926	141
N° 798. — Echange de notes entre les Gouvernements danois et hellénique, concernant la prorogation jusqu'au 1er mars 1925 du Traité de commerce et de navigation, signé à Athènes, le 13 25 décembre 1843, et à Copenhague, le 31 octobre 1846. Berlin, le 10 décembre 1924.	
Echange de notes relatif à la prorogation du traité ci-dessus jusqu'au 30 avril 1926	142
Echange de notes relatif à la prorogation du traité ci-dessus jusqu'au 31 mai 1926	144
Echange de notes relatif à la prorogation du traité ci-dessus jusqu'au 31 août 1926	146
N° 800. — Echange de notes entre les Gouvernements néerlandais et portugais, comportant un arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, le 27 août 1924.	
Echange de notes relatif à la prorogation, à partir du 1er septembre 1926, pour une période d'un an, du « modus vivendi » commercial du 27 août 1924. Lisbonne, le 5 août 1926	148
N° 827. — Echange de notes entre les Gouvernements allemand et portugais comportant un accord provisoire des relations commerciales. Berlin, le 28 avril 1923.	
Echange de notes relatif à la prorogation dudit accord, avec certains amendements, jusqu'au 2 janvier 1926. Lisbonne, le 31 décembre 1924	152
Echange de notes relatifs à la prorogation de ce dernier accord jusqu'au 31 mars, 30 avril et 2 juin 1926. Lisbonne, les 23 décembre 1925, 23 mars, et 3 et 14 avril 1926	152
N° 856. — Echange de notes entre les Gouvernements britannique et français accordant des facilités réciproques aux marins et gradés de la marine britannique et de la marine française traversant leurs territoires respectifs. Paris, les 5 et 28 janvier 1925.	
Echange de notes pour l'extension à des petits détachements militaires des dispositions de l'Accord des 5 et 28 janvier 1925. Paris, les 18 juin et 7 décembre 1925	160

	Pages
No. 748. — Treaty of Commerce between the United Kingdom and the Czechoslovak Republic and Accompanying Declaration, signed at London, July 14, 1923.	
Exchange of Notes relating to the accession of the Uganda Protectorate and of the Tanganyika Territory to this Treaty. Prague, April 12, July 16, 1926 and July 9 and 16, 1926	128
No. 771. — Postal Agreement between Denmark, Norway and Sweden, signed at Christiania, Copenhagen and Stockholm, July 26, 1924.	
Amendments to the Postal Agreement and to the Regulations thereto	131
No. 775. — International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and Protocol relating thereto. Geneva, November 3, 1923.	
<i>Ratifications</i>	140
No. 792. — Exchange of Notes between the Austrian and Norwegian Governments, Constituting a Provisional Agreement on Commerce and Navigation, Christiania, December 3, 1924.	
Additional Agreement concerning an Amendment to the above Agreement, signed at Berlin, February 6, 1926	141
No. 798. — Exchange of Notes between the Danish and Greek Governments concerning the Prolongation until March 1, 1925 of the Treaty of Commerce and Navigation, signed at Athens, December 13/25, 1843, and at Copenhagen, October 31, 1846. Berlin, December 10, 1924.	
Exchange of Notes relating to the Prolongation until April 30, 1926, of the above Treaty...	142
Exchange of Notes relating to the Prolongation until May 31, 1926 of the above Treaty ...	144
Exchange of Notes relating to the Prolongation until August 31, 1926, of the above Treaty	146
No. 800. — Exchange of Notes between the Netherlands and Portuguese Governments Establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations between the Netherlands and Portugal, Lisbon, August 27, 1924.	
Exchange of Notes relating to the Prorogation as from September 1, 1926, and for one year, of the Commercial "Modus Vivendi" of August 27, 1924. Lisbon, August 5, 1926...	148
No. 827. — Exchange of Notes between the German and Portuguese Governments Establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations. Berlin, April 28, 1923.	
Exchange of Notes relating to the Prorogation of the said Agreement, with certain Amendments, until January 2, 1926. Lisbon, December 31, 1924	152
Exchange of Notes relating to the Prorogation of this last Agreement until March 31, April 30 and June 2, 1926, Lisbon, December 23, 1925, March 23, and April 3 and 14, 1926	
No. 856. — Exchange of Notes between the British and French Governments Agreeing to the Reciprocal Grant of Facilities to British and French Naval Ratings Passing Respectively through British and French Territory. Paris, January 5 and 28, 1925.	
Exchange of Notes extending the Provisions of the Agreement of January 5 and 28, 1925, to small bodies of troops, Paris, June 18, and December 7, 1925	160

	Page
N° 868. — Traité entre la Finlande et le Royaume-Uni pour l'extradition des malfaiteurs, signé à Londres, le 30 mai 1924.	
Echange de notes portant accession à ce traité de certains dominions britanniques, l'Inde et certains territoires sous mandat britannique. Helsingfors, les 14 septembre et 14 décembre 1925	162
N° 895. — Traité de commerce et de navigation entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, signé à Londres, le 22 mai 1924.	
Echange de notes portant accession à ce traité de certaines colonies, protectorats et territoires sous mandat britannique. Vienne, les 5 et 26 juin 1926	165
N° 905. — Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs Etats. Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	170
N° 929. — Convention de commerce et de navigation entre la Suède et la Tchécoslovaquie, signée à Stockholm, le 18 avril 1925.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	170
N° 943. — Convention conclue entre les Etats représentés à la Commission centrale pour la navigation du Rhin, relative au régime des patentes, de bateliers du Rhin, signée à Strasbourg, le 14 décembre 1922, avec protocole additionnel y afférent, signé le 22 décembre 1923.	
<i>Communiquée par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 août 1926...</i>	170
N° 944. — Règlement relatif à la délivrance des patentes de bateliers du Rhin, du 14 décembre 1922.	
<i>Deuxième article additionnel au règlement ci-dessus</i>	171
<i>Ratification par les Pays-Bas</i>	171
N° 957. — Accord commercial provisoire entre l'Allemagne et l'Union économique belgo-luxembourgeoise, signé à Berlin, le 4 avril 1925.	
<i>Communiquée par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 août 1926...</i>	171
N° 961. — Traité entre la Grande-Bretagne et la Lettonie pour l'extradition des malfaiteurs, signé à Riga, le 16 juillet 1924.	
Echange de notes portant accession à ce traité de certains dominions britanniques, l'Inde et certains territoires sous mandat britannique. Riga, le 29 décembre 1925	172
Echange de notes relatif à l'extension de ce traité à certains territoires sous mandat britannique et au protectorat britannique du Bornéo septentrional. Riga, le 7 juin 1926	175
N° 968. — Accord entre l'Esthonie et la Lettonie relatif au passage de la frontière letto-esthonienne par les habitants de la zone limitrophe, signé à Riga, le 10 janvier 1924.	
Protocole portant modification de l'article 2 de l'accord ci-dessus, signé à Tallinn, le 7 mai 1925	178

	Pages
No. 868. — Treaty between Finland and the United Kingdom for the Extradition of Criminals, signed at London, May 30, 1924.	
Exchange of Notes relating to the accession of certain British Dominions, India and certain British Mandated Territories to this Treaty. Helsinki, September 14 and December 14, 1925	162
No. 895. — Treaty of Commerce and Navigation between Austria and Great Britain, signed at London, May 22, 1924.	
Exchange of Notes relating to the accession to this Treaty of certain British Colonies, Protectorates and Mandated territories. Vienna, June 5 and 26, 1926... ..	165
No. 905. — Convention relating to the Development of Hydraulic Power Affecting more than One State. Geneva, December 9, 1923.	
<i>Ratification</i>	170
No. 929. — Convention of Commerce and Navigation between Sweden and Czechoslovakia, signed at Stockholm, April 18, 1925.	
<i>Presentation for registration</i>	170
No. 943. — Convention concluded between the States Represented on the Central Commission for the Navigation on the Rhine, relative to the Regulations for Rhine Navigation Certificates, signed at Strasburg, December 14, 1922, with Additional Protocol Appertaining thereto, signed December 22, 1923.	
<i>Communicated by the German Consul-General at Geneva August 3, 1926</i>	170
No. 944. — Regulations concerning the Granting of Rhine Navigation Certificates of December 14, 1922.	
<i>Second additional Article to the Above Regulations</i>	171
<i>Ratification by the Netherlands</i>	171
No. 957. — Provisional Commercial Agreement between Germany and the Economic Union of Belgium and Luxemburg, signed at Berlin, April 4, 1925.	
<i>Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 3, 1926</i>	171
No. 961. — Treaty between Great Britain and Latvia for the Extradition of Criminals, signed at Riga, July 16, 1924.	
Exchange of Notes relating to the accession of certain British Dominions, India and certain British Mandated Territories to this Treaty. Riga, November 29, 1925... ..	172
Exchange of Notes relating to the extension of this Treaty to certain Territories under British Mandate and to the British protected State of North Borneo. Riga, June 7, 1926	175
No. 968. — Agreement between Esthonia and Latvia concerning the Crossing of the Latvian-Esthonian Frontier by the inhabitants of the Frontier Zone, signed at Riga, January 10, 1924.	
Protocol modifying Article 2 of the above Agreement, signed at Tallinn, May 7, 1925... ..	178

	Pages
N° 969. — Accord entre l'Esthonie et la Lettonie relatif à l'usage commun des routes situées dans la zone limitrophe, signé à Riga, le 2 avril 1924.	
Protocole additionnel complétant la liste des routes annexées à l'accord ci-dessus, signé à Tallinn, le 3 mars 1926	179
N° 977. — Echange de notes entre les Gouvernements britannique et néerlandais, prorogeant à nouveau la Convention d'arbitrage du 15 février 1905, conclue entre les deux pays. Londres, le 12 juillet 1925.	
<i>Présentation à l'enregistrement</i>	182
N° 1001. — Echange de notes entre les Gouvernements allemand et hellénique, comportant un arrangement commercial provisoire. Athènes, les 3 juillet 1924 et 15 mai 1925.	
<i>Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 août 1926</i>	182
N° 1023. — Accord commercial entre l'Allemagne et l'Espagne, signé à Madrid, le 25 juillet 1924.	
<i>Dénonciation</i>	182
N° 1033. — Convention entre l'Allemagne, le Danemark, l'Esthonie, la Finlande, la Lettonie, la Lithuanie, la Norvège, la Pologne et la Ville libre de Dantzig, la Suède et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, pour la répression de la contrebande des marchandises alcooliques, signée à Helsingfors, le 19 août 1925.	
<i>Ratifications</i>	183
Protocole conclu en vertu de l'article 2 de l'Accord complémentaire entre l'Esthonie, la Finlande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, du 19 août 1925, faisant partie intégrante de la convention ci-dessus, signé à Moscou, le 22 avril 1926, avec protocole final	183, 186
N° 1050. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, signé à Londres, le 2 décembre 1924.	
Echange de notes portant application des dispositions de ce traité à certaines colonies, protectorats, et territoires sous mandat britannique. Berlin, les 11 février, 4, 5, 18 et 22 mars 1926	189
Echange de notes portant accession à ce traité de certaines colonies et protectorats britanniques. Berlin, les 26 avril, 15 mai, 8 et 22 juin 1926	196
N° 1052. — Echange de notes entre les Gouvernements britannique et bulgare, relatif au règlement provisoire des relations commerciales, Sofia, le 12 novembre 1925.	
Echange de notes portant accession à cet arrangement de certaines colonies et protectorats britanniques. Sofia, les 1er mai, 10 juillet, 10 août, 11 et 14 septembre 1926 ...	201
N° 1070. — Convention d'arbitrage et de conciliation entre l'Allemagne et la Finlande, signée à Berlin, le 14 mars 1925.	
Protocole relatif à l'article 14 de la convention ci-dessus, signé à Helsingfors, le 30 août 1926.	205

	Pages
No. 969. — Agreement between Esthonia and Latvia with regard to the common use of Roads situated in the Frontier Zone, signed at Riga, April 2, 1924.	
Additional Protocol completing the list of Routes annexed to the above Agreement, signed at Tallinn, March 3, 1926	182
No. 977. — Exchange of Notes between the British and Netherlands Governments, Providing for the Prolongation of the Arbitration Convention between the two Countries of February 15, 1905. London, July 12, 1925.	
<i>Presentation for registration</i>	182
No. 1001. — Exchange of Notes between the German and Greek Governments constituting a provisional Commercial Arrangement. Athens, July 3, 1924, and May 15, 1925.	
<i>Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 3, 1926...</i>	182
No. 1023. — Commercial Agreement between Germany and Spain, signed at Madrid, July 25, 1924.	
<i>Denunciation</i>	183
No. 1033. — Convention between Germany, Denmark, Esthonia, Finland, Latvia, Lithuania, Norway, Poland and the Free City of Danzig, Sweden and the Union of Socialist Soviet Republics, for the Suppression of the Contraband Traffic in Alcoholic Liquors, signed at Helsingfors, August 19, 1925.	
<i>Ratifications</i>	183
Protocol concluded in virtue of Article 2 of the Additional Agreement between Esthonia, Finland and the Union of Socialist Soviet Republics, of August 19, 1925, being integral part of the above Convention, signed at Moscow, April 22, 1926, with Final Protocol.	183, 186
No. 1050. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany, signed at London, December 2, 1924.	
Exchange of Notes for the extension of the provisions of this Treaty to certain British Colonies, Protectorates and Mandated Territories. Berlin February 11, March 4, 5, 18 and 22, 1926	189
Exchange of Notes relating to the accession of certain British Colonies and Protectorates to this Treaty. Berlin, April 26, May 15 and June 8 and 22, 1926	196
No. 1052. — Exchange of Notes between the British and Bulgarian Governments Providing for the Provisional Regulation of Commercial relations between the two Countries, Sofia, November 12, 1925.	
Exchange of Notes relating to the accessions to this agreement of certain British colonies and Protectorates, Sofia, May 1st, July 10, August 10, September 11 and 14, 1926	201
No. 1070. — Convention of Arbitration and Conciliation between Germany and Finland, signed at Berlin, March 14, 1925.	
Protocol concerning Article 14 of the above Convention, signed at Helsingfors, August 30, 1926	205

	Pages
N° 4 a). — Convention internationale pour la protection de la propriété industrielle, signée à Paris, le 20 mars 1883, révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, et à Washington, le 2 juin 1911, avec son protocole de clôture.	
<i>Adhésions</i>	208
N° 23 a). — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, signée à Genève, le 6 juillet 1906.	
<i>Adhésions</i>	209
N° 24 a). — Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, signée à Berne, le 26 septembre 1906.	
<i>Adhésions</i>	211
N° 25 a). — Convention phylloxérique internationale du 3 novembre 1881 et Convention additionnelle, signée à Berne, le 15 avril 1899.	
<i>Adhésion</i>	213
N° 45 a). — Traité de commerce et de navigation conclu entre la Grèce et les Pays-Bas, le 22 février 1843 et Convention additionnelle du 18/30 juin 1851.	
Echange de notes concernant la prorogation de ce traité jusqu'au 31 mars 1926, Athènes, les 17 et 27 décembre 1925	214
N° 48 a). — Traité de commerce et d'amitié entre les Etats-Unis du Mexique et les Pays-Bas, signé à Mexico, le 22 septembre 1897.	
Dénonciation par les Etats-Unis du Mexique	217
N° 49 a). — Convention relative au régime des navires de commerce ennemis au début des hostilités, conclue à la deuxième Conférence de la paix, La Haye, le 18 octobre 1907.	
Dénonciation par le Gouvernement britannique	217
N° 50 a). — Résolutions concernant l'exterritorialité en Chine, adoptées par la Conférence de la limitation des armements, à la quatrième séance plénière, Washington, le 10 décembre 1921.	
<i>Accession</i>	217
N° 51 a). — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Italie, concernant l'établissement d'un système de mandats-poste entre les deux pays, signée à Londres, le 4 mars 1872.	
<i>Dénonciation</i>	220

	Pages
No. 4(a). — International Convention for the Protection of Industrial Property, signed at Paris, March 20, 1883, revised at Brussels, December 14, 1900 and at Washington, June 2, 1911, together with the Final Protocol Annexed thereto.	
<i>Adhesions</i>	208
No. 23(a). — Convention for the Amelioration of the Condition of the Sick and Wounded of Armies in the Field, signed at Geneva, July 6, 1906.	
<i>Adhesions</i>	209
No. 24 (a). — International Convention Prohibiting the Use of White (Yellow) Phosphorus in the Manufacture of Matches, signed at Berne, September 26, 1906.	
<i>Adhesions</i>	211
No. 25 (a). — International Convention Respecting the Measures to be taken Against the "Phylloxera vastatrix" of November 3, 1881, and Additional Convention, signed at Berne, April 15, 1889.	
<i>Adhesion</i>	213
No. 45 (a). — Treaty of Commerce and Navigation concluded between Greece and the Netherlands, February 22, 1843, and Supplementary Convention of June 18/30, 1851.	
Exchange of Notes concerning the prorogation of this Treaty until March 31, 1926, Athens December 17 and 27 1925.	214
No. 48 (a). — Treaty of Commerce and Friendship between the United States of Mexico and the Netherlands, signed at Mexico, September 22, 1897.	
Denunciation by the United States of Mexico	217
No. 49 (a). — Convention relating to the Status of Enemy Merchant Ships on Outbreak of Hostilities, Concluded at the Second Peace Conference, the Hague, October 18, 1907.	
Denunciation by the British Government	217
No. 50 (a). — Resolutions Regarding Extra-territoriality in China, Adopted by the Washington Conference on the Limitation of Armament at the Fourth Plenary Session, Washington, December 10, 1921.	
<i>Accession</i>	217
No. 51 (a). — Convention between Great Britain and Italy for the Establishment of a System of Post-Office Money Orders between the two Countries, signed at London, March 4, 1872.	
<i>Denunciation</i>	220

	Pages
N° 52 a). — Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et le Paraguay, du 16 octobre 1884.	
<i>Dénonciation</i>	223
N° 53 a). — Déclaration par le Danemark, la Suède et la Norvège concernant l'assistance à donner aux marins délaissés, signée à Copenhague, le 10 août 1883.	
Echange de notes des 19 mai et 26 juin 1926 entre les Gouvernements danois et norvégien concernant la position de l'Islande	225
N° 1101. — Hongrie et Italie :	
Convention concernant les compagnies d'assurance privées, avec annexe, signée à Budapest, le 27 mars 1924	229
N° 1102. — Hongrie et Italie :	
Convention pour la liquidation des biens des ressortissants hongrois en Italie, avec Annexe et avenant y relatif, signée à Budapest, le 27 mars 1924	242
N° 1103. — Allemagne et Hongrie :	
Traité en vue d'assurer la compensation des impositions intérieure et extérieure, et notamment d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, avec protocole final, signé à Berlin, le 6 novembre 1923	253
N° 1104. — Allemagne et Hongrie :	
Traité concernant la protection judiciaire et le concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays, en matière d'impôts, avec protocole final, signé à Berlin, le 6 novembre 1923	279
N° 1105. — Allemagne et Hongrie :	
Traité en vue d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales, avec protocole final, signés à Berlin, le 26 novembre 1923	309
N° 1106. — Hongrie et Roumanie.	
Protocole final de la Conférence de Bucarest, protocole additionnel et Convention relative à l'échange des actes judiciaires des registres fonciers et des registres de l'état civil, et protocole de signature, signés à Bucarest, le 16 avril 1924	325
N° 1107. — Hongrie et Roumanie :	
Convention relative à l'échange des registres de l'impôt foncier, signée à Bucarest, le 16 avril 1924	341
N° 1108. — Hongrie et Roumanie :	
Accord concernant le règlement des affaires intéressant la Fondation « Gozdu » et protocole de signature, signés à Bucarest, le 16 avril 1924	349

	Pages
No. 52 (a).— Treaty of Commerce between Great Britain and Paraguay, of October 16, 1884.	
<i>Denunciation</i>	223
No. 53 (a).— Declaration by Denmark, Sweden and Norway regarding the Assistance to be Afforded to Abandoned Seamen, signed at Copenhagen, August 10, 1883.	
Exchange of Notes of May 19 and June 26, 1926, between the Danish and Norwegian Governments regarding the Position of Iceland	225
No. 1101. — Hungary and Italy :	
Agreement regarding Private Insurance Companies, with Annex, signed at Budapest, March 27, 1924	229
No. 1102. — Hungary and Italy :	
Agreement for the Liquidation of Property of Hungarian Nationals in Italy, with Annex and Supplementary Agreement relating thereto, signed at Budapest, March 27, 1924	241
No. 1103. — Germany and Hungary :	
Treaty for the Adjustment of Taxation, at Home and Abroad, in particular for the Avoidance of Double Taxation in the Field of Direct Taxation, with Final Protocol, signed at Berlin, November 6, 1923	253
No. 1104. — Germany and Hungary. :	
Treaty concerning Legal Protection and Collaboration of the Courts and Authorities of the Two Parties, in cases connected with Taxation, with Final Protocol, signed at Berlin, November, 6, 1923	279
No. 1105. — Germany and Hungary :	
Treaty for the Avoidance of Double Taxation in respect of Death Duties, with Final Protocol, signed at Berlin, November 26, 1923... ..	309
No. 1106. — Hungary and Roumania :	
Final Protocol of the Bucharest Conference, Additional Protocol and Convention regarding the Exchange of Legal Documents, Land Registers and Registers of Civil Status, with Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 16, 1924	325
No. 1107. — Hungary and Roumania :	
Convention regarding the Exchange of Land Tax Registers, signed at Bucharest, April 16, 1924	341
No. 1108. — Hungary and Roumania :	
Agreement regarding the Settlement of Questions relating to the " Gozdsu " Foundation, with Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 16, 1924	349

	Pages
N° 1109. — Hongrie et Roumanie :	
Accord forfaitaire relatif à la liquidation des restitutions hongroises, signé à Bucarest, le 16 avril 1924, avec annexes	355
N° 1110. — Hongrie et Roumanie :	
Convention relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, avec annexes et protocole de signature, signée à Bucarest, le 16 avril 1924... ..	403
ERRATA	441

	Pages
No. 1109. — Hungary and Roumania :	
Agreement for the Liquidation of the Hungarian Restitutions by Payment of a Lump Sum, signed at Bucharest, April 16, 1924, with Annexes	355
No. 1110. — Hungary and Roumania :	
Convention regarding the Release of Deposits and the Settlement of Debts and Credits in Former Austrian and Hungarian Crowns, with Annexes and Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 16, 1924	403
ERRATA	441

N° 1097.

AUTRICHE ET HONGRIE

Traité en vue d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales, avec protocole final, signés à Vienne, le 8 novembre 1924.

AUSTRIA AND HUNGARY

Treaty for the Avoidance of Double Taxation in respect of Death Duties, with Final Protocol, signed at Vienna, November 8, 1924.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 1097. — SZERZŐDÉS¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG KÖZÖTT A HALÁLESETRE SZÓLÓ ILLETÉKEK TEKINTETÉBEN A KÉTSZERES ADOZTATÁS ELHÁRÍTÁSA CÉLJÁBÓL, ALÁIRATOTT WIENBEN, 1924 NOVEMBER 8.-AN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 février 1926.

A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG attól a kívánságtól vezéreltetve, hogy a halálesetre szóló illetékek tekintetében a kétszeres adóztatást elhárítsák, a következő szerződést kötötték meg :

E célra meghatalmazottakká kinevezettek :

A MAGYAR KIRÁLYSÁG RÉSZÉRŐL :

MASIREVICH Szilárd rendkívüli követ és meghatalmazott miniszter,
Dr. KNEPPO Sándor miniszteri tanácsos a magyar királyi pénzügyminisztériumban.

AZ OSZTRÁK KÖZTÁRSASÁG RÉSZÉRŐL :

Dr. WOLLHEIM Oszkár csoportfőnök a szövetségi pénzügyminisztériumban,
Dr. KEMPF Alfréd miniszteri tanácsos a szövetségi pénzügyminisztériumban.

A meghatalmazottak jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik¹ közzételezése után a következőkben egyeztek meg :

I. Cikk.

1. A két állam egyikének állampolgára után maradt ingatlan hagyatéki vagyon tartozékaival együtt csak abban az államban esik halálesetre szóló illetékek alá, amelyben az ingatlan fekszik.

2. Azok a jogosítványok, melyekre az ingatlan vagyona vonatkozó polgári jogszabályok nyerne alkalmazást, az ingatlan vagyona vonatkozó használati jogok, továbbá oly jogok, melyek ingatlan vagyona vannak biztosítva, vagy azt terhelik, az ingatlan vagyonnal azonos elbírálás alá esnek.

3. Annak a kérdésnek az elbírálásánál, hogy valamely dolog (1. és 2. bek.) ingatlannak tekintendő-e, annak az államban törvényei irányadók, amelyben a tárgy fekszik. Hogy mi tekintendő tartozéknak, az azon állam jogaihoz igazodik, amelyben az ingatlan vagyon fekszik.

4. Valamely vállalatban avagy valamely vállalat fiókjának vagyonában való részesedések, amennyiben a részesedés nem részvények vagy bányarészvények birtokához fűződik, csak abban az államban vonhatók halálesetre szóló illetékek alá, amelyben a vállalat vagy fiók fekszik.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 10 novembre 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1097. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH UND DEM KÖNIGREICH UNGARN ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEUERUNG AUF DEM GEBIETE DER ABGABEN VON TODES WEGEN, GEZEICHNET IN WIEN, AM 8 NOVEMBER 1924.

German and Hungarian official texts communicated by the « Chargé des Affaires » of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 23, 1926.

DIE REPUBLIK ÖSTERREICH und DAS KÖNIGREICH UNGARN haben, von dem Wunsche geleitet, die Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen zu vermeiden, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

VON SEITEN DER REPUBLIK ÖSTERREICH :

der Sektionschef im Bundesministerium für Finanzen Dr. Oskar WOLLHEIM,
der Ministerialrat im Bundesministerium für Finanzen Dr. Alfred KEMPF ;

VON SEITEN DES KÖNIGREICHES UNGARN :

der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister in Wien, Constantin von MASIREVICH,
der Ministerialrat im königlich-ungarischen Finanzministerium Dr. Alexander KNEPPO.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, Folgendes vereinbart :

Artikel I.

1. Unbewegliches Nachlassvermögen nach einem Angehörigen eines der beiden Staaten einschliesslich *Zubehör* ist den Abgaben von Todes wegen nur in dem Staate unterworfen, in dem das unbewegliche Vermögen liegt.

2. Berechtigungen, auf welche die Vorschriften des bürgerlichen Rechtes über unbewegliches Vermögen Anwendung finden, Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen, sowie Rechte, die auf unbeweglichem Vermögen sichergestellt sind oder darauf lasten, sind dem unbeweglichen Vermögen gleich zu achten.

3. Für die Frage, ob eine Sache (Absätze 1 und 2) als unbeweglich anzusehen ist, sind die Gesetze des Staates massgebend, in dem der Gegenstand liegt. Was als Zubehör anzusehen ist, richtet sich nach dem Rechte des Staates, in dem das unbewegliche Vermögen sich befindet.

4. Anteile an einem Unternehmen oder an dem Vermögen der Zweigniederlassung eines Unternehmens unterliegen, sofern das Anteilsrecht nicht an den Besitz von Aktien oder Kuxen geknüpft ist, den Abgaben von Todes wegen nur in jenem Staate, in dem das Unternehmen oder die Zweigniederlassung gelegen ist.

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, November 10, 1925.

II. Cikk.

1. A két állam egyikének polgára után maradt olyan hagyatéki vagyონrészekre nézve, melyek nem az I. cikk szerint bírálendók el, a következő határozmányok irányadók :

- a) Alapelv, hogy ezek a hagyatéki vagyónrészek abban az államban tartoznak halálesetre szóló illetékek alá, amelynek az örökhagyó halálakor állampolgára volt.
- b) Ha azonban az örökhagyónak halálakor a másik államban lakóhelye, vagy ilyennek hiányában állandó tartózkodási helye volt, úgy az itt található hagyatéki vagyónrészek — eltekintve a c) pontban megjelölt esettől — ebben az államban vonandók halálesetre szóló illeték alá.
- c) Ha az örökhagyónak mindkét államban volt lakóhelye, akkor az említett hagyatéki vagyónrészek csak abban az államban esnek halálesetre szóló illetékek alá, amelynek az örökhagyó állampolgára volt.
- d) Ha az örökhagyó halálakor mindkét államban polgára volt, úgy az esetről-esetre szóló külön megállapodás a hagyatéki vagyón tekintetében a két állam pénzügyminisztereinek tartatik fenn.

2. A jelen szerződés értelmében lakóhelynek azt a helyet kell tekinteni, ahol valakinek olyan körülmények között van lakása, amelyből a lakás megtartásának szándékára lehet következtetni.

3. A jelen szerződés értelmében állandó tartózkodási helynek azt a helyet kell tekinteni, ahol valaki olyan körülmények között tartózkodik, amelyekből arra a szándékára lehet következtetni, hogy ezen a helyen, vagy ebben az országban nemcsak átmenetileg időzik.

III. Cikk.

Annak a kérdésnek elbírálásánál, hogy a II. cikkben megjelölt vagyontárgyak mely államban levőknek tekintendők, a következő alapelvek nyernek alkalmazást :

- a) Követeléseknél a követelésekre jogosított örökhagyónak lakóhelye vagy ilyennek hiányában állandó tartózkodási helye irányadó.
- b) Értékpapíroknál és rendeletre szóló papíroknál (váltóknál, utalványoknál stb.) irányadó a megőrzés helye az örökhagyó halálakor.
- c) Az olyan jogosítványoknál, amelyekre nézve hivatalosan könyvet vagy lajstromot vezetnek a célból, hogy azokba a jogosított személyeket bejegyezzék, irányadó az a hely, ahol a könyvet vagy a lajstromot vezetik.

IV. Cikk.

Olyan hagyományok, melyek nem vonatkoznak meghatározott tárgyra, a II. cikkben megjelölt vagyón terhére számítandók, amennyiben abból kitelnek, adott esetben a mindkét államban levő ilyen vagyontárgyak értékének arányában. Az ilyen hagyományoknak ebből nem fedezett maradványa az I. cikkben megjelölt hagyatéki vagyón terhére számítandó, adott esetben a mindkét államban levő ilyen vagyontárgyak értékének arányában.

V. Cikk.

1. Az I. cikkben megjelölt hagyatéki vagyón nyugvó, vagy azon biztosított adósságok és egyéb terhek ezen vagyón terhére veendőek számba. Az itt nem fedezett maradvány, amennyiben az az örökhagyónak személyes tartozása is volt, a II. cikkben megjelölt vagyón terhére számítandó fel.

Artikel II.

1. Für die nicht nach Artikel I zu behandelnden Nachlassbestandteile eines Angehörigen eines der beiden Staaten gelten folgende Bestimmungen :

- a) Diese Nachlassbestandteile unterliegen grundsätzlich den Abgaben von Todes wegen in dem Staate, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes als Staatsbürger angehört hat.
- b) Hatte jedoch der Erblasser zur Zeit seines Todes in dem anderen Staate einen Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen seinen dauernden Aufenthalt, so sind, abgesehen von dem in lit. c) bezeichneten Falle, in diesem Staate die daselbst befindlichen Nachlassbestandteile den Abgaben von Todes wegen zu unterziehen.
- c) Hatte der Erblasser zur Zeit seines Todes in beiden Staaten seinen Wohnsitz, so unterliegen die genannten Nachlassbestandteile den Abgaben von Todes wegen nur in jenem Staate, dessen Staatsangehörigkeit der Erblasser besass.
- d) Die Behandlung von Nachlässen nach Personen, die in beiden Staaten die Staatsangehörigkeit besessen haben, bleibt besonderer Vereinbarung der Finanzminister der beiden Staaten von Fall zu Fall vorbehalten.

2. Einen Wohnsitz im Sinne dieses Vertrages hat jemand da, wo er eine Wohnung unter Umständen innehat, die auf die Absicht schliessen lassen, sie beizubehalten.

3. Einen dauernden Aufenthalt im Sinne dieses Vertrages hat jemand dort, wo er sich unter Umständen aufhält, die auf die Absicht schliessen lassen, an diesem Orte oder in diesem Lande nicht nur vorübergehend zu verweilen.

Artikel III.

Für die Frage, wo die im Artikel II bezeichneten Nachlassbestandteile sich befinden, gelten folgende Grundsätze :

- a) bei Forderungen ist der Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen der dauernde Aufenthaltsort des Erblassers massgebend ;
- b) bei Wertpapieren und bei Papieren auf Order (Wechsel, Anweisungen usw.) entscheidet der Ort der Aufbewahrung zur Zeit des Todes des Erblassers ;
- c) bei Berechtigungen, über die ein von einer Behörde zur Eintragung des Berechtigten bestimmtes Buch oder Register geführt wird, ist der Ort massgebend, an dem das Buch oder Register geführt wird.

Artikel IV.

Vermächtnisse, die nicht einen bestimmten Gegenstand betreffen, werden auf das in Artikel II bezeichnete Vermögen angerechnet, soweit dieses ausreicht, gegebenenfalls im Verhältnisse des Wertes der in den beiden Staaten sich befindenden Vermögensbestandteile dieser Art. Ein hiebei nicht gedeckter Rest solcher Vermächtnisse wird auf das im Artikel I bezeichnete Nachlassvermögen angerechnet, gegebenenfalls im Verhältnisse des Wertes der in beiden Staaten sich befindenden Vermögensgegenstände dieser Art.

Artikel V.

1. Schulden und Lasten die auf dem im Artikel I bezeichneten Nachlassvermögen haften oder darauf sichergestellt sind, werden auf dieses Vermögen angerechnet. Ein hiebei nicht gedeckter Rest wird, sofern der Erblasser für die Schuld auch persönlich haftet, auf das in Artikel II bezeichnete Vermögen angerechnet.

2. Egyéb adósságokra és terhekre nézve a IV. cikk. határozmányai értelemszerűen alkalmazandók.

VI. Cikk.

Ha a jelen szerződés határozmányai értelmében a hagyatéki vagyon részben az egyik, részben a másik államban esik halálesetre szóló illeték alá, úgy az illetékkulcs alkalmazásánál nem az összhagyaték értéke, hanem csak a két állam mindegyikében illetékköteles vagyon értéke irányadó.

VII. Cikk.

A jelen szerződés értelmében halálesetre szóló illetékeknek tekintendők :

A Magyar Királyság részéről :

az örökösödési illetékek és a halálesetre szóló ingatlan vagyonátruházási illetékek, valamint az ezek helyébe a jövőben netalán lépő illetékek.

Az Osztrák Köztársaság részéről :

az örökösödési illetékek, örökösödési illetékpótlékok, hagyományi illetékek és a halálesetről szóló ingatlan vagyonátruházási illetékek, valamint a jövőben netalán ezeknek helyébe lépő adók.

VIII. Cikk.

Ez a szerződés, mely magyar és német szövegben íratott alá, megerősítendő és a megerősítésről szóló okmányok Budapesten mielőbb kicserélendők. A szerződés a megerősítésről szóló okmányok kicserélésének napjával lép életbe és alkalmazást nyer mindazokban az esetekben, amelyekben az örökösödés elhalálozása ez után az időpont után következett be.

Ez a szerződés érvényben marad mindaddig, amíg a szerződő államok valamelyike legkésőbb hat hónappal a naptári év letelte előtt, fel nem mondja. Kellő időben való felmondás esetén a szerződés ennek a naptári évnek lejártával veszíti el hatályát mindazokban az esetekben, amelyekben az örökösödés elhalálozása ennek a naptári évnek lejártja után következett be.

A szerződésnek mind a két szövege autentikus. A megerősített szerződés mind a két államban a hivatalos törvénygyűjteményben mind a két autentikus szövegben közzé lesz teendő.

Ennek bizonyosságául ezt a szerződést mind a két állam meghatalmazottai aláírták és pecsétekkel ellátták.

WIEN, 1924, november 8.-án.

A Magyar Királyság részéről :

MASIREVICH s. k.

Dr. KNEPPO s. k.

Az Osztrák Köztársaság részéről :

Dr. OSKAR WOLLHEIM s. k.

Dr. ALFRED KEMPF s. k.

2. Für die Behandlung sonstiger Schulden und Lasten gelten sinngemäss die Bestimmungen des Artikels IV.

Artikel VI.

Wenn nach den Bestimmungen dieses Vertrages ein Nachlassvermögen zum Teil in dem einen, zum Teil in dem anderen Staate den Abgaben von Todes wegen unterliegt, so ist für die Berechnung des Abgabensatzes nicht der Wert des Gesamtnachlasses, sondern nur der Wert des in jedem der beiden Staaten abgabepflichtigen Vermögens massgebend.

Artikel VII.

Abgaben von Todes wegen im Sinne dieses Vertrages sind :

Auf Seiten der Republik Österreich :

die Erbgebühren, Erbgebühreuzuschläge, Nachlassgebühren und die Immobiliargebühren für Vermögensübertragungen von Todes wegen und die etwa künftig an deren Stelle tretenden Abgaben,

auf Seiten des Königreiches Ungarn :

die Erbgebühren und die Immobiliargebühren für Vermögensübertragungen von Todes wegen und die etwa künftig an deren Stelle tretenden Abgaben.

Artikel VIII.

Dieser Vertrag, welcher in deutscher und ungarischer Urschrift ausgefertigt ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Budapest ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und findet Anwendung auf alle Fälle, in denen der Erblasser nach diesem Zeitpunkte gestorben ist.

Dieser Vertrag soll solange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der vertragschliessenden Teile spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres seine Wirksamkeit für alle Fälle, in denen der Erblasser nach Ablauf dieses Kalenderjahres gestorben ist.

Beide Texte des Vertrages sind authentisch. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzessammlung in beiden authentischen Texten veröffentlicht werden

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt, und mit Siegeln versehen.

WIEN, am 8. November 1924.

Für die Republik Österreich :

Dr. OSKAR WOLLHEIM m. p.

Dr. ALFRED KEMPF m. p.

Für das Königreich Ungarn :

MASIREVICH m. p.

Dr. KNEPPO m. p.

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

A halálesetre szóló illetékek tekintetében a kétszeres adóztatás elkerülése céljából a Magyar Királyság és az Osztrák Köztársaság között a mai napon megkötött szerződés aláírásánál alulírott meghatalmazottak a következő nyilatkozatokat tették, amelyek magának a szerződésnek lényeges részét alkotják :

1. Érintetlen marad mindkét államnak az a joga, hogy az olyan vagyontárgyakat, amelyek a jelen szerződés értelmében a másik államban halálesetre szóló illetékeknek alávetve nincsenek, halál esetére szóló illetékek alá vonhassa saját törvényes szabályai, különösen pedig azok szerint, amelyek az illetékkötelezettséget a szerző személyétől teszik függővé.

2. A jelen szerződés alkalmazásánál esetenként felmerülő vitás kérdéseket a két állam pénzügyminiszterei egyetértőleg fogják tisztázni.

WIEN, 1924. évi november hó 8.-án.

A Magyar Királyság részéről :

MASIREVICH s. k.

Dr. KNEPPO s. k.

Az Osztrák Köztársaság részéről :

Dr. OSKAR WOLLHEIM s. k.

Dr. ALFRED KEMPF s. k.

SCHLUSSPROTOKOLL

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen der Republik Österreich und dem Königreiche Ungarn abgeschlossenen Vertrages zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Bestandteil dieses Vertrages selbst bilden sollen.

1. Unberührt bleibt das Recht jedes der beiden Staaten, solche Vermögensgegenstände, die nach diesem Verträge den Abgaben von Todes wegen im anderen Staate nicht unterworfen sind, zu den Abgaben von Todes wegen nach seinen gesetzlichen Vorschriften, und zwar insbesondere nach denjenigen heranzuziehen, welche die Abgabepflicht von der Person des Erwerbers abhängig machen.

2. Zweifelsfragen, die sich bei der Anwendung dieses Vertrages im Einzelfalle ergeben, werden im Einvernehmen zwischen den Finanzministern der beiden Staaten geklärt werden.

WIEN, am 8. November 1924.

Für die Republik Österreich :

Dr. OSKAR WOLLHEIM m. p.

Dr. ALFRED KEMPF m. p.

Für das Königreich Ungarn :

MASIREVICH m. p.

Dr. KNEPPO m. p.

¹ TRADUCTION.N^o 1097. — TRAITÉ ENTRE L'AUTRICHE ET LA HONGRIE EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE DE TAXES SUCCESSORALES, SIGNÉ A VIENNE, LE 8 NOVEMBRE 1924.

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE et LE ROYAUME DE HONGRIE, animés du désir d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales, ont conclu le traité suivant.

Ils ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Le D^r Oskar WOLLHEIM, chef de section au Ministère fédéral des Finances,
Le D^r Alfred KEMPF, conseiller ministériel au Ministère fédéral des Finances ;

LE ROYAUME DE HONGRIE :

M. Constantin von MASIREVICH, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Vienne,
Le D^r Alexandre KNEPPO, conseiller ministériel au Ministère des Finances royal hongrois,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1^o Les biens immobiliers, y compris leurs accessoires, faisant partie de la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants, ne seront soumis aux droits de succession que dans l'Etat où sont situés lesdits biens immobiliers.

2^o Les droits auxquels s'appliquent les prescriptions du droit civil relatives aux biens immobiliers, les droits d'usage de biens immobiliers, ainsi que les droits garantis par des biens immobiliers ou grevant des biens de cette catégorie, seront assimilés aux biens immobiliers.

3^o La question de savoir si un objet (alinéas 1 et 2) doit être considéré comme immobilier, sera tranchée par la législation de l'Etat dans lequel l'objet en question est situé. Pour déterminer ce qu'il faut entendre par accessoire, on se conformera au droit de l'Etat dans lequel se trouve le bien immobilier.

4^o Les parts à une entreprise ou à l'avoir de la succursale d'une entreprise, pour autant que le droit à la part ne dérive pas de la possession d'actions ou de parts de mines (*Kuxen*) ne seront soumises aux droits de succession que dans l'Etat où se trouve l'entreprise ou la succursale.

Article 2.

1^o En ce qui concerne les biens de la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats qui ne sont pas visés par l'article 1, il sera fait application des dispositions suivantes :

a) Ces biens seront soumis en principe aux droits de succession dans l'Etat dont le *de cuius* était ressortissant au moment de son décès ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1097. — TREATY BETWEEN AUSTRIA AND HUNGARY FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION IN RESPECT OF DEATH DUTIES, SIGNED AT VIENNA, NOVEMBER 8, 1924.

THE REPUBLIC OF AUSTRIA and THE KINGDOM OF HUNGARY, being desirous of avoiding double taxation in respect of death duties, have concluded the following Treaty.

For this purpose they appointed as their Plenipotentiaries :

THE REPUBLIC OF AUSTRIA :

Dr. Oskar WOLLHEIM, Chief of Section in the Federal Ministry of Finance ;
Dr. Alfred KEMPF, Councillor in the Federal Ministry for Finance ;

THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Constantin von MASIREVICH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Vienna ;
Dr. Alexander KNEPPO, Councillor in the Royal Hungarian Ministry of Finance ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

(1) Immovable property, including accessories thereto, bequeathed by a national of one of the two States, shall be liable to death duties only within the State in which such property is situate.

(2) Rights to which the provisions of civil law referring to immovable property are applicable; rights of usufruct over immovable property and rights which are secured by, or constitute a charge upon, immovable property, shall be regarded as equivalent to immovable property.

(3) The question whether any object (paragraphs 1 and 2) is to be regarded as immovable property shall be settled in conformity with the laws of the State in which the object is situate. Any decision as to what constitutes accessories shall be taken in accordance with the laws of the State in which the immovable property is situate.

(4) Participation in an undertaking or in the property of a branch of an undertaking, so far as it is not derived from shares or mining shares (*Kuxen*), shall be liable to death duties only in that State in which the undertaking or the branch is situate.

Article 2.

(1) With regard to such portion of an estate bequeathed by a national of one of the two States as is not dealt with in accordance with Article 1, the following provisions shall apply :

(a) Such property shall in principle be subject to death duties in the State of which the testator or deviser was a national at the time of his death.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

- b) Toutefois, si le *de cuius* possédait, au moment de son décès, un domicile, ou à défaut de celui-ci, une résidence permanente dans l'autre Etat, les biens de la succession qui se trouvent dans cet Etat, y seront soumis aux droits de succession, exception faite du cas mentionné à l'alinéa c) ;
- c) Si, au moment de son décès, le *de cuius* possédait un domicile dans l'un et l'autre Etat, les biens de la succession ci-dessus visés ne seront soumis aux droits de succession que dans l'Etat dont le *de cuius* était ressortissant ;
- d) En ce qui concerne les successions de personnes qui ont possédé la nationalité des deux Etats, chaque cas d'espèce fera l'objet d'un accord particulier entre les ministres des Finances des deux Etats.

2° Sera réputé domicile, au sens du présent traité, le lieu où une personne possède une habitation dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de la conserver.

3° Sera réputée résidence permanente, au sens du présent traité, le lieu où une personne séjourne dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de demeurer dans cette localité ou dans ce pays plus longtemps que pour un séjour passager.

Article 3.

En ce qui concerne la question de déterminer où se trouvent les biens de la succession mentionnés à l'article 2, il sera fait application des principes suivants :

- a) Les créances seront considérées comme situées au domicile ou, à défaut de celui-ci, au lieu de résidence permanent du *de cuius* ;
- b) Les valeurs et les billets à ordre (traites, mandats de paiement, etc.) seront considérés comme se trouvant au lieu où ils sont déposés au moment du décès du *de cuius* ;
- c) Les droits au sujet desquels une administration tient un livre ou registre destiné à l'inscription de l'ayant-droit, seront considérés comme situés dans la localité où le livre ou registre est tenu.

Article 4.

Les legs qui ne concernent pas un objet déterminé seront prélevés sur les biens visés à l'article 2, pour autant que ceux-ci suffisent, le cas échéant, au prorata de la valeur des biens de cette nature situés dans les deux Etats. Le découvert éventuel de ces legs sera prélevé sur la masse successorale mentionnée à l'article 1, le cas échéant, au prorata de la valeur des biens de cette nature situés dans les deux Etats.

Article 5.

1° Les dettes et les charges qui grèvent les biens de la succession mentionnés à l'article 1 ou sont garantis par lesdits biens, seront imputés à ces biens. Le découvert éventuel, si le *de cuius* était aussi personnellement responsable de la dette, sera imputé aux biens visés à l'article 2.

2° Les dispositions de l'article 4 seront applicables par analogie aux autres dettes et charges.

- (b) If, however, at the time of his death the testator or devisor had a domicile, or, failing such domicile, his permanent residence in the other State, that portion of the property bequeathed which is situate in such State shall be liable to death duties in that State, except in the case specified in paragraph (c).
- (c) If at the time of his death the testator or devisor had his domicile in both States, the property bequeathed shall be liable to death duties only in the State of which the testator or devisor was a national.
- (d) The method of dealing with property bequeathed by persons who were nationals of both States shall be the subject of a special agreement in each particular case between the Finance Ministers of the two States.

(2) For the purposes of the present Treaty a domicile is the place where a person has a dwelling, provided that there is good reason to assume that it is his intention to continue to occupy such dwelling permanently.

(3) For the purposes of the present Treaty a permanent residence is the place where a person resides, provided that there is good reason to assume that it is not his intention to remain merely temporarily at the place or in the country in question.

Article 3.

Questions as to where the property referred to in Article 2 is situate shall be decided as follows :

- (a) In the case of debts due to the estate, in accordance with the domicile or, in default of such, the permanent residence of the testator or devisor.
- (b) In the case of securities and bills payable to order (bills of exchange, money orders, etc.) in accordance with the place of their deposit at the time of the testator's or devisor's death.
- (c) In the case of rights which are entered in a book or register kept by the authorities for the registration of persons holding such rights, in accordance with the place in which such book or register is kept.

Article 4.

Legacies which do not relate to a definite object shall be taken from the property specified in Article 2, in so far as this property is sufficient, where necessary in proportion to the value of the parts of the property of this nature situate in the two States. If such property is insufficient to enable the said legacies to be paid in full, the balance shall be taken from the immovable property specified in Article 1, and if necessary in proportion to the value of the property of this nature situate in each of the two States.

Article 5.

(1) Debts and charges which encumber or are secured on the property specified in Article 1 shall be paid out of the proceeds of such property. Any portion of such debts and charges not thus met shall, if the testator or devisor was personally responsible for the debt, be taken from the property specified in Article 2.

(2) The provisions of Article 4 shall apply, *mutatis mutandis*, in the case of other debts and charges.

Article 6.

Si, conformément aux dispositions du présent traité, une masse successorale est soumise aux droits de succession, en partie dans un Etat et en partie dans l'autre, il y aura lieu de déterminer le taux de la taxe, en tenant compte, non de la valeur de la masse successorale, mais seulement de la valeur des biens soumis à la taxe dans chacun des deux Etats.

Article 7.

Seront considérés comme taxes successorales au sens du présent traité :

Pour la République d'Autriche :

Les droits d'hoirie (*Erbgebühren*), les suppléments aux droits d'hoirie (*Erbgebührenzuschläge*), les droits de succession (*Nachlassgebühren*), les droits immobiliers de mutation par décès, ainsi que les taxes qui pourraient, à l'avenir, être substituées à ces droits ;

Dans le Royaume de Hongrie :

Les droits d'hoirie et les droits immobiliers de mutation par décès, ainsi que les taxes qui pourraient, à l'avenir, être substituées à ces droits.

Article 8.

Le présent traité, dont l'original est établi en allemand et en hongrois, devra être ratifié et les instruments de ratification devront être échangés, dans le plus bref délai possible, à Budapest. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et sera applicable à tous les cas dans lesquels le *de cuius* sera décédé après cette date.

Le présent traité restera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes, six mois au moins avant l'expiration d'une année civile. Si la dénonciation est faite en temps utile, la validité du traité prendra fin à l'expiration de l'année en cours, pour tous les cas dans lesquels le *de cuius* sera décédé après l'expiration de ladite année civile.

Les deux textes du présent traité feront foi. Le traité ratifié sera publié dans le recueil officiel des lois des deux Etats dans les deux textes faisant foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

VIENNE, le 8 novembre 1924.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) D^r OSKAR WOLLHEIM.

(Signé) D^r ALFRED KEMPF.

Pour le Royaume de Hongrie :

(Signé) MASIREVICH.

(Signé) D^r KNEPPO.

Article 6.

If, in accordance with the provisions of the present Treaty, property bequeathed is liable to death duties partly in the one and partly in the other State, the duty to be charged shall be estimated not on the value of the total property bequeathed, but only on the value of the property liable to duty in each of the two States.

Article 7.

For the purposes of the present Treaty, the following duties shall be considered death duties :

In the Republic of Austria :

Inherited property duty (*Erbgebühren*); supplementary inherited property duties (*Erbgebührenzuschläge*) ; estate duties (*Nachlassgebühren*), and fees levied in connection with the transfer of immovable property on death, together with any duties which may subsequently be substituted for them.

In the Kingdom of Hungary :

Inherited property duty and fees levied in connection with the transfer of immovable property on death, together with any duties which may subsequently be substituted for them.

Article 8.

The present Treaty, which has been drawn up in both German and Hungarian, shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Budapest as soon as possible. It shall enter into force on the day of the exchange of the instruments of ratification and shall apply to all cases in which the testator or deviser dies after that date.

The present Treaty shall remain in force unless denounced by one of the Contracting Parties at least six months before the expiration of a calendar year. If the denunciation has been duly notified, the Treaty shall cease to be valid as from the end of the calendar year in all cases in which the testator or deviser dies after the end of the calendar year referred to.

Both texts of the Treaty are authentic. When the Treaty is ratified the two authentic texts shall be published in each country in the official collection of laws.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

VIENNA, November 8, 1924.

For the Republic of Austria :

(Signed) Dr. OSKAR WOLLHEIM.

(Signed) Dr. ALFRED KEMPF.

For the Kingdom of Hungary :

(Signed) MASIREVICH.

(Signed) Dr. KNEPPO.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de signer la convention conclue à la date de ce jour entre la République d'Autriche et le Royaume de Hongrie en vue d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des déclarations suivantes qui formeront partie intégrante dudit traité.

1^o Chacun des deux Etats conservera le droit d'assujettir aux taxes successorales prévues par sa législation, et en particulier par les prescriptions aux termes desquelles l'obligation fiscale dépend de la personne de l'acquérant, les biens qui, en vertu de la présente convention, ne sont pas soumis aux taxes successorales dans l'autre Etat.

2^o Les doutes qui pourraient s'élever lors de l'application de la présente convention, dans les cas d'espèces, seront réglés par voie d'entente entre les ministres des Finances des deux Etats.

VIENNE, le 8 novembre 1924.

Pour la République d'Autriche :

(Signé) D^r OSKAR WOLLHEIM.

(Signé) D^r ALFRED KEMPF.

Pour le Royaume de Hongrie :

(Signé) MASIREVICH.

(Signé) D^r KNEPPO.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded this day between the Republic of Austria and the Kingdom of Hungary for the avoidance of double taxation in respect of death duties, the undersigned Plenipotentiaries made the following declarations, which shall form an integral part of the present Treaty.

(1) Nothing in this Treaty shall affect the right of either of the two States to apply its own legal regulations, more especially those which make liability to pay death duties dependent upon the person of the transferee, to any property which under the terms of the present Treaty is not liable to death duties in the other State.

(2) Doubtful cases which may arise in the execution of the present Treaty shall be decided by agreement between the Finance Ministers of the two States.

VIENNA, *November 8, 1924.*

For the Republic of Austria :

(Signed) Dr. OSKAR WOLLHEIM.

(Signed) Dr. ALFRED KEMPF.

For the Kingdom of Hungary :

(Signed) MASIREVICH.

(Signed) Dr. KNEPPO.

N° 1098.

HONGRIE ET ITALIE

Convention provisoire de commerce
avec annexes, protocole final et
échange de notes. Rome, le 20 juillet
1925.

HUNGARY AND ITALY

Provisional Commercial Convention
with Annexes, Final Protocol and
Exchange of Notes. Rome, July
20, 1925.

N^o 1098. — CONVENTION¹ PROVISOIRE DE COMMERCE ENTRE L'ITALIE ET LA HONGRIE, SIGNÉE A ROME, LE 20 JUILLET 1925.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations et par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 février 1926.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE LA HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, désireux de favoriser, dans toute la possible étendue, les relations économiques entre leurs deux Pays jusqu'à la stipulation d'un traité de commerce, par lequel ces relations soient réglées d'une manière définitive conformément aux exigences de leur production nationale, ont résolu de conclure une convention de commerce, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE LA HONGRIE :

M. le comte Albert NEMES DE HIDVÉG, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Hongrie à Rome ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence Benito MUSSOLINI, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères ;

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que, réserve faite des cas où la présente convention en dispose autrement d'une manière expresse, pour tout ce qui concerne l'établissement des nationaux, la jouissance des droits civils, les droits d'ester en justice et y défendre, l'exercice du commerce, des industries, des métiers et des professions, et le payement des taxes y relatives, la garantie, la perception des droits et les formalités douanières, le commerce d'importation et d'exportation, le transit, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans condition, aux ressortissants de l'autre Haute Partie contractante.

Article 2.

Les sociétés commerciales, industrielles et financières (y compris les sociétés d'assurance et les instituts publics d'assurance sur la vie humaine) domiciliées dans les territoires de l'une des

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 12 décembre 1925.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1098. — PROVISIONAL COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN HUNGARY AND ITALY, SIGNED AT ROME, JULY 20, 1925.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place February 23, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of encouraging economic relations between their respective countries to the greatest possible extent, pending the conclusion of a Treaty of Commerce permanently regulating those relations in such a manner as to meet the requirements of their national production, have resolved to conclude a commercial Convention, and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

Count Albert NEMES DE HIDVÉG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Hungary at Rome ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Benito MUSSOLINI, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The two High Contracting Parties agree that, in all that concerns the establishment of nationals, the enjoyment of civil rights, the right to appear in the Courts as plaintiffs or defendants, the pursuit of commerce, industries, trades and professions and the payment of taxes in connection therewith, sureties, the imposition of duties and Customs formalities, import and export trade, transit, navigation and transport, all privileges, favours or immunities whatever which one of them has granted or may in future grant to the nationals of any other State shall, except as otherwise specifically provided in this Convention, be immediately and unconditionally extended to the nationals of the other High Contracting Party.

Article 2.

The commercial, industrial and financial associations (including insurance associations and public life-insurance institutions) domiciled in the territories of one of the High Contracting Parties and

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, December 12, 1925.

Hautes Parties contractantes et y ayant été valablement constituées conformément aux lois respectives, seront reconnues, d'après les modalités et sauf les limitations fixées par les lois en vigueur, comme ayant l'existence légale dans les territoires de l'autre et pourront y exercer tous leurs droits, y compris celui d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

En tout cas, lesdites Sociétés jouiront, dans les territoires de l'autre Haute Partie contractante, des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un autre pays quelconque.

Lesdites sociétés et instituts n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles dans le territoire de l'autre Partie des impôts, droits ou taxes ni autres ni plus élevés que ceux perçus des nationaux.

Article 3.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Hongrie, énumérés dans le tarif-annexe A, joint à la présente convention, seront admis, à leur importation en Italie, en acquittant les droits fixés par ledit tarif, ou les droits, plus réduits que ceux-ci, que l'Italie pourrait concéder à l'avenir aux mêmes produits de toute autre Puissance étrangère, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit qu'en ce qui concerne les coefficients de majoration.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Hongrie, énumérés dans la liste-annexe B, jointe à la présente convention, seront traités, à leur importation en Italie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Hongrie, qui ne sont pas énumérés dans les listes annexes A et B, acquitteront les droits du tarif général italien en vigueur en tout temps.

Article 4.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, énumérés dans le tarif-annexe C, joint à la présente convention, seront admis, à leur importation en Hongrie, en acquittant les droits fixés par ledit tarif, ou les droits, plus réduits que ceux-ci, que la Hongrie pourrait concéder à l'avenir aux mêmes produits de toute autre Puissance étrangère, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit qu'en ce qui concerne les coefficients éventuels de majoration.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, énumérés dans la liste-annexe D, jointe à la présente convention, seront traités, à leur importation en Hongrie, sur le pied de la nation la plus favorisée.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, qui ne sont pas énumérés dans les annexes C et D, acquitteront les droits du tarif autonome douanier hongrois en vigueur en tout temps.

Article 5.

A l'exportation vers l'Italie, il ne sera perçu en Hongrie et, à l'exportation vers la Hongrie, il ne sera perçu en Italie d'autres ni de plus hauts droits de sortie ou taxes d'autre nature, qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Article 6.

Les dispositions des articles 3, 4 et 5 ne sont point applicables :

- a) Aux faveurs que chacune des Hautes Parties contractantes ait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes, pour faciliter le trafic de frontière ;

having been validly constituted in that country in accordance with its laws, shall be recognised in accordance with the provisions and within the limits fixed by the laws in force, as having legal existence in the territories of the other and shall be able to exercise all their rights in that country including the right of appearing in the law courts either as plaintiffs or defendants.

In any case the said associations shall enjoy in the territories of the other High Contracting Party the same rights as are or shall be accorded to similar companies of any other country whatsoever.

The said associations and institutions shall not be required to pay, in respect of the exercise of commercial or industrial activities in the territory of the other Party, other or higher imposts, duties or taxes than those which are levied on nationals.

Article 3.

The products of the soil or of industry originating in or coming from Hungary, enumerated in the tariff in Annex A attached to the present Convention, shall be accepted for importation into Italy on payment of the duties fixed in the said tariff, or of such reduced duties as Italy may grant in future to the same products of any other foreign Power ; the above clause applies both to tariff duties proper and to coefficients of increase.

The products of the soil or of industry originating in or coming from Hungary, enumerated in the list in Annex B attached to the present Convention, shall receive most-favoured-nation treatment on importation into Italy.

Products of the soil or of industry originating in and coming from Hungary which are not enumerated in the lists given in Annexes A and B shall be liable to the duties of the ordinary Italian tariff for the time being in force.

Article 4.

The products of the soil or of industry originating in or coming from Italy, enumerated in the tariff in Annex C attached to the present Convention, shall be accepted for importation into Hungary on payment of the duties fixed in the said tariff, or of such reduced duties as Hungary may grant in future to the same products of any other foreign Power ; the above clause applies both to tariff duties proper and to coefficients of increase.

The products of the soil or of industry originating in or coming from Italy, enumerated in the list in Annex D attached to the present Convention, shall receive most-favoured-nation treatment on importation into Hungary.

Products of the soil or of industry originating in and coming from Italy which are not enumerated in the lists given in Annexes C and D shall be liable to the duties of the autonomous Hungarian tariff for the time being in force.

Article 5.

Hungary shall not impose on goods exported to Italy, and Italy shall not impose on goods exported to Hungary, any export duties or taxes, other or higher than are imposed on the same products exported to the country most favoured in this respect.

Article 6.

The provisions of Articles 3, 4 and 5 shall not apply :

- (a) To exceptional privileges which either of the High Contracting Parties has granted or may in future grant to contiguous countries with a view to facilitating frontier

- étant établi que sera considérée comme zone de frontière celle dont l'étendue, de l'un et de l'autre côté, ne dépasse pas quinze kilomètres ;
- b) Aux obligations, imposées à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir ;
 - c) Aux avantages préférentiels que les deux Hautes Parties contractantes auraient accordés ou pourraient accorder à l'avenir à leurs colonies, protectorats ou possessions ;
 - d) Au cabotage, lequel continue à être régi par les lois, qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays ; ainsi qu'à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes et à l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages. Le service maritime comprend l'exercice du remorquage, l'assistance et le sauvetage maritimes.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver en aucune manière le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1° Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;
- 2° Pour des raisons de sûreté publique ;
- 3° Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
- 4° Afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions, qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation à l'intérieur des marchandises indigènes similaires ;
- 5° Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique et conformément aux principes internationaux à ce sujet.

Article 8.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation de certificats constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce et d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé, soit par le bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière.

Les Hautes Parties contractantes veilleront à ce que le commerce ne soit entravé ni par la hauteur des taxes perçues pour ces certificats, ni par des formalités inutiles, lors de leur délivrance. Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Article 9.

Aucun droit intérieur, perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations, grevant actuellement ou à l'avenir la production, la fabrication ou la consommation d'un produit

- traffic, it being understood that frontier zones shall not exceed 15 kilometres in depth on either side of the frontier ;
- (b) To obligations imposed on either of the High Contracting Parties by the clauses of a Customs Union which has already been or may in future be contracted ;
 - (c) To preferential treatment which the two High Contracting Parties may have granted or may in future grant to their colonies, protectorates or possessions ;
 - (d) To the coasting trade, which shall continue to be governed by the laws that are or may in future be in force in each of the two countries ; to fisheries in the territorial waters of the High Contracting Parties ; and to the auxiliary services of ports, roadsteads and beaches. The auxiliary services include maritime towage, rescue work and salvage.

Article 7.

The High Contracting Parties undertake not to impede trade between the two countries in any way by imposing import, export or transit prohibitions or restrictions.

Exceptions to this rule, so far as they are applicable to every country or to countries in an identical situation, may only be made in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances, in the case of war supplies ;
- (2) For reasons of public safety ;
- (3) In the case of State monopolies which are already in force or which may be established in future ;
- (4) In order to apply to goods of foreign origin prohibitions and restrictions which are or may in future be imposed by the national legislation on the production, sale, transport or consumption within the country of similar goods produced therein ;
- (5) For reasons of health supervision of the protection of useful animals and plants against diseases and noxious insects and parasites, and particularly in the interests of public health and in conformity with the principles internationally accepted in this connection.

Article 8.

In order to establish the origin of imported products, each of the High Contracting Parties may require the production of an official statement certifying that the imported article is of national production or manufacture, or that it should be regarded as such in view of the finishing process which it has undergone in the country from which it comes.

Certificates of origin shall be issued either by the Chambers of Commerce and Industry which are competent to issue such a certificate to the consignor, or by any other body or association approved by the country of destination or by the forwarding Customs office within the country or at the frontier.

The High Contracting Parties shall see that trade is not impeded by the imposition of excessive fees for these certificates, or by needless formalities in connection with their issue.

Certificates of origin shall not be required in respect of postal packets.

Article 9.

Internal taxes levied on behalf of the State, local authorities, or corporations, which are or may hereafter be imposed on the production, manufacture or consumption of any article in the

quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre que pour les produits similaires indigènes.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires, par chemin de fer, aussi bien que par cours d'eau navigable et par canaux ; et ceci pour les personnes, les marchandises, les wagons de chemins de fer, les navires, et pour le service postal.

Les marchandises de toute nature, venant des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées et rechargées, déposées et réemballées.

Article 11.

Il est entendu que les marchandises de provenance quelconque, qui transitent par les territoires d'une des Hautes Parties contractantes ou qui y sont déposées dans des ports francs ou dans des entrepôts, ne seront pas soumises, à leur entrée dans les territoires de l'autre, à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus si les marchandises étaient importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui transitent après avoir été ou transbordées ou réemballées dans un entrepôt.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et demeurera applicable pendant le délai d'une année à partir de la date de l'échange des ratifications, à moins qu'avant l'expiration de ce délai elle ne soit substituée par le traité de commerce définitif à conclure entre les deux Hautes Parties contractantes. Ce délai passé, et dans le cas où le traité de commerce ne soit pas encore entré en vigueur, la présente convention pourra être dénoncée en tout temps, en restant exécutoire pendant trois mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires l'ont signée et revêtue de leur cachet.

Faite à Rome, en double expédition, le vingt juillet mil neuf cent vingt-cinq.

(L. S.) NEMES.

(L. S.) B. MUSSOLINI.

territory of one of the High Contracting Parties, shall not under any pretext be levied on products originating in and coming from the territory of the other at higher rates or in a more onerous manner than on similar products of the former country.

Article 10.

The High Contracting Parties grant reciprocal freedom of transit through their territories, by rail and by navigable waterways and canals, for passengers, goods, railway waggons, vessels, and the postal service.

Goods of any kind coming from or going to the territory of one of the High Contracting Parties shall be reciprocally exempt in the territory of the other from any transit duty, whether they are despatched in direct transit or must be unloaded, re-loaded, warehoused and re-packed during transit.

Article 11.

It is agreed that goods of any origin passing in transit through the territory of one of the High Contracting Parties, or warehoused at free ports or in bonded warehouses in that territory, shall not, on entering the territory of the other Party, be subject to customs duties or charges other or higher than those which would be imposed if the goods were imported direct from the country of origin. This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods conveyed in transit after transshipment or re-packing in a bonded warehouse.

Article 12.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall remain in force for one year as from the date on which the ratifications were exchanged, unless before the expiration of this period it has been replaced by the definitive Commercial Treaty which is to be concluded between the two High Contracting Parties. After this period, the present Convention may, if the Commercial Treaty has not yet come into force, be denounced at any time. It shall, however, remain in force for three months as from the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Rome, in duplicate, on July 20, 1925.

(L. S.) NEMES.

(L. S.) B. MUSSOLINI.

ANNEXE A.

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN ITALIE.

Numéros du tarif italien	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée L. C. or	Coefficient de majoration
		Par quintal	
47	Biscuits :		
	a) Sans sucre	60,—	—
	b) Contenant du sucre :		
	1. En quantité non supérieure à 18 %	65,—	—
	<i>La surtaxe de fabrication égale aux taxes intérieures de fabrication sur le sucre de première classe sera perçue sur les biscuits contenant du sucre jusqu'à 18 %, à raison de 18 kg. par quintal de produit.</i>		
	2. En quantité supérieure à 18 % :		
	α - En quantité supérieure à 18 % jusqu'à 24 %	67,—	—
	β - En quantité supérieure à 24 %	70,—	—
	<i>La surtaxe de fabrication sur le sucre de première classe sera perçue :</i>		
	a) <i>Sur les biscuits contenant plus de 18 % jusqu'à 24 % de sucre, à raison de la quantité effectivement contenue dans les produits ;</i>		
	b) <i>Sur les biscuits contenant plus de 24 % de sucre, à raison de 35 kg. par quintal de produit, ou, sur demande de l'importateur, à raison de la quantité de sucre effectivement contenue, si celle-ci est inférieure à 35 %.</i>		
ex 103 a)	Eaux minérales : médicinales naturelles des sources : Ferenc József-viz (Balatonfüred) ; Hercules, Hunyadi János, Kossuth Lajos, Loser János, Maria (Budapest-Budaörs) ; Apenta Keserüvizforrás, Ferenc József, Rákóczy (Budapest-Kelenföld) ; Igmándi Keserüviz (Igmánd) ; Mira (Jászkarajenő) ; Kékkuti gyógyviz (Kékkut) ; Mohai Agnesforrás (Moha) ; Parádi gyógyviz (Parád)	3,—	—
586	Bouteilles communes <i>Les bouteilles de toute forme remplies d'eaux minérales ou de bière payent le droit des bouteilles communes vides.</i>	5,—	0,8
ex 844	Ebonite :		
	c) En ouvrages non dénommés	150,—	0,2
ex 912	Jouets (à l'exception des poupées en matières diverses) :		
	Ex c - En caoutchouc :		
	2. De couleur ou peints	125,—	0,4

ANNEX A.

TARIFF OF ITALIAN IMPORT DUTIES.

No. in Italian tariff	Description of Goods	Import duty Lire, C. (gold)	Co-efficient of increase
		Per quintal	
47	Biscuits :		
	(a) Without sugar	60.—	—
	(b) With sugar :		
	1. Not more than 18% of sugar	65.—	—
	<i>The manufacturing surtax, equal to the internal manufacturing taxes on sugar of the first class, will be levied on biscuits containing up to 18 % of sugar in the proportion of 18 kg. for each quintal of biscuits.</i>		
	2. More than 18% of sugar :		
	α. More than 18% and up to 24%	67.—	—
	β. More than 24%	70.—	—
	<i>The manufacturing surtax on sugar of the first class will be levied :</i>		
	(a) <i>In the case of biscuits containing more than 18 % and up to 44 % of sugar, on the quantity actually contained in the biscuits ;</i>		
	(b) <i>In the case of biscuits containing more than 24 % of sugar, in the proportion of 35 kg. for each quintal of biscuits, or, if the importer so requests, on the quantity of sugar actually contained in the biscuits if that quantity is less than 35 %.</i>		
ex 103 a	Mineral waters : natural medicinal <i>spring waters</i> : Ference József-viz (Balatonfüred) ; Hercules, Hunyadi János, Kossuth Lajos, Loser János, Mária (Budapest-Budaörs) ; Apenta Keserüvizforrás, Ferenc József, Rákóczy (Budapest-Kelenföld) ; Igmándi Keserüviz (Igmánd) ; Mira (Jászarkajenő) ; Kékkuti gyógyviz (Kékkut) ; Mohai Agnesforrás (Moha) ; Parádi gyógyviz (Parád).	3.—	—
586	Common bottles <i>Bottles of any shape containing mineral waters or beer are dutiable as empty common bottles.</i>	5.—	0.8
ex 844	Ebonite :		
	(c) <i>Manufactures not specially mentioned.</i>	150.—	0.2
ex 912	Toys (except dolls made of various materials) :		
	Ex c. — made of india-rubber :		
	2. dyed or painted	125.—	0.4

ANNEXE B.

LISTE

DES POSITIONS DU TARIF ITALIEN INDIQUANT LES PRODUITS ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DE LA HONGRIE, ADMIS A L'IMPORTATION EN ITALIE SUR LE PIED DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

Catégories et numéros du tarif italien.

Catégorie I.	- I, 4 à 9, II, 12.
» II.	- 18 à 20.
» III.	- 31.
» V.	- 38, 39, 43 à 45, 48, 51, 55, 62.
» VI.	- 64 à 66, 70 a), 70 c), 74.
» VIII.	- 103 b), 105, 106 a), 106 b), 1 a) et 2 a), 109 à III.
» XI.	- 125, 131, 132, 134, 137.
» XII.	- 148, 149, 158.
» XIII.	- 190 h), 197.
» XV.	- 249.
» XVIII.	- 285, 286, 288, 291, 292, 295, 297, 300, 301, 305, 308, 309, 311 à 317, 319, 320, 322 à 328, 330, 331, 337, 344, 347.
» XIX.	- 350 à 357, 364 à 367, 369.
» XX.	- 381, 384.
» XXI.	- 390, 391, 395.
» XXII.	- 396, 397, 403, 405 à 408, 418, 419, 423, 431, 434, 437, 438, 443, 445 à 451, 453, 454, 457, 458 à 460, 466.
» XXIII.	- 467 à 472, 476.
» XXIV.	- 481, 491, 495, 497.
» XXV.	- 505 à 508, 510, 514.
» XXVI.	- 516, 517, 519 b), 520, 521, 524, 528 à 532, 534, 535.
» XXVII.	- 553.
» XXVIII.	- 567.
» XXIX.	- 578, 580.
» XXX.	- 582.
» XXXII.	- 604, 611 à 613, 615 à 617, 621, 623.
» XXXIII.	- 628 à 632.
» XXXIV.	- 639.
» XXXV.	- 643, 650.
» XXXVI.	- 658 a) 5, 662, 663, 666, 667.
» XXXVII.	- 679 i) 2, 679 l), 713.
» XXXIX.	- 717 i), 722, 732, 767, 769.
» XL.	- 777, 780 à 782.
» XLI.	- 792, 794, 796, 803.
» XLII.	- 809 c), d), 813, 820, 821.
» XLIII.	- 828, 831 à 843, 844 a), b).
» XLIV.	- 852, 854.
» XLVII.	- 892.
» XLVIII.	- 911, 912 c), l), 913 a), 914, 915.
» XLIX.	- 921, 922, 924.
» L.	- 939.
» LI.	- 942, 943 b), 944, 945, 945 bis, 949, 950.

ANNEX B.

LIST

OF ITEMS IN THE ITALIAN TARIFF REPRESENTING PRODUCTS ORIGINATING IN AND COMING FROM HUNGARY WHICH ARE ACCEPTED FOR IMPORTATION INTO ITALY ON MOST-FAVOURLED-NATION CONDITIONS.

Categories and numbers in the Italian tariff.

Category I.	- 1, 4 to 9, 11, 12.
» II.	- 18 to 20.
» III.	- 31.
» V.	- 38, 39, 43 to 45, 48, 51, 55, 62.
» VI.	- 64 to 66, 70 (a), 70 (c), 74.
» VIII.	- 103 (b), 105, 106 (a), 106 (b) 1 (a) and 2 (a), 109 to 111.
» XI.	- 125, 131, 132, 134, 137.
» XII.	- 148, 149, 158.
» XIII.	- 190 (h), 197.
» XV.	- 249.
» XVIII.	- 285, 286, 288, 291, 292, 295, 297, 300, 301, 305, 308, 309, 311 to 317, 319, 320, 322 to 328, 330, 331, 337, 344, 347.
» XIX.	- 350 to 357, 364 to 367, 369.
» XX.	- 381, 384.
» XXI.	- 390, 391, 395.
» XXII.	- 396, 397, 403, 405 to 408, 418, 419, 423, 431, 434, 437, 438, 443, 445 to 451, 453, 454, 457, 458 to 460, 466.
» XXIII.	- 467 to 472, 476.
» XXIV.	- 481, 491, 495, 497.
» XXV.	- 505 to 508, 510, 514.
» XXVI.	- 516, 517, 519 (b), 520, 521, 524, 528 to 532, 534, 535.
» XXVII.	- 553.
» XXVIII.	- 567.
» XXIX.	- 578, 580.
» XXX.	- 582.
» XXXII.	- 604, 611 to 613, 615 to 617, 621, 623.
» XXXIII.	- 628 to 632.
» XXXIV.	- 639.
» XXXV.	- 643, 650.
» XXXVI.	- 658 (a), 5, 662, 663, 666, 667.
» XXXVII.	- 679 (i) 2, 679, (e), 713.
» XXXIX.	- 717 (i), 722, 732, 767, 769.
» XL.	- 777, 780 to 782.
» XLI.	- 792, 794, 796, 803.
» XLII.	- 809 (c), (d), 813, 820, 821.
» XLIII.	- 828, 831 to 843, 844 (a), (b).
» XLIV.	- 852, 854.
» XLVII.	- 892.
» XLVIII.	- 911, 912 (c) (e), 913 (a), 914, 915.
» XLIX.	- 921, 922, 924.
» L.	- 939.
» LI.	- 942, 943 (b), 944, 945, 945 bis, 949, 950.

ANNEXE C.

TARIF DES DROITS A L'ENTRÉE EN HONGRIE.

Numéros du tarif hongrois	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée (couronnes-or)
		Par quintal
54	Riz brut. entier, avec ou sans balle, pas encore décortiqué	Exempt
89 b)	Figues sèches :	
	1. Emballées pour la vente au détail (en paquets au-dessous de 5 kg.)	16,—
	2. En d'autres emballages	8,—
	Remarque. — <i>Figues pour usage industriel, avec autorisation spéciale et sous les conditions et contrôles à déterminer par décret</i>	1,—
90	Citrons et cédrats	3,—
91	Oranges et mandarines	6,—
92	Citrons, oranges et cédrats et leurs écorces, en saumure	1,—
93	Ecorces sèches de citrons, oranges et cédrats	2,—
ex 97	Amandes sèches	12,—
98	Noisettes :	
	a) Avec coque	8,—
	b) Sans coque	14,—
ex 126 b)	Liqueur <i>Maraschino</i> de Zara, en bouteilles originaires contenant 2 litres au maximum (jusqu'à concurrence de 50 quintaux par an), avec certificat d'origine	300,—
ex 128 b)	<i>Maraschino</i> Sprit de Zara (distillé de fruits de Marasca) :	
	1. En tonneaux ou en autres récipients contenant plus de 2 litres (jusqu'à concurrence de 75 quintaux par an) avec certificat d'origine	240,—
146	Riz décortiqué, glacé ou poli, y compris les brisures de riz, semoule et farine de riz	6,50
	Remarque. — <i>Brisures de riz pour la fabrication de l'amidon, avec autorisation spéciale et sous les conditions et contrôles à déterminer par décret</i>	1,—
ex 168 b)	Poissons marinés et à l'huile :	
	En récipients en verre ou en boîtes, tubes et autres récipients similaires hermétiquement fermés :	
	1. Sardines	25,—
	Ex 2. Anchois à l'huile	60,—
ex 246	Soufre brut, moulu, raffiné, et fleur de soufre	Exempts
ex 334	Huile d'olive pure en récipients d'un poids brut de 25 kg. ou plus	4,—
	Ex Remarque. — Huile d'olive en fûts, extraite par le sulfure de carbone	Exempte
	Ex Remarque ad 331-334 : Huile d'olive pure en récipients d'un poids brut inférieur à 25 kg.	8,—
ex 401 b)	Allumettes en cire	48,—
ex 425	Huiles essentielles de fruits du genre « citrus » (huile d'orange, de citron, de bergamote, de mandarine et de cédrat)	35,—
ex 442	Acide citrique	Exempt
ex 564	Fils de chanvre :	
	Ex a) — Simples :	
	1. Ecrus :	
	α) Au-dessous du N° 4 anglais	10,—
	β) Du N° 4 jusqu'au N° 10 anglais inclusivement	12,—
	γ) Au-dessus du N° 10 anglais	15,—

ANNEX C.

TARIFF OF HUNGARIAN IMPORT DUTIES.

No. in Hungarian tariff	Description of Goods	Import Duty in gold crowns
		Per quintal
54	Raw rice, whole, with or without husk, not yet husked.	Free
89 (b)	Dried figs :	
	(1) Packed for sale by retail (in packages weighing less than 5 kg.)	16.—
	(2) Otherwise packed	8.—
	Note : <i>Figs for industrial use, with special authorisation and under conditions and safeguards to be fixed by decree</i>	1.—
90	Lemons and cedrates	3.—
91	Oranges and tangerines	6.—
92	Lemons, oranges and cedrates, and peel thereof, preserved in brine . .	1.—
93	Dried peel of lemons, oranges and cedrates	2.—
ex 97	Dried almonds	12.—
98	Hazel-nuts :	
	(a) With shells	8.—
	(b) Without shells	14.—
ex 126 (b)	Maraschino liqueur from Zara, in manufacturers' bottles containing not more than 2 litres (up to 50 quintals per annum), with certificate of origin	300.—
ex 128 (b)	Maraschino Sprit from Zara (distilled from Marasca fruits) :	
	(1) in barrels or other receptacles holding more than 2 litres (up to 75 quintals per annum), with certificate of origin.	240.—
146	Rice, husked, glazed or polished, including broken rice, semolina and rice-flour	6.50
	Note : <i>Broken rice for the manufacture of starch, with special authorisation and under conditions and safeguards to be fixed by decree</i> . . .	1.—
ex 168 (b)	Fish, pickled or in oil :	
	In glass containers or tins, tubes and other similar hermetically-sealed receptacles :	
	1. Sardines	25.—
	Ex 2. Anchovies in oil	60.—
ex 246	Sulphur, crude, ground, or refined, and flowers of sulphur	Free
ex 334	Pure olive oil in receptacles of gross weight 25 kg. or over	4.—
	Ex Note : Olive oil in barrels extracted by bisulphide of carbon process	Free
	Ex Note to Nos. 331-4 : Pure olive oil in receptacles of gross weight under 25 kg.	8.—
ex 401 (b)	Wax matches	48.—
ex 425	Essential oils of fruits of the genus citrus (oils of orange, lemon, bergamot, tangerine and cedrate)	35.—
ex 442	Citric acid	Free
ex 564	Hemp yarn :	
	Ex (a) — Single :	
	(1) Unbleached :	
	(α) Under 4 English	10.—
	(β) Nos. 4 to 10 English inclusive	12.—
	(γ) Above No. 10 English	15.—

Numéros du tarif hongrois	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée (couronnes-or)
ex 570	Tissus en fils de chanvre :	Par quintal
	Ex a) Non façonnés, avec une simple armure fondamentale :	
	1. Ecrus, présentant en chaîne et en trame dans 1 cm. carré :	
	α) 20 fils au plus	80,—
	β) Plus de 20, mais pas plus de 40 fils	96,—
	γ) Plus de 40, mais pas plus de 60 fils	105,—
	δ) Plus de 60 fils	120,—
591 a)	Soie naturelle moulinée : organsin et trame, même chargés et teints .	Exempts
593 a)	Soie artificielle : écrue ou blanchie :	
	1. Simple	100,—
	2. A deux ou plusieurs bouts, même retorse	220,—
639	Chapeaux en paille, en liber ou en autres matières tressées, ou en autres	
	matières végétales :	Par pièce
	a) D'hommes, de garçonnets et d'enfants :	
	1. Non garnis	0,80
	2. Garnis	1,10
	Ad 639 a — Les cloches pour chapeaux de paille, non formés, payent	
	le droit de couronnes 0,12 par pièce.	
	b) De dames et de fillettes :	
	1. Non garnis	1,—
	2. Garnis	2,—
	Ad 639 b — Les cloches pour chapeaux de paille, non formés, payent le	
	droit de couronnes 0,16 par pièce.	
ex 876	Châssis d'automobiles pour personnes et leurs cadres, même démontés,	
	avec ou sans moteurs :	Par quintal
	a) Pesant par pièce 30 quintaux ou plus	65,—
	b) Pesant par pièce moins de 30 jusqu'à 20 quintaux	72,—
	c) Pesant par pièce moins de 20 jusqu'à 14 quintaux	80,—
	d) Pesant par pièce :	
	1. Moins de 14 jusqu'à 12 quintaux	100,—
	2. Moins de 12 jusqu'à 7 quintaux	108,—
	e) Pesant par pièce moins de 7 quintaux	144,—
	Ex Remarque. — <i>Les automobiles pour personnes avec carrosserie, ainsi que les carrosseries importées séparément, sont soumis, selon leur poids total, aux droits correspondants des châssis d'automobiles pour personnes. En outre, ils sont assujettis pour chaque voiture ou carrosserie aux droits suivants :</i>	
	b) Voitures automobiles découvertes ou leurs carrosseries :	Par pièce
	1. Avec carrosserie à 2 et 4 places	500,—
	2. Avec carrosserie à 6 places	600,—
	c) Voitures automobiles fermées ou pouvant se fermer, ou leurs	
	carrosseries :	
	1. Avec carrosserie à 2 et 4 places	800,—
	2. Avec carrosserie à 6 places	900,—
ex 942 c)	Boutons en ivoire végétal (corozo)	Par quintal
	Ex Remarque ad N° 942. — Perles en verre non enfilées : en verre blanc,	
	ou de couleur, ni peintes, ni dorées, ni argentées (<i>conterie</i> de Venise).	10,—
	Rentrent dans cette position les perles susindiquées, même si elles sont	
	enfilées pour en faciliter l'emballage et le transport.	
ex 961 a)	Objets d'ornements :	
	Ouvrages en <i>conterie</i> de Venise (émaux, larmes de verre, perles, verre filé), même s'ils sont combinés d'une façon non essentielle avec du caoutchouc, du cuir et des métaux communs, ni dorés, ni argentés, ni émaillés	60,—

No. in Hungarian tariff	Description of Goods	Import Duty in gold crowns
		Per quintal
ex 570	Fabrics of hemp yarn :	
	ex a. Not figured, but with simple ground pattern :	
	1. Unbleached, having in warp and weft, in square of side 1 cm. :	
	(α) Not more than 20 threads	80.—
	(β) 21-40 threads	96.—
	(γ) 41-60 threads	105.—
	(δ) More than 60 threads	120.—
591 (a)	Natural silk, twisted ; organzine and weft-silk, even if in reels and dyed	Free
593 (a)	Artificial silk : bleached or unbleached :	
	1. Single	100.—
	2. Of two or more strands, even twisted	220.—
639	Hats of straw, bark, or other plaited materials, or of other vegetable substances :	Each
	(a) Men's, boys', and children's :	
	1. Untrimmed	0.80
	2. Trimmed	1.10
	Ad 639 a. — Shapes for straw hats, not made up, are dutiable at the rate of 0.12 crowns each.	
	(b) Ladies' and girls' :	
	1. Untrimmed	1.—
	2. Trimmed	2.—
	Ad 639 b. — Shapes for straw hats, not made up, are dutiable at the rate of 0.16 crowns each.	
ex 876	Chassis of passenger automobiles and their frames, even if dismantled, with or without engines :	Per quinta
	(a) Each weighing 30 quintals or over	65.—
	(b) Each weighing 20 quintals or over but less than 30	72.—
	(c) Each weighing 14 quintals or over but less than 20	80.—
	(d) Each weighing :	
	1. 12 quintals or over but less than 14	100.—
	2. 7 quintals or over but less than 12	108.—
	(e) Each weighing less than 7 quintals	144.—
	Ex Note : Passenger automobiles with bodies, and bodies imported separately, are subject, in proportion to their total weight, to the corresponding duties on passenger automobile chassis. In addition, the following duties are payable on each car or body :	
	(b) Open passenger automobiles or bodies thereof :	Each
	1. 2- and 4- seaters	500.—
	2. 6- seaters	600.—
	(c) Closed or closable automobiles or bodies thereof :	
	1. 2- and 4- seaters	800.—
	2. 6- seaters	900.—
ex 942 (c)	Buttons of vegetable ivory (corozo)	Per quintal 380.—
	ex Note to No. 942 : Glass beads, unthreaded : in plain or coloured glass, not painted, gilt or silvered (<i>conterie di Venezia</i>)	10.—
	This item includes the beads referred to even if they are threaded for convenience in packing and carriage.	
ex 961 (a)	Ornaments :	
	<i>Conterie di Venezia</i> (enamels, glass drops, beads, and spun glass), even if combined, otherwise than essentially, with rubber, leather, or base metals not gilt or silvered or enamelled	60.—

ANNEXE D.

POSITIONS DU TARIF HONGROIS

INDIQUANT LES PRODUITS ORIGINAIRES ET EN PROVENANCE DE L'ITALIE ADMIS A L'IMPORTATION EN HONGRIE SUR LE PIED DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE.

Catégories et numéros du tarif hongrois.

Catégorie I.	- 6, 7.
» II.	- 13, 16, 19, 23, 27, 29, 30.
» III.	- 31, 33 à 38.
» IV.	- 40 à 42, 44 à 50.
» V.	- 55 à 76.
» VI.	- 77 à 88, 94 ex 97 (pignons de pin), 99 à 123.
» VII.	- 124 à 131, 133, 134.
» VIII.	- 137 à 145, 148, 151 à 153, 155, 156 à 167, 168 a) et b) 2, 170 à 173.
» IX.	- 175, 182.
» X.	- 186, 187, 190 à 192.
» XI.	- 199 à 201, 205.
» XII.	- 212 à 214, 216, 217, 220, 222, 223, 225.
» XIII.	- 230 à 234, 239, 243, 244.
» XIV.	- 249 à 298.
» XV.	- 305, 320 à 322, 330.
» XVI.	- 331 à 335, 346, 347, 350, 356 à 363, 366 à 369, 371 à 376.
» XVII.	- 377 à 381, 386, 388.
» XVIII.	- 392 à 406.
» XIX.	- 408, 409, 411 à 416, 420 à 422.
» XX.	- 425, 426, 428, 431 à 435.
» XXI.	- 436, 440 à 442, 449, 452, 454 à 456, 458, 459, 461, 463, 464, 466.
» XXII.	- 469, 472 à 476, 481 à 489.
» XXIII.	- 491, 492, 497 à 499, 505, 507, 509 à 511, 514 à 516, 518, 520 à 526, 528 à 530, 532 à 534.
» XXIV.	- 535 à 544.
» XXV.	- 545 à 590, 591 b), 592, 593 b), 594 à 624.
» XXVI.	- 625 à 638, 640.
» XXVII.	- 641, 642.
» XXVIII.	- 643 à 665.
» XXIX.	- 666 à 672, 674 à 680.
» XXX.	- 681, 682, 686, 688 à 712, 715 à 718, 721.
» XXXI.	- 726 à 801.
» XXXII.	- 802 à 864.
» XXXIII.	- 870, 874 à 877, 878 à 892.
» XXXIV.	- 895 à 903, 907, 910 à 922, 929, 930.
» XXXV.	- 936, 939.
» XXXVI.	- 942, 946, 947 à 954, 956, 957, 961 à 964, 966 à 971.

ANNEX D.

ITEMS IN THE HUNGARIAN TARIFF

REPRESENTING PRODUCTS ORIGINATING IN AND COMING FROM ITALY WHICH ARE ACCEPTED FOR IMPORTATION ON MOST-FAVOURLED-NATION CONDITIONS.

Categories and numbers in the Hungarian tariff.

Category I.	- 6, 7.
» II.	- 13, 16, 19, 23, 27, 29, 30.
» III.	- 31, 33 to 38.
» IV.	- 40 to 42, 44 to 50.
» V.	- 55 to 76.
» VI.	- 77 to 88, 94, ex 97 (pine kernels), 99 to 123.
» VII.	- 124 to 131, 133, 134.
» VIII.	- 137 to 145, 148, 151 to 153, 155, 156 to 167, 168 (a) and (b) 2, 170 to 173.
» IX.	- 175, 182.
» X.	- 186, 187, 190 to 192.
» XI.	- 199 to 201, 205.
» XII.	- 212 to 214, 216, 217, 220, 222, 223, 225.
» XIII.	- 230 to 234, 239, 243, 244.
» XIV.	- 249 to 298.
» XV.	- 305, 320 to 322, 330.
» XVI.	- 331 to 335, 346, 347, 350, 356 to 363, 366 to 369, 371 to 376.
» XVII.	- 377 to 381, 386, 388.
» XVIII.	- 392 to 406.
» XIX.	- 408, 409, 411 to 416, 420 to 422.
» XX.	- 425, 426, 428, 431 to 435.
» XXI.	- 436, 440 to 442, 449, 452, 454 to 456, 458, 459, 461, 463, 464, 466.
» XXII.	- 469, 472 to 476, 481 to 489.
» XXIII.	- 491, 492, 497 to 499, 505, 507, 509 to 511, 514 to 516, 518, 520 to 526, 528 to 530, 532 to 534.
» XXIV.	- 535 to 544.
» XXV.	- 545 to 590, 591 (b), 592, 593 (b), 594 to 624.
» XXVI.	- 625 to 638, 640.
» XXVII.	- 641, 642.
» XXVIII.	- 643 to 665.
» XXIX.	- 666 to 672, 674 to 680.
» XXX.	- 681, 682, 686, 688 to 712, 715 to 718, 721.
» XXXI.	- 726 to 801.
» XXXII.	- 802 to 864.
» XXXIII.	- 870, 874 to 877, 878 to 892.
» XXXIV.	- 895 to 903, 907, 910 to 922, 929, 930.
» XXXV.	- 936, 939.
» XXXVI.	- 942, 946, 947 to 954, 956, 957, 961 to 964, 966 to 971.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature de la convention de commerce conclue à la date de ce jour entre la Hongrie et l'Italie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de la même convention :

Ad articles 3 et 4.

Les vins en bouteilles, autres que les vins mousseux, d'origine et en provenance de la Hongrie (position 106 b) 1 β — 2 β du tarif italien) bénéficieront, à l'entrée en Italie, du traitement douanier de la nation la plus favorisée à partir du moment où des réductions des droits de douane pour les « vins en d'autres récipients » (position 131 b), du tarif autonome hongrois) entreront en vigueur en faveur des vins d'origine et en provenance de l'Italie, en vertu de traités ou conventions conclus par la Hongrie avec un tiers Etat quelconque.

Dans le cas où la Hongrie accorderait à une tierce Puissance, quant au régime d'une spécialité quelconque de vin non mousseux, ayant une teneur alcoolique de 18 degrés ou plus, des réductions de droits de douane ou d'autres faveurs spéciales, y compris celles concernant la surtaxe sur l'alcool, ces réductions et ces faveurs seront immédiatement étendues, dans la même mesure, aux spécialités italiennes de vin Marsala, Vermouth, Malvasia et Moscato, à la condition que ces spécialités aient aussi au moins 18 degrés d'alcool. Dans ce cas, l'Italie concédera tout de suite aux spécialités hongroises de vin Tokaj et à trois autres spécialités de vin de dessert, qui seront désignées d'un commun accord avant la ratification de la présente convention, et ayant au moins 18 degrés d'alcool, les réductions de droits de douane et les autres faveurs spéciales, y compris celles concernant la surtaxe sur l'alcool déjà accordées, ou qui pourraient être accordées à l'avenir, aux spécialités de vin non mousseux, ayant au moins 18 degrés d'alcool, de n'importe quel pays.

En outre, dans le cas où la Hongrie accorderait à une tierce Puissance pour une spécialité quelconque de vin non mousseux, ayant une teneur alcoolique inférieure à 18 degrés d'alcool, des réductions de droits de douane ou d'autres faveurs spéciales, y compris celles concernant la surtaxe sur l'alcool, ces réductions et ces faveurs seront, dans la même mesure, immédiatement étendues aux spécialités italiennes de vin mentionnées dans l'alinéa précédent ayant la teneur alcoolique fixée pour les spécialités de vin non mousseux de n'importe quel pays. Le même traitement, sous les mêmes conditions, sera immédiatement concédé par l'Italie aux spécialités de vin hongroises dont au précédent alinéa, ayant une teneur alcoolique inférieure à 18 degrés.

Les autorités de chacune des Hautes Parties contractantes reconnaîtront les certificats d'analyse délivrés pour les vins par les institutions y autorisées de l'autre Partie contractante. En cas de doute fondé, il est réservé à l'administration de chacune des Hautes Parties contractantes le droit de vérifier l'analyse des vins importés sous le bénéfice des certificats. Les institutions autorisées à délivrer les certificats pour les vins seront désignées d'un commun accord par les deux gouvernements. Si, en vertu de l'article 8 de la présente convention, la présentation de certificats d'origine pour le vin est exigée, ces certificats d'origine pourront être délivrés par les mêmes institutions, qui auront délivré les certificats d'analyse.

Ad article 7.

Il reste entendu que les Hautes Parties contractantes, dans le but de réaliser au plus vite dans son intégrité le principe établi à l'article 7, alinéa 1^{er}, de la convention, ne maintiendront et n'institueront aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire et pour aussi longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison.

Conformément à l'esprit de cette disposition, les deux Hautes Parties contractantes appliqueront, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus large et libérale.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the Commercial Convention concluded this day between Hungary and Italy, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall be regarded as an integral part of that Convention :

Ad articles 3 and 4.

Bottled wines, other than sparkling wines, originating in and coming from Hungary (No. 106 b. (1) β and (2) β of the Italian tariff) shall enjoy most-favoured-nation customs treatment on importation into Italy as soon as, in virtue of treaties or conventions concluded by Hungary with any third State, any reductions in customs duty on "wines in other receptacles" (No. 131 (b) of the Hungarian autonomous tariff) come into force as regards wines originating in and coming from Italy.

Should Hungary grant to any third Power reductions in customs duty or other special privileges (including privileges in connection with the alcohol surtax) for any brand of still wine with an alcoholic content of 18° or over, such reductions and privileges shall at once be extended in the same degree to Italian brands of Marsala, Vermouth, Malvoisie and Muscatel, provided that these brands also contain at least 18° of alcohol. In such case Italy shall at once concede, in respect of Hungarian brands of Tokay and three other brands of dessert wine containing at least 18° of alcohol to be agreed upon before the ratification of the present Convention, all reductions in customs duty and other special privileges (including privileges in connection with the alcohol surtax) which have already been or may in future be granted in respect of brands of still wine containing at least 18° of alcohol from any country whatsoever.

Further, should Hungary grant to any third Power reductions in customs duty or other special privileges (including privileges in connection with the alcohol surtax) for any brand of still wine with an alcoholic content of less than 18°, such reductions and privileges shall at once be extended in the same degree to Italian brands of wine mentioned in the preceding paragraph which have the alcoholic content fixed for brands of still wine from any country whatsoever. The same treatment shall at once be conceded by Italy under the same circumstances to Hungarian brands of wine mentioned in the preceding paragraph which have an alcoholic content of less than 18°.

The authorities of each of the High Contracting Parties shall accept certificates of analysis issued for wines by the institutions empowered thereto by the other Contracting Party. In case of serious doubt the right is reserved to the administration of each of the High Contracting Parties to verify the analysis of wines imported under certificate. The institutions empowered to issue certificates for wines shall be designated by agreement between the two Governments. If, under Article 8 of the present Convention, the production of certificates of origin for wine is required, such certificates may be issued by the same institutions as issued the certificates of analysis.

Ad article 7.

It is understood that, in order to give full effect as soon as possible to the principle laid down in Article 7, paragraph 1, of the Convention, the High Contracting Parties will not maintain or institute any import or export prohibition or restriction unless it is absolutely essential, and only for so long as the exceptional circumstances which justify it continue to exist.

In accordance with the spirit of this stipulation, the two High Contracting Parties will apply the prohibitions or restrictions in force to each other in the broadest and most generous fashion.

En outre, dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions, soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi des dérogations ou la fixation des contingents sera étudié, sur la demande de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties contractantes, sans autre ratification spéciale par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé, en double expédition, à Rome, le vingt juillet mil neuf cent vingt-cinq.

NEMES.

B. MUSSOLINI.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE AU MINISTRE DE HONGRIE A ROME.

ROME, le 20 juillet 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations qui ont eu lieu pour la conclusion de la convention commerciale entre nos deux pays, signée en date d'aujourd'hui, la délégation hongroise a fait ressortir que la Hongrie a complètement aboli les prohibitions ou restrictions d'importation et réduit au minimum les prohibitions ou restrictions d'exportation.

En considération de ce fait, la délégation hongroise, tout en reconnaissant que même l'Italie a adopté en cette matière une politique libérale, a demandé que certaines dérogations soient concédées aux prohibitions d'importation et d'exportation encore existantes en Italie, en vue d'assurer le développement le plus large possible des échanges entre les deux pays.

J'ai l'honneur maintenant de déclarer à Votre Excellence que, pour donner satisfaction dans la limite du possible à cette demande, le Gouvernement italien est prêt à concéder à la Hongrie les contingents mensuels ci-après indiqués concernant les marchandises suivantes, dont l'importation ou l'exportation est encore soumise à un régime de restrictions.

Numéros du tarif italien		IMPORTATION.	
ex 110	Eau-de-vie de vin	300	bouteilles
111	Liqueurs	800	»
ex 505	Fusils Flobert	500	pièces
507	Pistolets et revolvers	500	»
ex 591	Ouvrages en verre passés à la meule, gravés, dorés, argentés	100	quintaux
614	Meubles en bois et leurs pièces détachées.	500	»
617	Cadres en bois et baguettes pour cadres	50	»
ex 663	Savons parfumés	50	»
ex 912	Jouets en caoutchouc	50	»
ex 913	Poupées communes	20	»

EXPORTATION.

ex 639	Os bruts	450	quintaux
--------	--------------------	-----	----------

J'espère que Votre Excellence voudra bien me donner l'assurance que le Gouvernement royal de Hongrie est d'accord à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

B. MUSSOLINI.

Further, should either of the High Contracting Parties introduce new prohibitions or restrictions either on importation or on exportation, the concession of exceptions or the fixing of contingents shall be considered at the request of either of the High Contracting Parties, with a view to prejudicing as little as possible the commercial relations between the two countries.

The present Protocol, which shall be deemed to be approved and sanctioned by the High Contracting Parties without further special ratification by the mere fact of the exchange of ratifications of the Convention to which it relates, has been drawn up in duplicate at Rome on July 20, 1925.

NEMES.

B. MUSSOLINI.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE HUNGARIAN MINISTER AT ROME.

ROME, July 20, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the negotiations which have taken place with a view to the conclusion of the Commercial Convention between our two countries signed this day, the Hungarian Delegation pointed out that Hungary had abolished all import prohibitions and restrictions, and had reduced export prohibitions and restrictions to a minimum.

In consideration of this fact, the Hungarian Delegation, while recognising that Italy also had adopted a liberal policy in this connection, requested that certain exceptions might be made to the import and export prohibitions still existing in Italy, with a view to encouraging to the greatest possible extent the development of trade between the two countries.

I have now the honour to inform you that, in order to comply with this request as far as possible, the Italian Government is willing to concede to Hungary the monthly quotas specified hereunder for the following goods, which are still subject to import or export restrictions.

No. in Italian
tariff

IMPORT.

ex 110	Brandy distilled from wine	300 bottles
111	Liqueurs	800 »
ex 505	Rifles (Flobert)	500
507	Pistols and revolvers	500
ex 591	Manufactures in glass, ground, engraved, gilt, silvered	100 quintals
614	Furniture in wood, and parts thereof	500 »
617	Frames in wood and battens therefor.	50 »
ex 663	Soap, scented	50 »
ex 912	Toys, rubber	50 »
ex 913	Dolls, ordinary	20 »

EXPORT.

ex 639	Bones, raw	450 quintals.
--------	----------------------	---------------

I trust that you will be good enough to assure me that the Royal Hungarian Government is in agreement with me on this point.

I have the honour etc...

B. MUSSOLINI.

LE MINISTRE DE HONGRIE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

ROME, le 20 juillet 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note en date d'aujourd'hui Votre Excellence a bien voulu me donner communication de ce qui suit :

« Au cours des négociations qui ont eu lieu pour la conclusion de la convention commerciale entre nos deux pays, signée en date d'aujourd'hui, la délégation hongroise a fait ressortir que la Hongrie a complètement aboli les prohibitions ou restrictions d'importation et réduit au minimum les prohibitions ou restrictions d'exportation.

» En considération de ce fait, la délégation hongroise, tout en reconnaissant que même l'Italie a adopté en cette matière une politique libérale, a demandé que certaines dérogations soient concédées aux prohibitions d'importation et d'exportation encore existantes en Italie, en vue d'assurer le développement le plus large possible des échanges entre les deux pays.

» J'ai l'honneur maintenant de déclarer à Votre Excellence que, pour donner satisfaction dans la limite du possible à cette demande, le Gouvernement italien est prêt à concéder à la Hongrie les contingents mensuels ci-après indiqués concernant les marchandises suivantes, dont l'importation ou l'exportation est encore soumise à un régime de restrictions.

Numéros du tarif italien		IMPORTATION.	
ex 110	Eau-de-vie de vin	300	bouteilles
111	Liqueurs	800	»
ex 505	Fusils Flobert	500	pièces
507	Pistolets et revolvers	500	»
ex 591	Ouvrages en verre passés à la meule, gravés, dorés, argentés	100	quintaux
614	Meubles en bois et leurs pièces détachées	500	»
617	Cadres en bois et baguettes pour cadres	50	»
ex 663	Savons parfumés	50	»
ex 912	Jouets en caoutchouc	50	»
ex 913	Poupées communes	20	»

EXPORTATION.

ex 639 Os bruts 450 quintaux.»

En prenant acte de ces déclarations j'ai l'honneur de donner à Votre Excellence l'assurance que le Gouvernement de Hongrie est d'accord à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

NEMES.

Copie certifiée conforme.

MUSSOLINI.

THE HUNGARIAN MINISTER TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, July 20, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In a note to me of to-day's date you made the following statements :

" In the course of the negotiations which have taken place with a view to the conclusion of the Commercial Convention between our two countries signed this day, the Hungarian Delegation pointed out that Hungary had abolished all import prohibitions and restrictions, and had reduced export prohibitions and restrictions to a minimum.

" In consideration of this fact, the Hungarian Delegation, while recognising that Italy also had adopted a liberal policy in this connection, requested that certain exceptions might be made to the import and export prohibitions still existing in Italy, with a view to encouraging to the greatest possible extent the development of trade between the two countries.

" I have now the honour to inform you that, in order to comply with this request as far as possible, the Italian Government is willing to concede to Hungary the monthly quotas specified hereunder for the following goods, which are still subject to import or export restrictions.

No. in Italian
tariff

IMPORT.

ex 110	Brandy distilled from wine	300 bottles
111	Liqueurs	800 »
ex 505	Rifles (Flobert)	500
507	Pistols and revolvers	500
ex 591	Manufactures in glass, ground, engraved, gilt, silvered	100 quintals
614	Furniture in wood, and parts thereof.	500 »
617	Frames in wood, and battens therefore.	50 »
ex 663	Soap, scented	50 »
ex 912	Toys, rubber	50 »
ex 913	Dolls, ordinary	20 »

EXPORT.

ex 639	Bones, raw	450 quintals,"
--------	----------------------	----------------

I have the honour to take note of these statements, and to assure you that the Hungarian Government is in agreement with you on this point.

I have the honour etc...

NEMES.

N° 1099.

HONGRIE ET ITALIE

Convention pour les dettes et créances et protocole final contenant une déclaration relative à cette convention, signés à Budapest, le 27 mars 1924.

HUNGARY AND ITALY

Agreement relating to Debts and Credits and Final Protocol containing a Declaration relative to this Agreement, signed at Budapest, March 27, 1924.

N^o 1099. — CONVENTION ¹ ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE POUR LES DETTES ET CRÉANCES, SIGNÉE A BUDAPEST, LE 27 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations et par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 février 1926.

Article premier.

Echéance.

1. Toutes les créances en couronnes austro-hongroises échues avant le 26 juillet 1921 entre ressortissants hongrois, qui à la date du 3 novembre 1918 avaient leur résidence ou leur siège dans les territoires de la Hongrie dont les frontières ont été établies dans le Traité de Trianon, d'une part, et ressortissants italiens qui à la date susindiquée avaient leur résidence ou leur siège dans les territoires du Royaume d'Italie, y compris ceux qui ont été annexés, d'autre part, seront réglées directement entre créanciers et débiteurs, en monnaie italienne, et sur la base du taux de change visé respectivement dans le paragraphe *d*) de l'article 231 et dans l'article 254 du Traité de Trianon.

2. Ces dispositions ne préjudicient à aucun degré au droit de propriété du Domaine du Royaume d'Italie pour ce qui a trait aux créances acquises en vertu du droit de dévolution visé dans le Traité de Trianon.

Article 2.

Ressortissants.

En ce qui concerne les créances à régler d'après les dispositions de l'article premier,

- a) Les banques, les caisses d'épargne, les établissements de crédit et les sociétés commerciales de tout genre ainsi que les institutions avec personnalité juridique, qui ont leur siège principal dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes seront considérés comme ressortissants de l'Etat relatif ;
- b) Les personnes morales, y comprises les personnes visées à l'alinéa précédent, existant sur le territoire transféré à l'Italie et auxquelles cette qualité aura été reconnue soit par les autorités administratives italiennes, soit par une décision judiciaire italienne, seront réputées italiennes en tout cas d'après les dispositions de l'article 75 du Traité de Saint-Germain ;
- c) Les personnes qui ont acquis la nationalité italienne de plein droit, par élection ou par option, en vertu des traités de paix ou des lois ou décrets publiés pour l'exécution des traités, seront considérées comme ressortissants italiens.

Les personnes qui ont opté pour la Hongrie seront considérées comme ressortissants hongrois.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 5 décembre 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1099. — AGREEMENT² BETWEEN HUNGARY AND ITALY RELATING TO DEBTS AND CLAIMS, SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 27, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 24, 1926.

Article 1.

Maturity.

(1) All claims in Austro-Hungarian crowns which fell due before July 26, 1921, between Hungarian nationals who on November 3, 1918, had their place of residence or business in that part of the territory of Hungary the frontiers of which were fixed by the Treaty of Trianon of the one part, and Italian nationals who at the said date had their place of residence or business in the territory of the Kingdom of Italy, including the territory which has been annexed, of the other part, shall be settled direct, as between the creditors and debtors, in Italian currency on the basis of the rates of exchange mentioned in Article 231 paragraph (d) and in Article 254 of the Treaty of Trianon.

(2) These stipulations shall not in any way prejudice the right of ownership of the State domain of the Kingdom of Italy in respect of claims acquired by virtue of the right of devolution mentioned in the Treaty of Trianon.

Article 2.

Nationality.

As regards claims to be settled in accordance with the provisions of Article 1,

- (a) Banks, savings banks, credit establishments and commercial associations of all kinds, together with institutions possessing juridical personality, which have their head office in the territory of one of the High Contracting Parties shall be deemed to be nationals of the State in question ;
- (b) Juridical persons, including the persons referred to in the preceding paragraph, established in the territory transferred to Italy and recognised as such, either by the Italian administrative authorities or by an Italian judicial decision, shall in all cases be deemed to be Italian in accordance with the provisions of Article 75 of the Treaty of St. Germain ;
- (c) Persons who have acquired Italian nationality as of right, by election or option, by virtue of the Peace Treaties or the laws or decrees promulgated in connection with the execution thereof, shall be deemed to be Italian nationals.

Persons who have opted for Hungary shall be deemed to be Hungarian nationals.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, December 5, 1924.

*Article 3.**Succursales.*

1. En ce qui concerne les obligations — à régler d'après les dispositions de l'article premier — des succursales des personnes juridiques ou des sociétés commerciales, en tant que ces succursales se trouvent dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes et le siège principal se trouve dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, sera pris en considération le siège de la succursale et non pas le siège principal. Dans le cas où les succursales se trouvent en dehors du territoire des Hautes Parties contractantes, sera pris en considération le siège principal et non pas celui de la succursale.

2. Les succursales auxquelles s'appliquent le décret royal du 1^{er} septembre 1920, N^o 1236, seront considérées comme ressortissants italiens pour ce qui a trait à l'application de cette convention, sauf le cas d'un accord spécial entre l'Etat où est situé le siège principal et l'Etat auquel appartient le créancier ou le débiteur de la succursale dont il s'agit.

*Article 4.**Déplacements.*

Les déplacements de la résidence ou du siège, qui ont eu lieu entre le 25 mai 1915 et le 3 novembre 1918, ne seront pas pris en considération, si le ressortissant a repris après le 3 novembre 1918 sa résidence ou son siège dans le territoire actuel de l'Etat où il résidait avant le déplacement

*Article 5.**Transfert des créances.*

1. Les dispositions de l'article premier ne s'appliquent qu'aux créances nées avant le 25 mai 1915 si le créancier ou le débiteur est ressortissant de l'ancien Royaume d'Italie, et aux créances nées avant le 3 novembre 1918 si le créancier ou le débiteur est un ressortissant visé à l'article 2, alinéas *b)* et *c)*.

2. Si une créance valorisable a été transférée après les dates susvisées à une personne qui ne serait pas qualifiée d'après les articles précédents, le transfert ne porte aucun préjudice au droit du créancier actuel d'exiger le paiement tel qu'il était dû au créancier, qualifié à la date du 3 novembre 1918 à prétendre la valorisation, et, d'autre part, si une créance, qui n'est pas valorisable d'après les articles précédents, a été transférée après les dates susvisées à un créancier qualifié, le débiteur n'aura à payer la dette que dans la mesure et dans la monnaie due au créancier à la date du 3 novembre 1918, qui a transféré sa créance.

3. On applique le taux de change de l'article 231 du Traité de Trianon seulement s'il s'agit des créances concernant des ressortissants de l'ancien Royaume d'Italie, ou des institutions ayant appartenu à l'Italie, antérieurement à l'entrée en vigueur du traité de Saint-Germain.

*Article 6.**Assurances.*

1. Les obligations résultant des contrats d'assurance seront réglées à part. Il est tout de même arrêté dès ce moment que les dettes envers des ressortissants hongrois ou des personnes résidentes en Hongrie, contractées par les compagnies d'assurance italiennes, ayant des succursales en Hongrie, et découlant des contrats d'assurance, libellés en couronnes austro-hongroises, sont à payer en couronnes hongroises au pair.

2. Une valorisation des titres privés et des créances des compagnies d'assurances italiennes, ayant des succursales en Hongrie, n'aura pas lieu. Ces compagnies d'assurances notifieront au

*Article 3.**Branch offices.*

(1) As regards the obligations — to be settled in accordance with the provisions of Article 1 — of the branch offices of juridical persons or of commercial associations, in cases in which such branch offices are situated in the territory of one of the High Contracting Parties and the head office is situated in the territory of the other High Contracting Party, the situation of the branch office shall be decisive, and not that of the head office. In cases in which the branch offices are situated outside the territory of the High Contracting Parties, the situation of the head office shall be decisive and not that of the branch office.

(2) Branch offices to which the Royal Decree of September 1, 1920, No. 1236, applies shall be deemed to be Italian nationals for the purposes of the present Agreement, in the absence of a special agreement between the State where the head office is situated and the State to which the creditor or debtor of the branch office in question belongs.

*Article 4.**Removals.*

Changes in places of residence or business which took place between May 25, 1915, and November 3, 1918, shall not be taken into consideration if the national concerned has again taken up his place of residence or business since November 3, 1918, in the present territory of the State in which he resided before his removal.

*Article 5.**Transfer of Claims.*

(1) The provisions of Article 1 shall only apply to claims arising before May 25, 1915, if the creditor or debtor is a national of the former Kingdom of Italy, and also to claims arising before November 3, 1918, if the creditor or debtor is a national under one of the categories in paragraphs (b) and (c) of Article 2.

(2) If a claim susceptible of valorisation has been transferred after the dates mentioned above to a person who is not qualified under the terms of the preceding Articles, the transfer shall not in any way prejudice the right of the present creditor to demand payment on the conditions on which it was due to the creditor who was qualified on November 3, 1918 to demand valorisation, and, on the other hand, if a claim which is not susceptible of valorisation under the terms of the preceding Articles has been transferred since the above-mentioned dates to a qualified creditor, the debtor shall only be required to pay the debt to the extent to which, and in the currency in which, it was due on November 3, 1918, to the creditor who has transferred his claim.

(3) The rate of exchange mentioned in Article 231 of the Treaty of Trianon shall only apply in the case of claims affecting nationals of the former Kingdom of Italy or institutions which belonged to Italy before the coming into force of the Treaty of St. Germain.

*Article 6.**Insurance.*

(1) Obligations arising out of insurance policies shall be settled separately. It is, nevertheless, hereby stipulated that debts due to Hungarian nationals or to persons resident in Hungary contracted by Italian insurance companies with branch offices in Hungary, and arising out of insurance policies expressed in terms of Austro-Hungarian crowns, shall be paid in Hungarian crowns at par.

(2) No valorisation of the private bonds and claims of Italian insurance companies which have branch offices in Hungary shall take place. These insurance companies shall furnish the Hungarian

Ministère des Finances hongrois dans un court délai les données détaillées (numéro, valeur nominale) de leurs titres privés, en leur possession à la date du 3 novembre 1918.

3. Les fonds des réserves mathématiques des succursales en Hongrie de ces compagnies doivent être dotés de titres privés au porteur hongrois ou de créances contre ressortissants hongrois, en tant que ces titres ou ces créances constituent une partie du patrimoine des compagnies.

4. Les succursales des compagnies d'assurance italiennes existant en Hongrie à la date de la ratification de la présente convention, auront un traitement comme il sera fait aux compagnies d'assurance hongroises.

Article 7.

Echéances. Titres.

1. Seront considérées échues avant le 26 juillet 1921 toutes les créances exigibles après une dénonciation et qui, à défaut d'une dénonciation, ne sont pas échues avant le 26 juillet 1921.

2. En conséquence les créances résultant de livrets d'épargne (y inclus les livrets d'épargne de la Caisse d'épargne postale hongroise) ou des comptes courants, sont aussi comprises dans les créances à valoriser d'après l'article premier si les conditions visées dans les articles 1 à 5 existent pour les porteurs.

3. Les créances exigibles avant le 26 juillet 1921 résultant d'obligations titrées (coupons arriérés et titres sortis des lettres de gage ou d'autres obligations portant un intérêt fixe) sont à valoriser pour les ressortissants de l'ancien Royaume d'Italie, si les conditions visées dans les articles 1 à 5 existent pour le porteur et si le porteur peut prouver qu'il a acquis la possession de ces titres avant le 25 mai 1915, ou s'il peut prouver que la possession lui a été transférée par un porteur dûment qualifié d'après lesdits articles à la même date.

4. Les créances exigibles sur la base d'obligations titrées au porteur appartenant aux ressortissants visés à l'article 2, alinéas *b*) et *c*), et pour lesquelles le Gouvernement hongrois n'admet pas la valorisation, formeront l'objet de négociations spéciales. A défaut d'un accord dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de la présente convention, tout différend entre les intéressés, concernant les créances susvisées, sera résolu par le Tribunal arbitral mixte italo-hongrois. Pour ce cas les Hautes Parties contractantes déclarent que les dispositions de cette convention ne formeront aucun précédent.

5. Les créances exigibles après le 26 juillet 1921 résultant de titres privés (obligations titrées) seront remboursées aux ressortissants italiens se trouvant dans les mêmes conditions, sans distinction, avec les mêmes modalités qui seront établies pour les ressortissants hongrois ou étrangers les plus favorisés, soit par des lois ou ordonnances hongroises, soit par des conventions.

Les décisions réglant collectivement les remboursements susvisés ayant trait aux ressortissants de l'ancienne Monarchie austro-hongroise et prononcées par des arbitres sur la demande d'un tiers Etat ou de ses ressortissants contre la Hongrie ou ses ressortissants, seront valables d'après le principe de la nation la plus favorisée pour les ressortissants italiens visés à l'article 2, alinéas *b*) et *c*).

Les droits des ressortissants des anciens territoires du Royaume d'Italie ayant trait aux remboursements des titres privés ne sont pas modifiés par cette convention, pourvu qu'ils soient réglés dans le Traité de Trianon.

La compétence des tribunaux arbitraux mixtes et des autres collèges arbitraux visés au Traité de Trianon n'est pas modifiée par cette convention en tant qu'il s'agit des différends ayant trait aux remboursements des titres privés (obligations privées) en possession de ressortissants des anciens territoires du Royaume d'Italie.

Finance Ministry, within a short period, with detailed information (number and nominal value) with regard to private bonds in their possession on November 3, 1918.

(3) In the actuarial reserves of the branch offices of these companies in Hungary shall be included Hungarian private bonds to bearer or claims against Hungarian nationals, provided that such bonds or claims form part of the property of the companies concerned.

(4) Branch offices of Italian insurance companies established in Hungary at the date of the ratification of the present Agreement shall be treated in the same way as Hungarian insurance companies.

Article 7.

Maturity. Bonds.

(1) All claims of which the payment can be demanded after the giving of notice, and which failing such notice did not fall due before July 26, 1921, shall be regarded as having fallen due before July 26, 1921.

(2) In consequence, claims arising out of savings deposits (including savings deposits with the Hungarian Post-office Savings Bank) or out of current accounts shall be included among the claims to be valorised in accordance with Article 1, provided that the conditions laid down in Articles 1-5 are fulfilled as regards the claimants.

(3) Claims of which the payment could be demanded before July 26, 1921, based upon bonds (coupons which have fallen due and bonds which have been drawn in respect of mortgages or other fixed-interest-bearing obligations) are to be valorised in the case of nationals of the former Kingdom of Italy if the conditions laid down in Articles 1-5 are fulfilled as regards the claimant, and if the claimant can prove that he acquired possession of the bonds before May 25, 1915, or if he can prove that possession was transferred to him by a holder who was duly qualified under the terms of the said Articles at that date.

(4) Claims of which the payment can be demanded in virtue of bonds to bearer which belong to the nationals referred to in paragraphs (b) and (c) of Article 2 and in respect of which the Hungarian Government does not agree to valorisation, shall form the subject of separate negotiations. In the absence of an agreement within six months from the coming into force of the present Agreement, any dispute between the persons concerned with regard to these claims shall be settled by the Italo-Hungarian Mixed Arbitration Tribunal. The High Contracting Parties declare that in that event the provisions of the present Agreement shall not constitute a precedent.

(5) Claims of which the payment can be demanded after July 26, 1921, and which are based upon private security bonds shall be repaid to Italian nationals who are similarly situated in accordance with the same conditions, without distinction, as shall be laid down in respect of Hungarian nationals or nationals of the most favoured nation, either by Hungarian laws and regulations or by conventions.

Collective decisions, regulating such repayment in respect of nationals of the former Austro-Hungarian Monarchy, given by arbitrators at the request of a third State or of its nationals against Hungary or her nationals, shall be valid according to the principle of the most favoured nation in respect of the Italian nationals mentioned in paragraphs (b) and (c) of Article 2.

The rights of nationals of the former territories of the Kingdom of Italy in respect of the repayment of private securities shall not be modified by the present Agreement in cases in which they are settled by the Treaty of Trianon.

The competence of the Mixed Arbitral Tribunals and of the other arbitral bodies referred to in the Treaty of Trianon shall not be modified by the present Agreement as regards disputes relating to the repayment of private securities (bonds) in the possession of nationals of the former territories of the Kingdom of Italy.

*Article 8.**Dépôt judiciaire.*

1. La présente convention sera appliquée avec effet rétroactif si la dette a été payée après le 3 novembre 1918 moyennant le dépôt judiciaire et à la suite d'un différend résolu par un arrêt de juges ou d'arbitres non provoqué par le créancier. Le dépôt sera considéré comme annulé.

2. Cette disposition ne s'applique pas aux paiements faits en conséquence d'un accord ou d'un arrangement à l'amiable ; et — sans préjudice du droit de l'indemnité contre le Royaume de Hongrie — elle ne s'applique non plus aux dépôts faits pendant la guerre, avant le 3 novembre 1918.

*Article 9.**Dénonciation.*

1. Pour faire valoir le droit à la valorisation prévue dans les articles précédents, les créanciers italiens notifieront, par une lettre recommandée, leurs créances à leurs débiteurs et au Ministère des Finances hongrois dans le délai de six mois à dater de la mise en vigueur de cette convention. Les créanciers hongrois devront également notifier leurs créances aux débiteurs. Les créances qui n'auront pas été notifiées dans ce délai, ne seront pas valorisables, sauf s'il s'agit des créances visées à l'alinéa 2 de l'article premier.

2. Si le Gouvernement hongrois n'aura pas reconnu dans un délai de trois mois après la dénonciation, par une lettre recommandée, la dette dénoncée, le créancier aura la faculté de provoquer contre l'Etat hongrois un jugement du Tribunal arbitral mixte italo-hongrois dans le délai de six mois après la date de dénonciation de la créance.

*Article 10.**Responsabilité de l'Etat.*

1. Le Royaume de Hongrie sera responsable du paiement des dettes de ses ressortissants, réglées par cette convention et reconnues par lui ou par un arrêt du tribunal arbitral mixte selon l'article 9, alinéa 2, sauf dans le cas où les débiteurs étaient avant la guerre en faillite, en déconfiture, ou en état d'insolvabilité déclarée, ou si la dette était due par une société dont les affaires ont été liquidées pendant la guerre, conformément à la législation exceptionnelle de guerre.

2. A défaut du paiement des sommes dues aux créanciers ressortissants italiens, lesdits créanciers auront le droit d'exiger le paiement d'après les modalités de l'article suivant envers le Royaume de Hongrie.

*Article 11.**Délais.*

1. Le débiteur hongrois aura la faculté de payer le montant nominal de la dette en couronnes a. h. reconnu par lui ou par un arrêt du tribunal arbitral mixte, et converti en liras d'après les dispositions de l'article premier, moyennant des titres aux porteurs libellés en liras émis par le Gouvernement hongrois.

2. Les titres devront avoir dans l'ensemble une valeur nominale égale à la valeur de la dette convertie. Cette valeur sera déterminée en tenant compte des intérêts contractuels et à défaut d'une stipulation relative des intérêts légaux dans la mesure maximum de 5 % par an jusqu'au jour de l'échéance et d'intérêt de 3½ % par an, à partir du jour de l'échéance jusqu'au 1^{er} janvier 1925.

*Article 8.**Judicial deposit.*

(1) The present Agreement shall apply with retroactive effect if the debt in question was paid after November 3, 1918, by means of a judicial deposit in consequence of the settlement of a dispute by a judicial or arbitral award, not rendered as the result of an application by the creditor. The deposit shall be deemed to be annulled.

(2) This stipulation shall not apply to payments made in consequence of an agreement or friendly arrangement ; nor shall it apply — without prejudice to the right to demand compensation from the Kingdom of Hungary — to deposits made during the war before November 3, 1918.

*Article 9.**Notification.*

(1) In order to assert their claim to valorisation as provided for in the preceding Articles, Italian creditors shall notify their claims by registered letter to their debtors and to the Hungarian Ministry of Finance within a period of six months from the coming into force of the present Agreement. Hungarian creditors shall also notify their claims to their debtors. Applications for the valorisation of claims which have not been notified within this period will not be granted except in the case of the claims mentioned in paragraph (2) of Article 1.

(2) If the Hungarian Government does not recognise by registered letter the claim which has been notified within a period of three months after notification, the creditor shall be entitled to demand judgment against the Hungarian State by the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal within a period of six months after the date of the notification of the claim.

*Article 10.**Responsibility of the State.*

(1) The Kingdom of Hungary shall be responsible for the payment of the debts of its nationals which are settled by the present Agreement and recognised by it or by an award of the Mixed Arbitral Tribunal rendered in accordance with paragraph (2) of Article 9, except in cases in which the debtors were bankrupt or in a state of actual or declared insolvency before the war or in which the debt was payable by a company whose affairs were liquidated during the war in accordance with exceptional war legislation.

(2) Failing payment of the sums due to creditors who are Italian nationals, such creditors shall have the right to demand payment from the Kingdom of Hungary in accordance with the provisions of the following Article.

*Article 11.**Time-limits.*

(1) A Hungarian debtor shall have the right to pay the nominal amount of the debt in Austro-Hungarian crowns as recognised by him or by an award of the Mixed Arbitral Tribunal and converted into lire in accordance with the provisions of Article 1, by means of bonds to bearer expressed in terms of lire issued by the Hungarian Government.

(2) The aggregate nominal value of the bonds must be equal to the value of the converted debt. Such value shall be determined on the basis of the contractual rate of interest or, in the absence of any stipulation with regard to the legal rate of interest, of a maximum rate of 5 % per annum up to the date of maturity and of 3 ½ % per annum from the date of maturity up to January 1st, 1925.

3. Les titres seront émis pour 50, 100, 1.000 et 10.000 liras. Chaque titre sera muni de 18 coupons. Un remboursement aura lieu seulement pour les coupons. Chaque année sera remboursable un coupon à payer le 1^{er} janvier. Le premier coupon sera exigible au 1^{er} janvier 1925.

4. Les coupons seront libellés pour la dix-huitième partie de la valeur nominale du titre, majorée par les intérêts de 3 % par an pour un an sur le montant du coupon en cause et sur le montant des coupons avec une échéance successive.

5. Le Gouvernement hongrois mettra à la disposition des débiteurs hongrois ou des créanciers les titres nécessaires pour faire face aux engagements susvisés. Les débiteurs auront la faculté de payer en termes la valeur convertie en liras. Les relations entre les débiteurs hongrois et l'Etat hongrois à cet égard, ainsi que le recours en résultant que l'Etat hongrois pourrait exercer contre ses ressortissants, seront réglés par la législation interne hongroise.

6. Le créancier aura le droit de présenter les coupons à son débiteur aux caisses de l'Etat hongrois, ou aux établissements de crédit désignés par le Ministère hongrois des Finances. Le débiteur sera obligé à payer le montant des coupons échus seulement s'ils sont présentés à lui par ledit créancier originaire.

7. Sans préjudice des dispositions à l'alinéa 2 de l'article 1^{er}, les débiteurs italiens auront la faculté envers les ressortissants hongrois de payer leurs dettes avec les titres visés dans cet article, calculés à la valeur nominale originaire, déduction faite des paiements effectués en compte capital. Lesdits débiteurs auront cette faculté, même s'ils ont acquis ces titres par achat sur le marché.

8. Les débiteurs italiens, qui sont créanciers envers des ressortissants hongrois, auront faculté de compenser les dettes avec les créances liquides, même si le créancier ne s'identifie pas avec le débiteur ; dans ce cas, le ressortissant italien pourra transférer ses créances au créancier hongrois jusqu'à due concurrence au lieu de paiement, en tant qu'il s'agit d'une créance reconnue par l'Etat hongrois ou par un arrêt du tribunal arbitral mixte garantie par l'Etat hongrois d'après l'article 10.

Article 12.

Dette de guerre.

Le Gouvernement hongrois reconnaît que la dette publique de guerre qui se trouvait en possession de ressortissants italiens à la date du 4 juin 1920, doit être réglée contemporanément soit qu'elle se trouve en possession de ressortissants italiens de l'ancien Royaume d'Italie, soit qu'elle se trouve en possession de ressortissants italiens qui ont acquis la nationalité italienne en vertu des Traités de Paix ou des lois d'exécution de ces traités. Le règlement ne sera fait en aucun cas à des conditions moins favorables que celles qui ont été adoptées, ou qui seront adoptées envers les ressortissants hongrois.

Article 13.

Dommages.

1. Dans tous les cas où, selon le point de vue du Gouvernement italien, le Royaume de Hongrie doit être responsable sur la base du Traité de Trianon pour des dommages et préjudices pour lesquels le Gouvernement hongrois ne croit pas devoir assumer la responsabilité, le Gouvernement hongrois se soumet à la décision du Tribunal arbitral mixte italo-hongrois, auquel les intéressés auront le droit de s'adresser.

2. Le Gouvernement hongrois rendra les montants retenus à l'occasion de la conversion et de l'estampillage de la couronne austro-hongroise aux ressortissants italiens — y compris les ressortissants visés à l'article 2 — qui étaient les possesseurs de ces sommes, après avoir converti es couronnes a. h. en couronnes hongroises au pair.

(3) The bonds shall be issued for sums of 50, 100, 1,000 and 10,000 lire. Each bond shall be furnished with eighteen coupons. Repayment shall only be made on the basis of the coupons. One coupon shall be repayable each year on January 1. The first coupon shall be payable on January 1, 1925.

(4) The amount expressed on the coupons shall be one-eighteenth part of the nominal value of the bond, plus interest at 3 % per annum for one year in respect of the amount of the coupon in question and of the amount of the coupons which mature subsequently.

(5) The Hungarian Government shall place at the disposal of the Hungarian debtors or of the creditors the necessary bonds to meet the above-mentioned obligations. The debtors shall have the right to pay the value converted into lire in instalments. The relations between the Hungarian debtors and the Hungarian State in this respect together with such right of recourse arising therefrom as the Hungarian State may exercise against its nationals shall be regulated by Hungarian internal law.

(6) A creditor shall have the right to present the coupons to his debtor, to the Treasury of the Hungarian State or to the credit establishments specified by the Hungarian Finance Ministry. The debtor shall only be required to pay the amount of the coupons which have fallen due if they are presented to him by the original creditor.

(7) Without prejudice to the provisions of paragraph (2) of Article 1, Italian debtors shall have the right to pay their debts to Hungarian nationals with the bonds referred to in this Article calculated at their original nominal value, less such payments as may have been made on capital account. The said debtors shall have this right even if they have acquired the bonds in question by purchase in the market.

(8) Italian debtors who are creditors of Hungarian nationals shall have the right to pay their debts with their liquid claims, even if their creditor is not the same person as their debtor ; for this purpose an Italian national may, instead of making payment, transfer the whole or part of his claims to his Hungarian creditor, provided that the claim is one which is recognised by the Hungarian State or by an award of the Mixed Arbitral Tribunal and which is guaranteed by the Hungarian State under the terms of Article 10.

Article 12.

War Debt.

The Hungarian Government recognises that the payment of the bonds of the public war debt which were in the possession of Italian nationals on June 4, 1920, must be effected at one and the same time whether they are in the possession of Italian nationals of the former Kingdom of Italy or whether they are in the possession of Italian nationals who have acquired Italian nationality by virtue of the Peace Treaties or of the laws for the execution of those Treaties. The settlement shall in no case be effected on terms less favourable than those which have been or which may in the future be adopted in respect of Hungarian nationals.

Article 13.

Compensation.

(1) As regards all cases of damage or prejudice for which the Italian Government considers that the Kingdom of Hungary is responsible in accordance with the Treaty of Trianon, but for which the Hungarian Government does not feel that it can assume responsibility, the Hungarian Government agrees to accept the decision of the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal, to which the persons concerned shall have the right to address themselves.

(2) The Hungarian Government shall repay the amounts deducted on the occasion of the conversion and stamping of Austro-Hungarian crown notes to Italian nationals — including the nationals referred to in Article 2 — who were possessors of such notes, Austro-Hungarian crowns being first converted into Hungarian crowns at par.

*Article 14.**Prescription.*

1. Les délais de prescription, forclusion et d'échéance de procédure, comme les délais de l'échéance concernant les prestations des coupons des intérêts ou dividendes, ou le remboursement des valeurs sorties par tirage ou à rembourser d'un autre chef quelconque, ou le paiement des effets de commerce, ou l'avis d'une acceptation ou d'un paiement, le protêt ou l'accomplissement d'une formalité quelconque, suspendus ou prolongés par les articles 235 et 236 du Traité de Trianon, et tous les délais visés dans lesdits articles, recommenceront à courir. Le délai recommencera à courir trois mois (90 jours) après l'entrée en vigueur de la présente convention.

2. Cette disposition s'applique aussi dans les territoires annexés pour les délais susvisés suspendus ou prolongés d'après l'article 252 du Traité de Trianon, ou d'après les lois en vigueur dans ces territoires avant la mise en vigueur de la présente convention. Pour l'application du présent alinéa, sera considérée comme période de l'état de guerre la période comprise entre le 3 novembre 1918 et le 26 juillet 1921, date de la mise en vigueur du Traité de Trianon.

*Article 15.**Tribunal arbitral.*

1. Tous les différends entre le Royaume de Hongrie ou les ressortissants hongrois, d'une part, et les ressortissants italiens — y compris les ressortissants visés à l'article 2 —, de l'autre part, pour l'accomplissement des obligations qui doivent être réglées sur la base de la présente convention, seront soumis à la décision du Tribunal arbitral mixte italo-hongrois.

2. Dans le cas où une décision des tribunaux ordinaires s'écarte des dispositions des traités de paix et de celles de la présente convention, la partie lésée aura la faculté d'invoquer la compétence dudit tribunal arbitral mixte.

*Article 16.**Différends.*

1. Les dispositions de cette convention ne portent pas atteinte aux droits des personnes qui d'après le Traité de Trianon pourraient réclamer un traitement plus favorable, en tant que l'exercice de ces droits n'est pas expressément réglé dans cette convention, ou dans les conventions spéciales visées aux articles 6 et 7.

2. A défaut d'un accord entre l'Etat hongrois et les intéressés ou entre les débiteurs et les créanciers, le Tribunal arbitral mixte italo-hongrois jugera les différends, qui seront tous de la compétence dudit tribunal.

*Article 17.**Impôts.*

L'impôt industriel des sociétés commerciales, qui ont leur siège principal dans les nouvelles frontières d'Italie, impôt qui doit être réparti sur la base des bilans de tous les ans jusqu'à 1918, inclus, sera fractionné et calculé à Trieste avec l'ancien système, qui établit les montants des impôts dus par les divers sièges d'affaire des susdites sociétés. Seulement à partir du bilan de l'année 1919 (impôt 1920) seront admis le fractionnement et la détermination directe dans la Hongrie sur la base des bilans spéciaux pour chaque territoire.

*Article 14.**Prescription.*

(1) Time-limits with regard to prescription, foreclosure and the institution of proceedings, as also time-limits relating to dates of maturity in respect of the payment of coupons, interest or dividends, to the repayment of drawn bonds or of bonds repayable on some other ground, to the payment of bills of exchange, to the notice of acceptance or of payment, to the protesting of bills or to the accomplishment of any formality whatever, which have been suspended or prolonged by Articles 235 and 236 of the Treaty of Trianon, and all time-limits mentioned in the said Articles, shall recommence to run as from a date three months (90 days) after the coming into force of the present Agreement.

(2) This stipulation shall also apply in the annexed territories in respect of the above-mentioned time-limits which have been suspended or prolonged in accordance with Article 252 of the Treaty of Trianon, or with the laws in force in those territories before the coming into force of the present Agreement. For the purpose of the application of the present paragraph, the period from November 3, 1918, to July 26, 1921, the date of the coming into force of the Treaty of Trianon, shall be deemed to be a period during which a state of war existed.

*Article 15.**Arbitral Tribunal.*

(1) All disputes between the Kingdom of Hungary or Hungarian nationals, of the one part, and Italian nationals — including the nationals referred to in Article 2 — of the other part, concerning the accomplishment of obligations which are to be fulfilled on the basis of the present Agreement, shall be submitted for decision to the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal.

(2) In the event of a decision of the ordinary courts being contrary to the provisions of the Peace Treaties, or of the present Agreement, the aggrieved party shall have a right to appeal to the said Mixed Arbitral Tribunal.

*Article 16.**Disputes.*

(1) The provisions of the present Agreement shall not affect the rights of persons who, under the Treaty of Trianon, may claim more favourable treatment, provided that the exercise of such rights is not expressly regulated in the present Agreement or in the special Conventions referred to in Articles 6 and 7.

(2) Failing an agreement between the Hungarian State and the persons concerned, or between the debtors and the creditors, the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal shall determine the disputes, and all such disputes shall be within the competence of that Tribunal.

*Article 17.**Taxes.*

The industrial tax on commercial undertakings which have their headquarters within the new frontiers of Italy — a tax which must be apportioned on the basis of the balance-sheets of all the years up to 1918 inclusive — shall be calculated and sub-divided at Trieste in accordance with the old system for determining the amounts of the taxes due by the various branch-offices of the said undertakings.

The sub-division and direct assessment of the tax in Hungary on the basis of the special balance-sheets for each territory shall only be permitted in the case of the balance-sheet for the year 1919 (the tax for 1920) and subsequent balance-sheets.

Article 18.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur au moment de l'échange des ratifications.

Fait à Budapest, le 27 mars 1924, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la Hongrie :

ALADÁR DE STEIGER m. p.

Copie certifiée conforme.

MUSSOLINI.

Pour l'Italie :

LUIGI ORAZIO VINCI m. p.

PROTOCOLE FINAL.

Au moment de procéder à la signature des deux conventions concernant les dettes et créances et au sujet de la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant-guerre placée en Italie, les plénipotentiaires soussignés des Hautes Parties contractantes ont fait les déclarations suivantes :

DÉCLARATION SUR LA CONVENTION POUR LES DETTES ET CRÉANCES.

1. Il est entendu que les dispositions de la Convention pour les dettes et créances ne préjudicient à aucun degré à la question de savoir si les dispositions du Traité de Trianon visées à l'article premier de ladite convention (articles 231, 254) d'après les conditions de fait actuelles, sont applicables aux dettes et créances en monnaies autres qu'en couronnes austro-hongroises.

2. Il est entendu qu'aucune atteinte n'est portée aux droits des parties en cause de faire valoir les droits ou les exceptions qui, d'après leur avis, se dégagent des traités de paix et de faire les objections qu'ils croient de formuler dans leur intérêt devant les tribunaux mixtes dans les différends visés à l'article 7, alinéa 5, de la Convention sur les dettes et créances.

DÉCLARATION SUR LA CONVENTION POUR LA CONSOLIDATION DES ARRIÉRÉS DE LA DETTE PUBLIQUE.

1. Attendu que le paiement des dettes publiques hongroises d'avant-guerre est réglé par la Convention¹ franco-hongroise du 31 janvier 1921 et par le contrat relatif à un moratorium accordé au Gouvernement hongrois par ses créanciers français à la date du 21 décembre 1923, ainsi que par la déclaration² de l'administration britannique des biens ennemis faite à Paris le 11 décembre 1923, et par la Convention³ anglo-hongroise faite à Londres le 20 décembre 1921 modifiée par la déclaration susdite, il est entendu que pour constater si le Gouvernement hongrois aux créances dont il est responsable en exécution des sections 3, 4, 5, 6 et 7 de la partie X du Traité de Trianon, en outre en exécution des conventions susdites — en conformité de son engagement — n'a pas accordé un traitement plus favorable du traitement établi dans la convention sur la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant-guerre, placée en Italie, conclue à la date d'aujourd'hui entre le Royaume d'Italie et le Royaume de Hongrie, il faut considérer toutes les clauses dans leur ensemble.

¹ Vol. XV, page 221, de ce Recueil.

² Vol. XXIII, page 119, de ce Recueil.

³ Vol. X, page 437, de ce Recueil.

Article 18.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

Done at Budapest on March 27, 1924, in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

For Hungary :

(Signed) ALADÁR DE STEIGER,

For Italy :

(Signed) LUIGI ORAZIO VINCI.

FINAL PROTOCOL.

On the occasion of the signing of the two Conventions with regard to debts and claims and with regard to the consolidation of the coupons due for payment and the bonds due for redemption of the pre-war Hungarian debt issued in Italy, the undersigned Plenipotentiaries of the High Contracting Parties have made the following declarations :

DECLARATION CONCERNING THE CONVENTION RELATING TO DEBTS AND CLAIMS.

(1) It is understood that the provisions of the Convention relating to debts and claims shall not in any way affect the question whether the provisions of the Treaty of Trianon referred to in Article 1 of the said Convention (Articles 231 and 254) are applicable under present conditions to debts and claims in currencies other than the Austro-Hungarian crown.

(2) It is understood that the rights of the parties to assert the rights or to put forward the exceptions which in their opinion derive from the Peace Treaties, and to bring such objections as they see fit to urge, in their own interests, before the Mixed Tribunals, in connection with the disputes referred to in paragraph (5) of Article 7 of the Convention relating to debts and claims, are not affected.

DECLARATION CONCERNING THE CONVENTION FOR THE CONSOLIDATION OF THE ARREARS OF THE PUBLIC DEBT.

(1) Whereas the payment of the pre-war Hungarian public debt is regulated by the Franco-Hungarian Convention¹ of January 31, 1921, and by the contract concerning the grant of a moratorium to the Hungarian Government by its French creditors on December 21, 1923, and by the Declaration² of the British Office for the Administration of Enemy Property made at Paris on December 11, 1923, and by the Anglo-Hungarian Convention³ concluded in London on December 20, 1921, modified by the above-mentioned Declaration, it is understood that all the clauses must be considered together as a whole for the purpose of determining whether the Hungarian Government has, or has not, granted more favourable treatment in respect of the claims for which it is responsible under Sections 3, 4, 5, 6 and 7 of Part X of the Treaty of Trianon and under the above-mentioned Conventions — by virtue of the obligation which it has undertaken — than the treatment which is provided for in the Convention regarding the consolidation of the coupons due for payment and the bonds due for redemption of the pre-war Hungarian Public Debt issued in Italy, concluded this day between the Kingdom of Italy and the Kingdom of Hungary.

¹ Vol. XV, page 221, of this Series.

² Vol. XXIII, page 119, of this Series.

³ Vol. X, page 437, of this Series.

2. Par conséquent, la délégation italienne, ayant pris acte des conventions et déclarations susvisées, déclare que d'après son avis les dispositions précitées ne pourraient être invoquées pour l'application au bénéfice des porteurs italiens de titres de la dette publique hongroise de l'article 10 de la susdite convention au sujet de la consolidation de la dette publique hongroise d'avant-guerre placée en Italie.

3. La délégation hongroise déclare à son tour que les accords amiables conclus par le Gouvernement hongrois qui peuvent résulter des conventions susdites ou des conventions analogues, seront en conformité avec l'engagement du Gouvernement hongrois visé à l'alinéa 1^{er}, et que, dans le cas contraire, le Gouvernement hongrois s'engage à accorder aux créanciers italiens le bénéfice d'avantages équivalents. Par conséquent, les porteurs italiens, qui ne voudraient pas accepter les conditions de la convention concernant la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant-guerre, placée en Italie, conservent la faculté d'exercer le cas échéant leur droit à un traitement d'après les dispositions des conventions visées à l'alinéa 1^{er} ou des actes qui les modifient.

DÉCLARATION SUR LA DETTE DE GUERRE.

La délégation hongroise déclare que le Gouvernement royal hongrois assume, selon les dispositions de l'article 12 de la Convention sur les dettes et créances, la charge de la dette publique de guerre en possession des ressortissants italiens du fait que dans le Traité de Trianon aucun territoire de l'ancien Royaume de Hongrie n'a été attribué au Royaume d'Italie. Il est entendu qu'il ne s'agit que de la dette de guerre publique hongroise, qui se trouvait le 4 juin 1920 et qui se trouve encore en possession de ressortissants italiens.

Le présent protocole final qui sera ratifié en même temps que les deux conventions indiquées ci-dessus conclues en date de ce jour, devra être considéré comme partie intégrante desdites conventions et possédera, en conséquence, la même force et valeur.

Fait à Budapest, le 27 mars 1924, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la Hongrie :

ALADÁR DE STEIGER m. p.

Copie certifiée conforme :

(Signé) MUSSOLINI.

Pour l'Italie :

LUIGI ORAZIO VINCI m. p.

(2) In consequence, the Italian Delegation, having taken note of the above-mentioned Conventions and Declarations, declares that in its opinion the afore-mentioned stipulations could not be invoked in order to demand the application, in favour of the Italian holders of bonds of the Hungarian Public Debt, of Article 10 of the above-mentioned Convention regarding the consolidation of the pre-war Hungarian Public Debt issued in Italy.

(3) The Hungarian Delegation declares in its turn that the friendly agreements which the Hungarian Government may conclude as a result of the above-mentioned Conventions or analogous Conventions shall be in conformity with the obligation of the Hungarian Government referred to in paragraph (1), and that in the contrary event the Hungarian Government undertakes to grant to Italian creditors equivalent advantages. In consequence, Italian holders who do not wish to accept the conditions of the Convention regarding the consolidation of the coupons due for payment and the bonds due for redemption of the pre-war Hungarian Public Debt issued in Italy retain the right to demand, if they so desire, to be treated in accordance with the provisions of the Conventions referred to in paragraph (1) or of the instruments amending them.

DECLARATION CONCERNING THE WAR DEBT.

The Hungarian Delegation declares that the Royal Hungarian Government assumes responsibility under the provisions of Article 12 of the Convention relating to debts and claims for bonds of the public war debt in possession of Italian nationals, in consequence of the fact that under the Treaty of Trianon no territory of the former Kingdom of Hungary was attributed to the Kingdom of Italy. It is understood that this only applies to bonds of the Hungarian Public War Debt which were on June 4, 1920, and which still are, in the possession of Italian nationals.

The present Final Protocol, which shall be ratified at the same time as the two Conventions above referred to, concluded on this day, shall be deemed to constitute an integral part of the said Conventions and shall therefore possess the same force and validity.

Done at Budapest on March 27, 1924, in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

For Hungary :

(Signed) ALADÁR DE STEIGER.

For Italy :

(Signed) LUIGI ORAZIO VINCI.

N° 1100.

HONGRIE ET ITALIE

Convention au sujet de la consolidation des coupons échus et des titres amortis de la dette publique hongroise d'avant guerre placée en Italie, et protocole final contenant une déclaration relative à cette convention, signés à Budapest, le 27 mars 1924.

HUNGARY AND ITALY

Agreement regarding the Consolidation of the Coupons due for Payment and the Bonds due for Redemption of the Pre-War Hungarian Public Debt, issued in Italy, and Final Protocol containing a Declaration concerning the Agreement, signed at Budapest, March 27, 1924.

N^o 1100. — CONVENTION¹ ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE AU SUJET DE LA CONSOLIDATION DES COUPONS ÉCHUS ET DES TITRES AMORTIS DE LA DETTE PUBLIQUE HONGROISE D'AVANT-GUERRE, PLACÉE EN ITALIE, SIGNÉE A BUDAPEST, LE 27 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations et par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 février 1926.

Article premier.

Le GOUVERNEMENT ROYAL HONGROIS, désireux d'apurer les arriérés, depuis 1914, des emprunts de sa dette publique d'avant-guerre placée en Italie, consolidera, en vertu de la présente convention, les arriérés desdits emprunts, échus depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'au 31 décembre 1918, ainsi que les titres sortis aux tirages et qui devaient être amortis entre le 1^{er} août 1914 et le 31 décembre 1918, dans les conditions exposées aux articles ci-après.

Les arriérés échus et les titres sortis aux tirages après le 31 décembre 1918, ainsi que les conditions de la reprise du service futur de la dette hongroise en Italie, feront l'objet d'une convention ultérieure, qui sera conclue dans le délai d'un an, après que la Commission des réparations aura définitivement réparti la dette publique hongroise dans les conditions prévues audit traité. Le Gouvernement royal hongrois s'engage à accorder aux porteurs italiens, en ce qui concerne la consolidation ou le remboursement de ces arriérés et des titres sortis aux tirages respectivement le service futur de sa dette en Italie, le régime le plus favorable qui sera établi pour les porteurs étrangers de sa dette extérieure.

Article 2.

Aux termes du présent arrangement le Gouvernement royal hongrois consolidera les arriérés des titres se trouvant en possession de porteurs italiens, de tous les emprunts de la dette publique hongroise émis antérieurement au 1^{er} août 1914 dont le service était intégralement et directement assuré avant la guerre par l'Etat hongrois. La consolidation se fera sur les bases suivantes :

- a) Les coupons arriérés des titres libellés en monnaies autres que la couronne et le mark seront consolidés, pour leur montant nominal intégral exprimé ou calculé en francs

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 5 décembre 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1100. — AGREEMENT² BETWEEN HUNGARY AND ITALY REGARDING THE CONSOLIDATION OF THE COUPONS DUE FOR PAYMENT AND THE BONDS DUE FOR REDEMPTION OF THE PRE-WAR HUNGARIAN PUBLIC DEBT ISSUED IN ITALY, SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 27, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 24, 1926.

Article 1.

The ROYAL HUNGARIAN GOVERNMENT, being desirous of settling the arrears which have accumulated since 1914 in respect of the loans in connection with its pre-war public debt issued in Italy, agrees to consolidate by virtue of the present Agreement the coupons of the said loans which fell due between August 1, 1914, and December 31, 1918, together with the bonds which were drawn and which should have been redeemed between August 1, 1914, and December 31, 1918, on the conditions set forth in the following Articles.

The coupons which have fallen due and the bonds which have been drawn since December 31, 1918, together with the conditions under which the service of the Hungarian debt in Italy will be resumed in future shall be the subject of a subsequent Convention which will be concluded within one year after the Reparation Commission has finally apportioned the Hungarian public debt on the conditions laid down in the Peace Treaty. The Royal Hungarian Government undertakes to grant to Italian holders, as regards the consolidation or redemption of these coupons and of the bonds which have been drawn and the service of its debt in Italy in future, the most favourable treatment which may be accorded to foreign holders of its external debt.

Article 2.

Under the terms of the present arrangement the Royal Hungarian Government shall consolidate the coupons due for payment of the bonds, in possession of Italian holders, of all the loans in connection with the Hungarian public debt issued before August, 1914, the service of which was wholly and directly undertaken before the war by the Hungarian State. The consolidation shall be effected on the following basis :

- (a) Coupons due for payment of bonds expressed in currencies other than the crown and the mark shall be consolidated in respect of their full nominal amount expressed or

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, December 5, 1924.

- au pair et qui doit être converti en liras au pair, en bons du trésor hongrois libellés en liras, portant intérêt ainsi qu'il est indiqué à l'article 3.
- b) Les coupons arriérés de titres libellés en couronnes ou marks seront consolidés en bons du trésor hongrois, libellés en liras, sur la base de la parité de 0 lire 40 (quarante centimes) pour une couronne et de 0 lire 46 (quarante-six centimes) pour un mark, soit qu'il s'agisse de titres possédés par des ressortissants italiens, qualifiés comme tels dès le 24 mai 1915, soit qu'il s'agisse de titres de porteurs devenus ressortissants italiens en vertu des Traités de St-Germain ou de Trianon.
- c) Les titres sortis au tirage ou échus et qui devaient être remboursés dans la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et le 31 décembre 1918, y compris les bons du trésor émis avant le 1^{er} août 1914, seront également consolidés en bons du Trésor, dans les conditions ci-dessus prévues et suivant la monnaie de leur libellé, augmenté du montant de l'intérêt à 5 % depuis la date de leur remboursement jusqu'au 31 juillet 1921.

Les dispositions des alinéas précédents sont applicables également à la consolidation valorisée des arriérés des bons du Trésor émis antérieurement au 1^{er} août 1914, ainsi qu'à la consolidation valorisée du capital échu des bons du Trésor susvisés, si les bons en cause se trouvent depuis le 24 mai 1915 en possession des ressortissants italiens visés à l'article 6, alinéa a), de la présente convention (personnes juridiques y comprises). La condition de l'échéance avant le 31 décembre 1918 n'est pas requise dans ce cas.

Article 3.

L'intérêt des bons du Trésor de consolidation sera payé annuellement et par anticipation par le Gouvernement royal hongrois. Toutefois, étant donné que l'échange des coupons arriérés respectivement des titres amortis contre les bons du Trésor de consolidation, à émettre avec la date du 1^{er} août 1921 (échéance immédiatement postérieure à la date d'échange des ratifications du Traité de Trianon) ne pourra se faire, selon toute probabilité, avant la fin de l'an 1924, les intérêts des bons du trésor de consolidation échus du 1^{er} août 1921 jusqu'au 31 décembre 1924 seront consolidés de la façon qu'on augmentera, dans chacun des cas, le montant nominal des bons du trésor du montant total des intérêts calculés au taux de 5 % pour les onze mois compris entre le 1^{er} août 1921 et le 30 juin 1922, respectivement au taux de 6 % pour la période comprise entre le 1^{er} juillet 1922 et le 31 décembre 1924.

A partir du 1^{er} janvier 1925, l'intérêt sera payé chaque année en espèces, et par anticipation, le 1^{er} janvier, au taux de 6 %.

Article 4.

En ce qui concerne les titres d'emprunts ou les bons du Trésor dont la feuille de coupons se trouverait épuisée à une date antérieure à la fin de 1918 et pour lesquels des coupons ne pourraient être présentés au paiement, la consolidation prévue aux articles précédents n'en sera pas moins effectuée sur la présentation du dernier coupon de la feuille épuisée.

Article 5.

Les bons du Trésor de consolidation seront amortissables en dix années. Toutefois, aucune annuité d'amortissement ne sera prévue pendant les cinq premières années qui suivront la mise en exécution de la présente convention.

Le paiement de la première annuité aura lieu, en tout cas, le 1^{er} janvier 1930.

- calculated in francs at par and converted into lire at par in Hungarian Treasury bonds expressed in lire bearing interest as shown in Article 3.
- (b) Coupons due for payment of bonds expressed in crowns or marks shall be consolidated in Hungarian Treasury bonds expressed in lire on the basis of 0.40 lira (forty centesimi) to one crown and 0.46 lira (forty-six centesimi) to one mark, both in the case of bonds held by Italian nationals, qualified as such since May 24, 1915, and in the case of bonds of holders who have become Italian nationals by virtue of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon.
 - (c) Bonds which have been drawn or have fallen due and which should have been repaid in the period between August 1, 1914, and December 31, 1918, including Treasury bonds issued before August 1, 1914, shall also be consolidated in Treasury bonds on the conditions hereinbefore set forth and in the currency in which they are expressed, with an addition representing interest at 5 %, from the date on which they should have been paid until July 31, 1921.

The provisions of the preceding paragraphs are also applicable to the valorised consolidation of the coupons due for payment in respect of Treasury bonds issued before August 1, 1914, and to the valorised funding of the capital which has fallen due in respect of the said Treasury bonds, if the bonds in question have been since May 24, 1915, in the possession of the Italian nationals referred to in paragraph (a) of Article 6 of the present Agreement (including juridical persons). It is not essential in this case that the bonds should have fallen due before December 31, 1918.

Article 3.

The interest on the Funding Treasury bonds shall be paid annually in advance by the Royal Hungarian Government. Nevertheless, in view of the fact that the exchange of the coupons due for payment, or of the bonds due for redemption, for the Funding Treasury bonds which are to be issued under date August 1, 1921, (the first date of maturity subsequent to the exchange of the ratifications of the Treaty of Trianon) cannot in all probability be effected before the end of 1924, the interest on the Funding Treasury bonds due between August 1, 1921, and December 31, 1924, shall be consolidated in such a manner that the nominal amount of the Treasury bonds will be increased in each case by the total amount of the interest calculated at the rate of 5 % for the eleven months from August 1, 1921, to June 30, 1922, and at the rate of 6 % for the period between July 1, 1922, and December 31, 1924.

As from January 1, 1925, the interest shall be paid in advance in cash on January 1 of each year at the rate of 6 %.

Article 4.

As regards loan bonds or Treasury bonds, the coupon sheets of which were exhausted before the end of 1918, and in respect of which coupons cannot be presented for payment, the consolidation provided for in the preceding articles shall none the less be effected on presentation of the last coupon of the exhausted sheet.

Article 5.

The Funding Treasury bonds shall be redeemable in 10 years. Nevertheless, no provision shall be made for redemption annuities during the first five years following the coming into force of the present Agreement.

The payment of the first annuity shall in any case take place on January 1, 1930.

Article 6.

Les porteurs italiens appelés à bénéficier de la présente convention devront se soumettre aux justifications suivantes :

a) Pour les porteurs qualifiés comme ressortissants italiens dès le 24 mai 1915 :

1^o Un affidavit de nationalité ;

2^o La présentation de la série ininterrompue des coupons ;

3^o Une preuve que la propriété des titres a été acquise antérieurement au 24 mai 1915.

Cette preuve pourra être fournie par un acte public ou authentique, tel qu'un inventaire de succession, un bordereau d'agent de change, ou un certificat de dépôt d'une banque, etc.

En ce qui concerne les certificats de dépôt des banques, en cas de doute, la déclaration du Ministère des Finances d'Italie fera foi.

b) Pour les porteurs qui ont acquis la nationalité italienne sur la base des traités de paix :

1^o Un affidavit de nationalité ;

2^o La série ininterrompue des coupons échus postérieurement au 31 octobre 1918 ;

3^o Une preuve que la propriété des titres a été acquise antérieurement au 31 octobre 1918.

c) Pour les porteurs italiens qui ne rempliraient pas l'une des conditions fixées aux paragraphes a) et b), la commission arbitrale visée à l'article 11 tranchera le différend.

Article 7.

Tous les détails d'exécution de la présente convention seront réglés d'un commun accord entre le Gouvernement royal hongrois et le Gouvernement royal italien.

Article 8.

Le Gouvernement royal hongrois prend l'engagement de régler, sous les conditions des justifications mentionnées à l'article 6, dès la mise en vigueur de la présente convention, en espèces et en lires, tous les coupons d'échéance antérieure au 1^{er} août 1914 des emprunts hongrois visés par la présente convention, ainsi que les titres appelés au remboursement avant cette même date qui seraient encore en la possession des porteurs italiens.

Ce paiement se fera au taux de change fixé par l'article 231 du Traité de Trianon, s'il s'agit de titres possédés par des ressortissants italiens qualifiés comme tels dès le 24 mai 1915 et sur la base du taux de change fixé par l'article 254 du Traité de Trianon, s'il agit de titres des porteurs devenus ressortissants italiens en vertu des Traités de Saint-Germain ou de Trianon.

Article 9.

Le Gouvernement royal hongrois prendra toutes mesures pour assurer la négociation des bons du Trésor émis en vertu de la présente convention sur le marché italien. De même, il prendra à sa charge toutes les dépenses occasionnées par l'échange des coupons et l'émission des nouveaux titres, ainsi que tous frais qu'entraînerait l'exécution de la présente convention.

Article 6.

The Italian holders who are to benefit under the terms of the present Agreement must submit the following evidence :

(a) In the case of holders qualified as Italian nationals since May 24, 1915 :

- (1) An affidavit of nationality ;
- (2) An uninterrupted series of coupons ;
- (3) Proof that the ownership of the bonds was acquired before May 24, 1915.

Such proof may consist in a public or authentic act such as the inventory of a succession, a broker's contract note, a bank deposit certificate, etc.

As regards bank deposit certificates, in the event of doubt a declaration by the Italian Finance Ministry shall be decisive ;

(b) In the case of holders who have acquired Italian nationality on the basis of the Peace Treaties :

- (1) An affidavit of nationality ;
- (2) An uninterrupted series of the coupons which have fallen due since October 31, 1918 ;
- (3) Proof that the ownership of the bonds was acquired before October 31, 1918 ;

(c) In the case of Italian holders in respect of whom any of the conditions laid down in paragraphs (a) and (b) are not fulfilled, the arbitral tribunal referred to in Article 11 shall determine the dispute.

Article 7.

All details with regard to the execution of the present Agreement shall be settled by agreement between the Royal Hungarian Government and the Royal Italian Government.

Article 8.

The Royal Hungarian Government undertakes, as from the coming into force of the present Agreement, to settle in cash in lire, subject to the conditions as to evidence laid down in Article 6, all the coupons which fell due before August 1, 1914, of the Hungarian loans referred to in the present Agreement together with the bonds due for redemption before that date which are still in the possession of Italian holders.

Payment shall be effected, at the rate of exchange fixed in Article 231 of the Treaty of Trianon in the case of bonds held by Italian nationals who have been qualified as such since May 24, 1915 ; and at the rate of exchange fixed in Article 254 of the Treaty of Trianon in the case of the bonds of holders who have become Italian nationals by virtue of the Treaty of St. Germain or the Treaty of Trianon.

Article 9.

The Royal Hungarian Government shall take the necessary steps to ensure the negotiability on the Italian market of the Treasury bonds issued by virtue of the present Agreement. It shall likewise assume responsibility for the expense occasioned by the exchange of the coupons and the issue of new bonds and for the costs involved in the execution of the present Agreement.

Article 10.

Au cas où le Gouvernement royal hongrois accorderait aux autres porteurs étrangers des titres de sa dette publique des conditions meilleures en valeur absolue que celles accordées aux porteurs italiens par la présente convention, le Gouvernement royal hongrois devra en étendre le bénéfice aux porteurs italiens.

Article 11.

Si des difficultés venaient à se produire dans l'exécution du présent arrangement, elles seraient tranchées par un arbitrage ; le Gouvernement royal hongrois désignerait un arbitre et le Gouvernement italien en désignerait un autre. Si des arbitres ne pouvaient se mettre d'accord, ils seraient départagés par un surarbitre désigné par les deux arbitres et pour le cas où ceux-ci ne pourraient se mettre d'accord sur ce point, par une personne que désignera M. le Secrétaire général de la Société des Nations. Les séances d'arbitrage auront lieu à Rome.

Article 12.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur au moment de l'échange des ratifications.

Fait à Budapest le 27 mars 1924, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la Hongrie :

ALADÁR DE STEIGER. m. p.

Pour l'Italie :

LUIGI ORAZIO VINCI. m. p.

PROTOCOLE FINAL.

(Voir le texte du protocole à la fin de la Convention N° 1099. Page 78 de ce volume.)

Copie certifiée conforme.

(Signé) MUSSOLINI.

Article 10.

In the event of the Royal Hungarian Government granting to other foreign holders of the bonds of its public debt better terms as to real value than those granted to the Italian holders by the present Agreement, the Royal Hungarian Government shall extend the benefit thereof to Italian holders.

Article 11.

If any difficulties arise in the execution of the present arrangement, they shall be settled by arbitration, the Royal Hungarian Government appointing one arbitrator and the Italian Government appointing another. If the arbitrators cannot arrive at an agreement, a casting vote shall be given by a third arbitrator appointed by themselves or, if they cannot agree upon such appointment, by a person appointed by the Secretary-General of the League of Nations. The arbitration meetings shall take place in Rome.

Article 12.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force at the date of the exchange of the ratifications.

Done at Budapest on March 27, 1924, in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

For Hungary :

(Signed) ALADÁR DE STEIGER.

For Italy :

(Signed) LUIGI ORAZIO VINCI.

FINAL PROTOCOL.

(See text of Final Protocol at the end of Agreement No. 1099, Page 79 of this volume.)

ANNEXE XIII.



ANNEX XIII.



ANNEXE XIII.

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

No. 13. — INTERNATIONAL RADIOTELEGRAPH CONVENTION¹, SIGNED AT LONDON, JULY 5, 1912.

ACCESSIONS.

SURINAM (Dutch Guiana).

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, April 14, 1926.

Since the previous statement of the 23 November, 1925, the following accession to the Convention has been notified to His Britannic Majesty's Government as from the date mentioned below :

SURINAM (Dutch Guiana) December 17, 1925.

Foreign Office, *March 3, 1926.*

NICARAGUA.
ST. PIERRE ET MIQUÉLON.
SIRYA AND THE LEBANON
(Territories under French Mandate).

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, November 3, 1926.

Since the previous statement of the 3rd March, 1926, the following accessions to the Convention have been notified to His Britannic Majesty's Government as from the dates mentioned below :

REPUBLIC OF NICARAGUA May 12, 1926.

¹ Vol. I, page 135 ; vol. III, page 255 ; vol. XI, page 356 ; vol. XV, page 282 ; vol. XIX, page 266 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XXXV, page 294 et vol. XXXIX, page 162 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

ANNEX XIII.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ADHESIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

N^o 13. — CONVENTION¹ RADIOTÉLÉGRAPHIQUE INTERNATIONALE, SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1912.

ACCESSIONS.

SURINAM (Guyane néerlandaise) :

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique le 14 avril 1925.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Depuis la dernière notification du 23 novembre 1925, l'accession suivante à la Convention a été notifiée au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, à la date mentionnée ci-après :

SURINAM (Guyane néerlandaise),
le 17 décembre 1925.

Foreign Office, *le 3 mars 1926.*

NICARAGUA.
SAINT-PIERRE ET MIQUELON.
Territoires sous mandat français de la SYRIE
et du LIBAN.

Communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 3 novembre 1926.

Depuis la dernière notification du 3 mars 1926, les accessions suivantes à la convention ont été notifiées au Gouvernement de Sa Majesté britannique, aux dates mentionnées ci-après :

RÉPUBLIQUE DE NICARAGUA 12 mai 1926.

¹ Vol. I, page 135 ; Vol. III, page 255 ; Vol. XI, page 356 ; Vol. XV, page 282 ; Vol. XIX, page 266 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XXXV, page 294 and Vol. XXXIX, page 162 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ST. PIERRE AND MIQUELON May 13, 1926.

FRENCH MANDATED TERRITORIES OF SYRIA AND THE LEBANON ... May 13, 1926.

Foreign Office, *June 30, 1926.*

DOMINICAN REPUBLIC.
TURKEY.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, November 3, 1926.

Since the previous statement of the 30th June, 1926, the following accessions to the Convention have been notified to His Britannic Majesty's Government as from the dates mentioned below :

DOMINICAN REPUBLIC ... August 11, 1926.
TURKEY ... August 30, 1926.

Foreign Office, *October 14, 1926.*

SAINT PIERRE ET MIQUELON 13 mai 1926.

TERRITOIRES SOUS MANDAT FRANÇAIS DE LA SYRIE ET DU LIBAN ... 13 mai 1926.

Foreign Office, *le 30 juin 1926.*

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.
TURQUIE.

Communiquées par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 3 novembre 1926.

Depuis la dernière notification du 30 juin 1926, les accessions suivantes à la convention ont été notifiées au Gouvernement de Sa Majesté Britannique, aux dates mentionnées ci-après :

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE 11 avril 1926.
TURQUIE ... 30 août 1926.

Foreign Office, *le 14 octobre 1926.*

N^{os} 15 et 16. — CONVENTION¹ DE BERNE REVISÉE (9 SEPTEMBRE 1886) POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, SIGNÉE A BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL A CETTE CONVENTION, SIGNÉ A BERNE, LE 20 MARS 1914.

ADHÉSION.

ROUMANIE.

(Effective à partir du 1^{er} janvier 1927.)

Communiquée par le Conseil fédéral suisse le 19 octobre 1926.

BERNE, *le 14 octobre 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par notes

¹ Volume I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 et vol. XXIV, page 138 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

Nos. 15 and 16. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATIVE TO THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS REVISING THAT SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 9, 1886, ETC., SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908, AND ADDITIONAL PROTOCOL TO THIS CONVENTION, SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1914.

ADHESION.

ROUMANIA.

(Effective as from January 1st, 1927.)

Communicated by the Swiss Federal Council, October 19, 1926.

BERNE, *October 14, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform you that the Roumanian Legation has notified us, by commu-

¹ Vol. I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358, and Vol. XXIV, page 138 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

datées des 28 août et 3 septembre derniers, la Légation de Roumanie à Berne nous a fait part de l'adhésion de son gouvernement à la Convention de Berne révisée, du 13 novembre 1908, pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'au protocole du 20 mars 1914 additionnel à cette convention.

Cette adhésion, qui produira ses effets à partir du 1^{er} janvier 1927, date indiquée par la Légation de Roumanie, a lieu, toutefois, sous la réserve que le Gouvernement roumain entend substituer aux dispositions de l'article 9 de la Convention de Berne révisée, article qui concerne les articles de journaux ou de recueils périodiques, celles de l'article 7 de la convention primitive du 9 septembre 1886.

Nous ajoutons que la Roumanie désire être rangée dans la IV^e classe pour sa contribution aux frais du Bureau international.

En vous priant de vouloir bien prendre acte de cette adhésion, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
HÄBERLIN.

Le Chancelier de la Confédération,
KÆSLIN.

Son Excellence

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères.

N^o 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

SIGNATURE DU PROTOCOLE.

ETHIOPIE 12 juillet 1926.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152, vol. XXVII, page 416 et vol. XXXIX page 165 de ce recueil.

fications dated August 28, and September 3 last, of the adherence of its Government to the Revised Berne Convention of November 13, 1908, relative to the Protection of Literary and Artistic Works, and also to the additional Protocol, dated March 20, 1914, of the aforesaid Convention.

This adherence, which will come into effect as from January 1, 1927, the date mentioned by the Roumanian Legation, has been made subject to the reservation that the Roumanian Government proposes to replace the provisions of Article 9 of the Revised Berne Convention — the Article which deals with articles in newspapers or periodicals — by the provisions of Article 7 of the original Convention of September 9, 1886.

It should be added that Roumania desires to be placed in the IVth Class as regards her contribution to the expenses of the International Bureau.

We beg that you will be good enough to take note of this adherence, and have the honour, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

HÄBERLIN,
President of the Confederation.

KÆSLIN,
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency

The Minister for Foreign Affairs.

N^o 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

SIGNATURE OF THE PROTOCOL.

ABYSSINIA July 12, 1926.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 and Vol. XXXIX, page 165, of this Series.

RATIFICATIONS DU PROTOCOLE.

ÉTHIOPIE... Dépôt : 16 juillet 1926.
Instrument : 15 juin 1926.
ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ¹.

SIGNATURES DE LA DISPOSITION FACULTATIVE.

SUISSE.

« Au nom de la Confédération suisse et sous réserve de ratification, le soussigné déclare reconnaître comme obligatoire, de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre de la Société des Nations ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement, pour une nouvelle période de dix années, à dater du dépôt de l'instrument de ratification.

GENÈVE, le 1^{er} mars 1926. »

MOTTA.

SUÈDE.

« Au nom du Gouvernement royal suédois, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour pour une période de dix années, à compter de la date à laquelle la déclaration du Gouvernement suédois du 16 août 1921 cessera de porter ses effets. »

GENÈVE, le 18 mars 1926.

EINAR HENNINGS.

ÉTHIOPIE.

« Le soussigné déclare, au nom du Gouvernement impérial d'Éthiopie, reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout Membre ou Etat

¹ Conformément à une lettre adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, le 21 août 1926, par le ministre des Affaires étrangères de l'Etat libre d'Irlande, « l'Etat libre d'Irlande » doit être compris parmi les Membres de la Société des Nations qui ont ratifié le protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

RATIFICATIONS OF THE PROTOCOL.

ABYSSINIA ... Deposit : June 16, 1926.
Instrument : July 15, 1926.
IRISH FREE STATE ¹

SIGNATURES OF THE OPTIONAL CLAUSE.

² TRANDUCTIONS. — TRANSLATIONS.

SWITZERLAND.

“ On behalf of the Swiss Confederation and subject to ratification, the undersigned recognises, in relation to any other Member of the League of Nations or State accepting the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory, *ipso facto* and without special convention, for a period of ten years to be reckoned as from the deposit of the instrument of ratification.

GENEVA, March 1, 1926. ”

MOTTA.

SWEDEN.

“ On behalf of the Royal Swedish Government, I recognise, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, that is to say, on the sole condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory *ipso facto* and without special Convention, for a period of ten years to be reckoned from the date on which the Swedish Declaration of August 16, 1921, ceases to be in force. ”

GENEVA, March 18, 1926.

EINAR HENNINGS.

ABYSSINIA.

“ On behalf of the Imperial Ethiopian Government the undersigned recognises as compulsory *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting

¹ The Minister for External Affairs of the Irish Free State notified the Secretary-General of the League of Nations by letter dated August 21, 1926, that “ the Irish Free State is to be included among those Members of the League of Nations which have ratified the Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice ”.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut, pour une durée de cinq années en exceptant les différends futurs à propos desquels les parties auraient convenu d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. »

GENÈVE, le 12 juillet 1926.

LAGARDE, DUC D'ENTOTTO,
etc., etc., etc.

PAYS-BAS.

« Au nom du Gouvernement néerlandais, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire à condition de réciprocité, la juridiction de la Cour conformément à l'article 36, paragraphe 2, du Statut de la Cour, pour une durée de dix années à partir du 6 août 1926, sur tous les différends futurs, à l'exception de ceux à propos desquels les parties seraient convenues, après l'entrée en vigueur du Statut de la Cour permanente de Justice internationale, d'avoir recours à un autre mode de règlement pacifique. »

GENÈVE, le 2 septembre 1926.

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

NORVÈGE.

« Au nom du Gouvernement norvégien et sous réserve de ratification, je déclare reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale vis-à-vis de tout autre Membre ou Etat acceptant la même obligation, c'est-à-dire sous condition de réciprocité, la juridiction de la Cour, purement et simplement pour une durée de dix années à compter du 3 octobre 1926. »

GENÈVE, le 22 septembre 1926.

FRIDTJOF NANSEN.

RATIFICATIONS DE LA DISPOSITION FACULTATIVE.

	Dépôt	Instrument
BELGIQUE ...	10 mars 1926.	8 mars 1926.
DANEMARK .	28 mars 1926.	11 mars 1926.

Par note du 8 juillet 1926, la Légation de Danemark à Berne a informé le Secrétariat de la Société des Nations que l'acceptation par le

the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute, for a period of five years, excepting disputes in respect of which the parties have agreed to have recourse to another method of pacific settlement. ”

GENEVA, July 12, 1926.

LAGARDE, DUC D'ENTOTTO,
etc., etc., etc.

NETHERLANDS.

“ On behalf of the Netherlands Government, I recognise as compulsory, *ipso facto* and without special agreement, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court, in conformity with Article 36, paragraph 2, of the Statute of the Court, for a period of ten years as from August 6, 1926, on any future disputes excepting those in regard to which the Parties would have agreed, after the coming into force of the Statute of the Permanent Court of International Justice, to have recourse to another method of pacific settlement. ”

GENEVA, September 2, 1926.

W. DOUDE VAN TROOSTWIJK.

NORWAY.

“ On behalf of the Norwegian Government and not being subject to ratification, I recognise, in relation to any other Member or State accepting the same obligation, that is to say, on condition of reciprocity, the jurisdiction of the Court as compulsory *ipso facto* and without special agreement for a period of ten years as from October 3, 1926. ”

GENEVA, September 22, 1926.

FRIDTJOF NANSEN.

RATIFICATIONS OF THE OPTIONAL CLAUSE.

	Deposit	Instrument
BELGIUM .	March 10, 1926.	March 8, 1926.
DENMARK	March 28, 1926.	March 11, 1926.

By a note dated July 8, 1926, the Danish Legation at Berne informed the Secretariat of the League of Nations that the acceptance by

gouvernement royal de la disposition facultative ne doit compter qu'à partir du 13 juillet 1926.

	Dépôt	Instrument
ÉTHIOPIE ...	16 juillet 1926.	15 juin 1926.
NORVÈGE ...	} sans réserve de ratification.	
PAYS-BAS ...		
SUÈDE ...		
SUISSE ...	24 juillet 1926.	22 juillet 1926.

the Royal Government of the Optional Clause is effective only as from July 13, 1926.

	Deposit	Instrument
ABYSSINIA...	July 16, 1926.	June 15, 1926.
NORWAY ...	} without reservation as to ratification.	
THE NETHERLANDS ...		
SWEDEN ...		
SWITZERLAND.	July 24, 1926.	July 22, 1926.

N° 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

RATIFICATIONS.

Dépôt :
CHINE 24 février 1926.

ADHÉSIONS.

FINLANDE 16 août 1926.
FRANCE 1^{er} mars 1926.

Cette adhésion, sous la réserve prévue à l'article 14 de la Convention, « n'engage pas les colonies et les pays sous protectorat français ».

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

RATIFICATIONS.

Deposit :
CHINA February 24, 1926.

ADHESIONS.

FINLAND August 16, 1926.
FRANCE March 1, 1926.

This adhesion which has been given subject to the reservation provided for in article 14 of the Convention does not include the French Colonies or the Countries under French Protectorate.

N° 270. — ARRANGEMENT² POSTAL ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE, SIGNÉ A HELSINFORGS, LE 19 MAI, A COPENHAGUE, LE 22 MAI 1922.

Amendements à l'article 2, alinéas 2 et 5 de cet arrangement, communiqué par le ministre de Danemark à Berne, le 6 juillet 1926.

No. 270. — POSTAL AGREEMENT² BETWEEN DENMARK AND FINLAND, SIGNED AT HELSINGFORS, MAY 19, AND AT COPENHAGEN, MAY 22, 1922.

Amendments to Article 2, paragraphs 2 and 5, of this Agreement.
Communicated by the Danish Minister at Berne, July 6, 1926.

¹ Vol. IX, page 415; vol. XV, page 310; vol. XIX, page 282; vol. XXIV, page 162; vol. XXVII, page 418; vol. XXXV, page 300 et vol. XXXIX, page 167 de ce recueil.

² Vol. IX, page 435; vol. XV, page 312 et vol. XXXIX, page 167 de ce recueil.

¹ Vol. IX, page 415; Vol. XV, page 310; Vol. XIX, page 282; Vol. XXIV, page 162; Vol. XXVII, page 418; Vol. XXXV, page 300 and Vol. XXXIX, page 167 of this Series.

² Vol. IX, page 435; Vol. XV, page 312 and Vol. XXXIX, page 167 of this Series.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

I

ÆNDRINGER TIL OVERENSKOMST AF 22./ 19 MAJ 1922 OM POSTFORBINDELSEN MELLEML DANMARK OG FINLAND. GÆLDENDE FRA 1. MAI 1926.

Artikel 2. — Pkt. 2. Taksten i Danmark for enkelt Brevkort og for Brevkort med betalt Svar ændres fra 15 Øre og 30 Øre til hhv. 12 Øre og 24 Øre.

Artikel 2. — Pkt. 5. Anbefalingsgebyret i Danmark ændres fra 30 Øre til 25 Øre.

II

ÆNDRINGER TIL EKSPEDITIONSREGLEMENT TIL OVERENSKOMST AF 22./ 19. MAJ 1922 OM POSTFORBINDELSEN MELLEML DANMARK OG FINLAND.

§ 3. Sidste Punktum gives følgende Affattelse :
Ekspresgebyret udgør i Danmark 50 Øre og i Finland 4 Mark.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 26 juin 1926.

Georg COHN
*Chef des Services danois
de la Société des Nations.*

TEXTE FINLANDAIS. — FINNISH TEXT.

I.

SUOMEN JA TANSKAN VÄLISTÄ POSTINVAIHTOA KOSKEVAN SOPIMUKSEN MUUTTAMISESTA.

Suomen ja Tanskan postihallinnot ovat niille annettujen valtuutusten nojalla sopineet siitä että postinvaihtoa Suomen ja Tanskan välillä koskevan Helsingissä 19 ja Köpenhaminassa 22 päivänä toukokuuta 1922 allekirjoitetun sekä 31 päivänä heinäkuuta 1924 ja 23 päivänä marraskuuta 1925 tarkistetun sopimuksen 2 artiklan 2 ja 5 momentti, kuluvaan toukokuun, 1 päivästä sovellettavaksi, saavat seuraavan muutetun muodon :

	Suomessa	Tanskassa
2 art. 2 mom. Yksinkertaisen postikortin (brevkort) kuljetusmaksu on	1 markka	12 äyriä
sekä postikortin (brevkort) maksettuine vastauksineen	2 markkaa	24 äyriä ;

TEXTE SUÉDOIS — SWEDISH TEXT.

I.

ANGÅENDE ÄNDRING I AVTALET BETRÄFFANDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN FINLAND OCH DANMARK.

Postförvaltningarna i Finland och Danmark hava i kraft av dem meddelade bemyndiganden överenskommit, att art. 2 mom. 2 och 5 uti det i Helsingfors den 19 och i Köpenhamn den 22 maj 1922 undertecknade samt den 31 juli 1924 och den 23 november 1925 reviderade avtalet, angående postutväxlingen mellan Finland och Danmark, skola, för tillämpning från och med den 1 innevarande maj, erhålla följande ändrade lydelse.

	I Finland	I Danmark
Art. 2. mom. 2. Befordringsavgiften för enkelt postkort (brevkort) utgör	1 mark	12 öre
samt för postkort (brevkort) med betalt svar	2 mark	24 öre

Suomessa Tanskassa
2 art. 5 mom. Kirjaamis-
maksu on 1 mk. 50 p. 25 äyriä.

Edelläoleva ilmoitetaan täten postitoimis-
toille tiedoksi ja noudatettavaksi. Helsingissä
Postihallituksessa, 6 päivänä toukokuuta 1926.

G. E. F. ALBRECHT.
JOHN WIRKBERG.
T. KOUVO.

I Finland I Danmark
Art. 2 mom. 5. Rekommen-
dationsavgiften utgör . . . 1 mk. 50 p. 25 öre

Det förestående varder postanstalterna till
kännedom och iakttagande härigenom medde-
lat. Helsingfors, å Poststyrelsen, den 6 maj 1926.

TEXTE FINLANDAIS. — FINNISH TEXT.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

II.

PIKAMAKSUN KOROITTAMISESTA RUOTSIIN,
NORJAAN JA TANSKAAN.

II.

ANGÅENDE FORHÖJNING AV EXPRESSAVGIFTEN
TILL SVERIGE, NORGE OCH DANMARK.

Postihallitus sekä Ruotsin, Norjan ja Tanskan
postihallinnot ovat sopineet siitä, että Suomen
—Ruotsin, Suomen—Norjan ja Suomen Tanska
Tanskan välisen postisopimuksen vuodelta 1922
toimitusohjesäännön 3:n toisessa kappaleessa
vahvistettu pikamaksu, 3 markkaa 75 penniä,
on tammikuun 15 päivästä 1926 lukien 4 mark-
kaa; mikä postitoimistoille tiedoksi ja nouda-
tettavaksi täten ilmoitetaan. Helsingissä, Posti-
hallituksessa, tammikuun 7 päivänä 1926.

Poststyrelsen samt postförvaltningarna
Sverige, Norge och Danmark hava överens-
kommit därom, att den i § 3, andra stycket, i
expeditionsreglementet till det finsk-svenska,
finsk-norska och finsk-danska post-avtalet av
år 1922 fastställda expressavgiften, 3 mark
75 penni, skall räknat från och med den 15
januari 1926, utgå med 4 mark; vilket post-
anstalterna till kännedom och iakttagande
härigenom meddelas. Helsingfors, å Poststyrel-
sen, den 7 januari 1926.

G. E. F. ALBRECHT.
JOHN WIRKBERG.

I.

¹ TRADUCTION.

AMENDEMENTS A L'ARRANGEMENT POS-
TAL DU 19/22 MAI 1922 ENTRE LE
DANEMARK ET LA FINLANDE. APPLI-
CABLES A DATER DU 1^{er} MAI 1926.

Article 2, alinéa 2. — La taxe applicable, au
Danemark, aux cartes postales simples et aux
cates postales avec réponse payée est de 12 öre
et de 24 öre, respectivement, au lieu de 15 öre
et de 30 öre, respectivement.

Article 2, alinéa 5. — La taxe pour les envois
recommandés au Danemark est de 25 öre, au
lieu de 30 öre.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations.

¹ TRANSLATION.

AMENDMENTS TO THE POSTAL AGREE-
MENT OF MAY 19/22, 1922, BETWEEN
DENMARK AND FINLAND. IN FORCE
FROM MAY 1, 1926.

Article 2, paragraph 2. — The charges in
Denmark for single postcards and for reply-
paid postcards shall be 12 öre and 24 øre
instead of 15 öre and 30 øre respectively.

Article 2, paragraph 5. — The registration
fee in Denmark shall be 25 øre instead of 30
øre.

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations.

II.

AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT D'EXPÉDITION DE L'ARRANGEMENT POSTAL DU 19/22 MAI 1922 ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE.

§ 3. — Le dernier alinéa sera rédigé comme suit :

La taxe des express est de 50 öre au Danemark et de 4 marks en Finlande.

AMENDMENTS TO THE REGULATIONS FOR THE APPLICATION OF THE POSTAL AGREEMENT OF MAY 19/22, 1922, BETWEEN DENMARK AND FINLAND.

§ 3. Last paragraph to read as follows :

The express fee shall be 50 øre in Denmark and 4 marks in Finland.

II.

AMENDEMENT A L'ARRANGEMENT POSTAL ENTRE LA FINLANDE ET LE DANEMARK.

Les Administrations postales de la Finlande et du Danemark, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés à cet effet, sont convenues de modifier comme suit l'article 2, al. 2 et 5, de l'Arrangement postal entre la Finlande et le Danemark, signé à Helsingfors le 19 mai 1922 et à Copenhague le 22 mai 1922 et révisé le 31 juillet 1924 et le 23 novembre 1925 ; cette modification sera applicable à dater du 1^{er} mai courant inclusivement :

	Finlande	Danemark
<i>Article 2, al. 2.</i> Taxe applicable aux cartes postales simples	1 mark	12 öre
aux cartes postales avec réponse payée	2 marks	24 öre
<i>Article 2, al. 5.</i> Taxe applicable aux envois recommandés	Mark 1.50	25 öre

La modification ci-dessus est portée, par la présente, à la connaissance des bureaux de poste, en vue de son application.

DIRECTION DES POSTES.

HELSINGFORS, le 6 mai 1926.

G. E. F. ALBRECHT.
JOHN WIRKBERG.
T. KOUVO.

AMENDMENT TO THE POSTAL AGREEMENT BETWEEN FINLAND AND DENMARK.

In virtue of the powers conferred upon them, the Finnish and Danish Post Offices have agreed that, with effect from May 1 of the current year, Article 2, paragraphs 2 and 5, of the Postal Agreement between Finland and Denmark signed at Helsingfors on May 19 and at Copenhagen May 22, 1922, and revised on July 31, 1924, and November 23, 1925, shall be amended to read as follows :

	Finland	Denmark
<i>Article 2, paragraph. 2.</i> The charge for single postcards shall be	1 mark	12 øre
And for reply-paid postcards	2 marks	24 øre
<i>Article 2, paragraph. 5.</i> The registration fee shall be	1 m. 50 p.	25 øre

The above is hereby brought to the notice of postal authorities for information and guidance.

GENERAL POST OFFICE.

HELSINGFORS, May 6, 1926.

G. E. F. ALBRECHT.
JOHN WIRKBERG.
T. KOUVO.

II.

AUGMENTATION DE LA TAXE DES « EXPRESS » A DESTINATION DE LA SUÈDE, DE LA NORVÈGE ET DU DANEMARK.

La Direction des Postes et les Administrations postales de Suède, de Norvège et du

INCREASE IN EXPRESS FEES TO SWEDEN, NORWAY AND DENMARK.

The Finnish Post Office and the Swedish, Norwegian and Danish Post Offices have

Danemark sont convenues de porter à 4 marks, à dater du 15 janvier 1926 inclusivement, la taxe des express, fixée à Mk. 3,75 penni dans le § 3, deuxième alinéa, du Règlement d'expédition de l'Arrangement postal finno-suédois, finno-norvégien et finno-danois de 1922. Cette modification est portée, par la présente, à la connaissance des bureaux de poste, en vue de son application.

DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES.

HELSINGFORS, le 7 janvier 1926.

G. E. F. ALBRECHT.
JOHN WIRKBERG.

agreed that the express fee of 3 marks 75 penni specified in § 3, paragraph 2 of the Regulations for the Application of the Finno-Swedish, Finno-Norwegian and Finno-Danish Postal Agreement of 1922 shall be raised to 4 marks on and after January 15, 1926. The above is hereby brought to the notice of postal authorities for information and guidance.

GENERAL POST OFFICE.

HELSINGFORS, January 7, 1926.

G. E. F. ALBRECHT.
JOHN WIRKBERG.

N^o 355. — ARRANGEMENT¹ RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS D'IDENTITÉ AUX RÉFUGIÉS RUSSES, SIGNÉ A GENÈVE, LE 5 JUILLET 1922.

ADHÉSION.

TERRITOIRE DE LA SARRE ... 1^{er} avril 1926.

N^o 355. — ARRANGEMENT¹ WITH REGARD TO THE ISSUE OF CERTIFICATES OF IDENTITY TO RUSSIAN REFUGEES, SIGNED AT GENEVA, JULY 5, 1922.

ADHESION.

SAAR TERRITORY ... April 1, 1926.

No. 357. — AGREEMENT² BETWEEN THE GOVERNMENTS OF THE COLONIES OF THE STRAITS SETTLEMENTS AND NETHERLANDS EAST INDIA FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS, SIGNED AT BATAVIA, MAY 26 AND AT SINGAPORE, JUNE 2, 1922.

AMENDMENTS³ TO ARTICLES I, IV AND VI OF THE AGREEMENT signed at Bandoeng, December 18, and at Singapore, December 30, 1925.

Communicated by Netherlands Chargé d'Affaires a. i. at Berne, June 17, 1926.

¹ Vol. XIII, page 237; vol. XV, page 322; vol. XIX, page 284 et vol. XXIV, page 178 de ce recueil.

² Vol. XIII, page 263; vol. XV, page 322; vol. XXIV, page 180 et vol. XXXI, page 248 de ce recueil.

³ Ces amendements sont entrés en vigueur le 1^{er} octobre 1925, le 1^{er} janvier 1926 et le 1^{er} août 1925, respectivement.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 357. — OVEREENKOMST² BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN TUSSEN DE REGEERINGEN VAN DE STRAITS-SETTLEMENTS EN NEDERLANDSCH-INDIE, GETEEKEND TE BATAVIA, DEN 26STEN MEI EN TE SINGAPORE, DEN 2DEN JUNI 1922.

GEWIJZIGDE³ ARTIKELEN I, IV EN VI VAN DE OVEREENKOMST, geteekend te Bandoeng, den 18den December en te Singapore den 30sten December 1925.

Communiqués par le Chargé d'Affaires a. i. des Pays-Bas à Berne, le 17 juin 1926.

¹ Vol. XIII, page 237; Vol. XV, page 322; Vol. XIX, page 284 and Vol. XXIV, page 178 of this Series.

² Vol. XIII, page 263; Vol. XV, page 322; Vol. XXIV, page 180 and Vol. XXXI, page 248 of this Series.

³ These amendments came into force on October 1, 1925, January 1, 1926, and August 1, 1925, respectively.

Article I.

(1) There shall be a direct exchange between the Post Office of Netherlands East India on the one part, and the Post Office of the Straits Settlements on the other part, of parcels without collection of trade-charge on delivery, not exceeding 11 lbs or 5 kilogrammes in weight, originating in the Straits Settlements or in any other country with which the Straits Settlements maintains a direct exchange of parcels and addressed to Netherlands East India or to any country that participates or will participate in the Parcel Post Agreement¹ of Stockholm of the 28th of August 1924 or to any other country with which Netherlands East India maintains a direct exchange of parcels and of parcels originating in Netherlands East India or in any other country that participates or will participate in the said Agreement or in any other country with which Netherlands East India maintains a direct exchange of parcels and addressed to the Straits Settlements or to any country with which the Straits Settlements maintains a direct exchange of parcels.

(2) The limits of the dimensions shall be 1 metre 6½ centimetres (3 feet 6 inches) in length and 1 metre 83 centimetres (6 feet) in length and girth combined.

(3) Parcels exchanged between Netherlands East India and the Straits Settlements may be insured. The limit of insured value shall be fixed at the equivalent in English and Dutch East India currency of 1000 francs gold.

Article IV.

(1) The Post Office of Netherlands East India shall pay to the Post Office of the Straits Settlements for parcels addressed to or in transit through the Straits Settlements whether conveyed by contract or non-contract vessel the following territorial rates per parcel :

¹ Vol. XL, page 307 de ce recueil.

Artikel I.

1. Tusschen de postadministratie van Nederlandsch-Indië eenerzijds en de postadministratie van de Straits-Settlements anderzijds worden postpakketten, niet bezwaard met verrekening, rechtstreeks uitgewisseld voor zoover deze postpakketten niet zwaarder wegen dan 11 Engelsche ponden of 5 kilogrammen en afkomstig zijn van de Straits-Settlements of van eenig ander land, waarmede de Straits-Settlements eene rechtstreeksche uitwisseling van postpakketten onderhoudt en bestemd voor Nederlandsch-Indië of voor eenig ander land, dat tot de Overeenkomst¹ betreffende de postpakketten van Stockholm van 28 Augustus 1924, is toetreden of nader zal toetreden of voor eenig ander land, waarmede Nederlandsch-Indië een rechtstreeksche uitwisseling van postpakketten onderhoudt alsmede van postpakketten afkomstig van Nederlandsch-Indië of van eenig ander land, dat tot gemelde Overeenkomst is toetreden of nader zal toetreden of van eenig ander land, waarmede Nederlandsch-Indië een rechtstreeksche uitwisseling van postpakketten onderhoudt en bestemd voor de Straits-Settlements of voor eenig ander land, waarmede de Straits-Settlements een uitwisseling van postpakketten onderhoudt.

2. De maximum-afmetingen zullen zijn beperkt tot 1 Meter 6½ centimeter (3 voet 6 duim Engelsche maat) in de lengte en 1 Meter 83 centimeters (6 voet Engelsche maat) in lengte en omvang te zamen.

3. Voor de postpakketten gewisseld tusschen Nederlandsch-Indië en de Straits-Settlements is aangifte van waarde toegelaten. De aangegeven waarde mag de in Engelsche en Nederlandsch-Indische munt overeenkomstige waarde van 1000 gouden franken niet te boven gaan.

Artikel IV.

1. Voor postpakketten bestemd voor of doorgezonden door tusschenkomst van de Straits-Settlements, hetzij verzonden door middel van contractueele booten, hetzij door middel van niet-contractueele booten, zal de postadministratie van Nederlandsch-Indië aan

¹ Vol. XL, page 307 of this Series.

Not exceeding 1 kilogram 80 centimes ;
 Not exceeding 3 kilogram 1 franc 40 centimes ;
 Not exceeding 5 kilogram 2 francs.

(2) Moreover, the Post Office of the Netherlands East India shall pay to the Post Office of the Straits Settlements in respect of its territorial rate on each insured parcel addressed to or in transit through the Straits Settlements 5 centimes for each frs. 300 or fraction of frs. 300 of insured value.

Article VI.

The procedure to be adopted in the exchange of parcels under this Agreement and the payment of the balance of credits shall be in accordance with that laid down in the Parcel Post Agreement of Stockholm of 1924 and in the detailed regulations for the execution of that Agreement.

BANDOENG, le 18 décembre 1925.

Pour le chef de la Direction générale
 des Postes, des Télégraphes
 et des Téléphones,

Le Chef du Service des Postes :

(Signed) VAN RINGELESTEIN.

SINGAPORE, the 30th December 1925.

(Signed) T. I. M. GORDON.

*Acting Postmaster-General
 Straits Settlements.*

de postadministratie van de Straits-Settlements voor het landvervoer een bedrag uitkeeren per postpakket :

niet te bovengaande 1 K. G. 80 centiemen ;
 niet te bovengaande 3 K. G. 1 franc 40 centiemen ;
 niet te bovengaande 5 K. G. 2 francs.

2. Bovendien zal de postadministratie van Nederlandsch-Indië aan de postadministratie van de Straits-Settlements voor het landvervoer, voor elk postpakket met aangegeven waarde bestemd voor of doorgezonden door tusschenkomst van de Straits-Settlements, 5 centiemen betalen voor elke 300 franken of gedeelte van 300 franken aangegeven waarde.

Artikel VI.

Op den dienst der pakketpost volgens deze Overeenkomst en op de betaling der vergoedingen zijn van toepassing de bepalingen, opgenomen in de Overeenkomst betreffende de postpakketten van Stockholm van 1924 en in het Reglement houdende bepalingen ter uitvoering van die Overeenkomst.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 357. — ARRANGEMENT CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA COLONIE DES STRAITS SETTLEMENTS ET CELUI DES INDES ORIENTALES NÉERLANDAISES CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, SIGNÉ A BATAVIA, LE 26 MAI, ET A SINGAPOUR, LE 2 JUIN 1922.

AMENDEMENTS AUX ARTICLES I, IV ET VI signés à Bandoeng, le 18 novembre, et à Singapour, le 30 décembre 1925, communiqués par le chargé d'affaires a. i. des Pays-Bas à Berne le 17 juin 1926.

Article premier.

1. Il est institué, entre l'Administration des postes des Indes orientales néerlandaises, d'une part, et l'Administration des postes des Etablissements du Détroit, d'autre part, un échange direct — de colis postaux, non grevés de remboursement, dont le poids ne dépasse pas onze livres anglaises, ou cinq kilos, en provenance des Etablissements du Détroit, ou de tout autre pays avec lequel les Etablissements du Détroit entretiennent un service direct d'échange de colis postaux, et à destination des Indes orientales néerlandaises, ou de tout pays qui a adhéré ou adhèrera à la Convention sur les colis postaux signée à Stockholm, le 28 août 1924, ou de tout autre pays avec lequel les Indes orientales néerlandaises entretiennent un service direct d'échange de colis postaux — et de colis postaux en provenance des Indes orientales néerlandaises, ou de tout pays qui a adhéré ou adhèrera à ladite convention, ou de tout autre pays avec lequel les Indes orientales néerlandaises entretiennent un service direct d'échange de colis postaux et à destination des Etablissements du Détroit ou de tout pays avec lequel les Etablissements du Détroit entretiennent un service direct d'échange de colis postaux.

2. Les dimensions des colis postaux ne devront pas dépasser 1 mètre 6 c/m $\frac{1}{2}$ (3 pieds 6 pouces) de longueur, et 1 mètre 83 centimètres (6 pieds) de longueur et de tour combinés.

3. Les colis échangés entre les Indes néerlandaises et les Etablissements du Détroit peuvent être expédiés en valeur déclarée. La valeur déclarée ne dépassera pas l'équivalent, en monnaie anglaise ou en monnaie des Indes orientales néerlandaises, de 1.000 francs-or.

Article IV.

1. L'Administration des postes des Indes orientales néerlandaises versera à l'Administration des postes des Etablissements du Détroit, pour les colis adressés aux Etablissements du Détroit, ou en transit par ledit territoire, et expédiés par des services de navigation contractuels ou non, les droits territoriaux suivants, par colis :

Colis dont le poids ne dépasse pas 1 kg.	Fr.	0,80
Colis dont le poids ne dépasse pas 3 kg.	Fr.	1,40
Colis dont le poids ne dépasse pas 5 kg.	Fr.	2,—

2. En outre, l'Administration des postes des Indes orientales néerlandaises versera à l'Administration des postes des Etablissements du Détroit, à titre de droit territorial, pour chaque colis de valeur déclarée adressé aux Etablissements du Détroit, ou en transit par ledit territoire, fr. 0,05 pour chaque somme de fr. 300, ou fraction de fr. 300 de valeur déclarée.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article VI.

La procédure qui sera adoptée pour l'échange des colis postaux, aux termes du présent accord, et pour le paiement du solde créditeur des décomptes, sera conforme aux dispositions de la convention sur les colis-postaux, signée à Stockholm en 1924, et aux règlements détaillés d'application de ladite convention.

BANDOENG, le 18 décembre 1925.

Pour le chef de la Direction des Postes,
Télégraphes et Téléphones,
Le Chef du Service des Postes,
(Signé) VAN RINGELESTEIN.

SINGAPOUR, le 30 décembre 1925.

*Le Directeur général des Postes
des Etablissements du Détroit,*
(Signé) T. I. M. GORDON.

N^o 386. — CONVENTION¹ ENTRE LA FRANCE ET LA NORVÈGE AU SUJET DU RÉGIME DES VINS ET SPIRITUEUX, SIGNÉE A PARIS LE 23 AVRIL 1921.

Présentée à l'enregistrement par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française le 6 février 1926

No. 386. — CONVENTION¹ BETWEEN FRANCE AND NORWAY IN THE MATTER OF WINES AND SPIRITS, SIGNED AT PARIS, APRIL 23, 1921.

Presented for registration by the Prime Minister, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, February 6, 1926.

N^o 422. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS DE HONGRIE ET DU ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES AU SUJET DE LA PROLONGATION DU DÉLAI D'ÉMIGRATION PRÉVU AU TROISIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 63 DU TRAITÉ DE TRIANON, BELGRADE, LES 17 ET 20 MARS 1923.

No. 422. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE GOVERNMENTS OF HUNGARY AND OF THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES IN REGARD TO THE PROLONGATION OF THE PERIOD ALLOWED FOR TRANSFER OF RESIDENCE UNDER THE THIRD PARAGRAPH OF ARTICLE 63 OF THE TREATY OF TRIANON, BELGRADE, MARCH 17 AND 20, 1923.

I.

³ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

MELLÉKLET A 69.619/5-1926 SZÁMHOZ.

LÉGATION DU ROYAUME
DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
EN HONGRIE. N^o 289.

BUDAPEST, le 1^{er} avril 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Etant donné que tous les optants n'ont pas encore exécuté le transfert réglementaire, et

MELLÉKLET A 69.619/5-1926 SZÁMHOZ.

LEGATION OF THE KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
IN HUNGARY. No. 289.

BUDAPEST, April 1, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

As all the optants have not yet effected the prescribed transfer of residence, and as the

¹ Vol. XIV, page 375 de ce recueil.

² Vol. XVI, page 447 de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XIV, page 375 of this Series.

² Vol. XVI, page 447 of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

que le délai à cet effet prolongé par l'échange des notes entre LL. E.E. MM. Nintchitch, ministre des Affaires étrangères serbe-croate-slovène, et François Kolossa, ministre de Hongrie à Belgrade, en date du 29 mars 1923 Pov. No. 2639, resp. du 17 mars 1923 No. 92/R/1923, va expirer le 26 juillet 1926, et que d'ici là les optants ne peuvent satisfaire à l'accord ci-haut, vu la brièveté du temps, j'ai l'honneur de vous proposer, d'ordre de mon gouvernement, que le délai jusqu'à l'expiration duquel les personnes ayant exercé le droit d'option en vertu du Traité de paix devraient transporter leur domicile dans l'Etat en faveur duquel elles ont opté, soit prolongé jusqu'au 26 juillet 1929.

En vous priant de bien vouloir m'informer si le Gouvernement royal de Hongrie accepte cette proposition je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

T. POPOVITCH, m. p.

Son Excellence

Monsieur Louis WALKÓ,
Ministre des Affaires étrangères,
Budapest.

period for the purpose, which was prolonged by the exchange of Notes between His Excellency M. Nintchitch, Serb-Croat-Slovene Minister for Foreign Affairs, and His Excellency M. François Kolossa, Hungarian Minister at Belgrade, dated March 29, 1923, Pov. No. 2639, and March 17, 1923, No. 92/R/1923, respectively, will expire on July 26, 1926, and as in the interval optants cannot, in view of the shortness of the time allowed, comply with the terms of the above agreement, I am instructed by my Government to propose that the period within which persons who have exercised the right to opt by virtue of the Treaty of Peace may transfer their place of residence to the State for which they have opted shall be prolonged until July 26, 1929.

I would ask you to inform me whether the Royal Hungarian Government agrees to this proposal and have the honour, etc.

(Signed) T. POPOVITCH.

His Excellency

M. Louis WALKO,
Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

II.

MELLÉKLET A 69.619/5-1926 SZÁMHOZ.

MINISTÈRE ROYAL DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES DE HONGRIE.

63.469/5.
1926.

BUDAPEST, le 1^{er} juin 1926.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Son Excellence monsieur Tihomir Popovitch, ancien envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en Hongrie, a bien voulu dans sa note N° 289, en date du 1^{er} avril 1926, proposer au Gouvernement royal de Hongrie que le délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Paix de Trianon, délai qui avait été prolongé par l'échange des notes entre LL. E.E. MM. François Kolossa, ministre de Hongrie à Belgrade et Nintchitch, ministre des Affaires étrangères serbe-croate-slovène, en date du 17 mars 1923, N° 92/R/1923, resp. du 29 mars 1923, Pov.

MELLÉKLET A 69.619/5-1926 SZÁMHOZ.

ROYAL HUNGARIAN MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

63.469/5.
1926.

BUDAPEST, June 1, 1926.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

His Excellency M. Tihomir Popovitch, former Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes in Hungary, suggested to the Royal Hungarian Government in his Note No. 289, dated April 1, 1926, that the period for the transfer of residence laid down in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Peace of Trianon, which had been prolonged until July 26, 1926, by the exchange of Notes between His Excellency, M. François Kolossa, Hungarian Minister at Belgrade, and His Excellency M. Nintchitch, Serb-Croat-Slovene Minister for Foreign Affairs, dated

N° 2639, jusqu'au 26 juillet 1926 — fût prolongé jusqu'au 26 juillet 1929.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement royal de Hongrie accepte la proposition du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, contenue dans la note susmentionnée et, par conséquent, je me permets de constater que les deux gouvernements sont d'accord que le délai jusqu'à l'expiration duquel les personnes ayant exercé le droit d'option, en vertu du Traité de paix devraient transporter leur domicile dans l'État en faveur duquel elles ont opté, est prolongé jusqu'au 26 juillet 1929.

Je tiens à remarquer que — comme il a été convenu dans le temps dans les notes susmentionnées de LL. EE. Kolossa et Nintchitch — la prolongation du délai ci-dessus ne change en rien les droits des optants, assurés par le Traité de paix et qu'il va sans dire que les optants ne jouissent pas de droits politiques dans le pays où ils ont perdu la nationalité par le fait de l'option.

En vous priant, Monsieur le Chargé d'affaires, de bien vouloir m'accuser réception de cette note, en me communiquant que le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes accepte aussi les dispositions contenues dans le ci-devant alinéa, je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma considération très distinguée.

WALKÓ, m. p.

Monsieur

Dobrosav ADAMOVITCH,
Chargé d'affaires du Royaume
des Serbes, Croates et Slovènes,
à Budapest.

(Signed.) WALKO.

M. Dobrosav ADAMOVITCH,
Chargé d'Affaires of the Kingdom
of the Serbs, Croats and Slovenes,
Budapest.

III.

MELLÉKLET A 69.619/5-1926 SZÁMHOZ.

LÉGATION DU ROYAUME
DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES
EN HONGRIE.
N° 576.

BUDAPEST, le 12 juin 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre N° 63469/5 du 31 mai dernier, par laquelle Votre Excellence a

March 17th, 1923, No. 92/R/1923, and March 29, 1923, Pov. No. 2639, respectively, should again be prolonged until July 26th 1929.

I have the honour to inform you that the Royal Hungarian Government agrees to the proposal of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, contained in the above-mentioned Note, and I therefore venture to place it on record that the two Governments are agreed that the period within which persons who have exercised the right to opt by virtue of the Treaty of Peace may transfer their residence to the State for which they have opted shall be prolonged until July 26, 1929.

I desire to state, as was agreed at the time in the above-mentioned Notes of His Excellency M. Kolossa and His Excellency M. Nintchitch, that the prolongation of the above period shall in no way affect the rights guaranteed by the Treaty of Peace to persons who have exercised the right to opt, and that it is, of course, understood that those who have opted shall enjoy no political rights in the country in which they have lost their nationality by reason of the fact that they have opted.

I would ask you to acknowledge receipt of this Note and to inform me whether the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes also agrees to the proposals contained in the foregoing paragraph, and have the honour, etc.

MELLÉKLET A 69.619/5-1926 SZÁMHOZ.

LEGATION OF THE KINGDOM
OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
IN HUNGARY.
No. 576.

BUDAPEST, June 12, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to your letter No. 63469/5 of May 31 last, in which you informed me that the

bien voulu me communiquer que le Gouvernement royal hongrois accepte la proposition du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes que le délai d'émigration prévu au troisième alinéa de l'article 63 du Traité de Trianon, soit prolongé de nouveau jusqu'au 26 juillet 1929, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que mon Gouvernement est également d'accord que la prolongation du délai ci-dessus ne change en rien les droits des optants, assurés par le Traité de Paix et qu'il va sans dire que les optants ne jouissent pas de droits politiques dans le pays où ils ont perdu la nationalité par le fait de l'option — comme il a été convenu par l'échange des notes entre LL. EE. MM. François Kolossa, ministre de Hongrie à Belgrade et Nintchitch, ministre des Affaires étrangères serbe-croate-slovène, en date du 17 mars 1923, N° 92/R/1923, resp. du 29 mars 1923, Pov. N° 2639.

En vous priant, Monsieur le Ministre, d'ordre de mon gouvernement, de vouloir bien faire notifier cet échange de notes à la Société des Nations en vue de son enregistrement, je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

DOBR. ADAMOVITCH m. p.

A son Excellence
Monsieur Louis WALKO,
Ministre royal des Affaires
étrangères,
à Budapest.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROLONGATION
DU DÉLAI CI-DESSUS. BUDAPEST, LES 1^{ER} AVRIL,
1 ET 12 JUIN 1926.

Communiqué par le Ministre Résident Représentant du Gouvernement royal hongrois auprès de la Société des Nations, le 20 août 1926.

Royal Hungarian Government agreed to the proposal of the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, to the effect that the period laid down in the third paragraph of Article 63 of the Treaty of Trianon for the transfer of residence should be again prolonged until June 26, 1929, I have the honour to inform you that my Government also agrees that — as was stated in the exchange of Notes between His Excellency M. François Kolossa, Hungarian Minister at Belgrade, and His Excellency M. Nintchitch, Serb-Croat-Slovene Minister for Foreign Affairs, dated March 17, 1923, No. 92/R/1923 and March 29, 1923, Pov. No. 2639 respectively — the prolongation of the above-mentioned period in no way affects the rights guaranteed by the Treaty of Peace to persons who have opted, and that it is, of course, understood that optants shall enjoy no political rights in the country in which they have lost their nationality by reason of the fact that they have opted.

I am instructed by my Government to ask you to communicate this exchange of Notes to the League of Nations for the purpose of registration, and have the honour, etc.

(Signed) DOBR. ADAMOVITCH.

To His Excellency
M. Louis WALKO,
Royal Minister for Foreign Affairs,
Budapest.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION OF THE ABOVE. BUDAPEST, APRIL 1ST AND JUNE 12TH AND 12, 1926.

Communicated by the Resident Minister, Representative of the Royal Hungarian Government accredited to the League of Nations, August 20, 1926.

N^o 512. — ARRANGEMENT PROVISoire ¹ CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE LES PAYS-BAS ET LA FRANCE, SIGNÉ A PARIS, LE 2 JUILLET 1923.

Présenté à l'enregistrement par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française, le 6 février 1926.

No. 512. — PROVISIONAL AGREEMENT ¹ RELATING TO AIR NAVIGATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND FRANCE, SIGNED AT PARIS, JULY 2, 1923.

Presented for registration by the Prime Minister, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, February 6, 1926.

N^o 536. — DÉCLARATION ² PAR LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET FRANÇAIS CONCERNANT LA PÊCHE DES HUITRES EN DEHORS DES EAUX TERRITORIALES DANS LES MERS SITUÉES ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA FRANCE, SIGNÉE A PARIS, LE 29 SEPTEMBRE 1923.

Présentée à l'enregistrement par le président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de la République française, le 19 février 1926.

No. 536. — DECLARATION ² BY THE BRITISH AND FRENCH GOVERNMENTS RESPECTING OYSTER FISHERIES OUTSIDE TERRITORIAL WATERS IN THE SEAS LYING BETWEEN THE COAST OF GREAT BRITAIN AND THOSE OF FRANCE, SIGNED AT PARIS, SEPTEMBER 29, 1923.

Presented for registration by the Prime Minister, Minister for Foreign Affairs of the French Republic, February 19, 1926.

N^o 549. — CONVENTION ³ ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE EN VUE DE FACILITER LE TRAFIC-FRONTIÈRE, SIGNÉE A POSEN, LE 29 AVRIL 1922.

PROTOCOLES SIGNÉS A VARSOVIE, LE 23 DÉCEMBRE 1924. A VARSOVIE ET A POSEN, LE 29 AVRIL 1925, A BERLIN, LE 8 JUILLET 1925, ET ÉCHANGE DE NOTES, POSEN, LE 12 SEPTEMBRE ET VARSOVIE LE 17 SEPTEMBRE 1925, PROLONGEANT CETTE CONVENTION JUSQU'AU 1^{er} NOVEMBRE 1925.

Communiqués par le délégué de la République de Pologne auprès de la Société des Nations, le 30 janvier 1926.

Ces Protocoles ont été reproduits au volume XLI, page 210 de ce recueil.

No. 549. — AGREEMENT ³ BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE POLISH REPUBLIC, CONCERNING FRONTIER TRAFFIC FACILITIES, SIGNED AT POSEN, APRIL 29, 1922.

PROTOCOLS SIGNED AT WARSAW, DECEMBER 23, 1924, AT WARSAW AND POSEN, APRIL 29, 1925, AT BERLIN, JULY 8, 1925, AND EXCHANGE OF NOTES, POSEN, SEPTEMBER 12, AND WARSAW, SEPTEMBER 17, 1925, RENEWING THE ABOVE AGREEMENT UNTIL NOVEMBER 1, 1925.

Communicated by the Delegate of the Polish Republic accredited to the League of Nations, January 30, 1926.

These Protocols and the exchange of Notes have been reproduced in Vol. XLI, page 210, of this Series.

¹ Vol. XX, page 131 de ce recueil.

² Vol. XXI, page 137 de ce recueil.

³ Vol. XXI, page 391, de ce recueil.

¹ Vol. XX, page 131 of this Series.

² Vol. XXI, page 137 of this Series.

³ Vol. XXI, page 391, of this Series.

N^o 585. — ÉCHANGES DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET TCHÉCOSLOVAQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE RELATIF AU COMMERCE ET A LA NAVIGATION ENTRE LEURS DEUX PAYS. PRAGUE, LE 31 JANVIER 1924, LE 18 DÉCEMBRE 1924, LE 18 AVRIL 1925.

Présentés à l'enregistrement par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations, le 1^{er} mars 1926.

N^o 597. — CONVENTION² ENTRE LA BELGIQUE ET LE ROYAUME-UNI AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE, SIGNÉE A LONDRES, LE 21 JUIN 1922.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DES DISPOSITIONS DE CETTE CONVENTION AU CONGO BELGE. LONDRES, LES 28 NOVEMBRE 1925 ET 2 FÉVRIER 1926.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 13 mars 1926 et par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 25 mai 1926.

I.

AMBASSADE DE BELGIQUE

N^o 3087.

I annexe.

LONDRES, le 28 novembre 1925.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence du désir du Gouvernement du Roi, de

¹ Vol. XXIII, page 139 ; vol. XXXI, page 253 et vol. XXXV, page 304 de ce Recueil.

² Vol. XXIV, page 91 ; vol. XXXI, page 254, vol. XXXV, page 306 et vol. XXXIX, page 175 de ce Recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 585. — EXCHANGES OF NOTES¹ BETWEEN THE DANISH AND CZECHOSLOVAK GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL ARRANGEMENT WITH REGARD TO COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THEIR TWO COUNTRIES. PRAGUE, JANUARY 31, 1924, DECEMBER 18, 1924, APRIL 18, 1925.

Presented for registration by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations, March 1, 1926.

No. 597. — CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED KINGDOM RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, SIGNED AT LONDON, JUNE 21, 1922.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THIS CONVENTION TO THE BELGIAN CONGO. LONDON NOVEMBER 28, 1925 AND FEBRUARY 2, 1926.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs March 13, 1926 and by His Britannic Majesty's Foreign Office May 25, 1926.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BELGIAN EMBASSY

No. 3087.

I annex.

LONDON, November 28, 1925.

SIR,

I have the honour to inform you of my Government's desire, that the Anglo-Belgian

¹ Vol. XXIII, page 139 ; Vol. XXXI, page 253 and Vol. XXXV, page 304 of this Series.

² Vol. XXIV, page 91 ; Vol. XXXI, page 254 ; Vol. XXXV, page 306 and Vol. XXXIX, page 175 of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

voir étendre au Congo belge l'application de la Convention anglo-belge du 21 juin 1922 concernant la transmission des actes judiciaires et extra-judiciaires et l'établissement des preuves.

Cette extension qui entrerait en vigueur le 1^{er} avril 1926 s'appliquerait tant aux rapports du Congo belge avec l'Angleterre qu'à ses rapports avec les possessions, colonies ou protectorats britanniques auxquels la convention a déjà été ou serait étendue à l'avenir.

L'autorité à laquelle les demandes de notification d'actes judiciaires et d'exécution de commissions rogatoires devront être adressées, conformément aux articles 3 litt. *a*) et 9 litt. *c*) de la Convention, est au Congo belge, le procureur du Roi dans la juridiction duquel réside le destinataire de l'exploit, ou dans la juridiction duquel la délégation judiciaire doit être exécutée.

Votre Excellence voudra bien trouver, sous ce pli, une liste des procureurs du Roi de la Colonie avec indication du ressort de leur juridiction. Si des modifications venaient à être apportées à cette liste, j'aurais soin d'en informer Votre Excellence.

Dans la pensée de mon gouvernement, l'application de la convention aurait lieu de la façon suivante :

Les actes judiciaires et extra-judiciaires destinés à une personne se trouvant en Angleterre (Métropole) et les commissions rogatoires à faire exécuter dans ce pays, seraient transmis directement par les soins des magistrats précités au consul général de Belgique à Londres lequel les ferait parvenir au « Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England » ;

Les exploits émanant des autorités britanniques et dont le destinataire demeure au Congo belge et les commissions rogatoires à faire exécuter dans notre Colonie, seraient envoyés aux procureurs du Roi par l'entremise des consuls britanniques résidant dans le ressort de leur juridiction ;

Les actes émanant des autorités congolaises et destinés à une personne résidant dans une possession, colonie ou un protectorat britannique auquel la convention dont il s'agit a été ou serait dorénavant étendue, ainsi que les commissions rogatoires à faire exécuter, seraient adressés par le procureur du Roi de la colonie au consul belge résidant dans la possession, colonie ou protectorat britannique

Convention of June 21, 1922, respecting the service of judicial and extra-judicial documents and the taking of evidence, should be extended to the Belgian Congo.

This extension, which would come into force on April 1, 1926, would apply both to the relations of the Belgian Congo with England and to its relations with the British Possessions, Colonies or Protectorates to which the Convention has already been extended, or to which it may be extended in future.

The authority to whom requests for the service of judicial documents and the execution of "commissions rogatoires" shall be addressed, in accordance with Article 3 (*a*) and Article 9 (*c*) of the Convention, shall be, in the Belgian Congo, the "Procureur du Roi" within whose jurisdiction the recipient of the document resides, or within whose jurisdiction the judicial "commission" is to be executed.

You will find annexed a list of the "Procureurs du Roi" of the Colony, with the names of the areas in which they exercise jurisdiction. I shall duly inform you of any changes which may be made in this list.

My Government considers that the provisions of the Convention might be carried out in the following manner :

Judicial and extra-judicial documents which are to be served on a person in England (home territory), and "commissions rogatoires" which are to be executed in that country, would be transmitted direct by the said authorities to the Belgian Consul-General in London, who would forward them to the Senior Master of the Supreme Court of Judicature in England ;

Writs emanating from the British authorities, the recipient of which resides in the Belgian Congo, and "commissions rogatoires" to be executed in our Colony, would be transmitted to the "Procureurs du Roi" through the British Consuls resident in the area under their jurisdiction ;

Documents emanating from the Congo authorities, to be served on a person residing in a British Possession, Colony or Protectorate to which the Convention in question has been or may subsequently be extended, and also "commissions rogatoires" for execution, would be transmitted by the "Procureur du Roi" of the Colony to the Belgian Consul residing in the British Possession, Colony or Protec-

dans lequel réside le destinataire ou dans lequel la délégation judiciaire doit être exécutée, lequel consul les enverrait à l'autorité britannique désignée (Pour la Palestine, par exemple, cette autorité est le président de la cour de district. — Pour la Colonie de Terre-Neuve, c'est le « Registrar of the Supreme Court », etc.) ;

Les actes émanant des autorités d'une colonie, possession ou protectorat britannique auquel la convention a été ou serait étendue et destinés à une personne résidant au Congo belge, ainsi que les commissions rogatoires à faire exécuter dans cette colonie, seraient adressés par le consul britannique au Congo belge au procureur du Roi dans la juridiction duquel le document doit être notifié ou la délégation exécutée.

Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître aussitôt que possible l'accord du Gouvernement de Sa Majesté britannique au sujet de l'extension de l'application de la Convention anglo-belge précitée au Congo belge.

Je saisis cette occasion pour lui renouveler les assurances de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être

Son très humble et obéissant serviteur,

(Signé) Baron MONCHEUR.

Son Excellence

The Right Honourable
Austen CHAMBERLAIN, M. P.,
Secrétaire d'Etat principal
pour les Affaires étrangères,
Foreign Office,
Londres S.W.1.

LISTE DES PROCUREURS DU ROI DE LA COLONIE
AVEC L'INDICATION DU RESSORT TERRITORIAL
DE CHACUN D'EUX.

1^o *Procureur du Roi de Boma* : Partie du district du Bas-Congo située à l'ouest de la rivière « Inkisi ».

2^o *Procureur du Roi de Léopoldville* : Partie du district du Bas-Congo située à l'est de la rivière « Inkisi » :

District urbain de Léopoldville,
District du Kwango,

torate in which the recipient resides or in which the judicial "commission" is to be executed, and the Consul in question would transmit the documents or "commissions rogatoires" to the British authority appointed for the purpose (In Palestine, for example, this authority is the President of the District Court. — In Newfoundland, the authority is the Registrar of the Supreme Court, etc.) ;

Documents emanating from the authorities of a British Colony, Possession or Protectorate to which the Convention has been or may subsequently be applied, and intended to be served on a person residing in the Belgian Congo, and also "commissions rogatoires" to be executed in that Colony, would be transmitted by the British Consul in the Belgian Congo to the "Procureur du Roi" within whose jurisdiction the document is to be served or the "commission" executed.

I should be very grateful to you if you would inform me, with as little delay as possible, whether His Britannic Majesty's Government agrees to the extension of the provisions of the above-mentioned Anglo-Belgian Convention to the Belgian Congo.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Baron MONCHEUR.

The Right Honourable

Austen CHAMBERLAIN, M.P.,
Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
Foreign Office,
London S.W.1.

LIST OF THE " PROCUREURS DU ROI " OF THE
COLONY, WITH THE AREAS IN WHICH THEY
EXERCISE JURISDICTION.

(1) "*Procureur du Roi*", Boma : Part of the district of Lower Congo, west of the Inkisi River.

(2) "*Procureur du Roi*", Léopoldville : Part of the district of the lower Congo situated east of the Inkisi river.

Urban District of Léopoldville,
District of Kwango,

District du Kasai,
District du Sankuru.

3° *Procureur du Roi Coquilhatville* :

District du lac Léopold II,
District de l'Equateur,
District de la Lulonga,
District des Bangala,
District de l'Ubangi.

4° *Procureur du Roi de Buta* :

District du Bas-Uele,
District du Haut-Uele.

5° *Procureur du Roi de Stanleyville* :

District de Stanleyville,
District de l'Aruwimi,
District du Maniema,
District de l'Ituri,
District du Kivu.

6° *Procureur du Roi d'Elisabethville* :

District du Haut Luapula,
District de la Lulua,
District du Lomami,
District du Tanganika-Moero.

District of Kasai,
District of Sankuru.

(3) "*Procureur du Roi*", *Coquilhatville* :

District of Lake Leopold II,
» of Equator,
» of Lulonga,
» of Bangala,
» of Ubangi.

(4) "*Procureur du Roi*", *Buta* :

District of Lower Uele,
» of Upper Uele.

(5) "*Procureur du Roi*", *Stanleyville* :

District of Stanleyville,
» of Aruwimi,
» of Maniema,
» of Ituri,
» of Kivu.

(6) "*Procureur du Roi*", *Elisabethville* :

District of Upper Luapula,
» of Lulua,
» of Lomami,
» of Tanganika-Moero.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

No. T 1170/1114/371.

February 2, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note of the 28th November last (No. 3087) in which you were good enough to inform me of the desire of your Government that the provisions of the Anglo-Belgian Civil Procedure Convention of June 21st, 1922, should be extended to the Belgian Congo and to furnish me with a list of the "*Procureurs du Roi*" in that Colony to whom applications for the service of process or for the taking of evidence should be addressed, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government have taken due note of this accession and will regard it as coming into force on the date selected by

II.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

N° T 1170/1114/371.

Le 2 février 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à votre note en date du 28 novembre dernier (N° 3087), par laquelle vous avez bien voulu m'informer que votre gouvernement désire que les dispositions de la Convention anglo-belge, du 21 juin 1922, sur la procédure civile, soient étendues au Congo belge, et me fournir une liste des *Procureurs du Roi* de ladite colonie, auxquels devraient être adressées les demandes en vue de la signification d'actes ou de l'administration des moyens de preuve, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté a dûment pris acte de cette accession et la considérera comme entrant en vigueur

the Belgian Government for that purpose, viz. The 1st April next.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Your Excellency's obedient Servant,

For the Secretary of State :

(Signed) G. R. WARNER.

His Excellency

Baron MONCHEUR, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

à la date choisie à cet effet par le Gouvernement belge, à savoir le 1^{er} avril prochain.

Veuillez agréer, etc.....

Pour le Secrétaire d'Etat :

(Signé) G. R. WARNER.

Son Excellence

le Baron MONCHEUR, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

N^o 678. — PROTOCOLE¹ RELATIF AUX CLAUSES D'ARBITRAGE, SIGNÉ A GENÈVE, LE 24 SEPTEMBRE 1923.

SIGNATURE.

NOUVELLE-ZÉLANDE

J. ALLEN pour la Nouvelle-Zélande
GENÈVE, le 11 mars 1926.

RATIFICATIONS.

ESPAGNE	29 juillet	1926.
GRÈCE	26 mai	1926.
NOUVELLE-ZÉLANDE ...	9 juin	1926.

ACCESSIONS.

Guyane britannique	}	12 mars 1926.
Honduras britannique		
Jamaïque		
Iles sous le Vent		
Grenade		
Sainte-Lucie		
Saint-Vincent		
Gambie		
Côte de l'Or		
Kenya		
Zanzibar		
Rhodésie du Nord		
Ceylan		
Ile Maurice		
Gibraltar		
Malte		
Iles Falkland	}	17 juin 1926.
Irak et Palestine		
Tanganyika		
Sainte-Hélène		29 juillet 1926.

No. 678. — PROTOCOL¹ ON ARBITRATION CLAUSES, SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 24, 1923.

SIGNATURE.

NEW ZEALAND.

J. ALLEN, for New Zealand.
GENEVA, March 11, 1926.

RATIFICATIONS.

SPAIN	July	29, 1926.
GREECE	May	26, 1926.
NEW ZEALAND	June	9, 1926.

ACCESSIONS.

British Guiana	}	March 12, 1926.
British Honduras		
Jamaica		
Leeward Islands		
Grenada		
St. Lucia		
St. Vincent		
Gambia		
Gold Coast		
Kenya		
Zanzibar		
Northern Rhodesia		
Ceylon		
Mauritius		
Gibraltar		
Malta		
Falkland Islands	}	June 17, 1926.
Iraq and Palestine		
Tanganyika		
St. Helena		July 29, 1926.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 et vol. XXXIX, page 190 de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 157 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 and Vol. XXXIX, page 190 of this Series.

DÉCLARATION PAR LE GOUVERNEMENT ROYAL
D'ITALIE RELATIF A LA NON-EXTENSION AUX
COLONIES ITALIENNES DU PROTOCOLE.

DECLARATION BY THE ROYAL ITALIAN GOVERN-
MENT CONCERNING THE NON-EXTENSION TO
THE ITALIAN COLONIES OF THE PROTOCOL.

*Reçue par le Secrétaire général de la Société des
Nations, le 21 avril 1926.*

*Received by the Secretary-General of the League
of Nations April 21, 1926.*

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

T. S. N.

19 apr. 1926.

SIGNOR SEGRETARIO GENERALE,

Con riferimento alla precorsa corrispondenza avente per oggetto il Protocollo di Ginevra relativo alle clausole di arbitrato in materia commerciale, prego V. E. di voler notificare alle altre Alte Parti contraenti di quell' accordo e, se crede, anche agli Stati autorizzati ad aderire ad esso, che l'Italia non ha ravvisato opportuno di estenderlo alle sue Colonie.

Poiché né all' atto della firma né in occasione della ratifica del Protocollo fu fatta questa dichiarazione, il Regio Governo, valendosi del disposto dello articolo 8 del Protocollo stesso, la fa con la presente nota.

Né sembra che possa considerarsi tardiva, dato che l'articolo 8 non fissa alcun termine per una tale dichiarazione concernente la non estensione del protocollo a territori fra quelli contemplati dal medesimo articolo.

Importa altresì rilevare che nell'istrumento italiano di ratifica non venne inserita, come altrimenti sarebbe stato necessario, una explicata menzione nel senso dell' estensione del Protocollo alle Colonie italiane.

Il Regio Governo confida pertanto che nessuna obiezione possa essere messa alla dichiarazione anzidetta.

Che se peraltro dovesse prevalere un diverso avviso, il R. Governo valendosi della facoltà sancita dall' articolo 8 (ultimo comma) del Protocollo, presenta fin d'ora formale denuncia di esso ai riguardi delle Colonie Italiane.

Gradisca, Signor Segretario Generale, gli atti della mia alta considerazione.

MUSSOLINI.

Sir Eric DRUMMOND,
Segretario Generale della Società
delle Nazioni,
Ginevra.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

19 avril 1926.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Me référant à la correspondance antérieure concernant le Protocole de Genève relatif aux clauses d'arbitrage en matière commerciale, je vous prie de bien vouloir notifier aux Hautes Parties contractantes de cet accord, et également, si vous le jugez opportun, aux États autorisés à y adhérer, que l'Italie n'a pas cru devoir l'étendre à ses colonies. Cette déclaration n'ayant été faite ni au moment de la signature, ni à l'occasion de la ratification du protocole, le Gouvernement royal, s'autorisant des dispositions de l'article 8 dudit protocole, fait la déclaration en question par la présente note.

Il ne semble pas que cette notification puisse être jugée tardive, étant donné que l'article 8 ne fixe pas de délai pour la déclaration concernant la non-extension du protocole à certains des territoires envisagés par ledit article.

Il importe en outre, de faire remarquer que l'instrument de ratification italien ne contient pas de mention explicite — mention qui, autrement, aurait dû y figurer — dans le sens d'une extension du protocole aux colonies italiennes.

Le Gouvernement royal est convaincu, par conséquent, que la déclaration en question ne pourra soulever aucune objection. D'ailleurs, au cas où une opinion contraire serait adoptée, le Gouvernement royal, usant de la faculté accordée par l'article 8 (dernier alinéa) du protocole, signifie dès à présent sa dénonciation formelle dudit protocole, en ce qui concerne les colonies italiennes.

Veillez agréer, etc.

(Signé) MUSSOLINI.

Sir Eric DRUMMOND,
Secrétaire général de la
Société des Nations,
Genève.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.
T. S. N.

ROME, April 19, 1926.

SIR,

With reference to our previous correspondence concerning the Protocol of Geneva on Arbitration Clauses in Commercial Matters, I should be glad if you would notify the other High Contracting Parties to this Agreement and, should you think it advisable, the States entitled to adhere thereto, that Italy does not consider it desirable to extend the Protocol to her Colonies.

In view of the fact that this declaration was not made on the occasion either of signing or of ratifying the Protocol, the Royal Government, availing itself of the stipulations of Article 8 of the Protocol, hereby makes the said Declaration.

It cannot, I think, be regarded as coming too late, since Article 8 does not specify any time-limit for declarations concerning the non-extension of the Protocol to any of the territories mentioned in that article.

I should further point out that the Italian instrument of ratification did not contain, as it should otherwise have done, an explicit statement that the Protocol was extended to the Italian Colonies.

The Royal Government is therefore confident that no objection can be made to the declaration in question.

In case, however, a different view should be taken, the Royal Government, availing itself of the power conferred by the last paragraph of Article 8 of the Protocol, hereby formally denounces it as regards the Italian Colonies.

(Signed) MUSSOLINI.

Sir Eric DRUMMOND,
Secretary-General
of the League of Nations,
Geneva.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 683. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRITISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF NOTIFICATIONS WITH REGARD TO PERSONS OF UNSOUND MIND. LONDON, JUNE 2 AND 5, 1924.

Nº 683. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ÉCHANGE DE NOTIFICATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. LONDRES, LES 2 ET 5 JUIN 1924.

EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE APPLICATION OF THE AGREEMENT OF JUNE 2 AND 5, 1924, AS FROM AUGUST 1, 1926, TO CANADA, AUSTRALIA, NEW ZEALAND, THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE IRISH FREE STATE AND NEWFOUNDLAND. LONDON, MAY 20 AND 26, 1926.

ECHANGE DE NOTES PORTANT APPLICATION DE L'ARRANGEMENT DES 2 ET 5 JUIN 1924 A PARTIR DU 1^{er} AOÛT 1926 AU CANADA, A L'Australie, A LA NOUVELLE-ZÉLANDE, A L'UNION SUD-AFRICAINE, A L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE ET A TERRE-NEUVE. LONDRES, LES 20 ET 26 MAI 1926.

Communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs July 26, 1926.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège, le 26 juillet 1926.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.

No. T 6116/4135/375.

Nº T 6116/4135/375.

May 20th, 1926.

Le 20 mai 1926.

SIR,

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to refer to the Agreement constituted by the notes exchanged on June 2nd and June 5th, 1924, regarding reciprocal notifications in the case of Norwegian subjects in lunatic asylums in Great Britain and British subjects in lunatic asylums in Norway. In compliance with the desire expressed by the Norwegian Government the Governments of His Majesty's self-governing Dominions have been approached and have expressed their willingness to make arrangements with the Government of Norway similar to those set out in that Agreement.

J'ai l'honneur de me référer à l'accord constitué par les notes échangées les 2 et 5 juin 1924 au sujet des notifications réciproques d'internement de sujets norvégiens dans les asiles d'aliénés de Grande-Bretagne et de sujets britanniques dans les asiles d'aliénés de Norvège. Conformément au désir exprimé par le Gouvernement norvégien, les gouvernements des Dominions autonomes de Sa Majesté ont reçu, à ce sujet, une communication, en réponse à laquelle ils se sont déclarés prêts à conclure avec le Gouvernement norvégien des arrangements analogues à ceux qui figurent dans l'accord susindiqué.

¹ Voir vol. XXVII, page 195 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XXVII, p. 195 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2. I have the honour, therefore, to propose that the present note and your reply thereto should be regarded as placing on record that the terms of the Agreement will apply as from the 1st August 1926 in respect of the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland, in the same manner and on the same conditions as they apply between Norway and Great Britain, subject to any modifications as regards procedure which experience may show to be advisable.

I have the honour to be, with high consideration, Sir, Your obedient Servant,

(Signed) AUSTEN CHAMBERLAIN.

Monsieur Daniel STEEN,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 16 juillet 1926.

Pour le ministre :

*Le directeur des Affaires administratives
et juridiques :*

W. M. JOHANNESSEN.

NORWEGIAN LEGATION.

No. 93/1926.

LONDON, *May* 26th, 1926.

SIR,

In a note of May 20th, 1926 (No. T. 6116/4135/375) Your Excellency has been good enough to inform me that in compliance with the desire expressed by the Norwegian Government the Governments of His Majesty's self-governing Dominions have expressed their willingness to make arrangements with the Government of Norway similar to those set out in the Agreement constituted by the notes exchanged on June 2nd and June 5th, 1924, regarding reciprocal notifications in the case

2. En conséquence j'ai l'honneur de vous proposer de considérer la présente note et votre réponse comme constituant officiellement l'extension des termes de l'accord, à partir du 1^{er} août 1926, au Dominion du Canada, au Commonwealth d'Australie, au Dominion de la Nouvelle-Zélande, à l'Union de l'Afrique du Sud, à l'Etat libre d'Irlande et à Terre-Neuve, de la même façon et dans les mêmes conditions qu'entre la Norvège et la Grande-Bretagne, sous réserve de toutes modifications de procédure dont l'expérience pourrait démontrer l'utilité.

Veillez agréer, etc...

Signé : AUSTEN CHAMBERLAIN.

Monsieur Daniel STEEN,
etc., etc., etc.

LÉGATION DE NORVÈGE.

N^o 93/1926.

LONDRES, le 26 *mai* 1926.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par note du 20 mai 1926 (N^o T. 6116/4135/375), Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que, conformément au désir exprimé par le Gouvernement norvégien, les gouvernements des Dominions autonomes de Sa Majesté se sont déclarés prêts à conclure avec le gouvernement norvégien des arrangements analogues à ceux qui figurent dans l'accord constitué par l'échange de notes des 2 et 5 juin 1924, au sujet des notifications réciproques d'internement de sujets britanniques dans les asiles

of British subjects in lunatic asylums in Norway and Norwegian subjects in lunatic asylums in Great Britain.

2. Furthermore Your Excellency has proposed that Your Excellency's above-cited note and my reply thereto should be regarded as placing on record that the terms of the Agreement will apply as from the 1st of August 1926 in respect of the Dominion of Canada, the Commonwealth of Australia, the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State and Newfoundland, in the same manner and on the same conditions as they apply between Norway and Great Britain, subject to any modifications as regards procedure which experience may show to be advisable.

On this occasion I have the honour to state that Your Excellency's proposal meets with the approval of the Norwegian Government.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient, humble Servant,

(Signed) DANIEL STEEN.
Chargé d'Affaires a. i.

The Right Honourable
Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., P.C.,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :
Ministère des Affaires étrangères.
Oslo, le 16 juillet 1926.

Pour le ministre :
*Le directeur des Affaires administratives
et juridiques :*
W. M. JOHANNESSEN.

d'aliénés de Norvège et de sujets norvégiens dans les asiles d'aliénés de Grande-Bretagne.

2. De plus, Votre Excellence a proposé que la note susmentionnée de Votre Excellence et ma réponse, soient considérées comme constituant officiellement l'extension des termes de l'accord, à partir du 1^{er} août 1926, au Dominion du Canada, au Commonwealth d'Australie, au Dominion de la Nouvelle-Zélande, à l'Union de l'Afrique du Sud, à l'Etat libre d'Irlande et à Terre-Neuve, de la même façon et dans les mêmes conditions qu'entre la Norvège et la Grande-Bretagne, sous réserve de toutes modifications de procédure dont l'expérience pourrait démontrer l'utilité.

J'ai l'honneur de déclarer, à ce sujet, que la proposition de Votre Excellence a reçu l'approbation du Gouvernement norvégien.

Veillez agréer, etc.

Signé) DANIEL STEEN.
Chargé d'Affaires a. i.

L'honorable
Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., P.C.,
etc., etc., etc.

N^o 685. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA CIRCULATION ET DU TRAFIC DES PUBLICATIONS OBSCÈNES, OUVERTE A LA SIGNATURE A GENÈVE, DU 12 SEPTEMBRE 1923 AU 31 MARS 1924.

No. 685. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE CIRCULATION OF AND TRAFFIC IN OBSCENE PUBLICATIONS, OPEN FOR SIGNATURE AT GENEVA FROM SEPTEMBER 12, 1923, TO MARCH 31, 1924.

Les Etats suivants ont effectué le dépôt des instruments de ratification aux dates ci-dessous :

BELGIQUE	...	...	31 juillet	1926.
CHINE	...	...	24 février	1926.
VILLE LIBRE DE DANTZIG.	...	...	31 mars	1926.
ROUMANIE	...	...	7 juin	1926.
SUISSE	...	...	20 janvier	1926.

The following States have effected the deposit of the instruments of ratification on the dates mentioned below :

BELGIUM	...	...	July 31,	1926.
CHINA	...	...	February 24,	1926.
FREE CITY OF DANTZIG.	...	...	March 31,	1926.
ROUMANIA	...	...	June 7,	1926.
SWITZERLAND	...	...	January 20,	1926.

ADHÉSIONS.

CANADA	...	...	23 mai	1924.
SAINT-MARIN	...	...	21 avril	1926.

NIGERIA, SEYCHELLES, HONDURAS BRITANNIQUE, CEYLAN, KENYA, ÎLE MAURICE, PROTECTORAT BRITANNIQUE DES ILES SALOMON, COLONIE DES ILES GILBERT ET ELLICE, FIDJI, OUGANDA, TRINITÉ, ZANZIBAR, TERRITOIRE DU TANGANYIKA, ILES SOUS LE VENT, ILES DU VENT, GAMBIE, NYASSALAND, STRAITS SETTLEMENTS, ETATS MALAIS FÉDÉRÉS, BRUNEI, JOHORE, KEDAH, KELANTAN, TRENGGANU, SIERRA LEONE, RHODÉSIE DU NORD, BARBADE, CÔTE DE L'OR, CHYPRE, GIBRALTAR, MALTE, SOMALIE, BASOUTOLAND, SWAZILAND, BECHUANALAND, HONG KONG	} 3 novembre 1926
---	-------------------

ADHESIONS :

CANADA	...	...	May 23,	1924.
SAN MARINO	...	...	April 21,	1926.

NIGERIA, SEYCHELLES, BRITISH HONDURAS, CEYLON, KENYA, MAURITIUS, BRITISH SOLOMON ISLANDS PROTECTORATE, GILBERT AND ELLICE ISLANDS COLONY, FIJI, UGANDA, TRINIDAD, ZANZIBAR, THE TANGANYIKA TERRITORY, LEEWARD ISLANDS, WINDWARD ISLANDS, THE GAMBIA, NYASSALAND, STRAITS SETTLEMENTS, FEDERATED MALAY STATES, BRUNEI, JOHORE, KEDAH, KELANTAN, TRENGGANU, SIERRA LEONE, NORTHERN RHODESIA, BARBADOS, GOLD COAST, CYPRUS, GIBRALTAR, MALTA, SOMALILAND, BASUTOLAND, BECHUANALAND, SWAZILAND, AND HONG KONG	} November 3, 1926
---	--------------------

¹ Vol. XXVII, page 213 ; vol. XXXI, page 260 ; vol. XXXV, page 314 et vol. XXXIX, page 190 de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 213 ; Vol. XXXI, page 260 ; Vol. XXXV, page 314 and Vol. XXXIX, page 190 of this Series.

No. 722. — TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION ¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND POLAND, SIGNED AT WARSAW, NOVEMBER 26, 1923.

No. 722. — TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA POLOGNE, SIGNÉ A VARSOVIE, LE 26 NOVEMBRE 1923.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THIS TREATY TO NIGERIA. WARSAW, OCTOBER 12, AND 31, 1925.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION DES DISPOSITIONS DE CE TRAITÉ AU NIGERIA. VARSOVIE, LES 12 ET 31 OCTOBRE 1925.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, April 14, 1926.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, le 14 avril 1925.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

(N 6091/7/55).
No. 143.

WARSAW, *October 12th, 1925.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In my note No. 13 of 22nd January I had the honour to notify Your Excellency of the desire of His Britannic Majesty's Government that the stipulations of the Anglo-Polish commercial treaty should apply to certain Crown Colonies, Protectorates and Mandated Territories including, amongst others, Nigeria.

2. I now have the honour to inform Your Excellency, under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, that the accession to the treaty on behalf of Nigeria, of which Your Excellency was good enough to take note in your note of 27th February (O. II. T. 196/25), is intended also to cover the British sphere of the Cameroons.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) W. G. MAX MULLER.

His Excellency,
Count SKRZYNSKI.

¹ Vol. XXVIII, page 427; Vol. XXXV, page 316 et vol. XXXIX, page 195 de ce Recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

(N 6091/7/55)
N° 143.

VARSOVIE, *le 12 octobre 1925.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de faire savoir à Votre Excellence, par ma note N° 13 du 22 janvier, que le Gouvernement de Sa Majesté désire que les dispositions du Traité de commerce et de navigation entre la Pologne et le Royaume-Uni soient appliquées à certaines colonies de la Couronne, à certains protectorats et territoires sous mandat, comprenant, entre autres, le Nigeria.

2. J'ai maintenant l'honneur de faire connaître à Votre Excellence, conformément aux instructions du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, que l'adhésion au traité au nom du Nigeria, adhésion dont Votre Excellence a bien voulu prendre acte par sa note du 27 février (O. II. T. 196/25), est également destinée à s'étendre à la zone britannique du Cameroun.

Je saisis, etc.....

(Signé) W. G. MAX MULLER.

Son Excellence
le comte SKRZYNSKI.

¹ Vol. XXVIII, page 427; Vol. XXXV, page 316 et Vol. XXXIX, page 195 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° O. II. T. 2774/25.
(N 6308/7/55.)

VARSOVIE, le 31 octobre 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note N° 143, en date du 12 octobre courant, vous avez bien voulu me communiquer que l'accession de la colonie britannique Nigeria au Traité de commerce et de navigation entre la Pologne et le Royaume-Uni, signé à Varsovie le 26 novembre 1923, est destinée aussi à être étendue à la zone des intérêts britanniques du Cameroun.

En vous accusant réception de la note précitée, dont la teneur a été portée à la connaissance des autorités intéressées, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer les assurances de ma haute considération.

(Signé) AL. SKRZYNSKI.

Son Excellence

Sir William Grenfell Max MULLER,
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de Sa Majesté
britannique à Varsovie.

ECHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION
OF THE STRAITS SETTLEMENTS THIS TREATY.
WARSAW, MAY 29, AND JUNE 12, 1926.

*Communicated by His Britannic Majesty's
Foreign Office, November 3, 1926.*

I.

BRITISH LEGATION.

No. 79.
(N 2986/2182/55.)

WARSAW, 29th May, 1926.

MONSIEUR LE GÉRANT,

I have the honour to inform you, under instructions from His Majesty's Principal Secre-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

II.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
POLISH REPUBLIC.
MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

No. O. II. T. 2774/25.
(N 6308/7/55)

WARSAW, October 31, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

In your note No. 143 of October 12, you were good enough to inform me that the accession on behalf of the British Colony of Nigeria to the Treaty of Commerce and Navigation between Poland and the United Kingdom, signed at Warsaw on November 26, 1923, was intended also to cover the British sphere of the Cameroons.

In acknowledging receipt of this note, the contents of which have been communicated to the authorities whom it concerns, I have the honour, etc.

(Signed) AL. SKRZYNSKI.

His Excellency

Sir William Grenfell MAX MULLER,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister
Plenipotentiary at Warsaw.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION DES
« STRAITS SETTLEMENTS » A CE TRAITÉ, VAR-
SOVIE, LES 29 MAI ET 12 JUIN 1926.

*Communiqué par le Ministère des Affaires
étrangères de Sa Majesté britannique, le
3 novembre 1926.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 79.
(N 2986/2182/55.)

VARSOVIE, le 29 mai 1926.

MONSIEUR LE GÉRANT,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

tary of State for Foreign Affairs, that the Government of the Straits Settlements have intimated their desire to accede to the Anglo-Polish Commercial treaty, signed at Warsaw on 26th November 1923.

I avail myself of this opportunity to renew to you the assurance of my highest consideration.

(Signed) W. G. MAX MULLER.

Monsieur le Gérant
du Ministère des Affaires
étrangères.

II.

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° O. II. T. 1308/26.

VARSOVIE, le 12 juin 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note N° 79 en date du 29 mai dernier, vous avez bien voulu me communiquer que le Gouvernement des Straits Settlements a exprimé le désir d'adhérer au Traité de commerce et de navigation entre la Pologne et le Royaume-Uni, signé à Varsovie le 26 novembre 1923.

En vous accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement polonais, tant en son nom, que pour la Ville libre de Dantzig, se déclare prêt à voir appliquer les dispositions du Traité susmentionné au territoire des Straits Settlements, conformément aux stipulations de l'article VIII du traité en question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) AUGUSTE ZALESKI.

A Son Excellence
Sir William Grenfell Max MULLER,
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de Sa Majesté
britannique, à Varsovie.

Majesté aux Affaires étrangères, que le Gouvernement des Etablissements du Détroit a exprimé le désir d'adhérer au Traité de commerce anglo-polonais, signé à Varsovie le 26 novembre 1923.

Je saisis cette occasion, etc.,

(Signé) G. MAX MULLER.

Monsieur le Gérant
du Ministère des Affaires
étrangères.

II.

POLISH REPUBLIC.
MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.
No. O. II. T. 1308/26.

WARSAW, June 12th, 1926.

SIR,

In your note No. 79 dated May 29th last you were good enough to inform me that the Government of the Straits Settlements had intimated their desire to accede to the Anglo-Polish Treaty of Commerce and Navigation signed at Warsaw on November 26, 1923.

I have the honour to acknowledge the receipt of the note in question, and to inform you that the Polish Government, both for itself and on behalf of the Free City of Danzig, consents to the application of the provisions of the above-mentioned Treaty to the Straits Settlements, in accordance with the terms of Article VIII of the Treaty in question.

I have the honour, etc.

(Signed) AUGUSTE ZALESKI.

To His Excellency
Sir William Grenfell Max MULLER,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister
Plenipotentiary at Warsaw.

No. 739. — TREATY OF COMMERCE¹ AND NAVIGATION BETWEEN FINLAND AND THE UNITED KINGDOM, SIGNED AT HELSINGFORS, DECEMBER 14, 1923.

N^o 739. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA FINLANDE ET LE ROYAUME-UNI, SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 14 DÉCEMBRE 1923.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION OF CERTAIN BRITISH DOMINIONS, COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES TO THIS TREATY, HELSINGFORS JANUARY 25, AND MARCH 13, 1926.

ÉCHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION A CE TRAITÉ POUR CERTAINS DOMINIONS, COLONIES, PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT BRITANNIQUE; HELSINGFORS, LES 25 JANVIER ET 13 MARS 1926.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, June 15, 1926.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande le 15 juin 1926.

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S MINISTER AT HELSINGFORS TO THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

LE MINISTRE DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, A HELSINGFORS, AU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE FINLANDE.

HELSINGFORS, *January 25, 1926.*

HELSINGFORS, *le 25 janvier 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to invite the attention of Your Excellency to the notification made by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to the Finnish Minister in London on August 20th, 1925, of the accession of certain British dominions, colonies, protectorates and mandated territories to the Anglo-Finnish Commercial Treaty of December 14th, 1923. Palestine was included in the list of territories concerned. The Treaty, as Your Excellency is aware, contains a clause granting most-favoured-nation treatment and there is a point which Sir Austen Chamberlain desires me to bring to your notice.

J'ai l'honneur d'attirer l'attention de Votre Excellence sur la communication adressée le 20 août 1925 par le principal secrétaire de Sa Majesté aux Affaires étrangères au ministre de la République finlandaise à Londres, pour notifier l'accession de certains dominions, colonies, protectorats britanniques et territoires sous mandat britannique, au Traité de commerce anglo-finlandais du 14 décembre 1923. La Palestine figurait sur la liste des territoires en question. Votre Excellence n'ignore pas que le traité contient une clause octroyant le traitement de la nation la plus favorisée et il est un point que sir Austen Chamberlain désire que je porte à votre connaissance.

Article 18 of the Mandate for Palestine specifically entitles Palestine to conclude a special Customs agreement with any State the territory of which in 1914 was wholly included in Asiatic Turkey or Arabia, and, in accordance with this provision, Palestine

L'article 18 du mandat pour la Palestine autorise expressément la Palestine à conclure une convention douanière spéciale avec tout Etat dont le territoire était, en 1914, entièrement compris dans la Turquie d'Asie ou l'Arabie, et, conformément à cette disposition, la

¹ Vol. XXIX, page 129 de ce Recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XXIX, page 129 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

has concluded a special Customs agreement with Syria. A revised version of this agreement is now under contemplation, and the question of the possible effect on such an agreement of the most-favoured-nation clause in the Anglo-Finnish Commercial Treaty has been raised.

Apart from the express provision in Article 18 of the Mandate, special arrangements of this kind between adjacent territories are of frequent occurrence, more especially where such territories have previously formed part of a continuous territory. The Anglo-Finnish Commercial Treaty in Article 6 contains a provision limiting the applicability of the most-favoured-nation clause in the case of certain favours granted by Finland to Esthonia, Latvia and Lithuania. On the other hand, it is clearly impracticable for Palestine to accord to other countries the special treatment accorded under the agreement in question to Syria.

It has therefore been decided that the above circumstances should be brought to the notice of the Government of the Republic of Finland and that the latter should be requested to give an undertaking that they will not claim, under the most-favoured-nation clause of their Treaty with this country, to which Palestine has acceded, any special treatment granted by Palestine to Syria under an agreement made in accordance with Article 18 of the Mandate.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

ERNEST RENNIE.

II.

THE FINNISH MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
TO HIS BRITANNIC MAJESTY'S MINISTER AT
HELSINGFORS.

HELSINKI, *March 13, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your note of January 25, 1926, concerning the accession of certain British colonies, protectorates and mandated territories to the Commercial Treaty between Finland and the United Kingdom of Great

Palestine a conclu une convention douanière spéciale avec la Syrie. La revision du texte de cette convention est actuellement à l'étude et la question de l'effet possible, sur une telle convention, de la clause de la nation la plus favorisée inscrite dans le traité commercial anglo-finlandais, a été soulevée.

En dehors de la stipulation expresse de l'article 18 du mandat, des arrangements spéciaux de cette nature entre les territoires limitrophes sont fréquents, surtout lorsque les territoires intéressés faisaient antérieurement partie d'un même pays. Le Traité de commerce anglo-finlandais contient, à l'article 6, une disposition limitant l'application de la clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne certains privilèges accordés par la Finlande à l'Esthonie, à la Lettonie et à la Lithuanie. D'autre part, il est évidemment impossible pour la Palestine d'accorder à d'autres pays le traitement spécial accordé, en vertu de la convention en question, à la Syrie.

En conséquence, il a été décidé que les circonstances ci-dessus seraient portées à la connaissance de la République finlandaise et que ce gouvernement serait prié de s'engager à ne revendiquer, en s'appuyant sur la clause de la nation la plus favorisée inscrite dans le traité conclu par la Finlande avec la Grande-Bretagne — auquel la Palestine a accédé — aucun traitement spécial accordé par la Palestine à la Syrie, en vertu d'un accord conclu conformément à l'article 18 du mandat.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, etc.

ERNEST RENNIE.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE
FINLANDE AU MINISTRE DE SA MAJESTÉ
BRITANNIQUE A HELSINGFORS.

{HELSINGFORS, *le 13 mars 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à votre note en date du 25 janvier 1926 concernant l'accèsion de certaines colonies, protectorats et territoires sous mandat britannique au traité de commerce, conclu le 14 décembre 1923 entre la Finlande et le

Britain and Ireland, of December 14th, 1923, I have the honour to inform you that an ordinance has been issued on March 13, 1926, about the application of this Treaty to the following territories, enumerated in a notification made by His Britannic Majesty's Principal Secretary of State to the Finnish Minister in London on August 20th, 1925, viz. : Barbados, British Guayana, British Honduras, Jamaica, Leeward Islands, Trinidad and Tobago, Windward Islands, Grenada, St. Lucia and St. Vincent; Gambia, Gold Coast, Sierra Leone, Nigeria, Kenya, Uganda, Nyasaland, Tanganyika, Northern Rhodesia, Malta, Cyprus, Ceylon, Hong-Kong, Mauritius, Seychelles, St. Helena, Falkland Islands, Palestine.

As for the special position occupied among these territories by Palestine, in consequence of Article 18 of the Mandate, I have the honour to bring under your notice that the Government of the Republic have consented not to claim, under the most-favoured-nation clause of the Treaty in question, any special treatment granted by Palestine to Syria under an agreement made in accordance with the article mentioned above.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to you the assurance of my highest consideration.

E. N. SETÄLÄ.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'une ordonnance a été édictée, le 13 mars 1926, au sujet de l'application dudit traité aux territoires suivants, énumérés dans une notification faite le 20 août 1925, par le principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique au Ministère de la République finlandaise à Londres, à savoir : Iles Barbades, Guyane britannique, Honduras britannique, Jamaïque, Iles sous le Vent, Trinité et Tobago, Iles du Vent, Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent; Gambie, Côte de l'Or, Sierra Leone, Nigeria, Kenya, Ouganda, Nyassaland, Tanganyika, Rhodésie du Nord, Malte, Chypre, Ceylan, Hong-Kong, Ile Maurice, Seychelles, Sainte-Hélène, Iles Falkland, Palestine.

En ce qui concerne la situation particulière occupée, parmi ces territoires, par la Palestine en raison de l'article 18 du mandat, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République a consenti à ne revendiquer, en s'appuyant sur la clause de la nation la plus favorisée du traité en question, aucun traitement spécial accordé par la Palestine à la Syrie en vertu d'un accord conclu conformément à l'article susmentionné.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, etc.

E. N. SETÄLÄ.

No. 748. — TREATY¹ OF COMMERCE BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND ACCOMPANYING DECLARATION, SIGNED AT LONDON, JULY 14, 1923.

N° 748. — TRAITÉ DE COMMERCE¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET DÉCLARATION ADDITIONNELLE, SIGNÉS A LONDRES, LE 14 JUILLET 1923.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION OF THE UGANDA PROTECTORATE AND OF THE TANGANYIKA TERRITORY TO THIS TREATY, PRAGUE, APRIL 12, JULY 16, 1926 AND JULY 9 AND 16, 1926.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION A CE TRAITÉ DU PROTECTORAT D'UGANDA ET DU TERRITOIRE DE TANGANYIKA. PRAGUE, LES 12 AVRIL ET 16 JUILLET 1926, ET 9 ET 16 JUILLET 1926.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign office, November 3, 1926.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 3 novembre 1926.

¹ Vol. XXIX, page 377 de ce recueil.

¹ Vol. XXIX, page 377, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

(C 8294/494/12)
No. 67/1926.

PRAGUE, *April 12, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my Note No. 85 of June 5th last, I have the honour to inform Your Excellency that His Britannic Majesty's Government desires that the stipulations of the Treaty of Commerce of July 14th, 1923, between the United Kingdom and the Czechoslovak Republic shall apply to the Uganda Protectorate, whose Government has signified its willingness to accede to this Treaty under Articles 9 and 10 thereof.

I have the honour to add that a copy of this Note and of Your Excellency's reply will be transmitted to His Majesty's Government for the purpose of registration with the League of Nations.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) GEORGE N. CLERK.

His Excellency
Dr. Eduard BENEŠ,
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

II.

MINISTERSTVO
ZÁHRANIČNÍCH VĚCI
ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY

Nº 59. 889/IV-5/26.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 12 avril 1926, Nº 67/1926, et se permet de porter à la connaissance de l'honorable Légation de Grande-Bretagne, qu'il a pris note de sa communication concernant l'accès formel du

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

(C 8294/494/12)
Nº 67/1926.

PRAGUE, *le 12 avril 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à ma note Nº 85 du 5 juin dernier, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté britannique désire que les dispositions du Traité de commerce du 14 juillet 1923, entre le Royaume-Uni et la République tchécoslovaque, soient applicables au Protectorat d'Ouganda. Le gouvernement de ce Protectorat s'est déclaré disposé à adhérer à ce traité, conformément aux articles 9 et 10 dudit traité.

J'ai l'honneur de vous signaler, en outre, qu'une copie de la présente note, ainsi que de votre réponse, sera transmise au Gouvernement de Sa Majesté, pour être enregistrée à la Société des Nations.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) GEORGE N. CLERK.

Son Excellence,
M. le Dr Eduard BENÈS,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

II.

MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS OF THE
CZECHOSLOVAK REPUBLIC.

No. 59.889/IV-5/26.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to acknowledge the receipt of the letter No. 67/1926, dated April 12th, 1926, and begs to inform the British Legation that it has taken note of the latter's communication concerning the formal accession of the Uganda

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

protectorat d'Ouganda au Traité de commerce du 14 juillet 1923 entre la République tchécoslovaque et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, et qu'il n'a pas tardé de transmettre le contenu de ladite lettre aux autorités compétentes.

Le Ministère des Affaires étrangères profite de cette occasion pour renouveler à la Légation de Grande-Bretagne les assurances de sa haute considération.

PRAHA, le 16 juillet 1926.

A la Légation de Grande-Bretagne
à Praha.

III.

BRITISH LEGATION.

No. 106/1926.
(C 8295/494/12).

PRAGUE, July 9th, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my Note No. 67/1926 of April 12th last, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government desire that the stipulations of the Treaty of Commerce of July 14th, 1923, between the United Kingdom and the Czechoslovak Republic shall apply to the Tanganyika Territory, whose Government has signified its willingness to accede to this Treaty under Articles 9 and 10 thereof.

I have the honour to add that a copy of this Note and of Your Excellency's reply will be transmitted to His Majesty's Government for the purpose of registration with the League of Nations.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) GEORGE R. CLERK.

His Excellency
Dr. BENEŠ
Minister for Foreign Affairs,
Prague.

Protectorate to the Treaty of Commerce of July 14th, 1923 between the Czechoslovak Republic and the United Kingdom, and that it has duly forwarded the contents of the letter in question to the competent authorities.

The Ministry of Foreign Affairs avails itself of this opportunity to renew to the British Legation the assurance of its high consideration.

PRAGUE, July 16th, 1926.

To the British Legation
in Prague.

III.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 106/1926.
(C 8295/494/12).

PRAGUE, le 9 juillet 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à ma note, N° 67/1926 du 12 avril dernier, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté désire rendre les dispositions du Traité de commerce du 14 juillet 1923, entre le Royaume-Uni et la République tchécoslovaque, applicables au Territoire du Tanganyika. Le gouvernement de ce territoire s'est déclaré disposé à adhérer à ce Traité, aux termes des articles 9 et 10 de ce dernier.

J'ai l'honneur de vous signaler, en outre, qu'une copie de la présente note ainsi que de votre réponse sera transmise au Gouvernement de Sa Majesté, pour être enregistrée à la Société des Nations.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) GEORGE N. CLERK.

Son Excellence,
Monsieur le Dr Ed. BENÈS,
Ministre des Affaires étrangères,
Prague.

IV.

MINISTERSTVO
ZAHRAŇIČNICH VĚCI
ČESKOSLOVENSKÉ REPUBLIKY
N° 108. 221/IV-5/26.

Le Ministère des Affaires étrangères a l'honneur d'accuser réception de la lettre en date du 9 juillet 1926, N° 106/1926, et se permet de porter à la connaissance de l'honorable Légation de Grande-Bretagne, qu'il a pris note de sa communication concernant l'accès formel du territoire de Tanganyika au Traité de Commerce du 14 juillet 1923 entre la République tchécoslovaque et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, et qu'il n'a pas tardé de transmettre cette information aux autorités compétentes.

Le Ministère des Affaires étrangères profite de cette occasion pour renouveler à la Légation de Grande-Bretagne les assurances de sa haute considération.

PRAHA, le 16 juillet 1926.

A la Légation de Grande-Bretagne
à Praha.

IV.

MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS OF THE
CZECHOSLOVAK REPUBLIC.
No. 108.221/IV-5/26.

The Ministry of Foreign Affairs has the honour to acknowledge the receipt of letter No. 106/1926 dated July 9th, 1926, and begs to inform the British Legation that it has taken note of the latter's communication concerning the formal accession of the Tanganyika Territory to the Treaty of Commerce of July 14th, 1923 between the Czechoslovak Republic and the United Kingdom, and that it has duly forwarded this information to the competent authorities.

The Ministry of Foreign Affairs avails itself of this opportunity to renew to the British Legation the assurance of its high consideration.

PRAGUE, July 16th, 1926.

To the British Legation
in Prague.

N° 771. — ACCORD¹ POSTAL ENTRE
LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET
LA SUÈDE, SIGNÉ A CHRISTIANIA,
COPENHAGUE ET STOCKHOLM, LE
26 JUILLET 1924.

No. 771. — POSTAL AGREEMENT¹
BETWEEN DENMARK, NORWAY AND
SWEDEN, SIGNED AT CHRISTIANIA,
COPENHAGEN AND STOCKHOLM,
JULY 26, 1924.

I.

Accord portant modification à l'accord postal et au règlement d'exécution y relatif de 1924, en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1926.

Communiqué par le ministre de Danemark à Berne, le 24 mars 1926.

Agreement modifying the Postal Agreement of 1924 and the Regulations thereto and which came into force January 1, 1926.

Communicated by the Danish Minister at Berne March 24, 1926.

¹ Vol. XXX, page 271, et vol. XXXIX, page 201, de ce Recueil.

¹ Vol. XXX, page 271, and Vol. XXXIX, page 201, of this Series.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

Poststyrelserne i Danmark, Norge og Sverige har i Kraft af de dem af de respektive Regeringer meddelte Bemyndigelser truffet Aftale om følgende fra den 1. Januar 1926 gældende

AENDRINGER TIL OVERENSKOMST AF 26. JULI 1924 OM POSTFORBINDELSEN
MELLEM DANMARK NORGE OG SVERIGE. GÆLDENDE FRA 1. JANUAR 1926.

Artikel 7. — Pkt. 2 ændres til at lyde saaledes :

2. Portoet for mellemrigske Pakkeforsendelser skal altid erlægges ved Forsendelsernes Afgivelse til Postbesørgelse og fastsættes saaledes :

for Pakke, hvis Vægt ikke overstiger.....	1 kg.....	100 Ctr.
— — af Vægt over 1 kg, men ikke over	3 —	150 —
— — — — 3 — — — —	5 —	200 —
— — — — 5 — — — —	10 —	400 —
— — — — 10 — — — —	15 —	800 —
— — — — 15 — — — —	20 —	1200 —

For Pakker, som udveksles direkte mellem Danmark og Norge ved dansk eller norsk Skib, er dog Portoet :

for Pakker, hvis Vægt ikke overstiger 1 kg.....	80 Ctr.
— — af Vægt over 1 kg, men ikke over 3 kg.....	120 —
— — — — 3 — — — — 5 —	160 —

For voluminøse Pakker forhøjes Portoet med 50 pCt.

Artikel 7. — Pkt. 5. a. ændres til at lyde saaledes :

5. a. Portoet deles ved stykkevis Befordring saaledes :

I.	I Udveksling mellem :										
	Danmark og Sverige		Norge og Sverige		Danmark og Norge						
					I Enkelttransit over Sverige			direkte med dansk Skib		direkte med norsk Skib	
	2.		3.		a.	b.	c.	5.		6.	
Dan-	Sve-	Norge	Sve-	Dan-	Sve-	Norge	Dan-	Norge	Dan-	Norge	
mark	rige		rige	mark	rige		mark		mark		
Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	
1. Vægtporto :											
For Pakker af Vægt indtil 1 kg. .	25	75	50	50	25	25	50	50	30	20	60
over 1 indtil 3 kg.	40	110	75	75	40	35	75	65	55	40	80
— 3 — 5 —	50	150	100	100	50	50	100	85	75	60	100
— 5 — 10 —	110	290	200	200	110	90	200	220	180	95	305
— 10 — 15 —	220	580	400	400	220	180	400	435	365	175	625
— 15 — 20 —	330	870	600	600	330	270	600	650	550	255	945

2. Delingen af Portoet for voluminøse Pakker og for Ilpakker foregaar efter samme Regler som Delingen af Vægtportoet.

Artikel 12. — Pkt. 2. De to sidste Punktumer i Stykket affattes saaledes :
Erstatningen for en Pakke kan dog ikke blive højere end :

25	Guldfrancs,	naar	Pakkens	Vægt	ikke	overstiger	5	kg,	
40	—	,	—	—	—	er	over	5	kg, men ikke over 10 kg,
55	—	,	—	—	—	—	—	10	—, — — — 15 —,
70	—	,	—	—	—	—	—	15	—, — — — 20 —,

For bortkomne Pakker og for Pakker, hvis Indhold er fuldstændig ødelagt, erstattes derhos i paakommende Tilfælde den erlagte Befordringsafgift.

AENDRINGER TIL EKSPEDITIONSREGLEMENT TIL OVERENSKOMST AF 26. JULI 1924
OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE. GAELDENDE
FRA 1. JANUAR 1926.

§ 5. « 25 kg » ændres til « 20 kg ».

Pour copie conforme :

Copenhague, le 13 mars 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

I.

NORSK TEKST TIL AENDRINGER I OVERENSKOMST AF 26. JULI 1924 OM POSTFOR-
BINDELSEN MELLEM DANMARK,
NORGE OG SVERIGE.

Artikel 7. — 2. Aendres til å lyde således :

2. Portoen for mellemrikske pakkeforsendelser skal alltid erlægges ved forsendelsen innle-
vering til postvesenet og fastsettes således :

For	pakker,	hvis	vekt	ikke	overstiger	1	kg	.....	100	ctr.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

For pakker som utveksles direkte mellem Norge og Danmark ved norsk eller dansk skib, er
dog portoen :

For	pakker,	hvis	vekt	ikke	overstiger	1	kg	.....	80	ctr.
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

For særpakker for-højes portoen med 50 pct.

Artikel 7. — 5 a ændres til å lyde således :

5 a. Portoen deles ved stykkévis befordring således :

i.	Utteksling mellem :										
	Norge og Sverige		Danmark og Sverige		Norge og Danmark						
					I Enkeltransit over Sverige		direkte med norsk Skib		direkte med dansk Skib		
	2.		3.		4.		5.		6.		
	Norge	Sve- rige	Dan- mark	Sve- rige	Norge	Sve- rige	Dan- mark	Norge	Dan- mark	Norge	Dan- mark
	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.	Ctr.
1. Vektporto :											
For pakker av vekt inntil 1 kg.	50	50	25	75	50	25	25	60	20	30	50
over 1 inntil 3 kg	75	75	40	110	75	35	40	80	40	55	65
over 3 inntil 5 kg	100	100	50	150	100	50	50	100	60	75	85
over 5 inntil 10 kg	200	200	110	290	200	90	110	305	95	180	220
over 10 inntil 15 kg	400	400	220	580	400	180	220	625	175	365	435
over 15 inntil 20 kg	600	600	330	870	600	270	330	945	255	550	650
2. Delingen av portoen for særpakker og for ilpakker foregår efter samme regler som delingen af vektportoén.											

Artikel 12. — 2. De to sidste punktumer i avsnittet avfattes således :

Erstatningen for en pakke kan dog ikke bli høiere enn :

25	gullfranko,	når	pakkens	vekt	ikke	overstiger	5	kg.
40	»	»	»	»	er	over	5	kg., men ikke over 10 kg
55	»	»	»	»	»	»	10	», » » 15 »
70	»	»	»	»	»	»	15	», » » 20 »

For bortkomne pakker og for pakker, hvis innhold er fullstendig ødelagt, erstattes derhos i tilfelle den for befordringen erlagte porto.

NORSK TEKST TIL AENDRINGER I EKSPEDITIONSREGLEMENTET TIL OVERENS-
KOMST AF 26' JULI 1924 OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE
OG SVERIGE.

§ 5. « 25 kg » ændres til « 20 kg ».

Pour copie conforme :

Copenhague, le 13 mars 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

I.

SVENSK TEKST TIL AENDRINGER I OVERENSKOMST AF 26' JULI 1924 OM POST-FORBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE OCH SVERIGE. (GÆLDENDE FRA 1' JANUAR 1926).

Artikel 7. — 2. Befordringsavgiften för mellanriks paket skall städse erläggas vid försändelsens avlämnande till postbehandling och bestämmas sålunda :

om paketets vikt icke överstiger 1 kg	100 centimes
» » » överstiger 1 men ej 3 kg	150 »
» » » » 3 » » 5 »	200 »
» » » » 5 » » 10 »	400 »
» » » » 10 » » 15 »	800 »
» » » » 15 » » 20 »	1200 »

För paket, som mellan Danmark och Norge utväxlas direkt med danskt eller norskt fartyg, äro dock avgifterna :

om paketets vikt icke överstiger 1 kg	80 centimes
överstiger 1 men ej 3 kg	120
3 5	160

För skrymmande paket ökas befordringsavgiften med 50%.

Artikel 7. — 5 a. Befordringsavgifterna delas, när befordringen sker styckevis, sålunda :

1.	I utväxling mellan :										
	Danmark och Sverige		Norge och Sverige		Danmark och Norge						
					i transit styckevis över Sverige			direkt med dansk Fartyg		direkt med norskt Fartyg	
					a.	b.	c.	5.		6.	
		3.		4.		5.		6.			
	Dan- mark	Sve- rige	Norge	Sve- rige	Dan- mark	Sve- rige	Norge	Dan- mark	Norge	Dan- mark	Norge
	C.	C.	C.	C.	C.	C.	C.	C.	C.	C.	C.
i. Viktporto :											
För paket t. o. m. 1 kg.	25	75	50	50	25	25	50	50	30	20	60
över 1 t. o. m. 3 kg	40	110	75	75	40	35	75	65	55	40	80
3 » 5 »	50	150	100	100	50	50	100	85	75	60	100
» 5 » 10 »	110	290	200	200	110	90	200	220	180	95	305
» 10 » 15 »	220	580	400	400	220	180	400	435	365	175	625
» 15 » 20 »	330	870	600	600	330	270	600	650	550	255	945

2. Delning av avgiften för skrymmande paket samt för ilpaket försiggår efter samma grunder som delningen av viktportot.

Artikel 12:2. — 2. Ersättningen för ett mellanriks paket utan angivet värde, som gått förlorat helt eller delvis berövats sitt innehåll eller på annat sätt skadats, medan försändelsen stått under postverkets vård, utgår med ett belopp motsvarande verkliga värdet av förlusten, tillgreppet eller skadan, såframt icke dessa förorsakats genom avsändarens fel eller försumlighet eller äro en följd av försändelsens egen beskaffenhet. Skadeståndet för ett paket kan dock icke överstiga :

25	guldfrancs	för	paket	om	högst	5	kg's	vikt.
40	»	»	»	»	i	vikt	över	5
					men	ej	över	10
55	»	»	»	»	»	»	»	15
70	»	»	»	»	»	»	»	20

För paket, som gått förlorat eller vars innehåll helt och hållet förstörts, återbetalas dessutom i förekommande fall befordringsavgifterna.

EXPEDITIONSREGLEMENTET, § 5.

Maximivikten för paket utgör i allmänhet 20 kg ; dock kan icke till någon ort sändas paket till högre vikt än enligt vederbörande lands inrikes bestämmelser.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 13 mars 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

II.

Accord portant modification à l'accord postal de 1924 entre le Danemark, la Norvège et la Suède, en vigueur à partir du 1^{er} mai 1926.

Agreement modifying the Postal Agreement of 1924 between Denmark, Norway and Sweden and which came into force May 1, 1926.

Communiqué par le ministre de Danemark à Berne le 6 juillet 1926.

Communicated by the Danish Minister at Berne July 6, 1926.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

ÆNDRINGER TIL OVERENSKOMST AF 26. JULI 1924 OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE. GAELDENDE FRA 1. MAJ 1926.

Artikel 2. — Pkt. 2, ændres til at lyde saaledes :

2. Portoet for enkelt Brevkort udgør 12 Øre i Danmark, 15 Øre i Norge og 10 Øre i Sverige og for Brevkort med betalt Svar henholdsvis 24 Øre, 30 Øre og 20 Øre.

Artikel 2. — Pkt. 5, ændres til at lyde saaledes :

5. Anbefalingsgebyret udgør 25 Øre i Danmark, 30 Øre i Norge og 20 Øre i Sverige.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 26 juin 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

II.

NORSK TEKST TIL ENDRINGER I OVERENSKOMST AV 26 JULI 1924 OM POSTFORBINDELSEN MELLEM NORGE, DANMARK OG SVERIGE.

Artikkel 2. Punkt 2, endres til å lyde således :

2. Portoet for enkelt brevkort utgjør 15 øre i Norge, 12 øre i Danmark og 10 øre i Sverige og for brevkort med betalt svar henholdsvis 30 øre, 24 øre og 20 øre.

Artikkel 2.— Punkt 5 endres til å lyde således :

5. Rekommandasjonsgebyret utgjør 30 øre i Norge, 25 øre i Danmark og 20 øre i Sverige.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 26 juin 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

II.

SVENSK TEKST TIL ÄNDRINGER I OVERENSKOMST AF 26 JULI 1924 OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE.

Artikel 2.

I.			
	1 Sverige	1 Danmark	1 Norge
2. Befordringsavgiften för enkelt brevkort utgör	10 öre	12 öre	15 öre
för brevkort med betalt svar	20 —	24 —	30 —
3.			
5. Rekommandationsavgiften utgör i Sverige 20 öre, i Danmark 25 öre och i Norge 30 öre.			

Pour copie conforme :

Copenhague, le 26 juin 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION.

I.

AMENDEMENTS A L'ACCORD DU 26 JUILLET 1924 RELATIF AUX COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE.

(Entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1926.)

Les administrations postales danoise, norvégienne, et suédoise, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par leurs gouvernements respectifs, sont convenues des modifications suivantes à l'Accord postal conclu le 26 juillet 1924 entre le Danemark, la Norvège et la Suède. Ces modifications entrèrent en vigueur le 1^{er} janvier 1926.

Article 7, § 2, sera amendé comme suit :

Les taxes postales des colis expédiés entre le Danemark, la Norvège et la Suède seront toujours acquittées au moment de la remise des colis à la poste ; elles sont fixées comme suit :

Pour les colis dont le poids ne dépasse pas 1 kg	100 cent.
Pour les colis dont le poids dépasse 1 kg., mais ne dépasse pas 3 kg.	150 »
Pour les colis dont le poids dépasse 3 kg., mais ne dépasse pas 5 kg.	200 »
Pour les colis dont le poids dépasse 5 kg., mais ne dépasse pas 10 kg.	400 »
Pour les colis dont le poids dépasse 10 kg., mais ne dépasse pas 15 kg.	800 »
Pour les colis dont le poids dépasse 15 kg., mais ne dépasse pas 20 kg.	1.200 »

Toutefois, les taxes à acquitter pour les colis expédiés directement entre le Danemark et la Norvège ou la Norvège et le Danemark par navire danois ou suédois seront les suivantes :

Pour les paquets dont le poids ne dépasse pas 1 kg.	80 cent.
Pour les paquets dont le poids dépasse 1 kg., mais ne dépasse pas 3 kg.	120 »
Pour les paquets dont le poids dépasse 3 kg., mais ne dépasse pas 5 kg.	160 »

Les taxes d'envoi sont augmentées de 50% en ce qui concerne les colis encombrants.

¹ TRANSLATION.

AMENDMENTS TO THE POSTAL AGREEMENT OF JULY 26, 1924, BETWEEN DENMARK, NORWAY AND SWEDEN.

(In Force from January 1, 1926.)

The Danish, Norwegian and Swedish postal administrations have, in virtue of the powers conferred upon them for that purpose, agreed upon the following amendments to the Postal Agreement concluded on July 26, 1924, between Denmark, Norway and Sweden. These amendments shall come into force on January 1, 1926.

Article 7 (2) shall be amended as follows :

The postage on "inter-State" postal parcels shall in all cases be paid when the parcel is handed in at the post office ; the rates shall be as follows :

For parcels not exceeding 1 kg. in weight	100 centimes
For parcels exceeding 1 kg. but not exceeding 3 kg.	150 »
For parcels exceeding 3 kg. but not exceeding 5 kg.	200 »
For parcels exceeding 5 kg. but not exceeding 10 kg.	400 »
For parcels exceeding 10 kg. but not exceeding 15 kg.	800 »
For parcels exceeding 15 kg. but not exceeding 20 kg.	1,200 »

For parcels conveyed direct between Denmark and Norway by Danish or Norwegian vessels, the postage, however, shall be as follows :

Parcels not exceeding 1 kg	80 centimes
Parcels exceeding 1 kg. but not exceeding 3 kg.	120 »
Parcels exceeding 3 kg. but not exceeding 5 kg.	160 »

For cumbersome parcels an extra charge of 50 centimes is made.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

L'article 7, § 5 a), sera amendé comme suit :
Lorsque le transport sera effectué par colis isolés les taxes seront les suivantes :

		Pour les expéditions entre :												
		Danemark et Norvège						Norvège et Suède						
		Danemark et Suède		Norvège et Suède		En transit par la Suède par colis isolés a. b. c.		Expédition directe par navire danois		Expédition directe par navire norvégien				
2.		3.		4.		5.		6.						
I.		Dane-mark	Suède	Nor-vège	Suède	Dane-mark	Suède	Nor-vège	Dane-mark	Suède	Nor-vège	Dane-mark	Suède	Nor-vège
		Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.
1. Tarif au poids pour colis jusqu'à concurrence 1 kg. inclusivement.		25	75	50	50	25	25	50	50	30	20	60		
de 1 kg. à 3 kg. inclusivement.		40	110	75	75	40	35	75	65	55	40	80		
de 3 kg. à 5 kg. inclusivement.		50	150	100	100	50	50	100	85	75	60	100		
de 5 kg. à 10 kg. inclusivement.		110	200	200	200	110	90	200	220	180	95	305		
de 10 kg. à 15 kg. inclusivement.		220	580	400	400	220	180	400	435	305	175	625		
de 15 kg. à 20 kg. inclusivement.		330	870	600	600	330	270	600	650	550	255	945		

2. Les taxes afférentes aux colis encombrants ainsi qu'aux expéditions en grande vitesse seront calculées d'après l'échelle du tableau ci-dessus concernant les tarifs au poids.

Article 7 (5a) shall be amended as follows :
The proceeds of the postage shall be allocated as follows :

		Mails conveyed between Denmark and Norway												
		Denmark and Norway						Norway and Sweden						
		Denmark and Sweden		Norway and Sweden		in transit separately via Sweden a. b. c.		direct by Danish vessels		direct by Norwegian vessels				
2.		3.		4.		5.		6.						
I.		Den-mark	Swe-den	Nor-way	Swe-den	Nor-way	Den-mark	Swe-den	Nor-way	Den-mark	Swe-den	Nor-way	Den-mark	Swe-den
		Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.	Cent.
(1) Postage :														
For parcels up to 1 kg.		25	75	50	50	25	25	50	50	30	20	60		
Exceeding 1 up to 3 kg. ...		40	110	75	75	40	35	75	65	55	40	80		
» 3 » » 5 »		50	150	100	100	50	50	100	85	75	60	100		
» 5 » » 10 »		110	200	200	200	110	90	200	220	180	95	305		
» 10 » » 15 »		220	580	400	400	220	180	400	435	365	175	625		
» 15 » » 20 »		330	870	600	600	330	270	600	650	550	255	945		

(2) The postage on cumbersome parcels and urgent parcels shall be allocated in accordance with the same rules as in the case of the allocation of postage by weight.

Article 12, § 2. — Les deux derniers alinéas seront redigés comme suit :

- Toutefois, l'indemnité allouée pour un colis ne pourra dépasser :
25 francs-or pour un colis d'un poids maximum de 5 kgs.
- 40 francs-or pour un colis d'un poids supérieur à 5 kgs. mais ne dépassant pas 10 kgs.

Article 12 (2). — The last two sentences shall read as follows :

- “ Compensation for a parcel shall not, however, exceed :
- 25 gold francs for parcels weighing more than 5 kg.
 - 40 gold francs for parcels weighing more than 5 but not more than 10 kg.

55 francs-or pour un colis d'un poids supérieur à 10 kg. mais ne dépassant pas 15 kg.

70 francs-or pour un colis d'un poids supérieur à 15 kg. mais ne dépassant pas 20 kg.

Les taxes postales afférentes aux colis égarés ou dont le contenu aura été entièrement ou partiellement détruit seront remboursées, s'il y a lieu.

AMENDEMENT AU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION, § 5 DE L'ACCORD DU 26 JUILLET 1924. RELATIF AUX COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE.

(Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1926.)

Alinéa 5. — Lire 20 kg. au lieu de 25 kg.

55 gold francs for parcels weighing more than 10 but not more than 15 kg.

70 gold francs for parcels weighing more than 15 but not more than 20 kg.

When parcels have been lost or their contents wholly spoilt, the amount of the postage shall be refunded.

AMENDMENTS TO THE EXECUTIVE REGULATIONS PARAGRAPH 5 OF THE POSTAL AGREEMENT OF JULY 26TH, 1924, BETWEEN DENMARK, NORWAY AND SWEDEN.

(Came into force as from January 1, 1926.)

Paragraph 5. — For 25 kg. read 20 kg.

II.

AMENDEMENT A L'ACCORD DU 26 JUILLET 1924 RELATIF AU COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE.

En vigueur le 1^{er} mai 1926.

L'article 2, alinéa 2, est modifié comme suit :

2. La taxe d'affranchissement des cartes postales simples est de 12 öre au Danemark, de 15 öre en Norvège et de 10 öre en Suède ; celle des cartes postales avec réponse payée est de 24 öre, de 30 öre et de 20 öre respectivement.

L'article 2, alinéa 5, est modifié comme suit :

5. Le droit de recommandation est fixé à 25 öre au Danemark, 30 öre en Norvège et 20 öre en Suède.

AMENDMENTS TO THE POSTAL AGREEMENT OF JULY 26, 1924, BETWEEN DENMARK, NORWAY AND SWEDEN.

In force as from May 1, 1926.

Article 2, paragraph 2 is amended to read as follows :

2. The postage for single postcards shall be 12 øre in Denmark, 15 øre in Norway and 10 øre in Sweden, and for reply-paid postcards 24 øre, 30 øre and 20 øre respectively.

Article 2, paragraph 5 is amended to read as follows :

5. The registration fee shall be 25 øre in Denmark, 30 øre in Norway and 20 øre in Sweden.

N^o 775. — CONVENTION INTERNATIONALE¹ POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES ET PROTOCOLE Y RELATIF. GENÈVE, LE 3 NOVEMBRE 1923.

RATIFICATIONS.

CHINE	23 février 1926.
FRANCE	13 septembre 1926.
HONGRIE	23 février 1926.
PROTECTORAT FRANÇAIS DU MAROC	8 novembre 1926.
NORVÈGE	7 septembre 1926.
SUÈDE	12 février 1926.
RÉGENCE DE TUNIS (Protectorat français)	8 novembre 1926

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 et vol. XXXIX, page 208 de ce recueil.

No. 775. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS FORMALITIES AND PROTOCOL RELATING THERETO. GENEVA, NOVEMBER 3, 1923.

RATIFICATIONS.

CHINA	February 23, 1926.
FRANCE	September 13, 1926.
HUNGARY	February 23, 1926.
FRENCH PROTECTORATE OF MOROCCO	November 8, 1926.
NORWAY	September 7, 1926.
SWEDEN	February 12, 1926.
REGENCE OF TUNIS (French Protectorate)	November 8, 1926.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 and Vol. XXXIX, page 208 of this Series.

N^o 792. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS AUTRICHIEN ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL ET MARITIME PROVISOIRE. CHRISTIANIA, LE 3 DÉCEMBRE 1924.

No. 792. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE AUSTRIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS, CONSTITUTING A PROVISIONAL AGREEMENT ON COMMERCE AND NAVIGATION, CHRISTIANIA, DECEMBER 3, 1924.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

ACCORD ³ ADDITIONNEL CONCERNANT UNE MODIFICATION DE L'ACCORD CI-DESSUS, SIGNÉ A BERLIN, LE 6 FÉVRIER 1926.

ADDITIONAL AGREEMENT ³ CONCERNING AN AMENDMENT TO THE ABOVE AGREEMENT, SIGNED AT BERLIN, FEBRUARY 6, 1926.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège, le 2 octobre 1926.

Communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs October 2, 1926.

Les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus de la stipulation suivante qui formera partie intégrante de l'accord commercial du 3 décembre 1924 :

The undersigned, duly authorised for this purpose, have agreed upon the following provision, which shall form an integral part of the Commercial Agreement of December 3, 1924.

La marchandise sousmentionnée, importée de Norvège en Autriche, sera soumise aux droits d'entrée suivants :

The under-mentioned goods shall be subject to the following import duties on being imported from Norway into Austria :

N ^o du tarif autrichien	Désignation de la marchandise	Droits d'entrée aux 100 kg. cour. or
ex 107 ex b)	harengs « Kippered »	40.—

Austrian Tariff Number	Description of Goods	Import Duty per 100 kilos in Gold Crowns
ex 107 b.	“ Kippered ” herrings.	40

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications seront échangées à Berlin.

The present Agreement shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged in Berlin.

Il entrera en vigueur dix jours après l'échange des ratifications et continuera à sortir ses effets aussi longtemps que l'Accord commercial du 3 décembre 1924.

It shall come into force ten days after the exchange of the instruments of ratification and shall continue in operation for as long as the Commercial Agreement of December 3, 1924.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent arrangement.

In faith whereof, the undersigned have signed the present Agreement.

Fait en double, à Berlin, le 6 février 1926.

Done in duplicate in Berlin on February 6, 1926.

A. SCHEEL.
Dr FELIX FRANK.

A. SCHEEL.
Dr. FELIX FRANK.

Pour copie conforme :
Le Ministère des Affaires étrangères à Oslo,
le 27 septembre 1926.

*Le Directeur des Affaires politiques
et commerciales :*

G. VON TANGEN.

¹ Vol. XXXI, page 151 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

³ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 16 septembre 1926.

¹ Vol. XXXI, page 151 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

³ The exchange of ratifications took place at Berlin, September 16, 1926.

N° 798. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET HELLENIQUE, CONCERNANT LA PROROGATION JUSQU'AU 1^{er} MARS 1925, DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, SIGNÉ A ATHÈNES, LE 13/25 DÉCEMBRE 1843, ET A COPENHAGUE, LE 31 OCTOBRE 1846. BERLIN, LE 10 DÉCEMBRE 1924.

No. 798. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE DANISH AND GREEK GOVERNMENTS CONCERNING THE PROLONGATION UNTIL MARCH 1, 1925 OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION, SIGNED AT ATHENS, DECEMBER 13/25, 1843, AND AT COPENHAGEN, OCTOBER 31, 1846. BERLIN, DECEMBER 10, 1924.

²TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DU TRAITÉ CI-DESSUS, JUSQU'AU 30 AVRIL 1926.

Communiqué par le ministre de Danemark à Berne, le 15 avril 1926.

LÉGATION DE GRÈCE
A BERLIN.

BERLIN, le 30 mars 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en attendant la conclusion d'un traité de commerce définitif entre le Danemark et la Grèce, mon gouvernement m'a autorisé à procéder, d'un commun accord avec Votre Excellence, à la prorogation, pour un mois encore, du régime conventionnel en vigueur entre nos deux pays, qui serait ainsi prorogé jusqu'au 30 avril 1926, dans les conditions énoncées dans la lettre de cette Légation, sub N° 2766, en date du 22 décembre 1925, et dans la lettre responsive de Votre Excellence, en date du 29 décembre.

Je vous serais obligé, Monsieur le Ministre,

I.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION UNTIL APRIL 30, 1926, TREATY OF THE ABOVE.

Communicated by the Danish Minister at Berne, April 15, 1926.

GREEK LEGATION
AT BERLIN.

BERLIN, March 30, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that, awaiting the conclusion of a definitive treaty of commerce between Denmark and Greece, my Government has authorised me to arrange, in agreement with your Excellency, for a further prolongation for one month of the conventional regime in force between our two countries, which would therefore be prolonged until April 30, 1926, on the conditions indicated in the letter from this Legation sub No. 2766, dated December 22, 1925 and in your Excellency's reply dated December 29.

I should be greatly obliged if you would

¹ Vol. XXXI, page 229 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XXXI, page 229 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

si vous vouliez bien me faire part de la décision de votre gouvernement à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) E. CANELLOPOULOS.

inform me of your Government's decision on this point.

I have the honour to be, etc.

(Signed) E. CANELLOPOULOS.

Son Excellence

Monsieur H. ZAHLE,
Envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté le Roi du Danemark,
En Ville.

His Excellency M. Herluf ZAHLE,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of His Majesty
the King of Denmark,
Berlin.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 7 avril 1926

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

LÉGATION DE DANEMARK.

DANISH LEGATION.

BERLIN, le 31 mars 1926.

BERLIN, March 31, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note N° 840 du 30 courant par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que votre gouvernement vous a autorisé à procéder à la prorogation, pour un mois encore, du régime conventionnel en vigueur entre nos deux pays, qui serait ainsi prorogé jusqu'au 30 avril 1926, dans les conditions énoncées dans la lettre de la Légation de Grèce — N° 2766 — du 22 décembre 1925 et dans ma lettre responsive en date du 29 décembre 1925.

Me référant à ladite note, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le gouvernement royal, de son côté, accepte la prorogation du Traité en question à partir du 31 courant jusqu'au 30 avril 1926, sous les conditions indiquées dans votre note précitée.

I have the honour to acknowledge your note No. 840 of the 30 inst., in which your Excellency is good enough to inform me that your Government has authorised you to arrange for a further prolongation, for one month, of the conventional regime in force between our two countries, which would therefore be prolonged until April 30, 1926, on the conditions indicated in the letter from the Greek Legation — No. 2766 — of December 22, 1925, and in my reply dated December 29, 1925.

With reference to the said note, I have the honour to inform you that the Royal Government, on its side, agrees to the prolongation of the Treaty in question from the 31st instant until April 30, 1926, on the conditions indicated in your Note.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) HERLUF ZAHLE.

Son Excellence
Monsieur E. CANELLOPOULOS,
Envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire de Grèce,
à Berlin.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 7 avril 1926,

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HERLUF ZAHLE.

His Excellency
M. E. CANELLOPOULOS,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Greece,
Berlin.

II.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION
DU TRAITÉ CI-DESSUS JUSQU'AU 31 MAI 1926.

*Communiqué par le ministre de Danemark à
Berne, le 11 mai 1926.*

LÉGATION DE GRÈCE
A BERLIN.
N° 996.

BERLIN, le 20 avril 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à ma lettre sub N° 840 en date du 30 mars et à la lettre responsive de Votre Excellence en date du 31 mars, concernant la prorogation jusqu'au 30 avril *a. c.* du régime conventionnel en vigueur entre nos deux pays, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que mon gouvernement m'a autorisé à procéder d'un commun accord avec Votre Excellence à une nouvelle prorogation jusqu'au 31 mai 1926 du régime conventionnel en question, toujours dans les mêmes conditions, qui se trouvent énoncées dans la lettre de cette Légation en date du 22 décembre 1925 et dans la réponse de Votre Excellence, datée du 29 décembre.

Je vous serais obligé, Monsieur le Ministre, si vous vouliez bien me faire connaître le consentement de votre gouvernement à la pro-

II.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROLONGATION UNTIL MAY 31, 1926 OF THE ABOVE TREATY.

*Communicated by the Danish Minister at Berne,
May 11, 1926.*

GREEK LEGATION
AT BERLIN.
No. 996.

BERLIN, April 20, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my letter sub No. 840 of March 30, and to your Excellency's reply dated March 31, concerning the prolongation until April 30, 1926, of the conventional regime in force between our two countries, I have the honour to inform you that my Government has authorised me to arrange in agreement with your Excellency for a further prolongation until May 31, 1926, of the conventional regime in question, under the same conditions, such conditions being laid down in the letter from this Legation dated December 22, 1925, and in Your Excellency's reply dated December 29.

I should be greatly obliged, Monsieur le Ministre, if you would inform me of your Government's consent to the prolongation for a

rogation en question pour un mois encore du régime actuellement en vigueur.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre de Grèce :
(Signé) E. CANELLOPOULOS.

further period of one month of the conventional regime at present in force.

I have the honour to be, etc.

The Minister of Greece :
(Signed) E. CANELLOPOULOS.

Son Excellence
Monsieur H. ZAHLE,
Envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire de Danemark,
etc., etc., etc.
En Ville.

His Excellency
M. H. ZAHLE,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Denmark,
etc., etc., etc.
Berlin.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 5 mai 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

LÉGATION DE DANEMARK.

DANISH LEGATION.

Journal — N^o 76.D.14
L. N^o 2181.

Journal — No. 76.D.14.
L. No. 2181.

BERLIN, le 30 avril 1926.

BERLIN, April 30, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai eu l'honneur de recevoir la note N^o 996 du 20 courant par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que votre gouvernement vous a autorisé à procéder à une nouvelle prorogation, jusqu'au 31 mai 1926, du régime conventionnel en vigueur entre nos deux pays, toujours dans les mêmes conditions qui se trouvent énoncées dans la lettre de votre Légation en date du 22 décembre 1925 et dans la réponse de cette Légation datée du 29 décembre 1925.

Me référant à ladite note, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le gouvernement royal, de son côté, accepte la prorogation du Traité en question à partir de 30 courant jusqu'au

I have the honour to acknowledge your note No. 996 of the 20th ult., in which your Excellency is good enough to inform me that your Government has authorised you to arrange for a further prolongation, until May 31, 1926, of the conventional regime in force between our two countries, under the same conditions, such conditions being laid down in the letter from your Legation dated December 22, 1925, and in the reply from this Legation dated December 29, 1925.

With reference to the said Note, I have the honour to inform you that the Royal Government, on its side, agrees to the prolongation of the Treaty in question from the 30th ult.

31 mai 1926 sous les conditions indiquées dans votre note précitée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) HERLUF ZAHLE.

Son Excellence

Monsieur E. CANELLOPOULOS,
Envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire de Grèce,
à Berlin.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 7 avril 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

until May 31, 1926, on the conditions indicated in your above-mentioned note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HERLUF ZAHLE.

His Excellency

M. E. CANELLOPOULOS,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Greece,
Berlin.

III.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION
DU TRAITÉ CI-DESSUS JUSQU'AU 31 AOUT 1926.

*Communiqué par le chargé d'affaires a. i. de
Danemark à Berne, le 9 juin 1926.*

LÉGATION DE GRÈCE
A BERLIN.

BERLIN, le 23 mai 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Faisant suite à ma lettre en date du 20 avril, sub N° 996, relative à la prorogation du régime conventionnel en vigueur entre la Grèce et le Danemark jusqu'au 31 mai *a. c.*, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que mon gouvernement m'a autorisé à procéder d'un commun accord avec elle à une nouvelle prorogation du régime en question pour une période de trois mois encore, à savoir jusqu'au 31 août 1926, toujours dans les mêmes conditions qui se trouvent énoncées dans la lettre de cette légation, en date du 22 décembre 1925, et dans la réponse de Votre Excellence, datée du 29 décembre.

III.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PRO-
LONGATION UNTIL AUGUST 31, 1926, OF THE
ABOVE TREATY.

*Communicated by the Danish Chargé d'Affaires
a.i. at Berne, June 9, 1926.*

GREEK LEGATION
IN BERLIN.

BERLIN, May 23, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to my letter of April 20, No. 996, concerning the prolongation of the conventional regime in force between Greece and Denmark until May 31, 1926, I have the honour to inform your Excellency that my Government has authorised me to arrange in agreement with yourself for a further prolongation of the regime in question, for a period of three months, that is to say, until August 31, 1926, under the same conditions, such conditions being laid down in the letter from this Legation dated December 22, 1925, and in your Excellency's reply dated December 29.

Je vous serais obligé, Monsieur le Ministre, si vous vouliez bien me faire connaître le consentement de votre gouvernement à la prorogation en question pour trois mois encore du régime conventionnel actuellement en vigueur entre nos deux pays.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre de Grèce :

(Signed) E. CANELLOPOULOS.

Son Excellence

Monsieur HERLUF ZAHLE,
Envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire
de Danemark.
En Ville.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 1^{er} juin 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

BERLIN, le 27 mai 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de recevoir la note N° 1217 du 23 courant par laquelle Votre Excellence a bien voulu m'informer que votre gouvernement vous a autorisé à procéder à une nouvelle prorogation, jusqu'au 31 août 1926, du régime conventionnel en vigueur entre nos deux pays, toujours dans les mêmes conditions qui se trouvent énoncées dans la lettre de votre légation en date du 22 décembre 1925 et dans la réponse de cette légation, datée du 29 décembre 1925.

Me référant à ladite note, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le gouvernement royal, de son côté, accepte la prorogation du traité en question à partir du 31 ct. jusqu'au 31 août

I should be greatly obliged if you would inform me of your Government's consent to the prolongation for a further period of three months of the conventional regime at present in force between our two countries.

I have the honour to be, etc.

The Minister of Greece :

(Signed) E. CANELLOPOULOS.

His Excellency

M. Herluf ZAHLE,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Denmark,
Berlin.

BERLIN, May 27, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge your Note No. 1217 of the 23rd instant, in which your Excellency is good enough to inform me that your Government has authorised you to arrange for a further prolongation, up to August 31, 1926, of the conventional regime in force between our two countries, under the same conditions, such conditions being laid down in the letter from your Legation dated December 22, 1925, and in the reply from this Legation dated December 29, 1925.

With reference to the said Note, I have the ment on its side agreeshat the Royal Government on its side agrees to the prolongation of the Treaty in question from the 31st instant

1926 sous les conditions indiquées dans votre note précitée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) HERLUF ZAHLE.

Son Excellence
Monsieur E. CANELLOPOULOS,
Envoyé extraordinaire et
ministre plénipotentiaire de Grèce,
à Berlin.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 1^{er} juin 1926,

Georg COHN,

Chef du Service danois de la Société des Nations.

until August 31, 1926, on the conditions indicated in your Note.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HERLUF ZAHLE.

His Excellency
M. E. CANELLOPOULOS,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Greece,
Berlin.

N^o 800. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET PORTUGAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE POUR LE RÈGLEMENT DES RÉLATIONS COMMERCIALES ENTRE LES PAYS-BAS ET LE PORTUGAL, LISBONNE, LE 27 AOUT 1924.

No. 800. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGUESE GOVERNMENTS ESTABLISHING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGAL, LISBON, AUGUST 27, 1924.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION A PARTIR DU 1^{er} SEPTEMBRE 1926, POUR UNE PÉRIODE D'UN AN, DU « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL DU 27 AOUT 1924. LISBONNE, LE 5 AOUT 1926.

Communiqué par le chargé d'affaires des Pays-Bas à Berne le 9 novembre 1926.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROROGATION AS FROM SEPTEMBER 1, 1926, AND FOR ONE YEAR, OF THE COMMERCIAL "MODUS VIVENDI" OF AUGUST 27, 1924. LISBON, AUGUST 5, 1926.

Communicated by the Netherlands Chargé d'Affaires at Berne, November 9, 1926.

I.

LÉGATION ROYALE DES PAYS-BAS.
N^o 365.

LISBONNE, le 5^o août 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux ordres du ministre des Affaires étrangères à La Haye, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, que le Gouvernement de Sa Majesté la Reine approuve

¹ Vol. XXXI, page 235 et vol. XXXIV, page 211 de ce recueil.

¹ Vol. XXXI, page 235 and Vol. XXXIX, page 211 of this Series.

de proroger à partir du 1^{er} septembre prochain, et pour la période d'un an, le *modus vivendi* commercial entre les Pays-Bas et le Portugal, signé le 27 août 1924 à Lisbonne.

Le Gouvernement de la Reine s'engage à ne pas changer pendant la durée de cet accord le système préférentiel, accordé aux Pays-Bas aux vins d'Oporto et de Madeira, à condition que le pourcentage d'alcool ne dépasse pas 22°, et que ces vins soient accompagnés, à leur importation aux Pays-Bas, de certificats d'origine délivrés par les autorités portugaises compétentes.

En outre le Gouvernement de la Reine propose d'insérer dans l'accord comme article 4 la disposition suivante :

« Les commis-voyageurs des maisons néerlandaises jouiront au Portugal et les commis-voyageurs des maisons portugaises jouiront aux Pays-Bas du traitement accordé à la nation la plus favorisée. »

Les articles 4, 5 et 6 de l'accord actuel porteront, en conséquence, à partir du 1^{er} septembre prochain les numéros 5, 6 et 7.

En ajoutant que le Gouvernement de la Reine considère l'accord en question comme étant prorogé pour la période d'un an, à partir du 1^{er} septembre 1926 pour terminer le 31 août 1927 en vertu de la présente note, ainsi que de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, je saisis cette occasion pour vous offrir, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

H. M. VAN HAERSMA DE WITH.

Son Excellence Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères,
à Lisbonne.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS
ESTRANGEIROS.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

DIRECÇÃO GERAL DOS NEGÓCIOS
COMERCIAIS E CONSULARES.

DIRECTION GÉNÉRALE DES
AFFAIRES COMMERCIALES
ET CONSULAIRES.

1^a Repartição.
N^o. 51/26.

1^{re} Section.
N^o 51/26.

LISBOA, 5^{de} Agosto 1926.

LISBONNE, le 5 août 1926.

SENHOR MINISTRO,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Por nota datada de hoje, digna-se V. Ex. ^a comunicar-me que o Governo dos Países-Baixos aprova a prorrogação por um ano, a

Par note en date de ce jour vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement des Pays-Bas est disposé à proroger

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

partir de 1.º de setembro próximo, do modus vivendi comercial entre Portugal e os Países-Baixos, assinado em Lisboa a 27 de Agosto de 1924.

Acrescenta V. Ex.ª que o Governo Neerlandez se compromete a não alterar, durante a vigência do acôrdo, o sistema preferencial concedido nos Países-Baixos aos vinhos do Porto e da Madeira, que não excedem a gradação alcoólica de 22 graus e sejam acompanhados, á importação nos Países-Baixos, de certificados de origem das autoridades portuguesas competentes.

Além disso, o Governo da Rainha propõe inserir no acôrdo, como artigo 4, a clausula seguinte :

« Os caixeiros viajantes neerlandez gozarão em Portugal e os caixeiros viajantes portugueses gozarão nos Países-Baixos do tratamento concedido á nação mais favorecida. »

Os artigos 4, 5 e 6 do acôrdo vigente passarão, por consequência, a partir de 1.º de setembro próximo, a ter os numeros 5, 6 e 7.

Em resposta, tenho a honra de participar a V. Ex.ª que o Governo da República aprova a prorrogação do acôrdo, com as adições propostas, por um ano, de 1.º de setembro próximo a 31 de Agosto de 1927. O Governo Português considera celebrado o acôrdo pela presente nota e pela nota correspondente que V. Ex.ª se serviu entregar-me.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Ex.ª os protestos da minha alta consideração.

DR. BETTENCOURT-RODRIGUEZ.

Senhor Jonkheer

H. M. VAN HAERSMA DE WITH.
&c., &c., &c...

pour une année à partir du 1^{er} septembre prochain, le *modus vivendi* commercial entre le Portugal et les Pays-Bas signé à Lisbonne, le 27 août 1924.

Vous voulez bien déclarer, en outre, que le Gouvernement néerlandais s'engage à ne pas modifier, pendant la durée de validité de cet accord, le système préférentiel accordé par les Pays-Bas aux vins de Porto et de Madère à condition que la force alcoolique de ces vins ne dépasse pas 22° et que ces vins soient accompagnés à leur importation aux Pays-Bas de certificats d'origine délivrés par les autorités portugaises compétentes.

En outre, le Gouvernement de la Reine propose d'insérer dans l'accord comme article 4 la disposition suivante :

« Les commis-voyageurs des maisons néerlandaises jouiront au Portugal et les commis-voyageurs des maisons portugaises jouiront aux Pays-Bas du traitement accordé à la nation la plus favorisée. »

Les articles 4, 5 et 6 de l'accord actuel porteront, en conséquence, à partir du 1^{er} septembre prochain les numéros 5, 6 et 7.

En réponse j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République accepte la prorogation de l'accord avec les additions proposées pour la durée d'une année à partir du 1^{er} septembre prochain, jusqu'au 31 août 1927. Le Gouvernement portugais considère l'accord comme conclu en vertu de la présente note, ainsi que de la note concordante que Votre Excellence a bien voulu me faire parvenir.

Veillez, etc...

D^r BETTENCOURT-RODRIGUEZ.

Monsieur le Jonkheer

H. M. VAN HAERSMA DE WITH,
etc., etc., etc...

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 365.

LISBON, August 5, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

In conformity with the orders of the Minister for Foreign Affairs at The Hague, I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government agrees to prolong for a period of one year, as from September 1st next, the commercial *modus vivendi* between the Netherlands and Portugal, signed on August 27, 1924, at Lisbon.

Her Majesty's Government undertakes not to make any modifications, so long as this agreement remains in force, in the preferential treatment accorded in the Netherlands to port and Madeira wines, on condition that the percentage of alcohol does not exceed 22%, and that such wines are accompanied on import into the Netherlands by certificates of origin granted by the competent Portuguese authorities.

Further, Her Majesty's Government proposes to insert in the agreement the following provision as Article 4 :

“ Commercial travellers of Netherlands firms shall enjoy in Portugal, and commercial travellers of Portuguese firms shall enjoy in the Netherlands, most-favoured-nation treatment. ”

Articles 4, 5 and 6 of the present agreement will in consequence bear the numbers 5, 6 and 7, as from September 1st next.

I have the honour to add that Her Majesty's Government considers the above agreement to be prolonged for a period of one year as from September 1, 1926, to August 31, 1927, by virtue of the present Note, and of the corresponding Note which Your Excellency will be good enough to send me. I am, etc...

H. M. VAN HAERSMA DE WITH.

His Excellency
the Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.
GENERAL SECTION OF COMMERCIAL
AND CONSULAR AFFAIRS.
FIRST DEPARTMENT.

No. 51/26.

LISBON, August 5, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

By your Note of to-day's date Your Excellency was good enough to inform me that the Netherlands Government agrees to prolong for one year, as from September 1st next, the commercial *modus vivendi* between Portugal and the Netherlands, signed at Lisbon on August 27, 1924.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Your Excellency further states that the Netherlands Government undertakes not to make any modifications, as long as this agreement remains in force, in the preferential treatment accorded in the Netherlands to port and Madeira wines, on condition that the percentage of alcohol does not exceed 22%, and that such wines are accompanied on import into the Netherlands by certificates of origin granted by the competent Portuguese authorities.

Further, Her Majesty's Government proposes to insert in the agreement the following provision as Article 4 :

“ Commercial travellers of Netherland firms shall enjoy in Portugal, and commercial travellers of Portuguese firms shall enjoy in the Netherlands, most-favoured-nation treatment. ”

Articles 4, 5 and 6 of the present agreement will in consequence bear the numbers 5, 6 and 7, as from September 1st next.

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that the Portuguese Government agrees to the prolongation of the agreement, with the additions proposed, for one year, as from September 1st next, to August 31, 1927. The Portuguese Government considers the agreement as brought into force by virtue of the present Note and of the corresponding Note which Your Excellency was good enough to send me.

I have, etc...

DR. BETTENCOURT-RODRIGUEZ.

Jonkheer H. M. VAN HAERSMA DE WITH,
etc., etc...

N^o 827. — ECHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET PORTUGAIS COMPORTANT UN ACCORD PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES. BERLIN, LE 28 AVRIL 1923.

No. 827. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE GERMAN AND PORTUGUESE GOVERNMENTS ESTABLISHING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS. BERLIN, APRIL 28, 1923.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DUDIT ACCORD, AVEC CERTAINS AMENDEMENTS, JUSQU'AU 2 JANVIER 1926. LISBONNE, LE 31 DÉCEMBRE 1924.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROROGATION OF THE SAID AGREEMENT, WITH CERTAIN AMENDMENTS, UNTIL JANUARY 2, 1926. LISBON, DECEMBER 31, 1924.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE CE DERNIER ACCORD JUSQU'AU 31 MARS, 30 AVRIL ET 2 JUIN 1926. LISBONNE, LES 23 DÉCEMBRE 1925, 23 MARS ET 3 ET 14 AVRIL 1926.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE PROROGATION OF THIS LAST AGREEMENT UNTIL MARCH 31, APRIL 30 AND JUNE 2, 1926. LISBON, DECEMBER 23, 1925, MARCH 23, AND APRIL 3 AND 14, 1926.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 août 1926.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 3, 1926.

¹ Vol. XXXII, page 385, et vol. XXXIX, page 213 de ce recueil.

¹ Vol. XXXII, page 385, and Vol. XXXIX, page 213, of this Series.

I.

NOTE DU MINISTRE D'ALLEMAGNE A LISBONNE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE PORTUGAL.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

J. Nr. 2215.

LISSABON, *den 23. Dezember 1925.*

Der unterzeichnete ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister des Deutschen Reiches beehrt sich, im Auftrage seiner Regierung Seiner Exzellenz dem Herrn Minister der auswärtigen Angelegenheiten der Portugiesischen Republik das Folgende zu erklären :

Das provisorische Handelsabkommen, welches von den Vertretern der Deutschen und Portugiesischen Regierung am 31. Dezember 1924 in Lissabon gezeichnet worden ist, wird hiermit bis zum 31. März 1926 verlängert.

Gez. VORETZSCH.

Seiner Exzellenz,
Herrn Dr. Vasco BORGES,
Minister der auswärtigen Angelegenheiten,
Lissabon.

NOTE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE PORTUGAL AU MINISTRE D'ALLEMAGNE
A LISBONNE.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.
DIRECÇÃO GERAL DOS NEGÓCIOS COMERCIAIS
E CONSULARES.

O abaixo assinado, Ministro dos Negócios Estrangeiros da Republica Portuguesa, devidamente autorizado pelo seu Governo, tem a honra de declarar a Sua Excélencia o Senhor Ministro da Alemanha o seguinte :

O acôrdo comercial provisório, assinado em Lisboa em 31 de Dezembro de 1924, pelos Representantes dos Governos Portuguez e Alemão, é prorogado até 31 de Março de 1926.

LISBOA, *23 de Dezembro de 1925.*

VASCO BORGES.

Senhor Dr. E. A. VORETZSCH,
etc., etc., etc.

II.

NOTE DU MINISTRE D'ALLEMAGNE A LISBONNE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE PORTUGAL.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.

J. Nr. 502.

LISSABON, den 23. März 1926.

HERR MINISTER,

Im Hinblick darauf, dass das neue Handelsabkommen bereits gezeichnet ist, aber wegen der Osterferien des Reichstags vor dem Ablauf des alten Abkommens nicht ratifiziert werden kann, beehre ich mich im Auftrage meiner Regierung Euerer Exzellenz vorzuschlagen, das provisorische Handelsabkommen, welches von den Vertretern der Deutschen und Portugiesischen Regierung am 31. Dezember 1924 in Lissabon gezeichnet ist, bis zum 30. April 1926 zu verlängern. Meine Regierung wird das Nötige veranlassen, damit der Reichstag sich über das zukünftige Handelsabkommen bis zum 22. April entscheidet.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

Seiner Exzellenz
Herrn Dr. Vasco BORGES,
Minister der auswärtigen Angelegenheiten,
Lissabon.

VORETZSCH.

NOTE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE PORTUGAL AU MINISTRE D'ALLEMAGNE
A LISBONNE.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTERIO DOS NEGOCIOS
ESTRANGEIROS.

378/26.

LISBOA, 23 de Março de 1926.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de acusar a recepção da nota datada de hoje, pela qual V. Exa se serviu, em nome do seu Governo, propôr a prorrogação até 30 de Abril próximo do acordo comercial entre Portugal e a Alemanha de 31 de Dezembro de 1924, visto ser impossivel, por motivo das férias da Paschoa, conseguir até ao fim de mez a aprovação pelo Reichstag do acôrdo comercial assinado em 20 do corrente. Acrescenta V. Ex^a que o seu Governo se esforçará para que o Parlamento Alemão se pronuncie sôbre o acôrdo ultimamente celebrado até 22 de Abril proximo.

Em resposta, tenho a honra de comunicar a V. Ex^a que, atendendo á razão apresentada pelo Governo do Reich e registando a sua declaração de se empenhar pela ação parlamentar, antes da data indicada do acôrdo recentemente concluido, o Governo da Republica, pela presente troca de notas, considera prorogado até 30 de Abril de 1926 o acôrdo comercial vigente.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Ex^a os protestos da minha alta consideração.

Senhor Dr. E. A. Voretzsch
etc., etc., etc.

VASCO BORGES.

III.

NOTE DU MINISTRE D'ALLEMAGNE A LISBONNE AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE PORTUGAL.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE GESANDTSCHAFT.
J. Nr. 612.

LISSABON, den 3. April 1926.

HERR MINISTER !

Im Anschluss an mein Schreiben vom 23. März 1926, J. No. 502, beehre ich mich Euerer Exzellenz im Auftrage meiner Regierung mitzuteilen, dass die Erledigung des am 20. März 1926 in Lissabon unterzeichneten deutsch-portugiesischen Handelsabkommens durch den deutschen Reichsrat und den Reichstag vor Ostern leider nicht mehr möglich war.

Da der Reichstag erst wieder am 27. April zusammentreten wird, wird die Ratifikation des Handelsabkommens leider nicht so rechtzeitig erfolgen können, dass das Abkommen am 1. Mai in Kraft treten kann.

Infolgedessen hat meine Regierung mich beauftragt, Euere Exzellenz um eine neue Verlängerung des provisorischen Handelsabkommens bis zum 2. Juni 1926 zu bitten. Meine Regierung wird das neue Abkommen dem Reichstag sofort nach den Ferien vorlegen, sodass die Ratifikation und die Inkraftsetzung voraussichtlich schon in der ersten Hälfte des Mai wird erfolgen können.

Genehmigen Sie, Herr Minister, den Ausdruck meiner vorzüglichen Hochachtung.

VORETZSCH.

Seiner Exzellenz
Herrn Dr. Vasco BORGES,
Minister der auswärtigen Angelegenheiten
Lissabon.

NOTE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE PORTUGAL AU MINISTRE D'ALLEMAGNE
A LISBONNE.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.
DIRECÇÃO GERAL DOS NEGÓCIOS COMERCIAIS
E CONSULARES.

1ª REPARTIÇÃO.

PROCESSO No. 378/26.

LISBOA, 14 de Abril de 1926.

SENHOR MINISTRO,

Por nota No. 612, de 3 do corrente, serviu-se V. Ex^a informar-me que, tendo o Reichstag adiado os seus trabalhos até 27 deste mez, não seria possível ao Governo Alemão ratificar, antes de 1 de Maio, o acôrdo comercial assinado em Lisboa a 20 do mez findo. Por êsse motivo, fôra V. Ex^a encarregado de me propôr a prorrogação do acôrdo comercial vigente até 2 de Junho próximo, comprometendo-se o Governo do Reich a apresentar o novo acôrdo ao Parlamento depois das férias de maneira a obter a sua ratificação e entrada em vigor na primeira quinzena de Maio.

Em resposta, tenho a honra de comunicar a V. Ex^a que, tomando em consideração as circunstâncias de facto indicadas por V. Ex^a e registando a promessa do Governo Alemão de submeter ao Reichstag, logo depois das férias da Paschoa, o acôrdo comercial ultimamente assinado, o Governo da Republica, pela presente troca de notas, considera prorogado até 2 de Junho próximo o acôrdo comercial entre Portugal e a Alemanha de 31 de Dezembro de 1924.

Aproveito o ensejo para reiterar a V. Ex^a os protestos da minha alta consideração.

(Ass.) VASCO BORGES.

Senhor Dr. E. A. VORETZSCH
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

I.

LÉGATION D'ALLEMAGNE
J. N^o 2215.

LISBONNE, le 23 décembre 1925.

Le soussigné, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du Reich allemand, a l'honneur, d'ordre de son gouvernement, de transmettre à Son Excellence monsieur le ministre des Affaires étrangères de la République portugaise, la déclaration suivante :
L'Accord commercial provisoire, signé à Lisbonne le 31 décembre 1924 par les représentants des Gouvernements portugais et allemand, est prorogé jusqu'au 31 mars 1926.

(Signé) VORETZSCH.

A Son Excellence
Monsieur le D^r Vasco BORGES,
Ministre des Affaires Etrangères,
Lisbonne.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES AFFAIRES COMMERCIALES
ET CONSULAIRES.

Le ministre des Affaires étrangères de la République portugaise, dûment autorisé par son gouvernement, a l'honneur de porter la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATIONS.

I.

GERMAN LEGATION.
No. 2215.

LISBON, December 23, 1925.

The undersigned Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the German Reich has the honour, in pursuance of instructions from his Government to inform His Excellency, the Minister for Foreign Affairs of the Portuguese Republic as follows :

The provisional Commercial Agreement which was signed at Lisbon on December 31, 1924, by the representatives of the German and Portuguese Governments is hereby prolonged until March 31, 1926.

(Signed) VORETZSCH.

To
His Excellency
Dr. Vasco BORGES,
Minister for Foreign Affairs
Lisbon.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

GENERAL DIRECTORATE
OF COMMERCIAL AND CONSULAR
AFFAIRS.

The undersigned, Minister for Foreign Affairs of the Portuguese Republic, being duly authorised by his Government, has the honour to

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

déclaration suivante à la connaissance de Son Excellence le ministre d'Allemagne.

L'Accord commercial provisoire, signé à Lisbonne, le 31 décembre 1924, par les représentants des Gouvernements portugais et allemand, est prorogé jusqu'au 31 mars 1926.

LISBONNE, le 23 décembre 1925.

(Signé) VASCO BORGES.

M. le D^r E. A. VORETZSCH,
etc., etc. etc.

II.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.

N^o 502.

LISBONNE, le 23 mars 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Etant donné que le nouvel accord commercial a déjà été signé mais ne pourra, en raison des vacances de Pâques du Reichstag, être ratifié avant l'expiration de l'ancien accord, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de proposer à Votre Excellence que l'Accord commercial provisoire, signé le 31 décembre 1924, à Lisbonne, par les représentants des Gouvernements allemand et portugais, soit prorogé jusqu'au 30 avril 1926. Mon gouvernement prendra les dispositions nécessaires pour que le Reichstag se prononce avant le 22 avril au sujet de l'accord futur.

Veillez agréer, etc.

(Signé) VORETZSCH. 1

Son Excellence le D^r VASCO BORGES |
Ministre des Affaires étrangères,
Lisbonne.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

N^o 378/26.

LISBONNE, le 23 mars 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre, en date de ce jour, par laquelle vous

inform His Excellency the German Minister as follows :

The provisional Commercial Agreement which was signed at Lisbon on December 31, 1924, by the representatives of the Portuguese and German Governments is prolonged to March 31, 1926.

LISBON, December 23, 1925.

(Signed) VASCO BORGES.

To Dr. E. A. VORETZSCH,
etc. etc. etc.

II.

GERMAN LEGATION.

No. 502.

LISBON, March 23, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

Owing to the fact that the new Commercial Agreement, although already signed, cannot be ratified before the expiry of the old Agreement owing to the Easter vacation of the Reichstag, I am instructed by my Government to propose that the provisional Commercial Agreement, which was signed at Lisbon by representatives of the German and Portuguese Governments on December 31, 1924, shall be prolonged until April 30, 1926. My Government will take the necessary steps to enable the Reichstag to pronounce upon the future Commercial Agreement before April 22 next.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VORETZSCH.

To
His Excellency
Dr. Vasco BORGES,
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

No. 378/26.

LISBON, March 23, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter of this day's date in which you

avez bien voulu, au nom de votre gouvernement, proposer la prorogation jusqu'au 30 avril prochain de l'Accord commercial entre le Portugal et l'Allemagne du 31 décembre 1924, le nouvel accord, signé le 20 courant, ne pouvant être ratifié par le Reichstag avant la fin du mois en raison des vacances de Pâques. Vous avez bien voulu également me donner l'assurance que votre gouvernement prendrait les dispositions nécessaires pour que le Parlement allemand se prononce avant le 22 avril prochain sur l'accord récemment conclu.

En réponse à votre communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de la République, tenant compte des raisons exposées par le Gouvernement du Reich et prenant acte de sa déclaration d'après laquelle il s'efforcera d'obtenir le vote du Parlement avant la date indiquée (de l'entrée en application) de l'accord récemment conclu considère qu'en vertu du présent échange de notes, l'accord commercial en vigueur est prorogé jusqu'au 30 avril 1926.

Veillez agréer, etc..

(Signé) VASCO BORGES.

M. le Dr E. A. VORETZSCH.
etc., etc., etc.

III.

LÉGATION D'ALLEMAGNE.
N° 612.

LISBONNE, le 3 avril 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE.

Comme suite à ma lettre N° 502 du 23 mars 1926, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de faire connaître à Votre Excellence qu'il n'a malheureusement pas été possible au Conseil du Reich et au Reichstag allemand de se prononcer au sujet de l'Accord commercial germano-portugais signé à Lisbonne le 20 mars 1926.

Le Reichstag ne devant se réunir de nouveau que le 27 avril, la ratification de l'accord commercial ne pourra, malheureusement, avoir lieu assez tôt pour que l'accord puisse entrer en vigueur le 1^{er} mai.

propose on behalf of your Government that the Commercial Agreement of December 31, 1924, between Portugal and Germany should be prolonged until April 30 next, as the new Agreement, signed on the 20th of this month, cannot be ratified by the Reichstag before the end of the month owing to the Easter vacation. You also assure me that your Government will take the necessary steps in order that the Reichstag may pronounce upon the Agreement recently concluded, before April 22 next.

In reply I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Republic, taking account of the reasons given by the Reich Government and of its statement that it will try to obtain the vote of the Reichstag before the date given for the entry into force of the Agreement recently concluded, considers that, in virtue of the present exchange of notes, the Commercial Agreement in force is prolonged until April 30, 1926.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VASCO BORGES.

To Dr. E. A. VORETZSCH.
etc., etc., etc.

III.

GERMAN LEGATION.
No. 612.

LISBON, April 3, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

In pursuance of my letter No. 502 dated March 23, 1926, I am instructed by my Government to inform Your Excellency that it has unfortunately been impossible for the Council of the Reich and the Reichstag to pronounce upon the German-Portuguese Commercial Agreement signed at Lisbon on March 20, 1926.

As the Reichstag will not meet again until April 27, the ratification of the Commercial Agreement cannot unfortunately take place soon enough for the Agreement to enter into force on May 1.

En conséquence, mon gouvernement m'a chargé de solliciter de Votre Excellence une nouvelle prorogation de l'accord commercial provisoire jusqu'au 2 juin 1926. Mon gouvernement soumettra le nouvel accord au Reichstag immédiatement après les vacances, en sorte que la ratification et la mise en vigueur pourront probablement avoir lieu dès la première quinzaine de mai.

Veillez agréer, etc...

(Signé) VORETZSCH.

Son Excellence
le Dr Vasco BORGES
Ministre des Affaires étrangères,
Lisbonne.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

DIRECTION GÉNÉRALE DES AFFAIRES
COMMERCIALES ET CONSULAIRES.

PREMIER BUREAU.

N° 378/26.

LISBONNE, le 14 avril 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu, par une note N° 612 du 3 courant, me faire connaître que le Reichstag ayant ajourné ses travaux jusqu'au 27 avril, il ne serait pas possible au Gouvernement allemand de ratifier, avant le 1er mai, l'Accord commercial signé à Lisbonne le 20 mars. C'est pourquoi vous avez été chargé de me proposer de proroger jusqu'au 2 juin prochain l'accord commercial en vigueur, le Gouvernement du Reich s'engageant à déposer le nouvel accord devant le Parlement après les fêtes de Pâques de manière à obtenir sa ratification et son entrée en vigueur dans la première quinzaine de mai.

En réponse à votre communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, tenant compte des conditions de fait indiquées par Votre Excellence et prenant acte de la promesse du Gouvernement allemand de soumettre au Reichstag aussitôt après les fêtes de Pâques l'Accord commercial signé récemment, le Gouvernement de la République considère qu'en vertu du présent échange de notes l'Accord

Accordingly, my Government has instructed me to request Your Excellency to grant a further extension of the provisional Commercial Agreement until June 2, 1926.

My Government will submit the new Agreement to the Reichstag immediately after the vacation so that it can probably be ratified and put into force in the first fortnight of May.

I have the honour to be, etc.

(Signed) VORETZSCH.

To
His Excellency
Dr. Vasco BORGES,
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS.

DEPARTMENT OF COMMERCIAL AND
CONSULAR QUESTIONS.

FIRST BUREAU,

No. 378/26.

LISBON, April 14, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

In a Note No. 612 of April 3 you informed me that, as the Reichstag would not be meeting until April 27, it would not be possible for the German Government to ratify the Commercial Agreement signed at Lisbon on March 20, before May 1. You were therefore instructed to propose the extension of the commercial Agreement at present in force until June 2 next, the Reich Government undertaking to submit the new Agreement to the Reichstag after the Easter vacation with a view to obtaining its ratification and entry into force during the first fortnight of May.

In reply, I have the honour to inform you that, in view of the circumstances to which Your Excellency refers, and taking note of the promise by the German Government to submit the recently signed Commercial Agreement to the Reichstag immediately after the Easter vacation, the Government of the Republic considers that, in virtue of the present exchange of notes, the Commercial Agreement

commercial entre le Portugal et l'Allemagne, du 31 décembre 1924, est prorogé jusqu'au 2 juin prochain.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.,

(Signé) VASCO BORGES.

M. le Dr E. A. VORETZSCH,
etc., etc., etc.

of December 31, 1924, between Portugal and Germany is prolonged until June 2 next.

I have the honour, etc.

(Signed) VASCO BORGES.

To Dr. E. A. VORETZSCH,
etc., etc., etc.

N^o 856. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET FRANÇAIS ACCORDANT DES FACILITÉS RÉCIPROQUES AUX MARINS ET GRADÉS DE LA MARINE BRITANNIQUE ET DE LA MARINE FRANÇAISE TRAVERSANT LEURS TERRITOIRES RESPECTIFS. PARIS, LES 5 ET 28 JANVIER 1925.

ECHANGE DE NOTES POUR L'EXTENSION A DES PETITS DÉTACHEMENTS MILITAIRES DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DES 5 ET 28 JANVIER 1925. PARIS, LES 18 JUIN ET 7 DÉCEMBRE 1925.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 14 avril 1926.

I.

W. 5793/849/50)
No. 454.
(689/4/1925)

June 18, 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Your Excellency will recollect that by an exchange of notes dated January 5 and January 28, 1925, an agreement was concluded between our respective Governments whereby general permission was granted to naval ratings of either country proceeding to or from their ships and travelling in uniform and in possession of passports to pass through the territory of the other.

¹ Vol XXXIII, page 335 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 856. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRITISH AND FRENCH GOVERNMENTS AGREEING TO THE RECIPROCAL GRANT OF FACILITIES TO BRITISH AND FRENCH NAVAL RATINGS PASSING RESPECTIVELY THROUGH BRITISH AND FRENCH TERRITORY. PARIS, JANUARY 5 AND 28, 1925.

EXCHANGE OF NOTES EXTENDING THE PROVISIONS OF THE AGREEMENT OF JANUARY 5 AND 28, 1925, TO SMALL BODIES OF TROOPS, PARIS JUNE 18, AND DECEMBER 7, 1925.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, April 14, 1926.

² TRADUCTION — TRANSLATION

I.

(W. 5793/849/50)
N^o 454.
(689/4/1925)

Le 18 juin 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence se rappellera que, par un échange de notes en date des 5 et 28 janvier 1925, un accord est intervenu entre nos gouvernements respectifs aux termes duquel les marins et officiers de marine de l'un des pays se rendant à bord ou venant de leur navire, sont autorisés à traverser, en uniforme et munis de passeports, le territoire de l'autre pays.

¹ Vol. XXXIII, page 335 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

I have now the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government have for some time past been endeavouring to reach a similar agreement with the Italian Government and that the Italian Government has suggested that the scope of any such agreement should be extended so as to include small bodies of military troops other than officers, and individual soldiers in uniform.

His Majesty's Government are ready to fall in with this suggestion, and they would welcome the extension of the existing agreement with the Government of the Republic so as to cover also small bodies of military troops, other than officers, and individual soldiers. In no case would the strength of any "small body of military troops" exceed ten men.

In these circumstances I am instructed to make a formal proposal to Your Excellency that the agreement under the notes of January 5 and January 28, 1925, should be extended in this manner, and I am to suggest that, should Your Excellency agree to this proposal, the present note and Your Excellency's reply should be regarded by His Majesty's Government and the Government of the Republic as constituting an agreement between them in the matter.

I have the honour, etc.

(Signed) ERIC PHIPPS.

His Excellency

Monsieur Aristide BRIAND,
Minister for Foreign Affairs.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, PARIS.

(W. 11398/849/50)

MINISTÈRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION

DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES
ET TECHNIQUES.

SOUS-DIRECTION DES

AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET DES
UNIONS INTERNATIONALES.

Le ministre des Affaires étrangères a l'honneur de faire connaître à l'Ambassade de Grande-

J'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté s'est, depuis quelque temps, efforcé d'aboutir à un accord analogue avec le Gouvernement italien et que le Gouvernement italien a proposé d'étendre la portée de tout accord de ce genre de manière à en faire bénéficier également les petits détachements militaires les soldats isolés en uniforme.

Le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à se rallier à cette suggestion et il serait heureux que l'accord existant avec le Gouvernement de la République fût étendu de manière à en faire bénéficier également les petits détachements militaires autres que des officiers, ainsi que les soldats isolés. En aucun cas, les effectifs de ces « petits détachements militaires » ne pourront excéder dix hommes.

Dans ces circonstances, je suis chargé de proposer officiellement à Votre Excellence que l'accord intervenu aux termes des notes des 5 et 28 janvier 1925 soit étendu dans ce sens, et j'ai mission de prier Votre Excellence, au cas où cette proposition serait acceptée, de bien vouloir admettre que l'accord à ce sujet, entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement de la République, résulte de la présente note et de la réponse de Votre Excellence.

Veillez agréer, etc.

(Signé) ERIC PHIPPS.

Son Excellence

Monsieur Aristide BRIAND,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

FRENCH REPUBLIC, PARIS.

(W. 11398/849/50.)

MINISTRY FOR FOREIGN
AFFAIRS.

DIRECTORATE

OF ADMINISTRATIVE AND TECHNICAL
AFFAIRS.

SUB-DIRECTORATE

FOR ADMINISTRATIVE AFFAIRS AND
INTERNATIONAL UNIONS.

The Minister for Foreign Affairs has the honour to inform the British Ambassador,

Bretagne, en se référant à sa note N° 807 du 30 octobre dernier, que le Gouvernement de la République a décidé d'adhérer à la proposition du Gouvernement britannique tendant à l'extension à de petits détachements militaires n'excédant pas dix hommes, du bénéfice de la Convention intervenue entre la Grande-Bretagne et la France, et aux termes de laquelle les marins et officiers de marine de l'un des pays sont autorisés à traverser, en uniformes et munis de passeports, le territoire de l'autre pays.

Le Ministère des Affaires étrangères prie l'Ambassade de Grande-Bretagne de vouloir bien admettre que l'adhésion du Gouvernement de la République résulte de la présente note.

PARIS, le 7 décembre 1925.

Ambassade de Grande-Bretagne,
à Paris.

with reference to his note No. 807 of October 30 last, that the Government of the French Republic has decided to agree to the British Government's proposal that the benefits of the Convention concluded between Great Britain and France, whereby general permission was granted to naval officers and ratings of either country, travelling in uniform and in possession of passports, to pass through the territory of the other, should be extended so as to include small bodies of military troops, not exceeding ten men.

The Minister for Foreign Affairs requests the British Ambassador to regard the present note as constituting the adherence of the Government of the Republic to the above proposal.

PARIS, December 7, 1925.

The British Embassy,
Paris.

No. 868. — TREATY¹ BETWEEN FINLAND AND THE UNITED KINGDOM FOR THE EXTRADITION OF CRIMINALS, SIGNED AT LONDON, MAY 30, 1924.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION OF CERTAIN BRITISH DOMINIONS; INDIA AND CERTAIN BRITISH MANDATED TERRITORIES, TO THIS TREATY. HELSINGFORS, SEPTEMBER 14 AND DECEMBER 14, 1925.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, April 6, 1926, and by His Britannic Majesty's Foreign Office, April 14, 1926.

BRITISH LEGATION,

HELSINGFORS, September 14, 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal

¹ Vol. XXXIV, page 79 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

N° 868. — TRAITÉ¹ ENTRE LA FINLANDE ET LE ROYAUME-UNI POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS, SIGNÉ A LONDRES, LE 30 MAI 1924.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION A CE TRAITÉ DE CERTAINS DOMINIONS BRITANNIQUES, L'INDE ET CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT BRITANNIQUE. HELSINGFORS, LES 14 SEPTEMBRE ET 14 DÉCEMBRE 1925.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande le 6 avril 1926 et par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique le 14 avril 1926.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

HELSINGFORS, le 14 septembre 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions qui m'ont été transmises par le principal secrétaire d'Etat

¹ Vol. XXXIV, page 79 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Commonwealth of Australia (including for this purpose Papua and Norfolk Island), the Dominion of New Zealand, the Union of South Africa, the Irish Free State, Newfoundland and India have acceded to the Extradition Treaty between the United Kingdom and Finland which was signed at London on May 30, 1924, under and in accordance with Article 17 of that Treaty.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to offer to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) DOUGLAS MACKILLOP.

His Excellency,
Dr. K. G. Idman,
Minister for Foreign Affairs,
Helsingfors.

BRITISH LEGATION

HELSINGFORS, *December 14, 1925.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Article 19 of the Extradition Treaty between the United Kingdom and Finland, signed at London May 30, 1924, provides for the extension of the provisions of that Treaty to any British protectorate other than those mentioned, or to any British protected State, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

In conformity therewith I have the honour to notify that the Government of the Commonwealth of Australia and the Government of the Dominion of New Zealand, respectively, desire the extension of the provisions of the above-mentioned Treaty to the mandated territories of New Guinea and Western Samoa. It is also desired that the provisions of the Treaty may be extended to the mandated territory of Nauru. If this proposal is agreeable to the Finnish Government, the date of the present exchange of notes will accordingly be regarded as the date on which these extensions take effect.

de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Commonwealth d'Australie (comprenant à cet effet la Papouasie et l'Île Norfolk), le Dominion de la Nouvelle-Zélande, L'Union Sud-Africaine, l'Etat libre d'Irlande, Terre-Neuve et l'Inde, ont adhéré au Traité d'extradition, conclu entre le Royaume-Uni et la Finlande, et signé à Londres le 30 mai 1924, aux termes de l'article 17 de ce traité et conformément aux dispositions dudit article.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) DOUGLAS MACKILLOP.

Son Excellence
M. le Dr K. G. IDMAN,
Ministre des Affaires étrangères,
Helsingfors.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

HELSINGFORS, *le 14 décembre 1925.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'article 19 du Traité d'extradition conclu entre le Royaume-Uni et la Finlande et signé à Londres le 30 mai 1924 prévoit l'extension des dispositions dudit traité à tout protectorat britannique autre que ceux qui y sont mentionnés, ou à tout État protégé par l'Empire britannique, ou à tout territoire pour lequel Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie et le Gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande, respectivement, désirent voir étendre les dispositions du traité ci-dessus mentionné aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et du Samoa occidental. Ils désirent également que les dispositions du traité soient étendues au territoire sous mandat de Nauru. Dans le cas où le Gouvernement de Finlande adhérerait à cette proposition, la date du présent échange de notes serait, en conséquence, considérée comme la date à partir de laquelle ces extensions prendraient effet.

For the purpose of the application to these territories of the first paragraph of Article 18 of the Treaty the Administrator of New Guinea, the Administrator of Western Samoa, and the Administrator of Nauru, respectively, will be regarded as the chief authority thereof, and the Consul of Finland at Sydney as the chief consular authority of Finland.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) ERNEST RENNIE.

His Excellency,
D^r K. G. IDMAN,
Minister for Foreign Affairs.

(T. 13713/92/374)
No. 21772.

HELSINKI, December 14, 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In a Note, dated December 14, 1925, You, Monsieur le Ministre, have, with reference to the Article 19 of the Extradition Treaty between Finland and the United Kingdom, signed at London May 30, 1924, stated not only that the Government of the Commonwealth of Australia and the Government of the Dominion of New Zealand, respectively, desire the extension of the provisions of the above-mentioned Treaty to the mandated territories of New Guinea and Western Samoa, but also that the extension of the same Treaty to the mandated territory of Nauru is in the same way desired.

In consequence hereof I have the honour of informing You, that the President of the Republic of Finland has found it possible to accept the proposal as to extending the provisions in the Article 19 of the Extradition Treaty between Finland and the United Kingdom to the mandated territories of New Guinea, Western Samoa and Nauru. The date of the present exchange of Notes will accordingly be regarded as the date on which these extensions take effect.

For the purpose of the application to these territories of the first paragraph of Article

Aux fins de l'application à ces territoires, du premier paragraphe de l'article 18 du traité, l'administrateur de la Nouvelle-Guinée, l'administrateur du Samoa occidental et l'administrateur de Nauru, respectivement, seront considérés comme les plus hautes autorités de ces territoires, et le consul de Finlande à Sydney, comme la plus haute autorité consulaire de Finlande.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) ERNEST RENNIE.

Son Excellence
le D^r K. G. IDMAN,
Ministre des Affaires étrangères.

(T. 13713/92/374)
N^o 21772.

HELSINGFORS, le 14 décembre 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note en date du 14 décembre 1925, et en vous référant à l'article 19 du Traité d'extradition conclu entre la Finlande et le Royaume-Uni et signé à Londres, le 30 mai 1924, vous avez déclaré que non seulement le Gouvernement du Commonwealth d'Australie et le Gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande, respectivement, ont exprimé le désir de voir étendre les dispositions du traité précité aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée et du Samoa occidental, mais encore qu'ils désirent que ledit traité s'étende de la même manière au territoire sous mandat de Nauru.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Président de la République de Finlande a jugé possible d'accepter la proposition tendant à étendre les dispositions de l'article 19 du Traité d'extradition conclu entre la Finlande et le Royaume-Uni, aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et de Nauru. La date du présent échange de notes sera, en conséquence, considérée comme la date à partir de laquelle ces extensions prendront effet.

Aux fins de l'application à ces territoires, du premier paragraphe de l'article 18 du

18 of the Treaty the Consul of Finland at Sydney will be regarded as the chief consular authority of Finland and the Administrators of New Guinea, Western Samoa, and Nauru, respectively, as the chief authority thereof.

I avail myself of this opportunity to renew to You, Monsieur le Ministre, the assurance of my highest consideration.

(Signed) K. G. IDMAN.

His Excellency,
Mr. Ernest RENNIE M.V.O.,
His Britannic Majesty's Minister,
etc., etc., etc.
Helsinki.

traité, le consul de Finlande à Sydney sera considéré comme la plus haute autorité consulaire de Finlande et l'administrateur de la Nouvelle-Guinée, l'administrateur du Samoa occidental et l'administrateur de Nauru, respectivement, comme les plus hautes autorités de ces territoires.

Veillez agréer, etc.

(Signé) K. G. IDMAN.

Son Excellence,
M. Ernest RENNIE M.V.O.,
Ministre de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.,
Helsingfors.

No. 895. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN AUSTRIA AND GREAT BRITAIN, SIGNED AT LONDON, MAY 22, 1924.

N^o 895. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE L'AUTRICHE ET LA GRANDE-BRETAGNE, SIGNÉ A LONDRES, LE 22 MAI 1924.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION TO THIS TREATY OF CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES. VIENNA JUNE 5, AND 26, 1926.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION A CE TRAITÉ DE CERTAINES COLONIES, PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT BRITANNIQUE. VIENNE LES 5 ET 26 JUIN 1926.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, November 3, 1926.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 3 novembre 1926.

Enclosure in Vienna Despatch No. 212.

Lettre contenue dans la dépêche de Vienne, N^o 212.

I.

BRITISH LEGATION.

VIENNA, *June 5th*, 1926.

MR. FEDERAL CHANCELLER,

With reference to the communication No. 13.873-18 of June 18th, 1925, from the Federal

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

VIENNE, *le 5 juin* 1926.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

Me référant à la communication N^o 13.873-18 du 18 juin 1925, émanant du ministre fédéral

¹ Vol. XXXV, page 175 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XXXV, page 175 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Minister for Foreign Affairs concerning the accession of Southern Rhodesia to the Anglo-Austrian Treaty of Commerce and Navigation. I have the honour, in accordance with instructions received from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to inform you that the following British Colonies and Protectorates desire to accede to the Treaty in question :

British Guiana,
British Honduras,
Ceylon,
Cyprus,
Falkland Islands,
Gambia,
Gold Coast (including British sphere of Togoland),
Hong Kong,
Jamaica and its dependencies,
Leeward Islands,
Malta,
Mauritius,
Nigeria (including British sphere of the Cameroons),
Northern Rhodesia,
Nyasaland,
Palestine,
Saint Helena,
Somaliland,
Straits Settlements,
Trinidad,
Windward Islands :
Grenada,
Saint Lucia,
Saint Vincent.

(2) I have the honour to inform you in this connection that the accession of Palestine to the Treaty is to be regarded as subject to the proviso that the Austrian Government would not contemplate claiming, under the most-favoured-nation clause of the Treaty, any special terms granted by Palestine to Syria under an agreement made in accordance with Article 18 of the Mandate.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Mr. Federal Chancellor, the assurance of my highest consideration.

(Signed) CHILSTON.

Dr. RAMEK,
Federal Chancellor,
Vienna.

des Affaires étrangères, et relative à l'accession de la Rhodésie du Sud au Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et l'Autriche, j'ai l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de vous informer que les colonies et protectorats britanniques suivants désirent accéder au traité en question :

Ceylan,
Côte de l'Or (y compris la zone britannique du Togo),
Chypre,
Falkland (Iles),
Gambie,
Guyane britannique,
Honduras britannique,
Hong-Kong,
Iles du Vent :
Grenade,
Sainte-Lucie,
Saint-Vincent,
Iles sous le Vent,
Malte,
Maurice,
Nigéria (y compris la zone britannique du Cameroun),
Jamaïque et ses dépendances,
Nyassaland,
Palestine,
Rhodésie du Nord,
Sainte-Hélène,
Somalie,
Straits Settlements,
Trinité.

J'ai l'honneur de vous informer, à cette occasion, que l'accession de la Palestine au traité doit être considérée comme donnée sous la réserve que le Gouvernement autrichien ne se prévaudra pas de la clause de la nation la plus favorisée du traité, pour revendiquer le traitement spécial accordé par la Palestine à la Syrie, en vertu d'un accord conclu conformément à l'article 18 du mandat.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) CHILSTON.

A M. le Dr RAMEK,
Chancelier fédéral,
Vienne.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Enclosure in Vienna Despatch Number 212.

II.

BUNDESKANZLERAMT,
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN,
13.027-15.

WIEN, am 26 Juni 1926.

HERR GESANDTER !

Ich beehre mich Euer Exzellenz den Empfang der Note vom 5. Juni i.J., betreffend den Beitritt mehrerer britischer Kolonien und Protektorate zu dem zwischen Österreich und Grossbritannien abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrag, ergebenst zu bestätigen.

Die Bundesregierung nimmt zur Kenntnis, dass der Beitritt des Mandatlandes Palästina mit dem Vorbehalt erfolgt, dass die österreichische Bundesregierung aus dem Titel der Meistbegünstigung nicht jene Begünstigungen beanspruchen kann, die seitens Palästinas gemäss Artikel 18 des Mandates dem Mandatlande Syrien eingeräumt werden.

Genehmigen, Herr Gesandter, den Ausdruck meiner vollkommensten Hochachtung.

Der Generalsekretär :
(Signed) PETER.

Seiner Exzellenz
dem Herrn königlich grossbritannischen Gesandten,
Viscount CHILSTON,
Wien.

¹ TRADUCTION.

Lettre contenue dans la dépêche de Vienne,
N° 212.

II.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.
SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
13.027-15.

VIENNE, le 26 juin 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la note du 5 juin 1926, relative à l'accession de plusieurs colonies et protectorats britanniques au Traité de commerce et de navigation conclu entre l'Autriche et la Grande-Bretagne.

¹ TRANSLATION.

Enclosure in Vienna Despatch No. 212.

II.

FEDERAL CHANCELLERY,
DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.
13.027-15.

VIENNA, June 26, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of June 5, 1926, regarding the accession of a number of British Colonies and Protectorates to the Anglo-Austrian Treaty of Commerce and Navigation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Le Gouvernement fédéral prend acte que l'accession du territoire sous mandat de la Palestine est effectuée sous la réserve que le Gouvernement fédéral autrichien ne peut revendiquer, en se prévalant de la clause de la nation la plus favorisée, le traitement de faveur que la Palestine accorde au territoire sous mandat de la Syrie, conformément à l'article 18 du mandat.

Veillez agréer, etc.

Le Secrétaire général :
(Signé) PETER.

The Federal Government notes that the accession of Palestine to the Treaty is to be regarded as subject to the proviso that the Austrian Government will not contemplate claiming under the most-favoured-nation clause of the Treaty, any special terms granted by Palestine to Syria under an agreement made in accordance with Article 18 of the Mandate.

I have the honour, etc.,

(Signed) PETER,
Secretary-General.

To
His Excellency viscount CHILSTON,
His Britannic Majesty's Minister,
Vienna.

Son Excellence le vicomte CHILSTON,
Ministre plénipotentiaire de
Sa Majesté britannique,
Vienna.

III.

III.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

VIENNA, *July 27th, 1926.*

VIENNE, *le 27 juillet 1926.*

MR. SECRETARY-GENERAL,

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

With reference to your Note No. 13.027-15 of the 26th ultimo, I have the honour to inform you that the Government of Tanganyika desires to accede to the Anglo-Austrian Treaty of Commerce and Navigation signed in London on May 22nd, 1924.

Me référant à votre note N° 13.027-15 du 26 juin, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du Tanganyika désire accéder au Traité de commerce et de navigation conclu entre la Grande-Bretagne et l'Autriche, et signé à Londres, le 22 mai 1924.

I avail myself of this opportunity to renew to you, Mr. Secretary-General, the assurance of my highest consideration.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signed) CHILSTON.

(Signé) CHILSTON.

Mr. Secretary-General PETER,
Federal Chancellery,
Department for Foreign Affairs,
Vienna.

Monsieur PETER,
Secrétaire général,
Chancellerie fédérale,
Service des Affaires étrangères,
Vienna.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXTE.

IV.

BUNDESKANZLERAMT,
AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.

Z.13.807-15.

WIEN, am 2. August, 1926.

HERR GESANDTER,

Ich beehre mich, Euer Exzellenz den Empfang der Note vom 27. Juli 1. J., betreffend den Beitritt der Regierung von Tanganyika zu dem zwischen Österreich und Grossbritannien abgeschlossenen Handels- und Schifffahrtsvertrag vom 22. Mai 1924 ergebenst zu bestätigen.

Genehmigen, Herr Gesandter, den Ausdruck meiner vollkommensten Hochachtung.

Der Generalsekretär :
(Signed) PETER.

Seiner Exzellenz,
Viscount CHILSTON,
königlich grossbritannischer Gesandter,
in Wien.

IV.

¹ TRADUCTION.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.
SERVICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Z.12.807-15.

VIENNE, le 2 août 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la note du 27 juillet 1926 au sujet de l'accession du Gouvernement du Tanganyika au Traité de commerce et de navigation, conclu entre l'Autriche et la Grande-Bretagne, en date du 22 mai 1924.

Veillez agréer, etc.

Le Secrétaire général :
(Signé) PETER.

Son Excellence le vicomte CHILSTON,
Ministre plénipotentiaire de
Sa Majesté britannique,
Vienne.

IV.

¹ TRANSLATION.

FEDERAL CHANCELLERY,
DEPARTMENT OF FOREIGN AFFAIRS.

Z.13.807-15.

VIENNA, August 2, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note of July 27, 1926, regarding the accession of the Government of Tanganyika to the Anglo-Austrian Treaty of Commerce and Navigation of May 22, 1924.

I have the honour, etc.,

(Signed) PETER.
Secretary-General.

To His Excellency Viscount CHILSTON,
His Britannic Majesty's Minister,
Vienna.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N^o 905. — CONVENTION¹ RELATIVE A L'AMENAGEMENT DES FORCES HYDRAULIQUES INTERESSANT PLUSIEURS ETATS. GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

RATIFICATION.

Dépôt :
DANEMARK 27 avril 1926.

N^o 929. CONVENTION² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA SUÈDE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE, SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 18 AVRIL 1925.

Présenté à l'enregistrement par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations, le 13 février 1926.

L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 24 décembre 1925.

N^o 943. — CONVENTION³ CONCLUE ENTRE LES ETATS REPRÉSENTÉS A LA COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN, RELATIVE AU RÉGIME DES PATENTES DE BATELIERS DU RHIN, SIGNÉE A STRASBOURG, LE 14 DÉCEMBRE 1922, AVEC PROTOCOLE ADDITIONNEL Y AFFÉRENT, SIGNÉ LE 22 DÉCEMBRE 1923.

Communiquée par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 août 1926.

¹ Vol. XXXVI, page 75 de ce recueil.

² Vol. XXXVI, page 289 de ce recueil.

³ Vol. XXXVI, page 457 de ce recueil.

No. 905. — CONVENTION¹ RELATING TO THE DEVELOPMENT OF HYDRAULIC POWER AFFECTING MORE THAN ONE STATE. GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION

Deposit :
DENMARK April 27, 1926.

No. 929. — CONVENTION² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN SWEDEN AND CZECHOSLOVAKIA, SIGNED AT STOCKHOLM, APRIL 18, 1925.

Presented for registration by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations, February 13, 1926.

The exchange of ratifications took place at Stockholm, December 24, 1925.

No. 943. — CONVENTION³ CONCLUDED BETWEEN THE STATES REPRESENTED ON THE CENTRAL COMMISSION FOR THE NAVIGATION ON THE RHINE, RELATIVE TO THE REGULATIONS FOR RHINE NAVIGATION CERTIFICATES, SIGNED AT STRASBURG, DECEMBER 14, 1922, WITH ADDITIONAL PROTOCOL APPERTAINING THERETO, SIGNED DECEMBER 22, 1923.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 3, 1926.

¹ Vol. XXXVI, page 75 of this Series.

² Vol. XXXVI, page 289 of this Series.

³ Vol. XXXVI, page 457 of this Series.

N^o 944. — RÈGLEMENT¹ RELATIF A LA DÉLIVRANCE DES PATENTES DE BATELIERS DU RHIN, DU 14 DÉCEMBRE 1922.

DEUXIÈME ARTICLE ADDITIONNEL AU RÈGLEMENT CI-DESSUS.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 août 1926.

RATIFICATION PAR LES PAYS-BAS

effective à partir du 1^{er} février 1926.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 19 février 1926.

PATENTES DE BATELIERS.

La Commission centrale adopte la disposition suivante, qui constitue un deuxième article additionnel au Règlement du 14 décembre 1922, relatif à la délivrance des patentes de bateliers du Rhin, et qui entrera en vigueur le 1^{er} février 1926 :

« Deuxième article additionnel.

« Les candidats à la patente qui seront reçus, au cours de l'année 1926, à l'examen de sortie de l'école de batellerie rhénane, instituée à Anvers en 1924, bénéficieront de l'article additionnel du 27 avril 1925 au Règlement du 14 décembre 1922, relatif à la délivrance des patentes de bateliers du Rhin. »

No. 944. — REGULATIONS¹ CONCERNING THE GRANTING OF RHINE NAVIGATION CERTIFICATES OF DECEMBER 14, 1922.

SECOND ADDITIONAL ARTICLE TO THE ABOVE REGULATIONS.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 3, 1926.

RATIFICATION BY THE NETHERLANDS.

Effective as from February 1, 1926.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, February 19, 1926.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

NAVIGATION CERTIFICATES.

The Central Commission adopts the following provision, which shall constitute a second additional article to the Regulations of December 14, 1922, applying to the granting of Rhine Navigation certificates, and shall come into force on February 1, 1926.

“ Second additional Article.

“ The benefits of the additional Article, dated April 27, 1925, to the Regulations of December 14, 1922, applying to the granting of Rhine Navigation certificates shall be extended to candidates for a master's certificate who are allowed during the year 1926 to take the leaving examination of the Rhine Navigation School, instituted at Antwerp in 1922. ”

N^o 957. — ACCORD³ COMMERCIAL PROVISOIRE ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE, SIGNÉ A BERLIN, LE 4 AVRIL 1925.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 août 1926.

No. 957. — PROVISIONAL COMMERCIAL AGREEMENT³ BETWEEN GERMANY AND THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG, SIGNED AT BERLIN, APRIL 4, 1925.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 3, 1926.

¹ Vol. XXXVII, page 9 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

³ Vol. XXXVII, page 203 de ce recueil.

¹ Vol. XXXVII, page 9 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

³ Vol. XXXVII, page 203 of this Series.

No. 961. — TREATY¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND LATVIA FOR THE EXTRADITION OF CRIMINALS, SIGNED AT RIGA, JULY 16, 1924.

N° 961. — TRAITÉ¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA LETTONIE POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS, SIGNÉ A RIGA, LE 16 JUILLET 1924.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION OF CERTAIN BRITISH DOMINIONS, INDIA, AND CERTAIN BRITISH MANDATED TERRITORIES TO THIS TREATY. RIGA, NOVEMBER 29, 1925.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION A CE TRAITÉ DE CERTAINS DOMINIONS BRITANNIQUES, L'INDE ET CERTAINS TERRITOIRES SOUS MANDAT BRITANNIQUE. RIGA, LE 29 DÉCEMBRE 1925.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, April 14, 1926.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de la Majesté britannique, le 14 avril 1926.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BRITISH LEGATION.
No. M. R. 73.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.
N° M. R. 73.

RIGA, December 29, 1925.

RIGA, le 29 décembre 1925.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, on instructions received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, to notify to Your Excellency, for the information of the Latvian Government, the accession to the Extradition Treaty between the United Kingdom and Latvia, signed at Riga on July 16, 1924, under and in accordance with Article 17 of that Treaty, of :

J'ai l'honneur, comme suite aux instructions reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, de faire connaître à Votre Excellence, à titre de renseignement pour le Gouvernement letton, que :

The Commonwealth of Australia,
The Dominion of New Zealand,
The Union of South Africa,
The Irish Free State,
Newfoundland,
India.

Le Commonwealth d'Australie,
Le Dominion de la Nouvelle-Zélande,
L'Union Sud-Africaine,
L'Etat libre d'Irlande,
Terre-Neuve, et
L'Inde

ont adhéré au Traité d'extradition conclu entre le Royaume-Uni et la Lettonie, et signé à Riga, le 16 juillet 1924, conformément aux termes de l'article 17 de ce traité et suivant les dispositions dudit article.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Veillez, etc.

(Signed) J. C. T. VAUGHAN.

(Signé) J. C. T. VAUGHAN.

Son Excellence
Monsieur G. ALBAT,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Riga.

Son Excellence
Monsieur G. ALBAT,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Riga.

¹ Vol. XXXVII, page 369 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XXXVII, page 369 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

LATVIJAS
ARLIETU MINISTRIJA.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

No. R. 177/25/253.

RIGA, *December 29, 1925.*

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note No. M. R. 73 of December 29, 1925, by which you inform me of the accession of:

The Commonwealth of Australia,
The Dominion of New Zealand,
The Union of South Africa,
The Irish Free State,
Newfoundland, and
India,

to the Extradition Treaty between Latvia and the United Kingdom, signed at Riga on July 16, 1924, under and in accordance with Article 17 of that Treaty.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurances of my highest consideration.

(Signed) G. ALBAT.
Acting Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Tudor VAUGHAN,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Great Britain,
Riga.

BRITISH LEGATION.

No. M. R. 74.

RIGA, *December 29, 1925.*

YOUR EXCELLENCY,

Article 19 of the Extradition Treaty between the United Kingdom and Latvia, signed at Riga on July 16, 1924, provides for the extension of the provisions of that Treaty to any

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

Nº R. 177/25/253.

RIGA, *le 29 décembre 1925.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note Nº M. R. 73 du 29 décembre 1925, par laquelle Votre Excellence m'informe que

Le Commonwealth d'Australie,
Le Dominion de la Nouvelle-Zélande,
L'Union Sud-Africaine,
L'Etat libre d'Irlande,
Terre-Neuve, et
L'Inde.

ont adhéré au Traité d'extradition conclu entre la Lettonie et le Royaume-Uni et signé, à Riga, le 16 juillet 1924, conformément aux termes de l'article 17 de ce traité et suivant les dispositions dudit article.

Veillez, etc.

(Signé) G. ALBAT,
*Ministre des Affaires étrangères,
par intérim.*

Son Excellence
Sir Tudor VAUGHAN,
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de Grande-Bretagne,
Riga.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

Nº M. R. 74.

RIGA, *le 29 décembre 1925.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'article 19 du Traité d'extradition conclu entre le Royaume-Uni et la Lettonie, et signé à Riga, le 16 juillet 1924, prévoit l'extension des dispositions de ce traité à tout protectorat

British protectorate other than those mentioned, or to any British protected State, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

In conformity therewith I have the honour to notify that the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of the Dominion of New Zealand, and the Government of the Union of South Africa, respectively, desire the extension of the provisions of the above-mentioned Treaty to the mandated territories of New Guinea, Western Samoa and South-West Africa. It is also desired that the provisions of the Treaty may be extended to the mandated territory of Nauru. If this proposal is agreeable to the Latvian Government, it will be understood that the date on which such extension shall be regarded as taking effect will be January 1, 1926.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) J. C. T. VAUGHAN.

Son Excellence

Monsieur G. ALBAT,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Riga.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

No. R. 174/25/254.

RIGA, December 29, 1925.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note No. M. R. 74 of December 29, 1925, regarding the provisions of Article 19 of the Extradition Treaty between Latvia and the United Kingdom, signed at Riga on July 16, 1924.

In reply to your proposal I have the honour to state that the Latvian Government is agreeable to extending the provisions of the above Treaty to the mandated territories of New Guinea, Western Samoa and South-West Africa, as desired by the Government of the Commonwealth of Australia, the Government of the Dominion of New Zealand, and the

britannique autre que ceux qui y sont mentionnés, ou à tout Etat protégé par l'Empire britannique, ou à tout territoire sur lequel Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de faire savoir que le Gouvernement du Commonwealth d'Australie, le Gouvernement du Dominion de la Nouvelle-Zélande et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, respectivement, désirent que les dispositions du traité ci-dessus mentionné soient étendues aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest Africain. On désire également que les dispositions du traité soient applicables au territoire sous mandat de Nauru. Dans le cas où le Gouvernement letton serait disposé à accepter cette proposition, il est convenu que cette extension prendra effet à dater du 1^{er} janvier 1926.

Veuillez, etc.

(Signé) J. C. T. VAUGHAN.

Son Excellence

Monsieur G. ALBAT,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Riga.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

N^o R. 174/25/254.

RIGA, le 29 décembre 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note de Votre Excellence N^o M. R. 74 du 29 décembre 1925 concernant les dispositions de l'article 19 du Traité d'extradition conclu entre la Lettonie et le Royaume-Uni et signé à Riga, le 16 juillet 1924.

En réponse à votre proposition, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement letton est disposé à étendre les clauses du traité ci-dessus mentionné aux territoires sous mandat de la Nouvelle-Guinée, du Samoa occidental et du Sud-Ouest Africain, conformément au désir exprimé par le Gouvernement du Commonwealth d'Australie, le Gouvernement du Domi-

Government of the Union of South Africa, respectively. The same would refer to the mandated territory of Nauru. It is understood that the date on which such extension shall be regarded as taking effect will be January 1, 1926.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) G. ALBAT.
Acting Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
Sir Tudor VAUGHAN,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Great Britain,
Riga.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE
EXTENSION OF THIS TREATY TO CERTAIN
TERRITORIES UNDER BRITISH MANDATE AND
TO THE BRITISH PROTECTED STATE OF NORTH
BORNEO. RIGA, JUNE 7, 1926.

*Communicated by His Britannic Majesty's
Foreign Office, November 3, 1926.*

BRITISH LEGATION,
M. R. 31.

RIGA, June 7th, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

Article 19 of the Extradition Treaty between the United Kingdom and Latvia signed at Riga July 16th 1924 provides for the extension of the provisions of that treaty to any British Protectorates other than those mentioned, or to any British protected state, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

(2) In conformity therewith I have the honour to notify that His Majesty's Government desire the extension of the provisions of the above-mentioned treaty to the British pro-

nion de la Nouvelle-Zélande et le Gouvernement de l'Union Sud-Africaine, respectivement. Ces dispositions s'appliqueraient également au territoire sous mandat de Nauru. Il est convenu que le 1^{er} janvier 1926 sera considéré comme la date à partir de laquelle cette extension prendra effet.

Veuillez, etc.

(Signé) G. ALBAT.
*Ministre des Affaires étrangères
par intérim.*

Son Excellence
Sir TUDOR VAUGHAN,
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de Grande-Bretagne,
Riga.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'EXTENSION
DE CE TRAITÉ A CERTAINS TERRITOIRES
SOUS MANDAT BRITANNIQUE ET AU PROTECTORAT
BRITANNIQUE DU BORNÉO SEPTENTRIONAL.
RIGA, LE 7 JUIN 1926.

*Communiqué par le Ministère des Affaires
étrangères de Sa Majesté britannique, le
3 novembre 1926.*

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE,
M. R. 31.

RIGA, le 7 juin 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'article 19 du Traité d'extradition, conclu entre le Royaume-Uni et la Lettonie et signé à Riga, le 16 juillet 1924, prévoit la possibilité d'étendre les dispositions du traité à des protectorats britanniques autres que ceux qui sont énumérés dans ledit traité ou à tout autre Etat placé sous la protection de la Grande-Bretagne, ou à tout territoire pour lequel Sa Majesté britannique a accepté un mandat de la Société des Nations.

2. En conséquence, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté désire étendre les dispositions du Traité susmentionné à l'Etat du Nord-Bornéo,

tected State of North Borneo, and to the following mandated territories :

PALESTINE,
BRITISH CAMEROONS,
TOGOLAND (BRITISH SPHERE),
TANGANYIKA TERRITORY.

(3) If this proposal is agreeable to the Latvian Government the date of the present exchange of notes will accordingly be regarded as the date on which these extensions take effect.

(4) In the case of Palestine it would be understood that the provisions of the Treaty which apply to British subjects, shall be deemed to apply to all persons who are Palestinian citizens or acquire such nationality under the Palestinian citizenship Order in Council, 1925.

(5) For the purpose of the application to the State of North Borneo and the above-mentioned mandated territories of the first paragraph of article 18 of the treaty, the following shall be regarded as the Chief Authority thereof :

State of North Borneo :

The Principal Representative in Borneo of the British North Borneo Company.

Palestine :

The High Commissioner (or in his absence the Officer administering the Government).

British Cameroons :

The Governor of Nigeria (or in his absence the Officer administering the Government).

Togoland (British sphere) :

The Governor of the Gold Coast (or in his absence the Officer administering the Government).

Tanganyika Territory :

The Governor (or in his absence the Officer administering the Government).

(6) I have the honour at the same time to request that Your Excellency will be good enough to inform me of the designations of the respective Chief Consular Officers of Latvia

placé sous la protection britannique, ainsi qu'aux territoires sous mandat suivants :

PALESTINE,
CAMEROUN BRITANNIQUE,
TOGO (ZONE BRITANNIQUE),
TERRITOIRE DE TANGANYIKA.

3. Si cette proposition est agréée par le Gouvernement letton, la date du présent échange de notes sera considérée comme la date à laquelle l'extension du traité à ces territoires entrera en vigueur.

4. Dans le cas de la Palestine, il serait entendu que les dispositions du traité qui s'appliquent aux sujets britanniques seront considérées comme s'appliquant également à toutes les personnes de nationalité palestinienne ou qui acquièrent cette nationalité, en vertu de l'Ordre en Conseil de 1925, relatif à la nationalité palestinienne.

5. Aux fins d'application du premier paragraphe de l'article 18 du traité, à l'Etat du Nord-Bornéo et aux territoires sous mandat susmentionnés, seront considérés comme fonctionnaires principaux de ces Etat et territoires :

Pour l'Etat du Nord Bornéo :

Le principal représentant à Bornéo de la « British North Borneo Company ».

Pour la Palestine :

Le Haut Commissaire (ou, en son absence, l'administrateur du territoire).

Pour le Cameroun britannique :

Le gouverneur du Nigeria (ou en son absence, l'administrateur du Territoire).

Pour le Togo (zone britannique) :

Le gouverneur de la Côte de l'Or (ou, en son absence, l'administrateur du Territoire).

Pour le Territoire de Tanganyika :

Le gouverneur (ou, en son absence, l'administrateur du territoire).

6. J'ai l'honneur de vous prier, en même temps, de bien vouloir m'indiquer quels seront, dans ces différents territoires, les principaux fonctionnaires consulaires de Lettonie qui

by whom the requisitions referred to in article 18 of the treaty will be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) J. C. T. VAUGHAN.

His Excellency
Monsieur K. ULMANIS,
Minister for Foreign Affairs,
Riga.

II.

LATVIJAS ĀRLIETU MINISTRIJA.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.
No. R. 373/24/15981.

RIGA, *June 7th*, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note No. M. R. 31 of today's date, regarding the provisions of Article 19 of the Extradition Treaty between Latvia and the United Kingdom, signed at Riga on July 16th, 1924.

In reply to your proposal, I have the honour to state that the Latvian Government is agreeable to the extension of the provisions of the above-mentioned treaty to the British Protected State of North Borneo, and to the following mandated territories:

PALESTINE,
BRITISH CAMEROONS,
TOGOLAND (BRITISH SPHERE),
TANGANYIKA TERRITORY.

It is understood that the date of the present exchange of Notes will be regarded as the date on which these extensions take effect.

In the case of Palestine, it is understood that the provisions of the treaty which apply to British subjects, shall be deemed to apply to all persons who are Palestinian citizens or acquire such nationality under the Palestinian citizenship Order in Council, 1925.

adresseront les demandes mentionnées à l'article 18 du traité.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) J. C. T. VAUGHAN.

Son Excellence
Monsieur K. ULMANIS,
Ministre des Affaires étrangères,
Riga.

II.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE,
No. R. 373/24/15981.

RIGA, *le 7 juin* 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note No. M. R. 31, en date de ce jour, concernant les dispositions de l'article 19 du Traité d'extradition conclu entre la Lettonie et le Royaume-Uni et signé à Riga, le 16 juillet 1924.

En réponse à votre note, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement letton approuve l'extension des dispositions du traité susmentionné à l'Etat du Nord-Bornéo, placé sous la protection britannique, et aux territoires sous mandat suivants:

PALESTINE,
CAMEROUN BRITANNIQUE,
TOGO (ZONE BRITANNIQUE),
TERRITOIRE DE TANGANYIKA.

Il est entendu que la date du présent échange de notes sera considérée comme la date à laquelle l'extension du traité à ces territoires entrera en vigueur.

Dans le cas de la Palestine, il est entendu que les dispositions du traité qui s'appliquent aux sujets britanniques seront considérées comme s'appliquant également à toutes les personnes de nationalité palestinienne, ou qui acquièrent cette nationalité en vertu de l'Ordre en Conseil de 1925, relatif à la nationalité palestinienne.

For the purpose of the application to the State of North Borneo and the above-mentioned mandated territories of the first paragraph of Article 18 of the treaty, the Consul-General of Latvia in London shall, pending the appointment of Latvian Consular Officers for the respective territories, be regarded as the chief Consular Officer of Latvia by whom the requisitions referred to in Article 18 of the treaty will be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) K. ULMANIS,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency

Sir Tudor VAUGHAN, K. C. M. G., M. V. O.,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Great Britain,
Riga.

Aux fins d'application du premier paragraphe de l'article 18 du traité à l'Etat du Nord-Bornéo et aux territoires sous mandat sus-mentionnés, le consul général de Lettonie à Londres sera, en attendant la nomination de fonctionnaires consulaires lettons pour les différents territoires, considéré comme le principal fonctionnaire consulaire de Lettonie, auquel il appartiendra d'adresser les demandes mentionnées à l'article 18 du traité.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) K. ULMANIS,
Ministre des Affaires étrangères.

Son Excellence

Sir Tudor VAUGHAN, K.C.M.G., M.V.O.,
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de Grande-Bretagne,
Riga.

N^o 968. — ACCORD¹ ENTRE L'ESTHONIE ET LA LETTONIE RELATIF AU PASSAGE DE LA FRONTIÈRE LETTO-ESTHONIENNE PAR LES HABITANTS DE LA ZONE LIMITROPHE, SIGNÉ A RIGA, LE 10 JANVIER 1924.

PROTOCOLE PORTANT MODIFICATION DE L'ARTICLE 2 DE L'ACCORD CI-DESSUS, SIGNÉ A TALLINN, LE 7 MAI 1925.

(Entré en vigueur le 15 juin 1925.)

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie, le 15 octobre 1926.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE, également désireux de faciliter, dans toute la mesure du possible, le passage de la frontière letto-esthonienne par les habitants

¹ Volume XXXVIII, page 103, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 968. — AGREEMENT¹ BETWEEN ESTHONIA AND LATVIA CONCERNING THE CROSSING OF THE LATVIAN-ESTHONIAN FRONTIER BY THE INHABITANTS OF THE FRONTIER ZONE, SIGNED AT RIGA, JANUARY 10, 1924.

PROTOCOL MODIFYING ARTICLE 2 OF THE ABOVE AGREEMENT, SIGNED AT TALLINN, MAY 7, 1925.

(Came into force June 15, 1925.)

Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs, October 15, 1926.

THE GOVERNMENT OF THE LATVIAN REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF THE ESTHONIAN REPUBLIC, being equally desirous of facilitating as far as possible the crossing of the Latvian-Esthonian frontier by the inhabitants of the

¹ Volume XXXVIII, page 103 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de la zone limitrophe, prévu par l'accord passé à Riga, le 10 janvier 1924, sont convenus de compléter le texte de l'article 2 dudit accord par la deuxième remarque suivante :

Remarque 2.

Toutes les stations-frontière de la zone limitrophe sont comprises dans la liste officielle des points de passage. Les habitants de la zone-frontière, détenteurs de cartes de légitimation, sont autorisés à franchir la frontière auxdites stations, et à se servir librement des trains du chemin de fer dans la zone limitrophe de l'autre Etat.

En foi de quoi les soussignés ont arrêté le présent protocole qui sera soumis à la confirmation des gouvernements des deux Parties contractantes et entrera en vigueur le 15 juin 1925.

Fait en double exemplaire et signé à Tallinn, le 7 mai 1925.

(Paraksts.) J. SESKIS.
(Paraksts.) C. R. PUSTA.

frontier zone, as provided for in the Agreement concluded at Riga on January 10, 1924, have agreed to supplement the text of Article 2 of the said Agreement by the following Note 2 :

Note 2.

All the frontier stations within the frontier zone shall be included in the official list of crossing points. The inhabitants of the frontier zone, if in possession of legitimation cards, shall be entitled to cross the frontier at the said stations and to make unrestricted use of the railways in the frontier zone of the other country.

In faith whereof, the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall be submitted for confirmation to the Governments of the two Contracting Parties and shall come into force on June 15, 1925.

Done in duplicate and signed at Reval, May 7, 1925.

(Signed) J. SESKIS.
(Signed) C. R. PASTOR.

No 969. — ACCORD¹ ENTRE L'ESTHONIE ET LA LETTONIE RELATIF A L'USAGE COMMUN DES ROUTES SITUÉES DANS LA ZONE LIMITROPHE, SIGNÉ A RIGA, LE 2 AVRIL 1924.

No. 969. — AGREEMENT¹ BETWEEN ESTHONIA AND LATVIA WITH REGARD TO THE COMMON USE OF ROADS SITUATED IN THE FRONTIER ZONE, SIGNED AT RIGA, APRIL 2, 1924.

PROTOCOLE ADDITIONNEL COMPLÉTANT LA LISTE DES ROUTES ANNEXÉE A L'ACCORD CI-DESSUS, SIGNÉ A TALLINN, LE 3 MARS 1926.

ADDITIONAL PROTOCOL COMPLETING THE LIST OF ROUTES ANNEXED TO THE ABOVE AGREEMENT, SIGNED AT TALLINN, MARCH 3, 1926.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie; le 15 octobre 1926.

Communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs, October 15, 1926.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

LE GOUVERNEMENT DE LA LETTONIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTHONIE, également désireux de faciliter, dans

The GOVERNMENT OF LATVIA and the GOVERNMENT OF THE ESTHONIAN REPUBLIC, being equally desirous of facilitating as far as possible

¹ Vol. XXXVIII, page 113 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XXXVIII, page 113 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

toute la mesure du possible, le passage de la frontière letto-esthonienne aux habitants de la zone limitrophe, sont convenus de compléter la liste des routes annexée à l'accord relatif à l'usage commun des routes de la zone limitrophe, conclu entre la Lettonie et l'Esthonie, le 2 avril 1924, à Riga, conformément à l'article premier de cet accord, par les routes ci-dessous dénommées.

L'annexe N° 1 de l'accord susmentionné, c'est-à-dire la liste des routes mises par l'Esthonie à la disposition des habitants de la zone limitrophe lettone, sera complétée par les routes suivantes :

1. Route passant d'Ainaži (Lettonie) par la ferme de Nepstu (Esthonie) à la ferme de Petramurdi (Lettonie).

2. Route passant par la forêt de Skulbergi de la ferme de Tausta à la ferme de Kambi.

3. De la ferme de Ozolin (commune d'Ipiki, Lettonie) par la ferme de Lemba (Kalnin) au bourg Mõiseküla (Esthonie).

4. De la ferme de Veiksi (Purgali, commune d'Ipiki, Lettonie) par les fermes de Purklavi et de Rukuli (Esthonie) jusqu'à la frontière d'Etat près du passage de chemin de fer.

5. De la ferme d'Auli (Lettonie) par la ferme de Kirbeli (Esthonie) à la station de Kirbeli (Lettonie).

6. De la ferme de Braksi (commune d'Arakste, Lettonie) à la route de transit d'Arakste Kirbeli, près du moulin de Veski.

7. De la ferme de Napsi (commune de Terneja, Lettonie) à la route de transit d'Arakste-Kirbeli.

8. De la ferme Braksi (Lettonie) par la ferme Zolpak (Esthonie) à la route de Rujiena-Laatre.

9. De la ferme de Kopner (commune d'Omuli, Lettonie) par la propriété Era (Esthonie) et la ferme Lavina à la frontière près des prairies Kopreni et Inus.

10. De la ferme Veska (commune Jaun-Roze, Lettonie) par la propriété Hincing (Esthonie) à la prairie de Lode.

the crossing of the frontier between Latvia and Esthonia by the inhabitants of the frontier zone, have agreed, in conformity with Article 1 of the Agreement, with regard to the common use of roads situated in the frontier zone which was concluded between Latvia and Esthonia on April 2, 1924, at Riga to supplement the list of routes annexed to that Agreement, by the roads mentioned hereunder.

Annex 1 of the above-mentioned Agreement, that is to say, the list of routes placed by Esthonia at the disposal of the inhabitants of the Latvian frontier zone, shall be supplemented by the following routes :

(1) Road from Ainaži (Latvia) by way of the farm of Nepstu (Esthonia) to the farm of Petramurdi (Latvia).

(2) Road leading by the Skulbergi Forest from the farm of Tausta to the farm of Kambi.

(3) From the farm of Ozolin (Latvia, Commune of Ipiki) by way of the farm of Lemba (Kalnin) to the small town of Mõiseküla (Esthonia).

(4) From the farm of Veiksi (Purgali, Latvia, Commune of Ipiki) by way of the farms of Purklavi and Rukuli (Esthonia) as far as the national frontier near the railway crossing.

(5) From the farm of Auli (Latvia) by way of the farm of Kirbeli (Esthonia) to Kirbeli station (Latvia).

(6) From the farm of Braksi (Latvia, Commune of Arakste) to the Arakste-Kirbeli road near Veski Mill.

(7) From the farm of Napsi (Latvia, Commune of Terneja) to the Arakste-Kirbeli road.

(8) From the farm of Braksi (Latvia) by way of the farm of Zolpak (Esthonia) to the Rujiena-Laatre road.

(9) From the farm of Kopner (Latvia, Commune of Omuli) by way of the Era estate (Esthonia) and Lavina farm to the frontier near the meadows of Kopreni and Inus.

(10) From Veska farm (Latvia, Commune of Jaun-Roze) by way of the Hincing estate (Esthonia) to the meadow of Lode.

11. De la ferme Veska par la ferme Peraierve (Mirka) au bourg d'Ope.

12. De la ferme Vitums (commune de Jaun-Roze) par la Nalakauri (Esthonie) à la ferme de Kalakauri (Lettonie).

L'annexe N° 2, c'est-à-dire la liste des routes mises par la Lettonie à la disposition des habitants de la zone limitrophe esthonienne, sera complétée par les routes suivantes :

1. De la propriété de Holdre (Esthonie) par Hargmāe à Pedeli (Lettonie).

2. De la colonie de Möniste par l'auberge de Liivak (Esthonie) à la route de Taheva Koivalinna (Lettonie) traversant la ligne de chemin de fer à voie étroite (de Valk à Möniste), approximativement à deux kilomètres de la station de Möniste.

3. Route passant entre les points de passage de Ikla (Esthonie) et de Heinaste (Lettonie) par la maison Märkson (Lettonie) de la ferme de Treimatsi (Lettonie) à la ferme de Raudsep.

4. De la route Valk-Võru jusqu'au cimetière de Tooki (Stooki).

En foi de quoi les soussignés ont arrêté le présent protocole, qui sera soumis à la confirmation des gouvernements des deux Parties contractantes et entrera en vigueur le 1^{er} avril 1926.

Fait en double exemplaire et signé à Tallinn, le 3 mars 1926.

J. SESKIS.
A. PIIP.

Par noraksta pareizību,

G. SILINS

Baltijas valstu nodalas sekretars.

(11) From Veska farm by way of Peraierve farm (Mirka) to the small town of Ope.

(12) From Vitums farm (Commune of Jaun-Roze) by way of the Nalakauri (Esthonia) to the farm of Kalakauri (Latvia).

Annex 2, that is to say, the list of routes placed by Latvia at the disposal of the inhabitants of the Esthonian frontier zone, shall be supplemented by the following routes :

(1) From the Holdre estate (Esthonia) by way of Hargmāe to Pedeli (Latvia).

(2) From the Möniste settlement by way of Liivak inn (Esthonia) to the Taheva-Koivalinna road (Latvia) crossing the narrow-gauge railway (from Valk to Möniste) approximately two kilometres from Möniste station.

(3) Road passing between the crossing points of Ikla (Esthonia) and Heinaste (Latvia) by way of the Märkson house (Latvia), from the farm of Treimatsi (Latvia) to the farm of Raudsep.

(4) From the Valk-Võru road as far as Tooki cemetery (Stooki).

In faith whereof, the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall be submitted for confirmation to the Governments of the two Contracting Parties, and which shall come into force on April 1, 1926.

Done in duplicate and signed at Reval on March 3, 1926.

J. SESKIS.
A. PIIP.

No. 977. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRITISH AND NETHERLANDS GOVERNMENTS, PROVIDING FOR THE PROLONGATION OF THE ARBITRATION CONVENTION BETWEEN THE TWO COUNTRIES OF FEBRUARY 15, 1905. LONDON, JULY 12, 1925.

Presented for registration by the Netherlands Minister at Berne, September 17, 1926.

No 977. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET NÉERLANDAIS, PROROGÉANT A NOUVEAU LA CONVENTION D'ARBITRAGE DU 15 FÉVRIER 1905, CONCLUE ENTRE LES DEUX PAYS. LONDRES, LE 12 JUILLET 1925.

Présenté à l'enregistrement par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 17 septembre 1926.

No 1001. — ÉCHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET HELLÉNIQUE, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL PROVISOIRE. ATHÈNES, LES 3 JUILLET 1924 ET 15 MAI 1925.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 août 1926.

No. 1001. — EXCHANGE² OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND GREEK GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL COMMERCIAL ARRANGEMENT. ATHENS, JULY 3, 1924, AND MAY 15, 1925.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 3, 1926.

No 1023. — ACCORD³ COMMERCIAL ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ESPAGNE SIGNÉ A MADRID, LE 25 JUILLET 1924.

DÉNONCIATION

de cet accord par le Gouvernement allemand, le 16 juillet 1925. L'accord a cessé de déployer ses effets le 17 octobre 1925.

Communiqué par le consul général d'Allemagne à Genève, le 3 août 1926.

No. 1023. — COMMERCIAL³ AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND SPAIN, SIGNED AT MADRID, JULY 25, 1924.

DENUNCIATION

of this Agreement by the German Government July 16, 1925. The Agreement ceased to have effect on October 17, 1925.

Communicated by the German Consul-General at Geneva, August 3, 1926.

¹ Vol. XXXVIII, page 207 de ce recueil.

² Vol. XL, page 5 de ce recueil.

³ Vol. XLII, page 363 de ce recueil.

¹ Vol. XXXVIII, page 207 of this Series.

² Vol. XL, page 5 of this Series.

³ Vol. XLII, page 363 of this Series.

N^o 1033. — CONVENTION¹ ENTRE L'ALLEMAGNE, LE DANEMARK, L'ESTHONIE, LA FINLANDE, LA LETTONIE, LA LITHUANIE, LA NORVÈGE, LA POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG, LA SUÈDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, POUR LA RÉPRESSION DE LA CONTREBANDE DES MARCHANDISES ALCOOLIQUES, SIGNÉE A HELSINGFORS, LE 19 AOUT 1925.

No. 1033. — CONVENTION¹ BETWEEN GERMANY, DENMARK, ESTHONIA, FINLAND, LATVIA, LITHUANIA, NORWAY, POLAND AND THE FREE CITY OF DANZIG, SWEDEN AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, FOR THE SUPPRESSION OF THE CONTRABAND TRAFFIC IN ALCOHOLIC LIQUORS, SIGNED AT HELSINGFORS, AUGUST 19, 1925.

RATIFICATIONS DE LA CONVENTION :

ESTHONIE 29 juin 1926.
LETTONIE 30 juin 1926.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 16 octobre 1926.

PROTOCOLE CONCLU EN VERTU DE L'ARTICLE 2 DE L'ACCORD COMPLÉMENTAIRE ENTRE L'ESTHONIE, LA FINLANDE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES DU 19 AOUT 1925 FAISANT PARTIE INTÉGRANTE DE LA CONVENTION CI-DESSUS, SIGNÉ A MOSCOU, LE 22 AVRIL 1926, AVEC PROTOCOLE FINAL.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 16 octobre 1926.

PROTOCOLE

En vertu de l'article 2 de l'Accord conclu à Helsingfors, le 19 août 1925, entre l'ESTHONIE, la FINLANDE et l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, constituant pour les Parties contractantes une partie intégrante de la Convention pour la répression de la contrebande des marchandises alcooliques, signée le même jour, — d'après lequel la position précise

¹ Voir vol. XLII, page 73 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

RATIFICATIONS OF THE CONVENTION :

ESTHONIA : June 29, 1926.
LATVIA June 30, 1926.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, October 16, 1926.

PROTOCOL CONCLUDED IN VIRTUE OF ARTICLE 2 OF THE ADDITIONAL AGREEMENT BETWEEN ESTHONIA, FINLAND AND THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, OF AUGUST 19, 1925, BEING INTEGRAL PART OF THE ABOVE CONVENTION, SIGNED AT MOSCOW, APRIL 22, 1926, WITH FINAL PROTOCOL.

Communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, October 16, 1926.

PROTOCOL.

In virtue of Article 2 of the Agreement which was concluded at Helsingfors on August 19, 1925, between ESTHONIA, FINLAND and the UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS and which constitutes for the Contracting Parties an integral part of the Convention for the suppression of the contraband traffic in alcoholic liquors, signed on the same day, — accord-

¹ See Vol. XLII, page 73 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

des routes maritimes internationales y mentionnées sera déterminée par les experts des Etats précités ;

Les experts soussignés, à savoir :

- M. A. BIRK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire et
 M. A. SCHMIDT, conseiller de légation, — délégués par le GOUVERNEMENT D'ESTHONIE ;
 M. A. AHONEN, conseiller d'Etat actuel, — délégué par le GOUVERNEMENT DE FINLANDE ;
 M. N. KOLTCHANOWSKI, vice-directeur au Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères,
 M. W. BELLI, commandant d'escadre de la Flotte ouvrière et paysanne rouge, et
 M. J. LIPSKI, rapporteur pour les Affaires de Finlande au Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères, — délégués par le GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ;

Après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

§ 1.

Les limites des routes maritimes internationales auxquelles ne s'étend pas la surveillance prévue par la convention générale, mais à l'égard desquelles seront appliqués les principes du droit international concernant la liberté des mers, seront les suivantes :

Au nord, la ligne qui se dirige :

En ligne droite du point situé à 59° 5 9',5 de latitude et 27° 00',0 de longitude jusqu'au point situé à 60° 04',0 de latitude et 26° 31',0 de longitude ;

De là, en ligne droite jusqu'au point situé à 60° 00',5 de latitude et 26° 24',0 de longitude ;

De là, en ligne droite jusqu'au point situé à 59° 51',0 de latitude et 25° 00',0 de longitude ;

De là, en ligne droite jusqu'au point situé à 59° 50',0 de latitude et 24° 44',0 de longitude ;

ing to which Article the exact position of the international maritime routes mentioned therein was to be determined by experts of the above-mentioned States ;

The undersigned experts, namely :

- M. A. BIRK, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and
 M. A. SCHMIDT, Counsellor of Legation appointed by the GOVERNMENT OF ESTHONIA ;
 M. A. AHONEN, Counsellor of State appointed by the GOVERNMENT OF FINLAND ;
 M. N. KOLTCHANOWSKI, Deputy-Director of the People's Commissariat for Foreign Affairs,
 M. W. BELLI, Squadron-Commander of the Workers' and Peasants' Red Fleet, and
 M. J. LIPSKI, Rapporteur for Finnish Affairs to the People's Commissariat for Foreign Affairs appointed by the GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS,

Having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The limits of the international maritime routes to which the supervision provided in the general Convention shall not extend, but in regard to which the principles of international law relating to freedom of the seas shall apply, shall be as follows :

To the north :

A straight line starting from the point situated at 59° 59'5 north latitude and 27° 00'0 east longitude and proceeding to the point situated at 60° 4'0 north latitude and 26° 31'0 east longitude ;

hence in a straight line to the point situated at 60° 00'5 latitude and 26° 24'0 longitude ;

hence in a straight line to the point situated at 59° 51'0 latitude and 25° 00'0 longitude ;

hence in a straight line to the point situated at 59° 50'0 latitude and 24° 44'0 longitude ;

De là, en ligne droite jusqu'au point situé à $59^{\circ} 32',5$ de latitude et $23^{\circ} 00',0$ de longitude ;

Puis en ligne droite jusqu'au point situé à $59^{\circ} 29',0$ de latitude et $22^{\circ} 00',0$ de longitude, et,

Au sud, la ligne qui se dirige :

En ligne droite du point situé à $59^{\circ} 57',5$ de latitude et $27^{\circ} 00',0$ de longitude jusqu'au point situé à $60^{\circ} 00',5$ de latitude et $26^{\circ} 38',0$ de longitude ;

De là, en ligne droite jusqu'au point situé à $59^{\circ} 53',0$ de latitude et $26^{\circ} 22',0$ de longitude ;

De là, en ligne droite jusqu'au point situé à $59^{\circ} 44',0$ de latitude et $24^{\circ} 44',0$ de longitude ;

De là, en ligne droite jusqu'au point situé à $59^{\circ} 13',0$ de latitude et $22^{\circ} 18',0$ de longitude ;

Puis en ligne droite jusqu'au point situé à $59^{\circ} 03',0$ de latitude et $22^{\circ} 00',0$ de longitude.

Les lignes de démarcation décrites ci-dessus sont marquées par les tracés rouges sur la carte maritime russe N^o 1557, annexée au présent protocole. Dans le cas, où le texte et la carte présenteraient des contradictions, c'est le texte qui fera foi.

Remarque. — Toutes les longitudes sont calculées de Greenwich.

§ 2.

Le présent protocole entrera en vigueur et pourra être dénoncé en même temps et de la même manière que l'accord précité, conclu entre l'Esthonie, la Finlande et l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

§ 3.

Le présent protocole est dressé en un exemplaire, déposé au Ministère des Affaires étrangères de Finlande et dont copie authentiquée sera remise au Gouvernement d'Esthonie et au Gouvernement de l'Union des Républiques Soviétistes Socialistes.

En foi de quoi les délégués-experts de l'Esthonie, de la Finlande et de l'Union des Répu-

hence in a straight line to the point situated at $59^{\circ} 32',5$ latitude and $23^{\circ} 00',0$ longitude ;

thence in a straight line as far as the point situated at $59^{\circ} 29',0$ latitude and $22^{\circ} 00',0$ longitude ;

To the south :

A straight line starting from the point situated at $59^{\circ} 57',5$ latitude and $27^{\circ} 00',0$ longitude to the point situated at $60^{\circ} 00',5$ latitude and $26^{\circ} 38',0$ longitude ;

hence in a straight line to the point situated at $59^{\circ} 53',0$ latitude and $26^{\circ} 22',0$ longitude ;

hence in a straight line to the point situated at $59^{\circ} 44',0$ latitude and $24^{\circ} 44',0$ longitude ;

hence in a straight line to the point situated at $59^{\circ} 13',0$ latitude and $22^{\circ} 18',0$ longitude ;

thence in a straight line as far as the point situated at $59^{\circ} 03',0$ latitude and $22^{\circ} 00',0$ longitude.

The lines of demarcation described above are shown in red on the Russian maritime chart No. 1557 annexed to the present Protocol. Should the text and the chart not concord with one another, the text shall be authentic.

Note. — All longitudes are reckoned from Greenwich.

Article 2.

The present Protocol shall come into force and may be denounced at the same time and in the same manner as the afore-mentioned Agreement concluded between Esthonia, Finland and the Union of Socialist Soviet Republics.

Article 3.

The present Protocol is drawn up in a single copy and deposited with the Finnish Ministry for Foreign Affairs ; an authenticated copy shall be forwarded to the Government of Esthonia and to the Government of the Union of Socialist Soviet Republics.

In faith whereof, the appointed experts of Esthonia, Finland and the Union of Socialist

bliques Soviétistes Socialistes ont signé le présent protocole et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Soviet Republics have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Fait à Moscou, le 22 avril 1926.

Done at Moscow on April 22, 1926.

(L. S.) A. BIRK.
 (L. S.) A. SCHMIDT.
 (L. S.) A. AHONEN.
 (L. S.) KOLTCHANOWSKI.
 (L. S.) W. BELLI.
 (L. S.) J. LIPSKY.

(L. S.) A. BIRK.
 (L. S.) A. SCHMIDT.
 (L. S.) A. AHONEN.
 (L. S.) KOLTCHANOWSKI.
 (L. S.) W. BELLI.
 (L. S.) J. LIPSKY.

PROTOCOLE FINAL

de la Conférence des délégués-experts d'ESTHONIE, de la FINLANDE et de l'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, convoquée en vertu de l'article 2 de l'accord conclu entre ces pays, à Helsingfors, le 19 août 1925.

Les experts soussignés, à savoir :

M. A. BIRK, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, et
 M. A. SCHMIDT, conseiller de légation, — délégués par le GOUVERNEMENT D'ESTHONIE ;
 M. A. AHONEN, conseiller d'Etat actuel, — délégué par le GOUVERNEMENT DE FINLANDE ;
 M. N. KOLTCHANOWSKI, vice-directeur au Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères ;
 M. W. BELLI, commandant d'escadre de la Flotte ouvrière et paysanne rouge, et
 M. J. LIPSKI, rapporteur pour les Affaires de Finlande au Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères, — délégués par le GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES,

S'étant réuni à Moscou, à la Conférence prévue par l'article 2 de l'accord, signé à Helsingfors, le 19 août 1925, par les plénipotentiaires des pays susmentionnés et constituant une

FINAL PROTOCOL

of the Conference of the Experts appointed by ESTHONIA, FINLAND and the UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS and convened in virtue of Article 2 of the Agreement concluded between these countries at Helsingfors on August 19, 1925.

The undersigned experts, namely :

M. A. BIRK Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, and
 M. A. SCHMIDT, Counsellor of Legation appointed by THE GOVERNMENT OF ESTHONIA ;
 M. A. AHONEN, Counsellor of State appointed by the GOVERNMENT OF FINLAND ;
 M. N. KOLTCHANOWSKI, Deputy-Director of the People's Commissariat for Foreign Affairs ;
 M. W. BELLI, Squadron-Commander of the Workers' and Peasants' Red Fleet, and
 M. J. LIPSKI, Rapporteur for Finnish Affairs to the People's Commissariat for Foreign Affairs, appointed by the GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS,

Having met at Moscow for the Conference provided for in Article 2 of the Agreement — which was signed at Helsingfors on August 19, 1925, by the Plenipotentiaries of the

partie intégrante de la Convention pour la repression de la contrebande des marchandises alcooliques signée le même jour à Helsingfors, — ont discuté et arrêté ce qui suit :

§ 1.

Les limites de la route internationale maritime entre Léningrad et la mer Baltique, non soumise au contrôle prévu par la convention susmentionnée, à l'égard de laquelle s'appliquent les principes du droit international concernant la liberté des mers, sont approuvés, étant fixé par un protocole spécial.

§ 2.

Quant à la question de la route internationale maritime située dans la partie sud-est du golfe de Finlande, il a été constaté que :

I. Les délégués-experts de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ont déclaré que leur gouvernement considère, que cette route, dont les lignes de démarcation passent :

Au nord-est : la ligne qui se dirige en ligne droite du point situé à 59° 57' de latitude et 26° 31' de longitude jusqu'au point situé à 59° 40' de latitude et 27° 02' de longitude ;

Au nord : la ligne qui se dirige en ligne droite du point situé à 59° 40' de latitude et 27° 02' de longitude jusqu'au point situé à 59° 40' de latitude et 27° 50' de longitude ;

Au sud-ouest : la ligne qui se dirige en ligne droite du point situé à 59° 54' de latitude et 26° 24' de longitude jusqu'au point situé à 59° 35' de latitude et 27° 00' de longitude ;

Au sud : la ligne qui se dirige en ligne droite du point situé à 59° 35' de latitude et 27° 00' de longitude jusqu'au point situé à 59° 35' de latitude et 27° 58' de longitude ;

above-mentioned countries and which constitutes an integral part of the Convention for the suppression of the contraband traffic in alcoholic liquors signed the same day at Helsingfors, — have discussed and agreed upon the following provisions :

Article 1.

The limits of the international maritime route between Leningrad and the Baltic, which is not subject to the supervision laid down in the above-mentioned Convention, but as regards which the principles of international law relating to freedom of the seas are to apply, have been approved as set forth in a special Protocol.

Article 2.

With regard to the question of the international maritime route situated in the south-eastern part of the Gulf of Finland, it is noted that :

I. The experts appointed by the Union of Socialist Soviet Republics have declared that this route must be subject, and, as far as concerns the Union of Socialist Soviet Republics, is subject to the provisions of Article 1 of the present Protocol. The lines of demarcation of this route are as follows :

To the north-east : a straight line passing from the point situated at 59° 57' latitude and 26° 31' longitude to the point situated at 59° 40' latitude and 27° 02' longitude ;

To the north : a straight line passing from the point situated at 59° 40' latitude and 27° 02' longitude to the point situated at 59° 40' latitude and 27° 50' longitude ;

To the south-west : a straight line passing from the point situated at 59° 54' latitude and 26° 24' longitude to the point situated at 59° 35' latitude and 27° 00' longitude ;

To the south : a straight line passing from the point situated at 59° 35' latitude and 27° 00' longitude to the point situated at 59° 35' latitude and 27° 58' longitude ;

(Remarque : Toutes les longitudes sont calculées de Greenwich.)

Doit être et est, en ce qui concerne l'Union des Républiques soviétistes socialistes, soumise aux dispositions du § I du présent Protocole.

II. Le délégué-expert de Finlande a déclaré que le Gouvernement de Finlande pour autant que cette question touche la Finlande, ne s'oppose pas à ce que cette route soit comptée comme une route internationale maritime ainsi qu'il a été prévu par l'Accord du 19 août 1925.

III. Les délégués-experts d'Esthonie ont déclaré qu'ils ne peuvent, en ce qui concerne l'Esthonie, adhérer au point de vue précité et considèrent que cette question peut être discutée ultérieurement entre l'Esthonie et l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Fait et signé à Moscou, le 22 avril 1926 en un seul exemplaire qui sera déposé au Ministère des Affaires étrangères de Finlande, qui transmettra aux gouvernements intéressés les copies authentiquées du présent protocole final.

A. BIRK.
A. SCHMIDT.
A. AHONEN.
KOLTCHANOWSKI.
W. BELLI.
J. LIPSKY.

Note : All longitudes are reckoned from Greenwich.

II. The expert appointed by Finland has stated that the Finnish Government, in so far as this question affects Finland, has no objection to this route being reckoned as an international maritime route, as laid down in the Agreement of August 19, 1925.

III. The experts appointed by Esthonia have stated that as far as concerns Esthonia, they cannot adhere to the above-mentioned point of view and consider that this question may be reserved for subsequent discussion between Esthonia and the Union of Socialist Soviet Republics.

Done and signed at Moscow on April 22, 1926, in a single copy, which shall be deposited with the Finnish Ministry for Foreign Affairs ; the latter shall transmit authenticated copies of the present Final Protocol to the Governments concerned.

A. BIRK.
A. SCHMIDT.
A. AHONEN.
KOLTCHANOWSKI.
W. BELLI.
J. LIPSKY.

No. 1050. — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GERMANY, SIGNED AT LONDON, DECEMBER 2, 1924.

EXCHANGE OF NOTES FOR THE EXTENSION OF THE PROVISIONS OF THIS TREATY TO CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES. BERLIN FEBRUARY 11, MARCH 4, 5, 18 AND 22, 1926.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office May 25, 1926.

I.

BRITISH EMBASSY.
(C 4374/142/18)
No. 79.
(188/3/26).

BERLIN, *February 11, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In my note No. 114 of the 4th of April last, I had the honour to inform Your Excellency that the Government of the Colony of SOUTHERN RHODESIA desired that the stipulations of the Anglo-German Treaty of Commerce and Navigation should apply to Southern Rhodesia and that a formal notification to this effect would be made to the German Government as soon as ratifications of the Treaty had been exchanged.

I have now been directed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, in conformity with the provisions of Article 31 of that Treaty, to give formal notice to the German Government of the desire of His Britannic Majesty that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany, signed at London on the 2nd of December 1924, shall apply to the Colony of Southern Rhodesia as from the date of this notification.

(Signed) D'ABERNON.

His Excellency Dr. STRESEMANN,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N^o 1050. — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'ALLEMAGNE, SIGNÉ A LONDRES, LE 2 DÉCEMBRE 1924.

ECHANGE DE NOTES PORTANT APPLICATION DES DISPOSITIONS DE CE TRAITÉ A CERTAINES COLONIES, PROTECTORATS, ET TERRITOIRES SOUS MANDAT BRITANNIQUE. BERLIN, LES 11 FÉVRIER, 4, 5, 18 ET 22 MARS 1926.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 25 mai 1926.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.
(C. 4374/142/18)
N^o 79
(188/3/26)

BERLIN, *le 11 février 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par ma note N^o 114, en date du 4 avril dernier, j'ai eu l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la colonie de la Rhodésie du Sud désirait que les stipulations du Traité anglo-allemand de commerce et de navigation fussent appliquées à la Rhodésie du Sud et qu'une notification officielle, à cet effet, serait adressée au Gouvernement allemand, aussitôt après l'échange des ratifications dudit traité.

2. J'ai maintenant l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et conformément aux dispositions de l'article 31 dudit traité, de notifier officiellement au Gouvernement allemand le désir de Sa Majesté britannique que les stipulations du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, signé à Londres le 2 décembre 1924, s'appliquent à la colonie de la Rhodésie du Sud, à partir de la date de la présente notification.

(Signé) D'ABERNON.

Son Excellence le Dr STRESEMANN,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc.

¹ Volume XLIII, page 89 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Volume XLIII, page 89 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

AUSWÄRTIGES AMT.
Nr. III E 598 Ang. I.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

BERLIN, den 5. März 1926.

EUERE EXZELLENZ !

Ich beehre mich, den Empfang des Schreibens Euerer Exzellenz vom 11 Februar d. j. No. 79/188/3/26 zu bestätigen und habe davon Vormerkung genommen, dass Seine Britische Majestät den Wunsch hat, die Bestimmungen des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Vereinigten Königreich und dem Deutschen Reich, der am 2.12.24 unterzeichnet wurde, gemäss Artikel 31 dieses Vertrages vom Datum des oben erwähnten Schreibens, d.i. dem 11 Februar 1926, ab, auf die Kolonie SÜD-RHODESIEN auszudehnen.

Die Bestimmungen des deutsch-englischen Handels und Schiffahrtsvertrages finden demnach vom 11 Februar 1926 ab auch auf Süd-Rhodesien Anwendung.

Ich benutze auch diese Gelegenheit, um Euerer Exzellenz meiner besonderen Hochachtung zu versichern.

(u.) STRESEMANN.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Grossbritannischen Botschafter
Lord D'ABERNON.

¹ TRADUCTION.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° III. E. 598 Aug. I.

BERLIN, le 5 mars 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence, N° 79/188/3/26, en date du 11 février, et j'ai pris acte que Sa Majesté britannique désire que les dispositions du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et le Reich allemand, signé le 2 décembre 1924, soient étendues, conformément à l'article 31 dudit traité, à la colonie de la Rhodésie du Sud, à partir de la date de la communication susmentionnée, c'est-à-dire du 11 février 1926.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. III. E. 598 Aug. I.

BERLIN, March 5, 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 79/188/3/26 dated February 11. I have taken note of His Britannic Majesty's desire that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and the German Reich, signed on December 2, 1924, shall, in conformity with Article 31 of that Treaty, be applied to the Colony of Southern Rhodesia as from the date of the above-mentioned communication, *i.e.*, as from February 11, 1926.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

En conséquence, les dispositions du Traité anglo-allemand de commerce et de navigation s'appliquent également, à partir du 11 février 1926, à la Rhodésie du Sud.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) STRESEMANN.

Son Excellence l'Ambassadeur
de Sa Majesté britannique,
Lord D'ABERNON.

III.

BRITISH EMBASSY.

(C. 4375/142/18).
No. 99.
(188/6/26).

BERLIN, *March* 4, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In my note No. 79 of the 11th ultimo I had the honour to notify Your Excellency of the adhesion of the Colony of Southern Rhodesia to the Anglo-German Commercial Treaty. I have now been directed by His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, in conformity with Article 31 of that Treaty, to give formal notice to the German Government of the desire of His Britannic Majesty that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany, signed at London on the 2nd of December 1924, shall apply to the following Colonies, Protectorates and Mandated Territories as from the date of this notification :

Barbados,
Bermuda,
Ceylon,
Cyprus,
The Gambia,
Gold Coast (including the British Mandated sphere of the Togoland),
Leeward Isles,
Malta,
Nigeria (including the British Mandated sphere of the Cameroons),

Consequently, the stipulations of the Anglo-German Treaty of Commerce and Navigation will also apply to Southern Rhodesia as from February 11, 1926.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) STRESEMANN.

His Excellency
Lord D'ABERNON,
His Britannic Majesty's
Ambassador.

III.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

(C. 4375/142/18)
No 99
(188/6/26).

BERLIN, *le 4 mars* 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par ma note N° 79, en date du 11 février, j'ai eu l'honneur de notifier à Votre Excellence l'adhésion de la colonie de la Rhodésie du Sud au Traité de commerce anglo-allemand. J'ai maintenant l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires Étrangères, et conformément à l'article 31 dudit traité, de notifier officiellement au Gouvernement allemand le désir de Sa Majesté britannique que les stipulations du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, signé à Londres le 2 décembre 1924, s'appliquent, à partir de la date de la présente notification, aux colonies, protectorats et territoires sous mandat indiqués ci-après :

Barbades,
Bermudes,
Ceylan,
Chypre,
Gambie,
Côte de l'Or (y compris le Togo sous mandat britannique),
Iles sous le Vent,
Malte,
Nigeria (y compris le Cameroun sous mandat britannique),

Northern Rhodesia,
Nyassaland,
Somaliland,
Tanganyika,
Trinidad.

(Signed) D'ABERNON.

Rhodésie du Nord,
Nyassaland,
Somaliland,
Tanganyika,
Trinité.

(Signé) D'ABERNON.

His Excellency,
Dr. STRESEMANN,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

Son Excellence le Dr STRESEMANN,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

IV.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

(C. 4375/142/18).

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. III E 964.

BERLIN, den 18. März 1926.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich, den Empfang des Schreibens Euerer Exzellenz vom 4. März d. I. No. 99/188/6/26 zu bestätigen und habe davon Vormerkung genommen, dass Seine Britische Majestät den Wunsch hat, die Bestimmungen des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Vereinigten Königreich und dem Deutschen Reich, der am 2.12.24 unterzeichnet wurde, gemäss Artikel 31 dieses Vertrages vom Datum des oben erwähnten Schreibens, das ist dem 4. März 1926, ab, auf die nachfolgenden Kolonien, Protektorate und Mandatsgebiete auszudehnen :

Barbados,
Bermuda,
Ceylon,
Cypern,
Gambia,
Goldküste (einschliesslich des britischen Mandatsgebietes von Togoland),
Leeward Inseln,
Malta,
Nigeria (einschliesslich des britischen Mandatsgebietes von Kamerun),
Nord-Rhodesien,
Nyassaland,
Somaliland,
Tanganyika,
Trinidad.

Die Bestimmungen des deutsch-englischen Handels- und Schiffahrtsvertrages finden demnach vom 4. März 1926 ab auf die vorgenannten Kolonien, Protektorate und Mandatsgebiete Anwendung.

Ich benutze auch diese Gelegenheit, um Euere Exzellenz meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu versichern.

(u.) STRESEMANN.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Grossbritannischen Botschafter
Lord D'ABERNON.

¹ TRADUCTION.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

(C. 4375/I42/I8).
N^o III. E. 964.

BERLIN, le 18 mars 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N^o 99/188/6/26, en date du 4 mars, et j'ai pris acte que Sa Majesté britannique désire que les dispositions du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et le Reich allemand, signé le 2 décembre 1924, soient, conformément à l'article 31 dudit traité, étendues, à partir de la date de la communication susmentionnée, c'est-à-dire du 4 mars 1926, aux colonies, protectorats et territoires sous mandat indiqués ci-après :

Barbades,
Bermudes,
Ceylan,
Chypre,
Gambie,
Côte de l'Or (y compris le Togo sous mandat britannique),
Iles sous le Vent,
Malte,
Nigeria (y compris le Cameroun sous mandat britannique),
Rhodésie du Nord,
Nyassaland,
Somaliland,
Tanganyika,
Trinité.

Les dispositions du Traité anglo-allemand de commerce et de navigation s'appliquent donc, à partir du 4 mars 1926, aux colonies, protectorats et territoires sous mandat énumérés ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) STRESEMANN.

Son Excellence l'Ambassadeur
de Sa Majesté britannique,
Lord D'ABERNON.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

(C 4375/I42/I8).
No. III. E. 964.

BERLIN, March 18, 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 99/188/6/26, dated March 4. I have taken note of His Britannic Majesty's desire that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and the German Reich, signed on December 2, 1924, should, in conformity with Article 31 of that Treaty, apply to the Colonies, Protectorates and Mandated Territories enumerated hereunder as from the date of the above-mentioned communication, *i.e.* March 4, 1926.

Barbados,
Bermuda,
Ceylon,
Cyprus,
The Gambia,
Gold Coast (including the British Mandated sphere of the Togoland),
Leeward Isles,
Malta,
Nigeria (including the British Mandated sphere of the Cameroons),
Northern Rhodesia,
Nyasaland,
Somaliland,
Tanganyika,
Trinidad.

As from March 4, 1926, the stipulations of the Anglo-German Treaty of Commerce and Navigation will therefore apply to the Colonies, Protectorates and Mandated Territories enumerated above.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) STRESEMANN.

His Excellency
Lord D'ABERNON,
His Britannic Majesty's
Ambassador.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

V.

BRITISH EMBASSY.

No. 132.
(188/12/26.)
(C. 4796/142/18.)

BERLIN, *March 22, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In my note No. 99 of the 4th instant, I had the honour to notify Your Excellency of the adhesion of certain Colonies, Protectorates and Mandated Territories to the Anglo-German Commercial Treaty. I have now received instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, in conformity with Article 31 of that Treaty, to give formal notice to the German Government of the desire of His Britannic Majesty that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany, signed at London on the 2nd of December 1924, shall apply to the following Dependencies as from the date of this notification :

The Falkland Islands ;
The Federated Malay States (Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang) ;
Grenada ;
Hong-Kong ;
Jamaica ;
Mauritius ;
St. Helena ;
St. Lucia ;
St. Vincent ;
Seychelles ;
The Straits Settlements.

2. I should be grateful if Your Excellency would be so good as to furnish me in due course with a formal acknowledgment of this notification.

3. I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) D'ABERNON.

His Excellency,
Dr. STRESEMANN,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

V.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 132.
(N° 188/12/26.)
(C. 4796/142/18.)

BERLIN, *le 22 mars 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par ma note N° 99, en date du 4 courant, j'ai eu l'honneur de notifier à Votre Excellence l'adhésion de certaines colonies, protectorats et territoires sous mandat au Traité de commerce anglo-allemand. J'ai maintenant l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et conformément à l'article 31 dudit traité, de notifier officiellement au Gouvernement allemand le désir de Sa Majesté britannique que les stipulations du traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, signé à Londres le 2 décembre 1924, s'appliquent, à partir de la date de la présente notification, aux dépendances suivantes :

Iles Falkland,
Etats fédérés de la Malaisie (Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang),
Grenade,
Hong-Kong,
Jamaïque,
Île Maurice,
Sainte-Hélène,
Sainte-Lucie,
Saint-Vincent,
Iles Seychelles,
Straits Settlements.

2. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir, en temps opportun, un accusé de réception officiel de la présente notification.

3. Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) D'ABERNON.

Son Excellence le D^r STRESEMANN,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

VI.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

Nr. III E 1170/26 Ang. I.

BERLIN, den 31. März, 1926.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich, den Empfang des Schreibens Eurer Exzellenz vom 22. März d. J. — No. 132 (188/12/26) — zu bestätigen und habe davon Vormerkung genommen, dass Seine Britannische Majestät den Wunsch hat, die Bestimmungen des Handels- und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Vereinigten Königreich und dem Deutschen Reich, der am 2. 12. 1924 unterzeichnet wurde, gemäss Artikel 31 dieses Vertrages vom Datum des oben erwähnten Schreibens, d. i. dem 22. März 1926, ab, auf die nachfolgenden Dependenzen auszudehnen :

die Falkland Inseln,
die Verbündeten Malayischen Staaten (Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang) ;
Grenada ;
Hongkong ;
Jamaika ;
Mauritius ;
St. Helena ;
St. Lucia ;
St. Vincent ;
die Seychellen ;
die Straite Settlements.

Die Bestimmungen des deutsch-englischen Handels- und Schiffahrtsvertrages finden demnach vom 22. März 1926 ab auf die vorgenannten Dependenzen Anwendung.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(U.) STRESEMANN.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Grossbritannischen Botschafter
Viscount D'ABERNON.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° III. E. 1170/26 Aug. I.

BERLIN, le 31 mars 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la communication de Votre Excellence, N° 132 (188/12/26), en date du 22 mars, et j'ai pris acte que Sa Majesté britannique désire que les dispositions du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et le Reich allemand, signé le 2 décembre 1924, soient, conformément à l'article 31 dudit traité, étendues,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. III E. 1170/26 Aug. I.

BERLIN, March 31, 1926.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's communication No. 132 (188/12/26) dated March 22. I have taken note of His Britannic Majesty's desire that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and the German Reich signed on December 2, 1924, shall, in conformity with Article 31 of that

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

à partir de la date de la communication ci-dessus mentionnée, c'est-à-dire du 22 mars 1926, aux Dépendances suivantes :

Iles Falkland,
Etats Fédérés de la Malaisie (Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang),
Grenade,
Hong-Kong,
Jamaïque,
Ile Maurice,
Sainte-Hélène,
Sainte-Lucie,
Saint-Vincent,
Iles Seychelles,
Straits Settlements.

Les dispositions du Traité anglo-allemand de commerce et de navigation s'appliquent donc, à partir du 22 mars 1926, aux dépendances énumérées ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) STRESEMANN.

Son Excellence l'Ambassadeur
de Sa Majesté britannique,
Vicomte D'ABERNON.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION OF CERTAIN BRITISH COLONIES AND PROTECTORATES TO THIS TREATY. BERLIN, APRIL 26, MAY 15 AND JUNE 8 AND 22, 1926.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, November 3, 1926.

I.

BRITISH EMBASSY.
(C. 5927/142/18)
No. 175.
(188/23/26)

BERLIN, *April 26, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In my note No. 132 of the 22nd of March I had the honour to notify Your Excellency of

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

Treaty, apply to the following Dependencies as from the date of the above-mentioned communication, that is to say, March 22, 1926.

The Falkland Islands ;
The Federated Malay States (Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang) ;
Grenada ;
Hong-Kong ;
Jamaica ;
Mauritius ;
St. Helena ;
St. Lucia ;
St. Vincent ;
Seychelles ;
The Straits Settlements.

As from March 22, 1926, the stipulations of the Anglo-German Treaty of Commerce and Navigation will therefore apply to the Dependencies enumerated above.

I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) STRESEMANN.

His Excellency
Viscount D'ABERNON,
His Britannic Majesty's
Ambassador.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION A CE TRAITÉ DE CERTAINES COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES. BERLIN, LES 26 AVRIL, 15 MAI, 8 ET 22 JUIN 1926.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 3 novembre 1926.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

AMBASSADE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.
(C. 5927/142/18)
N° 175.
(188/23/26)

BERLIN, LE 26 *avril 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par ma note du N° 132, en date du 29 mars, j'ai eu l'honneur de notifier à Votre Excellence

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

the adhesion of certain British Dependencies to the Anglo-German Commercial Treaty. I have now received instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to give formal notice to the German Government, in conformity with Article 31 of that Treaty, of the desire of His Britannic Majesty that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany, signed at London on the 2nd of December, 1924, shall apply to the following Dependencies as from the date of this notification :

Sierra Leone,
The Bahamas,
British Guiana,
and the Unfederated Malay States (Johore, Kedah, Perlis, Kelantan, Trengganu and Brunei).

2. I should be grateful if Your Excellency would be so good as to furnish me in due course with a formal acknowledgment of this notification.

3. I avail myself etc., etc.

(Signed) D'ABERNON.

His Excellency
Dr. STRESEMANN,
Minister for Foreign Affairs.

l'adhésion de certaines dépendances britanniques au Traité de commerce anglo-allemand. J'ai maintenant l'honneur, d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, et conformément à l'article 31 dudit traité, de notifier officiellement au Gouvernement allemand le désir de Sa Majesté britannique que les stipulations du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, signé à Londres le 2 décembre 1924, s'appliquent, à partir de la date de la présente notification, aux dépendances suivantes :

Sierra Leone,
Iles Bahama,
Guyane britannique,
et Etats Malais non confédérés (Johore, Kedah, Perlis, Kelantan, Trengganu et Brunei).

2. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir, en temps opportun, un accusé de réception officiel de la présente notification.

3. Je saisis cette occasion, etc., etc.

(Signé) D'ABERNON.

Son Excellence
M. le D^r STRESEMANN,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.
Nr. III E 1651 Ang. I.

BERLIN, den 15 Mai 1926.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich, den Empfang des Schreibens Euerer Exzellenz vom 26.v.M. — No. 175 (188/23/26) — zu bestätigen und babe davon Vormerkung genommen, dass Seine Britannische Majestät den Wunsch hat, die Bestimmungen des Handels — und Schiffahrtsvertrages zwischen dem Vereinigten Königreich und dem Deutschen Reich, der am 2.12.24 unterzeichnet wurde, gemäss Artikel 31 dieses Vertrages vom Datum des oben erwähnten Schreibens, d.i. den 26. April 1926 ab, auf die nachfolgenden Dependenzen auszudehnen :

Sierra Leone,
die Bahama Inseln,
Britisch Guyana,
und die Malayischen, dem Staatenbund nicht angeschlossenen Staaten (Johore, Kedah, Perlis, Kelantan, Triengganu und Brunei).

Die Bestimmungen des deutsch-englischen Handels — und Schifffahrtsvertrages finden demnach von 26 April 1926 ab auf die vorgenannten Dependenzen Anwendung.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(Gez.) STRESEMANN.

Seiner Exzellenz
dem Königlich Grossbritannischen Botchafter
Viscount D'ABERNON.

¹ TRADUCTION.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N° III. E. 1651. Aug. I.

BERLIN, le 15 mai 1926.

MONSIEUR L'AMBAassadeUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence, N° 175 (188/23/26) en date du 26 avril, et j'ai pris acte que Sa Majesté britannique désire que les stipulations du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, signé le 2 décembre 1924, soient, conformément à l'article 31 dudit traité, appliquées à partir de la date de la lettre précitée, c'est-à-dire du 26 avril 1926, aux dépendances suivantes :

Sierra Leone,
Iles Bahama,
Guyane britannique,
et Etats Malais non confédérés (Johore,
Kedah, Perlis, Kelantan, Trengganu et
Brunei).

Les dispositions du Traité germano-anglais sont donc applicables, à partir du 26 avril 1926, aux dépendances mentionnées ci-dessus.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) STRESEMANN.

Son Excellence le vicomte D'ABERNON,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.

¹ TRANSLATION.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. III E 1651, Aug. I.

BERLIN, May 15, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. 175 (188/23/26) dated April 26 last, and have noted His Britannic Majesty's desire that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany signed at London on December 2, 1924 should apply, in conformity with Article 31 of this Treaty, as from the date of the above-mentioned letter, viz., April 26, 1926, to the following Dependencies :

Sierra Leone,
The Bahamas,
British Guiana,
and the Unfederated Malay States (Johore,
Kedah, Perlis, Kelantan, Trengganu and
Brunei).

The stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany will accordingly apply to the above-mentioned Dependencies as from April 26, 1926.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) STRESEMANN.

To His Excellency D'ABERNON,
Ambassador of His Britannic Majesty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

III.

III.

BRITISH EMBASSY.

(C. 7311/142/18)
No. 236
(188/27/26).

BERLIN, 8 June, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In his note No. 175 of the 24 of April Lord D'Abernon had the honour to notify Your Excellency of the adhesion of certain British Dependencies to the Anglo-German Commercial Treaty.

2. I have now received instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to give formal notice to the German Government of the desire of His Britannic Majesty that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany, signed at London on the 2 December, 1924, should apply to the Colony of British Honduras as from the date of this notification.

3. I should be grateful if Your Excellency would be so good as to furnish me in due course with a formal acknowledgment of this notification.

4. I avail myself etc., etc., etc.

(Signed) JOSEPH ADDISON.

His Excellency
Dr. STRESEMANN,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

AMBASSADE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

(C. 7311/142/18)
N° 236
(188/27/26).

BERLIN, le 8 juin 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par sa note N° 175, en date du 24 avril, lord D'Abernon a eu l'honneur de notifier à Votre Excellence l'adhésion de certaines dépendances britanniques au Traité de commerce anglo-allemand.

2. J'ai maintenant l'honneur d'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères de notifier officiellement au Gouvernement allemand le désir de Sa Majesté britannique que les stipulations du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et l'Allemagne, signé à Londres, le 2 décembre 1924, s'appliquent à partir de la date de la présente notification à la colonie du Honduras britannique.

3. Je serais très reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir, en temps opportun, un accusé de réception officiel de la présente notification.

4. Je saisis cette occasion etc.

(Signé) JOSEPH ADDISON.

Son Excellence
M. le D^r STRESEMANN,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

IV.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

III E 2229/25 I.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER !

BERLIN, den 22 Juni 1926.

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens von 8 Juni 1926 No. 236 (188/27/26) zu bestätigen und habe davon Vormerkung genommen, dass Seine Britannische Majestät den Wunsch

hat, die Bestimmungen des Handels- und Schifffahrtsvertrages zwischen den Vereinigten Königreich und dem Deutschen Reich, der am 2.12.1924 unterzeichnet wurde, gemäss Artikel 31 dieses Vertrages vom Datum des oben erwähnten Schreibens, d.i. dem 8 Juni 1926, ab auf die Kolonie Britisch Honduras auszudehnen.

Die Bestimmungen des deutsch-englischen Handels- und Schifffahrtsvertrages finden demnach vom 8 Juni 1926 ab auf die vorgenannte Kolonie Anwendung.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Geschäftsträger die Versicherung meiner vorzüglichsten Hochachtung zu erneuern.

STRESEMANN.

An den Königlich Grossbritannischen
Geschäftsträger
Herrn ADDISON.

¹ TRADUCTION.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

III. E. 2229/25 I.

BERLIN, le 22 juin 1926.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre n° 236 (188/27/26) et j'ai pris acte que Sa Majesté britannique désire que les dispositions du Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et le Reich allemand, signé le 2 décembre 1924, soient, conformément à l'article 31 dudit traité, étendues, à partir de la date de la lettre précitée, c'est-à-dire du 8 juin 1926, à la colonie du Honduras britannique.

Les dispositions du Traité de Commerce et de navigation germano-anglais s'appliquent donc, à partir du 8 juin 1926, à la susdite colonie.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) STRESEMANN.

M. ADDISON,
Chargé d'affaires britannique.

¹ TRANSLATION.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

III. E. 2229/25/I.

BERLIN, June 22, 1926.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 236 (188/27/26) dated June 8 last, and have noted His Britannic Majesty's desire that the stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany signed at London on December 2, 1924 should apply, in conformity with Article 31 of this Treaty, as from the date of the above-mentioned letter, viz., June 8, 1926, to British Honduras.

The stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Germany will accordingly apply to the above-mentioned Dependency as from June 8, 1926.

I have the honour to be, etc.

(Signed) STRESEMANN.

To M. ADDISON,
British Chargé d'Affaires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No. 1052. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BRITISH AND BULGARIAN GOVERNMENTS PROVIDING FOR THE PROVISIONAL REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES, SOFIA, NOVEMBER 12, 1925.

N^o 1052. — ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET BULGARE, RELATIF AU RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES. SOFIA, LE 12 NOVEMBRE 1925.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSIONS TO THIS AGREEMENT OF CERTAIN BRITISH COLONIES AND PROTECTORATES, SOFIA, MAY 1st, JULY 10, AUGUST 10, SEPTEMBER 11 AND 14, 1926.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION A CET ARRANGEMENT DE CERTAINES COLONIES ET PROTECTORATS BRITANNIQUES. SOFIA, LES 1^{er} MAI, 10 JUILLET, 10 AOÛT, 11 ET 14 SEPTEMBRE 1926.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, November 3, 1926.

Communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 3 novembre 1926.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

SOFIA, *May 1st, 1926.*

SOFIA, *le 1^{er} mai 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

According to the Agreement for the Provisional Regulation of Commercial Relations between Great Britain and Bulgaria, effected by means of an exchange of notes on November 12th, 1925 between Your Excellency's predecessor and myself, it was provided that the stipulations contained therein should be applicable to those of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions, Protectorates or Mandated Territories, on whose behalf notices of accession should thereafter be made.

Aux termes de l'accord pour le règlement provisoire des relations commerciales entre la Grande-Bretagne et la Bulgarie, conclu le 12 novembre 1925, par un échange de notes entre le prédécesseur de Votre Excellence et moi-même, il a été convenu que les stipulations dudit accord s'appliqueraient aux dominions autonomes, aux colonies, possessions, protectorats de Sa Majesté britannique, et aux territoires sous mandat britannique dont le Gouvernement britannique aurait ultérieurement notifié l'accession.

I have accordingly the honour to notify Your Excellency that His Majesty's Government desire that the stipulations of this agree-

En conséquence, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté désire que les stipulations dudit accord

¹ Vol. XLIII, page 165 of this Series.

¹ Vol. XLIII, page 165 de ce Recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ment should be applied to the following Colonies and Protectorates :

Bermuda,
British Honduras,
Ceylon,
Cyprus,
Gambia,
Gold Coast,
Jamaica,
Leeward Islands,
Malta,
Nigeria,
Northern Rhodesia,
Nyasaland,
Saint Helena,
Seychelles,
Tanganyika,
Trinidad and Tobago,
Windward Islands :
Grenada,
St. Lucia,
St. Vincent.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) WILLIAM ERSKINE.

His Excellency
Monsieur Athanase BOUROFF,
Minister for Foreign Affairs,
En ville.

II.

BRITISH LEGATION.

No. 1052.

SOFIA, July 10, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In accordance with the provisions of the Agreement for the Provisional Regulation of Commercial Relations between Great Britain and Bulgaria, effected by means of an exchange of notes on November 12th 1925, between Your Excellency's predecessor and myself, I had the honour to notify Your Excellency on May 1st, of the accession to this Agreement of certain of His Britannic Majesty's Colonies and Protectorates.

s'appliquent aux colonies et protectorats suivants :

Bermudes,
Honduras britannique,
Ceylan,
Chypre,
Gambie,
Côte de l'Or,
Jamaïque,
Îles sous le Vent,
Malte,
Nigeria,
Rhodésie du Nord,
Nyassaland,
Sainte-Hélène,
Seychelles,
Territoire du Tanganyika,
Trinité et Tobago,
Îles du Vent :
Grenade,
Sainte-Lucie,
Saint-Vincent.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) WILLIAM ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur Athanase BOUROFF,
Ministre des Affaires étrangères,
En ville.

II.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 1052.

SOFIA, le 10 juillet 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux dispositions de l'accord pour le règlement provisoire des relations commerciales entre la Grande-Bretagne et la Bulgarie, conclu le 12 novembre 1925, au moyen d'un échange de notes entre le prédécesseur de Votre Excellence et moi-même, j'ai eu l'honneur, le 1^{er} mai, de notifier à Votre Excellence l'accèsion audit accord de certaines colonies et de certains protectorats de Sa Majesté britannique.

Under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs I have now the honour to notify Your Excellency that His Majesty's Government desire that the stipulations of this agreement should further be applied to the following Colonies, Possessions and Protectorates :

British Guiana,
Federated Malay States,
Hong Kong,
Mauritius,
Straits Settlements.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) WILLIAM ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur Athanase BOUROFF,
Ministre des Affaires étrangères,
En ville.

III.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.
N° 3685.

SOFIA, le 10 août 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception des lettres en date du 1^{er} mai et 10 juillet par lesquelles Votre Excellence a bien voulu me faire notifier que le Gouvernement de Sa Majesté britannique a décidé de rendre applicable l'Arrangement commercial provisoire, conclu le 12 novembre 1925 entre la Bulgarie et la Grande-Bretagne, aux colonies et protectorats britanniques suivants :

Bermuda, British Honduras, Ceylon, Cyprus, Gambia, Gold Coast, Jamaica, Leeward Islands, Malta, Nigeria, Northern Rhodesia, Nyasaland, Saint Helena, Seychelles, Tanganyika, Trinidad and Tobago, Windward Islands — Grenada, St. Lucia, St. Vincent — British Guiana,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier aujourd'hui à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté désire que les stipulations dudit accord soient étendues aux colonies, possessions et protectorats ci-dessous énumérés :

Guyane britannique,
Etats malais fédérés,
Hong-Kong,
Ile Maurice,
Straits Settlements.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) WILLIAM ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur Athanase BOUROFF,
Ministre des Affaires étrangères,
En ville.

III.

MINISTER FOR FOREIGN
AFFAIRS AND PUBLIC
WORSHIP.
No. 3685.

SOFIA, August 10, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letters of May 1st and July 10, in which you were good enough to inform me that His Britannic Majesty's Government desire that the stipulations of the Provisional Regulation of Commercial Relations concluded on November 12, 1925 between Bulgaria and Great Britain should be applied to the following British colonies and protectorates :

Bermuda, British Honduras, Ceylon, Cyprus, Gambia, Gold Coast, Jamaica, Leeward Islands, Malta, Nigeria, Northern Rhodesia, Nyasaland, Saint Helena, Seychelles, Tanganyika, Trinidad and Tobago, Windward Islands — Grenada, St. Lucia, St. Vincent — British

Federated Malay States, Hong Kong, Mauritius et Straits Settlements.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) A. O. BOUROFF.

Son Excellence
Monsieur William ERSKINE
Envoyé extraordinaire et ministre
plénipotentiaire de Grande-Bretagne,
En ville.

IV.

SOFIA, *September 11th*, 1926.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

In accordance with the provisions of the Agreement for the Provisional Regulation of Commercial Relations between Great Britain and Bulgaria, I have had the honour to notify His Excellency the Minister for Foreign Affairs of the accession to this agreement of certain of His Britannic Majesty's Colonies and Protectorates.

I have now the honour under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to notify Your Excellency that the Government of the Falkland Islands desires that the stipulations of the above mentioned Agreement should be applied to that Colony.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) WILLIAM ERSKINE.

Son Excellence,
Monsieur LIAPCHEFF,
Président du Conseil
et ministre des Affaires étrangères
ad interim,
En ville.

Guiana, Federated Malay States, Hong Kong, Mauritius and Straits Settlements.

I have, etc...

(Signed) A. O. BOUROFF.

His Excellency
William ERSKINE, Esq.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Sofia.

IV.

SOFIA, *le 11 septembre* 1926.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Conformément aux dispositions de l'accord pour le règlement provisoire des relations commerciales entre la Grande-Bretagne et la Bulgarie, j'ai eu l'honneur de notifier à Son Excellence le ministre des Affaires étrangères l'accession audit accord de certaines colonies et de certains protectorats de Sa Majesté britannique.

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de notifier aujourd'hui à Votre Excellence que le Gouvernement des Iles Falkland désire que les stipulations de l'accord ci-dessus mentionné soient appliquées à cette colonie.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) WILLIAM ERSKINE.

Son Excellence
M. LIAPCHEFF,
Président du Conseil
et ministre des Affaires
étrangères, a. i.
En ville.

V.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DES CULTES.
N^o 4211.

SOFIA, le 14 septembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre en date du 11 septembre courant, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire notifier que le Gouvernement de Sa Majesté britannique a décidé de rendre applicable l'Arrangement commercial provisoire, conclu le 12 novembre 1925 entre la Bulgarie et la Grande-Bretagne, également aux Îles Falkland.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre :

*Le Secrétaire général,
Ministre plénipotentiaire :*
(Signé) C. MINKOFF.

Son Excellence

Monsieur William ERSKINE,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Grande-Bretagne,
En ville.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1070. — DEUTSCH FINNISCHER
SCHIEDSGERICHTS- UND VERGLEICHS-
VERTRAG ¹, GEZEICHNET IN BERLIN,
AM 14. MÄRZ 1925.

PROTOKOLL BETREFFEND DIE BILDUNG DES IM
DEUTSCH FINNISCHEN SCHIEDSGERICHTS- UND
VERGLEICHsvertrage VORGESEHENEN STÄN-
DIGEN VERGLEICHSRATES, GEZEICHNET IN
HELSINGFORS AM 30. AUGUST 1926.

¹ Voir vol. XLIII, page 347 de ce recueil.

V.

MINISTER FOR FOREIGN
AFFAIRS AND PUBLIC
WORKSIP.
No. 4211.

SOFIA, September 14, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of September 11th in which you were good enough to inform me that His Britannic Majesty's Government desires that the stipulations of the Provisional Regulation of Commercial Relations concluded on November 12, 1925 between Bulgaria and Great Britain should also be applied to the Falkland Islands.

I have, etc.

For the Minister :

(Signed) C. MINCOFF,
*Secretary-General,
Minister Plenipotentiary.*

His Excellency

William ERSKINE, Esq.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
Sofia.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

No. 1070. — SUOMEN ¹ JA SAKSAN VÄLI-
NEN, VÄLITYSOIKEUDELLISTA JA
SOVINTOMENETTELYÄ KOSKEVA
SOPIMUS ALLERKIRJOITETTU BER-
LINISSÄ, MAALISKUUN 14 PÄNÄNÄ
1925.

POYTÄKIRJA KOSKEVA SUOMEN JA SAKSAN
VÄLISEN, VÄLITYSOIKEUDELLISTA JA SOVINTO-
MENETTELYÄ KOSKEVAN SOPIMUKSEN EDEL-
LYTTÄMÄN PYSYVÄISEN SOVINTOLAUTAKUNNAN
ASIANMUKAISTA ASETTAMISTA.

¹ See Vol. XLIII, page 347 of this Series.

PROTOKOLL.

Finnish, German and Swedish official texts communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs, October 16, 1926.

Die unterzeichneten Vertreter der Deutschen und Finnischen Regierungen, die mit gehöriger Vollmacht im Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten in Helsingfors zu diesem Zwecke zusammengekommen sind, geben im Einvernehmen mit einander nachstehende Erklärung ab :

Der Umstand, dass der im Artikel 14 des deutsch-finnischen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrags vom 14. März 1925 vorgesehene Ständige Vergleichsrat nicht innerhalb der in dem erwähnten Artikel festgesetzten Frist gebildet werden konnte, soll nicht als ein Hindernis für dessen spätere Bildung angesehen werden.

Zu Urkund dessen haben wir dieses Protokoll aufgesetzt, unterzeichnet und mit unseren Siegeln versehen.

Ausgefertigt, in Helsingfors, in doppelter Urschrift in deutscher, finnischer und schwedischer Sprache am 30. August 1926.

(L. S.) Dr. HERBERT HAUSCHILD.

PÖYTÄKIRJA.

Textes officiels allemand, finnois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 16 octobre 1926.

Allekirjoittaneet, Suomen ja Saksan hallituksen asianomaisesti valtuuttamat edustajat, jotka tarkoitusta varten ovat kokoontuneet Helsinkiin Ulkoasiainministeriöön, antavat, yhteisen sopimuksen perusteella, seuraavan selityksen :

Se seikka, että Suomen ja Saksan välisen, välitysoikeudellista ja sovintomenettelyä koskevan, Berlinissä 14 päivänä maaliskuuta 1925 tehdyn sopimuksen 14 artiklassa säädettyä pysyväästä sovintolautakuntaa ei ole voitu asettaa sanotussa artiklassa säädetyn määräajan kuluessa, ei ole katsottava olevan esteenä lautakunnan vastaiselle asettamiselle.

Tämän vakuudeksi olemme laatineet tämän pöytäkirjan, jonka olemme allekirjoittaneet ja varustanneet sineteillämme.

Tehty Helsingissä kahtena kappaleena, 30 päivänä elokuuta 1926.

(L. S.) E. N. SETALA.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 1070. — SKILJEDOMS- OCH FÖRLIKNINGSKONVENTION MELLAN FINLAND OCH TYSKLAND, UNDERTECKNAD I BERLIN, DEN 14 MARS 1925.

PROTOKOLL ANGÅENDE DEN I SKILJEDOMS- OCH FÖRLIKNINGSKONVENTIONEN MELLAN FINLAND OCH TYSKLAND FÖRUTSATTA STÄNDIGA FÖRLIKNINGSNÄMNDENS VEDERBÖRLIGA KONSTITUERANDE, UNDERTECKNAT I HELSINGFORS, DEN 30 AUGUSTI 1926.

PROTOKOLL.

Undertecknade, vederböriligen bemyndigade representanter för Finlands och Tysklands regeringar, vilka för ändamålet sammanträtt i Helsingfors å Ministeriet för utrikesärendena, avgiva, efter gemensam överenskommelse, följande förklaring :

Den omständigheten, att i artikel 14 av den mellan Finland och Tyskland i Berlin den 14 mars 1925 avslutade skiljedoms- och förlikningskonventionen föreskriven ständig förlikningsnämnd

icke kunnat tillsättas inom i sagda artikel bestämd frist, skall icke anses utgöra något hinder för nämndens framtida tillsättande.

Till bekräftelse härav hava vi upprättat detta protokoll, som vi undertecknat och försett med våra sigill.

Som skedde i Helsingfors, i två exemplar, den 30 augusti 1926.

(L. S.) E. N. SETÄLÄ.

¹ TRADUCTION.

N^o 1070. — CONVENTION D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA FINLANDE, SIGNÉE A BERLIN, LE 14 MARS 1925.

PROTOCOLE RELATIF A L'ARTICLE 14 DE LA CONVENTION CI-DESSUS, SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 30 AOÛT 1926.

Les représentants soussignés des Gouvernements allemand et finlandais, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, et réunis à cet effet au Ministère des Affaires étrangères à Helsingfors, sont convenus de déclarer ce qui suit :

Le fait que le Conseil permanent de conciliation, prévu à l'article 14 de la Convention d'arbitrage et de conciliation, signée le 14 mars 1925 entre l'Allemagne et la Finlande, n'a pu être constitué dans le délai stipulé à l'article précité, ne doit pas être considéré comme un obstacle à la création ultérieure de cet organisme.

En foi de quoi nous avons rédigé le présent protocole, auquel nous avons apposé nos signatures et nos sceaux.

Fait à Helsingfors, en double original, en allemand, en finnois et en suédois, le 30 août 1926.

(L. S.) E. N. SETÄLÄ.

(L. S.) D^r HERBERT HAUSCHILD.

¹ TRANSLATION.

No. 1070. — CONVENTION OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN GERMANY AND FINLAND, SIGNED AT BERLIN, MARCH 14, 1925.

PROTOCOL CONCERNING ARTICLE 14 OF THE ABOVE CONVENTION SIGNED AT HELSINGFORS, AUGUST 30, 1926.

The undersigned representatives of the German and Finnish Governments, duly authorised for the purpose, have met at the Ministry for Foreign Affairs at Helsingfors and have agreed upon the following declaration :

The fact that it has not been possible to establish the Permanent Conciliation Board provided for in Article 14 of the German-Finnish Treaty of Arbitration and Conciliation of March 14, 1925, within the time-limit stipulated in the said Article, shall not be regarded as an obstacle in the way of its subsequent creation.

In faith whereof, we have drawn up and signed the present Protocol, and have thereto affixed our seals.

Done at Helsingfors in duplicate German, Finnish and Swedish texts on August 30, 1926.

(L. S.) E. N. SETÄLÄ.

(L. S.) HERBERT HAUSCHILD.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N^o 4 a). — CONVENTION INTERNATIONALE¹ POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, SIGNÉE A PARIS LE 20 MARS 1883, RÉVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, ET A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, AVEC SON PROTOCOLE DE CLOTURE.

ADHÉSIONS.

NOUVELLE-GUINÉE.
PAPOUA.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 16 mars 1926.*

BERNE, le 13 mars 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note du 25 février dernier, la Légation de Sa Majesté britannique à Berne a fait savoir au Conseil fédéral suisse que la Fédération australienne (« Commonwealth of Australia ») a exprimé le désir que l'adhésion du *Territoire de Papoua* et du territoire sous mandat de la Nouvelle-Guinée à la Convention, signée à Washington le 2 juin 1911, pour la protection de la propriété industrielle, convention qui modifie la Convention d'union de Paris du 20 mars 1883, révisée à Bruxelles le 14 décembre 1900, fût notifiée expressément.

Nous avons l'honneur de porter la communication qui précède à la connaissance de Votre Excellence et saisissons cette occasion pour Vous réitérer, Monsieur le Ministre, les assurances de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération,
HÄBERLIN.*

*Le Chancelier de la Confédération,
KÆSLIN.*

Son Excellence

Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

¹ Vol. III, pages 275 et 277 ; vol. XI, page 426 ; vol. XV, page 326 ; vol. XXIV, page 200 ; vol. XXVII, page 451 ; vol. XXXV, page 330 et vol. XXXIX, page 221 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 4 (a). — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, SIGNED AT PARIS, MARCH 20, 1883, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AND AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, TOGETHER WITH THE FINAL PROTOCOL ANNEXED THERETO.

ADHESIONS.

NEW GUINEA.
TERRITORY OF PAPUA.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
March 16, 1926.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, March 13, 1926.

SIR,

In a note dated February 25 last His Britannic Majesty's Minister at Berne informed the Swiss Federal Council that the Commonwealth of Australia had signified its desire that an express notification should be made of the adherence of the *Territory of Papua* and of the Mandated Territory of New Guinea to the Convention which was signed at Washington on June 2, 1911, for the Protection of Industrial Property and which modifies the Convention of the Union of Paris of March 20, 1883, revised at Brussels December 14, 1900.

We have the honour to bring the above information to your Excellency's knowledge, and we have, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

HÄBERLIN.

President of the Confederation.

KÆSLIN.

Chancellor of the Confederation.

His Excellency,

The Minister for
Foreign Affairs.

¹ Vol. III, pages 275 and 277 ; Vol. XI, page 426 ; Vol. XV, page 326 ; Vol. XXIV, page 200 ; Vol. XXVII, page 451 ; Vol. XXXV, page 330, and Vol. XXXIX, page 221 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No 23 a). — CONVENTION¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE, SIGNÉE A GENEVE LE 6 JUILLET 1906.

No. 23 (a). — CONVENTION¹ FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE SICK AND WOUNDED OF ARMIES IN THE FIELD, SIGNED AT GENEVA, JULY 6, 1906.

ADHÉSIONS.

ISLANDE.

*Communiquées par le Conseil fédéral suisse,
le 25 août 1926.*

BERNE, le 24 août 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pour faire suite à la note-circulaire du 25 mars 1925 nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, dans le délai d'un an prévu par l'article 32, alinéa 3, de la Convention, signée à Genève le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne, aucune opposition ne nous a été signifiée contre l'adhésion de l'Islande à cette convention.

En conséquence, l'adhésion de l'Islande est devenue définitive dès le 25 mars 1926.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération suisse,
HÄBERLIN.*

*Le Vice-Chancelier,
LEIMGRUBER.*

Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

ADHESIONS.

ICELAND.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
August 25, 1926.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, August 24, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

Following upon our circular letter of March 25, 1925, we have the honour to inform Your Excellency that during the period of one year fixed by Article 32, paragraph 3, of the Convention signed at Geneva on July 6, 1906, for the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field, we have received no notification of any objection to the adhesion of Iceland to this Convention.

Therefore, the adherence of Iceland has become definitive as from March 25, 1926.

I have the honour, etc.

For the Swiss Federal Council :

*HÄBERLIN,
President of the Confederation.*

*LEIMGRUBER,
Vice-Chancellor.*

His Excellency
The Minister for
Foreign Affairs.

¹ Vol. XI, page 440 ; vol. XV, page 326 ; Vol. XIX, page 290 ; vol. XXIV, page 206 ; vol. XXXI, page 262 et vol. XXXV, page 334 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XI, page 440 ; Vol. XV, page 326 ; Vol. XIX, page 290 ; Vol. XXIV, page 206 ; Vol. XXXI, page 262 and Vol. XXXV, page 334 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 27 août 1926.*

BERNE, le 25 août 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 16 juillet dernier, le Gouvernement de la République Dominicaine nous a notifié son adhésion à la Convention, signée à Genève le 6 juillet 1906, pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne.

Comme la République Dominicaine est partie à la Convention de Genève du 22 août 1864, son adhésion à la Convention de 1906, conformément à l'article 32, alinéa 2, de celle-ci, devient définitive dès la présente notification.

Nous vous serions obligés de vouloir bien prendre note de cette communication et nous en accuser réception.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

*Le Président de la Confédération,
HÄBERLIN.*

*Le Vice-Chancelier,
LEIMGRUBER.*

Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

DOMINICAN REPUBLIC.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
August 27, 1926.*

BERNE, August 25, 1926.

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to inform Your Excellency that, by a note dated July 16, last, the Government of the Dominican Republic has notified to us its adhesion to the Convention signed at Geneva July 6, 1906, for the amelioration of the condition of the sick and wounded of armies in the field.

The Dominican Republic being Party to the Geneva Convention of August 22, 1864, its adhesion to the Convention of 1906, in conformity with Article 32, paragraph 2 of the latter, becomes definitive at the time of the present notification.

We beg Your Excellency to take due note of this communication and to acknowledge its receipt to us.

I have the honour, etc.

For the Swiss Federal Council :

*HÄBERLIN,
President of the Confederation.*

*LEIMGRUBER,
Vice-Chancellor.*

His Excellency
The Minister for
Foreign Affairs.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N^o 24 a). — CONVENTION¹ INTERNATIONALE SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DU PHOSPHORE BLANC (JAUNE) DANS L'INDUSTRIE DES ALLUMETTES, SIGNÉE A BERNE, LE 26 SEPTEMBRE 1906.

ADHÉSIONS.

ETAT LIBRE D'IRLANDE.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 30 avril 1926.

I.

BERNE, le 27 avril 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de communiquer à Votre Excellence une copie de la note en date du 15 avril 1926, par laquelle la Légation de Grande-Bretagne, à Berne a fait savoir que le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande se considère comme lié par la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes, convention à laquelle a adhéré le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande le 28 décembre 1908.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
HÄBERLIN.

Le Chancelier de la Confédération,
KÆSLIN.

1 annexe à page 3.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des
Affaires étrangères.

¹ Vol. XI, page 446 ; vol. XV, page 330 ; vol. XIX, page 294 et vol. XXXIX, page 226 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 24 (a). — INTERNATIONAL CONVENTION¹ PROHIBITING THE USE OF WHITE (YELLOW) PHOSPHORUS IN THE MANUFACTURE OF MATCHES, SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 26, 1906.

ADHESIONS.

IRISH FREE STATE.

Communicated by the Swiss Federal Council, April 30, 1926.

² TRANDUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BERNE, April, 27, 1926.

SIR,

We have the honour to transmit to your Excellency a copy of a Note received from the British Legation at Berne under date April 15, 1926, informing us that the Government of the Irish Free State considers itself bound by the International Convention of September 26, 1906, respecting the use of white phosphorus in the manufacture of matches, owing to the accession to that Convention of the United Kingdom of Great Britain and Ireland of September 28, 1908.

I have, etc...

On behalf of the Swiss Federal Council :

HÄBERLIN,
President of the Confederation.

KÆSLIN,
Chancellor of the Confederation.

1 annex on page 3.

His Excellency the
Minister for Foreign Affairs.

¹ Vol. XI, page 446 ; Vol. XV, page 330 ; Vol. XIX, page 294 and Vol. XXXIX, page 226 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

COPY.

His Britannic Majesty's Legation present their compliments to the Federal Political Department and have the honour, under instructions from His Majesty's Government, to inform them that the Government of the Irish Free State considers itself bound by the International Convention signed at Berne on September 26, 1906, respecting the use of white phosphorus in the manufacture of matches owing to the accession to that Convention of the United Kingdom of Great Britain and Ireland on December 28, 1908. The Government of the Irish Free State adds that existing legislation in the Free State effects all that is necessary for the putting into operation of the provisions of the Convention.

His Majesty's Legation avail themselves of this opportunity to renew to the Department the assurance of their high consideration.

BRITISH LEGATION.

BERNE, *April 15, 1926.*

The Federal Political
Department,
Berne.

BULGARIE.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 13 novembre 1926.*

17/23616/X.

BERNE, *le 11 novembre 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de donner ci-après à Votre Excellence une copie de la note adressée le 1^{er} de ce mois par la Légation royale de Bulgarie à Berne à notre Département politique, pour lui notifier l'adhésion de la Bulgarie à la Convention internationale du 26 septembre 1906 sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes :

« MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'en exécution de la recomman-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

II.

COPIE.

La Légation de Sa Majesté britannique a l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté, d'informer le Département politique fédéral que le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande se considère comme lié par la Convention internationale, signée à Berne le 26 septembre 1906, sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes, convention à laquelle le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande a adhéré le 28 décembre 1908. Le Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande ajoute que la législation actuellement en vigueur dans l'Etat libre prévoit toutes les dispositions nécessaires pour donner effet aux stipulations de la convention.

La Légation de Sa Majesté saisit cette occasion pour renouveler au Département les assurances de sa haute considération.

LÉGATION BRITANNIQUE.

BERNE, *le 15 avril 1926.*

Au Département
politique fédéral.
Berne.

BULGARIA.

*Communicated by the Swiss Federal Council
November 13, 1926.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

17/23616/X.

BERNE, *November 11, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to send you the following copy of the Note addressed on the first of this month by the Royal Bulgarian Legation at Berne to our Political Department informing the latter of Bulgaria's accession to the International Convention of September 26, 1906, prohibiting the use of white (yellow) phosphorus in the manufacture of matches :

“ SIR,

I have the honour to inform you that, in pursuance of the recommendation made

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

dation de la première Conférence du Travail à Washington en 1919, la Bulgarie adhère à la Convention internationale sur l'emploi du phosphore blanc dans l'industrie des allumettes, Berne 1906, convention, dont les dispositions se trouvent dans la loi bulgare, actuellement en vigueur sur la santé publique.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'affaires :
Sig. MIKOFF. »

by the First Labour Conference at Washington in 1919, Bulgaria adheres to the International Convention respecting the use of white phosphorus in the manufacture of matches, Berne, 1906, the provisions of which are embodied in the Bulgarian Law on Public Health at present in force.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MIKOFF,
Chargé d'Affaires. »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
HÄBERLIN.

Le Chancelier de la Confédération,
KÄESLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des
Affaires étrangères.

I have the honour to be, etc.

For the Swiss Federal Council :

HÄBERLIN.
President of the Confederation.

KÄESLIN.
Chancellor of the Confederation.

To His Excellency
The Minister of Foreign Affairs.

N^o 25 a). — CONVENTION¹ PHYLLOXÉRIQUE INTERNATIONALE DU 3 NOVEMBRE 1881, ET CONVENTION ADDITIONNELLE² SIGNÉE A BERNE, LE 15 AVRIL 1889.

No. 25 (a). — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RESPECTING THE MEASURES TO BE TAKEN AGAINST THE "PHYLLOXERA VASTATRIX" OF NOVEMBER 3, 1881, AND ADDITIONAL CONVENTION¹ SIGNED AT BERNE, APRIL 15, 1889.

ADHÉSION.

TCHÉCOSLOVAQUIE.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 19 octobre 1926.

ADHESION :

CZECHOSLOVAKIA.

Communicated by the Swiss Federal Council, October 19, 1926.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, le 14 octobre 1926

BERNE, October 14, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

YOUR EXCELLENCY,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du

We have the honour to inform Your Excellency that, by a note dated September 28 last, the

¹ Vol. XI, page 456 de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XI, page 456 of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

28 septembre dernier, la Légation de Tchécoslovaquie nous a fait part de l'adhésion de son Gouvernement à la « Convention phylloxérique internationale » du 3 novembre 1881, ainsi qu'à la Déclaration du 15 avril 1889 portant adjonction à l'article 3 de cette convention.

La présente notification vous est faite en vertu des dispositions de l'article 13 de la convention dont il s'agit.

En vous priant de vouloir bien prendre acte de cette communication, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,
HÄBERLIN.

Le Chancelier, de la Confédération,
KÆSLIN.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires
étrangères.

Czechoslovak Legation has informed us of the adhesion of its Government to the International Convention respecting the measures to be taken against the "Phylloxera Vastatrix" of November 3, 1881, as well as to the Declaration of April 15, 1889, entailing an addition to Article 3 of this Convention.

The present notification is done in virtue of the provisions of Article 13 of the Convention in question.

We beg Your Excellency to take due note of this communication, and we have the honour to be, etc.

For the Swiss Federal Council :

HÄBERLIN.
President of the Confederation.

KÆSLIN.
Chancellor of the Confederation.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs.

No 45 a). — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION CONCLU ENTRE LA GRÈCE ET LES PAYS-BAS, LE 22 FÉVRIER 1843, ET CONVENTION ADDITIONNELLE DU 18/30 JUIN 1851.

No. 45 (a). — TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION CONCLUDED BETWEEN GREECE AND THE NETHERLANDS, FEBRUARY 22, 1843, AND SUPPLEMENTARY CONVENTION OF JUNE 18/30, 1851.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LA PROROGATION DE CE TRAITÉ JUSQU'AU 31 MARS 1926, ATHÈNES, LES 17 ET 27 DÉCEMBRE 1925.

EXCHANGE OF NOTES CONCERNING THE PROROGATION OF THIS TREATY UNTIL MARCH 31, 1926, ATHENS, DECEMBER 17 AND 27, 1925.

Communiqué par le chargé d'affaires a. i. des Pays-Bas à Berne, le 12 juin 1926.

Communicated by the Netherlands Chargé d'Affaires a.i. at Berne, June 12, 1926.

¹ Vol. XXVII, page 452 ; vol. XXXV, page 338 et vol. XXXIX, page 229 de ce recueil.

¹ Vol. XXVII, page 452 ; Vol. XXXV, page 338 and Vol. XXXIX, page 229 of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N^o 36718.

ATHÈNES, le 17 décembre 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement hellénique, ayant en vue le cas où les négociations pour l'élaboration du traité de commerce avec les Pays-Bas n'aboutiraient pas jusqu'au 31 décembre a. c. serait disposé, afin de faciliter ces mêmes négociations, de proposer un arrangement d'après lequel le régime conventionnel actuellement en vigueur entre la Grèce et les Pays-Bas serait prorogé jusqu'au 31 mars 1926, à moins bien entendu qu'une convention définitive n'intervienne avant cette date.

Toutefois le nouveau tarif douanier hellénique devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1926, le Gouvernement hellénique est disposé à faire bénéficier les produits et marchandises hollandaises de ses taux minima, pour la durée de la prorogation qui serait conclue dans les termes ci-dessus proposés. Les produits et marchandises hollandaises bénéficieront en outre pour cette même période du traitement de la nation la plus favorisée.

A cette occasion, je ne crois pas inutile d'ajouter que pour les marchandises déjà expédiées et se trouvant en route pour la Grèce, l'application du nouveau tarif dépendra de la date du dépôt de la déclaration des marchandises en douane.

Veillez, etc.

(S.) L. KANAKARIS ROUFOS.

A Son Excellence
Monsieur C. D. SCHULLER TOT PEURSUM,
Ministre des Pays-Bas,
Athènes.

I.

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.
No. 36718.

ATHENS, December 17, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that the Greek Government, in view of the fact that the negotiations for the establishment of the Commercial Treaty with the Netherlands may not be completed before December 31 of this year, would, in order to facilitate these negotiations, be prepared to propose an arrangement whereby the treaty regime at present in force between Greece and the Netherlands would be extended until March 31, 1926, unless of course a definitive Convention should be concluded before that date.

In view, however, of the fact that the new Greek Customs tariff is to enter into force on January 1, 1926, the Greek Government is prepared to grant the benefit of its minimum tariff rates to Dutch products and merchandise for the period of extension to be arranged under the terms proposed above. Dutch products and merchandise will also enjoy for this same period most-favoured-nation treatment.

I should add that, in the case of goods already consigned and at present on their way to Greece, the application of the new tariff will depend upon the date on which the declaration of goods shall have been deposited with the Customs.

I have the honour to be, etc.

(Signed) L. KANAKARIS ROUFOS.

His Excellency
M. C. D. SCHULLER TOT PEURSUM,
Netherlands Minister,
Athens.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

ATHÈNES, le 27 décembre 1925.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon Gouvernement j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la note en date du 17 décembre courant, N^o 36718, par laquelle Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement hellénique ayant en vue le cas où les négociations pour l'élaboration du traité de commerce avec les Pays-Bas n'aboutiraient pas jusqu'au 31 décembre a. c. est disposé, afin de faciliter ces mêmes négociations de proposer un arrangement d'après lequel, le régime conventionnel actuellement en vigueur entre la Grèce et les Pays-Bas, est prorogé jusqu'au 31 mars 1926, à moins bien entendu qu'une convention définitive n'intervienne avant cette date, et que le nouveau tarif douanier hellénique devant entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1926, le Gouvernement hellénique est disposé à faire bénéficier les produits et marchandises hollandaises de ses taux minima, pour la durée de la prorogation, qui sera conclue dans les termes ci-dessus proposés. Les produits et marchandises hollandaises bénéficieront, en outre, pour cette même période du traitement de la nation la plus favorisée.

Je prends note aussi que pour les marchandises déjà expédiées et se trouvant en route pour la Grèce, l'application du nouveau tarif dépendra de la date du dépôt de la déclaration des marchandises en douane.

De plus, le Gouvernement néerlandais a pris note avec plaisir de la communication verbale d'après laquelle, pendant la période qui s'écoulera jusqu'à la conclusion de la convention, à conclure avant le 1^{er} avril 1926, le Gouvernement hellénique fera bénéficier par décret spécial certaines marchandises néerlandaise d'une évaluation favorable de la drachme-or, de façon à évaluer provisoirement les droits perçus actuellement.

Veillez, etc.

(Signé) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

Son Excellence

Monsieur E. KANAKARIS ROUFOS,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

ATHENS, December 27, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

I am instructed by my Government to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note, No. 36718 of December 17, informing me that the Greek Government, in view of the fact that the negotiations for the establishment of the Commercial Treaty with the Netherlands may not be completed before December 31 this year, is prepared, in order to facilitate these negotiations, to propose an arrangement whereby the treaty regime at present in force between Greece and the Netherlands be extended until March 31, 1926, unless of course a final convention should be concluded before that date, and also stating that, in view of the fact that the new Greek Customs tariff is to enter into force on January 1, 1926, the Greek Government is prepared to grant to Dutch products and merchandise the benefit of its minimum tariff rates for the period of extension to be arranged under the terms proposed above. Dutch products and merchandise will also enjoy for the same period most-favoured-nation treatment.

I also note that, in the case of goods already consigned and at present on their way to Greece, the application of the new tariff will depend upon the date on which the declaration of goods shall have been deposited with the Customs.

The Netherlands Government has further noted with satisfaction the verbal communication whereby, during the period prior to the conclusion of the Convention which is to be concluded before April 1, 1926, the Greek Government will by a special decree accord to certain Dutch goods the benefit of a favourable calculation of the gold drachma, in such manner as to equal for the time being the duties at present levied.

I have the honour, etc.

(Signed) C. D. SCHULLER TOT PEURSUM.

His Excellency

M. L. KANAKARIS ROUFOS,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

N^o 48 a). — TRAITÉ¹ DE COMMERCE ET D'AMITIÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE ET LES PAYS-BAS, SIGNÉ A MEXICO, LE 22 SEPTEMBRE 1897

No. 48 (a). — TREATY¹ OF COMMERCE AND FRIENDSHIP BETWEEN THE UNITED STATES OF MEXICO AND THE NETHERLANDS, SIGNED AT MEXICO, SEPTEMBER 22, 1897.

DÉNONCIATION PAR LES ETATS-UNIS DU MEXIQUE, EFFECTIVE A PARTIR DU 15 OCTOBRE 1926.

DENUNCIATION BY THE UNITED STATES OF MEXICO TO TAKE EFFECT AS FROM OCTOBER 15, 1926.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 19 février 1926.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, February 19, 1926.

N^o 49 a). — CONVENTION² RELATIVE AU RÉGIME DES NAVIRES DE COMMERCE ENNEMIS AU DÉBUT DES HOSTILITÉS, CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

No. 49 (a). — CONVENTION² RELATING TO THE STATUS OF ENEMY MERCHANT SHIPS ON OUTBREAK OF HOSTILITIES, CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE, THE HAGUE, OCTOBER 18, 1907.

DÉNONCIATION PAR LE GOUVERNEMENT BRITANNIQUE, LE 14 NOVEMBRE 1925.

DENUNCIATION BY THE BRITISH GOVERNMENT, NOVEMBER 14, 1925.

Communiquée par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 19 février 1926.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, February 19, 1926.

No. 50 a). — RESOLUTIONS REGARDING EXTRA-TERRITORIALITY IN CHINA, ADOPTED BY THE WASHINGTON CONFERENCE ON THE LIMITATION OF ARMAMENTS AT THE FOURTH PLENARY SESSION, WASHINGTON, DECEMBER 10, 1921.

N^o 50 (a). — RÉOLUTIONS CONCERNANT L'EXTERRITORIALITÉ EN CHINE, ADOPTÉES PAR LA CONFÉRENCE DE LA LIMITATION DES ARMEMENTS, A LA QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE, WASHINGTON, LE 10 DÉCEMBRE 1921.

ACCESSION

BY NORWAY, NOVEMBER 20, 1925.

Communicated, as well as the text of the resolution, by the Norwegian Minister for Foreign Affairs, April 6, 1926.

ACCESSION

DE LA NORVÈGE, 20 NOVEMBRE 1925.

Communiquée, ainsi que le texte de la résolution, par le ministre des Affaires étrangères de Norvège, le 6 avril 1926.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 533.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 89, page 610.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 365.

The representatives of the Powers hereinafter named, participating in the discussion of Pacific and Far Eastern questions in the Conference on the Limitation of Armaments, to wit, the United States of America, Belgium, the British Empire, France, Italy, Japan, the Netherlands and Portugal :

Having taken note of the fact that in the Treaty¹ between Great Britain and China dated September 5, 1902, in the Treaty² between the United States of America and China dated October 8, 1903, and in the Treaty³ between Japan and China dated October 8, 1903, these several Powers have agreed to give every assistance towards the attainment by the Chinese Government of its expressed desire to reform its judicial system and to bring it into accord with that of Western nations, and have declared that they are also " prepared to relinquish extra-territorial rights when satisfied that the state of the Chinese laws, the arrangements for their administration, and other considerations warrant " them in so doing ;

Being sympathetically disposed towards furthering in this regard the aspiration to which the Chinese Delegation gave expression on November 16, 1921, to the effect that " immediately or as soon as circumstances will permit, existing limitations upon China's political, jurisdictional and administrative freedom of action are to be removed " ;

Considering that any determination in regard to such action as might be appropriate to this end must depend upon the ascertainment and appreciation of complicated states of fact in regard to the laws and the judicial system and the methods of judicial administration of China, which this Conference is not in a position to determine ;

Have resolved

That the Governments of the Powers above named shall establish a Commission (to which each of such Governments shall appoint one member) to enquire into the present practice

Les représentants des Puissances ci-après mentionnées, qui prennent part à la discussion des questions du Pacifique et de l'Extrême-Orient à la Conférence de la limitation des armements, à savoir : les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas et le Portugal :

Considérant que par le Traité¹ entre la Grande-Bretagne et la Chine en date du 5 septembre 1902, par le Traité² entre les Etats-Unis et la Chine en date du 8 octobre 1903, et par le Traité³ entre le Japon et la Chine de la même date, ces diverses Puissances se sont engagées à accorder toute assistance au Gouvernement chinois pour qu'il puisse réaliser le désir par lui exprimé de réformer son organisation judiciaire et de la mettre en harmonie avec celle des nations occidentales, et que les Puissances se sont déclarées également « prêtes à renoncer à leurs droits d'exterritorialité aussitôt qu'elles seront convaincues que l'état de la législation chinoise, les mesures d'application administrative et autres considérations leur permettent de le faire » ;

Disposées dans un esprit de sympathie à satisfaire à cet égard les aspirations exprimées, le 16 novembre 1921, par la délégation chinoise à l'effet que « immédiatement ou dès que les circonstances le permettront, les restrictions actuellement apportées à la liberté d'action de la Chine en matière politique, juridictionnelle et administrative seront supprimées » ;

Estimant que toute décision à prendre au sujet des mesures qui seraient de nature à atteindre ce but doit dépendre de la vérification et de l'appréciation d'un état de faits complexes, en ce qui concerne la législation, l'organisation et les méthodes d'administration judiciaire en Chine, que la Conférence n'est pas en mesure de déterminer ;

Ont décidé ce qui suit :

Les gouvernements des Puissances précitées institueront une commission (pour laquelle chaque Puissance désignera un représentant) pour ouvrir une enquête sur les pratiques

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 39.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page 721.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 96, page 578.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 587.

of extra-territorial jurisdiction in China, and into the laws and the judicial system and the methods of judicial administration of China, with a view to reporting to the Governments of the several Powers above named their findings of fact in regard to these matters, and their recommendations as to such means as they may find suitable to improve the existing conditions of the administration of justice in China, and to assist and further the efforts of the Chinese Government to effect such legislation and judicial reforms as would warrant the several Powers in relinquishing, either progressively or otherwise, their respective rights of extra-territoriality ;

That the Commission herein contemplated shall be constituted within three months after the adjournment of the Conference in accordance with detailed arrangements to be hereafter agreed upon by the Governments of the Powers above named, and shall be instructed to submit its report and recommendations within one year after the first meeting of the Commission ;

That each of the Powers above named shall be deemed free to accept or to reject all or any portion of the recommendations of the Commission herein contemplated, but that in no case shall any of the said Powers make its acceptance of all or any portion of such recommendations either directly or indirectly dependent on the granting by China of any special concession, favor, benefit or immunity, whether political or economic.

ADDITIONAL RESOLUTION.

That the non-Signatory Powers, having by treaty extra-territorial rights in China, may accede to the Resolution affecting extra-territoriality and the administration of justice in China by depositing within three months after the adjournment of the Conference a written notice of accession with the Government of the United States of America for communication by it to each of the Signatory Powers.

ADDITIONAL RESOLUTION.

That China, having taken note of the Resolutions affecting the establishment of a Commission to investigate and report upon extra-

actuelles de juridiction exterritoriale en Chine, sur la législation, l'organisation judiciaire et les méthodes d'administration judiciaire en Chine, en vue de signaler aux gouvernements des diverses Puissances précitées leurs constatations de fait en ces matières, et de leur recommander les moyens que la commission pourrait juger convenables pour améliorer les conditions actuelles de l'administration de la justice en Chine, pour aider et encourager les efforts faits par le Gouvernement chinois en vue d'introduire des mesures législatives et des réformes judiciaires qui justifieraient l'abandon, soit progressif, soit sous toute autre forme, par les diverses Puissances, de leurs droits respectifs d'exterritorialité ;

La commission dont il s'agit devra être constituée dans les trois mois qui suivront la clôture de la Conférence, en conformité avec les arrangements de détail à être ultérieurement arrêtés d'accord entre les gouvernements des Puissances précitées, et elle recevra pour instruction d'avoir à déposer son rapport et ses recommandations dans l'année qui suivra la première séance de la commission ;

Chacune des Puissances précitées sera considérée comme libre d'accepter ou de rejeter tout ou partie des conclusions de la commission envisagée, mais dans aucun cas une quelconque desdites Puissances ne pourra faire dépendre son acceptation de tout ou partie de ces conclusions, soit directement, soit indirectement, de l'octroi par la Chine de concessions spéciales, traitement de faveur, privilèges ou immunités quelconques, dans l'ordre politique ou économique.

RÉSOLUTION SUPPLÉMENTAIRE.

Les Puissances non signataires ayant, par traité, des droits d'exterritorialité en Chine pourront accéder à la résolution concernant le régime d'exterritorialité et l'administration de la justice en Chine, en notifiant par écrit au Gouvernement des Etats-Unis leur accession dans un délai de trois mois à dater de la clôture de cette conférence. Il appartiendra au Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique de communiquer cette accession à chacune des Puissances signataires.

RÉSOLUTION SUPPLÉMENTAIRE.

La Chine, ayant pris note des Résolutions en vue de la création d'une Commission chargée de procéder à une enquête et de présenter un

territoriality and the administration of justice in China, expresses its satisfaction with the sympathetic disposition of the Powers hereinbefore named in regard to the aspiration of the Chinese Government to secure the abolition of extra-territoriality in China, and declares its intention to appoint a representative who shall have the right to sit as a member of the said Commission, it being understood that China shall be deemed free to accept or to reject any or all of the recommendations of the Commission. Furthermore, China is prepared to co-operate in the work of this Commission and to afford to it every possible facility for the successful accomplishment of its tasks.

Certified to be a true copy from the Archives of the Washington Conference for the Limitation of Armaments in the custody of the Department of State.

(Signed) FRANK B. KELLOGG,
*Secretary of State of the
United States of America.*

No. 51 (a). — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND ITALY FOR THE ESTABLISHMENT OF A SYSTEM OF POST OFFICE MONEY ORDERS BETWEEN THE TWO COUNTRIES, SIGNED AT LONDON, MARCH 4, 1872.

DENUNCIATION

BY GREAT BRITAIN.

*Communicated by His Britannic Majesty's
Foreign Office, May 25, 1926.*

I.

BRITISH EMBASSY.

ROME, July 31, 1925.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

In accordance with instructions received from His Majesty's Principal Secretary of State

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 62, page 16.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

rapport sur le régime d'extraterritorialité et l'administration de la justice en Chine, exprime sa satisfaction des dispositions sympathiques des Puissances intéressées touchant le désir du Gouvernement chinois d'obtenir l'abolition des droits d'extraterritorialité en Chine, déclare son intention de nommer un représentant qui aura le droit de siéger en qualité de membre de la Commission, étant entendu que la Chine sera libre d'accepter ou de rejeter tout ou partie des recommandations de ladite commission. La Chine est prête, en outre, à coopérer aux travaux de cette commission et à faciliter, par tous les moyens possibles, le succès de sa tâche.

Certified to be a true copy from the Archives of the Washington Conference for the Limitation of Armament in the custody of the Department of State.

(Signé) FRANK B. KELLOGG,
*Secretary of State of the
United States of America.*

No 51 a). — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'ITALIE, CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT D'UN SYSTÈME DE MANDATS-POSTE ENTRE LES DEUX PAYS, SIGNÉE A LONDRES, LE 4 MARS 1872.

DÉNONCIATION

PAR LA GRANDE-BRETAGNE.

*Communiquée par le Ministère des Affaires
étrangères de Sa Majesté britannique, le 25 mai
1926.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I

AMBASSADE
DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE.

ROME, le 31 juillet 1925.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Conformément aux instructions que j'ai reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

for Foreign Affairs I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government have decided to denounce the Convention between Great Britain and Italy for the establishment of a system of post-office money-orders between the two countries, which was signed at London on March 4, 1872.

I have accordingly the honour to request that Your Excellency will regard this communication as formally notifying, in accordance with Article IV of the Convention, the intention of His Majesty's Government to terminate that instrument.

I take, etc.

(Signed) R. GRAHAM.

Son Excellence
Monsieur le Président du Conseil,
etc., etc., etc.

Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté a décidé de dénoncer la Convention entre la Grande-Bretagne et l'Italie relative à l'établissement d'un système de mandats-poste entre les deux pays, et qui a été signée à Londres, le 4 mars 1872.

En conséquence, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir considérer la présente communication comme la notification officielle, prévue à l'article IV de la convention, de l'intention du Gouvernement de Sa Majesté de mettre fin à cette convention.

Veillez agréer, etc.

(Signé) R. GRAHAM.

Son Excellence,
Monsieur le Président du Conseil,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI.

(T. 9163/7143/382)

DIREZIONE GENERALE

EUROPA E LEVANTE.

Uff. I.

234 570/206.

ROMA, 31 agosto 1925.

ECCELLENZA,

Con nota del 31 luglio u.s. l'Eccellenza Vostra ha voluto comunicarmi che il Governo di Sua Maestà Britannica ha deciso di denunziare la convenzione fra la Gran Bretagna e l'Italia per un sistema di vaglia postali fra i due Paesi, firmata a Londra il 4 marzo 1872.

Tale denuncia è stata subito segnalata al R. Ministero delle Comunicazioni, che a sua volta ha partecipato come fra l'Amministrazione Postale Italiana e quella Inglese sia già intervenuto, circa lo scambio reciproco dei vaglia postali, un nuovo accordo, in virtù del quale dovrà per l'appunto essere denunziata la Convenzione precedente del 4 marzo 1872.

Le due Amministrazioni sono dunque d'intesa che la Convenzione del 1872 resterà abrogata il giorno stesso in cui sarà ratificato il nuovo accordo dai Capi dell'Amministrazione Postale Italiana.

Colgo l'occasione per rinnovarle, Signor Ambasciatore, gli atti della mia più alta considerazione

MUSSOLINI.

A Sua Eccellenza
Sir Ronald GRAHAM,
Ambasciatore di S. M. Britannica,
Roma.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

T. 9163/7143/382

DIRECTION GÉNÉRALE
EUROPE ET LEVANT.

BUREAU I.
234570/206

ROME, le 31 août 1925.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par une note, en date du 31 juillet dernier, vous avez bien voulu porter à ma connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté britannique avait décidé de dénoncer la Convention conclue entre la Grande-Bretagne et l'Italie relative à l'établissement d'un système de mandats-poste entre les deux pays, et qui a été signée à Londres, le 4 mars 1872.

Cette dénonciation a été immédiatement signalée au Ministère royal des communications qui, à son tour, nous a avisé que l'Administration italienne des Postes et l'Administration anglaise des Postes avaient déjà conclu un nouvel accord concernant l'échange réciproque des mandats-poste et en vertu duquel la Convention antérieure du 4 mars 1872 devait précisément être dénoncée.

Les deux administrations ont donc convenu que la Convention de 1872 serait abrogée le jour même où le nouvel accord serait ratifié par les directeurs de l'Administration italienne des Postes.

Je saisis cette occasion, Monsieur l'Ambassadeur, etc.,

(Signé) MUSSOLINI.

S. E. Sir Ronald GRAHAM,
Ambassadeur de Sa Majesté
britannique, à Rome.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

T. 9163/7143/382

GENERAL SECTION FOR EUROPE
AND THE LEVANT.

BUREAU I.
234570/206

ROME, August 31, 1925.

YOUR EXCELLENCY,

You were so good as to inform me in a letter dated July 31, 1925, that His Britannic Majesty's Government had decided to denounce the Convention between Great Britain and Italy for the establishment of a system of post office money orders between the two countries, which was signed at London on March 4, 1872.

This denouncement was immediately notified to the Ministry for Communications, which in its turn informed us that a new Agreement concerning the reciprocal exchange of post-office money-orders had already been concluded between the Italian and British Postal Administrations, cancelling the former Convention of March 4, 1872.

The two Administrations are therefore agreed that the Convention of 1872 will be abrogated as from the day on which the new Agreement is ratified by the Directors of the Italian Postal Administration.

I have the honour to be, etc.,

MUSSOLINI.

To His Excellency,
Sir Ronald GRAHAM,
British Ambassador,
Rome.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

No 52 (a) — TREATY OF COMMERCE¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND
PARAGUAY OF OCTOBER 16, 1884.

Nº 52 a) — TRAITÉ¹ DE COMMERCE
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET
LE PARAGUAY, DU 16 OCTOBRE 1884.

DENUNCIATION

BY PARAGUAY.

*Communicated by His Britannic Majesty's
Foreign Office, May 25, 1926.*

LEGACIÒN DEL PARAGUAY.

LONDRES, *February 26, 1926.*

SIR,

By Decree No. 22769, of January 19 last, the Paraguayan Executive Power has decided to give notice for the termination of all the existing international treaties and agreements relating to Paraguay's commercial intercourse with other nations.

In consequence of this decision, I have received instructions from my Government to give, in its name, to your Excellency formal notice of terminating the Commercial Treaty of October 16, 1884, between Great Britain and Paraguay, which I have the honour to do hereby in accordance with and within the terms of Article 16 of the said Treaty.

The decision taken by the Paraguayan Government is of a general character and applies to all the existing commercial treaties and agreements, the object and desire being the renewal of such treaties and agreements on bases that may conform more perfectly to the new economic conditions of the country, and to the new characteristics of international trade and commerce. The step taken, therefore, will not imply any interruption whatsoever in the relations of good understanding and friendly commercial intercourse that Paraguay has maintained with the United Kingdom of Great

DÉNONCIATION

PAR LE PARAGUAY.

*Communiquée par le Ministère des Affaires
étrangères de Sa Majesté britannique, le
25 mai 1926.*

LÉGATION DU PARAGUAY.

LONDRES, le 26 février 1926.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par décret N° 22769, en date du 19 janvier dernier, le pouvoir exécutif du Paraguay a décidé de notifier la dénonciation de tous les traités et accords internationaux actuels, relatifs aux relations commerciales du Paraguay avec les autres nations.

A la suite de cette décision, j'ai reçu de mon gouvernement instruction de notifier officiellement en son nom à Votre Excellence la dénonciation du traité de commerce du 16 octobre 1884 entre la Grande-Bretagne et le Paraguay, notification que j'ai l'honneur de vous transmettre par la présente communication, conformément aux termes de l'article 16 dudit traité.

La décision prise par le Gouvernement du Paraguay a un caractère général et s'applique à tous les traités et accords de commerce actuellement existants. Elle est inspirée par le désir de renouveler lesdits traités et accords sur des bases mieux adaptées aux nouvelles conditions économiques du pays et aux nouvelles caractéristiques du commerce international. Toutefois, la mesure prise n'impliquera aucune interruption quelconque des rapports de bonne entente et des relations commerciales amicales que le Paraguay a entretenus avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne. Mon

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 75, page 929.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVI, page 741.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Britain. My Government hopes, on the contrary, that these relations will be further increased and become even more intimate under the new contemplated agreements.

I have, Sir, the honour to remain,
Your obedient Servant,

(Signed) VENANCIO P. GALEANO,
Chargé d'Affaires.

His Majesty's Secretary for
Foreign Affairs,
Foreign Office,
S. W.

II.

No. A. 1138/1138/33.

FOREIGN OFFICE,
LONDON S. W. 1.
13 March, 1926.

SIR,

I have had the honour to receive your note of the 26th ultimo, giving me formal notice of the termination, under the terms of Article 16, of the Commercial Treaty of September 16, 1884, between this country and Paraguay.

2. I note with pleasure that I am not to understand that this step implies any interruption of the relations of good understanding and friendly commercial intercourse between Paraguay and this country, and that the Paraguayan Government are desirous of concluding a new commercial agreement.

I have the honour to be, with high consideration, Sir,
Your obedient Servant,

For the Secretary of State
(Signed) R. L. CRAIGIE.

Monsieur Venancio B. GALEANO,
etc., etc., etc.

gouvernement espère, au contraire, que ces relations se développeront encore et deviendront même plus étroites avec les nouveaux accords envisagés.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, etc., etc.

(Signé) *Le Chargé d'affaires,*
VENANCIO B. GALEANO.

Le Secrétaire d'Etat
de Sa Majesté aux Affaires
étrangères,
Foreign Office,
S. W.

II.

N° A. 1138/1138/33.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
le 13 mars 1926.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note ; en date du 26 février, par laquelle vous m'avez notifié officiellement la dénonciation du Traité de commerce du 16 septembre 1884, entre la Grande-Bretagne et le Paraguay, conformément aux termes de l'article 16 dudit traité.

2. J'enregistre avec satisfaction que je ne dois pas interpréter cette mesure comme impliquant aucune interruption des rapports de bonne entente et des relations commerciales amicales entre le Paraguay et la Grande-Bretagne, et que le Gouvernement du Paraguay est désireux de conclure un nouvel accord de commerce.

Veillez agréer, etc.

(Signé) *Pour le Secrétaire d'Etat,*
R. L. CRAIGIE.

Monsieur Venancio B. GALEANO,
etc., etc., etc.

N^o 53 a). — DÉCLARATION PAR LE DANEMARK, LA SUÈDE ET LA NORVÈGE CONCERNANT L'ASSISTANCE A DONNER AUX MARINS DÉLAISSÉS, SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 10 AOUT 1883.

No. 53 (a). — DECLARATION BY DENMARK, SWEDEN AND NORWAY, REGARDING THE ASSISTANCE TO BE AFFORDED TO ABANDONED SEAMEN, SIGNED AT COPENHAGEN, AUGUST 10, 1883.

ECHANGE DE NOTES DES 19 MAI ET 26 JUIN 1926 ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET NORVÉGIEN CONCERNANT LA POSITION DE L'ISLANDE.

EXCHANGE OF NOTES OF MAY 19 AND JUNE 26, 1926, BETWEEN THE DANISH AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING THE POSITION OF ICELAND.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège, le 12 juillet 1926.

Communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs, July 12, 1926.

I.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

OSLO, 19 mai 1926.

HERR STATSMINISTER,

Efter ordre fra min regering har jeg herved den ære på Islands vegne at forespørge, hvorvidt den norske regering med den islandske regering maatte være enig i, at den mellem Danmark paa den ene side og Norge og Sverige paa den anden side under 10. august 1883 afsluttede deklARATION om gensidig understøttelse i visse tilfælde af trængende sjøfolk, der er blevet bekendtgjort i Island den 15. september 1911, som hidtil finder anvendelse i forholdet mellem Island og Norge saaledes, at Danmark er at betragte som « tredje stat » i forhold til Island.

Mottag, Herr Statsminister, forsikringen om min mest udmærkede højagtelse.

(u) O. SEHESTED.

Herr Stats- og Udenrigsminister Lykke,
etc. etc. etc.

Pour copie conforme :

*Le Chef de la Division
des Affaires juridiques, a. i.,*

Bjarne BONNEVIE.

II

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

OSLO, 19 mai 1926.

HERR STATSMINISTER,

Efter ordre fra min Regjering har jeg herved den ære at forespørge hvorvidt den norske Regjering med den danske Regjering maatte være enig i, at Island ved anvendelsen af den mellem

Danmark paa den ene side og Norge og Sverige paa den anden side under 10. august 1883 afsluttede deklARATION om gensidig understøttelse i visse tilfælde af trængende sjöfolk er at betragte som « tredje stat » i forhold til Danmark.

Mottag, Herr Statsminister, forsikringen om min mest udmærkede höjagtelse.

(u) O. SEHESTED.

Herr Stats- og Udenrigminister Lykke
etc. etc. etc.

Pour copie conforme :

*Le Chef de la Division
des Affaires juridiques*, a. i.

Bjarne BONNEVIE.

III

TEXTE NORVÉGIEN. — NORWEGIAN TEXT.

OSLO, 26 juni 1926.

HERR SENDEMANN,

Under henvisning til Chargé d'Affaires Sehesteds note av 19. f. m. med forespørsel om, hvorvidt den norske Regjering måtte være enig med den danske Regjering i, at Island ved anvendelsen av den mellem Norge og Sverige på den ene side og Danmark på den annen side under 10. august 1883 avsluttede deklarasjon om gensidig understøttelse i visse tilfeller av nödlidende sjömenn er å betrakte som « tredje stat » i forhold til Danmark, har jeg den ære å stadfeste, at der mellem den norske og den danske regjering er overensstemmelse om å fortolke det nevnte uttrykk som anvendelig på Island i forhold til Danmark.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede höiaktelse.

(u) IVAR LYKKE.

Herr Kammerherre Kruse,
Danmarks Sendemann,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

*Le Chef de la Division
des Affaires juridiques*, a. i.

Bjarne BONNEVIE.

¹ TRADUCTION

I.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

OSLO, le 19 mai 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous demander, au nom de l'Islande,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

OSLO, May 19, 1926.

SIR,

I am directed by my Government to enquire on behalf of Iceland as to the possibility of an

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

si le Gouvernement norvégien serait d'accord avec le Gouvernement islandais pour que la Déclaration conclue le 10 août 1883 entre le Danemark, d'une part, et la Norvège et la Suède, d'autre part, concernant l'octroi réciproque, dans certains cas, de secours aux marins indigents, telle qu'elle a été publiée en Islande le 15 septembre 1911, demeure applicable, comme jusqu'ici, aux relations entre l'Islande et la Norvège, le Danemark étant considéré comme « tiers Etat » par rapport à l'Islande.

Veillez agréer, etc.

(Signé) O. SEHESTED.

Monsieur LYKKE,
Ministre d'Etat et des
Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

LÉGATION ROYALE
DE DANEMARK.

OSLO, le 19 mai 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous demander si le Gouvernement norvégien serait d'accord avec le Gouvernement danois pour considérer l'Islande comme « tiers Etat » par rapport au Danemark, en ce qui concerne l'application de la Déclaration conclue le 10 août 1883 entre le Danemark, d'une part, et la Norvège et la Suède, d'autre part, concernant l'octroi réciproque, dans certains cas, de secours aux marins indigents.

Veillez agréer, etc.

(Signed) O. SEHESTED.

Monsieur LYKKE,
Ministre d'Etat et des
Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

agreement being reached between the Norwegian Government and the Icelandic Government to the effect that the declaration regarding mutual assistance in certain cases affecting destitute seamen, which was concluded between Denmark of the one part and Norway and Sweden of the other part on August 10, 1883, and was published in Iceland on September 15, 1911, shall continue, as hitherto, to be applied in relations between Iceland and Norway in such a way that Denmark shall be held to be a " third State " with reference to Iceland.

I have the honour to be, etc.

(Signed) O. SEHESTED.

To M. LYKKE,
Minister of State and
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

II.

ROYAL DANISH LEGATION.

OSLO, May 19, 1926.

SIR,

I am directed by my Government to enquire as to the possibility of an agreement being reached between the Norwegian Government and the Danish Government to the effect that for the purposes of the declaration regarding mutual assistance in certain cases affecting destitute seamen, concluded between Denmark of the one part and Norway and Sweden of the other part on August 10, 1883, Iceland shall be held to be a " third State " with reference to Denmark.

I have the honour, etc.

(Signed) O. SEHESTED.

To M. LYKKE,
Minister of State and
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

III.

LÉGATION ROYALE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

OSLO, le 26 juin 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la note de M. le Chargé d'affaires Sehested, en date du 19 mai, tendant à savoir si le Gouvernement norvégien serait d'accord avec le Gouvernement danois pour considérer l'Islande comme « tiers Etat » par rapport au Danemark, en ce qui concerne l'application de la Déclaration conclue le 10 août 1883 entre la Norvège et la Suède, d'une part, et le Danemark, d'autre part, concernant l'octroi réciproque, dans certains cas, de secours aux marins indigents, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement norvégien est d'accord avec le Gouvernement danois pour considérer ladite expression comme étant applicable à l'Islande par rapport au Danemark.

Veillez agréer, etc.

(Signé) IVAR LYKKE.

Monsieur le Chambellan KRUSE,
Ministre de Danemark,
etc., etc., etc.

III.

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, June 26, 1926.

SIR,

With reference to M. Sehested's note of May 19 last, enquiring as to the possibility of an agreement being reached between the Norwegian Government and the Danish Government to the effect that, for the purposes of the declaration regarding mutual assistance in certain cases affecting destitute seamen, concluded between Norway and Sweden of the one part and Denmark of the other part, on August 10, 1883, Iceland shall be held to be a "third State" with reference to Denmark, I have the honour to inform you that the Norwegian and Danish Governments are agreed in regarding the expression in question as applicable to Iceland with reference to Denmark.

I have the honour, etc.

(Signed) IVAR LYKKE.

To M. KRUSE,
Danish Ambassador,
etc., etc., etc.

N° 1101.

HONGRIE ET ITALIE

Convention concernant les compagnies d'assurance privées, avec annexe, signée à Budapest, le 27 mars 1924.

HUNGARY AND ITALY

Agreement regarding Private Insurance Companies, with Annex, signed at Budapest, March 27, 1924.

N^o 1101. — CONVENTION¹ ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE CONCERNANT LES COMPAGNIES D'ASSURANCE PRIVÉES, SIGNÉE A BUDAPEST, LE 27 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations et par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 février 1926.

Article premier.

1. Les Hautes Parties contractantes reconnaissent la nécessité d'éviter le démembrement des compagnies d'assurance privées établies sur le territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise afin de sauvegarder leurs forces économiques et financières dans l'intérêt de tous les assurés.

2. De même les Hautes Parties contractantes reconnaissent la nécessité de régler les questions qui ont été soulevées à la suite de la réorganisation des dettes publiques et du système monétaire dans les Etats successeurs pour les compagnies indigènes et étrangères opérant sur les territoires de l'ancienne Monarchie. (Article 198 du Traité de Trianon.)

Article 2.

Les compagnies d'assurance privées établies sur le territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise auront la nationalité de l'Etat auquel appartient le territoire où se trouvait leur siège central à la date de l'armistice.

Article 3.

1. Sont confirmées les dispositions de l'article 272 du Traité de Saint-Germain et de l'article 255 du Traité de Trianon.

2. Il reste entendu, toutefois, que la renonciation au régime spécial prévu à l'article 255 du Traité de Trianon de la part d'un Etat ne portera pas atteinte à la continuation des affaires des compagnies, en tant que les lois nationales dudit Etat le permettent.

3. Les compagnies d'assurance qui ont leur siège principal sur le territoire de l'ancienne Monarchie attribué à l'un des Etats contractants et qui avaient, lors du démembrement de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, des succursales (agences générales chargées de la gestion administra-

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 5 décembre 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1101. — AGREEMENT² BETWEEN HUNGARY AND ITALY REGARDING PRIVATE INSURANCE COMPANIES, SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 27, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 24, 1926.

Article 1.

(1) The High Contracting Parties recognise that it is essential to avoid the dismemberment of the private insurance companies established in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy, in order that their economic and financial force may be safeguarded in the interest of all the insured persons.

(2) The High Contracting Parties likewise recognise the necessity of settling the questions which have arisen as a result of the reorganisation of the public debts and of the monetary systems in the Succession States and which affect the national and foreign companies operating in the territories of the former Monarchy (Article 198 of the Treaty of Trianon).

Article 2.

Private insurance companies established in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy shall have the nationality of the State which possesses the territory where their head office was situated at the date of the Armistice.

Article 3.

(1) The provisions of Article 272 of the Treaty of St Germain and of Article 255 of the Treaty of Trianon are hereby confirmed.

(2) It is understood, however, that the fact that a State renounces its claim to the special régime provided for in Article 255 of the Treaty of Trianon shall not affect the continuation of the business of the companies in so far as it is authorised by the national laws of the State in question.

(3) Insurance companies whose head offices are situated in the territory of the former Monarchy attributed to one of the contracting States, and which at the time of the dismemberment of the former Austro-Hungarian Monarchy had branch offices (general agencies responsible for the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, December 5, 1924.

ive des affaires) dans le territoire attribué à l'autre desdits Etats, sont soumises, pour tout ce qui concerne lesdites succursales, en qualité de compagnies d'assurance étrangères autorisées, aux lois générales relatives aux compagnies étrangères de l'Etat où se trouve la succursale, et de même pour ce qui a trait au contrôle du gouvernement sur les opérations et sur les garanties établies en faveur des assurés.

Article 4.

Il faudra procéder à établir pour les assurance des personnes (c'est-à-dire sur la vie, accidents, etc.), y compris les rentes viagères et les réassurances, un portefeuille des contrats pour chacun des Etats successeurs (c'est-à-dire les Etats auxquels un territoire de l'ancienne Monarchie (austro-hongroise a été transféré ou qui sont nés du démembrement de cette Monarchie) et pour toutes les compagnies d'assurance opérant sur le territoire de l'ancienne Monarchie.

L'attribution des contrats d'assurance aux portefeuilles des Hautes Parties contractantes sera faite d'après les principes suivants :

1^o En ce qui concerne les contrats d'assurance libellés en couronnes austro-hongroises :

- a) Les contrats passés avec les personnes morales et physiques qui avaient, le 31 décembre 1922, respectivement le siège principal de leurs affaires ou leur demeure habituelle sur un territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise faisant partie d'une des Hautes Parties contractantes, seront attribués au portefeuille de celle des Hautes Parties contractantes à laquelle appartient le territoire en question ;
- b) Les contrats d'assurance passés sur le territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise avec des assurés qui avaient, le 31 décembre 1922, respectivement le siège principal ou leur demeure habituelle hors du territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, seront attribués au portefeuille du territoire où se trouve l'agence à laquelle a été payée la dernière prime d'assurance ou la dernière quote-part de rente avant le 31 décembre 1922 ;
- c) Si l'agence prévue au numéro b) est située en dehors du territoire de l'ancienne Monarchie, les contrats passés avec des personnes de nationalité autre que celle des Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie, seront attribués au portefeuille relatif à la Hongrie, en tant que les compagnies avaient leur siège sur l'ancien territoire de la Hongrie.

2^o En ce qui concerne les contrats d'assurance passés en monnaie étrangère (autre qu'en couronnes austro-hongroises) qui étaient compris, le 31 décembre 1922, dans le portefeuille relatif au territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, ils seront attribués :

- a) S'il s'agit des contrats passés avec des assurés qui avaient, au 31 décembre 1922, respectivement le siège principal de leurs affaires ou leur demeure habituelle sur le territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise faisant partie d'une des Hautes Parties contractantes au portefeuille de celle des Hautes Parties contractantes à laquelle appartient le territoire en question ;
- b) En tout autre cas, au portefeuille de l'Etat sur le territoire duquel se trouve l'agence à laquelle a été payée la dernière prime d'assurance ou la dernière quote-part de rente avant le 31 décembre 1922.

En abrogation des règles précédentes seront attribués au portefeuille de la Hongrie les contrats des assurés, qui ont transféré leur domicile d'un territoire détaché de la Hongrie par le Traité de Trianon sur le territoire de la Hongrie d'aujourd'hui entre le 31 décembre 1919 et le 31 décembre 1922.

3^o Pour les autres branches d'assurance les règles précédentes s'appliqueront sous la réserve de tenir compte en première ligne, lors de l'établissement du portefeuille, des lieux où se trouvent situés les objets assurés.

administrative side of the business) in the territory attributed to the other contracting State, shall be subject as regards everything connected with such branch offices, in their capacity as authorised foreign insurance companies, to the general laws relating to foreign companies in the State where the branch office is situated. This provision shall apply *inter alia* to the supervision exercised by the Government over the operations of the company and over the measures designed to safeguard the interests of the policy-holders.

Article 4.

As regards personal insurance (*i.e.*, in respect of life, accidents, etc.), including life annuities and re-insurance, steps must be taken to compile a portfolio of policies for each of the Succession States (*i.e.*, the States to which part of the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy has been transferred, or which have been formed as a result of the dismemberment of that Monarchy) embracing all the insurance companies operating in the territory of the former Monarchy.

The allotment of insurance policies to the portfolios of the High Contracting Parties shall be effected in accordance with the following principles :

(1) As regards insurance policies expressed in terms of Austro-Hungarian crowns :

(a) Policies concluded with juridical and physical persons whose principal place of business or ordinary place of residence on December 31, 1922, was in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy which now forms part of the territory of one of the High Contracting Parties shall be allotted to the portfolio of the High Contracting Party to which the territory in question belongs ;

(b) Insurance policies concluded in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy with insured persons whose principal place of business or ordinary place of residence on December 31, 1922, was outside the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy shall be allotted to the portfolio of the territory in which is situated the agency to which the last insurance premium was paid or the last pension payment was made prior to December 31, 1922 ;

(c) If the agency mentioned in paragraph (b) is situated outside the territory of the former Monarchy, policies concluded with persons of nationalities other than those of the Succession States of Austria-Hungary shall be allotted to the portfolio for Hungary, provided that the companies concerned have their head offices in the former territory of Hungary.

(2) Insurance policies drawn in foreign currencies (other than the Austro-Hungarian crown) which were included on December 31, 1922, in the portfolio for the territory of the Austro-Hungarian Monarchy, shall be allotted :

(a) In the case of policies concluded with insured persons whose principal place of business or ordinary place of residence on December 31, 1922, was in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy which now forms part of the territory of one of the High Contracting Parties, to the portfolio of the High Contracting Party to which the territory in question belongs ;

(b) In any other case to the portfolio of the State in whose territory is situated the agency through which the last insurance premium or the last annuity instalment was paid prior to December 31, 1922.

Notwithstanding the foregoing rules the policies of insured persons who transferred their domicile from territory detached from Hungary by the Treaty of Trianon to the present territory of Hungary between December 31, 1919, and December 31, 1922, shall be allotted to the portfolio for Hungary.

(3) As regards other branches of insurance the foregoing rules shall apply, subject to the condition that in compiling the portfolio the primary consideration must be the place where the insured objects are situated.

4° Les contrats d'assurance passés en couronnes austro-hongroises prévus au 1° a), b), c) qui seront attribués à chaque portefeuille, seront réglés à partir de la réorganisation du système monétaire dans chacun des Etats contractants, dans la monnaie de l'Etat respectif, au taux de change des couronnes austro-hongroises établi par les lois générales dudit Etat et précisément pour les assurances attribuées au portefeuille du Royaume d'Italie en liras au taux de change de 60 centimes de lire pour une couronne austro-hongroise et, pour les assurances attribuées au portefeuille du Royaume de Hongrie, au taux de change d'une couronne hongroise pour une couronne austro-hongroise, en tant que les actifs affectés aux portefeuilles respectifs suivant les dispositions de l'article 6 de la présente convention suffiront pour couvrir les réserves techniques y afférentes. Ces mêmes règles s'appliqueront également aux versements des primes à partir de la réorganisation du système monétaire dans chacun des Etats.

Article 5.

1. Les Etats contractants pourront exiger que les sociétés d'assurance indiquées à l'article 3, n° 3, procèdent à constituer, jusqu'au 31 décembre 1924 au plus tard, les réserves techniques suffisantes pour faire face à leurs engagements en relation aux contrats d'assurance inclus dans les portefeuilles attribués auxdits Etats.

2. Les Etats dans lesquels lesdites compagnies d'assurance ont leur siège principal, s'engagent à obliger les compagnies par tous les moyens administratifs qu'ils pourront exercer, en vertu de leurs lois, à effectuer le plus tôt possible la constitution des susdites réserves techniques, conformément aux dispositions des articles suivants.

3. Il est réservé à chaque Etat le droit de demander que le montant des réserves soit déposé et gagé en faveur des assurés en vertu des lois nationales relatives aux compagnies étrangères.

4. Ces réserves devront être indiquées dans la monnaie des Etats contractants d'après les règles précédentes et seront établies telles qu'elles auraient été à la date du 31 décembre 1919 sur la base des hypothèses démographiques et financières déjà employées par les sociétés et suivant les règles spéciales qui ont été en vigueur à cette date pour les compagnies nationales dans les Etats respectifs.

Article 6.

I. Il faut distinguer les réserves techniques (réserves et reports des primes, réserves des capitaux échus et sinistrés) au 31 décembre 1922 des réserves techniques à constituer par les compagnies à partir de cette date qui doivent être couvertes complètement d'après les lois en vigueur dans l'Etat respectif. Il sera en tout cas fait abstraction des activités acquises par les compagnies à partir de la date susdite.

II. Les réserves techniques au 31 décembre 1922 du portefeuille attribué à chaque Etat seront couvertes individuellement pour chaque compagnie en tenant compte des intérêts arriérés par les actifs suivants :

1. Titres émis par l'Etat à la valeur de bourse, excepté les titres, indiqués aux n°s 6, 7, 8.

2. Prêts sur polices d'assurance sur la vie attribuées au portefeuille de l'Etat.

3. Biens immobiliers qui se trouvent dans le territoire attribué à l'Etat à la valeur fixée dans le bilan à la date du 31 décembre 1919. Sur la demande de chacun des Etats contractants on pourra procéder à une évaluation officielle, dont le résultat décidera.

4. Créances hypothécaires garanties sur des biens immobiliers qui se trouvent dans le territoire attribué à l'Etat.

(4) Insurance policies drawn in Austro-Hungarian crowns, mentioned in paragraph 1, (a), (b), and (c), which are to be allotted to the several portfolios, shall be payable, after the reorganisation of the monetary system in each of the contracting States, in the currency of the State concerned at the rate of exchange for Austro-Hungarian crowns fixed by the general laws of the said State, namely, in the case of policies allotted to the portfolio for the Kingdom of Italy in lire at the rate of exchange of 60 centesimi to one Austro-Hungarian crown, and in the case of policies allotted to the portfolio for the Kingdom of Hungary at the rate of exchange of one Hungarian crown to one Austro-Hungarian crown, provided that the assets assigned to the respective portfolios in accordance with the provisions of Article 6 of the present Agreement are sufficient to enable the actuarial reserves relating thereto to be established. The same rules shall also apply to the payment of premiums after the reorganisation of the monetary system in each of the States concerned.

Article 5.

(1) The Contracting States may require the insurance companies mentioned in paragraph (3) of Article 3, to establish not later than December 31, 1924, sufficient actuarial reserves to meet their obligations in respect of the insurance policies included in the portfolios allotted to the States concerned.

(2) The States in which the head offices of the said insurance companies are situated undertake to compel the companies, by all the administrative means which are open to them by virtue of their laws, to establish as soon as possible the above-mentioned actuarial reserves in accordance with the following Articles.

(3) Each State shall be entitled to require that the amount of the reserves be deposited and secured in favour of the insured persons under the national laws relating to foreign companies.

(4) The reserves in question must be expressed in the currencies of the Contracting States in accordance with the foregoing rules, and shall be constituted as would have been the case on December 31, 1919, on the basis of the demographic and financial assumptions already employed by the companies, and in conformity with the special regulations which were in force at that date as regards national companies in the respective States.

Article 6.

The actuarial reserves (premium reserves and balances carried forward and reserves in respect of capital sums which have fallen due and accident claims) as on December 31, 1922, must be distinguished from the actuarial reserves which have to be established by the companies after that date and which must be completely covered according to the laws in force in the State concerned. The operations of the companies after the above-mentioned date shall not in any case be taken into account.

II. The actuarial reserves as on December 31, 1922, of the portfolio allotted to each State shall be covered in respect of each individual company — arrears of interest being taken into account — by the following assets :

(1) Bonds issued by the State at their market value with the exception of the bonds mentioned in paragraphs (6), (7) and (8).

(2) Loans on life insurance policies allotted to the portfolio of the State.

(3) Immovable property, situated in the territory assigned to the State, at the value given in the balance sheet dated December 31, 1919. At the request of either of the Contracting States, steps may be taken to make an official valuation, the result of which shall be decisive.

(4) Mortgages secured on immovable property situated in the territory assigned to the State.

5. Obligations foncières, provinciales et communales, obligations de chemin de fer et autres du même genre émises par des sociétés ou corporations publiques ou privées du pays et qui ont la qualité des titres dont la loi lors du démembrement de l'ancienne Monarchie permettait l'emploi dans les réserves des sociétés d'assurance. La valeur à attribuer à ces titres sera le cours de la Bourse ou du marché.

6. Titres de la Hongrie, respectivement de l'Autriche ou de l'ancienne Monarchie, garantis sur des biens transférés à l'Etat respectif et qui devront passer à sa charge selon l'article 186, n° 1, du Traité de Trianon, respectivement de l'article 203, n° 1, du Traité de Saint-Germain.

Ces titres seront évalués au cours de la Bourse ou du marché. Jusqu'à leur quotation, leur valeur sera fixée d'après les dispositions de l'article 186, n° 1, du Traité de Trianon respectivement de l'article 203, n° 1, du Traité de Saint-Germain. S'il y a un excédent, les compagnies d'assurance seront libres de choisir entre les catégories n°s 1, jusqu'à 6 y compris.

7. Titres de l'ancienne dette publique d'avant-guerre de la Hongrie, respectivement de l'Autriche ou de l'ancienne Monarchie autres que les titres dont au n° 6 en tant que ces titres ne seront pas encore revêtus définitivement du timbre d'un autre Etat successeur et pourront en conséquence être valablement compris dans le montant des titres détenus, sur le territoire de l'Etat respectif aux termes des dispositions de l'article 186 annexe, alinéa 2, du Traité de Trianon, respectivement de l'article 203 annexe, alinéa 2, du Traité de Saint-Germain.

Ces titres seront évalués d'après le cours de la bourse ou du marché.

Toutes les valeurs susmentionnées seront évaluées à la date où sera effectuée la couverture des réserves.

Dans le Royaume d'Italie seront admis seulement les titres de la dette publique d'avant-guerre de l'Autriche, dans le Royaume de Hongrie seront admis seulement les titres de la dette publique d'avant-guerre hongroise.

8. Dans le cas où ces actifs ne seraient pas suffisants pour couvrir les réserves techniques, on attribuera pour la couverture de l'insuffisance la quote-part proportionnelle des titres d'emprunts de guerre qui se trouvent dans les mains de la compagnie en tant que cette mise en valeur est admise par l'Etat respectif en faveur de ses propres nationaux. Ladite quote-part proportionnelle sera déterminée en prenant comme base la répartition des réserves techniques de la compagnie, calculées en couronnes-papier austro-hongroises, sur les portefeuilles de tous les Etats successeurs.

Les compagnies devront démontrer qu'elles étaient en possession des titres d'emprunts de guerre à la date du 3 novembre 1918. Les titres acquis après cette date devront être affectés à la couverture du déficit de l'Etat dans lequel ils ont été acquis.

Ces titres seront évalués suivant les lois générales dans chaque Etat.

Les sociétés d'assurance jouiront de tous les droits reconnus aux nationaux pour la mise en valeur des emprunts de guerre, en faisant toutefois abstraction des dispositions concernant l'échéance des délais ou l'estampillage qui aurait déjà eu lieu dans l'Etat et sans tenir compte du lieu où les titres sont actuellement déposés.

La mise en valeur éventuelle des emprunts de guerre sera faite dans les conditions spéciales établies pour les nationaux dont les capitaux auraient été placés dans des emprunts de guerre par le fait d'une tierce personne ou par contrainte ou, à défaut d'une disposition pareille, d'après les conditions les plus favorables pour les porteurs de titres, stipulées par les lois nationales, et tout au moins dans les mêmes conditions qui s'appliquent aux compagnies indigènes.

III. Si lors de la décision définitive de la législation des Hautes Parties contractantes sur l'évaluation des emprunts de guerre, ou au plus tard au 31 décembre 1924, il y avait encore un

(5) Mortgage bonds, provincial and communal bonds, railway bonds and other bonds of the same kind, issued by public or private companies or corporations of the country concerned, which are qualified to rank among the securities which, under the law in force at the time of the dismemberment of the former Monarchy, were allowed to be employed as part of the reserves of insurance companies. The value to be assigned to these bonds shall be the stock exchange or market value.

(6) Bonds of Hungary or of Austria or of the former Monarchy which are secured on property transferred to the State in question and for which it must assume liability under Article 186, 1 of the Treaty of Trianon or Article 203, 1 of the Treaty of St Germain.

These bonds shall be assessed at their stock exchange or market value. Until they have been quoted, their value shall be fixed in accordance with the provisions of Article 186, 1, of the Treaty of Trianon or of Article 203, 1, of the Treaty of St Germain. If there is a surplus, the insurance companies shall be free to make their choice between the categories 1 to 6 inclusive.

(7) Bonds of the pre-war Public Debt of Hungary, Austria or the former Monarchy other than the bonds mentioned in paragraph (6), provided that they have not yet been finally stamped by another Succession State and may therefore be properly included in the amount of the bonds held in the territory of the State concerned in accordance with the provisions of paragraph 2 of the Annex to Article 186 of the Treaty of Trianon or paragraph 2 of the Annex to Article 203 of the Treaty of St Germain.

These bonds shall be assessed at their stock exchange or market value.

All the securities mentioned above shall be assessed at the date on which the covering of the reserves is effected.

In the Kingdom of Italy only the bonds of the Austrian pre-war Public Debt may be used and in the Kingdom of Hungary only the bonds of the Hungarian pre-war Public Debt may be used.

(8) In the event of these assets not being sufficient to cover the actuarial reserves, a proportionate share of the war loan bonds in the hands of the company concerned shall be employed to meet the deficiency, provided that the utilisation of such bonds is permitted by the State concerned in the case of its own nationals. The said proportionate share shall be determined by taking as a basis the distribution of the actuarial reserves of the company, calculated in Austro-Hungarian paper crowns, among the portfolios of all the Succession States.

The companies must prove that they were in possession of the war loan bonds on November 3, 1918. The bonds acquired after this date must be devoted to covering the deficit of the State in which they were acquired.

These bonds shall be valued in accordance with the general laws in force in each State.

Insurance companies shall enjoy all the rights accorded to nationals as regards the utilisation of the war loan bonds, without reference, however, to the regulations concerning the expiration of time-limits or the stamping already carried out in the State concerned, and without reference to the place where the bonds are at present deposited.

The possible utilisation of the war loan bonds shall be effected in accordance with the special conditions laid down for nationals whose capital was placed in war loans by the act of a third person or by constraint ; or, in the absence of such a stipulation, on the most favourable terms for holders of bonds stipulated in the national loans and, in any event, on the same terms as those applicable to national companies.

III. If, when the final decision was made under the laws of the High Contracting Parties with regard to the valuation of war loans or, at latest, on December 31, 1924, there was still a

déficit, c'est-à-dire si tous les actifs susindiqués ne suffisaient pas à la couverture totale des réserves techniques pour le portefeuille de l'Etat en question, ce déficit devra être couvert par d'autres activités quelconques disponibles au delà de la couverture nécessaire des réserves techniques dans toutes les branches d'assurance sur le territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, excepté en tout cas les actifs destinés à couvrir les engagements des compagnies dans les Etats étrangers en dehors de l'ancienne Monarchie austro-hongroise et en faisant abstraction enfin des actifs nouvellement acquis par les compagnies à partir du 31 décembre 1919.

A défaut de telles activités disponibles, l'Etat respectif pourra prendre, dans l'intérêt de ses ressortissants, les mesures qui lui paraîtront utiles pour établir l'équilibre. Si des mesures pareilles portaient atteinte aux intérêts des ressortissants des autres Etats, lesdits Etats pourraient faire valoir les droits prévus à l'article 198 du Traité de Trianon.

Article 7.

1 Pour ce qui concerne les assurances sur la vie en connexion avec les emprunts de guerre austro-hongrois, chaque Etat pourra procéder à une réglementation des rapports contractuels y relatifs dans l'intérêt de ses ressortissants et en tenant compte des fonds disponibles à cet effet.

Les titres achetés antérieurement au 4 juin 1920 par les sociétés d'assurance dans le seul but de faire face aux engagements futurs à satisfaire avec les mêmes titres, seront attribués aux portefeuilles des Etats contractants en relation du montant du capital assuré au moyen de l'opération d'assurance dont il s'agit. La mise en valeur de ces titres par lesdits Etats sera subordonnée aux mêmes conditions qui ont été stipulées à l'article 6, n° 8.

Article 8.

La présente convention sera ratifiée et entrera en vigueur au moment de l'échange des ratifications.

Fait à Budapest, le 27 mars 1924, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la Hongrie :

ALADÁR DE STEIGER, m. p.

Pour l'Italie :

LUIGI ORAZIO VINCI, m. p.

ANNEXE

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie déclare au Gouvernement du Royaume d'Italie que la convention bilatérale conclue le 27 mars 1924 relative aux assurances privées, ne préjudicie nullement aux droits qui découlent du Traité de Paix de Trianon en faveur de compagnies d'assurance ayant leur siège dans les territoires de l'ancienne Monarchie austro-hongroise, annexée au Royaume d'Italie.

Particulièrement, le Gouvernement hongrois se reconnaît engagé à assumer la charge de tous les titres d'emprunts de guerre hongrois qui appartenaient aux compagnies susdites le 4 juin 1920, soit pour le remboursement en couronnes hongroises à la valeur nominale, soit en les traitant comme une dette d'Etat du Royaume de Hongrie.

Le Gouvernement hongrois assumera la charge de ces titres indépendamment du fait que lesdits titres aient été ou non dénoncés ou timbrés par le Gouvernement hongrois, se trouvaient ou non sur le territoire hongrois et aussi dans le cas où il ne serait pas nécessaire d'affecter ces titres aux réserves techniques.

Fait à Budapest, le 27 mars 1924, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes :

Pour la Hongrie :

ALADÁR DE STEIGER, m. p.

Pour l'Italie :

LUIGI ORAZIO VINCI, m. p.

Copie certifiée conforme :
(Signé) MUSSOLINI.

deficit, *i.e.*, if all the above-mentioned assets were insufficient to cover entirely the actuarial reserves relating to the portfolio of the State in question, such deficit shall be covered by any other assets which may be available beyond the necessary cover for the actuarial reserves in all branches of insurance in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy, excluding, in any event, the assets intended to secure the obligations of the companies in foreign States outside the former Austro-Hungarian Monarchy and, in addition, excluding the assets acquired by the companies since December 31, 1919.

Failing such available assets, the State concerned may take such measures as appear to it to be desirable in the interest of its nationals, in order to establish equilibrium. If such measures should prejudice the interests of nationals of other States, the States in question may assert the rights laid down in Article 198 of the Treaty of Trianon.

Article 7.

As regards life insurance policies connected with the Austro-Hungarian war loans, each State may take steps to regulate the contractual relations incident thereto in the interest of its nationals, taking into account the funds available for this purpose.

Bonds bought before June 4, 1920, by insurance companies with the express object of meeting their future liabilities shall be allotted to the portfolios of the Contracting States in proportion to the amount of the capital insured by means of the insurance operation in question. The utilisation of these bonds by the States concerned shall be subject to the same conditions as those laid down in Article 6, (8).

Article 8.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

Done at Budapest on March 27, 1924, in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

For Hungary :

(Signed) ALADÁR DE STEIGER.

For Italy :

(Signed) LUIGI ORAZIO VINCI.

ANNEX.

The Government of the Kingdom of Hungary hereby notifies the Government of the Kingdom of Italy that the bilateral Convention concluded on March 27, 1924, with regard to private insurance does not in any way prejudice the rights deriving from the Peace Treaty of Trianon in favour of insurance companies whose head offices are situated in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy annexed to the Kingdom of Italy.

In particular the Hungarian Government admits that it is under an obligation to assume responsibility for all the bonds of Hungarian war loans, which belonged to the above-mentioned companies on June 4, 1920, and must either redeem them in Hungarian crowns at their nominal value or treat them as a State debt of the Kingdom of Hungary.

The Hungarian Government shall assume responsibility for these bonds whether they have or have not been presented, stamped by the Hungarian Government or deposited in Hungarian territory, even in the event of it not being necessary to allocate them to the actuarial reserves.

Done at Budapest on March 27, 1924, in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

For Hungary :

(Signed) ALADÁR DE STEIGER.

For Italy :

(Signed) LUIGI ORAZIO VINCI.

N° 1102.

HONGRIE ET ITALIE

Convention pour la liquidation des biens des ressortissants hongrois en Italie, avec Annexe et Avenant y relatif, signée à Budapest, le 27 mars 1924.

HUNGARY AND ITALY

Agreement for the Liquidation of Property of Hungarian Nationals in Italy, with Annex and Supplementary Agreement relating thereto, signed at Budapest, March 27, 1924.

N^o 11102. — CONVENTION ¹ ENTRE LA HONGRIE ET L'ITALIE POUR LA LIQUIDATION DES BIENS DE RESSORTISSANTS HONGROIS EN ITALIE, SIGNÉE A BUDAPEST, LE 27 MARS 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations et par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 février 1926.

Article premier.

Entre la HONGRIE et l'ITALIE est dressé un compte spécial de compensation dans lequel seront portés à crédit :

a) De la Hongrie,

Le produit de la liquidation des biens, droits et intérêts des ressortissants hongrois en Italie, effectuée par le Domaine du Royaume d'Italie en conformité des lois et des règlements publiés en application de l'article 232 du Traité de Trianon ;

b) De l'Italie,

Les sommes dues aux ressortissants italiens en vertu de la saisie qui a frappé les biens, droits et intérêts qui étaient leur propriété et qui auraient été liquidés en Hongrie ou qui auraient été autrement frappés par des mesures exceptionnelles de guerre, ou dues à titre d'indemnité pour les dommages causés par de telles mesures et en général pour le remboursement de leurs avoirs en numéraire dans les cas visés à l'article 232 du Traité de Trianon.

Article 2.

Le produit des liquidations visé à l'article 1, lettre a), est affecté en deuxième lieu au paiement des dettes de la Hongrie résultant des titres à émettre sur la base de l'article 11 de la Convention des dettes et créances. ²

Article 3.

Le compte visé à l'article premier sera établi auprès de chacune des Hautes Parties contractantes par les bureaux désignés par les gouvernements respectifs. Chacun de ces bureaux remettra à l'autre à la fin de quatre mois une copie des comptes.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 5 décembre 1924.

² Page 66 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1102. — AGREEMENT² BETWEEN HUNGARY AND ITALY FOR THE LIQUIDATION OF PROPERTY OF HUNGARIAN NATIONALS IN ITALY, SIGNED AT BUDAPEST, MARCH 27, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 24, 1926.

Article 1.

A special compensation account shall be drawn up as between Hungary and Italy in which there shall be placed to the credit :

(a) Of Hungary,

The yield of the liquidation of the property, rights and interests of Hungarian nationals in Italy effected by the State Domain of the Kingdom of Italy in accordance with the laws and regulations promulgated in pursuance of Article 232 of the Treaty of Trianon ;

(b) Of Italy,

The sums due to Italian nationals in consequence of the seizure of property, rights and interests belonging to them which were liquidated in Hungary, or which were otherwise affected by exceptional war measures, or due by way of indemnity for the damage caused by such measures, or in general for the redemption of their assets in cash in the cases provided for in Article 232 of the Treaty of Trianon.

Article 2.

The yield of the liquidation provided for in paragraph *(a)* of Article 1 shall be applied in the second place to the payment of the debts of Hungary arising out of the issue of bonds in accordance with the terms of Article 11 of the Agreement relating to debts and claims.³

Article 3.

The account provided for in Article 1 shall be drawn up for each of the High Contracting Parties by the offices established by the respective Governments. Each of these offices shall transmit a copy of the accounts to the other at the end of each period of four months.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, December 5, 1924.

³ Page 67 of this Volume.

Article 4.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toutes mesures utiles, afin de pouvoir établir le solde définitif de ce compte avant le 31 décembre 1925.

2. Dans ce but, le Gouvernement royal d'Italie prendra toutes mesures utiles en vue de faciliter la liquidation des biens, droits et intérêts des ressortissants hongrois situés sur les anciens territoires du Royaume d'Italie, toutefois, en tenant compte des dispositions des articles 6 et 7 ci-après ; d'autre part le Gouvernement royal hongrois examinera dans le plus bref délai possible les réclamations qui lui seraient adressées par des ressortissants italiens du chef de l'article 232 du Traité de Trianon, et conclura, dans les limites du possible, des accords amiables à leur sujet.

3. Le solde qui, à partir du 31 décembre 1925 pourrait résulter au débit du Gouvernement hongrois sera couvert selon les dispositions du Traité de Trianon, si les négociations entamées à ce sujet n'aboutissent pas à un accord spécial dans un délai de trois mois à compter de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 5.

1. Les réclamations des ressortissants italiens pour dommages tels qu'ils sont visés à l'article 232 du Traité de Trianon, pourront former l'objet d'accords amiables entre les bureaux susmentionnés, si les intéressés le demandent.

2. Dans ces accords on pourra établir que les paiements soient réglés par la livraison de biens en nature ou d'autres activités, ou de valeurs équivalentes.

Article 6.

1. Les biens, droits et intérêts qui n'ont pas une valeur supérieure à 50.000 liras situés en Italie et appartenant à des particuliers ressortissants hongrois, seront restitués avec les modalités et d'après les dispositions en vigueur pour les petits biens des Allemands et Autrichiens aussitôt que les propriétaires auront justifié avoir acquitté tous leurs passifs en Italie.

2. Seront également restitués auxdits particuliers ressortissants hongrois les effets personnels et les biens qui n'ont pas une valeur commerciale, mais une valeur d'usage personnel.

3. Sous le contrôle du Gouvernement italien, le débiteur hongrois pourra employer jusqu'à due concurrence la totalité de ses actifs dans les anciens territoires de l'Italie pour acquitter ses dettes d'avant-guerre envers les ressortissants italiens.

4. Les propriétaires hongrois de tels actifs dans ces territoires de l'Italie pourront les affecter dans le but de permettre des règlements amiables des créances des ressortissants italiens surgies avant la guerre à l'égard d'autres ressortissants hongrois, sous réserve du règlement préalable de leurs engagements.

Article 7.

Les anciens propriétaires hongrois seront admis ordinairement à concourir comme acheteurs aux ventes de liquidation de leurs biens ; le Gouvernement d'Italie se réserve toutefois le droit d'exclusion de telles offres d'achat s'il considère une telle mesure d'intérêt public.

Article 8.

Les biens, droits et intérêts acquis ou qui ont été introduits en Italie par des ressortissants hongrois après la reprise des relations commerciales entre l'Italie et la Hongrie (19 septembre 1919)

Article 4.

(1) The High Contracting Parties shall take the necessary steps to establish the final balance of this account before December 31, 1925.

(2) For this purpose the Royal Government of Italy shall take the necessary steps to facilitate the liquidation of the property, rights and interests of Hungarian nationals situated in the former territory of the Kingdom of Italy, subject to the provisions of Articles 6 and 7 of the present Agreement, and the Royal Hungarian Government shall examine with the least possible delay any claims which may be presented to it by Italian nationals in pursuance of Article 232 of the Treaty of Trianon and shall so far as possible conclude friendly agreements in relation thereto.

(3) Any sum which may be owed by the Hungarian Government after December 31, 1925, shall be covered in accordance with the provisions of the Treaty of Trianon, in case the negotiations entered into in this connection do not result in the conclusion of a special agreement within a period of three months from the coming into force of the present Agreement.

Article 5.

(1) The claims of Italian nationals for damage of the kind mentioned in Article 232 of the Treaty of Trianon may form the subject of friendly agreements between the above-mentioned offices, if the persons concerned so request.

(2) In these agreements it may be stipulated that settlement shall be effected by payments in kind or the delivery of other assets, or equivalent securities.

Article 6.

(1) Property, rights and interests, not exceeding 50,000 lire in value, situated in Italy and belonging to individuals who are Hungarian nationals, shall be restored in the manner and according to the regulations prescribed in the case of small estates belonging to Germans and Austrians, as soon as the owners have furnished evidence that they have discharged all their liabilities in Italy.

(2) Personal effects and goods possessing no commercial value but only value for personal use shall also be restored to the said individuals who are Hungarian nationals.

(3) Subject to the supervision of the Italian Government, a Hungarian debtor may use the whole or part of his assets in the former territory of Italy for the purpose of discharging his pre-war liabilities to Italian nationals.

(4) Hungarian owners of such assets in the said territory of Italy may use them for the purpose of enabling friendly settlements to be made of the claims of Italian nationals arising before the war in regard to Hungarian nationals, subject to the previous settlement of their obligations.

Article 7.

The former Hungarian owners shall, as a general rule, be permitted to compete as purchasers at the sales for the liquidation of their property; the Government of Italy reserves the right, however, to exclude such offers if it considers such action to be in the public interest.

Article 8.

Property, rights and interests which have been acquired in, or introduced into, Italy by Hungarian nationals since the resumption of commercial relations between Italy and Hungary

ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 232 du Traité de Trianon, ou aux dispositions de la présente convention.

Article 9.

Conformément aux dispositions de l'article 250 du Traité de Trianon, les biens, droits et intérêts situés sur le territoire de l'ancienne Monarchie austro-hongroise annexé au Royaume d'Italie appartenant aux ressortissants hongrois ne sont pas sujets à saisie ou liquidation d'après les dispositions de l'article 232 du Traité de Trianon.

Article 10.

Tout différend qui pourrait surgir en ce qui concerne l'interprétation et l'application des clauses de la présente convention sera résolu par le Tribunal arbitral mixte italo-hongrois.

Article 11.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre toutes mesures administratives et législatives nécessaires pour assurer l'application intégrale de la présente convention.

La présente convention entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications entre les Hautes Parties contractantes.

Fait à Budapest, le 27 mars 1924, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la Hongrie :

ALADÁR DE STEIGER, m. p.

Pour l'Italie :

Comte LUIGI ORAZIO VINCI.

ANNEXE

En relation avec les dispositions adoptées par le Gouvernement d'Italie, en ce qui concerne la dévolution au Domaine de l'Etat des biens, droits et intérêts appartenant aux ressortissants hongrois dans les anciens territoires du Royaume d'Italie, le Gouvernement hongrois déclare qu'il est entendu que ces dispositions comprennent aussi les créances d'avant-guerre des ressortissants hongrois envers les personnes physiques ou juridiques résidant au 26 juillet 1921 dans les anciens territoires du Royaume d'Italie.

Eu égard aux accords amiables visés à l'article 5 de la présente convention, le Gouvernement hongrois s'engage à faciliter avec bienveillance la conclusion de tels accords et quoiqu'il ne soit pas à même de reconnaître le bien-fondé des demandes présentées, en ce qui concerne les placements effectués en Hongrie pendant la guerre, de sommes appartenant à des ressortissants italiens des anciens territoires de l'Italie, et des réclamations des maisons de commerce qui forment le consortium des entreprises exerçant l'industrie et le commerce du bois dans l'ancienne Monarchie austro-hongroise, n'étant pas en connaissance de cause, il s'engage de vouloir faciliter la conclusion d'accords ou d'arrangements avec les intéressés susvisés.

En considération des dispositions bienveillantes du Gouvernement d'Italie pour la restitution des petites propriétés jadis appartenant à des ressortissants hongrois, et pour la restitution des effets personnels et des biens d'usage personnel, le Gouvernement hongrois se déclare prêt à indemniser à l'amiable, d'après l'article 4 de la convention, les ressortissants italiens fugitifs de la Hongrie,

(September 19, 1919) shall not be subject to the provisions of Article 232 of the Treaty of Trianon, or to the provisions of the present Agreement.

Article 9.

In accordance with the provisions of Article 250 of the Treaty of Trianon, property, rights and interests situated in the territory of the former Austro-Hungarian Monarchy annexed to the Kingdom of Italy belonging to Hungarian nationals shall not be liable to seizure or liquidation in accordance with the provisions of Article 232 of the Treaty of Trianon.

Article 10.

Any dispute which may arise with regard to the interpretation and application of the clauses of the present Agreement shall be settled by the Italo-Hungarian Mixed Arbitral Tribunal.

Article 11.

The High Contracting Parties undertake to adopt the necessary administrative and legislative measures to ensure that the present Agreement shall be applied in its entirety.

The present Agreement shall come into force on the day of the exchange of ratifications between the High Contracting Parties.

Done at Budapest on March 27, 1924, in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

For Hungary :

(Signed) ALADÁR DE STEIGER.

For Italy :

(Signed) LUIGI ORAZIO VINCI.

ANNEX.

In connection with the stipulations adopted by the Government of Italy with regard to the devolution to the State Domain of property, rights and interests belonging to Hungarian nationals in the former territory of the Kingdom of Italy, the Hungarian Government declares that it is understood that these stipulations apply *inter alia* to pre-war claims of Hungarian nationals against physical or juridical persons resident on July 26, 1921, in the former territory of the Kingdom of Italy.

With regard to the friendly agreements provided for in Article 5 of the present Agreement, the Hungarian Government undertakes to do everything in its power to facilitate the conclusion of such agreements, and although it cannot admit the claims submitted in connection with the investment in Hungary, during the war, of sums belonging to Italian nationals of the former territory of Italy, or the claims of the commercial firms forming the syndicate of undertakings engaged in the timber trade and industry in the former Austro-Hungarian Monarchy to be well founded, since it is not fully acquainted with the facts, it undertakes to facilitate the conclusion of agreements or arrangements with such of the above-mentioned persons as may be concerned.

In view of the friendly action of the Government of Italy with regard to the restitution of small estates formerly belonging to Hungarian nationals, together with personal effects and articles of personal use, the Hungarian Government declares its willingness to compensate by agreement, in accordance with Article 4 of the Agreement, Italian nationals, who fled from Hungary, for the

pour les dommages soufferts en conséquence de la perte d'effets personnels, ustensiles du métier, et d'autres objets ou choses d'usage personnel.

Les modalités pour la discussion et la conclusion des accords à l'amiable visés à l'article 5 de la convention, y compris les accords mentionnés dans cette annexe, seront établies directement entre les bureaux qui seront désignés par les deux gouvernements.

Fait à Budapest, le 27 mars 1924, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la Hongrie :

ALADÁR DE STEIGER, m. p.

Pour l'Italie :

LUIGI ORAZIO VINCI, m. p.

AVENANT A LA CONVENTION POUR LA LIQUIDATION DES BIENS DE RESSORTISSANTS HONGROIS EN ITALIE

En exécution des dispositions visées à l'article 4, alinéa 3, de la Convention sur la liquidation des biens hongrois en Italie,

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ont nommé :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE GOUVERNEUR DU ROYAUME DE HONGRIE :

Monsieur Aladár STEIGER DE DANÓCZ, consul général, chef de section au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères,

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Monsieur le comte Luigi Orazio VINCI, chargé d'affaires d'Italie à Budapest,

Comme plénipotentiaires qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Le solde qui, à partir du 31 décembre 1925, pourrait résulter au débit du Gouvernement hongrois par l'application des articles 1 et 4 de la Convention pour la liquidation des biens hongrois en Italie, sera couvert par des obligations du Trésor hongrois.

2. Ces obligations auront 34 coupons annuels libellés pour 6 ½ % de la valeur nominale. Chaque coupon représentera une annuité pour l'amortissement du principal en 34 années et pour le paiement de l'intérêt. Dans l'amortissement seront compris aussi les frais d'administration. La quote-part correspondante au montant affecté à l'amortissement sera employée par soins du bureau italien pour la création d'un fonds d'amortissement pour le remboursement des obligations qui seront sorties au tirage annuellement. Le premier tirage sera fait après un an à partir de la date de l'émission des titres. Tous les titres devront être amortis dans un délai de 34 ans à partir du jour de la première émission.

Article 2.

1. Le redressement du solde du compte se fera, à partir du 30 juin 1926, de six en six mois, en tenant compte des sommes qui seraient portées au crédit de la Hongrie du chef des produits de liquidation, encaissées par le Domaine du Royaume d'Italie au cours du semestre, d'une part, et des dettes du Gouvernement royal hongrois résultant d'accords amiables visés à l'alinéa 2 de l'ar-

damage suffered in consequence of the loss of personal effects, tools and other objects or articles of personal use.

The procedure with regard to the discussion and conclusion of the friendly agreements referred to in Article 5 of the Agreement including the agreements mentioned in the present Annex, shall be determined direct between the offices to be established by the two Governments.

Done at Budapest on March 27, 1924, in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

For Hungary :

(Signed) ALADÁR DE STEIGER.

For Italy :

(Signed) LUIGI ORAZIO VINCI.

SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE AGREEMENT FOR THE LIQUIDATION OF PROPERTY OF HUNGARIAN NATIONALS IN ITALY.

In pursuance of the provisions referred to in paragraph (3) of Article 4 of the Agreement for the liquidation of Hungarian property in Italy,

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY have appointed :

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

M. Aladár STEIGER DE DANÓCZ, Consul-General, Head of Department under the Royal Hungarian Ministry for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Count Luigi Orazio VINCI, Italian Chargé d'Affaires at Budapest,

As their Plenipotentiaries, who, after exchanging their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

(1) Any sum which may be left owing by the Hungarian Government after December 31, 1925, as a result of the application of Articles 1 and 4 of the Agreement for the liquidation of Hungarian property in Italy, shall be covered by bonds of the Hungarian Treasury.

(2) These bonds shall be furnished with 34 annual coupons for an amount equal to 6 ½ % of the nominal value of the bonds. Each coupon shall represent an annuity for the redemption of the principal in 34 years and for the payment of interest. The cost of administration shall be included in the redemption portion. The amount corresponding to the portion allocated for redemption shall be employed by the Italian office to establish a fund for the redemption of the bonds which are drawn annually. The first drawing will take place one year after the date of the issue of the bonds. All the bonds shall be redeemed within a period of 34 years reckoned from the date of the first issue.

Article 2.

(1) The balance of the account shall be settled, after June 30, 1926, at the end of each period of six months, regard being paid, on the one hand, to the sums credited to Hungary in respect of the yield of the liquidation operations encashed by the Public Domain of the Kingdom of Italy during the six months in question, and, on the other hand, to the liabilities of the Royal Hungarian Govern-

ticle 4 de la Convention sur la liquidation des biens hongrois en Italie, ou, à défaut de tels accords, d'arrêts du Tribunal arbitral mixte italo-hongrois, rendus au cours du même semestre, de l'autre.

2. Le montant, dont le solde au débit du Gouvernement royal hongrois serait augmenté de la manière visée à l'alinéa précédent, sera couvert par des obligations du Trésor, telles qu'elles sont visées à l'article premier. Au cas où le solde résultant au débit du Gouvernement royal hongrois à la fin du semestre précédent serait diminué du chef des sommes portées à son crédit à titre de produit de liquidation, une quantité des bons du Trésor en possession du bureau italien à la valeur nominale correspondante à cette différence sera restituée au bureau hongrois.

3. Le solde actif qui de temps en temps pourrait résulter en faveur du Gouvernement royal hongrois, pourrait être utilisé par le bureau italien sur la demande du bureau hongrois au rachat des obligations ou bons du Trésor émis soit aux termes de la présente convention, soit en vertu de la Convention sur les dettes et créances.

Article 3.

Le présent avenant sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

Fait à Budapest, le 27 mars 1924, en deux exemplaires dont un a été remis à chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour la Hongrie :

ALADÁR DE STEIGER, m. p.

Pour l'Italie :

LUIGI ORAZIO VINCI, m. p.

Copie certifiée conforme.
(Signé) MUSSOLINI.

ment arising out of the friendly agreements referred to in paragraph (2) of Article 4 of the Agreement for the Liquidation of Hungarian Property in Italy or, in the absence of such agreements, arising out of awards rendered by the Italo-Hungarian Mixed Arbitration Tribunal during the same period of six months.

(2) The sum arrived at, when the balance to the debit of the Royal Hungarian Government has been increased in the manner referred to in the preceding paragraph, shall be covered by Treasury Bonds of the kind mentioned in Article 1. In the event of the balance to the debit of the Royal Hungarian Government at the end of the previous period of six months being reduced by sums placed to its credit in respect of the yield of liquidation operations, an amount of the Treasury Bonds in possession of the Italian Office corresponding in nominal value to this difference shall be restored to the Hungarian Office.

(3) Any credit balance arising from time to time in favour of the Royal Hungarian Government may be utilised by the Italian Office at the request of the Hungarian Office for the purpose of purchasing the bonds or Treasury Bonds issued either under the terms of the present Agreement or by virtue of the Agreement concerning debts and claims.

Article 3.

The present Supplementary Agreement shall be ratified and shall come into force on the day of the exchange of ratifications.

Done at Budapest on March 27, 1924, in two copies, one of which has been transmitted to each of the High Contracting Parties.

For Hungary :

(Signed) ALADÁR DE STEIGER.

For Italy :

(Signed) Count LUIGI ORAZIO VINCI.

N° 1103.

ALLEMAGNE ET HONGRIE

Traité en vue d'assurer la compensation des impositions intérieure et extérieure, et notamment d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, avec protocole final, signé à Berlin, le 6 novembre 1923.

GERMANY AND HUNGARY

Treaty for the Adjustment of Taxation, at Home and Abroad, in particular for the Avoidance of Double Taxation in the Field of Direct Taxation, with Final Protocol, signed at Berlin, November 6, 1923.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 1103. — SZERZODÉS¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS A NÉMET BIRODALOM KÖZÖTT AZ EGYENESADÓK TEKINTETEBEN A BELFÖLDI ÉS KÜLFÖLDI ADÓZTATÁS KIEGYENLÍTÉSE, KÜLÖNÖSEN A KÉTSZERES ADÓZTATÁS ELHÁRÍTÁSA CÉLJÁBÓL, ALÁIRATOTT BERLIN, 1923 NOVEMBER 6-ÁN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations et par le Consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 février 1926.

A MAGYAR KIRÁLYSÁG és A NÉMET BIRODALOM attól a kívánságtól vezéreltetve, hogy az egyenesadók tekintetében a belföldi és külföldi adóztatást mindkét államban kiegyenlítsék, különösen pedig a kétszeres adóztatást elhárítsák, a következő szerződést kötötték meg.

E célra meghatalmazottakká kinevezték :

A MAGYAR KIRÁLYSÁG RÉSZÉRŐL :

dr. emőkei EMICH Gusztáv rendkívüli követet és meghatalmazott minisztert, és

dr. KNEPPO Sándor miniszteri tanácsost a m. kir. pénzügyminisztériumban ;

A NÉMET BIRODALOM RÉSZÉRŐL :

báró MALTZAN Ágó államtitkárt a külügyi hivatalban, és

PEIFFER Ernő titkos kormánytanácsost és miniszteri tanácsost, csoportfőnököt a birodalmi pénzügyminisztériumban.

A meghatalmazottak, jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kölcsönös közlése után, a következőkben egyeztek meg :

I. Cikk.

A földterületek, épületek és jelzalogos követelések, valamint az ezekből eredő jövedelem (hozadék) csakis abban az államban vonandók egyenesadók alá, amelyben az ingatlan fekszik.

II. Cikk.

1. Az iparüzrem (haszonhajtó vállalat vagy haszonhajtó kereseti tevékenység), valamint az ebből eredő jövedelem csakis abban az államban vonandó egyenesadó alá, amelyben az üzem folytatására szolgáló üzlettelep van.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 10 octobre 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1103. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN UND DEM DEUTSCHEN REICHE ZUR AUSGLEICHUNG DER IN- UND AUSLÄNDISCHEN BESTEUERUNG, INSBESONDERE ZUR VERMEIDUNG DER DOPPELBESTEUERUNG AUF DEM GEBIETE DER DIREKTEN STEUERN, GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 6. NOVEMBER 1923.

German and Hungarian official texts communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the German Consul General at Geneva. The registration of this Treaty took place February 24, 1926.

DAS KÖNIGREICH UNGARN und DAS DEUTSCHE REICH haben, von dem Wunsche geleitet, auf dem Gebiete der direkten Steuern die in- und ausländische Besteuerung in den beiden Staaten auszugleichen, insbesondere die Doppelbesteuerung zu vermeiden, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen :

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

VON SEITEN DES KÖNIGREICHS UNGARN :

der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Dr. Gustav EMICH VON EMÖKE ; und
der Ministerialrat im königlich ungarischen Finanzministerium Dr. Alexander KNEPPO ;

VON SEITEN DES DEUTSCHEN REICHS :

der Staatssekretär im Auswärtigen Amt Freiherr Ago VON MALTZAN ; und
der Dirigent im Reichsfinanzministerium Geheimer Regierungsrat und Ministerialrat Ernst PEIFFER.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart ;

Artikel I.

Grundstücke, Gebäude und Hypothekenforderungen sowie das Einkommen (der Ertrag) daraus sollen nur in dem Staate zu den direkten Steuern herangezogen werden, in welchem sich die Liegenschaft befindet.

Artikel II.

1. Der Gewerbebetrieb (Betrieb einer Erwerbsunternehmung oder gewinnbringenden Erwerbstätigkeit) sowie das Einkommen daraus sollen nur in dem Staate zu den direkten Steuern herangezogen werden, in welchem eine Betriebsstätte zur Ausübung des Gewerbes unterhalten wird.

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, October 10, 1925.

2. Üzlettelepnek tekintendők: a vállalat székhelye, a fiókok, gyártási helyek, bevásárlási és eladási telepek, raktárak, irodák és egyéb üzleti berendezések, amelyekben maga a vállalkozó, ennek üzletrészes, cégvezetője vagy más állandó megbízottja üzletműködést folytat.

3. Ha egy és ugyanazon vállalatnak mind a két állam területén vannak üzlettelepei, úgy az egyesadók mindegyik állam területén csakis a belföldi üzlettelepekből folytatott üzlet mérvéhez képest állapítandók meg.

4. Az iparüzemhez hasonló elbánás alá esnek a társas üzletekben való részesedések is, a bányarészek, részvények, részjegyek és egyéb értékpapírok kivételével.

5. A fenti határozmányok a házaló és vándoripar megadóztatására nem vonatkoznak.

III. Cikk.

A II. cikknek határozmányai a tudományos, művészi, írói, tanítói, vagy nevelői működésből, az orvosok, ügyvédek, építésszek, mérnökök hivatásos foglalkozásából és más szabad foglalkozásokból származó keresetre csak annyiban nyerne alkalmazást, amennyiben a hivatásos működés a másik államban helyhezköttően (üzlettelepről) történik.

IV. Cikk.

A Magyar Királyi Kormány és a Német Kormány között 1920¹. évi június hó 1-én a kölcsönös gazdasági viszonyok szabályozása céljából kötött ideiglenes egyezménynek I. 3. alatt felvett határozmányai érintetlenül maradnak.

V. Cikk.

A közpénztárakból (birodalmi, állami, országos, megyei, járási, városi és községi pénztárakból stb.) fizetendő, szabályszerűen visszatérő járandóságok vagy támogatások, melyek jelenlegi vagy korábbi szolgálatteljesítésre vagy hivatásos működésre való tekintettel állapítottak meg (fizetések, nyugdíjjárandóságok, várakozási illetékek, ellátások és hasonlók) csakis abban az államban vonandók egyesadók alá, amelyből a kifizetés történik.

VI. Cikk.

1. Amennyiben a Magyar Királyságnak a tőkekamatok megadóztatására vonatkozó törvényei szerint avagy az 1920. évi március 29-iki német tőkehozadék adótörvény szerint a kamatok és tőkehozadékok megadóztatása a forrásnál (levonás útján) történik, az adó csakis azt az államot illeti, amelynek területén a levonást ezen törvények szerint foganatosítani kell. Ha a főtelep az egyik államban, a fiók a másik államban van, úgy a fióktelep üzemében jelentkezett kamatok után az adólevonás csakis annak az államnak a javára teljesíthető, a melyben a fióktelep fekszik.

2. A tantiemekre eső adót abban az államban kell beszedni, amelyben a tantiemet megállapító vállalatnak székhelye vagy igazgatási helye van.

VII. Cikk.

1. Egyebekben magyar vagy német állampolgárok csakis abban az államban vonhatók egyesadók alá, amelyben lakóhelyük és ilyennek hiányában, amelyben állandó tartózkodási helyük van.

¹ Vol. VII, page 207 de ce Recueil.

2. Als Betriebsstätten gelten : die Geschäftsleitung, Zweigniederlassungen, Fabrikationsstätten, Ein- und Verkaufsstellen, Niederlagen, Kontore und sonstige zur Ausübung des Gewerbes durch den Unternehmer selbst, dessen Geschäftsteilhaber, Prokuristen oder andere ständige Vertreter unterhaltene Geschäftseinrichtungen.

3. Befinden sich die Betriebsstätten desselben gewerblichen Unternehmens in beiden Gebieten, so soll die Heranziehung zu den direkten Steuern in jedem Gebiete nur nach Massgabe des von den inländischen Betriebsstätten aus stattfindenden Betriebes erfolgen.

4. Als Gewerbebetrieb sind auch Beteiligungen an gesellschaftlichen Unternehmungen zu behandeln mit Ausnahme von Kuxen, Aktien, Anteilscheinen und sonstigen Wertpapieren.

5. Die vorstehenden Bestimmungen beziehen sich nicht auf die Besteuerung des Hausier- und Wandergewerbes.

Artikel III.

Auf den Erwerb aus wissenschaftlicher, künstlerischer, schriftstellerischer, unterrichtender oder erziehender Tätigkeit, aus der Berufstätigkeit der Ärzte, Rechtsanwälte, Architekten, Ingenieure und der Ausübung anderer freier Berufe finden die Bestimmungen des Artikels II nur insoweit Anwendung, als die Ausübung der Berufstätigkeit in dem anderen Staate von einem festen Mittelpunkt (Betriebsstätte) aus stattfindet.

Artikel IV.

Die Bestimmungen des provisorischen Abkommens¹ zwischen der Königlich Ungarischen und der Deutschen Regierung zur Regelung ihrer beiderseitigen wirtschaftlichen Beziehungen vom 1. Juni 1920 unter Ziffer I. 3 bleiben unberührt.

Artikel V.

Aus öffentlichen Kassen (Reichs-, Staats-, Landes-, Komitats, Bezirks-, Stadt- und Gemeindegassen usw.) zahlbare, regelmässig wiederkehrende Bezüge oder Unterstützungen, die mit Rücksicht auf eine gegenwärtige oder frühere Dienstleistung oder Berufstätigkeit gewährt werden (Besoldungen, Ruhegehälter, Wartegelder, Versorgungsbezüge und dgl.), sollen nur in dem Staate, aus welchem die Zahlung zu erfolgen hat, zu den direkten Steuern herangezogen werden.

Artikel VI.

1. Soweit nach den Gesetzen des Königreiches Ungarn betreffend die Besteuerung der Kapitalzinsen oder dem deutschen Kapitalertragsteuergesetz vom 29 März 1920 eine Besteuerung von Zinsen und Kapitalbeträgen an der Quelle (im Abzugswege) stattfindet, steht die Steuer nur dem Staate zu, in dessen Gebiet der Abzug nach diesen Gesetzen zu bewirken ist. Befindet sich in dem einen Staate die Hauptniederlassung und in dem anderen Staate eine Zweigniederlassung, so ist der Abzug der Steuer von den Zinsen, die im Geschäftsbetriebe der Zweigniederlassung erwachsen, nur zugunsten des Staates zulässig, in dem die Zweigniederlassung belegen ist.

2. Die Abgabe von Tantiemen wird in dem Staate erhoben, in welchem das Unternehmen, welches die Tantiemen gewährt, seinen Sitz oder den Ort der Leitung hat.

Artikel VII.

1. Im Übrigen sind ungarische oder deutsche Staatsbürger zu den direkten Steuern nur in dem Staate heranzuziehen, in welchem sie ihren Wohnsitz und in Ermangelung eines solchen ihren dauernden Aufenthalt haben.

¹ Vol. VII, page 207 of this Series.

2. Ha mindkét államban van lakóhelyük, úgy csakis abban az államban vonandók egyenesadók alá, amelynek állampolgárai. Olyan személyekre vonatkozólag, akiknek mindkét államban van, vagy egyik államban sincs állampolgárságuk, esetről-esetre külön megállapodás tartatik fenn.

3. A jelen szerződés értelmében lakóhelynek azt a helyet kell tekinteni, ahol valakinek olyan körülmények között van lakása, amelyekből a lakás megtartásának szándékára lehet következtetni.

4. A jelen szerződés értelmében tartózkodási helynek azt a helyet kell tekinteni, ahol valaki olyan körülmények között tartózkodik, amelyekből arra lehet következtetni, hogy ezen a helyen vagy ebben az országban nemcsak átmenetileg időzik.

VIII. Cikk.

Az I. cikknek, valamint a II. cikk (1-4) bekezdésének, nemkülönbén a VII. cikknek határozmányai a nem természetes személyekkel szemben is megfelelően alkalmazandók. A lakóhely helyett a székhely vagy az igazgatás helye értendő.

IX. Cikk.

1. A hadinyereségadónak a Magyar Királyságban érvényes törvények szerint való megállapításánál, valamint az adónak az 1913. évi július 3-iki birtokadótvény (Reichsgesetzbl. 524-ik oldal) szerint, továbbá az 1916. évi június 21-iki hadinyereségadó törvény (Reichsgesetzbl. 561-ik oldal) szerint való megállapításánál, nemkülönbén a rendkívüli hadiadónak az 1918. évi július 26-iki törvény (Reichsgesetzbl. 964-ik oldal) szerint az 1918. számadási évre és az 1919. évi szeptember 10-iki törvény (Reichsgesetzbl. 1567-ik oldal) szerint az 1919. számadási évre szóló megállapításánál a jelen szerződésnek I—IV, VII. és VIII. cikkében foglalt határozmányok értelemszerűen alkalmazandók.

2. A belföldi társulatok adóköteles nyereségtöbbletének (hozadéktöbbletének) az első bekezdésben megjelölt törvények értelmében való kiszámításánál a békebeli nyereség megállapítása céljából a százalék a Magyar 1916: XXIX és 1918: IX. törvénycikkek megfelelő rendelkezései szerint, nemkülönbén az 1916. évi június 21-iki Német hadiadótörvénynek 17-ik szakasza szerint az alap- vagy törzstőke, illetve befektetett tőke azon része után számítandó, mely megfelel annak az aránynak, melyben a társaság összes befektetett üzemi tőkéje a befektetett és üzemi tőkének a másik államra eső részéhez áll.

3. A részvényekből vagy üzletrészekből eredő bevételi többleteknek levonása a Magyar 1916: XXIX. és 1918: IX. törvények, valamint a Német hadiadóról szóló törvény 18. szakasza szerint az olyan fiókvállalatoknál is megtörténhetik, amelyeknek székhelye a másik állam területén van.

X. Cikk.

1. Az I., II., VII. és VIII. Cikknek határozmányai irányadók különösen a vagyonváltságnak a Magyar 1921: XV. és 1921: XLV. törvények szerint és a Birodalmi szükségadónak az 1919. évi december 31-ki Német törvény (Reichsgesetzbl. 2189. oldal) szerint való megállapítására is.

2. Az ezen törvények szerint járó adók egyenlő neműeknek tekintetnek, azonban irányadó szabályul szolgál, hogy a tőkevagyon csakis abban az államban adóztatható, amelyet a VII. és VIII. cikkek szerint a korlátlan adóztatási jog megillet.

2. Ist in beiden Staaten ein Wohnsitz begründet, so werden sie nur in demjenigen Staate zu den direkten Steuern herangezogen, dessen Staatsangehörigkeit sie besitzen. Bei Personen, die in beiden oder in keinem der beteiligten Staaten die Staatsangehörigkeit besitzen sollten, bleibt besondere Vereinbarung von Fall zu Fall vorbehalten.

3. Einen Wohnsitz im Sinne dieses Vertrages hat jemand dort, wo er eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

4. Einen Aufenthalt im Sinne dieses Vertrages hat jemand da, wo er sich unter Umständen aufhält, die auf die Absicht schliessen lassen, an diesem Ort oder in diesem Lande nicht nur vorübergehend zu verweilen.

Artikel VIII.

Die Bestimmungen der Artikel I und II, Absatz 1 bis 4, sowie des Artikels VII finden auch auf nicht physische Personen entsprechende Anwendung. An stelle des Wohnsitzes ist der Sitz oder der Ort der Leitung massgebend.

Artikel IX.

1. Auf die Steueranlagung nach den im Königreich Ungarn geltenden Gesetzen über die Kriegsgewinnsteuer sowie nach dem Besitzsteuergesetz vom 3. Juli 1913 (Reichsgesetzbl. Seite 524), dem Kriegssteuergesetz vom 21. Juni 1916 (Reichsgesetzbl. Seite 561) und den Gesetzen über eine ausserordentliche Kriegsabgabe für das Rechnungsjahr 1918 vom 26. Juli 1918 (Reichsgesetzbl. Seite 964) und für das Rechnungsjahr 1919 vom 10. September 1919 (Reichsgesetzbl. Seite 1567) finden die Bestimmungen der Artikel I bis IV, VII und VIII dieses Vertrages sinngemäss Anwendung.

2. Bei Berechnung des abgabepflichtigen Mehrgewinns (Mehrertrags) der inländischen Gesellschaften auf Grund der im Absatz I bezeichneten Gesetze ist zur Feststellung des Friedensgewinns nach den Vorschriften der ungarischen Gesetzartikel XXIX : 1916 und IX : 1918 sowie nach § 17 des deutschen Kriegssteuergesetzes vom 21. Juni 1916 der Hundertsatz von dem Teil des Grund- oder Stamm- bzw. Anlagekapitals zu berechnen, der dem Verhältnisse des gesamten Anlage- und Betriebskapitals der Gesellschaft zu dem auf den andern Staat entfallenden Teil des Anlage- und Betriebskapitals entspricht.

3. Der Abzug von Mehreinnahmen aus Aktien oder Anteilen gemäss den Vorschriften der ungarischen Gesetzartikel XXIX : 1916 und IX : 1918, sowie gemäss § 18 des deutschen Kriegssteuergesetzes ist auch hinsichtlich solcher Tochtergesellschaften zulässig, die ihren Sitz im Gebiete des anderen Staates haben.

Artikel X.

1. Die Bestimmungen der Artikel I, II, VII und VIII gelten insbesondere auch für die Veranlagung zur Vermögensablösung nach den ungarischen Gesetzen XV : 1921 und XLV : 1921 und für die Veranlagung zum Reichsnotopfer nach dem deutschen Gesetz vom 31. Dezember 1919 (Reichsgesetzbl. Seite 2189).

2. Die nach diesen Gesetzen zu erhebenden Abgaben werden als gleichartige angesehen, jedoch mit der Massgabe, dass das Kapitalvermögen nur in dem Staate der Abgabe unterworfen werden darf, dem nach Artikel VII and VIII ein unbeschränktes Steuerrecht zusteht.

XI. *Cikk.*

Ennek a szerződésnek határozmányai nem nyernek alkalmazást, ha a X. cikknek határozmányai a magyar vagyonváltság alóli mentességre avagy ennek az adószolgáltatásnak csökkentésére vezetnének, anélkül, hogy egyúttal a birodalmi szükségadó kivetése megtörténhetnék.

XII. *Cikk.*

Mindkét államnak diplomáciai, konzuli és egyéb képviselői, amennyiben ezek a képviselők hivatásos tisztviselők, úgyszintén a hozzájuk beosztott tisztviselők, valamint az ő szolgálatukban és tisztviselőik szolgálatában álló személyek az elfogadó államban mentesek az egyenesadók alól. A mentesség csak akkor áll be, ha az említett személyek a küldő állam honosai és az elfogadó államban hivatalukon vagy szolgálatukon kívül semmi nemű haszonhajtó tevékenységet nem folytatnak. A mentesség nem terjed ki az I., II. és V. cikkek szerint járó, valamint a VI. cikkben megjelölt, a forrásnál beszedendő adókra.

XIII. *Cikk.*

A dunai hajózási vállalatok üzemük után csakis abban az államban vonandók adók alá, amelyben székhelyük vagy igazgatási helyük van.

XIV. *Cikk.*

Mind a két állam pénzügyminiszterei külön megállapodásokat fognak létesíteni a kétszeres adóztatás elkerülésére olyan esetekben, amelyekre vonatkozólag a jelen szerződés kifejezett szabályozást nem tartalmaz, úgyszintén az olyan méltánytalanságok elhárítására, melyek a szerződés alapelveinek alkalmazása esetén is előállanak.

XV. *Cikk.*

Ez a szerződés alkalmazást nyer :

- a) a Magyar Királyságban
 - a hadinyereségadóra vonatkozólag az első hadiév (hadi üzleti év) kezdetével,
 - a vagyonváltságokra vonatkozólag az ezeket szabályozó törvények életbeléptével,
 - a többi adókra vonatkozólag az 1920. adóév kezdetével ;
- b) a Német Birodalomban
 - a hadiadókra és a hadi vagyonadókra vonatkozólag az első hadi év (hadi üzleti év) kezdetével,
 - a birodalmi szükségadóra vonatkozólag a birodalmi szükségadóról szóló törvény életbeléptével,
 - egyebekben úgy a birodalmi adókra, mint az ingatlanok és iparüzemek után az országok által beszedett adókra vonatkozólag az 1920. adóév kezdetével.

Artikel XI.

Würden die Bestimmungen des Artikels X. zu einer Befreiung von der ungarischen Vermögensablösung oder zu einer Minderung dieser Abgabe führen, ohne dass gleichzeitig eine Heranziehung zum Reichsnotopfer erfolgen kann, so finden die Bestimmungen dieses Vertrages keine Anwendung.

Artikel XII.

Die diplomatischen, konsularischen und sonstigen Vertreter der beiden Staaten, sofern diese Vertreter Berufsbeamte sind, sowie die ihnen zugewiesenen Beamten und die in ihrem Beamtendienst stehenden Personen sind von den direkten Steuern im Empfangsstaat befreit. Die Befreiung tritt nur ein, soweit die genannten Personen Angehörige des Entsendestaates sind und ausserhalb ihres Amtes oder Dienstes im Empfangsstaat keine Erwerbstätigkeit ausüben. Sie erstreckt sich nicht auf die nach Artikel I, II und V zu erhebenden, sowie auf die im Artikel VI bezeichneten, an der Quelle zu erhebenden Steuern.

Artikel XIII.

Schiffahrtsunternehmungen auf der Donau werden zu Steuern, die vom Gewerbebetrieb erhoben werden, nur im Staate des Sitzes oder des Ortes der Leitung herangezogen.

Artikel XIV.

Zur Beseitigung von Doppelbesteuerungen in solchen Fällen, welche durch den vorliegenden Vertrag keine ausdrückliche Regelung gefunden haben, sowie von Härten, welche auch bei Anwendung der Vertragsgrundsätze bestehen bleiben, werden die Finanzminister der beiden Staaten besondere Vereinbarungen treffen.

Artikel XV.

Dieser Vertrag findet Anwendung :

- a) im Königreich Ungarn,
 - auf die Kriegsgewinnsteuern für die Zeit seit dem Beginne des ersten Kriegsjahrs (Kriegsgeschäftsjahrs),
 - auf die Vermögensablösungen für die Zeit seit dem Tage des Inkrafttretens der sie regelnden Gesetze,
 - auf die übrigen Steuern für die Zeit seit dem Beginne des Steuerjahrs 1920 ;
- b) im Deutschen Reiche :
 - auf die Kriegssteuern und Kriegsabgaben für die Zeit seit dem Beginne des ersten Kriegsjahrs (Kriegsgeschäftsjahrs),
 - auf das Reichsnotopfer für die Zeit seit dem Tage des Inkrafttretens des Gesetzes über das Reichsnotopfer,
 - im übrigen sowohl hinsichtlich der Reichssteuern wie der von den Ländern erhobenen Steuern vom Grundvermögen und vom Gewerbebetriebe für die Zeit seit dem Beginne des Steuerjahrs 1920.

XVI. Cikk.

1. Ez a szerződés, mely magyar és német szövegben iratott alá, ratifikálandó és a ratifikálásról szóló okmányok Budapesten mielőbb kicserélendők. A szerződés a ratifikálásról szóló okmányok kicserélésének napjával lép életbe és érvényben marad mindaddig, amíg valamelyik szerződő fél legkésőbb hat hónappal a naptári év letelte előtt fel nem mondja. Kellő időben való felmondás esetén a szerződés ennek a naptári évnek lejártával veszti el hatályát.

2. A szerződésnek mind a két szövege autentikus. A ratifikált szerződés mind a két államban a hivatalos törvénygyűjteményben mind a két autentikus szövegben közzé lesz teendő.

Ennek bizonyosságául ezt a szerződést mind a két állam meghatalmazottai aláírták és pecsétjükkel ellátták.

BERLIN, 1923 november 6.

EMICH, s. k.
Dr. KNEPPO SÁNDOR s. k.

MALTZAN m. p.
ERNST PEIFFER m. p.

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

Az egyesesadók tekintetében a belföldi adóztatás kiegyenlítése, különösen a kétszeres adóztatás elkerülése céljából a Magyar Királyság és a Német Birodalom között mai napon megkötött szerződés aláírásánál alulírott meghatalmazottak a következő egybehangzó nyilatkozatokat tették, melyek magának a szerződésnek integráns részét alkotják:

1. A szerződés értelmében egyesesadónak tekintendők:

a Magyar Királyságban az államot és a községeket illető jelenlegi és jövőbeli jövedelmi, hozadéki és vagyoadók, valamint a most említett adók utáni pótlékok;

a Német Birodalomban a jelenlegi és a jövőbeli birodalmi és országos adók a jövedelem után, ideértve a tőkehozadéki adót, az országokat illető jelenlegi és jövőbeli adók az ingatlan vagyon és iparüzem után, valamint a most említett adókat áni pótlékok.

Mindkét fél egyetért abban, hogy az örökségi adók jelen szerződés értelmében nem tartoznak az egyesesadók közé. Az örökségi adókra vonatkozólag külön szerződés fog köttetni.

A kételyeket abban a tekintetben, vajjon valamely adó a fentebb említett adónemekhez tartozik-e, a két Állam pénzügyminiszterei egyetértően fogják elosztani.

2. A VII. cikk első bekezdésének határozmányai nem zárják ki olyan személyek megadóztatását, akik anélkül, hogy a két állam valamelyikében lakóhelyük avagy állandó tartózkodási helyük lenne, ott keresetszerzés céljából tartózkodnak.

3. Megegyeznek abban a tekintetben, hogy tanulók, akik valamelyik szerződő államban csak tanulmányi célból tartózkodnak, nem adóztathatók meg abban az államban, amelyben tanulmányi célból tartózkodnak azok után az ellátási és tanulmányi pénzek után, amelyeket a másik szerződő államban lakó hozzátartozóiktól kapnak, amennyiben ezekre a járandóságokra túlnyomóan rá vannak utalva.

Artikel XVI.

1. Dieser Vertrag, welcher in ungarischer und deutscher Urschrift gefertigt worden ist, soll ratifiziert, und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Budapest ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll solange in Geltung bleiben als er nicht von einem der vertragsschliessenden Teile spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahrs die Wirksamkeit.

2. Beide Texte des Vertrags sind authentisch. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzsammlung in beiden authentischen Texten veröffentlicht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

BERLIN, den 6. November 1923.

EMICH, s. k.
Dr. KNEPPO SANDOR, s. k.

MALTZAN, m. p.
ERNST PEIFFER, m. p.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Königreich Ungarn und dem Deutschen Reiche abgeschlossenen Vertrages zur Ausgleichung der in- und ausländischen Besteuerung, insbesondere zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der direkten Steuern, haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Teil des Vertrages selbst bilden sollen.

1. Als direkte Steuern im Sinne des Vert ages gelten :

auf Seiten des Königreichs Ungarn die für den Staat und für die Gemeinden erhobenen gegenwärtigen und künftigen Steuern vom Einkommen, Ertrag und Vermögen sowie Zuschläge zu den vorerwähnten Steuern ;

auf Seiten des Deutschen Reichs die gegenwärtigen und künftigen Steuern des Reichs und der Länder vom Einkommen und Vermögen, einschliesslich der Kapitalertragssteuer, die von den Ländern erhobenen gegenwärtigen und künftigen Steuern vom Grundvermögen und vom Gewerbebetriebe, sowie Zuschläge zu den vorerwähnten Steuern.

Beide Teile sind darüber einig, dass die Erbschaftssteuern nicht als direkte Steuern im Sinne dieses Vertrags gelten. Über die Erbschaftssteuern wird ein besonderer Vertrag abgeschlossen.

Zweifel über die Zugehörigkeit einer Steuer zu den oben bezeichneten Steuerarten werden im Einvernehmen zwischen den Finanzministern der beiden Staaten geklärt werden.

2. Durch die Bestimmung des Artikels VII Absatz 1 wird die Besteuerung solcher Personen nicht ausgeschlossen, die ohne ihren Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt in einem der beiden Staaten zu haben, sich dort des Erwerbes wegen aufhalten.

3. Es besteht Einverständnis darüber, dass Studenten, die sich nur zu Studienzwecken in einem Vertragsstaat aufhalten, für die Unterhalts- und Studiengelder, die sie von ihren in dem anderen Vertragsstaate wohnhaften Angehörigen erhalten, nicht zur Steuer in Staate des Studienaufenthalts herangezogen werden sollen, sofern sie auf diese Bezüge überwiegend angewiesen sind.

4. A jelen szerződés határozmányai nem érintik az eladással illetve üzérkedéssel elért olyan nyereségnek a két állam belső törvényhozásának megfelelő megadóztatását, melyek az I. cikkben említett vagyontárgyaknak nem üzletszerű eladásából származnak.

5. Megegyeznek abban a tekintetben, hogy a már megtörtént adókiivetést a jelen szerződés határozmányai szerint helyesbíteni kell, ha ezt az adóköteles a jelen szerződésnek életbeléptétől számítva két éven belül kéri, avagy ha az adóhatóság törvényes hatáskörében ilyen helyesbítés foganatosítását hivatalból tartja szükségesnek.

6. Abból a célból, hogy a XII. cikk értelmezése körül netáni kételyek ne merüljenek fel, a szerződő Államok egyetértően kinyilatkoztatják, hogy ez a határozmány nem érinti azokat a továbbmenő előjogokat és mentességeket, melyek a nemzetközi jognak általános szabályain alapulnak.

7. Amennyiben a jelen szerződés szabályai a Német Birodalom részéről országos adókat és országos hatóságokat érintenek az országok hozzájárulása, amennyiben szükséges fenntartatik.

BERLIN, 1923 november 6.

EMICH s. k.

Dr. KNEPPO SÁNDOR s. k.

MALTZAN m. p.

ERNST PEIFFER m. p.

4. Die steuerliche Behandlung von Veräusserungs- bzw. Spekulationsgewinnen, die bei der nicht gewerbmässigen Veräusserung der im Artikel I bezeichneten Vermögensgegenstände erzielt werden, nach Massgabe der inneren Gesetzgebung der beiden Staaten wird durch die Bestimmungen dieses Vertrags nicht berührt.

5. Es besteht Einverständnis darüber, dass eine bereits durchgeführte Steuerveranlagung gemäss den Bestimmungen dieses Vertrags zu berichtigen ist, wenn es der Steuerpflichtige binnen zwei Jahren nach dem Inkrafttreten dieses Vertrags beantragt oder wenn die Steuerbehörde eine solche Berichtigung im Rahmen ihrer gesetzlichen Befugnisse von Amts wegen einzuleiten für notwendig erachtet.

6. Um etwaige Zweifel über die Auslegung des Artikels XII auszuschliessen, erklären die Vertragsschliessenden Staaten übereinstimmend, dass durch diese Bestimmung weitergehende Vorrechte und Befreiungen, die auf den allgemeinen Regeln des Völkerrechts beruhen, nicht berührt werden.

7. Soweit die Regelung in dem vorstehenden Vertrag auf Seiten des Deutschen Reichs Landessteuern und Landesbehörden betrifft bleibt die Zustimmung der Länder, soweit erforderlich, vorbehalten.

BERLIN, *den 6. November 1923.*

EMICH, s. k.

Dr. KNEPPO SANDOR, s. k.

MALTZAN, m. p.

ERNST PEIFFER, m. p.

¹ TRADUCTION.

N^o 1103. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA HONGRIE EN VUE D'ASSURER LA COMPENSATION DES IMPOSITIONS INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE ET, NOTAMMENT, D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE D'IMPÔTS DIRECTS, SIGNÉ A BERLIN, LE 6 NOVEMBRE 1923.

LE ROYAUME DE HONGRIE et LE REICH ALLEMAND, animés du désir de compenser, en matière d'impôts directs, les impositions intérieure et extérieure dans les deux Etats et d'éviter, notamment, la double imposition, ont conclu le traité suivant.

Ils ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE ROYAUME DE HONGRIE :

Le D^r Gustav EMICH VON EMÖKE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, et
Le D^r Alexander KNEPPO, conseiller ministériel au Ministère royal hongrois des Finances;

LE REICH ALLEMAND :

Le baron Ago VON MALTZAN, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères, et
M. Ernst PEIFFER, conseiller intime de gouvernement et conseiller ministériel, directeur au Ministère des Finances du Reich.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les terrains, immeubles et créances hypothécaires, ainsi que le revenu qu'ils fournissent (leur produit) ne devront être assujettis aux impôts directs que dans l'Etat où sont situés les biens-fonds.

Article II.

1. L'exercice d'une industrie (exploitation d'une entreprise productive ou exercice d'une activité professionnelle rémunératrice), ainsi que le revenu qui en résulte, ne devront être assujettis aux impôts directs que dans l'Etat sur le territoire duquel fonctionne un établissement destiné à l'exercice de cette industrie.

2. Seront réputés établissements servant à l'exercice d'une industrie (établissements d'exploitation) : la direction commerciale, les succursales, ateliers, bureaux d'achat ou de vente, dépôts, comptoirs et autres installations commerciales établis en vue de l'exercice de l'industrie par le chef de l'entreprise lui-même, ses associés, fondés de pouvoirs ou autres représentants permanents.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1103. — TREATY BETWEEN GERMANY AND HUNGARY FOR THE ADJUSTMENT OF TAXATION AT HOME AND ABROAD, IN PARTICULAR FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION IN THE FIELD OF DIRECT TAXATION, SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 6, 1923.

THE KINGDOM OF HUNGARY and THE GERMAN REICH, being desirous of ensuring the equal adjustment at home and abroad in the field of direct taxation, and in particular of preventing double taxation, have concluded the following Treaty.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE KINGDOM OF HUNGARY :

Dr. Gustav EMICH VON EMÖKE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
Dr. Alexander KNEPPO, Ministerial Councillor at the Royal Hungarian Ministry of Finance ;

THE GERMAN REICH :

Baron Ago VON MALTZAN, Under-Secretary of State at the Ministry for Foreign Affairs ;
M. Ernst PEIFFER, Government Privy Councillor and Ministerial Councillor, Director at the Ministry of Finance of the Reich ;

Who, after having exchanged their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions.

Article I.

Landed property, property in buildings and mortgages, and the revenue (profits) derived therefrom shall only be liable to direct taxation in the State in which the property is situated.

Article II.

(1) Industrial undertakings (the exploitation of a productive undertaking or the exercise of a lucrative profession) and the income derived therefrom shall only be subject to direct taxation in the State in which a business establishment for carrying on the industry is maintained.

(2) The term "business establishment" shall include the manager's office, branch establishments, workshops, offices where purchases or sales are effected, depots, branches, and all other establishments maintained for the purpose of carrying on the industry by the owner himself, or by his partners, responsible agents or other permanent representatives.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3. Si une même entreprise industrielle possède des établissements d'exploitation dans les territoires des deux Etats, elle ne sera assujettie aux impôts directs, dans chaque Etat, que proportionnellement à l'importance de l'exploitation dont les établissements situés dans ledit Etat sont le siège.

4. Devront également être traitées comme l'exercice d'une industrie les participations à des entreprises constituées sous forme de sociétés, exception faite des parts minières (*Kuxen*), des actions, des parts bénéficiaires et autres valeurs mobilières.

5. Les dispositions qui précèdent ne s'appliqueront pas aux impôts sur le colportage et autres industries ambulantes.

Article III.

En ce qui concerne les revenus tirés de la pratique de la science, des arts, des lettres, de l'enseignement ou de l'éducation, de l'exercice de la profession de médecin, d'avocat, d'architecte, d'ingénieur, ainsi que d'autres professions libérales, les dispositions de l'article II ne seront applicables que s'il existe un centre permanent d'activité professionnelle (établissement professionnel) dans l'autre Etat.

Article IV.

Le présent traité ne déroge pas aux dispositions du numéro I, 3, de l'Accord provisoire conclu le 1^{er} juin 1920 entre le Gouvernement royal hongrois et le Gouvernement allemand pour régler leurs relations économiques.

Article V.

Les traitements ou allocations destinés à rétribuer des services rendus ou une activité professionnelle exercée actuellement ou antérieurement (traitements, retraites, traitements de disponibilité, pensions, etc.) et payables périodiquement par des caisses publiques (caisses du Reich, de l'Etat, des Pays, des comitats, des districts, des villes et communes, etc.) ne seront assujettis aux impôts directs que dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve la caisse chargée du paiement.

Article VI.

1. Dans les cas où les lois du Royaume de Hongrie concernant l'imposition du revenu des capitaux ou la loi allemande du 29 mars 1920 relative à l'impôt sur le produit des capitaux, prévoient le prélèvement à la source (par voie de retenue) d'impôts sur le revenu et le produit de capitaux, l'impôt ne pourra être perçu que par l'Etat sur le territoire duquel la retenue devra être effectuée en vertu desdites lois. Si le siège central se trouve dans l'un des Etats et une succursale dans l'autre Etat, la retenue de l'impôt sur les revenus produits par l'exploitation de la succursale ne pourra être effectuée qu'au profit de l'Etat dans lequel la succursale est située.

2. La taxe sur les tantièmes sera perçue dans l'Etat sur le territoire duquel se trouve le siège ou le lieu de la direction de l'entreprise qui verse les tantièmes.

Article VII.

1. Par ailleurs, les citoyens hongrois ou allemands ne devront être assujettis aux impôts directs que dans l'Etat sur le territoire duquel ils auront leur domicile et, à défaut de domicile, leur résidence permanente.

(3) If a single industrial or commercial enterprise possesses business establishments in the territories of both States, direct taxes shall only be levied in each State in proportion to the amount of business transacted in the establishment situated in that State.

(4) Partnerships in undertakings established in the form of companies, with the exception of mining shares (*Kuxen*), shares, founders' shares and other securities, shall be regarded as industrial undertakings.

(5) The foregoing provisions shall not apply to taxes on hawking and other itinerant trades.

Article III.

In the case of income derived from the practice of science, art or letters, teaching or education, or from the exercise of the profession of physician, lawyer, architect or engineer, or any other liberal profession, the provisions of Article II shall only apply in so far as there is a permanent headquarters of the professional activity in the other State.

Article IV.

The present Treaty shall in no way affect the provisions of Section I, paragraph 3, of the Interim Agreement of June 1, 1920, between the Royal Hungarian and the German Governments for the settlement of their mutual economic relations.

Article V.

Salaries or allowances granted for present or past services or professional activities, and payable periodically from the public funds (State, provincial, county, district, municipal and communal funds, etc.), whether in the form of salaries, pensions, half-pay allowances, grants from provident funds, etc., shall only be subject to direct taxation in the State in which the payment is effected.

Article VI.

(1) In cases in which the laws of the Kingdom of Hungary on the taxing of income derived from capital, or the German law of March 29, 1920, on the taxing of profits derived from capital, provide that the tax on interest or on profits accruing from capital shall be collected at the source (by deduction), such tax shall only be levied by the State in whose territory the deduction has to be effected under the above-mentioned laws. If the main establishment is situated in one State and the branch establishment in another State, the tax on interest accruing from the business transacted by the branch establishment shall only be deducted at the source for the benefit of the State in which such branch establishment is situated.

(2) The tax on directors' fees shall be levied in the State in which the head office or the centre of management and control of the undertaking which pays such fees is established.

Article VII.

(1) In other cases Hungarian or German citizens shall only be subject to direct taxation in the State in which they have their domicile, or failing such domicile, in the State in which they are permanently resident.

2. Dans le cas où ces citoyens auraient un domicile dans chacun des deux Etats, il ne seront assujettis aux impôts directs que dans l'Etat auquel ils ressortissent. En ce qui concerne les personnes qui ressortiraient aux deux Etats ou qui n'auraient la nationalité d'aucun des Etats intéressés, les Parties contractantes se réservent le droit de s'entendre spécialement sur chaque cas d'espèce.

3. Sera réputé domicile, au sens du présent traité, le lieu où l'individu en question occupera une habitation dans des conditions permettant de conclure à son intention de la conserver.

4. Sera réputée résidence, au sens du présent traité, le lieu où un individu séjournera dans des conditions permettant de considérer que le séjour dans ce lieu ou ce pays n'est pas seulement passager.

Article VIII.

Les dispositions de l'article I, des alinéas 1 à 4 de l'article II, ainsi que de l'article VII, s'appliqueront également, par analogie, à des personnes autres que les personnes physiques. Au lieu du domicile, on prendra en considération le siège ou le lieu de la direction.

Article IX.

1. Les dispositions des articles I à IV, VII et VIII du présent traité s'appliqueront par analogie aux impôts prévus par les lois du Royaume de Hongrie sur les bénéfices de guerre, ainsi que par la loi allemande du 3 juillet 1913 concernant l'impôt sur la propriété (*Bulletin des lois du Reich*, page 524), par la loi du 21 juin 1916 sur l'impôt de guerre (*Bulletin des lois du Reich*, page 561), et par les lois du 26 juillet 1918 (*Bulletin des lois du Reich*, page 964) concernant l'imposition extraordinaire de guerre pour l'exercice financier 1918, et du 10 septembre 1919 (*Bulletin des lois du Reich*, page 1567) concernant l'imposition extraordinaire de guerre pour l'exercice financier 1919.

2. Dans le calcul des bénéfices extraordinaires (produit extraordinaire), réalisés par des sociétés indigènes et imposables en vertu des lois mentionnées à l'alinéa premier, le bénéfice du temps de paix, conformément aux dispositions des lois hongroises XXIX : 1916, et IX : 1918, et du paragraphe 17 de la loi allemande du 21 juin 1916 sur l'impôt de guerre, sera déterminé en appliquant le taux prévu par lesdites lois à la quote-part du capital ou fonds social ou, éventuellement, du capital engagé, qui correspond au rapport entre le total du capital engagé et du capital d'exploitation de la société et la part du capital engagé et du capital d'exploitation revenant à l'autre Etat.

3. La déduction des recettes extraordinaires provenant d'actions ou de parts, conformément aux dispositions des lois hongroises XXIX : 1916, et IX : 1918, et du paragraphe 18 de la loi allemande sur l'impôt de guerre pourra également avoir lieu en ce qui concerne les sociétés affiliées dont le siège social se trouve sur le territoire de l'autre Etat.

Article X.

1. Les dispositions des articles I, II, VII et VIII seront notamment aussi applicables, en ce qui concerne l'assiette du prélèvement sur la fortune, conformément aux lois hongroises XV : 1921, et XLV : 1921, ainsi que l'assiette du « sacrifice imposé par la détresse du Reich », conformément à la loi allemande du 31 décembre 1919 (*Bulletin des lois du Reich*, page 2189)

2. Les impôts qui devront être perçus conformément à ces lois seront considérés comme de même nature, sous réserve toutefois que les capitaux (*Kapitalvermögen*) ne pourront être assujettis à l'impôt que dans l'Etat qui, aux termes des articles VII et VIII, jouit d'un droit de taxation sans restriction.

(2) Should such citizens have a domicile in both States, they will only be subject to direct taxation in the State of which they are nationals. As regards persons who are nationals of both, or of neither, of the States concerned, a special agreement shall be made between the Contracting Parties in respect of individual cases.

(3) The term "domicile" employed in the present Treaty shall be taken to mean the place in which a person occupies a dwelling under circumstances which justify a presumption that he intends to remain there.

(4) The term "permanent residence" employed in the present Treaty shall be taken to mean the place in which the person resides under circumstances which justify a presumption that he intends to dwell in the locality or country and is not merely sojourning therein.

Article VIII.

The provisions of Article I and Article II, paragraphs (1) to (4), and also the provisions of Article VII, shall also apply, *mutatis mutandis*, to legal persons. In the case of such persons the head office or the centre of management or control shall be considered as the place of domicile.

Article IX.

(1) The provisions of Articles I to IV, VII and VIII of the present Treaty shall apply, *mutatis mutandis*, to the assessment of taxes under the laws in force in the Kingdom of Hungary regarding the tax on war profits, and under the German Law of July 3, 1913, concerning the property tax (*Reich Legal Gazette*, page 524), the Law of June 21, 1916, concerning the war tax (*Reich Legal Gazette*, page 561), and the Law of July 26, 1918, (*Reich Legal Gazette*, page 964) concerning a special war levy for the financial year 1918, and the Law of September 10, 1919, (*Reich Legal Gazette*, page 1567) concerning a special war levy for the financial year 1919.

(2) When reckoning the excess profits of companies of the nationality of the country in which they are situated and which are subject to taxation under the laws mentioned in paragraph (1), the peace-time profits shall be determined for the purposes of the Hungarian Laws XXIX, 1916, and IX, 1918, and paragraph 17 of the German Law of June 21, 1916, concerning the war tax, by calculating the statutory percentage of that part of the original or foundation capital or capital invested which corresponds to the ratio between the whole invested and working capital of the company and the fraction of the invested and working capital employed in the other State.

(3) A deduction of excess profits accruing from shares or partnerships, under the Hungarian Laws XXIX, 1916, and IX, 1918, and under paragraph 18 of the German Law concerning the war tax, shall also be made in respect of affiliated companies whose head offices are situated in the territory of the other State.

Article X.

The provisions of Articles I, II, VII and VIII shall apply in particular to the assessment of the Redemption of Property tax under the Hungarian Laws XV of 1921, and XLV of 1921, and to the assessment of the Reich Emergency Contribution under the German Law of December 31, 1919 (*Reich Legal Gazette*, page 2189).

(2) The taxes collected under the aforesaid laws shall be regarded as being of the same nature, it being nevertheless understood that capital (*Kapitalvermögen*) shall only be subject to taxation in the State which under Articles VII and VIII possesses unrestricted rights of taxation.

Article XI.

Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront pas au cas où les dispositions de l'article X entraîneraient une exonération ou un dégrèvement du prélèvement sur la fortune en Hongrie sans que le contribuable puisse simultanément être assujéti au « sacrifice imposé par la détresse du Reich ».

Article XII.

Les agents diplomatiques, consulaires et autres des deux Etats, s'ils sont des agents de carrière, ainsi que les fonctionnaires qui leur sont adjoints et le personnel administratif à leur service, seront exonérés des impôts directs dans l'Etat où ils sont envoyés. L'exonération ne sera applicable que si ces personnes ressortissent à l'Etat qu'elles représentent et si elles n'exercent, dans le pays où elles sont envoyées, aucune activité lucrative en dehors de leurs fonctions ou de leur service. L'exonération ne s'étendra pas aux impôts à percevoir en vertu des articles I, II et V, ainsi qu'à ceux qui doivent être perçus à la source et qui sont mentionnés à l'article VI.

Article XIII.

Les entreprises de navigation sur le Danube ne seront assujétiées aux impôts afférents à l'exercice d'une industrie que dans le pays où se trouve le siège social ou le lieu de la direction.

Article XIV.

En vue d'éviter la double imposition dans des cas qui ne seraient pas réglés expressément par le présent traité et pour prévenir, d'autre part, certaines rigueurs que l'application des principes du présent traité laisserait subsister, les ministres des Finances des deux Etats conviendront de dispositions particulières.

Article XV.

Le présent traité s'appliquera :

a) Dans le Royaume de Hongrie :

Aux impôts sur les bénéfices de guerre ; pour la période commençant au début de la première année de guerre (exercice de guerre) ;

Aux prélèvements sur le capital : pour la période commençant le jour de l'entrée en vigueur des lois y relatives ;

Aux autres impôts : pour la période commençant au début de l'année fiscale 1920 ;

b) Dans le Reich allemand :

Aux impôts et taxes de guerre : pour la période commençant au début de la première année de guerre (exercice de guerre) ;

Au « sacrifice imposé par la détresse du Reich » : pour la période commençant le jour de l'entrée en vigueur de la loi relative au « sacrifice imposé par la détresse du Reich » ;

Par ailleurs, tant en ce qui concerne les impôts du Reich que les impôts des Pays sur les propriétés foncières et l'exercice d'une industrie : pour la période commençant au début de l'année fiscale 1920.

Article XI.

The provisions of the present Treaty shall not apply in cases in which the provisions of Article X would involve exemption from, or a reduction of, the Hungarian Redemption of Property tax without at the same time involving liability to the Reich Emergency Contribution.

Article XII.

The diplomatic, consular or other representatives of the two States, provided that they are officials by profession, together with officials attached to them and the persons in their service, shall be exempt from direct taxation in the State to which they are accredited. Such exemption shall only apply in so far as the aforesaid persons are nationals of the State which they represent and do not engage in any lucrative occupation outside their official duties in the State to which they are accredited. The exemption shall not apply to taxes to be levied under Articles I, II and V or to be deducted at source as specified in Article VI.

Article XIII.

Shipping undertakings on the Danube shall not be liable to duties imposed in connection with the exercise of an industry except in the State in which the head office or the actual business centre of the undertaking is situated.

Article XIV.

The Finance Ministers of the two States shall conclude special agreements with a view to avoiding double taxation in cases which are not expressly provided for in the present Treaty and to removing any hardships which may still continue after the application of the principles of the present Treaty.

Article XV.

The present Treaty shall apply :

(a) In the Kingdom of Hungary :

To taxation on war profits, as from the beginning of the first year of the war (war business year) ;

To the Redemption of Property tax, as from the date on which the laws regulating the application of the Treaty came into force.

To other taxation, as from the commencement of the fiscal year 1920 ;

(b) In the German Reich :

To war taxes and war levies, as from the beginning of the first year of war (war business year) ;

To the Reich Emergency Contribution, as from the date of the coming into force of the law concerning the aforesaid Contribution ;

And further, to taxes levied by the Reich or by the various States on real property and industrial undertakings, as from the commencement of the fiscal year 1920.

Article XVI.

1. Le présent traité, dont l'original est établi en hongrois et en allemand, devra être ratifié et les instruments de ratification devront être échangés, dans le plus bref délai possible, à Budapest. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes six mois au moins avant l'expiration d'une année civile. Si la dénonciation est faite en temps utile, la validité du traité prendra fin à l'expiration de ladite année civile.

2. Les deux textes du présent traité feront foi. Les deux textes authentiques du traité ratifié seront publiés, par chacun des deux Etats, dans le recueil officiel des lois.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leur sceau.

BERLIN, 6 novembre 1923.

(Signé) EMICH.

(Signé) Dr KNEPPO SÁNDOR.

(Signé) MALTZAN.

(Signé) ERNST PEIFFER.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature du traité, conclu ce jour entre le Royaume de Hongrie et le Reich allemand en vue d'assurer la compensation des impositions intérieure et extérieure, et, notamment, d'éviter la double imposition en matière d'impôts directs, les plénipotentiaires soussignés ont formulé les déclarations concordantes suivantes, qui devront former partie intégrante du traité :

1. Sont réputés impôts directs, au sens du présent traité :

Dans le Royaume de Hongrie : les impôts présents et futurs, prélevés pour le compte de l'Etat et des communes sur le revenu, les bénéfices (*Ertrag*) et la fortune, ainsi que les taxes additionnelles aux impôts précités ;

Dans le Reich allemand : les impôts présents et futurs, prélevés par le Reich et les Pays sur le revenu et la fortune, y compris l'impôt sur le produit du capital, les impôts présents et futurs perçus par les Pays sur la propriété foncière et l'exercice d'une industrie, ainsi que les taxes additionnelles aux impôts précités.

Les deux Parties contractantes reconnaissent que les impôts sur les successions ne rentrent pas dans la catégorie des impôts directs, au sens du présent traité. Les impôts sur les successions feront l'objet d'un traité spécial.

En cas de doute, la question de savoir si un impôt rentre dans la catégories indiquées ci-dessus sera éclaircie par voie d'entente entre les ministres des Finances des deux Etats.

2. La disposition de l'alinéa premier de l'article VII n'exclut pas la taxation des personnes qui, sans avoir leur domicile ou leur résidence permanente dans l'un des deux Etats, y séjournent cependant pour y exercer une activité lucrative.

3. Il est entendu que les étudiants qui séjournent dans un des Etats contractants, uniquement en vue d'y poursuivre leurs études, ne seront pas soumis à l'impôt dans l'Etat où ils feront

Article XVI.

(1) The present Treaty, the original text of which is drawn up in Hungarian and German, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Budapest. It shall enter into force on the date of the exchange of the instruments of ratification and shall remain in force until it is denounced by one of the Contracting States, such denunciation to take place at least six months before the expiration of any calendar year. If it is denounced within the prescribed time-limit, the Treaty shall cease to be in force at the expiration of the calendar year in question.

(2) Both texts of the Treaty shall be authentic. The ratified Treaty shall be published in both the authentic texts in the official Collection of Laws of each of the two States.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two States have signed the present Treaty and thereto affixed their seals.

BERLIN, *November 6, 1923.*

(Signed) EMICH.

(Signed) MALTZAN.

(Signed) Dr KNEPPO SÁNDOR.

(Signed) ERNST PEIFFER.

FINAL PROTOCOL.

On the occasion of the signature of the Treaty concluded this day between the Kingdom of Hungary and the German Reich for the adjustment of taxation at home and abroad and, in particular, for the avoidance of double taxation in the field of direct taxation, the under-signed Plenipotentiaries have made the following joint declarations which shall form an integral part of the Treaty :

(1) The following shall be regarded as constituting direct taxes for the purposes of the present Treaty :

In the Kingdom of Hungary : all existing and future taxes on income, profits (*Ertrag*) and capital levied on behalf of the State and on behalf of the communes, as also all taxes supplementary to the taxes mentioned above.

In the German Reich : all existing and future taxes on income and capital levied on behalf of the Reich and the States and all existing and future taxes levied by the States on real property and on industrial undertakings, and all taxes supplementary to the taxes mentioned above.

The two Contracting Parties recognise that succession duties do not fall within the category of direct taxes for the purposes of the present Treaty. Succession duties shall form the subject of a special treaty.

In cases of uncertainty the question whether a tax falls within the categories mentioned above shall be settled by agreement between the Finance Ministers of the two States.

(2) The provisions of Article VII, paragraph (1), shall not preclude the levying of taxes upon persons who, although they are not domiciled or habitually resident in one of the Contracting States, reside nevertheless in one of the said States for the purpose of engaging in a lucrative occupation.

(3) It is agreed that students who reside in one of the Contracting States solely for the purpose of study shall not be liable in the State, in which they reside as students, to taxation in respect

leurs études, pour les sommes qu'ils reçoivent des membres de leur famille domiciliés dans l'autre Etat contractant et qui sont destinées au paiement de leurs frais d'entretien et d'études, à la condition que ces sommes constituent la ressource principale de ces étudiants.

4. Les dispositions du présent traité n'empêchent pas l'application des dispositions fiscales de la législation interne des deux Etats aux gains résultant d'opérations d'aliénation ou de spéculation qui ne constituent pas des actes de commerce sur les biens indiqués à l'article I (*nicht gewerbemässige Veräusserung*).

5. Il est entendu qu'une cote déjà établie devra être rectifiée conformément aux dispositions du présent traité, si le contribuable en fait la demande dans les deux ans qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité, ou si l'administration des contributions estime nécessaire de procéder d'office à une rectification de ce genre, dans les limites de ses attributions légales.

6. Pour exclure toute possibilité de doute au sujet de l'interprétation de l'article XII, les Etats contractants déclarent d'un commun accord que cette disposition ne préjudicie pas aux privilèges et exemptions plus étendus qui sont fondés sur les règles générales du droit des gens.

7. Pour autant que la réglementation établie par le présent traité concerne, dans le Reich allemand, des impôts et des autorités des Pays, le consentement de ces derniers devra être obtenu lorsque ce consentement est nécessaire.

BERLIN, le 6 novembre 1923.

(Signé) EMICH.

(Signé) D^r KNEPPO SÁNDOR.

(Signé) MALTZAN.

(Signé) ERNST PEIFFER.

of money received by them from relatives domiciled in the other Contracting State for purpose of maintenance and study, provided that by far the greater part thereof is used for these purposes.

4. The provisions of the present Treaty shall not prevent the levying of taxation in conformity with the domestic legislation of the two countries on any profits which may arise from alienations or speculations and which have been acquired in consequence of a non-commercial alienation of the property mentioned in Article I (*nicht gewerbmässige Veräusserung*).

5. It is agreed that any taxation already effected must be rectified in accordance with the provisions of the present Treaty if the taxpayer so requests within a period of two years from the coming into force of the present Treaty, or if the fiscal authorities themselves consider it necessary within the limits of their legal competence to make a rectification of this kind.

6. In order to prevent any doubt arising in regard to the interpretation of Article XII the Contracting States declare themselves agreed that this Article shall not affect more extensive privileges and exemptions based on the general rules of international law.

7. In so far as the arrangement established by the present Treaty affects the taxes or concerns the authorities of the States of the German Reich, it is subject to the approval of the States, where such approval is requisite.

BERLIN, November 6, 1923.

(Signed) EMICH.

(Signed) D^r KNEPPO SANDOR.

(Signed) MALTZAN.

(Signed) ERNST PEIFFER.

N° 1104.

ALLEMAGNE ET HONGRIE

Traité concernant la protection judiciaire et le concours réciproque des tribunaux et des autorités des deux pays, en matière d'impôts, avec Protocole final, signé à Berlin, le 6 novembre 1923.

GERMANY AND HUNGARY

Treaty concerning Legal Protection and Collaboration of the Courts and Authorities of the Two Parties, in cases connected with Taxation, with Final Protocol, signed at Berlin, November 6, 1923.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

N^o 1104. — SZERZŐDÉS ¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS A NÉMET BIRODALOM KÖZÖTT AZ ADÓÜGYI JOGVÉDELEM ÉS JOGSEGÉLY TÁRGYÁBAN, ALÁIRATOTT BERLIN, 1923 NOVEMBER 6.-ÁN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations et par le Consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 février 1926.

A MAGYAR KIRÁLYSÁG és A NÉMET BIRODALOM attól a kívánságtól vezéreltetve, hogy adóügyekben a Magyar Királyság polgárainak a Német Birodalom területén és a Német Birodalom polgárainak a Magyar Királyság területén a jogvédelmet, valamint mindkét állam hatóságainak kölcsönös hatósági és jogsegély iránti kötelezettségét szabályozzák, az alábbi szerződést kötötték.

E célra meghatalmazottaikká kinevezték :

A MAGYAR KIRÁLYSÁG RÉSZÉROL :

Dr. emőkei EMICH Gusztáv rendkívüli követet és meghatalmazott minisztert és dr. KNEPPO Sándor miniszteri tanácsost a magyar királyi pénzügyminisztériumban,

A NÉMET BIRODALOM RÉSZÉRŐL :

báró MALTZAN Ágó államtitkárt a Külügyi Hivatalban és dr. DORN Herbert miniszteri tanácsos, csoportvezetőt a birodalmi pénzügyminisztériumban.

A meghatalmazottak jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik kölcsönös közlése után a következőkben egyeztek meg :

I. Cikk.

Ezen szerződés értelmében adóknak tekintendők azok a közszolgáltatások, melyek a Magyar Királyság részéről az állam, a Német Birodalom részéről a Birodalom és az országok részére, s mindkét részről az ezekkel a szolgáltatásokkal egységes módon szedendő azok a pótlékok és járulékok, melyek más közjogi testületek részére szedettek. Nem tartoznak azonban ide a vámok és fogyasztási adók ; a forgalmi és fényűzési adó ennek a szerződésnek az alkalmazása szempontjából nem tekinthető fogyasztási adónak.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 10 octobre 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1104. — VERTRAG ¹ ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN UND DEM DEUTSCHEN REICHE ÜBER RECHTSSCHUTZ UND RECHTS- HILFE IN STEUERSACHEN, GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 6. NOVEMBER 1923.

German and Hungarian official texts communicated by the „Chargé des Affaires” of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Treaty took place February 24, 1926.

DAS KÖNIGREICH UNGARN und DAS DEUTSCHE REICH haben, von dem Wunsche geleitet, den Rechtsschutz der Angehörigen des Königreichs Ungarn im Deutschen Reiche und der Angehörigen des Deutschen Reichs im Königreich Ungarn sowie die Verpflichtung der Behörden beider Staaten zu gegenseitiger Amts- und Rechtshilfe in Steuersachen zu regeln, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen.

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

VON SEITEN DES KÖNIGREICHS UNGARN :

der Ausserordentliche Gesandte und Bevollmächtigte Minister Dr. Gustav EMICH VON EMÖKE, und
der Ministerialrat im königlich ungarischen Finanzministerium Dr Alexander KNEPPO ;

VON SEITEN DES DEUTSCHEN REICHS :

der Staatssekretär im Auswärtigen Amt Freiherr Ago VON MALTZAN und
der Dirigent im Reichsfinanzministerium Ministerialrat Dr. H. DORN.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie sich ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

Artikel I.

Als Steuern im Sinne dieses Vertrags gelten die öffentlichen Abgaben, soweit sie auf seiten des Königreichs Ungarn für den Staat, auf seiten des Deutschen Reichs für das Reich und die Länder und auf beiden Seiten in der Form von einheitlich mit diesen Abgaben zu erhebenden Zuschlägen oder Beiträgen für Rechnung anderer öffentlich-rechtlicher Körperschaften erhoben werden. Ausgeschlossen sind jedoch Zölle und Verbrauchsabgaben ; die Umsatz- und Luxussteuer gilt für den Anwendungsbereich dieses Vertrags nicht als Verbrauchsabgabe.

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, October 10, 1925.

I. JOGVÉDELEM ADÓÜGYEKBEN.

II. Cikk.

(1) Az egyik állam polgárai a másik állam területén adózási szempontból egyenlő elbánásban, különösen pedig a pénzügyi hatóságok, bíróságok, pénzügyi és közigazgatási bíróságok előtt a belföldiekkel egyenlő védelemben részesülnek.

(2) Jogi személyek, ideértve a társaságokat is, valamint személyek egyesülései, intézetek, alapítványok s egyéb célvagyonok, amelyek saját jogi személyiséggel nem bírnak, de mint ilyenek esnek adó alá, amennyiben az egyik állam területén székhellyel bírnak és annak törvényei szerint jogosan léteznek, a másik állam területén adózás tekintetében ugyanolyan elbánásban részesülnek (i. bek.), mint ennek a másik államnak megfelelő saját adókötelesei.

II. JOGSEGÉLY ADÓÜGYEKBEN.

III. Cikk.

Mindkét állam kötelezi magát, hogy az összes adóügyekben, továbbá a tőkeelvonás és adótól való menekülés eseteiben, úgy az adók kimunkálásánál és megállapításánál (előírásánál), valamint biztosításánál, mint a jogorvoslati eljárásban és a behajtásban egymásnak kölcsönösen hatósági és jogsegélyt nyújtanak.

IV. Cikk.

(1) Adóügyekben az ügyiratok kézbesítése és a hatósági és jogsegély iránti megkeresések elintézése, a behajtásra vonatkozó különleges határozmányok (XI-XIII. cikk) fenntartásával, mindkét állam hatóságainak közvetlen hivatalos érintkezés mellett történik.

(2) A kézbesítések és egyéb hatósági és jogsegély iránti megkereséseknek közvetlen elküldésére és azok átvételére a Magyar Királyságban a pénzügyigazgatóságok, Budapesten az Adófelügyelő, a Német Birodalomban az országos pénzügyi hivatalok illetékesek.

(3) Ha a megkeresett hatóság területileg nem illetékes, úgy a megkeresést köteles az illetékes hatósághoz hivatalos úton megküldeni és a megkereső hatóságot erről haladéktalanul értesíteni.

V. Cikk.

A megkeresés a Magyar Királyság hatóságai részéről — német nyelvű fordítás csatolása mellett — állam nyelven (hivatalos nyelven), a Német Birodalom hatóságai részéről hivatalos nyelven szerkesztendő. A megkeresésben meg kell jelölni a megkereső hatóságot, a fél nevét és foglalkozását (állását), kézbesítés esetén pedig az átvevő címét és a kézbesítendő ügyirat minőségét.

VI. Cikk.

(1) A kézbesítésről a megkeresett állam illetékes hatósága köteles gondoskodni. Ez a hatóság a 2. bekezdésben említett eseteket kivéve, arra szorítkozhatik, hogy a kézbesítést az ügyiratnak a címzettnek való átadásával teljesíti, ha ez annak elfogadására hajlandó.

I. RECHTSSCHUTZ IN STEUERSACHEN.

Artikel II.

(1) Die Angehörigen des einen Staates genießen im Gebiete des anderen Staates die gleiche steuerliche Behandlung, insbesondere den gleichen Schutz vor den Finanzbehörden, Gerichten, Finanz- und Verwaltungsgerichten wie die Landesangehörigen.

(2) Juristische Personen einschl. der Gesellschaften sowie Personenvereinigungen, Anstalten, Stiftungen und sonstige Zweckvermögen, die keine eigene Rechtspersönlichkeit besitzen, aber als solche der Besteuerung unterliegen, genießen, sofern sie im Gebiete des einen Staates ihren Sitz haben und nach dessen Gesetzen rechtlich bestehen, in dem Gebiete des anderen Staates die gleiche steuerliche Behandlung (Absatz 1) wie die entsprechenden eigenen Steuerpflichtigen dieses anderen Staates.

II. RECHTSHILFE IN STEUERSACHEN.

Artikel III.

Beide Staaten verpflichten sich, in allen Steuersachen und Angelegenheiten der Kapital- und Steuerflucht sowohl bei der Ermittlung und Festsetzung (Vorschreibung) von Steuern und Sicherheiten als auch im Rechtsmittelverfahren und in der Beitreibung sich gegenseitig Amts- und Rechtshilfe zu leisten.

Artikel IV.

(1) In Steuersachen erfolgen die Zustellung von Schriftstücken und die Erledigung von Amts- und Rechtshilfeersuchen, vorbehaltlich der besonderen Bestimmungen über die Beitreibung (Artikel XI bis XIII) in unmittelbarem Geschäftsverkehre der Behörden der beiden Staaten.

(2) Für unmittelbare Übermittlung von Zustellungen und sonstigen Amts- und Rechtshilfeersuchen sowie für ihre Entgegennahme sind im Königreich Ungarn die Finanzdirektionen sowie der Steuerinspektor in Budapest, im Deutschen Reiche die Landesfinanzämter zuständig.

(3) Ist die ersuchte Behörde örtlich unzuständig, so hat sie das Ersuchen an die zuständige Behörde von Amtswegen abzugeben und die ersuchende Behörde hiervon unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel V.

Das Ersuchungsschreiben wird seitens der Behörden des Königreichs Ungarn in der Staatssprache (offiziellen Sprache) unter Beifügung einer Übersetzung in die deutsche Sprache, seitens der Behörden des Deutschen Reichs in der Amtssprache abgefasst. In dem Ersuchungsschreiben sind die ersuchende Behörde, der Name und Beruf (Stand) der Beteiligten sowie im Falle der Zustellung die Adresse des Empfängers und die Art des zuzustellenden Schriftstückes anzugeben.

Artikel VI.

(1) Für die Zustellung hat die zuständige Behörde des ersuchten Staates Sorge zu tragen. Diese Behörde kann sich, abgesehen von den im Abs. 2 vorgesehenen Fällen, darauf beschränken, die Zustellung durch Übergabe des Schriftstücks an den Empfänger zu bewirken, sofern er zur Annahme bereit ist.

(2) A megkereső állam kívánságára a kézbesítendő üggyirat olyan eljárás szerint kézbesítendő, amelyet a megkeresett állam saját belső törvényhozása ilyen kézbesítésekre előír, magyar részről történt megkereséseknél azonban csak az esetben, ha az német fordítás kíséretében történik.

(3) Ettől eltérő megegyezés fenntartása mellett, az előző bekezdésben említett fordítások a megkeresések elintézésére hivatott hatóság előjárósága által hitelesítendőek.

VII. Cikk.

A kézbesítés igazolására szolgál vagy az átvevőnek kelettel ellátott és hitelesített elismervénye, vagy pedig a megkeresett állam hatóságának tanusítványa a kézbesítés megtörténtéről, módjáról és idejéről.

VIII. Cikk.

(1) Az a hatóság, melyhez a megkeresés szól, köteles annak megfelelni és evégből ugyanolyan kényszereszközöket alkalmazni, mint a megkeresett állam hatóságaitól származó megkeresés fogantatásánál vagy valamely fél részéről hasonló célból előterjesztett kérelem teljesítésénél. Az elintézés alakiságai is a megkeresett állam törvényeihez igazodnak; mindamelllett a megkereső hatóság kérelmére különös eljárási módot kell alkalmazni, ha ez az eljárási mód nem ellenkezik a megkeresett állam törvényeivel.

(2) A megkeresett állam területén megengedett kényszereszköz nem alkalmazható, ha a megkereső állam, hasonló megkeresés esetén, nem lenne abban a helyzetben, hogy ugyanilyen kényszereszközt alkalmazzon.

(3) A megkereső hatóságot, ha kívánja, értesíteni kell a kért cselekmény teljesítésének időpontjáról és helyéről. Az érdekelt feleknek jogukban áll a megkeresett állam általánosan érvényben levő szabályai szerint a cselekménynél magukat képviseltetni, vagy annál jelen lenni.

IX. Cikk.

A kézbesítések és megkeresések teljesítéséért semmiféle díj vagy költség nem szedhető; kivételt képeznek, más irányu megegyezés fenntartása mellett, az értesítést adó személyek, vagy szakértők részére fizetett díjak, úgyszintén ama költségek, melyek a VI. cikk 2. pontja esetén a végrehajtó közeg közreműködésével kapcsolatban, vagy a VIII. cikk 1. bekezdése szerinti különös eljárás alkalmazása folytán merültek fel.

X. Cikk.

A behajtási eljárásnál nyújtandó jogsegély tekintetében ennek a szerződésnek a szabályai irányadók, hacsak a XI., XIII. cikkek ettől eltérő rendelkezéseket nem tartalmaznak.

XI. Cikk.

(1) Adóügyekben hozott jogerős intézkedések (határozatok, végzések, rendeletek) az egyik állam legfelsőbb pénzügyi hatósága kívánságára, mely a másik állam hasonló hatóságához intézendő, költségmentesen elismerendők és végrehajtandók. Az elismerésnek világosan kifejezésre kell jutni.

(2) Auf Wunsch des ersuchenden Staates ist das zuzustellende Schriftstück in der durch die innere Gesetzgebung des ersuchten Staates für die Bewirkung gleichartiger Zustellungen vorgeschriebenen Form zuzustellen, bei Ersuchen von ungarischer Seite, sofern es von einer deutschen Übersetzung begleitet ist.

(3) Vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft sind die im vorstehenden Absatze vorgesehenen Übersetzungen von dem Vorstande der mit der Übermittlung des Ersuchens betrauten Behörde zu beglaubigen.

Artikel VII.

Die Zustellung wird entweder durch ein mit Datum versehenes und beglaubigtes Empfangsbekanntnis des Empfängers oder durch ein Zeugnis der Behörde des ersuchten Staates, aus dem sich die Tatsache, die Form und die Zeit der Zustellung ergeben, nachgewiesen.

Artikel VIII.

(1) Die Behörde, an die das Ersuchen gerichtet wird, ist verpflichtet, ihm zu entsprechen, und dabei dieselben Zwangsmittel anzuwenden wie bei der Erledigung eines Ersuchens der Behörde des ersuchten Staates oder eines zum gleichen Zwecke gestellten Antrags eines Beteiligten. Auch die Formen der Erledigung richten sich nach den Gesetzen des ersuchten Staates; doch ist auf Antrag der ersuchenden Behörde nach einer besonderen Form zu verfahren, sofern diese der Gesetzgebung des ersuchten Staates nicht zuwiderläuft.

(2) Die Anwendung eines im Gebiete des ersuchten Staates zulässigen Zwangsmittels ist ausgeschlossen, soweit der ersuchende Staat im Falle eines entsprechenden Ersuchens nicht in der Lage wäre, ein gleichartiges Zwangsmittel anzuwenden.

(3) Die ersuchende Behörde ist auf ihr Verlangen von der Zeit und dem Orte der gemäss des Ersuchens, vorzunehmenden Handlung zu benachrichtigen. Die Beteiligten sind berechtigt, sich bei der Handlung nach den allgemeinen, in dem ersuchten Staate massgebenden Vorschriften vertreten zu lassen oder ihr beizuwohnen.

Artikel IX.

Für die Erledigung von Zustellungsanträgen und von Ersuchen dürfen keinerlei Gebühren oder Auslagen erhoben werden; ausgenommen sind, vorbehaltlich anderweitiger Übereinkunft, die an Auskunftspersonen oder Sachverständige gezahlten Entschädigungen sowie die Auslagen, die durch die Mitwirkung eines Vollziehungsorgans in den Fällen des Artikel VI Absatz 2 oder durch die Anwendung einer besonderen Form gemäss Artikel VIII Absatz 1 entstanden sind.

Artikel X.

Auf die Rechtshilfe im Betreibungsverfahren finden die Bestimmungen dieses Vertrags Anwendung, soweit nicht in den Artikeln XII bis XIII etwas Abweichendes angeordnet ist.

Artikel XI.

(1) Unanfechtbare Verfügungen (Entscheidungen, Beschlüsse, Anordnungen) in Steuersachen sind auf Antrag, der von der obersten Finanzverwaltungsbehörde des einen Staates an die gleiche Behörde des anderen Staates zu richten ist, kostenfrei anzuerkennen und zu vollstrecken. Die Anerkennung muss ausdrücklich ausgesprochen werden.

(2) Az 1. bekezdésben körülírt intézkedések a felek meghallgatása nélkül, annak az államnak törvényei szerint hajthatók végre, amelyben a végrehajtás történik.

(3) A végrehajtás iránti megkereséshez a megkereső állam illetékes hatóságának nyilatkozata csatolandó arról, hogy az intézkedés megtámadhatatlanná vált; ennek a hatóságnak illetékessége a megkereső állam legfelsőbb pénzügyi hatósága által igazolandó.

(4) Az intézkedés rendelkező határozmánya az esetben, ha a megkeresés magyar részről történik, német fordítással látandó el.

(5) A nyilatkozatot és igazolást a 3. bekezdésben foglaltakhoz képest, a fordítást pedig a 4. bekezdésben foglaltakhoz képest a megkereső állam legfelsőbb pénzügyi hatóságának, vagy a megkeresett állam hites tolmácsának kell hitelesíteni.

XII. Cikk.

A megtámadhatatlanná még nem vált, de végrehajtható intézkedések alapján a megkereső állam polgárai ellen zálogolás útján ideiglenes biztosítás kérhető. Az érdekeltnek jogában áll a zálogolás feloldását eszközöltetni biztosíték nyújtása mellett, melynek neme és nagysága a megkeresésben meghatározandó. A XI. cikk megfelelően alkalmazandó.

XIII. Cikk.

A végrehajtás vagy biztosítás egy meghatározott módjának alkalmazása iránt előterjesztett megkeresésnek meg kell felelni, ha a végrehajtásnak vagy biztosításnak ez a módja a megkereső és a megkeresett állam jogszabályai szerint megengedett. Egyebekben a végrehajtási és biztosítási eljárás a megkeresett állam jogszabályaihoz igazodik.

XIV. Cikk.

(1) Hatósági és jogsegély nem nyújtható a megkeresett állam olyan polgáraival szemben akiknek lakóhelye vagy állandó tartózkodási helye ezen állam területén van. Ez a rendelkezés nem vonatkozik olyan adóigények kielégítésénél nyújtandó hatósági és jogsegélyre, melyek az adókötelessel szemben oly időpontban keletkeztek, midőn az a megkereső állam polgára volt.

(2) A hatósági és jogsegély megtagadható, ha az állam, mely a segélynyújtás iránt megkerestetik, azt fenségjogai vagy biztonsága szempontjából veszélyesnek tartja.

(3) Ha a megkeresett államban megengedett értesítések, jelentések vagy vélemények olyan személyektől szerzendők be, kik nem adókötelesek, a megkeresés teljesítése megtagadható, ha a megkereső állam saját törvényei szerint hasonló értesítéseket, jelentéseket vagy véleményeket nem kívánhat. Ugyanez áll olyan megkeresésekre, melyek tényleges viszonyok vagy jogi vonatkozások közlésére irányulnak, amennyiben ezen viszonyokról vagy vonatkozásokról csak a megkereső állam területén nem létező értesítések, jelentések vagy vélemények adására fennforgó kötelesség alapján szerzetett tudomás, valamint más olyan megkeresésekre, melyek csak a kereskedelmi, vállalati vagy ipari titok megsértésével lennének teljesíthetők.

XV. Cikk.

(1) Az esetben, ha a megkeresés akár a maga egészében, akár részben teljesítettik, köteles a megkeresett hatóság a megkereső hatóságot az álintézés módjáról azonnal értesíteni.

(2) Die im Absatz 1 bezeichneten Verfügungen werden ohne Anhörung der Parteien gemäss der Gesetzgebung des Staates vollstreckt, in dem die Vollstreckung betrieben wird.

(3) Dem Ersuchen um Vollstreckung ist eine Erklärung der zuständigen Behörde des ersuchenden Staates beizufügen, dass die Verfügung unanfechtbar geworden ist; die Zuständigkeit dieser Behörde ist durch die oberste Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates zu bescheinigen.

(4) Der entscheidende Spruch der Verfügung wird, soweit das Ersuchen von ungarischer Seite ausgeht, von einer deutschen Übersetzung begleitet sein.

(5) Die Erklärung und die Bescheinigung gemäss Absatz 3 und die Übersetzung gemäss Absatz 4 müssen durch die oberste Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates, oder durch einen beeidigten Dolmetscher des ersuchten Staates beglaubigt sein.

Artikel XII.

Auf Grund von vollstreckbaren Verfügungen, die noch nicht unanfechtbar geworden sind, kann gegenüber Angehörigen des ersuchenden Staates einstweilige Sicherstellung im Wege der Beschlagnahme verlangt werden. Der Betroffene ist berechtigt, die Aufhebung der Beschlagnahme durch Leistung einer Sicherheit herbeizuführen, deren Art und Höhe in dem Ersuchen bestimmt sein müssen. Artikel XI findet entsprechende Anwendung.

Artikel XIII.

Dem Ersuchen um eine bestimmte Art der Vollstreckung oder Sicherstellung ist zu entsprechen, soweit diese Art der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchenden und des ersuchten Staates zulässig ist. Im übrigen richten sich die Art und Durchführung der Vollstreckung oder Sicherstellung nach dem Rechte des ersuchten Staates.

Artikel XIV.

(1) Die Amts- und Rechtshilfe wird nicht gegen Angehörige des ersuchten Staates gewährt, die innerhalb des Gebietes dieses Staates ihren Wohnsitz oder dauernden Aufenthalt haben. Diese Bestimmung gilt nicht für die Amts- und Rechtshilfe zur Durchführung von Steueransprüchen, die gegen den Steuerpflichtigen in einem Zeitpunkt begründet waren, zu dem er die Staatsangehörigkeit des ersuchenden Staates besass.

(2) Die Amts- und Rechtshilfe kann abgelehnt werden, wenn der Staat, der um die Hilfeleistung ersucht ist, sie für geeignet hält, seine Hoheitsrechte oder seine Sicherheit zu gefährden.

(3) Ersuchen, auf Grund deren im Gebiete des ersuchten Staates zulässige Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten von Personen, die nicht als Steuerpflichtige beteiligt sind, eingezogen werden sollen, können abgelehnt werden, soweit der ersuchende Staat nach seiner eigenen Gesetzgebung nicht in der Lage ist, entsprechende Auskünfte, Anzeigen oder Gutachten zu verlangen. Das gleiche gilt für Ersuchen, die auf Mitteilung tatsächlicher Verhältnisse oder rechtlicher Beziehungen gerichtet sind, sofern die Kenntnis dieser Verhältnisse oder Beziehungen nur auf Grund von Auskunft-, Anzeige- oder Gutachterpflichten gewonnen ist, die in dem Gebiete des ersuchenden Staates nicht bestehen, sowie für andere Ersuchen, soweit ihnen nur unter Verletzung eines Geschäfts- Betriebs- oder Gewerbegeheimnisses genügt werden könnte.

Artikel XV.

(1) Wird dem Ersuchen ganz oder teilweise entsprochen, so ist die ersuchende Behörde über die Art der Erledigung unverzüglich zu unterrichten.

(2) Amennyiben a megkeresés nem teljesítettik, a megkeresett hatóság köteles a megkereső hatóságot ennek okáról, valamint a tudomására jutott egyéb olyan körülményekről, melyek az ügy további intézése szempontjából jelentőséggel bírnak, haladéktalanul értesíteni.

XVI. Cikk.

A megkérdezésekre, értesítésekre, jelentésekre és véleményekre, valamint egyéb olyan közlésekre vonatkozólag, melyek a jogsegély útján valamelyik államba érkeznek, ennek az államnak a hivatali hallgatásra és titoktartásra vonatkozó törvényes rendelkezései nyerne alkalmazást.

III. OKIRATOK HITELESITÉSE.

XVII. Cikk.

(1) Az egyik állam bíróságai, pénzügyi vagy közigazgatási bíróságai által felvett, kiállított vagy hitelesített okiratokat, melyek a másik állam területén adóügyekben való felhasználásra szánvák, nem kell hitelesíteni (legalizálni), ha azok a bíróság bélyegzőjével vagy bélyegével vannak ellátva.

(2) Az említett okiratokhoz tartoznak azok az okiratok is, melyek bírósági kiadó (bírósági iroda) által vannak aláírva, az esetben, ha annak az államnak a törvényei szerint, melyhez ez a bíróság tartozik, ez az aláírás elegendő.

XVIII. Cikk.

(1) A két állam valamelyikének legfelsőbb vagy felsőbb fokú pénzügyi közigazgatási hatósága által felvett, kiállított vagy hitelesített és a hatóság bélyegzőjével vagy bélyegével ellátott okiratokat, a másik állam területén adóügyekben való felhasználás céljából nem szükséges hitelesíteni (legalizálni).

(2) Mindkét állam jegyzékben fogja közölni azokat a hatóságokat, melyek ebből a szempontból tekintetbe jönnek, ez kölcsönös egyetértéssel közigazgatási úton bármikor megváltoztatható és kiegészíthető.

IV. ZÁRÓRENDELKEZÉSEK.

XIX. Cikk.

Mindkét állam kötelezi magát, hogy adóügyi büntető ügyekben nyújtandó kölcsönös jogsegély céljából egyezményt fog kötni. Emellett kilátásba helyezik a kölcsönös kiadatási kötelezettség szabályozását a szándékos adómegrövidítés, a tőkekivándorlás és az adótól való menekülés megakadályozására irányuló törvények szándékos áthágásának eseteire, még pedig úgy azon személyekre vonatkozólag, kik ellen az eljárás folyik, mint pedig valamely pénzügyi hatóságnak jogerős büntető ítélete, vagy megtámadhatatlan határozata alapján bevont vagy elkobzottnak nyilvánított vagyontárgyakra vonatkozólag.

XX. Cikk.

Mindkét állam legfelsőbb pénzügyi közigazgatási hatóságai ezen szerződés szellemének megfelelő további megállapodásokat létesíthetnek. Különösen megállapodhatnak a végrehajtási úton

(2) Soweit dem Ersuchen nicht entsprochen wird, hat die ersuchte Behörde die ersuchende Behörde hiervon unter Angabe der Gründe und der sonst bekanntgewordenen Umstände, die für die Weiterführung der Sache von Bedeutung sind, unverzüglich zu benachrichtigen.

Artikel XVI.

Auf die Anfragen Auskünfte, Anzeigen und Gutachten sowie auf sonstige Mitteilungen, die im Wege der Rechtshilfe einem Staate zugehen, finden die gesetzlichen Vorschriften dieses Staates über die Amtsverschwiegenheit und Geheimhaltung Anwendung.

III. BEGLAUBIGUNG VON URKUNDEN.

Artikel XVII.

(1) Die von Gerichten, Finanz- oder Verwaltungsgerichten des einen Staates in Steuersachen aufgenommenen, ausgestellten oder beglaubigten Urkunden bedürfen, wenn sie mit dem Siegel oder Stempel des Gerichts versehen sind, zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

(2) Zu den bezeichneten Urkunden gehören auch die von dem Gerichtsschreiber (der Gerichtskanzlei) unterschriebenen Urkunden, sofern diese Unterschrift nach den Gesetzen des Staates genügt, dem das Gericht angehört.

Artikel XVIII.

(1) Urkunden, die von der obersten oder einer höheren Finanzverwaltungsbehörde des einen der beiden Staaten aufgenommen, ausgestellt oder beglaubigt und mit dem Siegel oder Stempel der Behörde versehen sind, bedürfen zum Gebrauch im Gebiete des anderen Staates in Steuersachen keiner Beglaubigung (Legalisation).

(2) Die beiden Staaten werden die in Betracht kommenden Behörden in einem Verzeichnis bekanntgeben, das im beiderseitigen Einverständnis jederzeit auf dem Verwaltungswege geändert oder ergänzt werden kann.

IV. SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

Artikel XIX.

Die beiden Staaten verpflichten sich, ein Abkommen über gegenseitige Rechtshilfe in Steuersachen zu schliessen. Dabei ist in Aussicht genommen, die beiderseitige Auslieferungspflicht wegen vorsätzlicher Steuerhinterziehung und vorsätzlicher Zuwiderhandlungen gegen die Kapitalabwanderungs- und Steuerfluchtgesetze und zwar sowohl hinsichtlich der beanspruchten Personen als auch hinsichtlich der durch rechtskräftiges Strafurteil oder unanfechtbaren Bescheid einer Finanzbehörde eingezogenen oder für verfallen erklärten Vermögenswerte zu regeln.

Artikel XX.

Die obersten Finanzverwaltungsbehörden der beiden Staaten können weitere Vereinbarungen im Sinne dieses Vertrages treffen. Sie können insbesondere Bestimmungen über die Abführung von

befolyt összegek elküldése, valamint a végrehajtási úton beszedendő összegek átszámításánál irányadónak veendő árfolyam megállapítása tekintetében.

XXI. Cikk.

(1) Ez a szerződés, amely magyar és német szövegben iratott alá, ratifikálandó és a ratifikálásról szóló okmányok Budapesten mielőbb kicserélendők. A szerződés a ratifikálásról szóló okmányok kicserélésének napjával lép életbe és érvényben marad mindaddig, amíg valamelyik szerződő fél legkésőbb hat hónappal a naptári év letelte előtt fel nem mondja. Kellő időben való felmondás esetén a szerződés ennek a naptári évnek lejártával veszíti el hatályát.

(2) A szerződésnek mind a két szövege autentikus. A ratifikált szerződés mind a két államban a hivatalos törvénygyűjteményben, mind a két autentikus szövegben közzé lesz teendő.

Ennek bizonyosságául ezt a szerződést mind a két állam meghatalmazottai aláírták és pecsétekkel ellátták.

BERLIN 1923. évi november hó 6.

EMICH s. k.

Dr KNEPPO SÁNDOR s. k.

MALTZAN m. p.

D^r HERBERT DORN m. p.

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

Adóügyi jogvédelem és jogsegély tárgyában a Magyar Királyság és a Német Birodalom között a mai napon megkötött szerződés aláírásánál alulírott Meghatalmazottak a következő egybehangzó nyilatkozatokat tették, melyek magának a szerződésnek integráns részét alkotják:

1. A II. cikk 1. és 2. bekezdésének határozománya akként értelmezendő, hogy az ott említett adókötelezettek adózási szempontból nemcsak alakilag, hanem az anyagi jog terén is azonos elbánásban fognak részesülni.
2. A szerződő felek azon célból, hogy a jogsegély nyújtásánál megkönnyítsék az anyagi viszonyosság vizsgálatát, kölcsönösen áttekintést fognak adni a pénzügyi hatóságok hatásköréről, minek alapján a jogsegély iránti megkeresések alkalmával a magyar és a német jog alapelveiben való megegyezés feltételezhető. Amíg a hatásköri áttekintések kicserélve és mindkét részről elismerve nincsenek, minden egyes jogsegély iránti megkereséshez a megkereső állam felsőbb pénzügyi közigazgatási hatóságainak igazolása csatolandó, mely hivatalosan megállapítja, hogy hasonló megkeresés a megkereső állam törvényei szerint foganatba fog vétetni. A magyar nyelvű igazoláshoz német nyelvű fordítás csatolandó (v. ö. V. cikkel). A fordításra vonatkozólag a szerződés VI. cikkének 3. bekezdése nyer megfelelő alkalmazást.
3. Iratok átküldése elvileg nem kívánható. Kivételekhez mindkét legfelsőbb pénzügyi közigazgatási hatóságnak beleegyezése szükséges; iratok átküldése iránti megkeresés azonban csak akkor terjeszthető elő, ha azt a megkereső állam sürgős érdekei

Vollstreckungserlösen und die Festsetzung des Kurses für die Umrechnung der Beträge vereinbaren, wegen deren eine Vollstreckung zu erfolgen hat.

Artikel XXI.

(1) Dieser Vertrag, welcher in ungarischer und deutscher Urschrift gefertigt worden ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Budapest ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und soll solange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der Vertragschliessenden Teile spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahrs die Wirksamkeit.

(2) Beide Texte des Vertrags sind authentisch. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzsammlung in beiden authentischen Texten veröffentlicht werden.

(3) Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

BERLIN, den 6. Novembre 1923.

EMICH s. k.
DR. KNEPPO SÁNDOR s. k.

MALTZAN m. p.
DR. HERBERT DORN m. p.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Königreich Ungarn und dem Deutschen Reiche abgeschlossenen Vertrags über Rechtsschutz und Rechtshilfe in Steuersachen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärung abgegeben, welche einen integrierenden Teil des Vertrags selbst bilden sollen :

1. Die Bestimmung des Artikel II Absatz 1 und 2 ist dahin auszulegen, dass die dort genannten Steuerpflichtigen steuerlich nicht nur formell, sondern auch materiell gleich behandelt werden.
2. Die vertragschliessenden Teile werden, um die Prüfung der materiellen Gegenseitigkeit für die Gewährung der Rechtshilfe zu erleichtern, Aufstellungen über die Befugnisse der Finanzbehörden austauschen, für die Übereinstimmung in den Rechtsgrundsätzen des ungarischen und des deutschen Rechts bei Rechtshilfeersuchen angenommen werden darf. Solange die Aufstellungen nicht ausgetauscht und von beiden Seiten anerkannt sind, ist dem einzelnen Rechtshilfeersuchen eine Bescheinigung der höheren Finanzverwaltungsbehörde des ersuchenden Staates beizufügen, die amtlich feststellt, dass einem entsprechenden Ersuchen nach dem Rechte des ersuchenden Staates genügt werden wird. Der ungarischen Bescheinigung wird eine deutsche Übersetzung beigelegt (vgl. Artikel V). Auf die Übersetzung findet Artikel VI, Abs. 3 des Vertrags entsprechende Anwendung.
3. Eine Übersendung von Akten kann grundsätzlich nicht gefordert werden. Ausnahmen bedürfen des Einvernehmens der beiden obersten Finanzverwaltungsbehörden ; das Ersuchen um Übermittlung von Akten soll indessen nur gestellt werden, wenn

megkívánják. Érintetlen marad mindegyik államnak az a joga, hogy megkereséséhez saját iratait csatolja, melyek a megkeresés fogantatását előmozdítják.

4. Ha a megkeresett állam szabályai szerint az adó behajthatatlansága következtében az eljárás megszüntetésének feltételei adva vannak, akkor a megkeresett hatóság a megkeresést egy, a feltételek fennforgását igazoló bizonylat és az igazoló mellékletek csatolása mellett visszaküldi a megkereső hatóságnak.
5. A jogvédelem és a jogsegély, melyre nézve a jelen szerződésben megegyezés jött létre, olyan adózási esetekre és tényekre is biztosítottak, melyek a multa vonatkoznak.
6. Amennyiben a jelen szerződés szabályai a Német Birodalom részéről országos adókat és országos hatóságokat érintenek, az országok hozzájárulása, amennyiben szükséges, fenntartatik.

BERLIN, 1923. évi november 6.-án.

EMICH s. k.

DR. KNEPPO SÁNDOR s. k..

MALTZAN m. p.

DR. HERBERT DORN m. p.

dringende Interessen des ersuchenden Staates es erheischen. Unberührt bleibt die Befugnis jedes Staates, seinen Ersuchen eigene Akten beizugeben, die der Durchführung der Ersuchen dienen sollen.

4. Sind die Voraussetzungen der Niederschlagung wegen Uneinbringlichkeit der Steuer nach den Vorschriften des ersuchten Staates gegeben, so leitet die ersuchte Behörde das Ersuchen unter Beifügung einer Bescheinigung über das Vorliegen der Voraussetzungen und der hierfür vorhandenen Belege an die ersuchende Behörde zurück.
5. Der Rechtsschutz und die Rechtshilfe, welche in diesem Vertrage vereinbart sind, sollen auch für Steuerfälle und im Hinblick auf Tatsachen gewährt werden, die sich auf die Vergangenheit beziehen.
6. Soweit die Regelung in dem vorstehenden Vertrag auf seiten des Deutschen Reichs Landessteuern und Landesbehörden betrifft, bleibt die Zustimmung der Länder, soweit erforderlich, vorbehalten.

BERLIN, den 6. November 1923.

EMICH s. k.

DR. KNEPPO SÁNDOR, s. k.

MALTZAN m. p.

DR. HERBERT DORN m. p.

¹ TRADUCTION.

N^o 1104. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA HONGRIE CONCERNANT LA PROTECTION JUDICIAIRE ET LE CONCOURS RÉCIPROQUE DES TRIBUNAUX ET DES AUTORITÉS DES DEUX PAYS EN MATIÈRE D'IMPÔTS, SIGNÉ A BERLIN, LE 6 NOVEMBRE 1923.

LE ROYAUME DE HONGRIE et LE REICH ALLEMAND, animés du désir de régler la protection judiciaire des ressortissants du Royaume de Hongrie en Allemagne et des ressortissants de l'Allemagne dans le Royaume de Hongrie, ainsi que l'obligation qui incombe aux autorités administratives et judiciaires des deux Etats de se prêter un concours réciproque dans les affaires d'impôts, Ont conclu le traité suivant.

Ils ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE ROYAUME DE HONGRIE :

Le D^r Gustav EMICH VON EMÖKE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,
et,

Le D^r Alexander KNEPPO, conseiller ministériel au Ministère royal hongrois des Finances ;

LE REICH ALLEMAND :

Le baron Ago VON MALTZAN, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères,
et,

Le D^r Herbert DORN, conseiller ministériel, directeur au Ministère des Finances du Reich.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Sont réputés impôts, au sens du présent traité, les taxes publiques perçues dans le Royaume de Hongrie pour le compte de l'Etat, dans le Reich allemand pour le compte du Reich et des pays et celles qui, dans les deux pays, sont recouvrées en même temps que les taxes précitées, sous forme de taxes additionnelles ou de contributions, pour le compte d'autres institutions de droit public. Toutefois, les droits de douane et les impôts de consommation ne sont pas considérés comme impôts; l'impôt sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe ne sont pas considérés comme impôts de consommation au point de vue de l'application du présent traité.

I. PROTECTION JUDICIAIRE EN MATIÈRE D'IMPÔTS.

Article II.

1. Les ressortissants de l'un des deux Etats jouiront, sur le territoire de l'autre Etat, du même traitement fiscal que les ressortissants dudit Etat, et notamment de la même protection par

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1104. — TREATY BETWEEN GERMANY AND HUNGARY CONCERNING LEGAL PROTECTION AND COLLABORATION OF THE COURTS AND AUTHORITIES OF THE TWO PARTIES, IN CASES CONNECTED WITH TAXATION, SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 6, 1923.

THE KINGDOM OF HUNGARY and THE GERMAN REICH, being desirous of ensuring legal protection for nationals of the Kingdom of Hungary in Germany and of nationals of Germany in the Kingdom of Hungary, and of ensuring mutual official and legal assistance from the authorities of both States in matters of taxation,

Have concluded the following Treaty.

For this purpose they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE KINGDOM OF HUNGARY :

Dr. Gustav EMICH VON EMÖKE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary,

Dr. Alexander KNEPPO, Ministerial Councillor at the Royal Hungarian Ministry of Finance;

THE GERMAN REICH :

Baron Ago VON MALTZAN, Under-Secretary of State for Foreign Affairs,

Dr. Herbert DORN, Director at the Ministry of Finance of the Reich and Ministerial Councillor,

Who, having exchanged their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The following shall be regarded as taxes for the purpose of the present Treaty ; public taxes levied in the Kingdom of Hungary on behalf of the State, and in the German Reich on behalf of the Reich and the States, as also all supplementary or additional taxes levied, in either country conjointly with the above-mentioned public taxes, on behalf of other public bodies recognised by law. Customs duties and taxes on consumption shall not, however, be included ; the tax on business turnover and the luxury tax shall not be regarded as taxes on consumption for the purposes of the present Treaty.

I. LEGAL PROTECTION IN RESPECT OF TAXATION.

Article II.

(1) Nationals of either State shall be entitled, in the territory of the other State, to the same treatment in regard to fiscal matters as the nationals of the last-named State, and more particularly

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

devant l'administration des finances, les tribunaux, les tribunaux fiscaux et les tribunaux administratifs.

2. Les personnes morales, y compris les sociétés, ainsi que les associations de personnes, institutions, fondations et autres biens affectés à des fins particulières, qui ne possèdent pas de personnalité juridique propre, mais qui sont assujetties en propre à l'impôt, auront droit, si elles ont leur siège sur le territoire de l'un des deux Etats et si elles ont une existence juridique d'après les lois dudit Etat, au même traitement fiscal (alinéa premier) sur le territoire de l'autre Etat que les contribuables de même catégorie de ce dernier Etat.

II. CONCOURS RÉCIPROQUE DES TRIBUNAUX ET DES AUTORITÉS EN MATIÈRE FISCALE.

Article III.

Les deux Etats s'engagent à se prêter un concours administratif et judiciaire réciproque dans toutes les affaires fiscales et dans tous les cas d'exportation illicite de capitaux et d'évasion fiscale, aussi bien pour la recherche et la détermination des impôts et des garanties que pour la procédure de recours et les recouvrements.

Article IV.

1. Dans les affaires d'impôts, la signification d'actes et la suite à donner aux demandes de concours administratif et judiciaire — sous réserve des dispositions particulières relatives aux recouvrements (articles XI à XIII) — feront l'objet de communications directes entre les autorités des deux Etats.

2. Les directions des finances ainsi que l'inspecteur des contributions à Budapest, pour le Royaume de Hongrie, et les offices régionaux des finances, pour le Reich allemand, seront compétents pour procéder à la transmission directe et à la réception des requêtes de signification et de toute autre demande de concours administratif et judiciaire.

3. Si l'autorité requise n'est pas compétente, à raison du lieu, elle devra d'office transmettre la demande à l'autorité compétente et en informer sans retard l'autorité requérante.

Article V.

La requête sera rédigée par les autorités du Royaume de Hongrie dans la langue nationale (langue officielle) et devra être accompagnée d'une traduction allemande ; les autorités du Reich allemand rédigeront la requête dans la langue employée par l'administration. La requête devra faire mention de l'autorité requérante, du nom et de la profession (état) des parties intéressées et, lorsqu'il s'agira d'une signification, de l'adresse du destinataire et de la nature de l'acte à signifier.

Article VI.

1. L'autorité compétente de l'Etat requis devra pourvoir à la signification. Abstraction faite des cas prévus à l'alinéa 2, cette autorité pourra se borner à procéder à la signification par remise de l'acte au destinataire, si ce dernier est disposé à le recevoir.

2. Si l'Etat requérant en exprime le désir, il sera procédé à la signification de l'acte dans la forme prescrite par la législation interne de l'Etat requis, pour l'exécution de significations de même

to the same protection in their dealings with the revenue authorities, the courts of law, and the revenue or administrative tribunals.

(2) Legal persons — including companies and partnerships, institutions, charitable foundations and other property set aside for a particular purpose, which are not legal persons but which are liable to taxation as such — shall, if their head offices are situated in the territory of one of the two States and if they are legally constituted in accordance with the legislation of that State, be entitled to the same treatment in fiscal matters (paragraph 1) in the territory of the other State as is accorded to similar tax-paying institutions in the last-named State.

II. LEGAL ASSISTANCE IN MATTERS RELATING TO TAXATION.

Article III.

The two States undertake to afford each other mutual administrative and legal assistance in all questions relating to taxation and in all cases of flight of capital and evasion of taxation, both in regard to the assessment and fixing of taxes and sureties, and also in regard to the legal procedure for redress and to the collection of taxes.

Article IV.

(1) In cases connected with taxation, the service of legal documents and the action to be taken as a result of applications for administrative or legal assistance shall, unless otherwise provided in the special stipulations regarding recovery (Articles XI to XIII), be dealt with directly between the authorities of the two States.

(2) For the Kingdom of Hungary, the Directorate of Finance and the Inspector of Taxes in Budapest, and for the German Reich, the inland revenue offices of the various States shall be competent to deal directly with the transmission or the receipt of applications for the service of documents and other applications for administrative and legal assistance.

(3) Should the authorities to whom application is made not be competent for the locality in question, they shall duly transmit the application to the authorities who are competent, and shall notify such action immediately to the authority which made the application.

Article V.

Applications made out by the authorities of the Kingdom of Hungary shall be in the national language (official language) and shall be accompanied by a translation in German; applications made out by the authorities of the German Reich shall be in the official language. The letter containing the application shall specify the authority making the application, the name and profession (or status) of the parties concerned, and, where service of the document is required, the address of the person on whom it has to be served and the nature of the document.

Article VI.

(1) The competent authority of the State to which application is made shall be responsible for service of documents. Except in the cases specified in paragraph 2, the said authority may restrict such action to causing the document to be delivered to the person to whom it is addressed, should the latter be willing to receive it.

(2) Should the State making the application express a wish to that effect, the document shall be served according to the forms prescribed, in similar cases, by the internal legislation of the State

nature ; à cet effet, les requêtes présentées par la Hongrie devront être accompagnées d'une traduction allemande de l'acte à signifier.

3. Sauf convention contraire, les traductions prévues à l'alinéa précédent devront être certifiées conformes par le chef de l'administration chargée de transmettre la requête.

Article VII.

La preuve de la signification sera faite soit par un accusé de réception du destinataire, daté et certifié, soit par une attestation de l'autorité de l'Etat requis, qui indiquera les circonstances, la forme et la date de la signification.

Article VIII.

1. L'autorité à laquelle est adressée la requête sera tenue d'y faire droit, et, à cet effet, d'employer les moyens de contrainte dont elle userait pour donner suite à une requête de l'autorité de l'Etat requis ou à une demande présentée par une partie à ce même effet. La procédure de signification sera également celle qui est prévue par la législation de l'Etat requis ; toutefois, à la demande de l'autorité requérante, il pourra être adopté une forme particulière de procédure, à condition que celle-ci ne soit pas contraire à la législation de l'Etat requis.

2. Il ne pourra être fait usage d'un moyen de contrainte admis sur le territoire de l'Etat requis si l'Etat requérant, dans le cas d'une requête analogue, n'est pas en mesure de faire usage d'un moyen de contrainte similaire.

3. L'autorité requérante devra, sur demande, être avisée du moment et du lieu où sera effectué l'acte de procédure prescrit par la requête. Les parties intéressées auront le droit de se faire représenter, lors de l'acte de procédure, conformément aux règlements généraux de l'Etat requis, ou d'y assister en personne.

Article IX.

Pour la suite donnée à des requêtes de signification et à des demandes, il ne pourra être perçu ni taxe ni frais d'aucune sorte ; exception est faite, sous réserve de convention contraire, pour les émoluments versés aux personnes entendues ou aux experts, ainsi que pour les frais provoqués par la collaboration d'un agent d'exécution dans les cas prévus à l'alinéa 2 de l'article VI ou par l'emploi d'une procédure particulière, aux termes de l'alinéa 1 de l'article VIII.

Article X.

Les dispositions du présent traité seront applicables au concours réciproque des tribunaux en matière de recouvrement, sauf dispositions contraires des articles XII et XIII.

Article XI.

1. Dans les affaires d'impôt, les ordonnances non susceptibles de recours (décisions, sentences, arrêtés) devront, sur demande, être reconnues et exécutées sans frais ; la demande devra être adressée par l'administration financière suprême de l'un des Etats à la même administration de l'autre Etat. La reconnaissance devra être formellement exprimée.

to which application is made ; applications emanating from Hungary must, however, be accompanied by a German translation of the document to be served.

(3) Unless otherwise agreed upon, the translations prescribed in the previous paragraph shall be certified as correct by the principal official of the department which transmits the application.

Article VII.

Proof of service of documents shall be furnished either by a dated and duly certified receipt from the addressee or by a certificate from the authorities of the State to which application is made, attesting the fact of such service of documents and giving the manner and the date.

Article VIII.

(1) The authority to which application is made must comply with it and must employ the same means of coercion for that purpose as would be used for enforcing a demand made by the authority of the State to which application is made, or for enforcing an application by an interested party for the same purpose. The procedure for service shall be that prescribed by the legislation of the State to which application is made ; if, however, the authority making the application so desire, a special mode of procedure may be employed, provided that it is not incompatible with the legislation of the State to which application is made.

(2) A form of coercion which would be lawful in the territory of the State to which the application is made shall not be employed unless the State making the application would be in a position to use a similar means of coercion if a similar application were addressed to itself.

(3) Should the authorities making the application so request, they shall be notified of the time and place of the action taken in pursuance of such application. The interested parties shall be entitled to be represented or to be present at such proceedings, subject to the general regulations in force in the State to which the application is made.

Article IX.

No fees or charges of any kind shall be payable for carrying out requests for the service of documents or of demands, with the exception — in the absence of any agreement to the contrary — of compensation to persons who furnish evidence or to experts, and of sums payable to an executive agent for assistance in the cases specified in Article VI, paragraph 2, or on account of the employment of a special procedure as provided in Article VIII, paragraph 1.

Article X.

The provisions of the present Treaty shall apply to legal assistance in all procedure pertaining to recovery, unless otherwise provided in Articles XII and XIII.

Article XI.

(1) In matters relating to taxation, orders which are not appealable (decisions, judgments, orders) shall upon application — which must be made by the chief revenue authority of one State to the corresponding authority in the other State — be recognised and executed free of charge. The fact of their recognition must be explicitly stated.

2. Les ordonnances mentionnées à l'alinéa 1 seront exécutées sans qu'il y ait lieu d'entendre les parties, conformément à la législation de l'Etat où l'exécution sera poursuivie.

3. La demande aux fins d'exécution devra être accompagnée d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat requérant, attestant que l'ordonnance n'est plus susceptible de recours ; la compétence de l'autorité en question devra être certifiée par l'administration financière suprême de l'Etat requérant.

4. Lorsque la demande émanera d'une autorité hongroise, le dispositif de l'ordonnance devra être accompagné d'une traduction allemande.

5. La déclaration et le certificat prévus à l'alinéa 3, et la traduction mentionnée à l'alinéa 4, devront être certifiés par l'administration financière suprême de l'Etat requérant ou par un traducteur juré de l'Etat requis.

Article XII.

En vertu d'ordonnances exécutoires, qui seront encore susceptibles de recours, il pourra être pris, contre les ressortissants de l'Etat requérant, des garanties provisoires par voie de séquestre. L'intéressé sera autorisé à provoquer la levée du séquestre en fournissant une garantie dont la nature et la valeur devront être définies dans la requête. L'article XI s'appliquera par analogie.

Article XIII.

Il y aura lieu de faire droit à une requête en vue d'une forme particulière d'exécution ou de garantie, si la forme d'exécution ou de garantie demandée est compatible avec la législation de l'Etat requérant et de l'Etat requis. Au reste, la nature et les modalités de l'exécution ou de la garantie seront régies par la législation de l'Etat requis.

Article XIV.

1. Le concours des autorités administratives et judiciaires ne sera pas accordé contre des ressortissants de l'Etat requis qui auront leur domicile ou leur résidence permanente sur le territoire dudit Etat. La présente disposition ne s'appliquera pas au concours des autorités administratives et judiciaires en vue du recouvrement d'impôts qui étaient dus par le contribuable à une époque où il était ressortissant de l'Etat requérant.

2. Le concours des autorités administratives et judiciaires pourra également être refusé si l'Etat requis estime que ce concours est susceptible de porter atteinte à sa souveraineté ou de menacer sa sécurité.

3. Pourront également être repoussées les demandes à la suite desquelles il y aurait lieu de recueillir, de personnes étrangères à l'affaire en tant que contribuables, des informations, déclarations ou consultations qui sont autorisées par la législation de l'Etat requis, mais que l'Etat requérant, d'après sa propre législation, n'est pas en mesure d'exiger. Cette disposition s'appliquera également aux demandes formulées en vue d'obtenir communication de circonstances de fait ou de rapports de droit, lorsque la connaissance de ces circonstances ou de ces rapports n'a été acquise que par des informations, déclarations ou consultations que les intéressés doivent obligatoirement fournir dans l'Etat requis, alors qu'il n'existe aucune obligation semblable dans l'Etat requérant ; il en sera de même en ce qui concerne les autres demandes auxquelles il ne pourrait être donné suite que par la violation du secret commercial ou professionnel.

(2) The orders referred to in paragraph 1 shall be executed in accordance with the legislation of the State in which execution is effected, without the parties concerned being heard.

(3) An application for execution must be accompanied by a declaration from the competent authority of the State making the application, to the effect that the decision is no longer appealable. The competence of the said authority must be certified by the highest revenue authority of the State preferring the application.

(4) When the application emanates from Hungary it shall be accompanied by a German translation of the passage of the order which contains the decision.

(5) The declaration and certificate referred to in paragraph 3, and the translation referred to in paragraph 4, shall be certified correct by the highest revenue authority of the State making the application or by a sworn translator of the State to which the application is made.

Article XII.

Provisional security, in the form of the sequestration of property, may be required from nationals of the State by which an application is made, by virtue of executory dispositions which are still open to appeal. The party concerned shall be entitled to have such sequestration removed upon giving security, the nature and value of which must be specified in the application. Article XI shall apply *mutatis mutandis*.

Article XIII.

If application is made for a specified mode of execution or a specified type of security, the request shall be complied with, provided that such mode of execution or type of security is compatible with the law of the State making application and of the State to which application is made. For the rest, the mode of execution and the type of security, and the method of enforcement, shall be in conformity with the law of the State to which application is made.

Article XIV.

(1) Administrative and legal assistance shall not be granted in proceedings against nationals of the State to which an application is made, if they have their domicile or permanent residence within the territory of that State. This provision shall not apply to requests for administrative and legal assistance in recovering claims for taxes for which the taxpayer was liable at a time when he was a national of the State making the application.

(2) Administrative and legal assistance may be refused if the State to which application for assistance is made considers such assistance likely to endanger its sovereignty or safety.

(3) Applications which involve the obtaining of information, statements or opinions, which might lawfully be demanded in the State to which application is made, from persons who are not parties to the case in their capacity as taxpayers, may be refused, if the State making application would be unable under its own national legislation to demand similar information, statements or opinions. The same condition shall be observed in regard to applications made for the communication of information concerning existing circumstances or legal relations, if the knowledge of such circumstances or relations has only been obtained as a result of an obligation to furnish information, statements or opinions which is not admissible in the territory of the State making application; this condition shall also be observed in regard to other applications which can only be complied with by disregarding the principle of commercial, business or industrial secrecy.

Article XV.

1. Lorsqu'il sera fait droit à une requête, en totalité ou en partie, l'autorité requérante devra être informée sans retard des mesures prises pour donner suite à la requête.

2. Lorsqu'il ne sera pas fait droit à une requête, l'autorité requise devra en aviser sans retard l'autorité requérante, en lui faisant connaître les motifs du refus et en lui signalant les circonstances, parvenues à sa connaissance par d'autres voies, qui peuvent présenter de l'importance pour la poursuite de l'affaire.

Article XVI.

Dans chaque Etat, les dispositions légales relatives au secret administratif et professionnel seront applicables aux demandes d'informations, de déclarations et de consultations, ainsi qu'à toutes autres communications, adressées à cet Etat en vertu des conventions relatives au concours réciproque des tribunaux.

III. LÉGALISATION DE DOCUMENTS.

Article XVII.

1. Les documents établis, délivrés ou certifiés conformes, dans des affaires fiscales, par les tribunaux, les tribunaux fiscaux ou les tribunaux administratifs de l'un des Etats, et revêtus du sceau ou du timbre du tribunal, pourront être utilisés, en matière fiscale, sur le territoire de l'autre Etat, sans autre légalisation.

2. Devront être également compris parmi les documents mentionnés ci-dessus, les documents portant la signature du greffier du tribunal, lorsque cette signature est considérée comme suffisante par la législation de l'Etat dont relève le tribunal.

Article XVIII.

1. Les documents établis, délivrés ou certifiés conformes par l'autorité suprême ou par une autorité supérieure de l'administration financière de l'un des deux Etats, et revêtus du sceau ou du timbre de l'autorité en question, pourront être utilisés, en matière fiscale, sur le territoire de l'autre Etat, sans autre légalisation.

2. Les deux Etats se communiqueront la liste des autorités en question ; cette liste pourra, du consentement des deux parties, être modifiée ou complétée en tout temps par la voie administrative.

IV. DISPOSITIONS FINALES.

Article XIX.

Les deux Etats s'engagent à conclure une convention relative au concours réciproque des tribunaux et des autorités à l'occasion de poursuites pénales en matière fiscale. Cette convention aura pour objet de régler les obligations respectives d'extradition pour les délits d'évasion fiscale prémédités ou les contraventions préméditées contre les lois relatives à l'exportation des capitaux et à l'évasion fiscale, aussi bien à l'égard des personnes réclamées par la justice qu'à l'égard des biens saisis ou déclarés caducs par un jugement pénal ayant force de chose jugée ou par une décision sans appel d'une administration financière.

Article XV.

(1) If an application is conceded, either wholly or in part, the authority to whom such application is made must promptly notify the authority making application as to the action taken to give effect to the application.

(2) If an application is not conceded, the authority to whom such application is made must promptly notify the fact to the authority making application, giving all reasons in support, and information as to any circumstances with which he has become acquainted through other channels and which are of importance for any further action which is to be taken in the matter.

Article XVI.

The statutory regulations of such State regarding official reticence and secrecy shall be observed in regard to all enquiries, information, statements and opinions and any other communications furnished to a State as the result of measures of legal assistance.

III. AUTHENTICATION OF DOCUMENTS.

Article XVII.

(1) Documents relating to fiscal matters which have been accepted, drawn up or authenticated by the courts of law or the revenue or administrative tribunals in one State may, if furnished with the seal or stamp of the court, be used in connection with fiscal matters in the territory of the other State without further authentication (legalisation).

(2) The above provision shall also apply to documents which have been signed by the clerk to a court (registrar of the court), if such signature is sufficient under the laws of the State to which the court belongs.

Article XVIII.

(1) Documents which have been accepted, drawn up or authenticated by the principal revenue official or by one of the senior revenue officials in either State may, if furnished with the seal or stamp of such official, be used in the territory of the other State in matters relating to taxation, without further authentication (legalisation).

(2) The two Contracting States shall communicate to each other lists of the officials in question; these lists may be modified or supplemented at any time by agreement between the two Administrations.

IV. FINAL CLAUSES.

Article XIX.

The two States undertake to conclude an agreement on mutual legal assistance in regard to offences against the revenue laws. The object of this agreement shall be to regulate the mutual obligations of the States in regard to extradition on account of premeditated frauds against the revenue and of premeditated offences against the laws on the export of capital and the evasion of taxation. Such obligations shall extend both to persons against whom claims are preferred and to effects confiscated or declared escheated by a definitive penal sentence or by a decision not open to appeal given by a revenue authority.

Article XX.

Les administrations financières suprêmes des deux Etats pourront conclure d'autres conventions conformes à l'esprit du présent traité. Elles pourront, en particulier, convenir de dispositions relatives au transfert des sommes provenant de mesures d'exécution, et à la détermination du cours qui servira à la conversion des sommes pour lesquelles l'exécution devra avoir lieu.

Article XXI.

1. Le présent traité, dont l'original est établi en hongrois et en allemand, devra être ratifié, et les instruments de ratification devront être échangés, dans le plus bref délai possible, à Budapest. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties contractantes, six mois au moins avant l'expiration d'une année civile. Si la dénonciation est faite en temps utile, la validité du Traité prendra fin à l'expiration de la dite année civile.

2. Les deux textes du traité font foi. Les deux textes authentiques du traité ratifié seront publiés dans le recueil officiel des lois de chacun des deux Etats.

3. En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Etats ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leur sceau.

BERLIN, le 6 novembre 1923.

(Signé) EMICH.

(Signé) D^r KNEPPO SÁNDOR.

(Signé) MALTZAN.

(Signé) D^r HERBERT DORN.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature du traité conclu ce jour entre le Royaume de Hongrie et le Reich allemand au sujet de la protection judiciaire et du concours réciproque des tribunaux et des autorités dans les affaires d'impôts, les plénipotentiaires soussignés ont formulé les déclarations concordantes suivantes, qui formeront partie intégrante du traité :

1. La disposition des alinéas 1 et 2 de l'article II devra être interprétée comme signifiant que les contribuables mentionnés devront jouir du même traitement fiscal, non seulement quant à la forme, mais aussi en fait.

2. Les Parties contractantes, pour faciliter le contrôle de la réciprocité effective pour l'octroi du concours des tribunaux et des autorités, échangeront des exposés relatifs aux pouvoirs des administrations financières au sujet desquels on peut admettre la concordance des principes du droit hongrois et du droit allemand en ce qui concerne les demandes de concours réciproque. Tant que les exposés n'auront pas été échangés et reconnus par les deux Parties, chaque requête aux fins de concours réciproque devra être accompagnée d'un certificat de l'administration financière supérieure de l'Etat requérant, attestant officiellement que la législation de l'Etat requérant permettrait de donner satisfaction à une demande analogue. Le certificat hongrois devra être accompagné d'une traduction allemande (Voir article V). L'alinéa 3 de l'article VI du présent traité sera applicable, par analogie, à la traduction.

Article XX.

The chief revenue officials of the two States shall be free to conclude further arrangements in conformity with the present Treaty. They may in particular agree upon provisions regarding the transfer of sums received on account of executory proceedings and the fixing of the rate of exchange for the conversion of sums in regard to which executory proceedings are to be taken.

Article XXI.

(1) The present Treaty, which has been drawn up in Hungarian and German, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Budapest. It shall come into force on the day on which the instruments of ratification are exchanged, and shall continue in force until it is denounced by one of the Contracting Parties, such denunciation to take place at least six months before the expiration of any calendar year. If it is duly denounced as described above, the Treaty shall cease to apply after the expiration of the calendar year in question.

(2) Both texts of the Treaty are authentic. When the Treaty has been ratified, the two authentic texts will be published in each country in the official collection of laws.

(3) In faith whereof the Plenipotentiaries of both countries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

BERLIN, *November 6, 1923.*

(Signed) EMICH.

(Signed) MALTZAN.

(Signed) DR. KNEPPO SÁNDOR.

(Signed) DR. HERBERT DORN.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded this day between the Kingdom of Hungary and the German Reich concerning legal protection and legal assistance in matters relating to taxation, the undersigned Plenipotentiaries made the following declarations, upon which they have agreed and which constitute an integral part of the present Treaty :

(1) The provisions of Article II, paragraphs 1 and 2, shall be interpreted as meaning that the taxpayers therein mentioned shall be placed on a footing of equality in respect of taxation, not merely theoretically, but also in practice.

(2) In order to assist in determining the extent to which mutual legal assistance can in practice be afforded, the Contracting Parties will furnish each other with explanatory statements concerning the powers of revenue officials in regard to which the fundamental principles of Hungarian and German law, so far as concerns applications for legal assistance, may be considered as in agreement. Pending the exchange and acceptance by both States of these explanatory statements, each separate application for legal assistance shall be accompanied by a certificate from the chief revenue authority of the State making the application, to the effect that an analogous application would be admissible under the laws of the latter State. The Hungarian certificate must be accompanied by a translation into German (See Article V). Article VI, paragraph 3, of the present Treaty shall be applicable, *mutatis mutandis*, to such translations.

3. L'envoi d'actes ne pourra, en principe, être exigé. Les exceptions devront faire l'objet d'une entente entre les administrations financières suprêmes des deux pays ; toutefois, il ne devra être formulé de demandes en vue de la transmission d'actes que dans les cas où des intérêts importants de l'Etat requérant sont en jeu. Néanmoins, chaque Etat conserve la faculté de joindre à ses requêtes les actes lui appartenant qui pourraient servir à l'exécution desdites requêtes.

4. Lorsque, aux termes des règlements de l'Etat requis, les conditions de l'abandon de l'affaire en raison de l'impossibilité de recouvrer les impôts se trouveront réunies, l'autorité requise renverra la demande à l'autorité requérante, en y joignant un certificat attestant l'existence des conditions prévues, ainsi que toutes les pièces justificatives.

5. La protection judiciaire et le concours réciproque des tribunaux et des administrations, qui font l'objet du présent traité, seront également accordés pour les affaires fiscales et les faits qui ont trait au passé.

6. Pour autant que la réglementation établie par le présent traité concerne, dans le Reich allemand, des impôts et des autorités des pays, le consentement de ces derniers devra être obtenu dans les cas où ce consentement est nécessaire.

BERLIN, le 6 novembre 1923.

(Signé) EMICH.

(Signé) D^r KNEPPO SÁNDOR.

(Signé) MALTZAN.

(Signé) D^r HERBERT DORN.

(3) Applications for the transmission of documents cannot as a rule be accepted. Exceptions to this rule can only be allowed by agreement between the chief revenue authorities of the two Contracting Parties ; applications for the forwarding of documents shall not, however, be made, unless such a step is urgently required in the interest of the State making the application. This provision shall not prejudice the right of either State to attach to its requests any documents belonging to itself which may be of assistance in the discharge of such applications.

(4) If the conditions are such that, under the regulations in force in the State to which an application is made, the proceedings have to be abandoned owing to the impossibility of recovering the taxes, the authority to whom application is made shall return the application to the authority who made it, together with a certificate that the aforesaid conditions exist and such documentary evidence thereof as is available.

(5) The measures for legal protection and legal assistance which are agreed upon in the present Treaty shall also apply to cases of taxation and to acts which relate to an earlier date.

(6) In so far as the regulations laid down in the present Treaty affect the taxes and authorities of the States of the German Reich, the consent of such States must be obtained, whenever it is requisite.

BERLIN, *November 6, 1923.*

(Signed) EMICH.

(Signed) MALTZAN.

(Signed) Dr. KNEPPO SÁNDOR.

(Signed) Dr. HERBERT DORN.

N° 1105.

ALLEMAGNE ET HONGRIE

Traité en vue d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales, avec Protocole final, signés à Berlin, le 26 novembre 1923.

GERMANY AND HUNGARY

Treaty for the Avoidance of Double Taxation in respect of Death Duties, with Final Protocol, signed at Berlin, November 26, 1923.

TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.

No. 1105. — SZERZÖDÉS¹ A MAGYAR KIRÁLYSÁG ÉS A NÉMET BIRODALOM KÖZÖTT A HALÁLESETRE SZÓLO ILLETÉKEK TEKINTETÉBEN A KÉTSZERES ADÓZTATÁS ELHÁRÍTÁSA CÉLJÁBÓL, ALÁÍRATOTT BERLIN, 1923 NOVEMBER 26.-ÁN.

Textes officiels allemand et hongrois communiqués par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations et par le Consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 février 1926.

A MAGYAR KIRÁLYSÁG és A NÉMET BIRODALOM attól a kívánságtól vezéreltetve, hogy a halálesetre szóló illetékek tekintetében a kétszeres adóztatást elhárítsák; a következő szerződést kötötték meg :

E célra meghatalmazottaikká kinevezték :

A MAGYAR KIRÁLYSÁG RÉSZÉRŐL :

dr. EMICH Gusztáv DE EMŐKE rendkívüli követet és meghatalmazott minisztert.

dr. KNEPPO Sándor miniszteri tanácsost a magyar királyi pénzügyminisztériumban ;

A NÉMET BIRODALOM RÉSZÉRŐL :

báró MALTZAN Ágó külügyi hivatali államtitkárt,
PEIFFER Ernőt a birodalmi pénzügyminisztérium osztályvezetőjét, titkos kormánytanácsost.

A meghatalmazottak jó és kellő alakban talált meghatalmazásaik közlése után a következőkben egyeztek meg :

I. Cikk.

1. A két állam egyikének állampolgárai után maradt ingatlan hagyatéki vagyontartozékaival együtt csak abban az államban esik halálesetre szóló illetékek alá, amelyben az ingatlan fekszik.

2. Azok a jogosítványok, melyekre a földterületekre vonatkozó polgári jogszabályok nyerne alkalmazást, az ingatlanvagyongra vonatkozó használati jogok, továbbá oly jogok, melyek ingatlan vagyongra vannak biztosítva, vagy azt terhelik, az ingatlan vagyonggal azonos elbírálás alá esnek.

3. Annak a kérdésnek az elbírálásánál, hogy valamely vagyontárgy (1. és 2. bekezdés) ingatlannak tekintendő-e, annak az államnak az adó és illeték törvényei irányadóak, amelyben a tárgy fekszik. Hogy mi tekintendő tartozéknak, az azon állam jogához igazodik, amelyben az ingatlan vagyong fekszik.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 10 octobre 1925.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1105. — VERTRAG¹ ZWISCHEN DEM KÖNIGREICH UNGARN UND DEM DEUTSCHEN REICHE ZUR VERMEIDUNG DER DOPPEL-BESTEuerung AUF DEM GEBIETE DER ABGABEN VON TODES WEGEN, GEZEICHNET IN BERLIN, DEN 26, NOVEMBER 1923.

German and Hungarian official texts communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations and by the German Consul-General at Geneva. The registration of this Treaty took place February 24, 1926.

DAS KÖNIGREICH UNGARN und DAS DEUTSCHE REICH haben, von dem Wunsche geleitet, die Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen zu vermeiden, den nachstehenden Vertrag abgeschlossen :

Zu diesem Zwecke wurden als Bevollmächtigte ernannt :

VON SEITEN DES KÖNIGREICHS UNGARN :

der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Dr. Gustav EMICH VON EMÖKE,
der Ministerialrat im Königlich Ungarischen Finanzministerium Dr. Alexander KNEPPO ;

VON SEITEN DES DEUTSCHEN REICHS :

der Staatssekretär im Auswärtigen Amt Freiherr Ago VON MALTZAN,
der Dirigent im Reichsfinanzministerium Geheimer Regierungsrat Ministerialrat Ernst PEIFFER.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie ihre Vollmachten mitgeteilt und diese als richtig befunden haben, folgendes vereinbart :

Artikel I.

1. Unbewegliches Nachlassvermögen eines Angehörigen eines der beiden Staaten einschliesslich Zubehör ist den Abgaben von Todes wegen nur in dem Staate unterworfen, in dem das unbewegliche Vermögen liegt.

2. Berechtigungen, auf welche die Vorschriften des bürgerlichen Rechts über Grundstücke Anwendung finden, Nutzungsrechte an unbeweglichem Vermögen sowie Rechte, die auf unbeweglichem Vermögen sichergestellt sind oder darauf lasten, sind dem unbeweglichen Vermögen gleich zu achten.

3. Für die Frage, ob ein Vermögensgegenstand (Absatz 1 und 2) als unbeweglich anzusehen ist, sind die Gesetze (Steuer- und Gebührengesetze) des Staates massgebend, in dem der Gegenstand liegt. Was als Zubehör anzusehen ist, richtet sich nach dem Rechte des Staates, in dem sich das unbewegliche Vermögen befindet.

¹ The exchange of ratifications took place at Budapest, October 10, 1925.

II. Cikk.

1. A két állam egyikének polgára után maradt olyan hagyatéki vagyonra nézve, mely nem az I. cikk szerint bírálendő el, a következő rendelkezések irányadók :

- a) Alapelv, hogy ez a hagyatéki vagyon abban az államban tartozik halálesetre szóló illeték alá, amelynek az örökhagyó halálakor állampolgára volt,
- b) ha azonban az örökhagyónak halálakor a másik államban lakóhelye, vagy ilyenek hiányában állandó tartózkodási helye volt, úgy az itt található hagyatéki vagyon ebben az államban vonandó halálesetre szóló illeték alá.

2. Ha az örökhagyó halálakor mindkét államnak polgára volt, úgy az esetről-esetre szóló külön megállapodás a két állam pénzügyminisztereinek tartatik fenn.

3. A jelen szerződés értelmében lakóhelynek azt a helyet kell tekinteni, ahol valakinek olyan körülmények között van lakása, amelyekből a lakás megtartásának szándékára lehet következtetni.

4. A jelen szerződés értelmében állandó tartózkodási helynek azt a helyet kell tekinteni, ahol valaki olyan körülmények között tartózkodik, amelyekből arra a szándékára lehet következtetni, hogy ezen a helyen vagy ebben az országban nemcsak átmenetileg időzik.

III. Cikk.

Annak a kérdésnek elbírálásánál, hogy a II. cikkben megjelölt vagyontárgyak mely államban lévőeknek tekintendők, a következő alapelvek nyernek alkalmazást :

- a) Követeléseknél a követelésre jogosított örökhagyónak lakóhelye vagy ilyenek hiányában állandó tartózkodási helye irányadó. Ugyanez az alapelv nyer értelemszerű alkalmazást a társaságokban, közösségekben, avagy egyéb személy egyesülésekben való részesedéseknél, amennyiben ez a részesedés nem valamely értékpapír (b) birtokához fűződik.
- b) Értékpapíroknál irányadó a megőrzés helye az örökhagyó halálakor.
- c) Az olyan tárgyaknál vagy jogosítványoknál, amelyekre nézve hivatalosan könyvet vagy lajstromot vezetnek abból a célból, hogy azokba a jogosított személyeket bejegyezzék, irányadó az a hely, ahol a könyvet vagy lajstromot vezetik.

IV. Cikk.

Olyan hagyományok, melyek nem vonatkoznak meghatározott tárgyra, a II. cikkben megjelölt vagyon terhére számítandók, amennyiben abból kitelnek, adott esetben a mindkét államban lévő ilyen vagyontárgyak értékének arányában. Az ilyen hagyományoknak ebből nem fedezett maradványa az ingatlan hagyatéki vagyon (I. cikk) terhére számítandó, adott esetben a mindkét államban lévő vagyontárgyak értékének arányában.

V. Cikk.

1. Az ingatlan hagyatéki vagyonon (I. cikk) nyugvó, vagy azon biztosított adósságok és egyéb terhek ezen vagyon terhére veendőek számba. Az itt nem fedezett maradvány, amennyiben az az örökhagyónak személyes tartozása is volt, a II. cikkben megjelölt vagyon terhére számítandó fel.

Artikel II.

1. Für das nicht nach Artikel I zu behandelnde Nachlassvermögen eines Angehörigen eines der beiden Staaten gelten folgende Bestimmungen :

- a) dieses Nachlassvermögen unterliegt grundsätzlich den Abgaben von Todes wegen in dem Staate, dem der Erblasser zur Zeit seines Todes angehört hat,
- b) hat jedoch der Erblasser zur Zeit seines Todes in dem anderen Staate einen Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen seinen dauernden Aufenthalt gehabt, so ist in diesem Staate das daselbst befindliche Nachlassvermögen zu den Abgaben von Todes wegen heranzuziehen.

2. Die Behandlung von Nachlassvermögen solcher Personen, welche beiden Staaten angehört haben, bleibt besonderer Vereinbarung der Finanzminister der beiden Staaten von Fall zu Fall vorbehalten.

3. Einen Wohnsitz im Sinne dieses Vertrags hat jemand da, wo er eine Wohnung unter Umständen inne hat, die auf die Absicht der Beibehaltung einer solchen schliessen lassen.

4. Einen dauernden Aufenthalt im Sinne dieses Vertrags hat jemand dort, wo er sich unter Umständen aufhält, die auf die Absicht schliessen lassen, an diesem Ort oder in diesem Lande nicht nur vorübergehend zu verweilen.

Artikel III.

Für die Frage, wo die im Artikel II bezeichneten Vermögensgegenstände sich befinden, gelten folgende Grundsätze :

- a) Bei Forderungen ist der Wohnsitz oder in Ermangelung eines solchen der dauernde Aufenthaltsort des forderungsberechtigten Erblassers massgebend. Der gleiche Grundsatz findet auf Anteile an Gesellschaften, Gemeinschaften oder sonstigen Personenvereinigungen sinngemäss Anwendung, es sei denn, dass die Ausübung der Anteilsrechte an den Besitz einer Urkunde (Lit. b) geknüpft ist ;
- b) Bei Wertpapieren entscheidet der Ort der Aufbewahrung zur Zeit des Todes des Erblassers ;
- c) Bei Gegenständen oder Berechtigungen, über die ein von einer Behörde zur Eintragung des Berechtigten bestimmtes Buch oder Register geführt wird, ist der Ort massgebend, an dem das Buch oder Register geführt wird.

Artikel IV.

Vermächtnisse, die nicht einen bestimmten Gegenstand betreffen, werden auf das im Artikel II bezeichnete Vermögen angerechnet, soweit dieses ausreicht, gegebenenfalls im Verhältnis des Wertes der in den beiden Staaten sich befindenden Vermögensgegenstände dieser Art. Ein hierbei nicht gedeckter Rest solcher Vermächtnisse wird auf das unbewegliche Nachlassvermögen (Artikel I) angerechnet, gegebenenfalls im Verhältnis des Wertes der in den beiden Staaten sich befindenden Vermögensgegenstände dieser Art.

Artikel V.

1. Schulden und Lasten, die auf dem unbeweglichen Nachlassvermögen (Artikel I) ruhen oder darauf sichergestellt sind, werden auf dieses Vermögen angerechnet. Ein hierbei nicht gedeckter Rest wird, sofern der Erblasser für die Schuld auch persönlich haftete, auf das im Artikel II bezeichnete Vermögen angerechnet.

2. Egyéb adósságokra és terhekre nézve a IV. cikk határozmányai értelemszerűen alkalmazandók.

VI. Cikk.

Ha a jelen szerződés határozményai értelmében a hagyatéki vagyon részben az egyik, részben a másik államban esik halálesetre szóló illeték alá, úgy az illetékkulcs alkalmazásánál nem az összhagyatéki értéke, hanem csak a két állam mindegyikében illetékköteles vagyon értéke irányadó.

VII. Cikk.

A jelen szerződés értelmében halálesetre szóló illetékeknek tekintendők :

A Magyar Királyság részéről :

az örökösödési illetékek és a halálesetre szóló ingatlan vagyonátruházási illetékek és az ezek helyébe a jövőben netalán lépő illetékek,

a Német Birodalom részéről :

az örökösödési adó és a jövőben netalán ennek helyébe lépő adók.

VII. Cikk.

1. Ez a szerződés, mely magyar és német szövegben iratott alá, ratifikálandó és a ratifikálásról szóló okmányok Budapesten mielőbb kicserélendők. A szerződés a ratifikálásról szóló okmányok kicserélésének napjával lép életbe és alkalmazást nyer mindazokban az esetekben, amelyekben az örökagyó elhalálozása ez után az időpont után következett be. Ez a szerződés érvényben marad mindaddig, amíg a szerződő államok valamelyike legkésőbb hat hónappal a naptári év lejártá előtt fel nem mondja. Kellő időben való felmondás esetén a szerződés ennek a naptári évnek lejártával veszíti el hatályát mindazokban az esetekben, amelyekben az örökagyó elhalálozása ennek a naptári évnek lejártá után következett be.

2. A szerződésnek mind a két szövege autentikus. A ratifikált szerződés mind a két államban a hivatalos törvénygyűjteményben mind a két autentikus szövegben közzé lesz teendő.

Ennek bizonyosságául ezt a szerződést mind a két állam Meghatalmazottai aláírták és pecséttekkel ellátták.

BNRLIN, 1923. évi november hó 26.-án.

A Magyar Királyság részéről :

EMICH s. k.

DR. KNEPPO s. k.

2. Für die Behandlung sonstiger Schulden und Lasten gelten sinngemäss die Bestimmungen des Artikel IV.

Artikel VI.

Wenn nach den Bestimmungen dieses Vertrags ein Nachlassvermögen zum Teil in dem einen, zum Teil in dem anderen Staate den Abgaben von Todes wegen unterliegt, so ist für die Berechnung des Abgabensatzes nicht der Wert des Gesamtnachlasses, sondern nur der Wert des in jedem der beiden Staaten abgabepflichtigen Vermögens massgebend.

Artikel VII.

Abgaben von Todes wegen im Sinne dieses Vertrages sind :

- auf Seiten des Königreichs Ungarn :
 - die Erbgebühren und Immobiliargebühren für die Vermögensübertragungen von Todes wegen und die an deren Stelle etwa künftig tretenden Abgaben ;
- auf seiten des Deutschen Reiches :
 - die Erbschaftssteuer und die etwa künftig an deren Stelle tretende Steuer.

Artikel VIII.

1. Dieser Vertrag, welcher in ungarischer und deutscher Urschrift ausgefertigt ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen baldmöglichst in Budapest ausgetauscht werden. Er tritt mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft und findet Anwendung auf alle Fälle, in denen der Erblasser nach diesem Zeitpunkt verstorben ist. Dieser Vertrag soll solange in Geltung bleiben, als er nicht von einem der Vertragschliessenden Staaten spätestens sechs Monate vor Ablauf eines Kalenderjahres gekündigt wird. Im Falle rechtzeitiger Kündigung verliert der Vertrag mit dem Ablauf dieses Kalenderjahres seine Wirksamkeit für alle Fälle, in denen der Erblasser nach Ablauf dieses Kalenderjahrs verstorben ist.

2. Beide Texte des Vertrags sind authentisch. Der ratifizierte Vertrag wird in jedem der beiden Staaten in der amtlichen Gesetzsammlung in beiden authentischen Texten veröffentlicht werden.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten beider Staaten diesen Vertrag unterfertigt und mit Siegeln versehen.

BERLIN, den 26. November 1923.

Für das Deutsche Reich :

MALTZAN m. p.

PEIFFER m. p.

ZÁRÓJEGYZŐKÖNYV.

A halálesetre szóló illetékek tekintetében a kétszeres adóztatás elhárítása céljából a Magyar Királyság es a Német Birodalom között a mai napon megkötött szerződés aláírásánál alulírott meghatalmazottak a következő egybehangzó, nyilatkozatokat tették, amelyek magának a szerződésnek integráns részét alkotják :

1. Érintetlen marad mindkét államnak az a joga, hogy az olyan vagyontárgyakat, amelyek a jelen szerződés értelmében a másik államban halálesetre szóló illetékeknek alávetve nincsenek, halál esetére szóló illetékek alá vonhassa saját törvényes szabályai, különösen pedig azok szerint, amelyek az illetékkötelezettséget a szerző személyétől teszik függővé.

2. A jelen szerződés alkalmazásánál esetenként felmerülő vitás kérdéseket a két állam pénzügyminiszterei egyetértőleg fogják tisztázni.

BERLIN, 1923 november 26.-án.

A Magyar Királyság részéről :

EMICH s. k.

Dr. KNEPPO s. k.

SCHLUSSPROTOKOLL.

Bei der Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen dem Königreich Ungarn und dem Deutschen Reiche abgeschlossenen Vertrages zur Vermeidung der Doppelbesteuerung auf dem Gebiete der Abgaben von Todes wegen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten folgende übereinstimmende Erklärungen abgegeben, welche einen integrierenden Teil des Vertrags selbst bilden sollen :

1. Unberührt bleibt das Recht jedes der beiden Staaten, solche Vermögensgegenstände, die nach diesem Verträge den Abgaben von Todes wegen des anderen Staates nicht unterworfen sind, zu den Abgaben von Todes wegen nach seinen gesetzlichen Vorschriften, insbesondere nach denjenigen heranzuziehen, welche die Abgabepflicht von der Person des Erwerbers abhängig machen.

2. Zweifelsfragen, die sich bei der Anwendung dieses Vertrags im Einzelfall ergeben, werden im Einvernehmen zwischen den Finanzministern der beiden Staaten geklärt werden.

BERLIN, den 26. November 1923.

Für das Deutsche Reich :

MALTZAN m. p.

PEIFFER m. p.

¹ TRADUCTION.N^o 1105. — TRAITÉ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA HONGRIE EN VUE D'ÉVITER LA DOUBLE IMPOSITION EN MATIÈRE DE TAXES SUCCESSORALES, SIGNÉ A BERLIN, LE 26 NOVEMBRE 1923.

LE ROYAUME DE HONGRIE et LE REICH ALLEMAND, animés du désir d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales, ont conclu le traité suivant :

Ils ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE ROYAUME DE HONGRIE :

Le D^r Gustav EMICH VON EMÖKE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;
Le D^r Alexander KNEPPO, conseiller ministériel au Ministère royal hongrois des Finances ;

LE REICH ALLEMAND :

Le baron Ago VON MALTZAN, secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;
M. Ernst PEIFFER, conseiller intime de gouvernement et conseiller ministériel, directeur au Ministère des Finances du Reich.

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, et les avoir reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

1. Les biens immobiliers, y compris leurs accessoires, faisant partie de la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats contractants, ne seront soumis aux droits de succession que dans l'Etat où sont situés lesdits biens immobiliers.

2. Les droits auxquels s'appliquent les prescriptions du droit civil relatives aux biens-fonds, les droits d'usage des biens immobiliers, ainsi que les droits garantis par des biens immobiliers ou grevant des biens de cette catégorie, seront assimilés aux biens immobiliers.

3. La question de savoir si un objet (alinéas 1 et 2) doit être considéré comme immobilier, sera tranchée par la législation (lois fiscales) de l'Etat dans lequel l'objet en question est situé. Pour déterminer ce qu'il faut entendre par « accessoires », on se conformera au droit de l'Etat dans lequel se trouve le bien immobilier.

Article II.

1. En ce qui concerne les biens de la succession d'un ressortissant d'un des deux Etats, qui ne sont pas visés par l'article premier, il sera fait application des dispositions suivantes :

a) Ces biens seront soumis en principe aux droits de succession dans l'Etat dont le *de cuius* était ressortissant au moment de son décès ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1105. — TREATY BETWEEN GERMANY AND HUNGARY FOR THE AVOIDANCE OF DOUBLE TAXATION IN RESPECT OF DEATH DUTIES, SIGNED AT BERLIN NOVEMBER 26, 1923.

THE KINGDOM OF HUNGARY and THE GERMAN REICH, being desirous of preventing double taxation in respect of death duties, have concluded the following Treaty :

To this end they have appointed as their Plenipotentiaries :

THE KINGDOM OF HUNGARY :

Dr. Gustav EMICH VON EMÖKE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;
Dr. Alexander KNEPPO, Ministerial Councillor at the Royal Hungarian Ministry of Finance ;

THE GERMAN REICH :

Baron Ago VON MALTZAN, Under-Secretary of State at the Ministry for Foreign Affairs ;
M. Ernst PEIFFER, Privy Councillor and Ministerial Councillor, Director in the Ministry of Finance of the Reich.

The Plenipotentiaries having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article I.

(1) Immovable property and accessories thereto, passing on the death of a national of one of the two Contracting Parties, shall be liable to death duties only within the State in which such property is situate.

(2) Rights which are governed by the provisions of the Civil Code referring to landed estates, rights of usufruct over immovable property, and rights which are secured by or constitute a charge upon immovable property shall be regarded as equivalent to immovable property.

(3) The question whether any object (paragraphs 1 and 2) is to be regarded as immovable property shall be settled in conformity with the legislation (fiscal laws) of the State in which the object is situate. Any question as to what constitutes accessories shall be decided in accordance with the laws of the State in which the immovable property is situate.

Article II.

(1) With regard to any property passing on the death of a national of one of the two countries, which is not covered by the terms of Article I, the following provisions shall apply :

(a) Such property shall in principle be liable to death duties in the State of which the testator or deviser was a national at the time of his death ;

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

b) Toutefois, si le *de cuius* possédait, au moment de son décès, un domicile, ou à défaut de celui-ci, une résidence permanente dans l'autre Etat, les biens de la succession qui se trouvent dans cet Etat, y seront soumis aux droits de succession.

2. En ce qui concerne les successions de personnes qui ont possédé la nationalité des deux Etats, chaque cas d'espèce fera l'objet d'un accord particulier entre les ministres des Finances des deux Etats.

3. Sera réputé domicile, au sens du présent traité, le lieu où une personne possède une habitation dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de la conserver.

4. Sera réputée résidence permanente, au sens du présent traité, le lieu où une personne séjourne dans des conditions qui permettent de conclure à son intention de demeurer dans cette localité ou dans ce pays plus longtemps que pour un séjour passager.

Article III.

En ce qui concerne la détermination du lieu où se trouvent les biens de la succession mentionnés à l'article II, il sera fait application des principes suivants :

- a) Pour les créances, on prendra en considération le domicile ou, à défaut de domicile, le lieu de résidence permanente du *de cuius* créancier. Le même principe s'appliquera par analogie aux parts de sociétés, de communautés ou autres associations de personnes, à moins que l'exercice des droits de participation ne soit lié à la possession d'un titre (Lettre b) ;
- b) Pour les valeurs mobilières, on prendra en considération le lieu où elles se trouveront déposées au moment du décès du *de cuius* ;
- c) Pour les objets ou droits au sujet desquels une administration tient un livre ou registre destiné à l'inscription de l'ayant droit, on prendra en considération le lieu où le livre ou registre est tenu.

Article IV.

Les legs, qui ne concernent pas un objet déterminé, seront prélevés sur les biens visés à l'article II, pour autant que ceux-ci suffiront ; ce prélèvement se fera, le cas échéant, au prorata de la valeur des biens de cette nature situés dans les deux Etats. Le découvert éventuel de ces legs sera prélevé sur les biens immobiliers de la succession (article premier), le cas échéant, au prorata de la valeur des biens de cette nature situés dans les deux Etats.

Article V.

1. Les dettes et les charges qui grèvent les biens immobiliers de la succession (article premier) ou sont garanties par lesdits biens, seront imputées à ces biens. Si le *de cuius* était aussi personnellement responsable de la dette, le découvert éventuel sera imputé aux biens visés à l'article II.

2. Les dispositions de l'article IV seront applicables par analogie aux autres dettes et charges.

Article VI.

Si, conformément aux dispositions du présent traité, une succession est soumise aux droits de succession, en partie dans l'un des Etats, en partie dans l'autre, il y aura lieu de déterminer le taux de l'impôt, non d'après la valeur de l'ensemble des biens de la succession, mais uniquement suivant la valeur des biens soumis à l'impôt dans chacun des deux Etats.

(b) If, however, at the time of his death the testator or devisor had his domicile, or, failing such domicile, his permanent residence, within the other State, the property bequeathed which is situate in such State shall be liable to death duties in that State ;

(2) The method of dealing with property passing on the death of persons who are nationals of both States shall be the subject of a special agreement between the Ministers of Finance of the two countries in each particular case.

(3) For the purposes of this Treaty, a domicile is the place where a person has a habitation, provided that there are good grounds for assuming that it is his intention to continue to occupy such habitation permanently.

(4) For the purposes of this Treaty, a permanent residence is the place where a person resides, provided that there is good ground for assuming that it is not his intention merely to remain temporarily at the place or within the country in question.

Article III.

(1) The question as to where the property referred to in Article II is situate shall be decided in accordance with the following principles :

(a) In the case of debts due to the estate the decisive factor shall be the domicile, or, in default of such, the permanent residence of the deceased. The same principle shall apply *mutatis mutandis* to shares in companies, syndicates or other partnerships unless the claim to such shares be conditional upon the possession of a deed (sub-paragraph b).

(b) The decisive factor in the case of transferable securities shall be the place where they were deposited at the time of the testator's or devisor's death.

(c) In the case of objects or rights which are entered in a book or register kept by a State official for the registration of persons holding such rights, the decisive factor shall be the place in which such book or register is kept.

Article IV.

Bequests which do not concern a definite object shall be deducted from the property specified in Article II, in so far as such property is adequate to pay them, if necessary in proportion to the value of the parts of the property of this nature situate in the two States. Any balance of such bequests, which cannot be met out of the property referred to in Article II, shall be made good out of the immovable property of the estate (Article I), if necessary in proportion to the value of the parts of the property of this nature situate in the territories of the respective States.

Article V.

(1) Debts and liabilities which constitute a charge upon the immovable estate mentioned in Article I, or are secured thereon, shall be met out of the said estate. Any balance shall, if the testator or devisor was also personally liable for the debt, be made good out of the property specified in Article II.

(2) The provisions of Article IV shall apply *mutatis mutandis* to any other debts and liabilities.

Article VI.

If, under the provisions of the present Treaty, an estate is liable to death duties partly in one State and partly in the other, the rate of such duties shall be assessed not on the total value of the estate but only on the value of the property liable to duty in each of the two countries.

Article VII.

Seront considérées comme taxes successorales, au sens du présent traité :

Dans le Royaume de Hongrie :

Les droits de succession et les droits immobiliers de mutation par suite de décès, ainsi que les impôts qui pourraient y être substitués à l'avenir ;

Dans le Reich allemand :

L'impôt sur les successions et tous impôts qui pourraient y être substitués à l'avenir.

Article VIII.

1. Le présent traité, dont l'original est établi en hongrois et en allemand, devra être ratifié et les instruments de ratification devront être échangés, dans le plus bref délai possible, à Budapest. Il entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification et sera applicable à tous les cas dans lesquels le *de cuius* sera mort après cette date. Le présent traité restera en vigueur aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé par l'un des Etats contractants six mois au moins avant l'expiration d'une année civile. Si la dénonciation est faite en temps utile, la validité du traité prendra fin à l'expiration de ladite année civile pour tous les cas dans lesquels le *de cuius* sera décédé après l'expiration de cette année civile.

2. Les deux textes du traité font foi. Les deux textes authentiques du traité ratifié seront publiés dans le recueil officiel des lois de chacun des deux Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Etats ont signé le présent traité et l'ont revêtu de leur sceau.

BERLIN, le 26 novembre 1923.

Pour le Royaume de Hongrie :

(Signé) EMICH.

(Signé) D^r KNEPPO.

Pour le Reich allemand :

(Signé) MALTZAN.

(Signé) PEIFFER.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature du traité, conclu ce jour entre le Royaume de Hongrie et le Reich allemand en vue d'éviter la double imposition en matière de taxes successorales, les plénipotentiaires soussignés ont formulé les déclarations concordantes suivantes, qui formeront partie intégrante du traité :

1. Chacun des deux Etats conservera le droit d'assujettir aux taxes successorales prévues par sa propre législation, et, en particulier, par les prescriptions aux termes desquelles l'obligation fiscale dépend de la personne de l'héritier, les biens qui, en vertu du présent traité, ne sont pas soumis aux taxes successorales dans l'autre Etat.

2. Les doutes qui pourraient s'élever lors de l'application du présent traité dans des cas d'espèce, seront réglés par voie d'entente entre les ministres des Finances des deux Etats.

BERLIN, le 26 novembre 1923.

Pour le Royaume de Hongrie :

(Signé) EMICH.

(Signé) D^r KNEPPO.

Pour le Reich allemand :

(Signé) MALTZAN.

(Signé) PEIFFER.

Article VII.

For the purposes of this Treaty, the following shall be considered as death duties :

In the Kingdom of Hungary :

The inheritance and estate duties which are levied in respect of transfers of property by reason of death, and any taxes which may subsequently be substituted therefor.

In the German Reich :

Inheritance duty and any taxes which may subsequently be substituted therefor.

Article VIII.

(1) The present Treaty, which has been drawn up in Hungarian and German, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Budapest. It shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification and shall be applicable in all cases in which a testator or deviser has died after that date. The present Treaty shall continue in force until it is denounced by one of the Contracting Parties, such denunciation to take place not later than six months before the expiration of any calendar year. If it is denounced within the prescribed time-limit, the Treaty shall cease to apply in any cases in which the testator or deviser has died after the expiration of the calendar year in which the Treaty was denounced.

(2) Both texts of the present Treaty are authentic. When the Treaty is ratified, the two authentic texts shall be published in each State in the official collection of laws.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two States have signed the Treaty and have thereto affixed their seals :

BERLIN, *November 26, 1923.*

For the Kingdom of Hungary :

(Signed) EMICH.

(Signed) Dr. KNEPPO.

For the German Reich :

(Signed) MALTZAN.

(Signed) PEIFFER.

FINAL PROTOCOL.

On signing the Treaty concluded this day between the Kingdom of Hungary and the German Reich, for the prevention of double taxation in respect of death duties, the undersigned Plenipotentiaries have agreed to make the following joint declarations which shall form an integral part of the Treaty :

(1) Nothing in this Treaty shall affect the right of either of the Contracting Parties to apply its own statutory regulations — more especially those which make liability to pay duties dependent upon the person of the transferee — to any property which, under the terms of the present Treaty, is not liable to death duties in the other State.

(2) Doubtful cases which arise in the execution of this Treaty shall be settled by agreement between the Ministers of Finance of the two States.

BERLIN, *November 26, 1923.*

For the Kingdom of Hungary :

(Signed) EMICH.

(Signed) Dr. KNEPPO.

For the German Reich :

(Signed) MALTZAN.

(Signed) PEIFFER.

N° 1106.

HONGRIE ET ROUMANIE

Protocole final de la Conférence de Bucarest, protocole additionnel et Convention relative à l'échange des actes judiciaires des registres fonciers et des registres de l'état civil, et protocole de signature, signés à Bucarest, le 16 avril 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Final Protocol of the Bucharest Conference, Additional Protocol and Convention regarding the Exchange of Legal Documents, Land Registers and Registers of Civil Status, with Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 16, 1924.

N^o 1106. — PROTOCOLE ¹ FINAL DE LA CONFÉRENCE DE BUCAREST,
SIGNÉ LE 16 AVRIL 1924.

*Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise
auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ces actes a eu lieu le 27 février 1926.*

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE désirant, d'un commun accord, régler les rapports découlant du Traité de Trianon, ainsi que certaines autres questions les intéressant, ont délégué pour les représenter à la Conférence de Bucarest :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

M. R. DE WODIANER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Nicolas N. FILODOR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de première classe, secrétaire général du Ministère royal des Affaires étrangères ;

Lesquels, à la suite des réunions tenues à Bucarest entre le 19 novembre 1923 et le 16 avril 1924, sont tombés d'accord sur les dispositions contenues dans les actes annexés au présent protocole, actes qui portent leur signature, savoir :

1. Convention ² d'extradition entre la Hongrie et la Roumanie, et protocole, signés le 16 avril 1924 ;
2. Convention ³ entre la Hongrie et la Roumanie, relative à certaines questions de procédure civile et de droit privé, et protocole, signés le 16 avril 1924 ;
3. Convention ⁴ entre la Hongrie et la Roumanie, relative à l'échange des actes judiciaires, des registres fonciers et des registres de l'état civil, et protocole, signés le 16 avril 1924 ;
4. Convention ⁵ entre la Hongrie et la Roumanie, relative à l'échange des registres de l'impôt foncier, signée le 16 avril 1924 ;
5. Accord ⁶ entre la Hongrie et la Roumanie, concernant le règlement des affaires intéressant la Fondation « Gozsdu », et protocole, signés le 16 avril 1924 ;
6. Accord ⁷ forfaitaire entre la Hongrie et la Roumanie, relatif à la liquidation des restitutions hongroises, signé le 16 avril 1924 ;
7. Convention ⁸ entre la Hongrie et la Roumanie, relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, et protocole, signés le 16 avril 1924 ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 3 décembre 1924.

² Vol. XLII, page 145 de ce recueil.

³ Vol. XLII, page 165 de ce recueil.

⁴ Page 330 de ce volume.

⁵ Page 341 de ce volume.

⁶ Page 349 de ce volume.

⁷ Page 355 de ce volume.

⁸ Page 403 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1106. — FINAL PROTOCOL ² OF THE BUCHAREST CONFERENCE,
SIGNED APRIL 16, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of these instruments took place February 27, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, desirous of regulating by common consent the relations deriving from the Treaty of Trianon and certain other questions in which they are interested, have delegated to represent them at the Bucharest Conference :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary (First Class), Secretary-General of the Royal Ministry for Foreign Affairs ;

Who, as the outcome of meetings held at Bucharest between November 19, 1923 and April 16, 1924, have agreed upon the provisions contained in the instruments annexed to the present Protocol, and have signed those instruments, viz :

(1) Extradition Convention ³ between Hungary and Roumania, with Protocol, signed on April 16, 1924 ;

(2) Convention ⁴ between Hungary and Roumania relating to certain questions of civil procedure and private law, with Protocol, signed on April 16, 1924 ;

(3) Convention ⁵ between Hungary and Roumania, regarding the exchange of legal documents, land registers and registers of civil status, with Protocol, signed on April 16, 1924 ;

(4) Convention ⁶ between Hungary and Roumania regarding the exchange of land tax registers, signed on April 16, 1924 ;

(5) Agreement ⁷ between Hungary and Roumania regarding the settlement of questions relating to the "Gozsdu" Foundation, with Protocol, signed on April 16, 1924 ;

(6) Agreement ⁸ between Hungary and Roumania for the liquidation of the Hungarian restitutions by payment of a lump sum, signed on April 16, 1924 ;

(7) Convention ⁹ between Hungary and Roumania regarding the release of deposits and the settlement of debts and claims in former Austrian or Hungarian crowns, with Protocol, signed on April 16, 1924 ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, December 3, 1924.

³ Vol. XLII, page 145 of this Series.

⁴ Vol. XLII, page 165 of this Series.

⁵ Page 331 of this Volume.

⁶ Page 341 of this Volume.

⁷ Page 349 of this Volume.

⁸ Page 355 of this Volume.

⁹ Page 403 of this Volume.

8. Convention¹ entre la Hongrie et la Roumanie, relative à l'ajustement financier des entreprises d'assurance privées et au traitement réciproque desdites entreprises, et protocole, signés le 16 avril 1924;

9.²

10. Convention³ entre la Hongrie et la Roumanie, concernant la répartition des biens des départements (comitats), villes et villages, dont l'ancien territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, signée le 16 avril 1924;

11. Convention⁴ entre la Hongrie et la Roumanie, concernant le régime des eaux des territoires limitrophes et la liquidation des syndicats de défense contre les inondations coupés par la frontière, et protocole, signés le 16 avril 1924;

12. Arrangement⁵ commercial entre la Hongrie et la Roumanie, signé le 16 avril 1924;

13. Protocole⁶ entre la Hongrie et la Roumanie, relatif au recensement des données des valeurs administrées par les caisses de mineurs et interdits, signé le 16 avril 1924.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, le 16 avril mil neuf cent vingt-quatre, en deux exemplaires originaux, dont l'un destiné à la délégation hongroise, l'autre à la délégation roumaine.

(L. S.) R. DE WODIANER m. p.

(L. S.) N. N. FILODOR m. p.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

En procédant à la signature des conventions énumérées dans le protocole final de la Conférence de Bucarest, le plénipotentiaire soussigné du Royaume de Hongrie prend acte des déclarations suivantes :

1. Le Gouvernement roumain déclare ne pas signer la Convention pour éviter la double imposition en matière de contributions directes, vu qu'il entend réserver en entier cette question pour le régime général à appliquer à tous les Etats.

2. Le Gouvernement roumain demande la suppression de l'article 21 de l'annexe 2 de l'Arrangement commercial.

3. Le Gouvernement roumain entend que la Convention relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises ne puisse atteindre en rien les différentes conventions faites pour la liquidation de la Banque austro-hongroise.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

R. DE WODIANER m. p.

N. N. FILODOR m. p.

¹ Volume XLVI de ce recueil.

² Sous ce numéro figure au protocole final, la Convention entre la Hongrie et la Roumanie pour éviter la double imposition en matière de contributions directes, convention qui n'a pas été signée.

³ Volume XLVI de ce recueil.

⁴ Volume XLVI de ce recueil.

⁵ Volume XLVI de ce recueil.

⁶ Volume XLVI de ce recueil.

(8) Convention¹ between Hungary and Roumania regarding the financial adjustment of matters relating to private insurance companies and the reciprocal treatment of these companies, with Protocol, signed on April 16, 1924;

(9)²

(10) Convention³ between Hungary and Roumania concerning the allocation of the property of counties (comitats), towns and villages, the former territory of which has been divided by the frontier fixed in the Treaty of Trianon, signed on April 16, 1924;

(11) Convention⁴ between Hungary and Roumania regarding the hydraulic system of coterminous territories and the dissolution of the Floods Protection Associations divided by the frontier, with Protocol, signed on April 16, 1924;

(12) Commercial Agreement⁵ between Hungary and Roumania, signed on April 16, 1924;

(13) Protocol⁶ between Hungary and Roumania regarding the ascertaining of particulars concerning securities administered by committees for minors and persons deprived of their civil rights, signed on April 16, 1924.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Bucharest on April 16, 1924, in two original copies, one of which is retained by the Hungarian Delegation and the other by the Roumanian Delegation.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.

(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

ADDITIONAL PROTOCOL.

On signing the Conventions enumerated in the Final Protocol of the Bucharest Conference, the undersigned Plenipotentiary of the Kingdom of Hungary takes note of the following declarations :

(1) The Roumanian Government declares that it does not sign the Convention for the avoidance of double taxation in the matter of direct taxes, since it proposes to reserve the entire question for settlement by the general system to be applied to all States.

(2) The Roumanian Government demands the omission of Article 21 of Annex 2 to the Commercial Agreement.

(3) The Roumanian Government desires it to be understood that the Convention regarding the release of deposits and the settlement of debts and claims in former Austrian and Hungarian crowns shall in no way affect the various Conventions concluded with a view to the liquidation of the Austro-Hungarian Bank.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(Signed) R. DE WODIANER.

(Signed) N. N. FILODOR.

¹ Volume of this Series.

² Under this item appears in the Final Protocol the Convention between Hungary and Roumania for the prevention of double taxation in the field of direct taxes, a Convention which has not been signed.

³ Volume XLVI of this Series.

⁴ Volume XLVI of this Series.

⁵ Volume XLVI of this Series.

⁶ Volume XLVI of this Series.

CONVENTION ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE RELATIVE A L'ÉCHANGE DES ACTES JUDICIAIRES, DES REGISTRES FONCIERS ET DES REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL, SIGNÉE A BUCAREST, LE 16 AVRIL 1924.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, désirant, d'un commun accord, régler entre la Hongrie et la Roumanie les rapports concernant l'échange des actes judiciaires, des registres fonciers et des registres de l'état civil, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

M. R. DE WODIANER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de première classe, secrétaire général du Ministère royal des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I.

ACTES JUDICIAIRES.

Article premier.

Les instances judiciaires de n'importe quel degré de l'une des Hautes Parties contractantes saisies d'affaires de toute nature ayant été introduites devant des instances dont le siège se trouve à la mise en vigueur de la présente convention sur le territoire de l'autre Partie, renverront les actes et pièces d'office et sans débats à l'instance judiciaire compétente de cette Partie.

Article 2.

Ne seront pas renvoyés, en matière civile (commerciale), les actes et pièces :

- a) S'il s'agit du statut personnel des nationaux de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ces actes et pièces se trouvent ;
- b) Si, d'après les lois de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ces actes et pièces se trouvent, ses tribunaux sont exclusivement compétents au jour de la mise en vigueur de la présente convention ;
- c) Si le défendeur était, lorsque la demande a été introduite, domicilié dans la circonscription d'un tribunal dont le territoire a été divisé par suite du Traité de Trianon, et si le dossier se trouve en possession d'une autorité judiciaire de la Partie sur le territoire de laquelle le défendeur a son domicile à la date de la mise en vigueur de la présente convention ;
- d) Si, en cas de concurrence de compétence, toutes les parties intéressées demandent que l'affaire soit solutionnée par les tribunaux de la Partie contractante en possession de laquelle les actes et pièces se trouvent.

CONVENTION BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA REGARDING THE EXCHANGE OF LEGAL DOCUMENTS, LAND REGISTERS AND REGISTERS OF CIVIL STATUS, SIGNED AT BUCHAREST ON APRIL 16, 1924.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, desirous of regulating by common agreement the relations between Hungary and Roumania in connection with the exchange of legal documents, land registers and registers of civil status, have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary (First Class), Secretary-General of the Royal Ministry for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

I.

LEGAL DOCUMENTS.

Article 1.

Should any Court of Law of one of the High Contracting Parties have brought before it any case in which proceedings were begun before a court situated at the time of the coming into force of the present Convention in the territory of the other Party, it shall, *ex officio*, and without a hearing, transmit the acts and documents relative to the case to the competent Court of the other Party.

Article 2.

In civil (commercial) cases, acts and documents shall not be transmitted :

- (a) If the case relates to the personal status of nationals of the Contracting Party in whose territory the said acts and documents happen to be ;
- (b) If, under the laws of the Contracting Party in whose territory the said acts and documents happen to be, that Party's courts are alone competent to deal with the case at the date on which the present Convention comes into force ;
- (c) If at the time of the request the defendant is domiciled within the jurisdiction of a court whose territory has been divided in consequence of the Treaty of Trianon, and if the files of the case are in the possession of a judicial authority of the Party in whose territory the defendant is domiciled when the present Convention comes into force ;
- (d) If, in the event of a conflict of jurisdiction, all interested parties request that the case shall be heard by the Courts of the Contracting Party in whose territory the acts and documents happen to be.

Article 3.

Ne seront pas renvoyés, en matière pénale, les actes et pièces se trouvant sur le territoire de la Partie contractante :

- a) Si l'inculpé est ressortissant de cette Partie à la date de la mise en vigueur de la présente convention ;
- b) Si l'infraction y a été commise et l'inculpé se trouve hors du territoire de l'autre Partie ;
- c) Si l'inculpé y habite à la date de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 4.

Les mesures prises par les tribunaux pour la transmission des actes et pièces ne seront susceptibles d'aucune voie d'attaque.

Article 5.

Les actes des causes, en matière civile et pénale, terminées à la date de la mise en vigueur de la présente convention, concernant exclusivement l'autre Partie contractante, seront délivrés sur la demande de cette Partie.

Article 6.

Les tribunaux des deux Parties examineront, le cas échéant, sur la base de leur législation interne et des principes du droit international, les affaires qui leur ont été renvoyées.

Article 7.

Si, dans les cas prévus par les articles 2 et 3, une des Parties contractantes garde des actes qui se rapporteraient à des affaires dans lesquelles la procédure devra être continuée également devant les autorités judiciaires de l'autre Partie, la Partie qui possède ces actes en fournira des copies sur la demande et aux frais de la Partie recevante. Les copies seront fournies sans timbre et sans frais de légalisation.

Article 8.

La remise des actes sera effectuée immédiatement par le Ministère de la Justice de la Partie requise à celui de la Partie requérante.

II.

REGISTRES FONCIERS.

Article 9.

Tous les registres fonciers se trouvant sur le territoire de l'une des Parties contractantes et se rapportant exclusivement à des immeubles situés entièrement sur le territoire de l'autre Partie, devront être remis en original à cette dernière.

Dans le cas où un registre foncier, se trouvant sur le territoire de l'une des Parties contractantes, se rapporte à des immeubles situés sur le territoire de toutes les deux Parties ou sur celui de l'autre

Article 3.

In criminal cases, acts and documents which are in the territory of a Contracting Party shall not be transmitted :

- (a) If the accused is a national of the Party when the present Convention comes into force ;
- (b) If the offence was committed in the territory of the Party, and if the accused is not in the territory of the other Party ;
- (c) If the accused is resident in the territory of the Party when the present Convention comes into force.

Article 4.

There shall be no recourse against measures taken by the courts with a view to the transmission of acts and documents.

Article 5.

The documents in civil and criminal cases concluded at the date when the present Convention comes into force shall, if those cases exclusively concern the other Contracting Party, be delivered at the request of that Party.

Article 6.

Cases referred to the Courts of either Party shall be investigated by them, as may be required, on the basis of their domestic legislation and the principles of international law.

Article 7.

If, in cases coming under Articles 2 and 3, one of the Contracting Parties retains documents relating to cases in which proceedings will also have to be continued before the judicial authorities of the other Party, the Party in possession of such documents shall furnish copies on the demand and at the expense of the Party receiving them. Stamp duty and attestation fees shall not be chargeable.

Article 8.

Documents shall be transmitted by the Ministry of Justice of the Party to which application is made direct to the Ministry of Justice of the Party making application.

II.

LAND REGISTERS.

Article 9.

In the case of land registers situated in the territory of one of the Contracting Parties and exclusively concerning immovable property situated wholly in the territory of the other Party, the originals shall be delivered to the latter Party.

Where a land register situated in the territory of one of the Contracting Parties concerns immovable property situated in the territories of both Parties, or in those of the other Party and

Partie et d'une tierce Puissance, la Partie contractante en possession de ce registre foncier en remettra une copie à l'autre Partie aux frais de cette dernière. Les copies seront fournies sans timbre et sans frais de légalisation.

Dans le cas où les registres fonciers originaux à remettre seraient perdus par la négligence des autorités de la Partie tenue à la remise, les frais de leur remplacement seront remboursés par celle-ci à l'autre Partie.

Article 10.

En même temps que les registres fonciers, on remettra tous les documents, registres, plans, titres, etc., de toute nature, se rapportant aux matières prévues dans ces registres et non encore mis au rebut. Dans le cas où un tel document se rapporterait en même temps à un immeuble situé sur le territoire de la Partie tenue à la remise, celle-ci aura le droit de substituer à l'original une copie dressée aux frais de l'autre Partie.

Article 11.

Les dispositions des articles précédents seront appliquées de même au registre foncier central des chemins de fer et des canaux, tenu au Bureau central, à Budapest, ainsi qu'au registre foncier des mines et aux documents ayant trait aux matières de ces registres. Dans le cas où un registre foncier à remettre ne pourrait être séparé sans obstacle d'un autre registre foncier, on appliquera les dispositions de l'alinéa 2 de l'article 9.

Article 12.

La sélection des registres fonciers et documents à délivrer d'après les dispositions précédentes commencera dès la mise en vigueur de la présente convention. La remise desdits registres et documents aura lieu dans les trois mois, tandis que la rédaction et la remise des copies à délivrer aura lieu dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente convention.

Une liste des registres fonciers, documents et copies à remettre, sera dressée en deux exemplaires, dont l'un restera à l'autorité délivrante et l'autre sera remise à l'agent chargé de les recevoir.

Les registres fonciers, documents et copies à délivrer, seront remis aux mains des organes autorisés à cet effet par le Ministère de la Justice de la Partie contractante ayant réclamé la remise, à l'endroit où ces registres fonciers et documents se trouvaient jusqu'ici. Les organes chargés de la réception ont le droit d'examiner les livres d'enregistrement et d'expédition, ainsi que le répertoire, afin de vérifier si la matière livrée est bien complète.

Article 13.

Si des registres fonciers, documents ou copies à remettre en vertu de la présente convention, n'ont pas été délivrés dans le délai fixé à l'article 12, la Partie tenue à la livraison procédera immédiatement à l'examen de la demande, afin que — au cas échéant — la livraison soit effectuée tout de suite.

III.

REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL.

Article 14.

L'original des registres de l'état civil restera conservé par celle des deux Parties contractantes sur le territoire de laquelle se trouve le siège de l'office de l'état civil, dont la circonscription a été divisée par suite du Traité de Trianon.

a third Power, the Contracting Party in possession of such land register shall be required to deliver a copy to the other Party at the latter's expense. Stamp duty and attestation fees shall not be chargeable.

Should the original land registers to be delivered have been lost through negligence on the part of the authorities of the Party responsible for their delivery, the cost of replacing them shall be refunded by that Party to the other Party.

Article 10.

At the same time as the land registers, there shall be delivered, if they have not yet been destroyed, all documents, registers, plans, title-deeds, etc., of every kind relating to the subjects dealt with in those registers. Should any such document also concern immovable property situated in the territory of the Party responsible for delivery, that Party shall have the right to substitute for the original a copy made at the expense of the other Party.

Article 11.

The provisions of the foregoing Articles shall apply in the same manner to the central railway and canal land register kept at the Central Office at Budapest, and to the mining land register and to documents relating to the subjects of these registers. Where a land register to be delivered cannot readily be separated from another land register, the provisions of Article 9, paragraph 2, shall apply.

Article 12.

The selection of the land registers and documents to be delivered in accordance with the foregoing provisions shall commence as soon as the present Convention comes into force. The delivery of the said registers and documents shall take place within three months, and copies to be transmitted shall be made and delivered within one year after the coming into force of the present Convention.

A list of land registers, documents and copies to be delivered shall be drawn up in duplicate, one copy remaining in the possession of the authority delivering them, the other being transmitted to the agent appointed to receive them.

Land registers, documents and copies for transmission shall be delivered, at the place where they were hitherto situated, to the bodies authorised for that purpose by the Ministry of Justice of the Contracting Party which has applied for delivery. The bodies appointed to receive them shall be entitled to examine the registration and duplicate books and the general index, in order to satisfy themselves that the delivery is complete.

Article 13.

Should any land registers, documents or copies which are to be transmitted under the present Convention not have been delivered within the period specified in Article 12, the Party responsible for delivery shall at once examine the application, in order that the necessary delivery may take place without delay.

III.

REGISTERS OF CIVIL STATUS.

Article 14.

The original registers of civil status shall remain in the possession of the Contracting Party in whose territory is situated the registrar's office whose district has been divided in consequence of the Treaty of Trianon.

Au cas où le siège de l'office de l'état civil de la circonscription divisée par suite du Traité de Trianon, ainsi que celui de l'autorité départementale compétente, se trouvent sur le territoire de la même Partie contractante, les duplicata conservés au siège de cette autorité devront être remis à l'autre Partie, en y annexant les listes des mentions et corrections se rapportant aux duplicata, faites ultérieurement sur les exemplaires originaux.

La Partie en possession de laquelle ces duplicata et annexes se trouvent aura aussi la faculté d'en envoyer des copies légalisées sans frais.

Article 15.

Si les originaux des registres de l'état civil ou les duplicata ont été déplacés du siège de l'office de l'état civil, respectivement du siège de l'autorité départementale, ils devront être restitués par la Partie qui les a en sa possession, intégralement s'il s'agit de circonscriptions non divisées, et conformément à l'article 14 s'il s'agit de circonscriptions divisées.

Article 16.

Au cas de la perte ou de l'anéantissement d'un exemplaire original, la Partie requise — sur la demande de la Partie requérante — lui fournira sans frais des copies des duplicata et de leurs annexes, légalisées d'après les règles en vigueur sur son territoire.

Article 17.

En ce qui concerne les offices de l'état civil dont la circonscription se trouve entièrement sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes, mais fait partie d'un département divisé par la frontière hungaro-roumaine et dont le siège se trouve sur le territoire de l'autre Partie, la remise des duplicata, prévue par les dispositions de l'article 14, n'aura pas lieu si les originaux se trouvent en possession de l'office de l'état civil compétent.

Article 18.

La remise dudit matériel aura lieu conformément aux dispositions suivantes :

La Partie contractante qui a ce matériel en sa possession le rassemblera et le délivrera, accompagné d'une liste détaillée, à l'autre Partie, dans les trois mois à partir de la mise en vigueur de la présente convention. Toute réclamation ultérieure éventuelle, présentée par la Partie recevante, sera réglée dans les trois mois à partir de la réception de cette réclamation.

L'exécution de l'échange de ce matériel se fera par l'intermédiaire des Ministères de l'Intérieur des deux Parties contractantes, par voie directe.

IV.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 19.

Toute difficulté qui s'élèverait à l'occasion de l'exécution de la présente convention, sera réglée par voie diplomatique.

When both the registrar's office for the district divided in consequence of the Treaty of Trianon and the office of the competent county authority are situated in the territory of the same Contracting Party, the duplicates kept in the office of the said authority shall be delivered to the other Party, together with lists of annotations and corrections which have since been made on the originals and which relate to the duplicates.

The Party in possession of such duplicates and annexes shall also be entitled to furnish certified copies of them without fee.

Article 15.

Original or duplicate registers of civil status which have been removed from the registrar's office, or from the office of the county authority, shall be restored by the Party in possession of them. In the case of undivided districts, the complete registers shall be restored ; in the case of divided districts, restoration shall take place as provided in Article 14.

Article 16.

In the event of the loss or destruction of an original, the Party to which application is made shall, at the request of the Party making application, supply, without fee, copies of the duplicates and of the annexes thereto, such copies to be attested in accordance with the regulations in force in its territory.

Article 17.

Where the district of a registrar's office is wholly within the territory of one of the Contracting Parties, but forms part of a county which is divided by the Hungaro-Roumanian frontier, and whose chief town is in the territory of the other Party, the delivery of duplicates, as provided in Article 14, shall not take place if the originals are in the possession of the competent registrar's office.

Article 18.

The delivery of the documents in question shall be effected as follows :

The Contracting Party in possession of the documents shall collect them and hand them over, together with a detailed list, to the other Party within three months after the coming into force of the present Convention. Any subsequent complaints by the Party receiving them shall be dealt with within three months after the receipt of such complaints.

The exchange of these documents shall be effected direct through the Ministries of the Interior of the two Contracting Parties.

IV.

FINAL CLAUSES.

Article 19.

Any difficulties which may arise in connection with the execution of the present Convention shall be settled through the diplomatic channel.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu entre deux gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER m. p.

(L. S.) N. N. FILODOR m. p.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention relative à l'échange des actes judiciaires, des registres fonciers et des registres de l'état civil en date d'aujourd'hui, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord que les dispositions de cette convention concernant les actes judiciaires en matière pénale seront également appliquées aux actes judiciaires pénaux des tribunaux militaires.

Le présent protocole aura la même force et la même durée que la convention susmentionnée, conclue aujourd'hui.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER m. p.

(L. S.) N. N. FILODOR m. p.

Article 20.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

The Convention shall come into force on the day of the exchange of ratifications between the two Governments.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have affixed their signatures and their seals thereto.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.

(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention of this day's date concerning the exchange of legal documents, land registers and registers of civil status, the undersigned Plenipotentiaries have agreed that the provisions of this Convention relating to legal documents in penal procedure shall also apply to legal documents in penal procedure before courts-martial.

The present Protocol shall have the same force and shall be valid for the same period as the above-mentioned Convention concluded this day.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.

(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

N° 1107.

HONGRIE ET ROUMANIE

Convention relative à l'échange des
registres de l'impôt foncier, signée
à Bucarest, le 16 avril 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Convention regarding the Exchange
of Land Tax Registers, signed at
Bucharest, April 16, 1924.

N^o 1107. — CONVENTION¹ ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE
RELATIVE A L'ÉCHANGE DES REGISTRES DE L'IMPÔT FONCIER,
SIGNÉE A BUCAREST, LE 16 AVRIL 1924.

*Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise
auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 février 1926.*

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,
désirant, d'un commun accord, régler entre la Hongrie et la Roumanie les rapports concernant
l'échange des plans et documents de triangulation et des documents relatifs aux travaux d'ar-
pentage et des registres de l'impôt foncier,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires
respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

M. R. DE WODIANER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Nicolas N. FILODOR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de première
classe, secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme,
sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se remettre réciproquement en original les
plans documents, etc. de toute nature, énumérés ci-dessous, se trouvant sur leurs territoires et se
rapportant exclusivement à des territoires de l'autre Partie, quelle que soit la date de ces travaux,
tels que :

- a) Les plans et documents relatifs aux mesures et aux calculs de triangulation des réseaux
d'ordre I, II, III et IV (notamment : les cahiers et volumes de mesures et de calculs, les
tableaux de coordonnées, etc.), ainsi que les plans fondamentaux de triangulation
et la description topographique des points de repère permanents ;
- b) Les documents de cadastre relatifs à l'arpentage, à l'impôt foncier, aux estimations
et aux registres de l'impôt foncier (notamment : descriptions topographiques et
procès-verbaux supplémentaires éventuels, listes des numéros des lots de terre

¹ Voir N^o 1106, page 325 de ce Volume. L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le
3 décembre 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1107. — CONVENTION² BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA REGARDING THE EXCHANGE OF LAND TAX REGISTERS, SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 16, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 27, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being desirous of regulating by common agreement the relations between Hungary and Roumania in connection with the exchange of triangulation plans and documents, documents relating to the survey and land tax registers,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary (First Class), Secretary-General of the Royal Ministry of Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to deliver to each other the original plans, documents, etc., of every kind enumerated below, which are now in their respective territories and relate exclusively to the territories of the other Party, irrespective of the date of such documents, that is to say :

- (a) Plans and documents relating to the triangulation measurements and calculations for systems of Classes I, II, III and IV (such as files and volumes of measurements and calculations, tables of co-ordinates, etc.) ; also basic triangulation plans and topographical descriptions of permanent bench-marks ;
- (b) Cadastral documents relating to the survey, the land tax and the land estimates and registers (such as topographical descriptions and supplementary statements, if any, lists of numbers of plots and houses, alphabetical lists of owners, documents

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See No. 1106, page 325 of this Series. The exchange of ratifications took place at Budapest, December 3, 1924.

et des maisons, listes alphabétiques des propriétaires, documents relatifs aux mesures de levée, avant-métrés de levée, cartes détaillées et cartes d'ensemble du cadastre, quelle que soit leur échelle et que leur exécution soit achevée ou non), les copies imprimées ou dessinées des cartes du cadastre, les registres de travaux du cadastre, les estimations et registres relatifs à l'impôt foncier, y compris les esquisses cadastrales des domaines (notamment : les documents concernant l'établissement de l'impôt foncier, administrés, respectivement gardés soit par les directions royales des finances, soit par les mairies des communes, etc.).

Article 2.

Le matériel énuméré à l'article précédent et se rapportant à des territoires divisés entre les deux Parties contractantes par suite du Traité de Trianon, sera partagé, autant que possible, en original.

Dans le cas où un tel partage ne serait pas exécutable, les documents originaux reviendront à la Partie contractante au territoire de laquelle ils se rapportent en majeure partie.

Dans ce cas, l'autre Partie aura le droit de retenir, respectivement de demander, à ses frais, à la Partie en possession du matériel visé, une copie ou un extrait authentique des parties des documents qui se rapportent à son territoire ou de tout le document en question. La Partie intéressée aura la faculté d'envoyer des experts, qui assisteront à l'authentification desdits documents.

Article 3.

Dans le but de l'échange des documents en question, la séparation du matériel énuméré à l'article premier commencera dès la mise en vigueur de la présente convention.

Des listes détaillées du matériel classé seront communiquées au fur et à mesure à la Partie intéressée et la remise desdits documents aura lieu successivement, aussitôt que faire se pourra.

Cette remise sera faite au Gouvernement royal de Hongrie à Oradea-Mare, au Gouvernement royal de Roumanie à Budapest, par l'intermédiaire des délégués autorisés à cet effet par le Ministère royal hongrois des Finances et par le Ministère royal roumain de l'Agriculture.

Chacune des Parties contractantes aura la faculté de demander à l'autre Partie les documents omis des listes susmentionnées. On donnera suite à ces demandes dans les deux mois qui suivront leur réception.

Article 4.

Le matériel à délivrer conformément aux alinéas 1 et 2 de l'article 2, sera remis aux endroits et suivant les modalités prévus à l'alinéa 3 de l'article précédent, dans un délai de trois mois à partir du jour où les Parties contractantes auront reçu les documents de délimitation, élaborés par la Commission hungaro-roumaine de délimitation des frontières.

Les copies et extraits mentionnés à l'alinéa 3 de l'article 2, seront à fournir dans les six mois à partir de la réception de la demande. Si la prise des copies ou des extraits demandés exigeait un délai dépassant les six mois, cette circonstance sera notifiée à la Partie requérante, en indiquant la date probable où la remise pourra être effectuée.

Article 5.

Le matériel original mentionné à l'article premier et se rapportant à des territoires divisés par suite du Traité de Trianon entre les deux Parties contractantes et une tierce Puissance, et qui ne pour-

relating to survey measurements and preliminary survey measurements, detailed and general cadastral maps on any scale whether completed or not), printed or sketched copies of cadastral maps, registers of cadastral operations, estimates and registers relating to the land tax, including cadastral sketches of estates (such as documents relating to the assessment of the land tax which are administered or conserved by the Royal Finance Offices or by the municipalities, etc.).

Article 2.

As regards the material enumerated in the previous Article and relating to territories divided between the two Contracting Parties in consequence of the Treaty of Trianon, the original documents shall, as far as possible, be divided.

Should such division prove impracticable, the original documents shall pass to the Contracting Party to whose territory they principally relate.

In such cases the other Party shall have the right to retain, or request the Party in possession of the material to supply, at the former Party's expense, an authenticated copy or extract of those portions of the documents which relate to its territory, or of the entire documents in question. The Party interested shall have the right to send experts to be present at the authentication of the said documents.

Article 3.

The division of the material enumerated in Article 1, with a view to the exchange of the documents referred to, shall commence as soon as the present Convention comes into force.

Detailed lists of the classified material shall be transmitted to the interested Party as they become available, and the delivery of the documents shall take place as soon as possible thereafter.

Delivery shall be made to the Royal Hungarian Government at Oradea-Mare and to the Royal Roumanian Government at Budapest through the delegates authorised for the purpose by the Royal Hungarian Ministry of Finance and the Royal Roumanian Ministry of Agriculture.

Each of the Contracting Parties shall be entitled to request the other Party to supply any documents omitted from the above-mentioned lists. Such requests shall be complied with not later than two months after their receipt.

Article 4.

The material to be delivered in accordance with paragraphs 1 and 2 of Article 2 shall be handed over, at the places and in conformity with the procedure specified in paragraph 3 of the preceding Article, within three months as from the date on which the Contracting Parties shall have received the delimitation documents drawn up by the Hungaro-Roumanian Frontier Delimitation Commission.

The copies and extracts mentioned in Article 2, paragraph 3, shall be supplied not later than six months after the receipt of the request. Should it be impossible within six months to prepare the copies or extracts required, the Party applying for them shall be notified of the fact and informed of the probable date on which delivery will be practicable.

Article 5.

The original material mentioned in Article 1 and relating to territories allocated by the Treaty of Trianon between the two Contracting Parties and a third Power shall, if the original documents

rait être partagé en original, restera — tant qu'un arrangement ne sera intervenu entre toutes les Puissances intéressées — en possession de la Partie sur le territoire de laquelle il se trouve actuellement. Toutefois, la Partie en possession s'engage à fournir à l'autre Partie — sur demande et aux frais de celle-ci — une copie authentique de la partie des documents qui l'intéresse.

Il en sera de même du matériel se trouvant sur le territoire de l'une des Parties contractantes et se rapportant exclusivement à des territoires divisés entre l'autre Partie et une tierce Puissance.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu entre les deux gouvernements.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.

(L. S.) N. N. FIŁODOR, m. p.

cannot be divided, remain in the possession of the Party in whose territory it at present happens to be, until such time as all the Powers concerned have come to an arrangement. The Party in possession undertakes, however, to supply the other Party, on the demand and at the expense of the latter, with an authenticated copy of those parts of the documents which concern that Party.

The above clause shall also apply to documents now in the territory of one of the Contracting Parties which relate exclusively to territories divided between the other Party and a third Power.

Article 6.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

The Convention shall come into force on the day of the exchange of ratifications between the two Governments.

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed their signatures and their seals.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.

(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

N° 1108.

HONGRIE ET ROUMANIE

Accord concernant le règlement des affaires intéressant la Fondation « Gozsdu » et protocole de signature, signés à Bucarest, le 16 avril 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Agreement regarding the Settlement of Questions relating to the "Gozsdu" Foundation, with Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 16, 1924.

N° 1108. — ACCORD¹ ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES AFFAIRES INTÉRESSANT LA FONDATION « GOZSDU », SIGNÉE A BUCAREST, LE 16 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des Affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 février 1926.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, désirant arriver à une entente concernant le règlement des affaires intéressant la fondation « Gozsdu »,

Ont résolu de conclure un accord à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

M. R. DE WODIANER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Nicolas N. FILODOR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère royal des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Dans le but de régler définitivement les affaires intéressant la fondation « Gozsdu », le Gouverneur du Royaume de Roumanie invitera, dans le délai d'un an à partir de la signature du présent accord, par voie diplomatique, les représentants et les experts du Royaume de Hongrie, du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et de la République tchécoslovaque — en tant que cette dernière y serait intéressée — à prendre part aux pourparlers, qui auront lieu à Sibiu, siège de la Commission administrative de ladite fondation.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie se déclare prêt à déléguer, de son côté, ses représentants et experts.

Dans cette commission, la Commission administrative de la fondation présentera aux envoyés et experts des Etats intéressés tous les documents, livres, comptes, bilans, etc., nécessaires à l'établissement du règlement définitif, ainsi qu'à l'examen et à la vérification du bilan des actifs et des passifs éventuels de la fondation et à l'évaluation de la totalité de ses biens.

¹ Voir N° 1106, page 325, de ce volume.

L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 3 décembre 1924.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1108. — AGREEMENT² BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA REGARDING THE SETTLEMENT OF QUESTIONS RELATING TO THE "GOZSDU" FOUNDATION, SIGNED AT BUCHARST, APRIL 16, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 27, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, desirous of arriving at an understanding as to the settlement of questions relating to the "Gozsdu" Foundation,

Have resolved to conclude an Agreement for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Royal Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

With a view to the final settlement of the questions relating to the "Gozsdu" Foundation, the Government of the Kingdom of Roumania shall, within one year after the signature of the present Agreement, issue invitations through the diplomatic channels to the representatives and experts of the Kingdom of Hungary, of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and of the Czechoslovak Republic (in so far as the last-named Power may be interested), to take part in the negotiations, which will take place at Sibiu, the seat of the Board of Management of the said Foundation.

The Government of the Kingdom of Roumania declares that, for its part, it is ready to appoint its representatives and experts.

At the meetings of this Commission, the Board of Management of the Foundation will submit to the special representatives and experts of the States concerned all documents, books, accounts, balance-sheets, etc., necessary for the final settlement and for the examination and audit of the statement of the Foundation's assets and liabilities, if any, and the valuation of its entire property.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See No. 1106, page 325, of this Volume. The exchange of ratifications took place at Budapest, December 3, 1924.

La Commission administrative de la fondation aura également soin que le bilan des biens de la fondation, concernant les années 1915 à 1918, soit mis, conformément aux statuts, à la disposition des autorités compétentes à cette époque, au plus tard trente jours avant l'ouverture des pourparlers à Sibiu.

Article 2.

Dans l'intérêt du règlement des affaires en cours intéressant la fondation, le Gouvernement du Royaume de Hongrie consent à ce que la Commission administrative de la fondation dispose librement, au cours d'une année à partir de la mise en vigueur du présent accord, des valeurs mobilières de la fondation se trouvant sur territoire hongrois et des revenus de ses immeubles, situés à Budapest, qui lui resteront après qu'elle aura acquitté les sommes nécessaires au payement de ses obligations envers l'Etat et la Commune. Le Gouvernement du Royaume de Hongrie prendra toutes les mesures nécessaires à cet effet. Dans le cas où la convention définitive à conclure, selon l'article premier, n'entrerait pas en vigueur dans le délai d'une année, faute de ratification par les Parties contractantes, le droit de libre disposition de la Commission administrative, ci-dessus déterminé, sera prolongé, sur la demande du Gouvernement du Royaume de Roumanie, pour la durée d'une année. Jusqu'au règlement définitif des affaires intéressant la fondation, les immeubles de la fondation, situés à Budapest, ne pourront être aliénés, ni grevés d'aucune charge et aucune mutation ne pourra avoir lieu dans le cadastre.

Article 3.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à ce que les intérêts des Etats intéressés aux affaires de la fondation ne subissent aucun préjudice jusqu'au règlement définitif des affaires de la fondation.

Article 4.

Le présent accord sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Budapest, dans un délai de deux mois à partir de la signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.

(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature du présent accord, relatif à l'arrangement préalable des affaires intéressant la fondation « Gozsdu », le plénipotentiaire soussigné du Gouvernement royal hongrois déclare que le consentement qu'il a donné à cet accord ne pourra jamais servir comme précédent à l'occasion de l'arrangement des affaires intéressant d'autres fondations.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.

The Board of Management of the Foundation will also see that, not less than thirty days before the opening of the negotiations at Sibiu, the balance-sheet of the Foundation's property for the years 1915 to 1918 is placed, in accordance with the statutes, at the disposal of the authorities then competent.

Article 2.

With a view to the settlement of outstanding questions in connection with the Foundation, the Government of the Kingdom of Hungary agrees that the Board of Management of the Foundation shall have at its free disposal, for one year after the present Agreement comes into force, the negotiable securities which it possesses in Hungary and the balance of the income from its estates at Budapest, which remain after the settlement of its liabilities to the State and the Commune. The Government of the Kingdom of Hungary will take all necessary steps for this purpose. Should the final convention to be concluded in accordance with Article 1 fail to come into force within one year owing to its non-ratification by the Contracting Parties, the Board of Management's right of free disposal as provided above shall be extended for one year at the request of the Government of the Kingdom of Roumania. Pending the final settlement of the questions concerning the Foundation, the estates of the Foundation at Budapest may not be alienated or burdened with any charges, nor may any transfer be made in the land register.

Article 3.

The Government of the Kingdom of Roumania undertakes that the interests of the States concerned in the affairs of the Foundation shall be in no way prejudiced pending the final settlement of the Foundation's affairs.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place at Budapest within two months following its signature.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.

(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the present Agreement concerning the preliminary settlement of the questions affecting the "Gozsdu" Foundation, the undersigned Plenipotentiary of the Royal Hungarian Government declares that his consent to this Agreement must in no case be regarded as constituting a precedent to be cited in the settlement of questions concerning other foundations.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.

N° 1109.

HONGRIE ET ROUMANIE

Accord forfaitaire relatif à la liquidation des restitutions hongroises, signé à Bucarest, le 16 avril 1924, avec annexes.

HUNGARY AND ROUMANIA

Agreement for the Liquidation of the Hungarian Restitutions by Payment of a Lump Sum, signed at Bucharest, April 16, 1924, with Annexes.

N^o 1109. — ACCORD¹ FORFAITAIRE ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE RELATIF A LA LIQUIDATION DES RESTITUTIONS HONGROISES, SIGNÉ A BUCAREST, LE 16 AVRIL 1924.

Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 février 1926.

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, Désirant d'un commun accord régler entre la Hongrie et la Roumanie la question de la liquidation des restitutions hongroises prévues par l'article 168 du Traité de Trianon, Ont résolu de conclure un accord forfaitaire à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

M. R. DE WODIANER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Nicolas N. FILODOR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, secrétaire général du Ministère royal des Affaires étrangères ;

M. Georges MANOLESCO, chef du Service roumain des restitutions à Budapest ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le but du présent accord est de mettre fin, dans les territoires de la Hongrie, aux opérations de recherches, d'identification et de restitution, prévues par l'article 168 du Traité de Trianon.

Sera exceptée du présent accord la question des biens spécifiés dans le protocole particulier « D » pour l'application et l'exécution dudit article. La restitution de ces biens pourra être réclamée à tout moment selon les dispositions de l'annexe I du présent accord par la Roumanie.

Article II.

Le Gouvernement hongrois s'engage :

1^o A verser au Gouvernement roumain ou à ses représentants en compensation de tout le matériel à restituer en nature selon les stipulations de l'article précité — y compris

¹ Entré en vigueur le 29 octobre 1924 par suite du dépôt des instruments de ratification auprès de la Commission des réparations.

Voir N^o 1106, page 325 de ce volume.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 1109. — AGREEMENT² BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA FOR THE LIQUIDATION OF THE HUNGARIAN RESTITUTIONS BY PAYMENT OF A LUMP SUM, SIGNED AT BUCHAREST, APRIL 16, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 27, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, desirous of arriving at a settlement as between Hungary and Roumania of the Hungarian restitutions mentioned in Article 168 of the Treaty of Trianon,

Have resolved for that purpose to conclude an Agreement for the payment of a lump sum and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Royal Ministry of Foreign Affairs,

M. Georges MANOLESCO, Chief of the Roumanian Restitution Service, Budapest ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The purpose of the present Agreement is to terminate, in the territory of Hungary, all operations connected with enquiries, identification and restitution as laid down in Article 168 of the Treaty of Trianon.

The question of the property named in special Protocol " D " for the application and execution of the said Article shall, however, be excluded from the present Agreement. Restitution of such property may be demanded by Roumania at any time, in accordance with the provisions of Annex I of the present Agreement.

Article II.

The Hungarian Government undertakes :

(1) To pay to the Roumanian Government or its representatives, as compensation for all the material to be restored in kind under the provisions of the aforesaid Article,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force October 29, 1924, following the deposit of the instruments of ratification with the Reparation Commission.

See No. 1106, page 325 of this Volume.

Les machines enlevées de la « Fabrica de Impletituri si Tesături din Bucuresti » se trouvant en Hongrie — une somme forfaitaire de 640.000 (six cent quarante mille) lei-or.

Dans un délai de huit mois à partir de la date de la liquidation du Service roumain des restitutions à Budapest, prévue par l'article III du présent accord, le paiement de ladite somme sera fait sans intérêts en huit versements mensuels égaux par une institution financière de Budapest, désignée par le Gouvernement roumain ou par son représentant. Le premier versement aura lieu dans la première quinzaine du mois qui suivra la liquidation du Service roumain des restitutions.

La somme de 640.000 lei-or sera versée dans une des quatre monnaies suivantes : lei, francs suisses, dollars ou livres sterling anglaises, selon le choix du Gouvernement hongrois.

Pour la conversion du leu-or en une des trois monnaies susmentionnées, on prendra pour base la cote officielle du napoléon-or à la Bourse de marchandises et d'effets à Genève, savoir : 20 lei-or = 1 napoléon-or.

Le cours des monnaies étrangères sera calculé d'après le cours moyen du jour qui précédera le versement.

2° A exécuter les stipulations concernant la liquidation des restitutions du matériel roulant prévues aux annexes II et III.

Article III.

Sous réserve de la complète exécution par la Hongrie des stipulations susmentionnées, le Gouvernement roumain s'engage :

1° A ne plus transmettre à l'organe hongrois des restitutions de nouvelles réclamations dont traite l'article premier du présent accord.

2° A cesser d'une façon définitive, à partir du dépôt des ratifications du présent accord, toute opération de recherche desdits objets sur le territoire hongrois.

3° A supprimer, dès le dépôt desdites ratifications, et à liquider dans les 45 jours qui suivront cette date, le Service roumain des restitutions à Budapest, tel qu'il existe au moment de la signature du présent accord. Les frais de la liquidation dudit service seront à la charge de la Hongrie selon les dispositions suivies jusqu'à présent pour l'entretien de ce service.

4° A employer la somme forfaitaire de 640.000 lei-or au paiement des locomotives que ces représentants ou agents auront choisies dans les établissements industriels de Hongrie.

Les commandes de ce matériel seront présentées dans les douze mois à partir du dépôt des ratifications du présent accord.

Ledit matériel sera acheté au prix du marché intérieur, y compris l'impôt sur le chiffre d'affaires, et son expédition en Roumanie se fera sans taxes ni droits de sortie.

Copies des commandes et des factures seront communiquées dans le plus bref délai possible au Gouvernement hongrois.

Article IV.

Le Gouvernement hongrois s'engage en plus :

A verser au Gouvernement roumain ou à son représentant 5 % de la somme forfaitaire de 640.000 (six cent quarante mille) lei or, soit 32.000 (trente-deux mille) lei-or, qui serviront au Gouvernement roumain à couvrir tous les frais résultant de l'exécution

including the machinery removed from the " Fabrica de Impletituri si Tesături din Bucuresti " now in Hungary, a lump sum of 640,000 (six hundred and forty thousand) gold lei.

Within eight months of the date of the abolition of the Roumanian Restitution Service at Budapest as provided for in Article III of the present Agreement, payment of the said sum shall be effected, without interest, in eight equal monthly instalments, by a financial institution at Budapest selected by the Roumanian Government or its representative. The first instalment shall be paid within the first half of the month following the abolition of the Roumanian Restitution Service.

The sum of 640,000 gold lei shall, at the option of the Hungarian Government, be paid in one of the following currencies : lei, Swiss francs, dollars or pounds sterling.

The basis taken for the conversion of the gold lei into any of the three other currencies above mentioned shall be the official quotation for the gold napoleon on the Geneva Stock Exchange, namely, 20 gold lei = 1 gold napoleon.

The rate taken for foreign currencies shall be the average rate on the day preceding payment.

(2) To execute the provisions concerning the liquidation of restitutions of rolling stock laid down in Annexes II and III.

Article III.

Subject to the full execution by Hungary of the above-mentioned provisions, the Roumanian Government undertakes :

(1) Not to forward to the Hungarian Restitution Service any fresh claims of the nature mentioned in Article 1 of the present Agreement ;

(2) Definitely to terminate, as from the date of the deposit of the ratifications of the present Agreement, all enquiries concerning the objects in question within Hungarian territory ;

(3) To abolish as from the date of the deposit of the said ratifications, and to liquidate within forty-five days after that date, the Roumanian Restitution Service at Budapest, as functioning at the time of the signature of the present Agreement. The cost of the liquidation of the Service shall be borne by Hungary, in accordance with the regulations hitherto in force for its maintenance ;

(4) To expend the lump sum of 640,000 gold lei on the purchase of locomotives selected by its representatives or agents from Hungarian industrial establishments.

The orders for these shall be submitted within twelve months from the date of the deposit of the ratifications of the present Agreement.

They shall be purchased at the price obtaining on the home market, such price to include the tax on turnover, and shall be exempt from all taxes and export duties on consignment to Roumania.

Copies of orders and invoices shall be forwarded as soon as possible to the Hungarian Government.

Article IV.

The Hungarian Government undertakes further :

To pay to the Roumanian Government or its representative 5 % of the lump sum of 640,000 (six hundred and forty thousand) gold lei, *i.e.* 32,000 (thirty-two thousand) gold lei, which will enable the Roumanian Government to cover the costs arising from

du présent accord, notamment les frais de l'organe de réception du matériel visé par l'article III et les frais de transport.

De cette somme, 15.000 (quinze mille) lei-or seront versés dans les monnaies mentionnées à l'article II et le reste de 17.000 (dix-sept mille) lei-or sera versé en couronnes-papier hongroises au cours du jour.

Les délais et modalités de versement de cette somme seront les mêmes que ceux indiqués à l'article II du présent accord.

Article V.

Le présent accord ne porte aucun préjudice au droit de la Roumanie de poursuivre la restitution du matériel enlevé de son territoire au cours de la guerre, et qui se serait trouvé le 13 novembre 1918 ou ultérieurement sur le territoire d'un pays quelconque, autre que la Hongrie.

La Hongrie renonce à toute réclamation qu'elle pourrait élever contre la Roumanie dans le cas où le Gouvernement roumain obtiendrait d'un pays quelconque, autre que la Hongrie, la restitution à l'identique ou à l'équivalent du matériel industriel, roulant et agricole, ainsi que celle du cheptel enlevé de Roumanie au cours de la guerre ; de son côté, la Roumanie garantit la Hongrie contre tout recours qui pourrait être exercé de ce chef envers elle ou ses ressortissants.

Article VI.

Si, dans les délais susmentionnés, la Hongrie n'exécute pas, par sa propre faute, les clauses du présent accord, la Roumanie aura le droit, après un préavis de quinze jours, de reprendre immédiatement, aux frais exclusifs de la Hongrie, les opérations de recherche, d'identification et de récupération en Hongrie, du cheptel, matériel industriel, agricole et roulant, ainsi que des engins fluviaux.

La preuve que la non-exécution ou le retard dans l'exécution des obligations susmentionnées de la Hongrie n'est pas dû à la faute du Gouvernement hongrois, incombera à ce gouvernement.

Article VII.

L'exécution de cet accord et de toutes les clauses prévues dans les annexes II et III sera à la charge du Département I/d du Ministère royal hongrois des Finances, ainsi que le prévoit l'article 4 du protocole général « A ».

Le Gouvernement roumain poursuivra l'exécution de cet accord et annexes II et III par un délégué spécial à ses frais.

Article VIII.

Les contestations qui pourraient naître au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord, seront tranchées par la Commission des réparations.

Article IX.

Le présent accord sera ratifié dans le plus bref délai et soumis à l'homologation de la Commission des réparations.

Il entrera en vigueur dès le dépôt des instruments de ratification à ladite commission.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont apposé leur signature et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

R. DE WODIANER, m. p.

N. N. FILODOR, m. p.

MANOLESCU, m. p.

the execution of the present Agreement and more particularly the costs of the Service set up to receive the material mentioned on Article III and the costs of transport.

Of this sum, 15,000 (fifteen thousand) gold lei shall be paid in the currencies named in Article II and the balance of 17,000 (seventeen thousand) gold lei shall be paid in Hungarian paper crowns at the rate of the day.

The time-limits and procedure for the payment of this sum shall be those named in Article II of the present Agreement.

Article V.

The present Agreement shall not prejudice Roumania's right to take measures for the restitution of material which was removed from her territory during the war which on or after November 13, 1918, may have been found in the territory of any country other than Hungary.

Hungary renounces all claims which she might advance against Roumania in the event of the Roumanian Government obtaining from any country other than Hungary the actual restitution or the equivalent of industrial and agricultural material, rolling-stock and live-stock removed from Roumania during the war; Roumania, for her part, guarantees Hungary against any claim which might be advanced on this account against the Hungarian State or its nationals.

Article VI.

If, within the above-mentioned time-limits, Hungary fails, through her own fault, to execute the provisions of the present Agreement, Roumania shall be entitled, after giving fifteen days' notice, immediately to resume, at the exclusive cost of Hungary, enquiries, identifications and recoveries in connection with live-stock, industrial and agricultural material, rolling-stock and river appliances in Hungary.

The onus of proof that non-execution, or any delay in the execution, of Hungary's obligations as aforesaid is not the fault of the Hungarian Government shall rest with that Government.

Article VII.

Department I/d of the Royal Hungarian Ministry of Finance shall be responsible for the execution of this Agreement and of all the provisions laid down in Annexes II and III, as provided in Article 4 of General Protocol "A".

The Roumanian Government shall appoint at its own cost a special delegate to see to the execution of this Agreement and of Annexes II and III.

Article VIII.

Any disputes which may arise as to the interpretation or execution of the present Agreement shall be settled by the Reparation Commission.

Article IX.

The present Agreement shall be ratified as soon as possible and shall be submitted for approval to the Reparation Commission.

It shall come into force as from the date of the deposit of the instruments of ratification with the said Commission.

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed their signatures and their seals.

Done at Bucharest in duplicate, April 16, 1924.

(Signed) R. DE WODIANER.

(Signed) N. N. FILODOR.

(Signed) MANOLESCU.

ANNEXE I.

Article unique.

Les opérations de recherche et d'identification concernant tous les objets visés au protocole particulier « D », concernant l'application et l'exécution de l'article 168 du Traité de Trianon, seront continuées, après la suppression du Service roumain des restitutions à Budapest, par la Légation royale de Roumanie à Budapest, qui procédera par voie diplomatique, conformément audit protocole.

Les frais de rapatriement des objets identifiés en territoire hongrois, jusqu'au lieu de l'enlèvement, seront à la charge de la Hongrie et seront réclamés par l'intermédiaire de la Commission des réparations en vue du remboursement par le Gouvernement hongrois.

Nuls autres frais ne pourront être mis à la charge de la Hongrie.

ANNEXE II.

COMMISSION MIXTE HONGROISE-ROUMAINE. SOUS-COMITÉ DES RESTITUTIONS
(MATÉRIEL ROULANT).

PROCÈS-VERBAL DES SÉANCES

DES 24, 26 ET 29 JANVIER, 2, 4, 5, 6 ET 7 FÉVRIER 1924.

Présents : Messieurs de Finácsy, Ladányi, de Lukács, Polyánszky ; Carp, Christodorescu et Manolescu.

I.

Le nombre de wagons dont le Service roumain des restitutions de Budapest a demandé la restitution en vertu de l'article 168 du Traité de Trianon, est de 2.009. Ce nombre a toutefois été réduit à 1.894, parce que 115 wagons ont été trouvés inscrits deux fois dans les relevés dressés par l'Administration M. A. V. relativement à ces wagons.

Des 1.894 wagons réclamés :

- a) 81 wagons ont été restitués par la Hongrie aux termes de l'article 168 ;
- b) 673 wagons sont rentrés sur le réseau roumain, d'après la communication de la direction générale C. F. R. par le trafic en vigueur après le 1^{er} janvier 1922, ou à des dates qu'elle ne possède pas ;
- c) 350 wagons sont aussi rentrés sur le réseau roumain, mais par le trafic en vigueur antérieur au 1^{er} janvier 1922.

II.

Pour le reste de 790 wagons réclamés, la délégation hongroise déclare que :

- a) 26 wagons seraient rentrés en Roumanie ;
- b) 144 wagons se trouvent en Hongrie ;
- c) 62 wagons ont été livrés à des chemins de fer étrangers ;

ANNEX I.

Single Article.

Enquiries concerning and identification of all objects named in Special Protocol " D " regarding the application and execution of Article 168 of the Treaty of Trianon shall be continued, after the abolition of the Roumanian Restitution Service at Budapest by the Royal Roumanian Legation at Budapest, which shall proceed by diplomatic channels, in accordance with the provisions of the said Protocol.

The cost of restoring objects identified in Hungarian territory to the place from which they were removed shall be borne by Hungary and shall be claimed through the Reparation Commission with a view to refunding by the Hungarian Government.

No other costs shall be borne by Hungary.

ANNEX II.

HUNGARIAN-ROUMANIAN JOINT COMMISSION. RESTITUTION SUB-COMMITTEE
(ROLLING STOCK).

MINUTES OF MEETINGS

OF JANUARY 24, 26 AND 29 AND FEBRUARY 2, 4, 5, 6 AND 7, 1924.

Present ; MM. de Finàczy, Ladányi, de Lukács, Polyánszky ; Carp, Christodorescu and Manolescu.

I.

The number of cars claimed by the Roumanian Restitution Service at Budapest in virtue of Article 168 of the Treaty of Trianon was 2,009. This number, however, was reduced to 1894, as 115 cars were found to have been included twice in the M. A. V. Administration returns.

Of the 1,894 cars claimed :

- (a) 81 cars have been restored by Hungary under the provisions of Article 168 ;
- (b) 673 cars have, according to the communication received from the C. F. R. (General Administration), been returned to the Roumanian system as part of the regular traffic, on dates subsequent to January 1, 1922, or at dates no longer known to the Administration ;
- (c) 350 cars have also been returned to the Roumanian system, but as part of the regular traffic prior to January 1, 1922.

II.

As regards the remaining 790 cars claimed, the Hungarian delegation states that :

- (a) 26 cars have been returned to Roumania ;
- (b) 144 cars are in Hungary ;
- (c) 62 cars have been handed over to foreign railways ;

- d) 221 wagons manquent, la Délégation hongroise ne pouvant donner aucune indication concernant leur sortie de Hongrie ;
- e) 57 wagons auraient été par erreur inscrits comme C. F. R. dans les relevés hongrois ;
- f) 19 wagons ont reçu les marques \triangleleft (triangle), ou D. W. — 1 ; cela veut dire qu'ils ont été considérés comme wagons du *parc commun* (austro-hongrois) et ont été pris en possession provisoire par les Etats successeurs sur les réseaux desquels ils se sont trouvés le 1^{er} janvier 1922 (Accord IX de Portorose), ou fait l'objet de la première répartition partielle définitive (D. W. — 1.) faite par la Commission de répartition ;
- g) 1 wagon se trouvait à Breitenlee, station de rassemblement des wagons C. F. R. restitués par l'Autriche ;
- h) 212 wagons se trouvaient, d'après les données hongroises, dans différents Etats successeurs au recensement de septembre 1920 ;
- i) 12 wagons se trouvaient sur le territoire dit d'armistice et ont été compris dans les nombres des wagons que l'Autriche-Hongrie a dû livrer à l'Italie en vertu de l'armistice de Villa Giusti ;
- j) 36 wagons, trouvés sur le réseau M. A. V. en 1923, ne tomberaient pas sous le coup de l'article 168, vu qu'ils retourneront en Roumanie par la voie du trafic régulier.

Les wagons compris dans chacune des catégories ci-dessus spécifiées, sont indiqués dans les listes A-J annexées au présent procès-verbal ; la Délégation roumaine déclare que la Direction générale C. F. R. ayant confronté ces listes avec ses registres d'échange de wagons par les stations de frontière jusqu'à la fin de janvier 1924, aucun de ces wagons n'y figure comme rentré en Roumanie.

III.

Les deux délégations sont d'accord que :

- a) Les 10 wagons de la liste A, provenant des relevés XI, XII, XIII et XIV non prouvés comme rentrés en Roumanie, seront « substitués » par la Hongrie, et les wagons de cette liste rentrés en Roumanie contre compensation (parc commun) seront communiqués par les deux Administrations C. F. R. et M. A. V. aux délégués respectifs de la Commission de répartition, pour qu'il en soit tenu compte à l'établissement de la dette de wagons entre la Roumanie et la Hongrie.

Les deux Administrations C. F. R. et M. A. V. vérifieront contradictoirement les données fournies par l'Administration M. A. V. et éventuellement par l'Administration C. F. R., afin d'établir si ces wagons — ou une partie d'entre eux — sont rentrés en Roumanie et s'ils ont été ou non compensés. Un délai de six mois à partir de l'homologation d'un accord forfaitaire entre la Roumanie et la Hongrie dans la question des restitutions, est reconnu nécessaire pour ce travail de vérification, dont l'initiative sera prise par l'Administration M. A. V.

- b) Les 119 wagons de la liste B, provenant des relevés XI, XII, XIII et XIV, seront « restitués » à la Roumanie, aux termes de l'article 168, dans un délai de six mois à partir du jour de l'homologation de l'accord forfaitaire entre la Roumanie et la Hongrie. Ce délai sera toutefois prolongé pour les wagons de cette liste ayant besoin de réparations importantes.
- c) Les wagons de la liste C, transmis contre compensation, seront « substitués » par la Hongrie, et, pour ceux non compensés, l'Administration M. A. V. devra donner la preuve de la non-compensation, indiquer la station et la date de sortie de Hongrie, ainsi que l'Etat voisin qui a reçu le wagon, et fera les démarches nécessaires en cas de rapatriement du wagon.

- (d) 221 cars are missing, and the Hungarian Delegation can give no information as to how they left Hungary ;
- (e) 57 cars were described by mistake in the Hungarian returns as belonging to the C. F. R. Roumanian railways ;
- (f) 19 cars were marked \triangleleft (triangle), or D. W. — 1 ; this means that they were regarded as belonging to the *Common* (Austro-Hungarian) *Rolling Stock* and were taken over provisionally by the Succession States on the systems on which they were found on January 1, 1922 (Agreement IX of Portorose), or were included in the first final partial allotment (D. W. — 1.) made by the Distribution Commission ;
- (g) 1 car was at Breitenlee, the collecting station for the C. F. R. cars restored by Austria ;
- (h) 212 cars were, according to the Hungarian returns, in various Succession States at the time of the census in September 1920 ;
- (i) 12 cars were in the so-called armistice territory and were included among those which the former Austro-Hungarian Empire had to deliver to Italy in virtue of the Armistice of Villa Giusti ;
- (j) 36 cars, found on the M. A. V. system in 1923, do not come under Article 168, as they will return to Roumania as part of the regular traffic.

The cars included in each of the above-mentioned categories are noted in lists A-J annexed to the present Minutes ; the Roumanian delegation states that the C. F. R. General Administration has compared these lists with its registers of cars which left and entered the country through the frontier stations up to the end of January 1924, and that none of the cars in question are mentioned as having returned to Roumania.

III.

The two delegations are agreed that :

- (a) "Substitutes" shall be furnished by Hungary for the 10 cars in List A included in Returns XI, XII, XIII and XIV in respect of which no proof exists that they have returned to Roumania, and the cars on this list which have been returned to Roumania and for which compensation has been given (Common Rolling Stock) shall be notified by the C. F. R. Administration and the M. A. V. Administration to the respective delegates on the Distribution Commission, so that they may be taken into account in establishing the debts in cars as between Roumania and Hungary.
The Roumanian C. F. R. Administration shall check the returns supplied by the M. A. V. Administration and the M. A. V. Administration shall check the returns, if any, supplied by the C. F. R. Administration, with a view to determining whether all or any of these cars have been returned to Roumania and whether compensation has or has not been given for them. A period of six months from the ratification of an agreement between Roumania and Hungary for the liquidation of restitutions by payment of a lump sum is recognised as being necessary for this work of checking, in which the initiative shall be taken by the M. A. V. Administration.
- (b) The 119 cars in List B, included in Returns XI, XII, XIII and XIV, shall be "restored" to Roumania, as provided in Article 168, within a period of six months from the date of the ratification of the Agreement between Roumania and Hungary for the payment of a lump sum. This period shall, however, be extended in the case of such of these cars as require extensive repairs.
- (c) "Substitutes" shall be furnished by Hungary for cars in List C forwarded in return for compensation and, in the case of those for which no compensation has been given, the M. A. V. Administration shall furnish proof of non-compensation, shall indicate the station by which and the date on which they left Hungary and the neighbouring State which received them, and shall take the necessary steps in the event of their return.

Un délai de deux ans, à partir de l'homologation de l'accord forfaitaire est reconnu nécessaire pour rechercher les wagons de cette catégorie, notamment pour établir si tous ou une partie d'entre eux sont sortis de Hongrie avec ou sans compensation. Ces recherches incombent à l'Administration M. A. V. ; il est toutefois mentionné que l'Administration C. F. R., et au besoin le Gouvernement roumain, donneront leur concours, afin d'aider à l'établissement de la situation de ces wagons au point de vue « compensation » et éventuellement à leur rapatriement. Il est mentionné encore que les délégués des Etats représentés dans la Commission de répartition ont déclaré que leurs administrations rendront tous les wagons des Etats alliés reçus sans compensation. (Avis commun des délégués, donné en mars 1923.)

- d) Les 87 wagons de la liste D, provenant des relevés XI, XII, XIII et XIV (Voir liste D) seront « substitués » par la Hongrie. Toutefois, la substitution ne commencera qu'après que la Hongrie aura encore recherché ces wagons. Un délai de six mois, à partir de l'homologation de l'accord, est accordé dans ce but à la Hongrie.
- e) Les 57 wagons de la liste E seront vérifiés contradictoirement par les délégués hongrois et roumain à la Commission de répartition, sur l'initiative du délégué hongrois. Il est reconnu qu'un délai d'un mois est nécessaire pour cette vérification, à partir de l'homologation de l'accord.
Les wagons C. F. R. ou reconnus comme ayant reçu la marque C. F. R. seront restitués à la Roumanie, qui assumera toute responsabilité concernant les éventuelles réclamations présentées par d'autres Etats (y compris la Hongrie) ou particuliers intéressés. Les wagons trouvés comme n'étant pas C. F. R. ou n'ayant pas reçu cette marque, ne seront pas restitués.
- f) Pour les 19 wagons de la liste F, on appliquera les mêmes dispositions que celles indiquées au point c) ci-dessus, pour les wagons de la liste C.
- g) La Hongrie « substi. uera » un wagon équivalant à celui de la liste G, dans le cas où il ne serait pas prouvé que ce wagon était à Breitenlee. Un délai d'un mois, à partir du jour de l'homologation de l'accord, est reconnu nécessaire pour faire ladite preuve.
- h) Les wagons de la liste H, sortis de Hongrie après le 4 juin 1920 ou avant cette date, mais contre compensation, seront « substitués » par la Hongrie.
Les mêmes délai et procédure que ceux indiqués au point c) ci-dessus, pour les wagons de la liste C, seront appliqués pour établir les wagons de la liste H, sortis après le 4 juin 1920 ou avant cette date, mais contre compensation.
- i) L'Administration M. A. V. donnera à l'Administration C. F. R. les preuves desquelles il résulte que les 12 wagons de la liste I se sont trouvés sur le territoire d'armistice italien. Ces preuves seront données dans un mois après l'homologation de l'accord forfaitaire.
- j) L'Administration M. A. V. indiquera les wagons de la liste J, venus en Hongrie après le 1^{er} janvier 1922, wagons qui ne peuvent pas faire l'objet d'une restitution aux termes de l'article 168, vu qu'ils retourneront en Roumanie en vertu du Règlement de Stresa.
Les wagons de la liste J, non prouvés comme venus en Hongrie après le 1^{er} janvier 1922, seront « restitués » à la Roumanie de la même manière que les wagons prévus au point b) ci-dessus.
- k) L'Administration M. A. V. reconnaîtra à l'Administration C. F. R. une dette de wagons (parc commun) égale au nombre des wagons spécifiés au point I, lettre c) pour lesquels la Roumanie aurait donné une compensation. Cette dette sera communiquée aux délégués hongrois et roumains à la Commission de répartition, qui en tiendront compte à l'établissement de la dette de wagons entre la Roumanie et la Hongrie.

A period of two years, as from the date of the ratification of the Agreement for the payment of a lump sum, is recognised as being necessary to make enquiries concerning cars of this category, and in particular to determine whether all or any of them have left Hungary with or without compensation. The M. A. V. Administration is responsible for such enquiries ; it should be noted, however, that the C. F. R. Administration, and, if necessary, the Roumanian Government, will co-operate, in order to establish the position in regard to these cars from the point of view of " compensation ", and, if necessary, to assist in their return. It may be mentioned, further, that the delegates of the States represented on the Distribution Commission have declared that their Administrations will restore all the cars of the Allied States which have been received, but for which no compensation has been given. (Unanimous opinion expressed by the delegates in March 1923.)

- (d) " Substitutes " shall be furnished by Hungary for the 87 cars in List D included in Returns XI, XII, XIII and XIV (See List D). Such substitutes shall, however, be furnished only after Hungary has again made enquiries concerning these cars. She shall be allowed for this purpose a period of six months as from the date of ratification of the Agreement.
- (e) The 57 cars in List E shall, on the initiative of the Hungarian delegate, be checked by the Hungarian and Roumanian delegates on the Distribution Commission. It is recognised that a period of one month from the ratification of the Agreement is necessary for this checking.
- C. F. R. cars, or cars which are recognised as having been marked as belonging to the C. F. R. shall be restored to Roumania, who shall assume full responsibility as regards claims which may be submitted by other States (including Hungary) or by individuals. Cars which are found not to belong to the C. F. R. and not to have been marked as belonging to the C. F. R. shall not be restored.
- (f) As regards the 19 cars in List F, the provisions named under (c) above, in respect of cars in List C, shall apply.
- (g) Hungary shall furnish as " substitute " a car equivalent to that named in List G, should it not be proved that such car was at Breitenlee. A period of one month from the date of ratification of the Agreement is recognised as being necessary to establish such proof.
- (h) " Substitutes " shall be furnished by Hungary for cars of List H which left Hungary after June 4, 1920, or prior to that date, but in return for compensation. The time-limit and procedure named in (c) above for cars of List C shall apply in establishing the cars of List H which left the country after June 4, 1920, or prior to that date, but in return for compensation.
- (i) The M. A. V. Administration shall supply to the C. F. R. Administration proof that the 12 cars of List I were in the Italian armistice territory. Such proof shall be given within a period of one month from the ratification of the Agreement for the payment of a lump sum.
- (j) The M. A. V. Administration shall indicate the cars in List J which entered Hungary after January 1, 1922, and which cannot be restored as provided in Article 168, in view of the fact that they must return to Roumania in virtue of the Stressa Convention.

Cars in List J, in respect of which no proof exists that they entered Hungary after January 1, 1922, shall be " restored " to Roumania under the conditions provided in the case of the cars named in (b) above.

- (k) The M. A. V. Administration shall acknowledge to the C. F. R. Administration a debt in cars (Common Rolling Stock) equal to the number of cars named in I (c) for which Roumania has paid compensation. This debt shall be notified to the Hungarian and Roumanian delegations on the Distribution Commission, who shall take it into account in establishing the debt in cars as between Roumania and Hungary.

Les wagons dont il s'agit, ayant été reçus par la Roumanie avant le 1^{er} janvier 1922, sont censés avoir été tous compensés. Il appartient donc à l'Administration M. A. V. de rechercher et d'indiquer lesquels de ces wagons n'auraient pas été compensés. Un délai de douze mois est reconnu nécessaire pour que l'Administration M. A. V. fasse ces recherches et pour que les deux Administrations M. A. V. et C. F. R. en examinent contradictoirement le résultat et décident combien de wagons ont été compensés. Ce délai comptera à partir du jour de la remise par l'Administration C. F. R. à l'Administration M. A. V. de la liste desdits wagons.

- l) Dans le cas où les deux administrations ne tomberaient pas d'accord sur les questions réservées à leur examen contradictoire et à leur décision — questions spécifiées aux lettres a), c), e), f) et h) — les deux administrations accepteront la décision d'un arbitre, dont elles demanderont la nomination par le président de l'Union internationale des chemins de fer, si toutefois elles ne tombaient pas d'accord pour la désignation d'un arbitre.

Cet arbitre devra être une personne initiée aux questions du mouvement et sa décision ne tiendra compte que des documents et des exposés présentés par les deux Parties (sans avoir à faire des enquêtes locales). Son honoraire sera fixé par le président de l'Union internationale ou par les deux administrations et sera payé par elles moitié et moitié.

- m) Les « restitutions » prévues aux lettres b), e), f) et j) seront faites par la Hongrie aux termes de l'article 168 et du protocole général « A » de la Commission de réparations et dans un délai de six mois à partir des jours où elles seront devenues décisives, sauf les cas des wagons ayant besoin de réparations importantes, pour lesquels ce terme pourra être prolongé encore douze mois.

La Hongrie aura la faculté de « substituer » des wagons à ceux qu'elle ne pourra pas restituer.

- n) Les « substitutions » prévues aux lettres a), c), d), f), g) et h) comprendront des wagons en bon état de fonctionnement et de même série, capacité et âge que les wagons à substituer. Elles seront faites par la Hongrie dans un délai de six mois à partir des jours où elles auront été décidées, délai qui sera prolongé par le temps mis par l'Administration C. F. R. à communiquer à l'Administration M. A. V. les données relatives à l'âge, capacité et série dont il est question.
- o) La Hongrie payera à la Roumanie les taxes prévues dans le Règlement de Stressa, appliqué au trafic entre la Hongrie et la Roumanie, pour les wagons non restitués ou non substitués dans les termes prévus aux points m), et n) ci-dessus.

IV.

La Délégation hongroise déclare que les wagons provenant du relevé I et inscrits dans les listes A (16 wagons), B (25 wagons), D (134 wagons), H (212 wagons) et I (12 wagons), ne tombent pas sous le coup de l'article 168. La Hongrie n'est responsable, aux termes de cet article et des décisions de la Commission des réparations, que des objets enlevés de Roumanie et identifiables sur son territoire actuel après le jour de la signature du Traité de Trianon (4 juin 1920). Les wagons du relevé I ont bien été enlevés de Roumanie, mais n'ayant pas été trouvés sur le réseau hongrois actuel, ni au recensement de septembre 1920, ni lors des recherches faites par le Service roumain des restitutions, doivent être considérés comme n'ayant pas été sur le territoire hongrois actuel, dans la période de responsabilité de la Hongrie, sauf les deux cas suivants : les wagons seraient sortis de Hongrie entre le 4 juin et le 12 septembre 1920 et, dans ce cas, avec compensation ; les wagons seraient entrés en Hongrie après le recensement.

La Délégation hongroise déclare donc que la Hongrie restituera les 25 wagons de la liste B comme étant venus en Hongrie après le recensement de 1920.

Concernant les wagons des listes A, D et H, la Délégation hongroise déclare :

- a) Les deux Administrations C. F. R. et M. A. V. devront vérifier contradictoirement les données fournies par M. A. V. relatives aux 16 wagons de la liste A, dans le délai

The cars in question having been received by Roumania prior to January 1, 1922, compensation shall be deemed to have been given. It will, therefore, be for the M. A. V. Administration to ascertain and to state in respect of which of these cars compensation has not been given. A period of twelve months is recognised as being necessary for the M. A. V. Administration to make such enquiries, and for the M. A. V. Administration and the C. F. R. Administration severally to examine the results and to decide in respect of how many cars compensation has been given. This period shall date as from the handing over of the list of cars by the C. F. R. Administration to the M. A. V. Administration.

- (*l*) Should the two Administrations fail to agree concerning the questions mentioned in (*a*), (*c*), (*e*), (*f*) and (*h*) which are reserved for examination and decision by them, they shall accept the award of an arbitrator who shall, unless they themselves have agreed as to the choice of an arbitrator, be appointed at their request by the President of the International Railway Union.

This arbitrator shall be a person conversant with traffic questions, and his decision shall be based exclusively upon the documents and statements submitted by the two Parties (without having recourse to local enquiries). His fee shall be fixed by the President of the International Union or by the two Administrations, who shall each be responsible for payment of one-half of the amount ;

- (*m*) The "restitutions" named in (*b*), (*e*), (*f*) and (*j*) shall be effected by Hungary in accordance with the provisions of Article 168 and General Protocol "A" of the Reparation Commission, within a period of six months from the dates upon which they become definitive, except in the case of cars requiring extensive repairs for which a further period of twelve months may be allowed.

Hungary shall be at liberty to "substitute" cars for those which she cannot restore ;

- (*n*) The "substitutes" named in (*a*), (*c*), (*d*), (*f*), (*g*) and (*h*) shall include cars in proper running order and of the same series, capacity and age as the cars they replace. They shall be furnished by Hungary within a period of six months from the dates upon which the relevant decision has been taken ; this period may be extended by the time taken by the C. F. R. Administration to communicate to the M. A. V. Administration the data concerning age, capacity and series required ;
- (*o*) Hungary shall pay to Roumania the charges laid down in the Stressa Convention, as applied to traffic between Hungary and Roumania, for cars not restored or replaced under the provisions of (*m*) and (*n*) above.

IV.

The Hungarian delegation declares that the cars included in Return I and mentioned in lists A (16 cars), B (25 cars), D (134 cars), H (212 cars) and I (12 cars) do not come under the provisions of Article 168. Hungary is responsible, under the terms of that Article and of the decisions of the Reparation Commission, only for objects removed from Roumania and identifiable in her present territory, after the date of the signing of the Treaty of Trianon (June 4, 1920). The cars in Return I have certainly been removed from Roumania, but not having been found on the present Hungarian system either at the time of the census taken in September 1920, or at the time that enquiries were carried out by the Roumanian Restitution Service, they must be regarded as not having been in the present Hungarian territory within the period of Hungary's responsibility except in the following two cases : if they left Hungary between June 4 and September 12, 1920, and compensation was given, or if they entered Hungary after the census had been taken.

The Hungarian delegation declares, therefore, that Hungary will restore the 25 cars in list B which are deemed to have entered Hungary after the 1920 census.

As regards the cars of lists A, D and H, the Hungarian delegation declares :

- (*a*) The C. F. R. and M. A. V. Administrations shall each check the data supplied by the M. A. V. concerning the 16 cars in list A, within the time-limit and in accordance

et suivant la procédure indiqués au paragraphe III, lettres *a*) et *l*). Si le résultat de ces vérifications était que ces wagons ou une partie d'entre eux, n'étaient pas rentrés en Roumanie, ces wagons seront considérés comme manquants, et la Hongrie offre 20 % de leur nombre à titre forfaitaire.

- b*) Pour mettre fin par voie amicale à toute la question de restitutions, la Hongrie offre 20 % des 134 wagons de la liste D (Relevé I) dans le cas où toutes les questions de restitutions entre la Roumanie et la Hongrie seraient réglées par accord forfaitaire.

Le pourcentage ci-dessus offert est motivé par les faits suivants :

1^o La Hongrie possède toutes les preuves qui la déchargent de sa responsabilité concernant ces wagons ;

2^o Le nombre de 134 wagons doit être réduit des pertes de guerre qui, pour le parc M. A. V., ont été de 30 % ;

3^o Une partie de ces wagons se sont trouvés après la guerre dans des pays qui n'ont pas fait un recensement par individu.

4^o Il est à présumer que beaucoup de ces wagons se sont trouvés dans des Etats successeurs où cependant les erreurs inhérentes aux recensements n'ont pas révélé leur existence. Il en résulte qu'ils finiront par rentrer en Roumanie. Ainsi dans les trois derniers mois, 8 des wagons non recensés sont rentrés de Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Pologne.

V.

La Délégation roumaine, tout en faisant des réserves quant à la non-responsabilité de la Hongrie pour les wagons qui seraient sortis de son territoire actuel avant le 4 juin 1920, remarque qu'on ne peut pas admettre comme sortis avant cette date les wagons pour lesquels la Hongrie ne donne aucune preuve concernant leur sortie.

Dans le but de mettre fin à la question des restitutions, la Délégation roumaine consent à admettre qu'une partie des wagons en question se seraient trouvés dans des Etats où les recherches seraient très difficiles pour la Hongrie ; elle admet également qu'une partie des wagons ont été détruits pendant la guerre ; mais le pourcentage offert par la Hongrie est loin du chiffre réel qui resterait après les déductions admises.

La Délégation roumaine admet 60 % (soixante p. c.).

La Délégation roumaine propose que toute la question des wagons dont il s'agit à ce paragraphe, soit déferée à l'arbitrage prévu au paragraphe III, lettre *l*).

VI.

Les deux Délégations sont d'accord que :

- a*) La Roumanie devra restituer à la Hongrie, en cas où des wagons dont il est question au paragraphe V seraient retrouvés, les substitutions respectives équivalentes, reçues par elle au compte desdits wagons, jusqu'à concurrence du nombre de wagons reçus par la Roumanie en vertu du paragraphe V ;
- b*) Les chiffres inscrits dans le présent procès-verbal seront rectifiés en cas d'erreurs reconnues par les deux administrations.

Fait à Bucarest, en double exemplaire original, le 7 février 1924.

I. P. CARP.
Z. CHRISTODORESCU.
G. MANOLESCU.

FINÁCZY.
LADÁNYI.
LUKÁCS.
POLYÁNSZKY.

with the procedure named in paragraph III, (a) and (l). If it is proved that some or all of these cars did not return to Roumania, they will be regarded as missing and Hungary offers to restore 20 % of their number by way of a final settlement.

- (b) In order to settle the whole question of restitutions by friendly means, Hungary offers 20 % of the 134 cars of list D (Return I), in the event of all questions relating to restitution between Roumania and Hungary being settled by means of an agreement providing for the payment of a lump sum.

The above-mentioned percentage is based upon the following considerations :

- (1) Hungary possesses full proofs clearing her of responsibility as regards these cars ;
- (2) The total number of cars, namely 134, should be reduced by war losses, which, for the M. A. V. rolling stock, amounted to 30 % ;
- (3) Some of these cars were to be found after the war in countries which did not take an individual census ;
- (4) It is permissible to assume that many of these cars were to be found in Succession States, in which the errors inherent in censuses prevented their discovery. Thus, they will eventually return to Roumania. In the course of the past three months, for example, eight of the cars not included in any census have been returned from Czechoslovakia, Jugoslavia and Poland.

V.

The Roumanian Delegation, while formulating reservations in regard to Hungary's non-responsibility for cars which may have left her present territory prior to June 4, 1920, notes that cars not proved by Hungary to have left the country cannot be admitted as having left it before that date.

With the object of settling the question of restitutions, the Roumanian Delegation agrees to admit that a certain proportion of the cars in question may be in States in which it would be very difficult for Hungary to make enquiries ; it also admits that a certain proportion of the cars were destroyed during the war ; nevertheless, the percentage offered by Hungary is far below the actual figure remaining after the deductions allowed.

The Roumanian delegation would agree to 60 % (sixty per cent).

The Roumanian delegation proposes that the whole question of cars, dealt with in this paragraph, should be submitted to arbitration, as provided in paragraph III, ().

VI.

The two delegations are agreed that :

- (a) In the event of the cars mentioned in paragraph V being found, Roumania shall restore to Hungary the equivalent substitutes received by her on account of the said cars, provided that the number does not exceed the number of cars received by Roumania in virtue of paragraph V.
- (b) The figures named in the present Minutes shall be corrected in the case of errors admitted by both Administrations.

Done at Bucharest in duplicate, February 7, 1924.

I. P. CARP.
Z. CHRISTODORESCU.
G. MANOLESCU.

FINÁCZY.
LADÁNYI.
LUKÁCS.
POLYÁNSZKY.

LISTE A.

Wagons C. F. R., supposés par la Délégation hongroise comme se trouvant en Roumanie.
(Relevés XI — XIV et I.)

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	La gare de transit	Date	Observations
XI	1	Kz	501.998	6.501.998	—	—	A Vienne, il a été donné comme étant en Roumanie.
XII	2	Kol	400.044	—	Kétegyháza	12 V 21	Il a été rendu à A. Cs. E.V.
XIII	3	Kz	501.073	—	Biharkeresztes	14 I 21	
	4	Gb	35.746	—			
	5	G	927.182	—	Biharkeresztes	24 V 21	
	6	K	16.959	—	Lókósháza	28 XII 21	
	7	K	40.022	—			
XIV	8	G	29.484	—	Biharkeresztes	31 V 22	
	9	C	1.411	—	»	30 XII 21	
	10	K	60.101	—	»	11 III 20	
I	11	Cc	97	606.002			
	12	G	50.384	620.356			
	13	G	208	620.404			
	14	Kn	116.458	660.116			
	15	K	2.906	661.092			
	16	Kn	116.179	667.150	—	—	Cassé
	17	Kn	117.242	667.152			
	18	Kn	1.011	675.515			
	19	Kn	230.205	693.801			
	20	Kz	501.668	—			
	21	Kz	502.826	—			
	22	Kz	502.957	—			
	23	Kz	502.988	—			
	24	Kz	503.363	—			
	25	Kz	504.375	—			
	26	Kz	510.438	—			

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LIST A.

C. F. R. cars supposed by the Hungarian Delegation to be in Roumania.
(Returns XI—XIV and I.)

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Transit station	Date	Observations
XI	1	Kz	501,998	6,501,998	—	—	Stated at Vienna to be in Roumania.
XII	2	Kol	400,044	—	Kétegyháza	12 V 21	Returned to A. Cs. E. V.
	3	Kz	501,073	—	Biharkeresztes	14 I 21	
XIII	4	Gb	35,746	—	—	—	Returned to A. Cs. E. V.
	5	G	927,182	—	Biharkeresztes	24 V 21	
	6	K	16,959	—	Lőkősháza	28 XII 21	
	7	K	40,022	—	—	—	
XIV	8	G	29,484	—	Biharkeresztes	31 V 22	Damaged.
	9	C	1,411	—	»	30 XII 21	
	10	K	60,101	—	»	11 III 20	
I	11	Cc	97	606,002	—	—	
	12	G	50,384	620,356	—	—	
	13	G	208	620,404	—	—	
	14	Kn	116,458	660,116	—	—	
	15	K	2,906	661,092	—	—	
	16	Kn	116,179	667,150	—	—	
	17	Kn	117,242	667,152	—	—	
	18	Kn	1,011	675,515	—	—	
	19	Kn	230,205	693,801	—	—	
	20	Kz	501,668	—	—	—	
	21	Kz	502,826	—	—	—	
	22	Kz	502,957	—	—	—	
	23	Kz	502,988	—	—	—	
	24	Kz	503,363	—	—	—	
	25	Kz	504,375	—	—	—	
	26	Kz	510,438	—	—	—	

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LISTE B.

Wagons C. F. R., reconnus comme se trouvant sur le réseau M. A. V.
(Relevés XI — XIV et I.)

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Observations
XI	1	Kz	500.173	6.500.173	
	2	»	310	310	
	3	»	411	411	
	4	»	418	418	
	5	»	419	419	
	6	»	429	429	
	7	»	597	597	
	8	»	631	631	
	9	»	501.008	6.501.008	
	10	»	768	—	
	11	»	958	6.501.958	
	12	»	502.397	6.502.397	
	13	»	404	404	
	14	»	741	741	
	15	»	814	814	
	16	»	850	850	
	17	»	880	880	
	18	»	503.014	6.503.014	
	19	»	477	477	
	20	»	723	723	
	21	»	790	790	
	22	»	962	962	
	23	»	504.173	6.504.173	
	24	»	728	728	
	25	»	507.007	6.507.007	
	26	»	021	021	
	27	»	510.096	6.510.096	
	28	»	181	181	
	29	»	263	263	
	30	»	440	440	
	31	»	506	506	
	32	»	708	708	
	33	»	750	750	
	34	»	570	570	
	35	»	768	768	
	36	»	794		
	37	»	501.044	99.004	
	38	»	502.933	99.027	
	39	»	503.411	99.020	
	40	»	604	880.234	
	41	»	504.048	228	
	42	»	511.098	262	
	43	»	502.815		
	44	»	947		
	45	»	504.045		
	46	»	238		
	47	»	626		
	48	»	510.530		

LIST B.

C. F. R. cars admitted to be on the M. A. V. system.
(Returns XI—XIV and I.)

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Observations
XI	1	Kz	500,173	6,500,173	
	2	»	310	310	
	3	»	411	411	
	4	»	418	418	
	5	»	419	419	
	6	»	429	429	
	7	»	597	597	
	8	»	631	631	
	9	»	501,008	6,501,008	
	10	»	768	—	
	11	»	958	6,501,958	
	12	»	502,397	6,502,397	
	13	»	404	404	
	14	»	741	741	
	15	»	814	814	
	16	»	850	850	
	17	»	880	880	
	18	»	503,014	6,503,014	
	19	»	477	477	
	20	»	723	723	
	21	»	790	790	
	22	»	962	962	
	23	»	504,173	6,504,173	
	24	»	728	728	
	25	»	507,007	6,507,007	
	26	»	021	021	
	27	»	510,096	6,510,096	
	28	»	181	181	
	29	»	263	263	
	30	»	440	440	
	31	»	506	506	
	32	»	708	708	
	33	»	750	750	
	34	»	570	570	
	35	»	768	768	
	36	»	794		
	37	»	501,044	99,004	
	38	»	502,933	99,027	
	39	»	503,411	99,020	
	40	»	604	880,234	
	41	»	504,048	228	
	42	»	511,098	262	
	43 ¹	»	502,815		
	44	»	947		
	45	»	504,045		
	46	»	238		
	47	»	626		
	48	»	510,530		

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Observations
XI	49	Kz	535		
	50	»	541		
	51	»	961		
	52	»	511.228		
	53	»	504.474		
	54	»	481		
	55	»	682		
	56	»	504.862		
	57	»	500.444		
	58	»	472		
XII	59	»	792		
	60	»	939		
	61	»	501.087		
	62	»	287		
	63	»	500.399		
	64	»	639		
	65	»	428		
	66	»	823		
	67	»	839		
	68	»	944		
	69	»	501.095		
	70	»	107		
	71	»	167		
	72	»	243		
	73	»	441		
	74	»	464		
	75	»	764		
	76	»	799		
	77	»	819		
	78	»	888		
	79	»	919		
	80	»	982		
	81	»	502.077		
	82	»	397		
	83	»	485		
	84	»	689		
	85	»	727		
	86	»	820		
	87	»	935		
	88	»	985		
	89	»	990		
	90	»	503.544		
	91	»	872		
	92	»	971		
	93	»	504.426		
	94	»	607		
	95	»	603		
96	»	680			
97	»	717			
98	»	770			
99	»	837			
100	»	510.047			
101	»	078			
102	»	173			
103	»	254			
104	»	597			
105	»	747			

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Observations
XI	49	Kz	535		
	50	»	541		
	51	»	961		
	52	»	511,228		
	53	»	504,474		
	54	»	481		
	55	»	682		
	56	»	504,862		
	57	»	500,444		
	58	»	472		
	59	»	792		
XII	60	»	939		
	61	»	501,087		
	62	»	287		
	63	»	500,399		
	64	»	639		
	65	»	428		
	66	»	823		
	67	»	839		
	68	»	944		
	69	»	501,095		
	70	»	107		
	71	»	167		
	72	»	243		
	73	»	441		
	74	»	464		
	75	»	764		
	76	»	799		
	77	»	819		
	78	»	888		
	79	»	919		
	80	»	982		
	81	»	502,077		
	82	»	397		
	83	»	485		
	84	»	689		
	85	»	727		
	86	»	820		
	87	»	935		
	88	»	985		
	89	»	990		
	90	»	503,544		
	91	»	872		
	92	»	971		
	93	»	504,426		
	94	»	607		
95	»	603			
96	»	680			
97	»	717			
98	»	770			
99	»	837			
100	»	510,047			
101	»	078			
102	»	173			
103	»	254			
104	»	597			
105	»	747			

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Observations
XII	106	Kz	792		
	107	»	904		
	108	»	976		
	109	»	511.003		
	110	»	048		
	111	»	118		
	112	»	501.421		
	113	»	503.717		
	114	»	504.688		
	115	»	502.836		
	116	»	510.641		
XIII	117	»	508.988		
XIV	118	»	502.948		
	119	»	510.354		
I	120	»	500.605		
	121	»	501.250		
	122	»	500.653		
	123	»	941		
	124	»	501.402		
	125	»	671		
	126	»	501.760		
	127	»	910		
	128	»	502.697		
	129	»	759		
	130	»	879		
	131	»	974		
	132	»	503.586		
	133	»	504.171		
	134	»	318		
	135	»	783		
	136	»	510.028		
	137	»	029		
	138	»	116		
	139	»	297		
	140	»	593		
	141	»	745		
	142	»	986		
	143	»	501.667		
	144	»	912		

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Observations	
XII	106	Kz	792			
	107	»	904			
	108	»	976			
	109	»	511,003			
	110	»	048			
	111	»	118			
	112	»	501,421			
	113	»	503,717			
	114	»	504,688			
	115	»	502,836			
	116	»	510,641			
	XIII	117	»	508,988		
		118	»	502,948		
	XIV	119	»	510,354		
		120	»	500,605		
	I	121	»	501,250		
122		»	500,653			
123		»	941			
124		»	501,402			
125		»	671			
126		»	501,760			
127		»	910			
128		»	502,697			
129		»	759			
130		»	879			
131		»	974			
132		»	503,586			
133		»	504,171			
134		»	318			
135		»	783			
136		»	510,028			
137		»	029			
138		»	116			
139		»	297			
140		»	593			
141		»	745			
142		»	986			
143		»	501,667			
144		»	912			

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LISTE C.

Wagons C. F. R., que la Délégation hongroise donne comme ayant été livrés
à des chemins de fer étrangers.
(Relevés XI — XIV.)

Relevé	N° cr.	Série	N°	N°	Sur les chemins de fer étrangers	Date	Observations
XI	1	Kn	117.396	667.192	C. S. D.		
	2	Kz	504.129	6.504.129	Györ Gy. S. E. V.	2 IX 20	
	3	Gr	62.806	91.115	Szob C. S. D.	10 II 21	
	4	Kn	116.953	95.174	Fehring B. B. Ö.	25 I 21	
	5	Ks	135.291	95.117	Szob C. S. D.	29 VIII 21	
	6	Kol	400.225	904.337	Drégelypalánk C. S. D.	18 XI 20	
XII	7	G	51.065	—	Szob C. S. D.	29 IX 20	
	8	Gr	63.055	—	Györ Gy. S. E. V.	20 XII 21	
	9	Kn	118.475	—	Bruck B. B. Ö.	28 XII 20	
	10	Kz	501.101	—	» »	17 IX 20	
	11	»	502.103	—	Györ Gy. S. E. V.	12 XII 20	
	12	»	502.482	—	» »	1 XII 21	
	13	Gv	52.960	—	Komárom D. V.	22 I 21	
	14	Kz	593.399	—	Györ Gy. S. E. V.	25 XII 20	
	15	Gs	70.071	—	Szob C. S. D.	29 XII 21	
	XIII	16	A	63.602	—	» »	4 XII 21
17		C	1.693	—	Bruck B. B. Ö.	22 X 20	
18		C	51.275	—	» »	27 X 20	
19		J	69.209	—	Salgótarján C. S. D.	6 XII 20	
20		K	335.989	—	Bánréve »	18 XII 20	
21		»	384.293	—	Salgótarján C. S. D.	21 X 21	
22		»	402.380	—	Bánréve »	1 VII 21	
23		S	2.161	—	Hegyeshalom B. B. Ö.	26 XII 21	
24		G	613	—	Bruck B. B. Ö.	1 XII 21	
25		»	881	—	» »	28 I 21	
XIV	26	G	27.418	—	Györ Gy. S. E. V.	26 XI 21	
	27	»	29.484	—	Bruck B. B. Ö.	21 III 21	
	28	G	47.786	—	Szob C. S. D.	22 IX 20	
	29	K	304.563	—	Salgótarján C. S. D.	2 XI 20	
	30	»	353.935	—	» »	7 III 21	
	31	L	3.728	—	Kétegyháza ACSEV	30 VIII 21	
	32	G	55.103	—	Gyanafalva B. B. Ö.	21 I 21	
	33	»	121.498	—	Szob C. S. D.	25 VI 21	
	34	K	53.003	—	Komárom D. V.	16 X 20	
	35	G	16-172	—	Bruck B. B. Ö.	15 X 20	
	36	»	18-527	—	Szob C. S. D.	16 IX 21	
	37	»	31-742	—	Salgótarján C. S. D.	16 III 21	
38	»	50-986	—	Bruck B. B. Ö.	20 I 21		
39	»	92-243	—	» »	21 X 20		
40	»	119-309	—	» »	27 I 21		
41	J	607-462	—	Salgótarján C. S. D.	6 VII 21		
42	K	332-850	—	Bruck B. B. Ö.	20 XI 20		
43	»	353-933	—	Salgótarján C. S. D.	10 II 21		
44	»	384-293	—	» »	21 X 20		
45	»	402-380	—	Bánréve »	1 VII 21		
46	»	434-228	—	Bruck B. B. Ö.	1 I 21		
47	»	452-803	—	Tomanadaska C. S. D.	17 II 21		

LIST C.

C. F. R. cars stated by the Hungarian Delegation to have been delivered to foreign railways.

(Returns XI—XIV.)

Return	No. k.	Series	No.	No.	Foreign railways	Date	Observations
XI	1	Kn	117,396	667,192	C. S. D.		
	2	Kz	504,129	6,504,129	Győr Gy. S. E. V.	2 IX 20	
	3	Gr	62,806	91,115	Szob C. S. D.	10 II 21	
	4	Kn	116,953	95,174	Fehring B. B. Ö.	25 I 21	
	5	Ks	135,291	95,117	Szob C. S. D.	29 VIII 21	
XII	6	Kol	400,225	904,337	Drégelypalánk (C.S.D.)	18 XI 20	
	7	G	51,065	—	Szob C. S. D.	29 IX 20	
	8	Gr	63,055	—	Győr Gy. S. E. V.	20 XII 21	
	9	Kn	118,475	—	Bruck B. B. Ö.	28 XII 20	
	10	Kz	501,101	—	" "	17 IX 20	
	11	"	502,103	—	Győr Gy. S. E. V.	12 XII 20	
	12	"	502,482	—	" "	1 XII 20	
	13	Gv	52,960	—	Komárom D. V.	22 I 21	
	14	Kz	503,399	—	Győr Gy. S. E. V.	25 XII 20	
	15	Gs	70,071	—	Szob C. S. D.	29 XII 21	
XIII	16	A	63,602	—	" "	4 XII 21	
	17	C	1,693	—	Bruck B. B. Ö.	22 X 20	
	18	C	51,275	—	" "	27 X 20	
	19	J	69,209	—	Salgótárjan C. S. D.	6 XII 20	
	20	K	335,980	—	Bánréve "	18 XII 20	
	21	"	384,293	—	Salgótárjan C. S. D.	21 X 21	
	22	"	402,380	—	Bánréve "	1 VII 21	
	23	S	2,161	—	Hegyeshalom B. B. Ö.	26 XII 21	
	24	G	613	—	Bruck B. B. Ö.	1 XII 21	
XIV	25	"	881	—	" "	28 I 21	
	26	G	27,418	—	Győr Gy. S. E. V.	26 XI 21	
	27	"	29,484	—	Bruck B. B. Ö.	21 III 21	
	28	G	47,786	—	Szob C. S. D.	22 IX 20	
	29	K	304,563	—	Salgótárjan C. S. D.	2 XI 20	
	30	"	353,935	—	" "	7 III 21	
	31	L	3,728	—	Kétegyháza ACSEV	30 VIII 21	
	32	G	55,103	—	Gyanafalva B. B. Ö.	21 I 21	
	33	"	121,498	—	Szob C. S. D.	25 VI 21	
	34	K	53,003	—	Komárom D. V.	16 X 20	
	35	G	16-172	—	Bruck B. B. Ö.	15 X 20	
	36	"	18-527	—	Szob C. S. D.	16 IX 21	
	37	"	31-742	—	Salgótárjan C. S. D.	16 III 21	
38	"	50-986	—	Bruck B. B. Ö.	20 I 21		
39	"	92-243	—	" "	21 X 20		
40	"	119-309	—	" "	27 I 21		
41	J	607-462	—	Salgótárjan C. S. D.	6 VII 21		
42	K	332-850	—	Bruck B. B. Ö.	20 XI 20		
43	"	353-933	—	Salgótárjan C. S. D.	10 II 21		
44	"	384-293	—	" "	21 X 20		
45	"	402-380	—	Bánréve "	1 VII 21		
46	"	434-228	—	Bruck B. B. Ö.	1 I 21		
47	"	452-803	—	Tomanádaska C.S.D.	17 II 21		

Relevé	N° cr.	Série	N°	N°	Sur les chemins de fer étrangers	Date	Observations
XIV	48	G	21.605	—	Bruck B. B. Ö.	8 I 21	
	49	»	31.095	—	Bp. Kelenföld D. V.	17 III 21	
	50	»	34.566	—	Győr Gy. S. E. V.	14 X 21	
	51	J	68.320	—	Bp. Kelenföld D. V.	21 IX 21	
	52	G	3.938	—	Szob C. S. D.	11 VIII 21	
	53	K	8.065	—	Bruck B. B. Ö.	21 X 20	
	54	»	64.222	—	Salgótarján C. S. D.	8 IV 21	
	55	G	170.423	—	Bruck B. B. Ö.	18 IX 20	
	56	G	3.167	—	Bruck B. B. Ö.	11 XII 20	
	57	»	3.923	—	» »	27 I 21	
	58	K	50.678	—	» »	7 I 21	
	59	Kz	504.963	—	Bp. Kelenföld D. V.	7 XII 20	
	60	O	58.090	—	Győr Gy. S. E. V.	16 I 21	
	61	»	90.931	—	Bruck B. B. Ö.	15 IX 20	
	62	»	211.051	—	» »	24 IV 20	

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LISTE D.

Wagons C. F. R. manquants.

(Relevés XI—XIV et I.)

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	
XI	1	A	127	600.153	XII	25	K	112.434		
	2	»	936	154		26	Kn	116.093		
	3	»	1.005	401		27	Kz	501.117		
	4	B	2.322	601.504		28	»	504.203		
	5	Gb	35.116	607.015		29	Kz	504.833		
	6	G	52.093	620.438		30	G	52.774		
	7	Gr	63.745	610.427		31	»	53.764		
	8	K	111.001	640.001		32	»	53.884		
	9	Ko	155.144	667.160		33	Kz	502.646		
	10	Gr	63.752	91.090		XIII	34	B	1.522	
	11	K	111.410	95.116			35	C	468	
	12	Kn	118.094	95.100			36	»	1.457	
	13	G	54.140	919.008			37	»	20.074	
	14	G	51.563				38	»	24.097	
	15	»	54.228				39	»	29.579	
16	Kz	510.330		40	D		8.752			
XII	17	Gb	35.070		41		G	79		
	18	Gr	61.062		42		»	652		
	19	»	62.507		43		»	5.736		
	20	Grf	69.973		44	»	23.193			
	21	Gs	70.766		45	»	38.688			
	22	»	70.770		46	»	93.050			
	23	Gp	81.193		47	»	170.423			
	24	»	50.944		48	»	631.131			

Return	No. k.	Series	No.	No.	Foreign railways	Date	Observations
XIV	48	G	21,605	—	Bruck B. B. Ö.	8 I 21	
	49	»	31,095	—	Bp. Kelenföld D. V.	17 III 21	
	50	»	34,566	—	Győr Gy. S. E. V.	14 X 21	
	51	J	68,320	—	Bp. Kelenföld D. V.	21 IX 21	
	52	G	3,938	—	Szob C. S. D.	11 VIII 21	
	53	K	8,065	—	Bruck B. B. Ö.	21 X 20	
	54	»	64,222	—	Salgótarján C. S. D.	8 IV 21	
	55	G	170,423	—	Bruck B. B. Ö.	18 IX 21	
	56	G	3,167	—	Bruck B. B. Ö.	11 XII 20	
	57	»	3,923	—	»	27 I 21	
	58	K	50,678	—	»	7 I 21	
	59	Kz	504,963	—	Bp. Kelenföld D. V.	7 XII 20	
	60	O	58,090	—	Győr Gy. S. E. V.	16 I 21	
	61	»	90,931	—	Bruck B. B. Ö.	15 IX 20	
	62	»	211,051	—	»	24 IX 20	

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LIST D.

C. F. R. cars missing.
(Returns XI—XIV and I.)

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	
XI	1	A	127	600,153	XII	25	K	112,434		
	2	»	936	154		26	Kn	116,093		
	3	»	1,005	401		27	Kz	501,117		
	4	B	2,322	601,504		28	»	504,203		
	5	Gb	35,116	607,015		29	Kz	504,833		
	6	G	52,093	620,438		30	G	52,774		
	7	Gr	63,745	610,427		31	»	53,764		
	8	K	111,001	640,001		32	»	53,884		
	9	Ko	155,144	667,160		33	Kz	502,646		
	10	Gr	63,752	91,090		XIII	34	B	1,522	
	11	K	111,410	95,116			35	C	468	
	12	Kn	118,094	95,100			36	»	1,457	
	13	G	54,140	919,008			37	»	20,074	
	14	G	51,563				38	»	24,097	
	15	»	54,228				39	»	29,579	
	16	Kz	510,330				40	D	8,752	
XII	17	Gb	35,070		41		G	79		
	18	Gr	61,062		42		»	652		
	19	»	62,507		43		»	5,736		
	20	Grf	69,973		44	»	23,193			
	21	Gs	70,766		45	»	38,688			
	22	»	70,770		46	»	93,050			
	23	Gp	81,193		47	»	170,423			
	24	»	50,944		48	»	631,131			

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.
XIII	49	G	632.258		I _a	106	K	1.109	106
	50	»	664.430			107	»	165.065	667.165
	51	J	904			108	Kn	117.707	187
	52	»	1.410			109	K	400.058	196
	53	»	299.738			110	»	301.013	668.403
	54	»	400.235			111	»	1.010	675.518
	55	K	6.703			112	Kz	500.206	
	56	»	42.194			113	»	307	
	57	»	60.964			114	»	329	
	58	»	158.996			115	»	500.374	
	59	»	168.219			116	»	404	
	60	»	381.093			117	»	545	
	61	Kz	506.802			118	»	642	
XIV	62	»	508.446		119	»	663		
	63	J	880.289	904.316	120	»	709		
	64	K	157.297		121	»	731		
	65	»	175.251		122	»	751		
	66	Kz	502.114		123	»	500.808		
	67	J	45.037	02.178	124	»	983		
	68	D	7.017		125	»	501.175		
	69	»	8.010		126	»	245		
	70	»	8.752		127	»	281		
	71	»	107.592		128	»	373		
	72	G	13.397		129	»	491		
	73	»	14.021		130	»	574		
	74	»	34.791		131	»	592		
	75	»	127.676		132	»	615		
	76	»	139.247		133	»	662		
	77	»	191.973		134	»	720		
	78	I	161.073		135	»	865		
	79	G	15.618	54.927	136	»	928		
	80	I	72.672		137	»	957		
	81	J	75.132		138	»	502.141		
	82	»	75.962		139	»	245		
	83	C	2.433		140	»	325		
	84	D	6.226		141	»	489		
	85	K	9.194		142	»	534		
	86	Kz	502.142		143	»	834		
	87	»	504.718		144	»	837		
	I	88	»	849	600.151	145	»	839	
		89	Gb	35.193	607.011	146	»	842	
		90	»	35.220	019	147	»	849	
		91	G	60.126	609.001	148	»	875	
		92	Gr	63.426	610.411	149	»	901	
		93	»	62.329	610.420	150	»	930	
		94	G	52.415	424	151	»	942	
		95	»	10	439	152	»	958	
		96	Gs	70.637	611.611	153	»	980	
97		G	50.130	620.353	154	»	503.111		
98		»	53.451	430	155	»	333		
99		Gr	63.399	446	156	»	346		
100		G	50.045	464	157	»	351		
101		»	5.026	621.008	158	»	371		
102		K	113.889	648.107	159	»	372		
103		»	112.126	108	160	»	443		
104		»	112.263	115	161	»	468		
105		»	330.048	660.104	162	»	529		

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.
XIII	49	G	632,258		I	106	K	1,109	106
	50	»	664,430			107	»	165,065	667,165
	51	J	904			108	Kn	117,707	187
	52	»	1,410			109	K	400,058	196
	53	»	299,738			110	»	301,013	668,403
	54	»	400,235			111		1,010	675,518
	55	K	6,703			112	Kz	500,206	
	56	»	42,194			113	»	307	
	57	»	60,964			114	»	329	
	58	»	158,996			115	»	500,374	
	59	»	168,219			116	»	404	
	60	»	381,093			117	»	545	
XIV	61	Kz	506,802		118	»	642		
	62	»	508,446		119	»	663		
	63	J	880,289	904,316	120	»	709		
	64	K	157,297		121	»	731		
	65	»	175,251		122	»	751		
	66	Kz	502,114		123	»	500,808		
	67	J	45,037	02,178	124	»	983		
	68	D	7,017		125	»	501,175		
	69	»	8,010		126	»	245		
	70	»	8,752		127	»	281		
	71	»	107,592		128	»	373		
	72	G	13,397		129	»	491		
	73	»	14,021		130	»	574		
	74	»	34,791		131	»	592		
	75	»	127,676		132	»	615		
I	76	»	139,247		133	»	662		
	77	»	191,973		134	»	720		
	78	I	161,073		135	»	865		
	79	G	15,618	54,927	136	»	928		
	80	I	72,672		137	»	957		
	81	J	75,132		138	»	502,141		
	82	»	75,962		139	»	245		
	83	C	2,433		140	»	325		
	84	D	6,226		141	»	489		
	85	K	9,194		142	»	534		
	86	Kz	502,142		143	»	834		
	87	»	504,718		144	»	837		
	88	»	849	600,151	145	»	839		
	89	Gb	35,193	607,011	146	»	842		
	90	»	35,220	019	147	»	849		
91	G	60,126	609,001	148	»	875			
92	Gr	63,426	610,411	149	»	901			
93	»	62,329	610,420	150	»	930			
94	G	52,415	424	151	»	942			
95	»	10	439	152	»	958			
96	Gs	70,637	611,611	153	»	980			
97	G	50,130	620,353	154	»	503,111			
98	»	53,451	430	155	»	333			
99	Gr	63,399	446	156	»	346			
100	G	50,045	464	157	»	351			
101	»	5,026	621,008	158	»	371			
102	K	113,889	648,107	159	»	372			
103	»	112,126	108	160	»	443			
104	»	112,263	115	161	»	468			
105	»	330,048	660,104	162	»	529			

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.
I	163	Kz	566		I	193	Kz	131	
	164	»	570			194	»	229	
	165	»	583			195	»	239	
	166	»	637			196	»	294	
	167	»	655			197	»	351	
	168	»	684			198	»	356	
	169	»	718			199	»	409	
	170	»	750			200	»	421	
	171	»	801			201	»	429	
	172	»	805			202	»	493	
	173	»	503.852			203	»	544	
	174	»	921			204	»	549	
	175	»	933			205	»	607	
	176	»	949			206	»	630	
	177	»	963			207	»	646	
	178	»	993			208	»	647	
	179	»	504.000			209	»	650	
	180	»	043			210	»	719	
	181	»	053			211	»	739	
	182	»	174			212	»	798	
	183	»	181			213	»	806	
	184	»	182			214	»	808	
	185	»	279			215	»	864	
	186	»	734			216	»	511.014	
	187	»	782			217	»	195	
	188	»	897			218	»	248	
	189	»	510.014			219	»	280	
	190	»	037			220	»	442	
	191	»	046			221	»	468	
	192	»	067				»		

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LISTE E.

Wagons qui auraient été recensés comme C. F. R. par erreur, d'après les données de la Délégation hongroise.

(Relevés XII—XIV.)

Relevé	N° cr.	Série	N°	Observations
XII	1	G	52.083	N'existe pas ; il y a 135.333 qui est en Roumanie.
	2	Ks	135.332	
XIII	3	Kz	511.635	ACSEV.
	4	G	1.126	
	5	»	1.223	
	6	»	1.225	
	7	»	2.213	»

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.
I	163	Kz	566	I	193	Kz	131		
	164	»	570		194	»	229		
	165	»	583		195	»	239		
	166	»	637		196	»	294		
	167	»	655		197	»	351		
	168	»	684		198	»	356		
	169	»	718		199	»	409		
	170	»	750		200	»	421		
	171	»	801		201	»	429		
	172	»	805		202	»	493		
	173	»	503,852		203	»	544		
	174	»	921		204	»	549		
	175	»	933		205	»	607		
	176	»	949		206	»	630		
	177	»	963		207	»	646		
	178	»	993		208	»	647		
	179	»	504,000		209	»	650		
	180	»	043		210	»	719		
	181	»	053		211	»	739		
	182	»	174		212	»	798		
	183	»	181		213	»	806		
	184	»	182		214	»	808		
	185	»	279		215	»	864		
	186	»	734		216	»	511,014		
	187	»	782		217	»	195		
	188	»	897		218	»	248		
	189	»	510,014		219	»	280		
	190	»	037		220	»	442		
	191	»	046		221	»	468		
	192	»	067						

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LIST E.

Cars included by mistake in the census as C. F. R., according to the statements of the Hungarian Delegation.

(Returns XII—XIV.)

Return	No. k.	Series	No.	Observations
XII	1	G	52,083	Non-existent ; there is 135,333, which is in Roumania.
	2	Ks	135,332	
XIII	3	Kz	511,635	—
	4	G	1,126	ACSEV.
	5	»	1,223	»
	6	»	1,225	»
	7	»	2,213	»

Relevé	N° cr.	Série	N°	Observations	
XIII	8	G	6.919	ACSEV	
	9	»	18.360	M. A. V.	
	10	»	32.050	»	
	11	»	129.754	»	
	12	»	131.748	C. F. D.	
	13	I	1.054	ACSEV.	
	14	»	5.411	»	
	15	»	5.444	»	
	16	»	6.331	»	
	17	»	6.421	»	
	18	»	6.804	»	
	19	»	60.472	M. A. V.	
	20	»	66.373	»	
	21	»	67.563	»	
	22	»	168.881	»	
	23	»	173.011	»	
	24	»	174.276	»	
	25	J	3.762	ACSEV	
	26	»	4.356	C. E. S.	
	27	»	5.163	ACSEV	
	28	»	6.407	»	
	29	»	179.320	M. A. V.	
	30	K	4.051	A. T. E.	
	31	»	6.910	ACSEV	
	32	»	7.003	»	
	33	»	7.048	»	
	34	»	7.052	»	
	35	»	7.138	»	
	36	»	7.153	»	
	37	»	7.186	»	
	38	»	7.249	»	
	39	»	7.271	»	
	40	»	7.450	»	
	41	»	7.466	»	
	42	»	7.479	»	
	43	»	7.602	»	
	44	»	7.615	»	
	45	»	7.634	»	
	46	»	7.873	»	
	47	L	3.577	»	
	48	»	3.702	»	
	49	P	45.530	P. O.	
	XIV	50	Kz	570.568	D. O. St. B.
		51	Gr	28.373	M. A. V.
		52	Grnh.	725.185	»
		53	Ikn.	170.490	»
		54	Mn	7.564	690.808. C. E. S.
55		Lfr	87.797	M. A. V.	
56		Mn	682.002	C. E. S.	
57		M	3.203	»	

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

Return	No. k.	Series	No.	Observations	
XIII	8	G	6,919	ACSEV	
	9	»	18,360	M. A. V.	
	10	»	32,050	»	
	11	»	129,754	»	
	12	»	131,748	C. F. D.	
	13	I	1,054	ACSEV.	
	14	»	5,411	»	
	15	»	5,444	»	
	16	»	6,331	»	
	17	»	6,421	»	
	18	»	6,804	»	
	19	»	60,472	M. A. V.	
	20	»	66,373	»	
	21	»	67,563	»	
	22	»	168,881	»	
	23	»	173,011	»	
	24	»	174,276	»	
	25	J	3,762	ACSEV	
	26	»	4,356	C. E. S.	
	27	»	5,163	ACSEV	
	28	»	6,407	»	
	29	»	179,320	M. A. V.	
	30	K	4,051	A. T. E.	
	31	»	6,910	ACSEV	
	32	»	7,003	»	
	33	»	7,048	»	
	34	»	7,052	»	
	35	»	7,138	»	
	36	»	7,153	»	
	37	»	7,186	»	
	38	»	7,249	»	
	39	»	7,271	»	
	40	»	7,450	»	
	41	»	7,466	»	
	42	»	7,479	»	
	43	»	7,602	»	
	44	»	7,615	»	
	45	»	7,634	»	
	46	»	7,873	»	
	47	L	3,577	»	
	48	»	3,702	»	
	49	P	45,530	P. O.	
	XIV	50	Kz	570,568	D. O. St. B.
		51	Gr	28,373	M. A. V.
		52	Grnh.	725,185	»
		53	Ikn.	170,490	»
		54	Mn	7,564	690.808. C. E. S.
		55	Lfr	87,797	M. A. V.
		56	Mn	682,002	C. E. S.
57		M	3,203	»	

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky, (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LISTE F.

Wagons portant la marque C.F.R. que la Délégation hongroise donne comme ayant reçu le « triangle » ou livrés par le D. W.-I. à des chemins de fer étrangers.

(Relevés XIII—XIV.)

Relevé	N° cr.	Série	N°		Observations
XIII	1	B	17.143	B. B. O. △	
	2	G	14.663	»	
	3	»	30.368	C. S. D. △	D. W. I.
	4	»	32.884	P. K. P. △△	
	5	»	35.544	C. S. D. △△	
	6	»	40.517	S. H. S. △△	
	7	»	60.313	P. K. P. △	
	8	»	72.248	B. B. O.	D. W. I.
	9	»	74.670	C. S. D.	D. W. I.
	10	K	71.996	S. H. S. △	
	11	»	356.355	C. S. D.	D. W. I.
	12	L	90.399	B. B. O. △	
XIV	13	Kz	506.812	S. H. S. △△	
	14	G	18-527	C. S. D. △△	
	15	»	14-088	S. H. S. △	
	16	»	45-896	B. B. O.	D. W. I.
	17	I	622-669	P. K. P.	D. W. I.
	18	K	404-290	S. H. S. △	
	19	»	435-841	C. S. D.	D. W. I.

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LISTE G.

Wagons qui se seraient trouvés à Breitenlee, mais non reçus par la Roumanie.

(Relevé I.)

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Observations
I	1	Kz	503.569		

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LIST F.

Cars marked C. F. R. stated by the Hungarian Delegation to have been marked with a " triangle " or delivered by the D. W.-I. to foreign railways.

(Returns XIII—XIV)

Return	No. k.	Series	No.		Observations
XIII	1	B	17,143	B. B. O. ◁	D. W. I.
	2	G	14,663	"	
	3	"	30,368	C. S. D. ◁	
	4	"	32,884	P. K. P. ◁	
	5	"	35,544	C. S. D. ◁	
	6	"	40,517	S. H. S. ◁	
	7	"	60,313	P. K. P. ◁	
	8	"	72,248	B. B. O.	
	9	"	74,670	C. S. D.	
	10	K	71,996	S. H. S. ◁	
	11	"	356,355	C. S. D.	
	12	L	90,399	B. B. O. ◁	
XIV	13	Kz	506,812	S. H. S. ◁	
	14	G	18-527	C. S. D. ◁	
	15	"	14-088	S. H. S. ◁	
	16	"	45-896	B. B. O.	
	17	I	622-669	P. K. P.	
	18	K	404-290	S. H. S. ◁	
	19	"	435-841	C. S. D.	

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LIST G.

Cars stated to have been at Breitenlee, but not received by Roumania.

(Return I.)

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Observations
I	I	Kz	503,569	.	

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LISTE H.

Wagons trouvés lors du recensement 1920 sur les réseaux des Administrations étrangères.
(Relevé I.)

TCHECOSLOVAQUIE.

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.
I	1	C	8.476	603.705	I	28	Kz	501.657	
	2	»	8.215	603.707		29	»	679	
	3	Goc	60.070	609.002		30	»	712	
	4	Gr	62.210	611.003		31	»	742	
	5	Goc	60.192	611.609		32	»	939	
	6	Gr	63.682	612.004		33	»	502.776	
	7	»	63.792	620.415		34	»	987	
	8	G	54.270	453		35	»	503.574	
	9	Gr	64.103	459		36	»	614	
	10	Gs	70.301	466		37	»	729	
	11	G	52.986	480		38	»	504.219	
	12	Gs	71.699	621.005		39	»	277	
	13	»	71.503	301		40	»	379	
	14	K	113.262	648.106		41	»	608	
	15	»	310.003	112		42	»	868	
	16	»	305	660.119		43	»	510.023	
	17	Kn	116.141	120		44	»	118	
	18	Kn1	147.547	661.602		45	»	363	
	19	K	111.801	667.167		46	»	381	
	20	Ko	165.066	169		47	»	512	
	21	Kn	116.559	182		48	»	611	
	22	Kol	400.120	668.091		49	»	686	
	23	»	909	675.513		50	»	698	
	24	Kz	500.617	—		51	»	845	
	25	»	715	—		52	»	511.036	
	26	»	842	—		53	»	448	
	27	»	501.517	—		54	»	903	660.097

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky; (ss) I. Carp, (ss) Christod orescu, (ss) Manolescu.

YUGOSLAVIE.

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.
I	1	Dpa	31.009	609.961	I	6	G	50.208	621.602
	2	G.	52.685	610.459		7	»	60.158	605
	3	Gr	62.349	611.608		8	»	60.252	606
	4	»	63.534	612.001		9	»	51.734	610
	5	»	63.036	620.412		10	»	53.370	622.005

LIST H.

Cars found during the 1920 census on the systems of foreign Administrations.
(Return I.)

CZECHOSLOVAKIA.

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.
I	1	C	8,476	603,705	I	28	Kz	501,657	
	2	»	8,215	603,707		29	»	679	
	3	Goc	60,070	609,002		30	»	712	
	4	Gr	62,210	611,003		31	»	742	
	5	Goc	60,192	611,609		32	»	939	
	6	Gr	63,682	612,004		33	»	502,776	
	7	»	63,792	620,415		34	»	987	
	8	G	54,270	453		35	»	503,574	
	9	Gr	64,103	459		36	»	614	
	10	Gs	70,301	466		37	»	729	
	11	G	52,986	480		38	»	504,219	
	12	Gs	71,699	621,005		39	»	277	
	13	»	71,503	301		40	»	379	
	14	K	113,262	648,106		41	»	608	
	15	»	310,003	112		42	»	868	
	16	»	305	660,119		43	»	510,023	
	17	Kn	116,141	120		44	»	118	
	18	Kn1	147,547	661,602		45	»	363	
	19	K	111,801	667,167		46	»	381	
	20	Ko	165,066	169		47	»	512	
	21	Kn	116,559	182		48	»	611	
	22	Kol	400,120	668,091		49	»	686	
	23	»	909	675,513		50	»	698	
	24	Kz	500,617	—		51	»	845	
	25	»	715	—		52	»	511,036	
	26	»	842	—		53	»	448	
	27	»	501,517	—		54	»	903	60,097

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky ; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

JUGOSLAVIA.

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.
I	1	Dpa	31,009	609,961	I	6	G	50,208	621,602
	2	G.	52,685	610,459		7	»	60,158	605
	3	Gr	62,349	611,608		8	»	60,252	606
	4	»	63,534	612,001		9	»	51,734	610
	5	»	63,036	620,412		10	»	53,370	622,005

YOUGOSLAVIE (suite).

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.
I	11	K	111.812	640.071	I	26	Kz	898	667.188
	12	Knl	147.138	660.101		27	»	502.813	
	13	Kn	119.289	667.155		28	»	503.620	
	14	»	118.461	183		29	»	658	
	15	»	117.241	668.092					
	16	Kz	500.072			30	»	754	
	17	»	126			31	»	807	
	18	»	517			32	»	992	
	19	»	701			33	»	504.172	
	20	»	500.861			34	»	378	
	21	»	501.203			35	»	796	
	22	»	442			36	»	805	
	23	»	635			37	»	916	
	24	»	784			38	»	116.001	
	25	»	810						

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

POLOGNE.

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.
I	1	D	32.604	607.022	I	26	Kz	502.975	
	2	Gr	62.851	620.386		27	»	503.552	
	3	G	51.372	422		28	»	584	
	4	Knl	147.565	660.099		29	»	621	
	5	Ko	165.019	667.156		30	»	503.659	
	6	Kn	118.017	157		31	»	877	
	7	»	116.223	173		32	»	899	
	8	Knl	147.407	181		33	»	961	
	9	»	1.220	675.511		34	»	989	
	10	Kz	500.356			35	»	991	
	11	»	460			36	»	504.005	
	12	»	501.204			37	»	175	
	13	»	356			38	»	617	
	14	»	377			39	»	724	
	15	»	480			40	»	777	
	16	»	572			41	»	870	
	17	»	604			42	»	510.044	
	18	»	616			43	»	398	
	19	»	646			44	»	408	
	20	»	650			45	»	583	
	21	»	709			46	»	713	
	22	»	796			47	»	834	
	23	»	884			48	»	994	
	24	»	502.130			49	»	511.020	
	25	»	752			50	»	207	

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

JUGOSLAVIA (continued).

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.
I	11	K	111,812	640,071	I	26	Kz	898	667,188
	12	Knl	147,138	660,101		27	»	502,813	
	13	Kn	119,289	667,155		28	»	503,620	
	14	»	118,461	183					
	15	»	117,241	668,092		29	»	658	
	16	Kz	500,072			30	»	754	
	17	»	126			31	»	807	
	18	»	517			32	»	992	
	19	»	701			33	»	504,172	
	20	»	500,861			34	»	378	
	21	»	501,203			35	»	796	
	22	»	442			36	»	805	
	23	»	635			37	»	916	
	24	»	784			38	»	116,001	
	25	»	810						

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky ; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

POLAND.

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.
I	1	D	32,604	607,022	I	26	Kz	502,975	
	2	Gr	62,851	620,386		27	»	503,552	
	3	G	51,372	422		28	»	584	
	4	Knl	147,565	660,099		29	»	621	
	5	Ko	165,019	667,156		30	»	503,659	
	6	Kn	118,017	157		31	»	877	
	7	»	116,223	173		32	»	899	
	8	Knl	147,407	181		33	»	961	
	9	»	1,220	675,511		34	»	989	
	10	Kz	500,356			35	»	991	
	11	»	460			36	»	504,005	
	12	»	501,204			37	»	175	
	13	»	356			38	»	617	
	14	»	377			39	»	724	
	15	»	480			40	»	777	
	16	»	572			41	»	870	
	17	»	604			42	»	510,044	
	18	»	616			43	»	398	
	19	»	646			44	»	408	
	20	»	650			45	»	583	
	21	»	709			46	»	713	
	22	»	796			47	»	834	
	23	»	884			48	»	994	
	24	»	502,130			49	»	511,020	
	25	»	752			50	»	207	

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky ; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

AUTRICHE.

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.
I	1	Gr	64.503	610.430	I	10	Kz	510.349	
	2	Gs	71.530	620.458		11	»	491	
	3	G	50.265	620.465		12	»	524	
	4	K	310.001	640.052		13	»	756	
	5	»	112.841	663		14	»	861	
	6	Kn	118.131	667.197		15	»	511.176	
	7	Kz	501.692			16	»	263	
	8	»	502.688			17	»	455	
	9	»	510.076						

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

ITALIE.

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.
I	1	G	52.906	610.438	I	28	Kz	501.878	
	2	Gr	64.969	465		29	»	502.439	
	3	»	63.667	611.607		30	»	544	
	4	G	52.321	620.355		31	»	838	
	5	Gs	71.498	357		32	»	936	
	6	»	71.527	389		33	»	953	
	7	»	70.328	429		34	»	503.336	
	8	»	71.846	473		35	»	582	
	9	G	51.009	493		36	»	612	
	10	Gr	63.324	621.609		37	»	702	
	11	»	1.216	667.163		38	»	760	
	12	Gp	80.177	687.503		39	»	985	
	13	Kz	500.440			40	»	504.170	
	14	»	583			41	»	282	
	15	»	685			42	»	371	
	16	»	981			43	»	869	
	17	»	982			44	»	507.751	
	18	»	501.075			45	»	510.130	
	19	»	091			46	»	341	
	20	»	178			47	»	406	
	21	»	182			48	»	444	
	22	»	444			49	»	486	
	23	»	453			50	»	825	
	24	»	632			51	»	995	
	25	»	663			52	»	511.000	
	26	»	702			53	»	112	
	27	»	848						

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

AUSTRIA.

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.
I	1	Gr	64,503	610,430	I	10	Kz	510,349	
	2	Gs	71,530	620,458		11	»	491	
	3	G	50,265	620,465		12	»	524	
	4	K	310,001	640,052		13	»	756	
	5	»	112,841	663		14	»	861	
	6	Kn	118,131	667,197		15	»	511,176	
	7	Kz	501,692			16	»	263	
	8	»	502,688			17	»	455	
	9	»	510,076						

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky ; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

ITALY.

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.
I	1	G	52,906	610,438	I	28	Kz	501,878	
	2	Gr	64,969	465		29	»	502,439	
	3	»	63,667	611,607		30	»	544	
	4	G	52,321	620,355		31	»	838	
	5	Gs	71,498	357		32	»	936	
	6	»	71,527	389		33	»	953	
	7	»	70,328	429		34	»	503,336	
	8	»	71,846	473		35	»	582	
	9	G	51,009	493		36	»	612	
	10	Gr	63,324	621,609		37	»	702	
	11	»	1,216	667,163		38	»	760	
	12	Gp	80,177	687,503		39	»	985	
	13	Kz	500,440			40	»	504,170	
	14	»	583			41	»	282	
	15	»	685			42	»	371	
	16	»	981			43	»	869	
	17	»	982			44	»	507,751	
	18	»	501,075			45	»	510,130	
	19	»	091			46	»	341	
	20	»	178			47	»	406	
	21	»	182			48	»	444	
	22	»	444			49	»	486	
	23	»	453			50	»	825	
	24	»	632			51	»	995	
	25	»	663			52	»	511,000	
	26	»	702			53	»	112	
	27	»	848						

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky ; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LISTE I.

Wagons trouvés sur le territoire d'armistice en Italie.

(Relevé I.)

Relevé	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	Observations
I.	1		414	667.162	
	2	Kn	116.131	170	
	3	Kz	502.550		
	4	»	883		
	5	»	504.002		
	6	»	177		
	7	»	312		
	8	»	510.019		
	9	»	394		
	10	»	778		
	11	»	822		
	12	»	849		

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky ; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LISTE J.

Wagons C. F. R. trouvés sur le réseau M. A. V. en 1923.

N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.	N° cr.	Série	N° C. F. R.	N° M. A. V.
1	Kz	500.160	500.160	19	Kz	503.753	303.753
2	»	723	723	20	»	504.034	504.744
3	»	501.180	501.180	21	»	049	880.238
4	»	248	248	22	»	054	504.054
5	»	402	6.501.402	23	»	202	202
6	»	694	502.362	24	»	381	381
7	»	502.502	395	25	»	761	502.334
8	»	743	357	26	»	510.184	409
9	»	750	028	27	»	316	385
10	»	755	353	28	»	478	361
11	»	817	420	29	»	489	373
12	»	869	401	30	»	496	360
13	»	870	997	31	»	809	406
14	»	881	505.693	32	»	871	355
15	»	890	507.323	33	»	882	352
16	»	966	272.003	34	»	970	354
17	»	503.332	502.374	35	»	511.444	366
18	»	742	880.219	36	»	465	511.465

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky ; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LIST I.

Cars found in the Italian armistice territory.
(Return I.)

Return	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	Observations
I.	1		414	667,162 170	
	2	Kn	116,131		
	3	Kz	502,550		
		»	883		
	5	»	504,002		
	6	»	177		
	7	»	312		
	8	»	510,019		
	9	»	394		
	10	»	778		
	11	»	822		
	12	»	849		

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky ; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

LIST J.

C. F. R. cars found on the M. A. V. system in 1923.

No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.	No. k.	Series	C. F. R. No.	M. A. V. No.
1	Kz	500,160	500,160	19	Kz	503,753	303,753
2	»	723	723	20	»	504,034	504,744
3	»	501,180	501,180	21	»	049	880,238
4	»	248	248	22	»	054	504,054
5	»	402	6,501,402	23	»	202	202
6	»	694	502,362	24	»	381	381
7	»	502,502	395	25	»	761	502,334
8	»	743	357	26	»	510,184	409
9	»	750	028	27	»	316	385
10	»	755	353	28	»	478	301
11	»	817	420	29	»	489	373
12	»	869	401	30	»	496	360
13	»	870	997	31	»	809	406
14	»	881	505,693	32	»	871	355
15	»	890	507,323	33	»	882	352
16	»	966	272,003	34	»	970	354
17	»	503,332	502,374	35	»	511,444	366
18	»	742	880,219	36	»	465	511,465

(ss) Fináczy, (ss) Ladányi, (ss) Lukács, (ss) Polyánszky ; (ss) I. Carp, (ss) Christodorescu, (ss) Manolescu.

ANNEXE III.

Les deux Parties contractantes sont d'accord que le pourcentage dont il est fait mention dans l'article IV *a)* et *b)*, ainsi que dans l'article V, de l'Annexe II, sera de 50 %. Les wagons qui seront à substituer au titre de ce pourcentage forfaitaire seront dans ladite proportion de 50 % de même âge, capacité et série que les wagons manquants.

Pour l'exécution de la substitution de ces wagons, on appliquera les dispositions prévues à l'article III *n)*, du procès-verbal (Annexe II).

En dehors du pourcentage de 50 % aucune autre obligation concernant le matériel roulant ne pourra être mise à la charge de la Hongrie, que celles figurant dans l'énumération limitative dudit procès-verbal.

ANNEX III.

The two Contracting Parties are agreed that the percentage named in Article IV (*a*) and (*b*) and in Article V (*a*) of Annex II, shall be 50 %. The cars to be supplied on the basis of this percentage, which has been agreed upon for purposes of settlement, shall be of the same age, capacity and series as the missing cars.

The execution of these measures of substitution shall be governed by the provisions laid down in Article III (*n*) of the Minutes (Annex II).

Apart from the above-mentioned percentage of 50 %, no claim in respect of rolling stock, other than the claims specified in the list given in the Minutes, may be advanced against Hungary.

N° 1110.

HONGRIE ET ROUMANIE

Convention relative à la libération des dépôts et au règlement des dettes et créances en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, avec annexes et protocole de signature, signée à Bucarest, le 16 avril 1924.

HUNGARY AND ROUMANIA

Convention regarding the Release of Deposits and the Settlement of Debts and Credits in Former Austrian and Hungarian Crowns, with Annexes and Protocol of Signature, signed at Bucharest, April 16, 1924.

N^o 1110. — CONVENTION ¹ ENTRE LA HONGRIE ET LA ROUMANIE
RELATIVE A LA LIBÉRATION DES DÉPÔTS ET AU RÈGLEMENT
DES DETTES ET CRÉANCES EN ANCIENNES COURONNES AU-
TRICHIENNES OU HONGROISES, SIGNÉE A BUCAREST LE 16
AVRIL 1924.

*Texte officiel français communiqué par le chargé des affaires de la Délégation royale hongroise
auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 février
1926.*

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE,
désirant arriver à un accord pour la libération des dépôts et pour le règlement des dettes et créances
en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, ont résolu de conclure une convention à
cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

M. R. DE WODIANER, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire,

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Nicolas N. FILODOR, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, secrétaire
général du Ministère royal des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont
convenus des dispositions suivantes :

SECTION I.

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIBÉRATION DES DÉPÔTS.

Article premier.

1. Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à libérer, sans aucune restriction,
es dépôts ouverts, fermés et les « safe-dépôts » qui, au jour de la présentation de la demande relative
à leur libération, se trouvent sur son territoire, déposés auprès des autorités de toute sorte, des

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest le 3 décembre 1924. Le protocole additionnel qui figure au N^o 1106 s'applique à cette convention. Voir page 325 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1110. — CONVENTION² BETWEEN HUNGARY AND ROUMANIA REGARDING THE RELEASE OF DEPOSITS AND THE SETTLEMENT OF DEBTS AND CREDITS IN FORMER AUSTRIAN AND HUNGARIAN CROWNS, SIGNED AT BUCHAREST APRIL 16, 1924.

French official text communicated by the "Chargé des Affaires" of the Royal Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 27, 1926.

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, desirous of arriving at an agreement for the release of deposits and the settlement of debts and claims in former Austrian and Hungarian crowns,

Have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. R. DE WODIANER, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Nicolas N. FILODOR, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Secretary-General of the Royal Ministry for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in full and due form, have agreed upon the following provisions :

SECTION I.

PROVISIONS CONCERNING THE RELEASE OF DEPOSITS.

Article I.

(1) The Government of the Kingdom of Hungary undertakes to release unreservedly open or sealed deposits and safe-deposits which, on the date upon which application is made for their release, are deposited within its territory with any authority in State banks or with notaries

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, December 3, 1924. The Additional Protocol to No. 1106 applies to this Convention. See page 325 of this volume.

caisses d'Etat, des notaires publics, des institutions de crédit ou des banquiers, en tant que ces dépôts contiennent des papiers-valeurs, titres, livrets, livrets de participation, parts bénéficiaires, polices d'assurance et autres documents, ainsi que des monnaies, des métaux précieux, monnayés ou non (travaillés ou non), des perles et des pierres précieuses, des objets d'art, — après le remboursement des frais usuels grevant ces dépôts, sous les conditions fixées dans la présente section, et si la preuve est fournie de l'existence des circonstances suivantes :

- a) Que les valeurs susmentionnées constituaient, le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes physiques qui, au jour de la présentation de la demande, seraient ressortissants roumains, en vertu des lois roumaines en vigueur, le 26 juillet 1921, sur le territoire de l'ancien Royaume de Roumanie, ou en vertu des dispositions du Traité de Trianon ou de celui de Saint-Germain, et qui n'ont pas de domicile habituel sur le territoire du Royaume de Hongrie. Concernant la libération, il ne sera fait aucune différence si le propriétaire a acquis la nationalité roumaine en vertu des dispositions du Traité de Trianon ou de celui de Saint-Germain *ipso jure*, ou par voie d'option ;
- b) Ou bien : que les valeurs susmentionnées constituaient, le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes juridiques, personnes morales publiques (à l'exception des personnes morales publiques et des collectivités visées à l'article 256 du Traité de Trianon), sociétés commerciales ou autres organismes analogues, dont le siège se trouvait, le 26 juillet 1921, sur le territoire de la Roumanie, y compris les territoires transférés.

Si les valeurs en dépôt se trouvaient déposées comme dépôt d'un ressortissant roumain, à la date du 26 juillet 1921, et, depuis cette date sans interruption, auprès de l'un des dépositaires mentionnés au premier alinéa de cet article, — aucune autre preuve de propriété ne sera nécessaire. Les contre-preuves sont admissibles. Quant à toutes les autres valeurs en dépôt, des preuves de pleine validité devront être fournies par certificats officiels, livres de commerce, documents ou autres preuves admissibles d'après le code de procédure civile.

2. En ce qui concerne les valeurs appartenant à une caisse de mineurs et interdits, ou administrées par une telle caisse, une convention séparée sera conclue.

3. La demande concernant la libération sera présentée aux dépositaires mentionnés au premier alinéa de cet article, au lieu où ce dépôt est gardé, ou au Ministère royal roumain des Finances, qui transmettront la demande respective, dans les trente jours, au Ministère royal hongrois des Finances.

Le Ministère royal hongrois des Finances pourra, six mois après la mise en vigueur de la présente convention, statuer une forclusion de soixante jours pour la présentation ultérieure des demandes relatives à la libération, en informant préalablement le Gouvernement du Royaume de Roumanie. Au cas où une telle forclusion serait statuée, les personnes ayant acquis la nationalité roumaine par voie d'option auront, en tout cas, à leur disposition un délai de quatre mois, à compter du moment de l'acceptation de la déclaration d'option ou du transfert de leur domicile à la suite d'une option, pendant lequel ces personnes pourront présenter leur demande concernant la libération.

4. Si les valeurs à libérer ne sont pas effectivement déposées auprès des dépositaires hongrois, mais sont gardées hors du territoire hongrois, le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à admettre, respectivement à prendre les mesures nécessaires, afin que les documents de disposition requis soient dressés, respectivement remis, et à faire toutes les interventions et facilités nécessaires pouvant servir au propriétaire à recouvrer la possession de son dépôt.

5. Les valeurs à libérer, au sens de cet article, ne seront soumises ni à l'impôt sur la fortune ni à une autre taxe quelconque. Elles seront également exemptées d'autres mesures d'administration de l'Etat, pouvant mettre obstacle à la libération ou la rendant impossible. Toutes les mesures de garantie ou autres mesures semblables, contraires aux présentes dispositions, seront annulées par le Gouvernement hongrois.

Au cas où un ressortissant roumain aurait acquis, après le 20 décembre 1920, d'une personne soumise en Hongrie à l'impôt dit « rachat de la fortune » (*vagyonváltás*), des titres de la dette

public, credit institutions or bankers, in so far as such deposits contain paper securities, bonds, depositors' books, shareholders' books, founders' shares, insurance policies or other documents, or foreign currency, precious metals, whether minted or unminted (whether worked or unworked), pearls, precious stones or objects of art, after payment of the usual costs chargeable on such deposits and subject to the provisions of this Section, provided that it can be shown :

- (a) Either that the aforesaid securities or valuables constituted on July 26, 1921, the property of individuals who, on the date of the application, are Roumanian nationals in virtue of the Roumanian laws in force on July 26, 1921, in the territory of the old Kingdom of Roumania, or in virtue of the provisions of the Treaty of Trianon or the Treaty of St-Germain, and who have no habitual domicile within the territory of the Kingdom of Hungary. The release shall not be affected by the fact that the owner has acquired Roumanian nationality automatically under the Treaty of Trianon or the Treaty of St-Germain or by exercise of his right of option ;
- (b) Or, alternatively, that the aforesaid securities or valuables constituted on July 26, 1921, the property of juridical persons, public corporations (except the public corporations and associations referred to in Article 256 of the Treaty of Trianon), commercial companies or other similar bodies whose principal place of business was, on July 26, 1921, in Roumanian territory including the ceded territory.

If the securities or valuables have been continuously deposited since July 26, 1921, as the deposit of a Roumanian national, with one of the depositaries mentioned in the first paragraph of this Article, no further proof of ownership shall be necessary. Rebutting evidence shall be admissible. For all other securities or valuables, proof of ownership must be established by means of official certificates, merchants' account books, documents, or other evidence admissible under the Code of Civil Procedure.

(2) A separate Convention shall be concluded concerning securities or valuables belonging to or administered by committees for minors or persons deprived of their civil rights.

(3) Application for the release of a deposit shall be submitted to the depositaries (paragraph 1 of this Article) at the place where the deposit is kept, or to the Royal Roumanian Ministry of Finance, who will transmit the application within thirty days to the Royal Hungarian Ministry of Finance.

Six months after the entry into force of the present Convention, the Royal Hungarian Ministry of Finance shall be entitled, after previously notifying the Government of the Kingdom of Roumania, to fix a period of grace of sixty days for the submission of any further applications for the release of deposits. In the case of a period of grace being thus appointed, persons who have acquired Roumanian nationality by option will in any case be allowed a period of grace of four months, reckoned from the date on which the declaration of option was accepted or on which their domicile was transferred in consequence of their option, in which to submit their application for the release of deposits.

(4) If the securities or valuables to be released are deposited, not with the aforesaid Hungarian depositaries but outside Hungarian territory, the Government of the Kingdom of Hungary undertakes to permit or to take the necessary measures for the delivery or drawing up, as the case may be, of the documents determining the disposal, and to take all necessary action and afford all necessary facilities to enable the owner to recover his deposit.

(5) Securities and valuables to be released under this Article shall not be subject to a capital levy or to any other tax. They shall also be exempt from other State administrative measures which might impede or prevent release. The Hungarian Government shall revoke all measures of guarantee and all other measures of a similar character which are contrary to the present provisions.

Should a Roumanian national have purchased, after December 20, 1920, from a person subject in Hungary to the tax known as the "redemption of capital" (*vagyonsváltás*), Hungarian

publique hongroise émis avant le 28 juillet 1914 (titres de la dette d'avant-guerre), pour lesquels l'impôt hongrois dit « rachat de la fortune » n'a pas été payé en son temps, — cet impôt devra être payé avant la remise effective.

Quant aux autres valeurs, acquises par un ressortissant roumain, après le 20 décembre 1920, d'un ressortissant hongrois, la personne réclamant la libération est obligée de faire connaître par écrit, avant la remise effective, leur ancien possesseur (nom et domicile), si au jour mentionné ces valeurs ne se trouvaient pas dans un dépôt ouvert à un des lieux de dépôt indiqués à l'article premier, paragraphe 1, ou si elles n'avaient pas été acquises soit à la Bourse, soit d'une des personnes mentionnées à l'article et au paragraphe précités.

Dans tous les cas, le mode de l'acquisition sera déclaré d'une manière digne de foi.

6. Les dispositions de la présente section s'appliquent de même aux dépôts des legs, donations, bourses et fondations, en tant qu'il serait constaté, en vertu de l'article 249 du Traité de Trianon ou en vertu des conventions spéciales à conclure, que les valeurs respectives échoient au Royaume de Roumanie ou à des ressortissants roumains.

Quant à ces dépôts, la forclusion de soixante jours (paragraphe 3 du présent article) ne pourra commencer qu'au jour auquel la constatation susmentionnée aura lieu.

7. Les dépôts des municipes (départements), villes et communes, qui, en vertu du Traité de Trianon, ont été transférés avec tout leur territoire au Royaume de Roumanie, seront aussi libérés par le Gouvernement du Royaume de Hongrie, en tant que les conditions y relatives, arrêtées par la présente section, existent.

En ce qui concerne les dépôts appartenant à des collectivités, à des personnes morales publiques, notamment à des municipes (départements), villes et communes, dont le territoire a été partagé par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, — ils seront réglés par des conventions spéciales à conclure en exécution de l'article 256 dudit traité.

8. Au sens de la présente section, on entend par libération, la permission de délivrance et d'exportation accordée par l'autorité gouvernementale. Cette permission de délivrance et d'exportation n'affecte en aucune manière la question, à résoudre selon le droit privé en vigueur, de savoir si le dépositaire a une obligation basée sur un titre légal, conformément au droit international privé, de délivrer les valeurs et, dans l'affirmative, à quelles personnes (déposant, propriétaire, créancier sur gage, etc.).

9. Afin que les ressortissants roumains obtiennent la libre possession des titres à libérer conformément à la présente section, qui étaient affectés à des cautionnements, y compris les cautionnements militaires, le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage, pour ce qui le concerne, à simplifier et accélérer, dans la mesure du possible, toute procédure préalable qui serait nécessaire.

10. Au sens de la présente section, les valeurs mentionnées au paragraphe 1 du présent article seront considérées comme dépôts, même dans le cas où elles n'auraient pas été déposées, auprès du dépositaire actuel, en vertu d'un contrat de dépôt, mais où elles auraient été transférées, pour n'importe quelle raison, du territoire de l'Etat roumain dans celui de l'Etat hongrois.

Article 2.

1. Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à libérer, sans aucune restriction, les dépôts ouverts, fermés et les « safe-dépôts » qui, au jour de la présentation de la demande relative à leur libération, se trouvent sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des dispositions du Traité de Trianon et de celui de Saint-Germain, ou qui ont été transportés de ces territoires dans les autres territoires du Royaume de Roumanie, déposés auprès des autorités de toute sorte, des caisses d'Etat, des notaires publics, des institutions de crédit ou des banquiers, en tant que ces dépôts contiennent des papiers-valeurs, titres, livrets, livrets de participation, parts bénéficiaires, polices d'assurance et autres documents, ainsi que des monnaies, des métaux précieux, monnayés ou non (travaillés ou non), des perles et des pierres précieuses, des objets d'art, — après le remboursement des frais usuels grevant ces dépôts, sous les conditions fixées dans la présente section, et si la preuve est fournie de l'existence des circonstances suivantes :

Government Debt bonds issued before July 28, 1914 (pre-war Debt bonds), in respect of which this tax has not been paid when due, the said tax shall be paid before the actual surrender of the bonds.

As regards the release of other securities or valuables purchased by a Roumanian national after December 20, 1920, from a Hungarian national, the applicant shall be bound, before the actual surrender takes place, to state in writing the name and domicile of the former owner, unless on the aforesaid date the said securities or valuables were in open deposit with one of the depositaries referred to in Article 1, paragraph 1, or had been purchased on the Stock Exchange or from one of the persons referred to in the said paragraph of the said Article.

In every case a reliable statement as to the method of purchase shall be required.

(6) The provisions of this Section shall apply similarly to deposits of legacies, donations, scholarships and funds, if it be established in virtue of Article 249 of the Treaty of Trianon, or in virtue of the special Conventions to be concluded, that the securities or valuables in question pertain to the Kingdom of Roumania or to Roumanian nationals.

As regards these deposits, the period of grace of sixty days (paragraph 3 of this Article) shall only begin to run on the date upon which the aforesaid proof has been established.

(7) The deposits of municipalities (counties), towns and communes which, in virtue of the Treaty of Trianon, have been transferred with all their territory to the Kingdom of Roumania, shall also be released by the Government of the Kingdom of Hungary, in so far as the conditions relating to them laid down in this Section are fulfilled.

As regards deposits belonging to associations or public corporate bodies, and in particular to municipalities (counties), towns and communes whose territory has been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, such deposits shall be governed by special Conventions to be concluded in execution of Article 256 of the said Treaty.

(8) The term release, for the purposes of this Section, shall be taken to mean the granting of permission by the Government authority to deliver and export. Such permission shall in no way affect the question, which must be decided by reference to the existing private law, whether the depositary is under any legal obligation in international private law to surrender the securities or valuables, and, if so, to which persons (depositor, owner, mortgagee, etc.).

(9) In order that Roumanian nationals may obtain full possession of securities which are to be released under this Section and which were assigned as pledges (including military pledges), the Government of the Kingdom of Hungary undertakes for its part to simplify and expedite, as far as possible, such preliminary proceedings as may be necessary.

(10) For the purposes of this Section the securities and valuables referred to in paragraph 1 of the present Article shall be considered as deposits, even if they have not been deposited with the present depositary under a contract of deposit but have been transferred, for any reason whatsoever, from the territory of the Roumanian State to that of the Hungarian State.

Article 2.

(1) The Government of the Kingdom of Roumania undertakes to release unreservedly open or sealed deposits and safe-deposits which, on the date upon which application is made for their release, are in the territories transferred to Roumania in virtue of the dispositions of the Treaties of Trianon and St-Germain or which have been transported from these territories to other territories of the Kingdom of Roumania, and are deposited with any authority in State banks or with public notaries, credit institutions or bankers, in so far as such deposits contain paper securities, bonds, depositors' books, shareholders' books, founders' shares, insurance policies or other documents, or foreign currency, precious metals, whether minted or unminted (whether worked or unworked), pearls, precious stones or objects of art, after payment of the usual costs chargeable on such deposits and subject to the provisions of this Section, provided that it can be shown :

- a) Que les valeurs susmentionnées constituaient, le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes physiques qui, au jour de la présentation de la demande, seraient ressortissants hongrois, et qui n'ont pas de domicile habituel sur le territoire du Royaume de Roumanie, même dans le cas où les personnes respectives possédaient la nationalité hongroise déjà avant la mise en vigueur du Traité de Trianon, ou la possèdent en vertu de l'option prévue par ce traité ;
- b) Ou bien : que les valeurs susmentionnées constituaient le 26 juillet 1921, la propriété de telles personnes juridiques, personnes morales publiques (à l'exception des personnes morales publiques et des collectivités visées à l'article 256 du Traité de Trianon), sociétés commerciales ou autres organismes analogues, dont le siège se trouvait, le 26 juillet 1921, sur le territoire du Royaume de Hongrie.

Si les valeurs en dépôts se trouvaient déposées comme dépôt d'un ressortissant hongrois, à la date du 26 juillet 1921, et, depuis cette date sans interruption, auprès de l'un des dépositaires mentionnés au premier alinéa de cet article, aucune autre preuve de propriété ne sera nécessaire. Les contre-preuves sont admissibles. Dans les autres cas, pour les valeurs acquises jusqu'au 20 décembre 1920, suffisent les copies des déclarations de l'impôt ou de l'impôt dit « rachat de la fortune », légalisées par une autorité financière. Quant à toutes les autres valeurs, des preuves de pleine validité devront être fournies par certificats officiels, livres de commerce, documents ou autres preuves admissibles d'après le code de procédure civile.

2. En ce qui concerne les valeurs appartenant à une caisse de mineurs et interdits ou administrées par une telle caisse, une convention séparée sera conclue.

3. La demande concernant la libération sera présentée aux dépositaires mentionnés au premier alinéa de cet article, au lieu où ce dépôt est gardé, ou au Ministère royal hongrois des Finances, qui transmettront la demande respective, dans les trente jours, au Ministère royal roumain des Finances.

Le Ministère royal roumain des Finances pourra, six mois après la mise en vigueur de la présente convention, statuer une forclusion de soixante jours pour la présentation ultérieure des demandes relatives à la libération en informant préalablement le Gouvernement du Royaume de Hongrie. Au cas où une telle forclusion serait statuée, les personnes ayant acquis la nationalité hongroise par voie d'option auront, en tout cas, à leur disposition un délai de quatre mois à compter du moment de l'acceptation de la déclaration d'option ou du transfert de leur domicile à la suite d'une option, pendant lequel ces personnes pourront présenter leur demande concernant la libération.

4. Si les valeurs à libérer ne sont pas effectivement déposées auprès des dépositaires roumains, mais sont gardées hors du territoire roumain, le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à admettre, respectivement à prendre, les mesures nécessaires, afin que les documents de disposition requis soient dressés, respectivement remis, et à faire toutes les interventions et facilités nécessaires pouvant servir au propriétaire à recouvrer la possession de son dépôt.

5. Les valeurs à libérer au sens de cet article, ne seront soumises ni à l'impôt sur la fortune, ni à une autre taxe quelconque. Elles seront également exemptées d'autres mesures d'administration de l'État, pouvant mettre obstacle à la libération ou la rendant impossible. Toutes les mesures de garantie ou autres mesures semblables, contraires aux présentes dispositions, seront annulées par le Gouvernement roumain.

6. Les dispositions de la présente section s'appliquent de même aux dépôts des legs, donations ; bourses et fondations, en tant qu'il serait constaté en vertu des articles 249 et 250 du Traité de Trianon ou en vertu des conventions spéciales à conclure, que les valeurs respectives échoient au Royaume de Hongrie ou à des ressortissants hongrois.

Quant à ces dépôts, la forclusion de soixante jours (paragraphe 3 du présent article) ne pourra commencer qu'au jour auquel la constatation susmentionnée aura lieu.

7. Les dépôts des municipales (départements), villes et communes qui, en vertu du Traité de Trianon, sont restés avec tout leur territoire dans le Royaume de Hongrie, seront aussi libérés par le Gouvernement du Royaume de Roumanie, en tant que les conditions y relatives, arrêtées par la présente section, existent.

- (a) Either that the aforesaid securities or valuables constituted on July 26, 1921, the property of individuals who, on the date of the application, are Hungarian nationals, and who have no domicile within the territory of the Kingdom of Roumania, even if the individuals in question possessed the status of Hungarian nationals before the entry into force of the Treaty of Trianon, or acquired it by the exercise of the right of option provided for in that Treaty ;
- (b) Or, alternatively, that the aforesaid securities or valuables constituted on July 26, 1921, the property of juridical persons, public corporations (except the public corporations and associations referred to in Article 256 of the Treaty of Trianon), commercial companies or other similar bodies whose principal place of business was on July 26, 1921, in Hungarian territory.

If the securities or valuables have been continuously deposited since July 26, 1921, as the deposit of a Hungarian national, with one of the depositaries mentioned in the first paragraph of this Article, no further proof of ownership shall be necessary. Rebutting evidence shall be admissible. In other cases, for securities or valuables acquired not later than December 20, 1920, copies of the declarations for taxation or for the tax known as the "redemption of capital", certified by a financial authority, shall suffice. For all other securities or valuables, proof of ownership must be established by means of official certificates, merchants' account books, documents, or other evidence admissible under the Code of Civil Procedure.

(2) A separate Convention shall be concluded concerning securities or valuables belonging to, or administered by committees for minors or persons deprived of their civil rights.

(3) Application for the release of a deposit shall be submitted to the depositaries (paragraph 1 of this Article) at the place where the deposit is kept, or to the Royal Hungarian Ministry of Finance, who will transmit the application within thirty days to the Royal Roumanian Ministry of Finance.

Six months after the entry into force of the present Convention, the Royal Roumanian Ministry of Finance shall be entitled, after previously notifying the Government of the Kingdom of Hungary, to fix a period of grace of sixty days for the submission of any further applications for the release of deposits. In the case of a period of grace being thus appointed, persons who have acquired Hungarian nationality by option will in any case be allowed a period of grace of four months, reckoned from the date on which the declaration of option was accepted or on which their domicile was transferred in consequence of their option, in which to submit their application for the release of deposits.

(4) If the securities or valuables to be released are deposited, not with the aforesaid Roumanian depositaries but outside Roumanian territory, the Government of the Kingdom of Roumania undertakes to permit or to take the necessary measures for the delivery or drawing up, as the case may be, of the documents determining the disposal, and to take all necessary action and afford all necessary facilities to enable the owner to recover his deposit.

(5) Securities and valuables to be released under this Article shall not be subject to a capital levy or to any other tax. They shall also be exempt from other State administrative measures which might impede or prevent release. The Roumanian Government shall revoke all measures of guarantee and all other measures of a similar character which are contrary to the present provisions.

(6) The provisions of this Section shall apply similarly to deposits of legacies, donations, scholarship and funds, if it be established in virtue of Articles 249 and 250 of the Treaty of Trianon, or in virtue of the special Conventions to be concluded, that the securities or valuables in question pertain to the Kingdom of Hungary or to Hungarian nationals.

As regards these deposits, the period of grace of sixty days (paragraph 3 of this Article) shall only begin to run on the date upon which the aforesaid proof has been established.

(7) The deposits of municipalities (counties), towns and communes which, in virtue of the Treaty of Trianon, continue, together with all their territory, to form part of the Kingdom of Hungary shall also be released by the Government of the Kingdom of Roumania, in so far as the conditions relating to them laid down in this Section are fulfilled.

En ce qui concerne les dépôts appartenant à des collectivités, à des personnes morales publiques, notamment à des municipales (départements), villes et communes, dont le territoire a été partagé par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, ils seront réglés par des conventions spéciales à conclure en exécution de l'article 256 dudit Traité.

8. Au sens de la présente section, on entend par libération la permission de délivrance et d'exportation accordée par l'autorité gouvernementale. Cette permission de délivrance et d'exportation n'affecte, en aucune manière, la question, à résoudre selon le droit privé en vigueur, de savoir si le dépositaire a une obligation basée sur un titre légal, conformément au droit international privé, de délivrer les valeurs, et, dans l'affirmative, à quelles personnes (déposant, propriétaire, créancier sur gage, etc).

9. Afin que les ressortissants hongrois obtiennent la libre possession des titres, à libérer conformément à la présente section, qui étaient affectés à des cautionnements, y compris les cautionnements militaires, le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage, pour ce qui le concerne, à simplifier et à accélérer, dans la mesure du possible, toute procédure préalable qui serait nécessaire.

10. Au sens de la présente section, les valeurs mentionnées au paragraphe 1 du présent article, seront considérées comme dépôts, même dans le cas où elles n'auraient pas été déposées auprès du dépositaire actuel, en vertu d'un contrat de dépôt, mais où elles auraient été transférées, pour n'importe quelle raison, du territoire de l'Etat hongrois dans celui de l'Etat roumain.

Article 3.

La constatation de l'administration des preuves, exigées au sens des articles 1 et 2 de la présente section, appartient, en première et dernière instance, à l'autorité désignée par le gouvernement de l'Etat où le dépôt est gardé. Les décisions déclinatoires devront être motivées. Toutefois les réclamations adressées au Ministère des Finances, chargé de la surveillance, seront admissibles, excepté le cas où ce ministère lui-même serait l'autorité constatante.

Quant aux dépôts cumulatifs, c'est-à-dire les dépôts qui paraîtraient cumulatifs (dépôts comprenant les valeurs appartenant à diverses personnes), le déposant (par exemple, une institution financière) pourra présenter une demande relative à la libération, accompagnée, en tout cas, d'un bordereau, et devra faire, pour les valeurs demandées, la preuve des conditions mentionnées à l'article premier, respectivement 2, de la présente section.

Dans le cas où le dépôt cumulatif contient des titres, constitués en gage d'une créance du déposant roumain envers des débiteurs domiciliés sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Trianon ou de Saint-Germain, la libération desdits titres pourra également être demandée — sans tenir compte de la nationalité du débiteur (autre que débiteur roumain) — par le créancier déposant, en tant qu'il s'agit de titres émis sur lesdits territoires transférés à la Roumanie et en tant que le créancier déposant établit que la réalisation de ces titres, faite ailleurs que sur le marché roumain, serait préjudiciable aux intérêts du créancier et du débiteur.

Les dispositions de l'alinéa précédent s'appliquent réciproquement aux dépôts cumulatifs constitués par des déposants hongrois, sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Trianon ou de Saint-Germain.

Article 4.

Sous réserve des dispositions des articles 249 et 250 du Traité de Trianon, les Parties contractantes s'engagent, en ce qui concerne les valeurs visées par la présente section, à ne pas traiter les ressortissants de l'autre Partie moins favorablement que leurs propres ressortissants.

Les dispositions en vigueur, relatives aux titres de la dette d'avant-guerre et à ceux de la dette de guerre de l'Etat hongrois et de l'Etat autrichien, ne sont pas affectées par cet article.

As regards deposits belonging to associations or public corporate bodies and in particular to municipalities (counties), towns and communes whose territory has been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, such deposits shall be governed by special Conventions to be concluded in execution of Article 256 of the said Treaty.

(8) The term release, for the purposes of this Section, shall be taken to mean the granting of permission by the Government authority to deliver and export. Such permission shall in no way affect the question, which must be decided by reference to the existing private law, whether the depositary is under any legal obligation in international private law to surrender the securities or valuables, and if so, to which persons (depositor, owner, mortgagee, etc.).

(9) In order that Hungarian nationals may obtain full possession of securities which are to be released under this Section and which were assigned as pledges (including military pledges), the Government of the Kingdom of Roumania undertakes for its part to simplify and expedite, as far as possible, such preliminary proceedings as may be necessary.

(10) For the purposes of this Section the securities and valuables referred to in paragraph 1 of the present Article shall be considered as deposits, even if they have not been deposited with the present depositary under a contract of deposit but have been transferred, for any reason whatsoever, from the territory of the Hungarian State to that of the Roumanian State.

Article 3.

It shall rest with the authority designated by the Government of the State where the deposit is being kept, without reference to any other authority, to decide whether the proofs required under Articles 1 and 2 of this Section have been produced. The admission of a plea in opposition shall be accompanied by a statement of reasons. Appeal to the competent Ministry of Finance shall, however, be allowed unless that Ministry is itself the authority responsible for the decision.

As regards cumulative deposits, that is deposits which have a cumulative aspect (deposits comprising securities or valuables belonging to several persons), the depositor (for example, a financial institution) may submit an application for their release, accompanied in every case by a schedule, but must prove, in respect of such securities or valuables, that the conditions mentioned in Article 1 or Article 2 of this Section are fulfilled.

Where a cumulative deposit includes securities assigned as pledges for a claim on the part of the Roumanian depositor against debtors domiciled in the territories ceded to Roumania under the Treaty of Trianon or the Treaty of St-Germain, the creditor (depositor) may also apply for the release of such securities irrespective of the nationality of the debtor (provided he is not a Roumanian), if the securities in question were issued in the said territory ceded to Roumania, and if the depositor can prove that the realisation of such securities elsewhere than on the Roumanian market would be detrimental to the interests of the creditor and the debtor.

☒ The provisions of the preceding paragraph shall apply reciprocally to cumulative deposits made by Hungarian depositors in the territories ceded to Roumania under the Treaty of Trianon or the Treaty of St-Germain.

Article 4.

Subject to the provisions of Articles 249 and 250 of the Treaty of Trianon, the Contracting Parties undertake, as regards the securities and valuables to which this Section relates, that the treatment accorded by each Party to the nationals of the other shall not be less favourable than that accorded to its own nationals.

The existing provisions concerning pre-war debt bonds and war debt bonds of the Hungarian State and Austrian State shall not be affected by this Article.

Article 5.

Les dispositions de la présente section s'appliquent aussi aux dépôts des autorités d'Etat, sous les conditions fixées aux articles 1 et 2.

Article 6.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage à libérer, sous les conditions fixées à l'article premier de la présente section, les titres de la dette publique hongroise émis avant le 28 juillet 1914, marqués de la lettre « B » en signe de l'acceptation des protestations soulevées par des ressortissants roumains contre l'estampillage hongrois, ainsi que les titres marqués, provisoirement et avec le consentement de la Commission des réparations, de la lettre « D », afin que ces titres soient compris dans la tranche de l'estampillage roumain et en tant que la Commission des réparations déduira lesdits titres de la dette de l'estampillage hongrois.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage également à libérer — sous les conditions fixées à l'article premier de la présente section —, outre les titres visés à l'alinéa 1 de cet article, les autres titres de la dette publique hongroise émis avant la guerre et cela dans l'état dans lequel ces titres sont gardés.

Le Gouvernement du Royaume de Hongrie s'engage aussi à libérer, sous les conditions fixées à l'article premier de la présente section, les titres de la dette publique hongroise (emprunt de guerre, bons de Caisse), émis depuis le 28 juillet 1914 en vertu du paragraphe 17 de la loi LXIII de 1912, et non munis d'une clause de nostrification de la part de l'Etat hongrois, si la valeur nominale des titres dont l'exportation est envisagée, de même que les lettres et numéros dont ils sont marqués, sont déclarés à l'autorité financière hongroise compétente (Direction des Finances royale hongroise, inspecteur des Impôts royal hongrois).

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage à libérer les titres de la dette publique hongroise émis avant le 28 juillet 1914 sous les conditions fixées à l'article 2 de la présente section.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie s'engage de même à libérer, sous les conditions fixées à l'article 2 de la présente section, les titres de la dette publique hongroise émis depuis le 28 juillet 1914.

Article 7.

Dans le cas d'une décision déclinatoire (Alinéa 1 de l'article 3 de la présente section), la partie intéressée pourra demander auprès de ses autorités compétentes que la demande de libération de ses valeurs soit soumise au tribunal d'arbitrage, prévu par l'article 6 de la section IV.

Les dispositions du présent article ne portent aucune atteinte au droit de la partie intéressée, en tant qu'un tel droit lui appartient en vertu du Traité de Trianon, de soumettre sa réclamation au Tribunal arbitral mixte, prévu par l'article 239 du Traité de Trianon.

SECTION II.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX DETTES ET CRÉANCES LIBELLÉES EN ANCIENNES
COURONNES AUTRICHIENNES OU HONGROISES.*Article premier.*

Les principes de la présente section seront applicables, faute d'accords amiables conclus ou à conclure après le 31 octobre 1918, entre créanciers et débiteurs.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas empêcher les négociations directes entre débiteurs et créanciers, ni l'exécution des accords conclus ou à conclure.

Article 5.

The provisions of this Section shall also apply to deposits made by Government authorities under the conditions laid down in Articles 1 and 2.

Article 6.

The Government of the Kingdom of Hungary undertakes to release, under the conditions laid down in Article 1 of this Section, Hungarian Government Debt Bonds issued before July 28, 1914, if such bonds are marked with the letter " B " as a sign of the acceptance of protests on the part of Roumanian nationals against the Hungarian stamping, and also bonds marked, provisionally and with the consent of the Reparation Commission, with the letter " D ", in order that the said bonds may be included in the block assigned to Roumania for stamping, provided that the Reparation Commission deducts the said bonds from the block assigned to Hungary for stamping.

The Government of the Kingdom of Hungary further undertakes, under the conditions laid down in Article 1 of this Section, to release, in addition to the bonds referred to in paragraph 1 of this Article, the other Hungarian Government Debt Bonds issued before the war, and to deliver them in the condition in which they have been kept.

The Government of the Kingdom of Hungary further undertakes to release, subject to the conditions laid down in Article 1 of this Section, Hungarian Government Debt Bonds (war bonds, notes) issued after July 28, 1914, under paragraph 17 of Law LXIII of 1912, and not nationalised (nostrification) by the Hungarian State, if the nominal value of the bonds which it is proposed to export and their distinguishing letters and numbers are notified to the competent Hungarian financial authority (Royal Hungarian Department of Finance, Royal Hungarian Inspector of Taxes).

The Government of the Kingdom of Roumania undertakes to release, subject to the conditions laid down in Article 2 of this Section, Hungarian Government Debt Bonds issued before July 28, 1914.

The Government of the Kingdom of Roumania also undertakes to release, subject to the conditions laid down in Article 2 of this Section, Hungarian Government Debt Bonds issued after July 28, 1914.

Article 7.

In the event of the admission of a plea in opposition (See Article 3, paragraph 1 of this Section), the party concerned may apply to his competent authorities to have the request for the release of his securities or valuables submitted to the Arbitration Tribunal provided for in Article 6 of Section IV.

The provisions of this Article shall in no way affect any right which the interested party may have under the Treaty of Trianon to submit his claim to the Mixed Arbitral Tribunal provided for in Article 239 of that Treaty.

SECTION II.

GENERAL PROVISIONS CONCERNING DEBTS AND CLAIMS IN FORMER AUSTRIAN
OR HUNGARIAN CROWNS.*Article 1.*

In the absence of amicable agreements concluded or to be concluded between creditors and debtors after October 31, 1918, the principles of this Section shall apply.

The Contracting Parties undertake not to interfere with direct negotiations between debtors and creditors, or with the execution of agreements which have been or may in future be concluded.

Article 2.

Seront soumises au régime de la présente section, sans égard à leur échéance, les dettes et créances de droit privé, libellées en anciennes couronnes, et nées:

1^o Jusqu'au 31 octobre 1918, ou

2^o Entre le 31 octobre 1918 et le 20 mars 1919 inclusivement,

En tant qu'elles subsistaient le 31 octobre 1918, respectivement le 20 mars 1919 et au moment de la mise en vigueur de la présente convention, entre les personnes énumérées à l'article 6 de la présente section, et en tant que lesdites dettes et créances ne seraient pas éteintes au moment de la mise en vigueur de la présente convention.

Le dépôt de la somme due, effectué par le débiteur, auprès d'une caisse de consignation (dépôt judiciaire), sans l'assentiment du créancier avant la mise en vigueur de la présente convention, mais après le 31 octobre 1918, n'aura pas d'effet libératoire. La somme consignée sera restituée au déposant sur sa demande.

Article 3.

Les dispositions de la présente section ne seront pas applicables aux catégories suivantes de dettes et créances :

1^o Aux dettes et créances de l'un des gouvernements des Hautes Parties contractantes ;

2^o Aux dettes et créances de la Caisse d'épargne postale royale hongroise, qui seront réglées par les dispositions de la convention spéciale y relative ;

3^o Aux dettes et créances de la Banque austro-hongroise ainsi qu'à celles transférées, au cours de la liquidation de ladite banque, aux Etats successeurs, dettes et créances qui seront réglées selon la convention spéciale conclue à cet effet avec les liquidateurs de ladite Banque austro-hongroise ;

4^o Aux dettes et créances des caisses de mineurs et interdits, qui seront réglées par une convention spéciale ;

5^o Aux rentes viagères, pensions alimentaires et aux prestations périodiques d'un caractère analogue, — les arriérés échus jusqu'au 31 octobre 1918, respectivement jusqu'au 20 mars 1919, devant, toutefois, être réglés selon la présente section, si son application n'est pas inéquitablement onéreuse pour le débiteur, et sans que la présente disposition porte atteinte aux normes juridiques de la législation interne de chacune des deux Parties, en ce qui concerne l'augmentation ou la réduction des sommes dues en vertu de cette catégorie de dettes et créances ;

6^o Aux dettes et créances résultant, en général, d'un contrat d'assurance, y compris les assurances d'Etat et sociales et les contrats de réassurance, la question des assurances étant réservée à des conventions spéciales ;

7^o Aux dettes résultant de titres, tels que : actions, parts de sociétés coopératives, lettres hypothécaires, obligations communales, obligations partielles et autres titres, qui seront réglées selon les dispositions de l'article 4 de la présente section ;

8^o Aux dettes hypothécaires, aux dettes communales et à toutes autres dettes de même nature, en tant qu'elles rentrent sous les dispositions de la section III de la présente convention ;

9^o Aux dettes et créances des départements, villes et villages, associations syndicales pour les travaux d'eau, associations syndicales pour l'amélioration du sol et communes viticoles, dont le territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité

Article 2.

Irrespective of the date on which they fall due, debts and claims in private law, expressed in former crowns, and contracted :

(1) Up to October 31, 1918, or

(2) Between October 31, 1918, and March 20, 1919, inclusive,

shall be subject to the provisions of this Section if they existed both on October 31, 1918 (or March 20th, 1919) and, at the date when the present Convention comes into force, between any of the persons described in Article 6 of this Section, and provided that the said debts or claims are not extinguished on the coming into force of the present Convention.

The placing by the debtor in the Government deposit and consignment office of the amount due, without the consent of the creditor and prior to the coming into force of this Convention but subsequent to October 31, 1918, shall not release the debtor from his obligation. The amount so deposited shall be restored to the depositor at his request.

Article 3.

The provisions of this Section shall not apply to the following categories of debts and claims :

(1) Sums owed by or to the Government of either of the High Contracting Parties ;

(2) Sums owed by or to the Royal Hungarian Post Office Savings Bank, which shall be governed by the provisions of the special Convention relating thereto ;

(3) Sums owed by or to the Austro-Hungarian Bank, or transferred in the course of the liquidation of the said bank to the Succession States, such debts and claims to be dealt with as provided in the special Convention concluded for that purpose with the liquidators of the Austro-Hungarian Bank ;

(4) Sums owed by or to committees for minors and persons deprived of their civil rights, which will be dealt with by a special Convention ;

(5) Life annuities, maintenance allowances and similar periodical payments, provided, however, that arrears due up to October 31, 1918 (or March 20 1919), shall be governed by the provisions of this Section if its application would not be unduly onerous for the debtor, it being also understood that this clause shall not invalidate the legal regulations established by the internal legislation of each of the two Parties in reference to the increase or reduction of the amounts due in respect of debts or claims of this category ;

(6) Debts and claims arising out of insurance policies in general, including State and social insurance and re-insurance policies, the question of insurance being reserved for settlement by special Conventions ;

(7) Debts arising out of securities, such as shares, holdings in co-operative societies, mortgage bonds, communal bonds, share certificates and other securities, which will be dealt with in accordance with the provisions of Article 4 of this Section ;

(8) Mortgage debts, communal debts and all other similar debts falling within the scope of Section III of the present Convention ;

(9) Sums owed by or to counties, towns and villages, associations for hydraulic works, associations for land improvement, and wine-growers' associations, whose districts have been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon,

de Trianon, ainsi que des sociétés privées de chemins de fer, dont le réseau ferroviaire a été partagé ou dont le siège a été séparé du réseau par ladite frontière, la question du règlement de ces dettes et créances étant réservée à des conventions spéciales ;

10° Aux prêts garantis par la mise en gage des titres de la dette publique de l'Etat hongrois, émis pendant la guerre, le règlement de ces prêts devant être effectué selon les dispositions de l'article 9.

Article 4.

Les dettes représentées par des titres visés au paragraphe 7 de l'article 3 de la présente section et libellées en anciennes couronnes, seront payables dans la monnaie de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le débiteur a son siège, au montant dû aux ressortissants de cette Partie. Cependant, si, à la suite de la conversion de l'ancienne couronne, faite sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu du Traité de Trianon ou de Saint-Germain, la somme due (par exemple, les dividendes) a été ou serait fixée ou déclarée dans une autre monnaie que l'ancienne couronne, le paiement aura lieu dans la même monnaie et au montant auquel ce paiement sera fait aux ressortissants roumains.

Ces dispositions s'appliqueront de même aux titres payables à l'étranger.

Article 5.

Les dettes et créances résultant de livrets d'épargne, émis par des institutions financières hongroises et appartenant à des ressortissants roumains, ne bénéficieront pas, en général, des dispositions de la présente section. Seront exceptés de ce principe les livrets constitués sous réserve, ainsi que les livrets constitués au nom d'une personne réelle, en tant que le déposant établirait d'une manière digne de foi, outre les conditions générales posées dans la présente section, son identité avec la personne au nom de laquelle le livret est constitué, ou bien, le cas échéant, avec l'héritier ou le cessionnaire de ladite personne.

Les livrets constitués sous des chiffres, initiales, noms fictifs ou devises, ne tomberont pas sous les dispositions de la présente section, à moins que le déposant ne puisse prouver d'une manière indubitable — conformément à l'annexe 1 de la présente convention — que le livret était le 31 octobre 1918 et depuis cette date dans la propriété de ressortissants roumains remplissant les conditions posées à l'article 6 de la présente section.

Pour éviter d'avance tous abus possibles, le Gouvernement royal roumain procédera, conformément à l'annexe 1 de la présente convention, au recensement des livrets d'épargne dont la propriété appartient à des ressortissants roumains et qui rentrent sous les dispositions des alinéas précédents.

Les dettes et créances résultant de livrets d'épargne non déclarés au recensement, ainsi que celles pour lesquelles les preuves de propriété du livret ne seraient pas considérées valables, conformément à l'annexe 1 de la présente convention, seront réglées selon les dispositions de l'article premier de la section IV.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas aux livrets d'épargne appartenant à des ressortissants hongrois et émis, en anciennes couronnes, par des institutions financières dont le siège se trouve sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Trianon et de Saint-Germain. Le remboursement de ces livrets sera effectué au taux prévu à l'article 7 de la présente section.

Article 6.

Les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'aux dettes et créances subsistant, D'une part, entre :

- A) Des personnes physiques qui au moment de la mise en vigueur de la présente Convention seraient, *ipso jure* ou par voie d'option, ressortissants hongrois en vertu du

as also private railway companies whose systems have been divided or whose administrative centres have been separated from their systems by the said frontier, the question of the settlement of such debts and claims being reserved for decision by special Conventions ;

(10) Loans secured on Hungarian Government Debt Bonds issued during the war, the settlement of such loans to be effected as provided in Article 9.

Article 4.

Debts represented by securities of the categories mentioned in Article 3, paragraph 7, of this Section, and expressed in former crowns, shall be payable in the currency of the Contracting Party in whose territory the debtor has his registered office, up to the amount due to nationals of that Party. If, however, in consequence of the conversion of the former crown in the territory ceded to Roumania under the Treaty of Trianon or the Treaty of St-Germain, the amount due (*e. g.* dividends) has been or should be fixed or declared in a currency other than the former crown, payment shall be effected in the same currency and to the same extent as in the case of Roumanian nationals.

These provisions shall also apply to securities payable abroad.

Article 5.

The provisions of this Section shall not as a general rule apply to debts and claims arising out of savings-bank pass-books issued by Hungarian financial institutions and belonging to Roumanian nationals. They shall, however, apply in the case of provisional savings-bank pass-books and savings-bank pass-books made out in the names of individuals, provided the depositor can, in addition to fulfilling the general conditions laid down in this Section, produce satisfactory proof of the fact that he is the person in whose name the book was made out or is the heir or assign of such person.

The provisions of this Section shall not apply to savings-bank pass-books made out to numbers, initials, fictitious names or emblems unless the depositor can prove beyond doubt, as specified in Annex 1 to this Convention, that on October 31, 1918, and since that date the pass-book was owned by Roumanian nationals fulfilling the conditions laid down in Article 6 of this Section.

In order to prevent all possibility of malpractice, the Royal Roumanian Government shall proceed, in conformity with Annex 1 to this Convention, to register all savings-bank pass-books belonging to Roumanian nationals and subject to the provisions of the foregoing paragraphs.

Debts and claims arising out of savings-bank pass-books which have not been declared for registration, and debts and claims in respect of which the evidence of ownership of the savings-bank pass-book is considered insufficient under Annex I to this Convention, shall be settled as provided in Article 1 of Section IV.

The provisions of this Article shall not apply to savings-bank pass-books belonging to Hungarian nationals and issued in former crowns by financial institutions having their registered offices in the territory ceded to Roumania under the Treaty of Trianon or the Treaty of St-Germain. Repayments in respect of these pass-books shall be made at the rate specified in Article 7 of this Section.

Article 6.

The provisions of this Section shall not apply to debts and claims existing between,
On the one hand :

(A) Persons who, at the date on which the present Convention comes into force, have become Hungarian nationals in virtue of the Treaty of Trianon, either automatically

Traité de Trianon, et qui, le 31 octobre 1918, avaient leur résidence sur le territoire de la Hongrie, tel qu'il est constitué aux termes dudit traité, ou

- B) Des personnes morales (juridiques) qui, au 31 octobre 1918 et au moment de la mise en vigueur de la présente convention, auraient leur siège sur le territoire de la Hongrie déterminé au paragraphe A);

Et, d'autre part, entre :

- a) Des personnes physiques qui, au moment de la mise en vigueur de la présente Convention seraient, *ipso jure* ou par voie d'option, ressortissants roumains en vertu des Traités de Trianon ou de Saint-Germain et qui, le 31 octobre 1918, avaient leur résidence sur les territoires transférés à la Roumanie aux termes desdits traités, ou
- b) Des personnes morales (juridiques) qui, au 31 octobre 1918, avaient leur siège sur les territoires roumains déterminés au paragraphe a) et qui, au moment de la mise en vigueur de la présente convention, l'auraient sur le territoire de la Roumanie.

Au cas où une personne physique aurait transféré son domicile du territoire de l'une des Parties contractantes sur celui de l'autre à la suite d'une option ou d'un ordre des autorités respectives, elle sera censée avoir eu son domicile, sur ce dernier territoire, au 31 octobre 1918.

Cette disposition s'appliquera également aux personnes physiques, ressortissants hongrois ou roumains, *ipso jure*, qui auraient transféré, avant le 1^{er} janvier 1924, leur domicile du territoire de l'une des Parties contractantes sur celui de la Partie dont ils sont ressortissants.

Article 7.

Les dettes soumises au régime de la présente section seront payées au taux de un leu pour deux couronnes anciennes, si elles sont nées jusqu'au 31 octobre 1918, et au taux de un leu pour quatre couronnes anciennes, si elles sont nées entre le 31 octobre 1918 et le 20 mars 1919 inclusivement.

Les dettes nées entre le 15 février 1919 et le 20 mars 1919 inclusivement, seront payées en quatre versements semestriels égaux, dont le premier sera acquitté à l'expiration du mois suivant la mise en vigueur de la présente convention. Les intérêts dus pour cette époque d'amortissement seront de 5 % non capitalisables par an.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliqueront pas au cas où les facilités d'amortissement accordées au débiteur par le contrat dépassent celles prévues par lesdites dispositions.

Article 8.

Si les dettes et créances soumises aux dispositions de la présente section sont nées pendant l'époque comprise entre le 31 octobre 1918 et le 20 mars 1919 inclusivement, la date du 31 octobre 1918, prévue par la présente section, sera remplacée par la date du 20 mars 1919.

Article 9.

Les prêts garantis par la mise en gage des titres de la dette publique de l'Etat hongrois, émis pendant la guerre (prêts lombardés sur titres de guerre), seront réglés en couronnes hongroises, au taux de une couronne hongroise pour une couronne ancienne.

Dans le cas où le prêt serait garanti par d'autres valeurs que des titres de guerre, les conditions de paiement visées à l'alinéa précédent ne s'appliqueront qu'à la quote-part correspondant auxdits titres de guerre, la quote-part correspondant aux autres valeurs restant soumise aux clau-

or by exercise of their right of option, and who on October 31, 1918, had their residence in Hungarian territory as defined in that Treaty, or

(B) Corporate bodies which, on October 31, 1918, and at the date on which this Convention comes into force, had their registered offices in Hungarian territory as defined in paragraph (A);

And on the other hand :

- (a) Persons who, at the date on which the present Convention comes into force, have become Roumanian nationals in virtue of the Treaty of Trianon or the Treaty of St-Germain, either automatically or by exercise of their right of option, and who on October 31, 1918, had their residence in the territory ceded to Roumania under the said Treaties, or
- (b) Corporate bodies which on October 31, 1918, had their registered offices in the Roumanian territory defined in paragraph (a) and which have their registered offices in Roumanian territory at the date on which the present Convention comes into force.

Persons who have transferred their domicile from the territory of one Contracting Party to the territory of the other, in consequence of the exercise of the right of option or of an order of the competent authorities, shall be deemed to have had their domicile in the latter territory on October 31, 1918.

This clause shall also apply to persons who are Hungarian or Roumanian nationals *ipso jure*, and who prior to January 1, 1924, transferred their domicile from the territory of one of the Contracting Parties to the territory of the Party of which they are nationals.

Article 7.

Debts which are subject to the provisions of this Section shall be paid at the rate of one leu to two former crowns if they were contracted before October 31, 1918, and at the rate of one leu to four former crowns if they were contracted between October 31, 1918, and March 20, 1919, inclusive.

Debts contracted between February 15, 1919, and March 20, 1919 inclusive, shall be paid in four equal half-yearly instalments, the first instalment to be paid at the end of the month following the coming into force of the present Convention. The interest due in respect of this period of amortisation shall be at the rate of 5 % per annum, and may not be capitalised.

The provisions of the previous paragraph shall not apply when the amortisation facilities granted to the debtor by the contract are more generous than those granted by the said provisions.

Article 8.

In the case of debts and claims subject to the provisions of this Section and contracted between October 31, 1918, and March 20, 1919 inclusive, the date March 20, 1919, shall be substituted for the date October 31, 1919, specified in this Section.

Article 9.

Loans secured on Hungarian Government Debt Bonds issued during the war (advances on war bonds) shall be repaid in Hungarian crowns at the rate of one Hungarian crown to one old crown.

In the case of loans on securities other than war bonds, the conditions of payment laid down in the foregoing paragraph shall only apply to the amount represented by the war bonds, and the amount represented by the other securities shall remain subject to the clauses of this Section. This

ses de la présente section. Cette disposition ne sera cependant pas applicable aux prêts lombardés, garantis par d'autres valeurs que des titres de guerre et consentis aux débiteurs en vue de la souscription aux titres de guerre ; ces prêts seront entièrement acquittés conformément à l'alinéa 1 du présent article.

Les quotes-parts respectives, afférentes aux titres de guerre et aux autres valeurs constituées en gage, seront établies, pour lesdits titres de guerre, sur la base de leurs cours d'émission et, pour les autres valeurs, sur la base des cours moyens demandés, respectivement offerts, au marché de la Bourse de Budapest, pendant les huit jours précédant le jour où le prêt a été contracté, et, à défaut de ces cours, sur la base des prix moyens, en vigueur sur le marché pendant ce délai.

Le créancier prêteur aura la faculté de retenir les titres de guerre constitués en gage, en acquittement de sa créance, respectivement de la quote-part afférente auxdits titres de guerre.

SECTION III.

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LE RÈGLEMENT DE CERTAINES CATÉGORIES DE DETTES HYPOTHÉCAIRES ET COMMUNALES, AINSI QUE DE DETTES DUES PAR DES ASSOCIATIONS SYNDICALES POUR LES TRAVAUX D'EAU OU L'AMÉLIORATION DU SOL ET PAR DES COMMUNES VITICOLES.

Article premier.

Seront soumises au régime de la présente section, les dettes hypothécaires et les dettes communales, ainsi que les dettes dues par des associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol et par des communes viticoles, libellées en anciennes couronnes et qui — en vertu de la législation hongroise — pouvaient servir de base pour l'émission de lettres hypothécaires, obligations communales ou titres analogues, en tant que lesdites dettes sont nées avant le 31 octobre 1918 et qu'elles ne seraient pas éteintes au moment de la mise en vigueur de la présente convention. Le dépôt de la somme due, effectué par le débiteur auprès d'une caisse de consignation (dépôt judiciaire), sans l'assentiment du créancier, avant la mise en vigueur de la présente convention, mais après le 31 octobre 1918, n'aura pas d'effet libératoire. La somme consignée sera restituée au déposant sur sa demande.

Article 2.

Les dispositions de la présente section s'appliqueront aux dettes déterminées à l'article premier, en tant qu'elles existaient le 31 octobre 1918 et au moment de la mise en vigueur de la présente convention :

D'une part :

- a) Entre des personnes physiques qui, au moment de la mise en vigueur de la présente convention seraient, *ipso jure* ou par voie d'option, ressortissants roumains en vertu des Traités de Trianon ou de Saint-Germain ;
- b) Entre des personnes juridiques ou personnes morales publiques, départements, villes et villages, associations syndicales pour les travaux d'eaux ou l'amélioration du sol et communes viticoles, dont le siège se trouvait, le 31 octobre 1918 ou au moment de la mise en vigueur de la présente convention sur les territoires transférés à la Roumanie, aux termes des Traités de Trianon et de Saint-Germain ;

Et, d'autre part :

Entre des établissements autorisés à émettre des dettes hypothécaires, obligations communales et autres titres de même nature, émis sur la base des créances énumérées

provision shall not, however, apply to loans accorded to debtors on collateral securities other than war bonds for the purpose of subscribing to war bonds ; such loans shall be repaid in full as provided in paragraph 1 of this Article.

The amounts respectively represented by the war bonds and by the other securities pledged shall be calculated, in respect of the war bonds, on the basis of the price at which they were issued, and in respect of the other securities on the basis of the average of the buying and selling prices on the Budapest Stock Exchange during the week previous to the date on which the loan was contracted, or, if no such quotations are available, on the basis of the average market prices during that period.

The creditor (lender) shall be entitled to retain the pledged war bonds in settlement of his claim or the amount represented by the said war bonds.

SECTION III.

SPECIAL CLAUSES CONCERNING THE SETTLEMENT OF CERTAIN CATEGORIES OF MORTGAGE AND COMMUNAL DEBTS AND DEBTS DUE BY ASSOCIATIONS FOR HYDRAULIC WORKS OR FOR LAND IMPROVEMENT AND BY WINE-GROWERS' ASSOCIATIONS.

Article 1.

The provisions of this Section shall apply to mortgage and communal debts and debts due by associations for hydraulic works or for land improvement and by wine-growers' associations, if such debts are expressed in former crowns and can, under Hungarian legislation, be used as security for the issue of mortgage bonds, communal bonds or similar securities, provided they were contracted before October 31, 1918, and are not extinguished at the date when the present Convention comes into force. The placing by the debtor in the Government deposit and consignment office of the amount due, without the consent of the creditor and prior to the coming into force of this Convention but subsequent to October 31, 1918, shall not release the debtor from his obligation. The amount so deposited shall be restored to the depositor at his request.

Article 2.

The provisions of this Section shall apply to the debts defined in Article 1, provided that they existed on October 31, 1918, and still exist at the date when the present Convention comes into force, between :

Of the one part :

- (a) Persons who, at the date when the present Convention comes into force, have become Roumanian nationals in virtue of the Treaty of Trianon or the Treaty of St. Germain, either automatically or by the exercise of their right of option ;
- (b) Juridical persons or public corporate bodies, counties, towns and villages, associations for hydraulic works or for land improvement and wine-growers' associations, whose registered offices were, on October 31, 1918, or at the date when the present Convention comes into force, situated in the territory ceded to Roumania under the Treaties of Trianon and St. Germain,

And, of the other part :

Bodies entitled to issue mortgage bonds, communal bonds and other similar securities on the basis of the debts defined in Article 1 of this Section, provided their registered

à l'article premier de la présente section, — si leur siège se trouvait, le 31 octobre 1918 et au moment de la mise en vigueur de la présente convention, sur le territoire de la Hongrie, tel qu'il est constitué en vertu du Traité de Trianon.

Dans le cas où la dette est garantie par un immeuble, les dispositions de la présente section ne seront applicables que si l'immeuble constitué en hypothèque est situé sur les territoires transférés à la Roumanie en vertu des Traités de Trianon et de Saint-Germain.

Article 3.

Dans le cas où l'immeuble grevé d'hypothèque a été divisé par la frontière, telle que cette frontière est fixée à la suite du Traité de Trianon, la créance hypothécaire sera répartie entre les deux parties fractionnées de l'immeuble, et seulement la quote-part afférente à la fraction située sur les territoires transférés à la Roumanie fera l'objet des dispositions de la présente section.

La répartition aura lieu sur la base de la proportion des bénéfices nets, inscrits dans le cadastre.

Le présent article s'appliquera également aux créances hypothécaires grevant simultanément plusieurs immeubles, dont les uns seraient situés sur le territoire du Royaume de Hongrie et les autres sur le territoire du Royaume de Roumanie.

La répartition de la créance entre les fractions de l'immeuble, ou entre les immeubles simultanément grevés d'hypothèque, sera inscrite dans le livre foncier, sur la demande de l'une des parties intéressées, si la créance est réglée par voie d'accord direct (Article 8). Si la créance devait être cédée au Gouvernement royal roumain, ladite inscription sera faite en même temps que l'inscription de la cession par les tribunaux tenant le livre foncier (Article 9).

Article 4.

La question des dettes des départements, villes et villages, associations syndicales pour les travaux d'eau ou l'amélioration du sol, et des communes viticoles, dont le territoire a été fractionné par la frontière fixée à la suite du Traité de Trianon, sera réglée par des conventions spéciales à conclure en vue du règlement des affaires desdites institutions.

Article 5.

Les dettes hypothécaires, communales, ainsi que toutes les autres dettes de même nature, énumérées à l'article premier de la présente section, qui ne satisferaient pas aux conditions des articles 1, 2 et 3, seront réglées conformément à la section II de la présente convention.

Dans les cas où les dispositions de la section II de la présente convention, seraient également inapplicables, le règlement aura lieu conformément à l'article premier de la section IV.

Article 6.

Le paiement des dettes soumises au régime de la présente section sera effectué au taux de un leu pour deux anciennes couronnes.

Article 7.

Les dettes tombant sous les dispositions de la présente section seront réglées, en premier lieu, par voie d'accords directs entre débiteurs et créanciers (Article 8).

Dans le cas où le débiteur et le créancier ne pourraient arriver à un arrangement à l'amiable, l'établissement créancier cédera sa créance, contre paiement en espèces (sauf les dispositions de

offices were, on October 31, 1918, and at the date when the present Convention comes into force, situated in Hungarian territory as defined in the Treaty of Trianon.

In the case of debts secured on immovable property, the provisions of this Section shall not apply if the immovable property so mortgaged is situated in the territory ceded to Roumania under the Treaties of Trianon and St-Germain.

Article 3.

If a mortgaged property has been divided by the frontier as fixed in consequence of the Treaty of Trianon, the mortgage debt shall be divided between the two portions of the property, and only that part of the debt which is allocated to the portion situated in the territory ceded to Roumania shall be governed by the provisions of this Section.

The allocation shall be proportionate to the net profits as shown in the Land Register.

This Article shall also apply to joint mortgages on several properties, some of which are situated in the territory of the Kingdom of Hungary and the others in the territory of the Kingdom of Roumania.

The allocation of the debt between the portions of the property or between the properties under joint mortgage shall be entered in the Estates Register at the request of one of the parties interested if the debt is settled by direct agreement (Article 8). Should the debt be transferred to the Royal Roumanian Government, the entry shall be made, together with the entry recording the transfer, by the courts which keep the Estates Register (Article 9).

Article 4.

The question of the debts of counties, towns and villages, associations for hydraulic works or land improvement and wine-growers' associations, whose territory has been divided by the frontier fixed in consequence of the Treaty of Trianon, shall be decided by special Conventions to be concluded for the settlement of the affairs of these bodies.

Article 5.

Mortgage and communal debts and all other similar debts enumerated in Article 1 of this Section shall, if they do not fulfil the conditions laid down in Articles 1, 2 and 3, be settled as provided in Section II of the present Convention.

Should the provisions of Section II of the present Convention also be inapplicable, the settlement shall be made as provided in Article 1 of Section IV.

Article 6.

Debts subject to the provisions of this Section shall be paid at the rate of one leu to two old crowns.

Article 7.

Debts falling under the provisions of this Section shall be settled, where possible, by direct agreement between debtor and creditor (Article 8).

Should the debtor and creditor be unable to reach an amicable agreement, the creditor establishment shall transfer its claim, in consideration of payment in cash (except as otherwise provided

l'article 10 de la présente section), au Gouvernement royal roumain (Article 9) ou à l'établissement désigné par ce gouvernement (Article 12).

Article 8.

Le règlement des dettes par voie d'accords amiables pourra avoir lieu dans un délai d'un an à partir de l'achèvement du recensement des lettres hypothécaires, obligations communales et autres titres de même nature, émis sur la base des créances visées à l'article premier de la présente section (Voir l'article 10).

Dans le cas où ce délai expirerait avant le 1^{er} novembre, ledit délai sera automatiquement prolongé jusqu'au 30 avril prochain.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas empêcher les négociations directes entre les parties intéressées, ni l'exécution des accords conclus. Pour faciliter la conclusion des accords à l'amiable, les Parties contractantes s'engagent également à lever et abroger toutes restrictions et interdictions pouvant mettre obstacle au règlement direct entre les parties intéressées.

Les établissements créanciers seront obligés d'accepter, sans avis ou dénonciation préalables, le paiement offert par le débiteur en vue d'un accord. De même, aucune somme ne pourra être réclamée à titre de ristourne (indemnité de résiliation).

Article 9.

Les dettes, y compris les annuités arriérées, pour le règlement desquelles les parties intéressées ne pourraient tomber d'accord pendant le délai fixé à l'article 8, seront recensées dans les trois mois qui suivront l'expiration dudit délai.

Le recensement sera fait selon les dispositions de l'annexe II de la présente convention.

Les créances recensées seront cédées au Gouvernement royal roumain.

La cession se fera contre paiement de la contre-valeur des créances cédées et aura lieu directement entre l'établissement créancier cédant et le Gouvernement royal roumain. La contre-valeur à payer sera égale au montant qu'aurait dû payer le débiteur, s'il avait dénoncé sa dette envers l'établissement créancier. Aucune somme ne pourra, cependant, être réclamée par l'établissement cédant à titre de ristourne (indemnité de résiliation).

Le paiement de la contre-valeur des créances cédées sera effectué sans aucune déduction, en espèces (sauf les dispositions de l'article 10 de la présente section), au taux prévu à l'article 6 de la présente section, au siège de l'établissement cédant et dans les trois mois après la notification de la déclaration relative à la cession faite, selon l'annexe II de la présente convention, par l'établissement cédant au Gouvernement royal roumain. Si une protestation venait à être soulevée contre la cession (Voir l'annexe II de la présente convention), ledit délai de trois mois commencera à courir à la date de la décision déclinatoire.

L'établissement cédant sera obligé de délivrer au Gouvernement royal roumain, contre paiement en espèces et éventuellement en titres (Voir l'article 10), l'acte de cession, l'acte de transcription et le contrat relatif à la créance cédée.

A la suite de la cession, le Gouvernement royal roumain deviendra partie du contrat et pourra exercer, dans les conditions de ce contrat, les mêmes droits que l'établissement cédant, sans que celui-ci soit tenu responsable de la possibilité de recouvrer la créance cédée.

Jusqu'au paiement effectif de la contre-valeur de la créance cédée, les droits de l'établissement cédant, dérivant du contrat, restent intacts.

Les actes accomplis et les documents dressés en vertu de la présente section seront exempts de tous droits et taxes sur les territoires des Parties contractantes.

in Article 10 of this Section), to the Royal Roumanian Government (Article 9) or to an establishment designated by that Government (Article 12).

Article 8.

Debts may be settled by amicable agreement within one year following the completion of the registration of mortgage bonds, communal bonds and other similar securities issued on the basis of the debts referred to in Article 1 of this Section (See Article 10).

Should this time-limit expire before November 1, it shall be automatically prolonged until April 30, following.

The Contracting Parties undertake not to interfere with direct negotiations between the interested parties or with the execution of agreements which have been concluded. In order to further the conclusion of amicable agreements, the Contracting Parties also undertake to withdraw and annul all restrictions and prohibitions which might prevent a direct settlement between the interested parties.

The creditor establishments shall be bound to accept, without previous notice or warning, payment offered by the debtor with a view to settlement. Similarly no compensation may be claimed for cancellation.

Article 9.

Debts, including arrears of annual payments, in respect of which the parties concerned cannot arrive at a settlement within the time-limit specified in Article 8, shall be registered within three months following the expiry of that time-limit.

Registration shall be effected in the manner laid down in Annex II to the present Convention.

All claims registered shall be transferred to the Royal Roumanian Government.

The transfer shall take place direct between the creditor establishment transferring the claim and the Royal Roumanian Government, on payment of the equivalent of the claims transferred. Such equivalent shall be equal to the amount which the debtor would have had to pay if he had given notice of the debt due by him to the creditor establishment. The establishment transferring the claim may not, however, demand compensation for cancellation.

The equivalent of the transferred claims shall be paid without deduction, in cash (except as otherwise provided in Article 10 of this Section), at the rate specified in Article 6 of this Section, at the registered office of the establishment transferring the claim, and within three months following the notification of the declaration of transfer by the transferring establishment to the Royal Roumanian Government as provided in Annex II to the present Convention. Should any appeal be made against the transfer (See Annex II), the said period of three months shall begin to run from the date of the admission of a plea in opposition.

The transferring establishment shall be required to deliver to the Royal Roumanian Government, in consideration of payment in cash or, in certain cases, in securities (See Article 10), the deed of transfer, the deed of transcript, and the contract in respect of the claim transferred.

By the act of transfer the Royal Roumanian Government shall become a party to the contract, and may exercise, under the conditions laid down therein, the same rights as the transferring establishment, which shall not be held responsible in respect of the possibility of recovering the debt transferred.

Until the equivalent of the transferred claim has actually been paid, the rights of the transferring establishment under the contract shall remain unimpaired.

Proceedings taken and acts drawn up in virtue of this Section shall be exempt from all duties and fees in the territories of the Contracting Parties.

Article 10.

Conformément aux dispositions de la présente section, le règlement par voie d'accords amiables, ainsi que le paiement de la contre-valeur des créances cédées, seront effectués, en principe, en espèces.

Néanmoins, dans les limites prévues au sixième alinéa du présent article, les débiteurs roumains, ainsi que le Gouvernement royal roumain, pourront après un recensement préalable, employer les titres émis sur la base des créances visées à l'article premier de la présente section, ainsi que les coupons échus desdits titres, à l'acquittement des créances en question, soit par voie d'accord, soit par voie de cession et jusqu'à concurrence de 25 % du montant de la dette non amortie au moment de l'acquittement.

Les dispositions du présent article ne portent aucune atteinte aux clauses de l'article 4 de la section II, qui régiront : les titres ne rentrant pas dans la catégorie des titres déterminés au sixième alinéa du présent article ou n'ayant pas fait, pour n'importe quelle raison, l'objet du recensement — ainsi que les titres non employés en vertu du second alinéa du présent article.

Les titres recensés pourront être utilisés, sans tenir compte de leur catégorie, à l'acquittement de n'importe quelle dette visée aux articles 1, 2 et 3 de la présente section, même dans le cas où les titres auraient été émis par un autre établissement que l'établissement créancier.

Les titres et les coupons échus seront calculés selon leur valeur nominale, au taux d'une couronne ancienne pour une couronne ancienne.

En exécution des dispositions précédentes, le Gouvernement royal roumain procédera au recensement (Annexe III) des titres émis sur la base des créances visées à l'article premier de la présente section, par les établissements créanciers hongrois (Article 2) qui étaient, au 31 octobre 1918, et sans interruption depuis cette date, la propriété des ressortissants roumains remplissant les conditions prévues par l'article 6 de la Section II.

Article 11.

Les dettes hypothécaires, communales et toutes autres dettes de même nature, visées à l'article premier de la présente Section et dues par des ressortissants hongrois à des établissements roumains, seront réglées au taux prévu à l'article 7 de la section II. Si les conditions prévues par la section II n'étaient pas remplies, lesdites dettes tomberont sous les dispositions de l'article premier de la section IV.

Jusqu'à concurrence de 25 % du montant de la dette non amortie au moment de l'acquittement, le débiteur hongrois aura le droit d'utiliser au règlement de sa dette hypothécaire (communale, etc.), des lettres hypothécaires (obligations communales, etc.) émises par l'établissement créancier respectif.

Pendant le délai prévu à l'article 8 de la présente section, les établissements créanciers roumains seront obligés d'accepter, sans avis ou dénonciation préalables, le paiement de la dette offert par le débiteur hongrois. De même, aucune somme ne pourra être réclamée à titre de ristourne (indemnité de résiliation).

Article 12.

Le Gouvernement royal roumain aura la faculté de désigner un établissement foncier, auquel la cession des créances visées à l'article 9 sera faite, sans que cette faculté puisse affecter les obligations que ledit Gouvernement royal a assumé dans la présente section.

Article 10.

In accordance with the provisions of this Section, settlements by amicable agreement and the payment of the equivalent of transferred claims shall, as a general rule, be made in cash.

Nevertheless, within the limits laid down in sixth paragraph of this Article, Roumanian debtors and the Royal Roumanian Government may, after registration, employ securities issued on the basis of the claims referred to in Article 1 of this Section, and the matured coupons of such securities, in payment of the debts in question, either by agreement or by transfer, up to 25 % of the amount of the debt outstanding at the time of payment.

The provisions of this Article shall in no way affect the clauses of Article 4 of Section II, which shall apply to securities which are not covered by sixth paragraph of this Article or which for any reason have not been registered, and securities not employed under second paragraph of this Article.

Registered securities of any category may be employed in payment of any debt covered by Articles 1, 2 and 3 of this Section, even if such securities were issued by an establishment other than the creditor.

Securities and coupons which have matured shall be reckoned at their nominal value, at the rate of one old crown to one old crown.

In execution of the foregoing provisions, the Royal Roumanian Government shall proceed to register (Annex III) the securities, issued on the basis of the claims referred to in Article 1 of this Section by Hungarian creditor establishments (Article 2), which have, without interruption, since October 31, 1918 inclusive, been held by Roumanian nationals fulfilling the conditions laid down in Article 6 of Section II.

Article 11.

The mortgage and communal debts and all other similar debts referred to in Article 1 of this Section and due by Hungarian nationals to Roumanian establishments shall be settled at the rate specified in Article 7 of Section II. If the conditions laid down in Section II are not fulfilled, such debts shall be governed by the provisions of Article 1 of Section IV.

The Hungarian debtor shall have the right to employ up to 25 % of the amount of the debt outstanding at the time of payment, in settlement of his mortgage (communal, etc.) debt, or mortgage bonds (communal bonds, etc.), issued by the creditor establishment concerned.

Up to the time-limit specified in Article 8 of this Section, Roumanian creditor establishments shall be bound to accept payment of the debt without previous notice or warning if offered by the Hungarian debtor. Similarly, no compensation may be claimed for cancellation.

Article 12.

The Royal Roumanian Government shall have the right to designate a land bank to which the claims referred to in Article 9 shall be transferred; such right shall not, however, affect the obligations assumed by the Royal Roumanian Government under this Section.

SECTION IV.

DISPOSITIONS FINALES.

Article premier.

Il est entendu que les dettes et créances en anciennes couronnes existant entre des ressortissants des deux Parties contractantes, et qui ne tombent pas sous le régime des sections II ou III, seront réglées dans la monnaie et selon le droit commun de la Partie dont le débiteur est ressortissant.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux catégories des dettes et créances qui forment ou formeront, en vertu de l'article 3 de la section II, l'objet d'un arrangement spécial entre les Parties contractantes.

Article 2.

Dans le cas où des restrictions relatives au trafic des devises seraient en vigueur sur le territoire de l'une des deux Parties pendant la mise en application de la présente convention, les Parties contractantes s'engagent réciproquement à accorder toutes les facilités nécessaires pour assurer le règlement et le payement des dettes et créances visées aux sections II et III.

Article 3.

Dans le cas où le débiteur établirait devant le tribunal d'arbitrage prévu par l'article 6 de la présente section, que le payement à l'échéance de sa dette, convertie selon l'article 7 de la section II, serait inéquitablement onéreux en raison de sa situation économique et de l'étendue de son commerce ou de son métier, le tribunal d'arbitrage pourra accorder au débiteur requérant un sursis équitable ou des termes appropriés.

Se pourra également prévaloir de la disposition contenue à l'alinéa précédent, le propriétaire d'immeubles urbains, pour sa dette hypothécaire grevant un pareil immeuble, s'il prouve que le payement à l'échéance serait inéquitablement onéreux pour lui, à cause des restrictions relatives aux loyers ou de l'insuffisance de ses autres revenus.

La demande pourra être présentée avant que le créancier ait procédé au recouvrement de sa créance, et même dans le cas où le créancier aurait saisi un autre tribunal compétent selon l'article 6 de la présente section.

Dans le cas où l'exécution serait déjà ordonnée, la demande aura effet suspensif, en tant qu'elle sera présentée dans les trente jours à partir de la remise au débiteur de l'ordonnance relative à l'exécution.

La demande pourra être déposée au tribunal d'arbitrage, ou adressée à l'arbitre de celle des Parties contractantes dont le débiteur est ressortissant.

Le tribunal d'arbitrage statuera sur ces demandes, en prenant, autant que possible, les pièces existantes pour base de sa décision. Les Parties intéressées auront, cependant, le droit de comparaître en personne ou par l'entremise d'un mandataire. Dans ce but, le tribunal d'arbitrage avisera les parties intéressées de la date où il statuera sur la demande.

Dans le cas où le tribunal donnera suite à la demande, les Parties intéressées ne pourront être condamnées au payement des frais et dépens.

Article 4.

Quant aux impôts, dont le montant sera acquitté par le débiteur, les sommes dues par les ressortissants de l'une des Parties à des ressortissants de l'autre ne pourront être grevées d'impôts plus onéreux que les sommes dues entre ressortissants de la même Partie.

SECTION IV.

FINAL CLAUSES.

Article 1.

It is agreed that debts and claims in former crowns existing between nationals of the two Contracting Parties, and not covered by Section II or Section III, shall be settled in the currency and according to the ordinary laws of the Party of which the debtor is a national.

The provisions of the previous paragraph shall not apply to those categories of debts and claims which are or may subsequently be dealt with by special arrangement between the Contracting Parties in virtue of Article 3 of Section II.

Article 2.

Should there exist in the territory of either Party, while the present Convention is being put into force, any restrictions on dealings in foreign currencies, the Contracting Parties undertake to afford each other all necessary facilities for ensuring the settlement and payment of the debts and claims covered by Sections II and III.

Article 3.

Should the debtor prove to the satisfaction of the Court of Arbitration provided for in Article 6 of this Section that the payment at its maturity of his debt, converted as provided in Article 7 of Section II, would be unduly burdensome in view of his economic position and the extent of his trade or occupation, the Court of Arbitration may grant the said debtor an equitable period of grace or appropriate facilities.

The benefit of the provision contained in the previous paragraph may also be claimed by the owner of urban properties in respect of a mortgage debt upon such property, if he can prove that the payment of such debt at its maturity would be unduly burdensome for him owing to rent restrictions or the inadequacy of his income from other sources.

The application may be made before the creditor has taken proceedings to recover the debt, even if he has instituted an action in another competent Court under Article 6 of this Section.

Should a writ of execution have been already issued, the application shall have the effect of an interlocutory injunction provided it is made within thirty days following the service of the writ of execution on the debtor.

The application may be lodged with the Court of Arbitration or addressed to the arbitrator representing the Contracting Party of which the debtor is a national.

The Court of Arbitration shall pronounce upon such application, basing its decision as far as possible upon the existing documents. The interested parties shall, however, be entitled to appear in person or send representatives. The Court of Arbitration shall consequently notify the interested parties of the date on which it proposes to pronounce upon the application.

If the Court allows the application, the interested parties may not be ordered to pay the costs.

Article 4.

As regards taxes to be paid by the debtor, sums due by nationals of one Party to nationals of the other shall not be subject to heavier taxes than sums due between nationals of the same Party.

Au cas où les créances dues entre ressortissants des deux Parties auraient été grevées d'une mesure financière différentielle, la différence perçue sera restituée au créancier.

Article 5.

Sur le territoire des Parties contractantes, tous délais de prescription, péremption ou forclusion seront suspendus pendant l'époque comprise entre le 3 novembre 1918 et la mise en vigueur de la présente convention, en tant que lesdits délais se rapportent aux dettes et créances visées par les sections II et III. Ces délais recommenceront à courir à partir de la mise en vigueur de la présente convention et ne pourront expirer avant les deux années qui suivront sa mise en vigueur.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux cas où la prescription, la péremption ou la forclusion étaient achevées avant le 3 novembre 1918.

Article 6.

Les litiges qui pourraient surgir entre les ressortissants des Parties contractantes, ainsi qu'entre le Gouvernement royal roumain et les établissements fonciers hongrois au sujet des dettes et créances rentrant sous le régime des sections II et III de la présente convention, seront soumis à un tribunal d'arbitrage.

Ce tribunal d'arbitrage se composera de deux arbitres, en raison d'un nommé par chaque Partie.

Dans le cas où les deux arbitres ne pourraient tomber d'accord sur le litige, ils choisiront, d'un commun accord et sous réserve de l'approbation de leurs gouvernements respectifs, un surarbitre, ressortissant d'un Etat non intéressé, dont la décision restera définitive.

Dans le cas où les Parties contractantes ne pourraient tomber d'accord sur le choix du surarbitre, les Parties s'adresseront, pour la nomination du surarbitre à monsieur le Président de la Confédération helvétique.

Le tribunal d'arbitrage siègera alternativement à Bucarest ou à Cluj, et à Budapest.

Les règles de procédure seront établies par le tribunal d'arbitrage.

Les Parties contractantes s'engagent à accorder au tribunal d'arbitrage toute assistance judiciaire et toutes facilités nécessaires pour suivre ses enquêtes.

Les décisions du tribunal d'arbitrage seront définitives. Les Parties contractantes s'engagent à les rendre obligatoires pour leurs ressortissants respectifs, ainsi qu'à assurer leur exécution sans exequatur et sans citer les parties, dans les mêmes conditions que les sentences rendues par les autorités judiciaires indigènes.

Les dispositions du présent article n'affectent nullement le droit des ressortissants des deux Parties de saisir de leurs litiges, provenant de l'exécution des sections II et III, les tribunaux nationaux compétents, ou bien, si un tel droit leur appartient en vertu du Traité de Trianon, de soumettre leurs litiges au Tribunal arbitral mixte, prévu par l'article 239 du Traité de Trianon.

Article 7.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest, aussitôt que faire se pourra.

Article 8.

La présente convention entrera en vigueur le jour où l'échange des ratifications aura lieu.

En foi de quoi les plénipotentaires respectifs ont apposé leurs signatures et leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.

(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

Where debts due as between nationals of the two Parties have been subjected to differential taxation, the difference shall be refunded to the creditor.

Article 5.

Within the territory of the Contracting Parties all periods counting for prescription, limitation or foreclosure shall cease to run as between November 3, 1918, and the date on which the present Convention comes into force, so far as such periods relate to debts and credits covered by Sections II and III. These periods shall again begin to run as from the entry into force of the present Convention, and may not attain completion within less than two years following that date.

This provision shall not apply in cases in which prescription, limitation or foreclosure had taken effect before November 3, 1918.

Article 6.

All disputes which may arise between nationals of the Contracting Parties or between the Royal Roumanian Government and Hungarian land banks in reference to debts and claims covered by Sections II and III of the present Convention shall be submitted to a Court of Arbitration.

This Court shall consist of two arbitrators, one appointed by each Party.

Should the two arbitrators be unable to arrive at an agreement regarding the dispute, they shall select by common consent, and subject to the approval of their respective Governments, an umpire, who shall be a national of a State not concerned in the question: the umpire's decision shall be final.

Should the Contracting Parties be unable to agree on the selection of an umpire, they shall request the President of the Swiss Federation to appoint one.

The Court of Arbitration shall sit alternately at Bucharest or at Cluj and at Budapest.

It shall establish its own rules of procedure.

The Contracting Parties undertake to afford the Court of Arbitration all necessary legal assistance and other facilities for the conduct of its enquiries.

The awards of the Court of Arbitration shall be final. The Contracting Parties undertake to render them binding upon their respective nationals, and to provide for their execution without a municipal order of enforcement and without summoning the parties to appear, on the same conditions as judgments rendered by the judicial authorities of the country.

The provisions of this Article shall in no way affect the right of the nationals of the two Parties to institute proceedings, in respect of their disputes arising out of the execution of Sections II and III, in the competent Courts of their own country, or to submit their disputes to the Mixed Arbitral Tribunal provided for in Article 239 of the Treaty of Trianon if that Treaty has invested them with such a right.

Article 7.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible.

Article 8.

The present Convention shall come into force on the day of the exchange of ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have affixed their signatures and their seals.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.

(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

ANNEXE I.

Le recensement des livrets d'épargne, visé à l'alinéa 3 de l'article 5 de la section II de la présente convention, sera exécuté conformément aux dispositions suivantes :

Le Gouvernement royal roumain procédera, dès la mise en vigueur de la présente convention, au recensement des livrets d'épargne rentrant sous les conditions de l'article 5 de la section II.

Dans les trois mois à partir de la publication y relative du Gouvernement royal roumain, les détenteurs déclareront et déposeront leurs livrets d'épargne à l'établissement ou à l'autorité désignée à cet effet par ledit gouvernement.

Les livrets déclarés devront être accompagnés de toutes les preuves susceptibles d'établir les conditions fixées ou mentionnées à l'article 5 de la section II.

Pour les livrets constitués au nom d'une personne, le déclarant devra établir spécialement son identité avec la personne au nom de laquelle le livret est constitué, ou bien, le cas échéant, avec l'héritier ou le cessionnaire de ladite personne.

Pour les livrets constitués sous des chiffres, initiales, devises, noms fictifs, etc., le déclarant devra administrer toutes les preuves — hormis le témoignage — nécessaires pour établir sa propriété.

Les livrets déclarés, mis en bordereau, seront immédiatement transmis à l'Institut central des sociétés financières à Budapest, qui les communiquera aux établissements débiteurs. Le bordereau devra contenir les noms et domicile du déclarant, le numéro et montant du livret, la dénomination de l'établissement débiteur et, enfin, l'énumération des preuves.

L'établissement débiteur devra se prononcer, dans un délai de trois semaines, sur les déclarations qui lui ont été communiquées, et la réponse sera remise à l'Institut central des sociétés financières à Budapest.

L'acceptation de la déclaration et, en cas de refus, les observations de l'établissement débiteur, seront immédiatement communiquées par ledit Institut central des sociétés financières à l'établissement roumain ou à l'autorité roumaine, chargée du recensement qui, de son côté, en donnera acte sans délai, aux déclarants.

Dans le cas où la déclaration aurait été refusée par l'établissement débiteur, le déclarant d'un livret constitué sous des chiffres, initiales, devises, noms fictifs, etc., aura le droit, pour prouver ses droits de propriété, de s'offrir à prêter serment devant le tribunal de district où se trouve son domicile. Le déclarant de tout autre livret aura le droit de soumettre — dans un délai de quatre semaines à partir du jour de la notification faite par l'Institut central des sociétés financières à l'établissement roumain ou à l'autorité roumaine chargée du recensement — sa déclaration refusée à une commission mixte, composée de deux membres, dont l'un sera désigné par le Ministère royal roumain des Finances et l'autre par l'Institut central des sociétés financières à Budapest.

Dans le cas où la commission ne pourrait arriver à une décision unanime, la déclaration contestée sera soumise au surarbitre prévu par l'article 6 de la section IV.

Les livrets dont la déclaration a été acceptée seront marqués par l'établissement ou l'autorité chargée du recensement, de l'estampille suivante : « Recensé en Roumanie ».

ANNEXE II.

Le recensement des créances visées à l'article 9 de la section III de la présente convention sera exécuté conformément aux dispositions suivantes :

Les établissements créanciers déclareront leurs créances, dans le délai fixé à l'alinéa 1 de l'article 9 de la section III, à l'Association des banques et caisses d'épargne à Budapest. Les déclarations seront mises en bordereau par chaque établissement et accompagnées d'un relevé contenant les arriérés échus et non réglés jusqu'au jour initial du délai fixé pour le recensement, ainsi que le montant non encore amorti de la créance.

Les établissements créanciers seront obligés de donner au débiteur, par lettre recommandée, avis de la déclaration.

ANNEX I.

The registration of savings-bank pass-books referred to in Article 5, paragraph 3, of Section II of this Convention shall be carried out as follows :

The Royal Roumanian Government shall proceed, as soon as the present Convention comes into force, to register all savings-bank pass-books fulfilling the conditions laid down in Article 5 of Section II.

Within three months following the proclamation to that effect by the Royal Roumanian Government, the holders shall declare their savings-bank pass-books and deposit them with the establishment or authority designated for that purpose by the Roumanian Government.

Pass-books so declared must be accompanied by all necessary evidence establishing the fulfilment of the conditions specified or mentioned in Article 5 of Section II.

In the case of pass-books made out in the name of an individual, the declarant will be required more particularly to establish the fact that he is the person in whose name the pass-book is made out or is that person's heir or assign.

In the case of pass-books made out to numbers, initials, emblems, fictitious names, etc., the declarant must produce all necessary evidence (apart from the calling of witnesses) to prove his ownership.

The pass-books declared shall be listed and forwarded immediately to the Central Institute of Financial Companies at Budapest, which shall transmit them to the debtor establishments. The list must show the name and address of the declarant, the number of the pass-book and the amount payable thereon, the name of the debtor establishment, and, lastly, particulars of the evidence.

The debtor establishment must give its decision within three weeks on the declarations submitted to it, and the reply must be sent to the Central Institute of Financial Companies at Budapest.

The acceptance of the declaration or, in case of refusal, the observations of the debtor establishment shall be immediately notified by the Central Institute of Financial Companies to the Roumanian establishment or authority responsible for registration, which shall in turn inform the declarant without delay.

Should the declaration be refused by the debtor establishment, the declarant of a pass-book made out to a number, initial, emblem, fictitious name, etc., shall have the right to give evidence of his ownership on oath before the Court of the district in which he is domiciled. The declarant of any other pass-book shall have the right, within four weeks following the day on which notification was given by the Central Institute of Financial Companies to the Roumanian establishment or authority responsible for registration, to submit the rejected declaration to a Mixed Commission of two members, one appointed by the Royal Roumanian Ministry of Finance and the other by the Central Institute of Financial Companies at Budapest.

Should the Commission be unable to reach a unanimous decision, the declaration in dispute shall be submitted to the umpire mentioned in Article 6 of Section IV.

When the declaration of a pass-book is accepted, the establishment or authority responsible for registration shall stamp the book "Registered in Roumania".

ANNEX II.

The registration of the claims referred to in Article 9 of Section III of the present Convention shall be executed as follows :

The creditor establishments shall declare their claims to the Association of Banks and Savings Banks at Budapest within the period specified in Article 9, paragraph 1 of Section III. The declarations shall be listed by each establishment and accompanied by a statement showing arrears of payments outstanding at the opening day of the period fixed for registration, and also the outstanding amount of the debt.

The creditor establishments must notify the debtor of the declaration, by registered letter.

Dans les quatre semaines qui suivront l'expiration du délai fixé pour la déclaration des créances, l'Association des banques et caisses d'épargne à Budapest communiquera les déclarations au Ministère royal roumain des Finances.

Les débiteurs, ainsi que le Gouvernement royal roumain, auront le droit de protester contre la déclaration et contre la cession des créances déclarées, dans le cas où la créance ne tomberait pas sous les dispositions de la section III.

Les protestations devront être adressées à l'établissement créancier, au plus tard dans les six semaines à partir de la notification, des déclarations, faite au Ministère royal roumain des Finances. Ledit Ministère royal donnera au débiteur avis de cette notification dans les deux semaines après sa réception.

Dans le cas où la protestation ne pourrait être réglée par voie d'accord, chacune des parties intéressées aura le droit de soumettre le litige au tribunal d'arbitrage (Article 6 de la section IV) dans les six semaines qui suivront la rentrée de la protestation à l'établissement intéressé.

La décision du tribunal d'arbitrage sera obligatoire pour les parties.

A l'expiration des six mois qui suivront la notification de la déclaration relative à la cession (Alinéa 4 de la présente annexe), l'obligation de céder la créance s'éteindra pour le créancier.

ANNEXE III.

Le recensement des titres visés à l'article 10 de la section III de la présente convention, sera exécuté conformément aux dispositions suivantes :

Le Gouvernement royal roumain procédera, dès la mise en vigueur de la présente convention, au recensement des titres remplissant les conditions de l'alinéa 6 de l'article 10 de la section III.

En vue de ce recensement, le Gouvernement royal roumain fixera un délai de trois mois, pendant lequel les porteurs de titres les déclareront à l'établissement ou à l'autorité désignée, à cet effet, par le Gouvernement royal roumain.

Les titres déclarés seront mis en bordereau séparément pour chaque établissement intéressé. Le bordereau devra contenir les noms et domicile du déclarant, la catégorie, les numéros de série et d'ordre des titres déclarés et, enfin, l'énumération des preuves.

Le bordereau devra être accompagné de toutes les preuves susceptibles d'établir les conditions fixées à l'alinéa 6 de l'article 10 de la section III.

Seront considérées comme preuves de propriété, en premier lieu : les documents d'achat, le récépissé de dépôt et généralement toutes autres preuves écrites. Au cas où l'établissement intéressé refuserait de reconnaître la validité des preuves produites, le déclarant pourra administrer toutes autres preuves admissibles d'après la procédure civile des Parties contractantes.

Les bordereaux de déclaration seront immédiatement transmis à l'Association des banques et caisses d'épargne à Budapest, qui les communiquera sans délai aux établissements intéressés.

Les établissements intéressés devront se prononcer, dans un délai de trois semaines, sur les déclarations qui leur ont été communiquées.

L'acceptation des déclarations et, en cas de refus, les observations de l'établissement intéressé, seront immédiatement communiquées par ladite Association des banques et caisses d'épargne, à l'institution ou autorité roumaine chargée du recensement, qui, de son côté, en donnera acte sans délai aux déclarants. Pour l'application des dispositions de l'alinéa premier de l'article 8 de la section III, le recensement sera considéré comme terminé dès que ladite communication aura été faite par l'Association des banques et caisses d'épargne, à l'institution ou autorité roumaine chargée du recensement.

Le déclarant aura le droit de soumettre — dans un délai de quatre semaines à partir du jour de la notification faite par l'Association des banques et des caisses d'épargne à l'institution ou autorité roumaine chargée du recensement. — la déclaration refusée à une commission composée de deux membres, dont l'un sera délégué par le Ministère royal roumain des Finances, l'autre par l'Association des banques et caisses d'épargne à Budapest.

La commission devra se prononcer dans un délai de deux semaines.

Dans le cas où la commission ne pourrait arriver à une décision unanime, le différend sera soumis au surarbitre, prévu par l'article 6 de la section IV.

Les titres, dont la déclaration a été acceptée, soit par l'établissement intéressé, soit par une décision de la commission prévue aux alinéas précédents, ou par celle du surarbitre susmentionné, seront marqués de l'estampille suivante : « Recensé en Roumanie ».

Within four weeks following the expiration of the period fixed for the declaration of claims, the Association of Banks and Savings Banks at Budapest shall communicate the declarations to the Royal Roumanian Ministry of Finance.

Debtors, and the Royal Roumanian Government, shall have the right to appeal against the declaration and against the transfer of the claims declared, if such claims are not covered by the provisions of Section III.

Appeals must be addressed to the creditor establishment not later than six weeks after the notification of the declarations to the Royal Roumanian Ministry of Finance. The said Ministry shall inform the debtor of such notification within two weeks following its receipt.

Should it prove impossible to settle the appeal by agreement, each of the parties concerned shall have the right to submit the dispute to the Court of Arbitration (Article 6 of Section IV) within six weeks following the return of the appeal to the establishment concerned.

The award of the Court of Arbitration shall be binding upon the parties.

After the lapse of six months following the notification of the declaration concerning transfer (Fourth paragraph of this Annex), the obligation to transfer the claim shall cease to be binding upon the creditor.

ANNEX III.

The registration of the securities referred to in Article 10 of Section III of the present Convention shall be executed as follows :

The Royal Roumanian Government shall proceed, as soon as the present Convention comes into force, to register the securities fulfilling the conditions of Article 10, sixth paragraph of Section III.

For the purpose of registration, the Royal Roumanian Government shall fix a time-limit of three months within which holders of securities must declare them to the establishment or authority designated for that purpose by the Royal Roumanian Government.

The securities declared shall be placed on a separate list for each establishment concerned. The list must show the name and address of the declarant, the category, serial numbers and individual numbers of the securities declared, and, lastly, particulars of the evidence.

The list must be accompanied by all necessary evidence of the fulfilment of the conditions laid down in Article 10, sixth paragraph of Section III.

Deeds of purchase, deposit receipts, and all evidence in writing, shall be accepted as primary evidence of ownership. Should the establishment concerned refuse to recognise the validity of the evidence produced, the declarant may produce any other evidence admissible under the civil procedure of the Contracting Parties.

The declaration lists shall be forwarded immediately to the Association of Banks and Savings Banks at Budapest, which shall communicate them without delay to the establishments concerned.

The establishments concerned must give a decision within three weeks on the declarations : communicated to them.

The acceptance of the declarations or, in case of refusal, the observations of the establishment concerned shall be immediately notified by the Association of Banks and Savings Banks to the Roumanian institution or authority responsible for registration, which shall in turn inform the declarants without delay. For the purposes of Article 8, first paragraph, of Section III, registration shall be deemed to be complete as soon as such notification has been made by the Association of Banks and Savings Banks to the Roumanian institution or authority responsible for registration.

The declarant shall have the right, within four weeks following the day on which notification was given by the Association of Banks and Savings Banks to the Roumanian institution or authority responsible for registration, to submit the rejected declaration to a Commission of two members, one appointed by the Royal Roumanian Ministry of Finance and the other by the Association of Banks and Savings Banks at Budapest.

The Commission must decide within two weeks.

Should the Commission be unable to reach a unanimous decision, the dispute shall be submitted to the umpire mentioned in Article 6 of Section IV.

When the declaration of securities has been accepted, either by the establishment concerned or by a decision of the Commission mentioned in the foregoing paragraphs or by an award of the umpire, the securities shall be stamped "Registered in Roumania".

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la convention en date d'aujourd'hui, concernant la libération des dépôts et le règlement des dettes et créances libellées en anciennes couronnes autrichiennes ou hongroises, les Hautes Parties contractantes sont convenues de ce qui suit :

1^o Les termes « objets d'art » du paragraphe 1 des articles 1 et 2 de la section I de la présente convention ne s'appliquent qu'aux objets d'art déposés auprès des banques et banquiers. De plus, ces termes ne comprennent pas les objets d'art qui auraient pu être réclamés en vertu des articles 175-176 du Traité de Trianon.

2^o En ce qui concerne les dépôts contenant des monnaies, visés aux articles 1 et 2 de l'alinéa 1 de la section I de la présente convention, les dispositions de ladite section ne s'appliqueront qu'aux dépôts réguliers (*depositum regulare*).

3^o Vu l'intérêt des déposants des dépôts cumulatifs d'obtenir des facilités pour prouver la nationalité des propriétaires des valeurs dont se compose le dépôt cumulatif, il est convenu que, pour les dépôts cumulatifs visés à l'alinéa 2 de l'article 3 de la section I, on admettra généralement comme preuves, les certificats de nationalité émanant des autorités locales, compétentes selon le domicile des propriétaires énumérés dans le bordereau à dresser par le déposant. Ce certificat pourra être apposé sur ledit bordereau. Les contre-preuves sont admissibles.

Cette disposition, applicable uniquement aux dépôts cumulatifs, ne porte aucune atteinte, aux règles internes des Parties contractantes relatives à l'administration des preuves en matières de nationalité, ni aux dispositions de la section I, concernant les preuves de nationalité pour tous les dépôts non cumulatifs.

4^o Les dispositions contenues dans l'alinéa 1 de l'article 6 de la section I seront notifiées à la Commission des réparations.

5^o Toutes les restrictions et interdictions contraires aux dispositions de la présente convention, seront levées et abrogées.

6^o Pour faciliter le recensement des livrets d'épargne et des lettres hypothécaires, ainsi que celui des autres titres soumis au recensement (Article 5 de la section II, article 10 de la section III et annexes I et III de la présente convention), il est convenu que : si le livret d'épargne ou les titres à déclarer sont déposés hors du territoire du Royaume de Roumanie, le propriétaire aura le droit de faire, en temps utile, une déclaration provisoire pour sauvegarder ses intérêts. Cette déclaration provisoire ne dispense aucunement le déclarant de l'obligation de satisfaire, dans un délai de six mois à partir de la déclaration provisoire, aux dispositions des clauses précitées de la présente convention.

7^o La « Anglo-Austrian Bank, Ltd. » et la « Wiener Bankverein » seront assimilées aux banques hongroises et soumises aux dispositions de la section II, en ce qui concerne les dettes et créances contractées par leurs établissements en Hongrie, si les autres conditions posées dans ladite section sont également remplies.

8^o En ce qui concerne les dettes et créances visées par la présente convention, les établissements fonciers hongrois et, parmi eux, l'Association des Instituts fonciers de Hongrie (*Magyar Földhitelintézetek Országos Szövetsége*) jouiront du même traitement que tous les autres ressortissants hongrois.

Le présent protocole sera ratifié en même temps que la convention en date d'aujourd'hui et aura la même force que ladite convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Bucarest, en double original, le 16 avril 1924.

(L. S.) R. DE WODIANER, m. p.

(L. S.) N. N. FILODOR, m. p.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention of this day's date concerning the release of deposits and the settlement of debts and claims in former Austrian and Hungarian crowns, the High Contracting Parties have agreed as follows :

(1) The expression "objects of art" in paragraph 1 of Articles 1 and 2 of Section I of the present Convention shall only apply to objects of art deposited with banks or bankers. Further, this expression shall not include objects of art which might have been claimed under Articles 175 and 176 of the Treaty of Trianon.

(2) As regards the deposits which include currency, referred to in paragraph 1 of Articles 1 and 2 of Section I of the present Convention, the provisions of that Section shall only apply to regular deposits (*depositum regulare*).

(3) In view of the importance, for the depositors of cumulative deposits, of obtaining facilities for establishing the nationality of the owners of the securities or valuables which constitute the cumulative deposits, it is agreed that, in the case of the cumulative deposits referred to in Article 3, second paragraph, of Section I, certificates of nationality, issued by the local authorities which are competent having regard to the domicile of the owners enumerated in the list to be drawn up by the depositor, shall as a general rule be accepted as evidence. Such certificates may be attached to the lists. Rebutting evidence shall be admissible.

This clause shall apply to cumulative deposits only, and shall not in any way affect the internal regulations of the Contracting Parties regarding the production of evidence of nationality, or the provisions of Section I regarding evidence of nationality in respect of all non-cumulative deposits.

(4) The provisions contained in Article 6, first paragraph, of Section I shall be brought to the notice of the Reparation Commission.

(5) All restrictions and prohibitions conflicting with the provisions of the present Convention shall be withdrawn and annulled.

(6) To facilitate the registration of savings-bank pass-books and mortgage bonds, and of other securities subject to registration (Article 5 of Section II, Article 10 of Section III, and Annexes I and III to the present Convention), it is agreed that, if the savings-bank pass-book or securities to be declared are deposited outside the territory of the Kingdom of Roumania, the owner shall have the right to make, within a given time, a provisional declaration in order to safeguard his interests. Such provisional declaration shall in no way dispense the declarant from the obligation to comply with the provisions of the above-mentioned clauses of the present Convention within six months following his provisional declaration.

(7) The Anglo-Austrian Bank, Ltd., and the Wiener Bankverein shall be assimilated to Hungarian banks and shall be subject to the provisions of Section II in respect of debts and claims contracted by their branches in Hungary, if the other conditions laid down in that Section are also fulfilled.

(8) As regards the debts and claims covered by the present Convention, Hungarian land banks, including the Association of Hungarian Land Banks (*Magyar Földhitelintézetek Országos Szövetsége*), shall enjoy the same treatment as all other Hungarian nationals.

The present Protocol shall be ratified simultaneously with the Convention of this day's date, and shall have the same force as the said Convention.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Bucharest on April 16, 1924.

(L. S.) (Signed) R. DE WODIANER.

(L. S.) (Signed) N. N. FILODOR.

ERRATA

Volume XXXVIII.

Page 266, ligne 16, lire :

Total du crédit de la Tchécoslovaquie.

Volume XXXVIII.

Page 266, line 16, read :

*Volume XLII.*Page 57, Article premier, 2^mo ligne :

Après le mot « Maalebrevé », ajouter les mots :

Volume XLII.

Page 57, Art. 1, 2nd line :

After the word "Maalebrevé", add the words:

" eller Appendiksmalebrevé ".

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)